

# CULTURE FUTUR URBAIN

RAPPORT MONDIAL  
SUR LA CULTURE  
POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
URBAIN DURABLE



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Objectifs de  
développement  
durable

SEPTEMBRE 2015  
PROGRAMME POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

## POINTS D'ENTRÉE DE LA CULTURE

## PATRIMOINE ET CRÉATIVITÉ



OCTOBRE 2015  
ÉTUDE MONDIALE DE L'UNESCO SUR LE RÔLE DE LA CULTURE

## ANALYSES RÉGIONALES

### ZONE D'ÉTUDE 1

Alors qu'une nouvelle génération d'entrepreneurs culturels voit le jour, la culture contribue de plus en plus à renforcer la participation communautaire et à renouveler les relations entre les pouvoirs publics et les citoyens.

### ZONE D'ÉTUDE 2

Bien qu'il se soit dégradé en raison des bouleversements démographiques et sociaux, le modèle urbain de la médina, propre aux villes arabes et caractérisé par la densité et la mixité des usages, est riche d'enseignements pour la durabilité future des villes.

### ZONE D'ÉTUDE 3

La pratique de la conservation urbaine a ouvert la voie à des approches nouvelles et à des instruments innovants pour renforcer la durabilité urbaine et environnementale, en mettant l'accent sur les savoirs locaux, la créativité et le bien-être.

### ZONE D'ÉTUDE 4

Des pratiques de conservation et de régénération urbaines voient le jour dans le cadre de la réutilisation d'anciens bâtiments industriels et d'espaces publics datant de l'ère soviétique, et des projets de revitalisation des villes historiques sont engagés.

### ZONE D'ÉTUDE 5

Alors que la conservation du patrimoine est une priorité secondaire dans les programmes de développement, les besoins des plus démunis exigent de porter une attention particulière à la régénération urbaine, en revisitant les dispositifs innovants de lutte contre la pauvreté développés dans la région.

### ZONE D'ÉTUDE 6

Du fait de la spéculation immobilière croissante et de la tendance à la privatisation observée dans les villes, les espaces publics ont été placés au cœur des efforts de conservation et de régénération.

### ZONE D'ÉTUDE 7

Une nouvelle conception de l'urbanisme durable voit le jour, qui associe le patrimoine, la création contemporaine et les préoccupations environnementales, et plaide en faveur de villes polycentriques, denses et aux usages mixtes.

### ZONE D'ÉTUDE 8

Si la conservation et la régénération urbaines ont été traditionnellement mises en œuvre par les pouvoirs publics, un nombre croissant d'acteurs très divers – issus de la société civile et du secteur privé – y contribuent désormais, ce qui permet le développement de partenariats innovants.



DÉCEMBRE 2015  
LA CULTURE AU SERVICE DES VILLES DURABLES  
DOMAINES DE L'ACTION PUBLIQUE (HANGZHOU, CHINE)

## THÈMES

## L'HUMAIN

- 1 DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN
- 2 DES VILLES INCLUSIVES
- 3 DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET TOLÉRANTES
- 4 DES VILLES CRÉATIVES ET INNOVANTES

## L'ENVIRONNEMENT

- 5 DES VILLES COMPACTES, À ÉCHELLE HUMAINE
- 6 DES VILLES DURABLES, RÉILIENTES ET VERTES
- 7 DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS
- 8 DES IDENTITÉS URBAINES À SAUVEGARDER

## LES POLITIQUES

- 9 UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE
- 10 DES LIENS VILLES-CAMPAGNES RETISSÉS
- 11 UNE GOUVERNANCE URBAINE RENFORCÉE
- 12 DES OUTILS DE FINANCEMENT OPTIMISÉS

OCTOBRE 2016  
RAPPORT MONDIAL CULTURE : FUTUR URBAIN

## RECOMMANDATIONS

- Améliorer la qualité de vie dans les villes et sauvegarder les identités urbaines
- Assurer l'inclusion sociale dans les villes grâce à la culture
- Promouvoir la créativité et l'innovation dans le développement urbain grâce à la culture
- S'appuyer sur la culture pour promouvoir les initiatives de dialogue et d'édification de la paix

- Encourager le développement de villes à échelle humaine et aux usages mixtes, en s'inspirant des pratiques de conservation urbaine
- Promouvoir un environnement bâti et naturel de qualité
- Améliorer la qualité des espaces publics grâce à la culture
- Améliorer la résilience des villes grâce à des solutions fondées sur la culture

- Régénérer les villes et renforcer les liens villes-campagnes en intégrant la culture au cœur de l'aménagement urbain
- S'appuyer sur la culture en tant que ressource durable pour un développement économique et social inclusif des villes
- Promouvoir, à travers la culture, les processus participatifs et renforcer le rôle des communautés dans la gouvernance locale
- Créer des modèles de financement innovants et durables pour soutenir les initiatives culturelles

# CULTURE: FUTUR URBAIN

RAPPORT MONDIAL  
SUR LA CULTURE  
POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
URBAIN DURABLE



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Objectifs de  
développement  
durable

Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2017



978-92-3-200127-6

Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO ([www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr](http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr)).

Titre original : Culture: Urban Future

Publié en 2016 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

(\*) Les images marquées d'un astérisque ne relèvent pas de la licence CC-BY-SA et ne peuvent pas être utilisées ou reproduites sans le consentement préalable des détenteurs du droit d'auteur.

**Photo de couverture et de quatrième de couverture :** Femmes qui dansent dans le Palais des Chahs de Chirvan, Bakou (Azerbaïdjan)  
© REZA/Webistan\*

**Conception graphique :** Grace Hodeir/RectoVerso, 92200 Neuilly-sur-Seine (France)

**Traduction :** Traducteo

**Imprimé par :** l'UNESCO, Paris (France)



Cette publication a bénéficié du soutien du Royaume d'Espagne et du Gouvernement populaire de la Municipalité de Hangzhou.

*Ce rapport est dédié à la mémoire de Ron van Oers (1965-2015), ami et collègue qui a porté l'approche de la conservation urbaine défendue dans la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique.*

# AVANT-PROPOS



Plus de la moitié de la population étant désormais urbaine, c'est en particulier dans les villes que se jouera l'atteinte des objectifs du développement durable, et ce dans toutes les régions du monde. Alors que le système des Nations Unies engage la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Nouveau Programme pour les villes – adopté en octobre 2016 lors de la Troisième

Conférence des Nations Unies sur le logement et de développement urbain durable (Habitat III) – il est essentiel de mutualiser les expériences et bonnes pratiques pour construire l'avenir de nos villes.

Les défis à relever sont considérables et les villes sont en première ligne des enjeux du développement durable, concernant notamment l'éducation, la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, le développement de sociétés inclusives et l'efficacité des institutions. Toutefois, les villes sont également l'une des réalisations humaines les plus remarquables pour élaborer des solutions et construire l'avenir. Elles rassemblent les individus créatifs et productifs et leur offre un espace pour échanger, inventer et innover. Des villes antiques de Mésopotamie aux trépidantes métropoles contemporaines en passant par les villes-États de la Renaissance italienne, les zones urbaines ont compté parmi les moteurs les plus puissants du développement humain. Aujourd'hui, plus que jamais, c'est sur les villes que nous devons compter. La culture est au cœur du renouveau des villes et de leur capacité d'innovation. En rassemblant de nombreuses informations et expériences concrètes, le présent rapport démontre que la culture est un atout stratégique pour construire des villes plus inclusives, créatives et durables. La créativité et la diversité culturelle constituent des facteurs clés de la réussite des villes. Les activités culturelles peuvent également favoriser l'inclusion sociale et le dialogue entre les différentes communautés. Le patrimoine, matériel et immatériel, fait partie intégrante de l'identité urbaine et contribue à créer un sentiment d'appartenance et de cohésion. La culture est ce qui constitue l'âme d'une ville et lui permet d'évoluer et de construire un avenir meilleur, assurant la dignité pour tous. Cette réflexion a été au centre du travail de l'UNESCO ces dernières décennies, notamment dans le cadre de l'élaboration de programmes tels que le Réseau des villes créatives, le Réseau des villes apprenantes et intelligentes ou la protection des paysages urbains historiques. Cette vision a été renforcée par la reconnaissance explicite du rôle de la culture en tant que vecteur du développement durable, et en tant que l'une des conditions essentielles pour atteindre l'objectif de développement durable n° 11 de « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

Une ville centrée sur l'humain est un espace centré sur la culture. Nous devons traduire cette réalité en politiques plus efficaces et en gouvernance urbaine durable. Les villes sont devenues des laboratoires vivants pour évaluer la façon dont certains des défis les plus pressants auxquels nous sommes confrontés sont négociés, gérés et vécus. Nous devons renforcer les atouts culturels des villes, en particulier le patrimoine qui offre aux habitants un sens et un sentiment d'identité, et le potentiel créatif qui stimule la vitalité, la qualité de vie et la prospérité de nos villes.

Le présent rapport n'aurait été possible sans la contribution d'un certain nombre de partenaires majeurs de l'UNESCO. À cet égard, je souhaite remercier en particulier le Gouvernement du Royaume d'Espagne et le Gouvernement populaire de la municipalité de Hangzhou ; leur soutien au travail de l'UNESCO dans le domaine de la culture et du développement urbain durable a été essentiel pour mener à bien ce travail.

**Irina Bokova**  
Directrice générale de l'UNESCO



# PRÉFACE

*L'année 2007 a marqué un tournant dans l'histoire de notre planète : pour la première fois, les habitants des zones urbaines étaient plus nombreux que ceux des zones rurales.*

*Aujourd'hui, environ 55 % de la population mondiale est regroupée dans des villes. Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité démographique : selon certaines estimations, en 2050 deux personnes sur trois vivront en zone urbaine.*

*En 1990, on dénombrait 10 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants chacune. On en compte aujourd'hui 28 et en 2030 elles devraient être plus de 40. Cette croissance urbaine sans précédent signifie que les villes joueront un rôle vital dans le développement de solutions globales permettant de relever les défis de l'avenir, lesquelles devront prendre en compte la valeur transversale de la culture pour des processus tels que la régénération urbaine, l'inclusion sociale et la prospérité économique.*

*Étant donné l'importance accordée par l'Espagne au rôle de la culture pour le développement durable, le gouvernement espagnol entretient avec l'UNESCO une relation durable, preuve de son engagement sans faille en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel, ainsi que de la promotion de la créativité et de la diversité culturelle. Le Fonds pour la réalisation des OMD (F-OMD) a été créé en 2007, fruit d'un accord entre le gouvernement espagnol et le PNUD en tant que représentant du système des Nations Unies. Le F-OMD a géré 130 programmes dans 50 pays sur les 5 continents, dont un grand nombre se déroulaient dans les zones urbaines. S'appuyant sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté en septembre 2015 grâce aux efforts déployés par tous les pays pour faciliter le processus ayant conduit à son adoption. L'Objectif 11 du Programme encourage à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».*

*De plus en plus, l'avenir de nos sociétés se jouera dans les villes, dans un contexte où il n'est plus possible d'envisager le développement durable sans tenir compte du rôle de la culture. C'est pourquoi l'Espagne a intégré ce facteur dans ses Plans directeurs en faveur de la coopération, comme un élément fondamental des politiques de développement. Le Plan directeur IV (2013-2016) insiste sur cette nécessité, en précisant que « la coopération de l'Espagne, forte du résultat de sa Stratégie pour la culture et le développement et de l'action de ses ambassades et unités de coopération à l'étranger – notamment des centres culturels – favorisera le respect de la diversité culturelle, du dialogue interculturel et de la liberté d'expression et de création ; ainsi que la participation effective de l'ensemble des individus dans la vie culturelle ».*

*Notre ambition est que le présent rapport devienne une publication de référence qui servira de cadre pour la mise en œuvre efficace du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Nouveau Programme pour les villes – adopté lors de la Conférence Habitat III à Quito – afin de faire face aux changements qui menacent notre planète et de bâtir un avenir durable pour les générations futures.*

**Jesús Manuel Gracia Aldaz**

Secrétaire d'État à la Coopération internationale et aux Relations ibéro-américaines, Royaume d'Espagne

# PRÉFACE



© Li Zhong

*La ville de Hangzhou a l'honneur de présenter cette préface au Rapport mondial sur la culture pour le développement urbain durable, résultat de plusieurs années de coopération*

*entre l'UNESCO et Hangzhou visant à mettre en lumière le rôle vital de la culture pour le développement urbain durable.*

*Cinquième ville de Chine par sa taille, Hangzhou constate cette dynamique au premier chef. Centre historique d'arts et d'apprentissage, Hangzhou est devenue dès le IXe siècle une véritable plaque tournante pour les poètes, les artistes et les érudits. Les pagodes et les jardins qui forment le magnifique paysage culturel du lac de l'Ouest illustrent parfaitement l'union entre l'homme et la nature. Inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2011, le lac de l'Ouest s'est révélé être une source essentielle de patrimoine culturel et de tourisme durable pour la ville.*

*Avec sa population urbaine de plus de 9 millions d'habitants, Hangzhou doit désormais relever les défis auxquels sont confrontées toutes les villes en plein essor dans le monde : l'amélioration de l'accès à l'emploi, à l'éducation et au logement, ainsi que l'atténuation des effets du changement climatique et de l'étalement urbain. Hangzhou est convaincue que la culture est essentielle pour résoudre les difficultés de ce siècle incontestablement urbain, qui verra la population des villes passer le cap des 9 milliards d'individus d'ici à 2100. Par ailleurs, en tant que partenaire majeur de l'UNESCO, la ville de Hangzhou a grandement contribué aux efforts déployés pour intégrer la culture dans tous les aspects du développement durable.*

*Ce partenariat date de 2013, année pendant laquelle Hangzhou a accueilli le Congrès international de l'UNESCO intitulé « La culture : clé du développement durable », le premier portant sur les liens entre culture et développement durable depuis 1998. Deux ans plus tard, en septembre 2015, ces efforts ont porté leurs fruits : l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, reconnaissant la culture en tant que facteur et moteur du développement durable. Cette idée est portée en particulier par l'Objectif de développement durable n°11, « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Dans cet esprit, l'UNESCO a organisé en décembre 2015 une Conférence internationale, « La culture au service des villes durables », que la ville de Hangzhou a eu le plaisir d'accueillir. La Conférence a donné lieu aux Conclusions de Hangzhou, base des thèmes abordés dans le présent rapport.*

*Nous avons bon espoir que Culture : Futur urbain servira de point de départ à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes et à une discussion plus large sur le rôle de la culture pour le développement durable. C'est une discussion à laquelle la ville de Hangzhou continuera de participer, car notre histoire est la preuve que la culture est bien une condition sine qua non de la création de villes durables.*

**Zhang Hongming**  
Maire de Hangzhou



# REMERCIEMENTS

Ce Rapport mondial n'aurait pas pu voir le jour sans la participation de nombreuses personnes. Le Secteur de la Culture de l'UNESCO voudrait remercier tous les contributeurs de leur soutien, mais aussi du temps et des efforts qu'ils y ont consacrés.

Nous exprimons notre gratitude à nos donateurs, dont l'aide financière a rendu possible l'élaboration du Rapport mondial. Nous remercions le gouvernement espagnol et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) ; notamment Itziar Taboada, Directrice des relations culturelles et scientifiques ; ainsi que Laura López de Cerain, ancienne Directrice de la coopération multilatérale, horizontale et financière, et Cristina Juarranz, qui lui a succédé. Nous voulons également remercier le Gouvernement populaire de la municipalité de Hangzhou ; en particulier Zhao Yide, Membre du Comité permanent du Parti communiste chinois (Comité de la province de Zhejiang) et Secrétaire du Comité du Parti à la municipalité de Hangzhou, ainsi que Zhang Hongming, Maire de Hangzhou.

Ce Rapport mondial est le fruit d'une réflexion menée par Francesco Bandarin, Sous-Directeur général pour la culture de l'UNESCO. Il a dirigé les activités de recherches, les échanges, la conférence préparatoire internationale et l'équipe du Rapport mondial formée par Lynne Patchett, Dorine Dubois, Alessandra Borchì, Emmanuelle Robert, Penelope Keenan, Sara Garcia de Ugarte, Marissa Potasiak et Salma Zulfiqar.

Le Rapport contient les contributions fournies par les organisations internationales suivantes, à qui nous adressons nos remerciements : le Conseil de l'Europe, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM), Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et la Banque mondiale.

Nous sommes reconnaissants aux institutions, aux chercheurs, aux professionnels et aux experts indépendants d'origines et de domaines divers qui ont collaboré avec l'UNESCO dans la mise en œuvre des études régionales présentées dans la Partie I du Rapport.

**Pour la zone d'étude 1**, coordonnée par le Réseau Arterial (Le Cap, Afrique du Sud), l'équipe rassemblait : Peter Rorvik, Nadia Nkwaya et Musonda Chimba du Secrétariat continental du Réseau Arterial ; Jenny Fatou Mbaye, Yarrì Kamara, Laura Nkula-Wenz, Rike Sitas, Deirdre Prins Solani, Franck Komlan Ogou, Victoria Okoye, Aida Muluneh, Tesfaye Yimer, Abdul Aziz Abed et Mikhaela Sack du cabinet d'architectes et d'urbanistes Albonico Sack Metacity ; Ore Disu et Tamilore Oni de l'Institut Nsibidi ; Aly Sine, Muhammad Juma, Attaher Maiga, Tojo Rakotomalala, Muhammad Juma et El Boukhari Ben Essayouti.

**Pour la zone d'étude 2**, coordonnée par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (Tunis, Tunisie), l'équipe rassemblait : Hayet Guettat Guermazi, Jellal Abdelkafi, Faïka Bejaoui, Abderrahim Kassou, Mohamed Abdelhalim Faidi, Kareem Ibrahim, Fakher Kharrat, Naima Lahbil Tagemouati, Caecilia Pieri, Daniele Pini, Mousbah Rajab, Simone Ricca et Zahra Ali Baba.

**Pour la zone d'étude 3**, coordonnée par l'Université IUAV de Venise (Venise, Italie), l'équipe rassemblait : Enrico Fontanari, Roberto Zancan, Giorgia Aquilar, Micol Roversi Monaco, Jana Revedin, Jean Louis Luxen, Sinisa Sesum, Amir Pašić, Senada Demirovic, Rut Carek, Daniel Perogordo, Lijia Kokkonen, Hilde Leon, Kerstin Manz, Thymio Papayannis, Tamas Fejerdy, Mike Turner, Dagnija Baltiņa, Bruno Deslandes, Ina Marčulionytė, Ray Bondin, Ana Pereira Roders, Kris Endresen, Marius Gronning, Cecile Smith-Christensen, Bogusław Szymgin, Cristina Castel Branco, Cristina Iamandi, Francisco Pol Mendez, Paolo Perulli, Yonca Kosebay Erkan, Adam Wilkinson et Erminia Sciacchitano.

**Pour la zone d'étude 4**, coordonnée par l'Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design (Moscou, Fédération de Russie), l'équipe rassemblait : Elizaveta Levitskaya, Anastasia Iluhina, Maria Sakirko, Nadezhda Khort, Sofia Savelieva, Alexei Muratov, Clementine Cecil, Thomas Clark, Julia Popova, Kirill Ilitskiy, Anna Pozniak, Eugeniy Martynenko, Daria Elmanova, Varvara Melnikova et Denis Leontiev.

**Pour la zone d'étude 5**, coordonnée par l'Institut Srishti d'art, de design et de technologie (Bangalore, Inde) en partenariat avec l'ONG Sustainable Urbanism International, l'équipe rassemblait : Jyoti Hosagrahar, Amit Chanchal, Anisha Arabolu et Udit Agarwal.

**Pour la zone d'étude 6**, coordonnée par l'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique (Shanghai, Chine), l'équipe rassemblait : Zhou Jian, Ron van Oers, Sabina Cioboata, Luo Xi, Yao Yifeng, Cristina Iamandi, Susan Fayad, Punto Wijayanto, Ester van Steekelenburg, Su Su, Toe Aung, Sachiko Haraguchi, Belinda Yuen, Felipe Delmont et Shao Yong.

**Pour la zone d'étude 7**, coordonnée par l'École des arts de la restauration à Willowbank (Queenston, Canada), l'équipe rassemblait : Julian Smith, Angela Garvey, David Deo, Erica Avrami et Jeffrey L. Soule.

**Pour la zone d'étude 8**, coordonnée par l'Université pontificale catholique du Chili (Santiago, Chili) en partenariat avec l'Université de Coimbra (Coimbra, Portugal), l'équipe rassemblait : Fernando Pérez Oyarzún, Walter Rossa, Lorena Pérez Leighton, Carolina Valdés Rojas, Miguel Delso Páez, Matias Puelma, Paula Mulatti, Javiera Quiroga, Camila Mancilla, Camila Martorell, Andréa Sampaio et Marcela Santana.

Ce Rapport a bénéficié des conseils des examinateurs externes suivants : Paolo Ceccarelli, Michael Cohen et Susan Fayad.

Plusieurs membres du personnel de l'UNESCO et experts externes ont fourni des conseils sur le projet du présent Rapport et ont contribué aux activités qui ont permis sa production. Pour leur participation et leur soutien, nous remercions : Nada Al Hassan, Nada Al-Nashif, Denise Bax, Maria Bennici, Leontien Bielen, Giovanni Boccardi, Anne Candau, Arne Carlsen, Melika Caucino-Medici, Danielle Cliche, Lindsay Cotton, Thomas Croll-Knight, Timothy Curtis, Michelle Diederichs, Peter Dogse, Golda El-Khoury, Margherita Fanchiotti, Laura Frank, Liza Gisbert, Francisco Gómez Durán, Huang Hua, Feng Jing, Matthieu Guevel, Himalchuli Gurung, Karim Hendili, Jyoti Hosagrahar, Anthony Krause, Jean-Yves Le Saux, Paola Leoncini Bartoli, Ismael Madrigal, Alexandros Makarigakis, Kerstin Manz, Inel Massali, Franca Miglioli, Edmond Moukala, Julien Nakata-Glenat, Marielza Oliveira, Ingrid Pastor Reyes, Irina Pavlova, Frank Proschan, Maritza Rolón, Mechtild Rössler, Saadia Sánchez Vegas, Alcira Sandoval Ruiz, Nuria Sanz, Flavia Schlegel, Qian Tang, Linda Tinio, Jair Torres, Marie-Noël Tournoux, Raúl Valdés Cotera, Lily Valtchanova, Vesna Vujicic-Lugassy, Mo Wang, Soichiro Yasukawa et Wu Zhong.

Nous remercions tout particulièrement Alfredo Pérez de Armiñán, ancien Sous-Directeur général pour la culture de l'UNESCO, qui a soutenu la préparation de ce Rapport et a guidé le développement de l'initiative dans son ensemble.

Nous voulons également remercier Reza Deghati, dont les œuvres illustrent le Rapport ; ainsi que Rachel Deghati et Laetitia Barth de l'agence photographique Webistan. Nous adressons aussi tous nos remerciements aux artistes, professionnels et photographes qui nous ont gracieusement autorisé à reproduire leurs œuvres, dont Anton Bolkunov, Danni Colgan, Jean-Jacques Gelbart, Tony Lewis, Victoria Okoye, Nicola Prime et Gilles Waluzinski.

Enfin, des remerciements particuliers vont à Grace Hodeir et l'équipe de Recto Verso, à qui nous devons la conception graphique et la présentation du Rapport, ainsi qu'à Julie Wickenden, qui s'est chargée de la révision et de la relecture. De nombreux collaborateurs, au sein de l'UNESCO et en dehors, ont participé à la traduction et à la production de ce Rapport. Qu'ils soient ici tous remerciés.

# SOMMAIRE

<b>Avant-propos</b> par Irina Bokova, Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	5
<b>Préface</b> par Jesús Manuel Gracia Aldaz, Secrétaire d'État à la Coopération internationale et aux Relations ibéro-américaines, Royaume d'Espagne	6
<b>Préface</b> par Zhang Hongming, Maire de Hangzhou	7
<b>Remerciements</b>	8
<b>Sommaire</b>	10
<b>Liste des études de cas</b>	12
<b>Liste des perspectives</b>	14
<b>Liste des encadrés</b>	15
<b>Introduction</b> – La culture : ressource essentielle pour le développement urbain durable	17

## PARTIE I Étude mondiale sur le rôle de la culture dans le développement urbain durable

27

<b>ZONE D'ÉTUDE 1</b>	<i>Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe</i>	31
<b>ZONE D'ÉTUDE 2</b>	<i>Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Yémen</i>	43
<b>ZONE D'ÉTUDE 3</b>	<i>Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldavie, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie</i>	55
<b>ZONE D'ÉTUDE 4</b>	<i>Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine</i>	67
<b>ZONE D'ÉTUDE 5</b>	<i>Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'), Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka</i>	79
<b>ZONE D'ÉTUDE 6</b>	<i>Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam</i>	91
<b>ZONE D'ÉTUDE 7</b>	<i>Canada, États-Unis d'Amérique</i>	103
<b>ZONE D'ÉTUDE 8</b>	<i>Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)</i>	113

# PARTIE II La culture au service des villes durables : une approche thématique

125

## SECTION A

### L'HUMAIN Mettre à profit le pouvoir de la culture pour construire des villes humaines et inclusives

- 1 DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN 132
- 2 DES VILLES INCLUSIVES 140
- 3 DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET TOLÉRANTES 148
- 4 DES VILLES CRÉATIVES ET INNOVANTES 156

## SECTION B

### L'ENVIRONNEMENT Améliorer la qualité de l'environnement bâti et naturel grâce à la culture

- 5 DES VILLES COMPACTES, À ÉCHELLE HUMAINE 168
- 6 DES VILLES DURABLES, RÉILIENTES ET VERTES 176
- 7 DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS 184
- 8 DES IDENTITÉS URBAINES À SAUVEGARDER 192

## SECTION C

### LES POLITIQUES Intégrer la culture dans les politiques urbaines pour favoriser un développement urbain durable

- 9 UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE 204
- 10 DES LIENS VILLES-CAMPAGNES RETISSÉS 212
- 11 UNE GOUVERNANCE URBAINE RENFORCÉE 220
- 12 DES OUTILS DE FINANCEMENT OPTIMISÉS 228

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

## La culture au service d'un changement profond des villes

237

### DOSSIERS

- Les réseaux de l'UNESCO pour le développement urbain durable 247
- 1. Partenariats stratégiques de l'UNESCO pour les villes 248
- 2. Patrimoine mondial et villes 253
- 3. Le Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU) 256
- 4. La Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR 259
- 5. Le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (GNLC) 262
- 6. Le Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) Programme pour des villes durables 265
- 7. Prévention des catastrophes naturelles pour le développement urbain durable 267
- 8. Eau et villes durables 269

### ATLAS

273

### Abréviations

296

### Références

299

# LISTE DES ÉTUDES DE CAS

- Lamu (Kenya)**  
Le rôle de la société civile dans l'atténuation des impacts sociaux et culturels des infrastructures de transport planifiées.
- Île de Mozambique (Mozambique) et Djenné (Mali)**  
Répondre au besoin de logements tout en préservant le paysage urbain
- Le Cap (Afrique du Sud)**  
Dévoiler l'héritage de l'apartheid grâce au développement fondé sur la culture
- Ségou (Mali)**  
Un modèle d'entrepreneuriat innovant pour une régénération fondée sur la culture
- Accra (Ghana)**  
Un festival de rue auto-organisé pour changer l'image des bidonvilles
- Zanzibar (République unie de Tanzanie)**  
Un aménagement urbain inclusif pour atténuer les divisions spatiales et sociales
- Associations citoyennes (Cameroun)**  
Créer des liens entre les communautés rurales et urbaines pour favoriser la culture et le développement
- Fès (Maroc)**  
L'artisanat, source essentielle de vitalité pour la médina en difficulté
- Les ateliers urbains, lieux d'innovation urbaine au Maghreb**
- Les sociétés de développement local : une forme innovante de gouvernance locale (Maroc)**
- Le Caire (Égypte)**  
Revendication d'un « droit au patrimoine »
- Djeddah (Arabie saoudite)**  
Un partenariat public-privé pour revitaliser la ville historique
- Tunis (Tunisie)**  
Un projet de logement social pour la médina : la régénération des oukalas.
- Coimbra (Portugal)**  
Une nouvelle vision pour une ville historique
- Oslo (Norvège)**  
Rétablir le lien entre la ville et son environnement naturel tout en redécouvrant son patrimoine urbain
- Čair (ex-République yougoslave de Macédoine)**  
Promouvoir le respect des droits de l'homme grâce au théâtre
- Hambourg (Allemagne)**  
Mettre à profit le passé commercial du front de mer pour le régénérer
- Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**  
Des acteurs aux intérêts divers collaborent pour la régénération urbaine
- Graz (Autriche)**  
Formation du personnel municipal à la gestion de la diversité culturelle
- Almaty (Kazakhstan)**  
Des initiatives portées par la communauté stimulent la créativité
- Samara (Fédération de Russie)**  
Revitaliser le centre historique et encourager la communauté à s'approprier sa ville
- Dilijan (Arménie)**  
Redynamiser une ancienne capitale culturelle soviétique
- Mary (Turkménistan)**  
Face aux défis du monde moderne, une ancienne ville sur la Route de la soie mise sur la culture pour assurer son avenir
- Kandy (Sri Lanka)**  
Protéger les valeurs culturelles d'un site sacré dans une zone urbaine qui se développe rapidement
- Bhaktapur (Népal)**  
Reconstruction du patrimoine culturel népalais après une catastrophe
- Ispahan (République islamique d'Iran)**  
Un modèle d'aménagement urbain vieux de plusieurs siècles s'adapte aux défis de l'urbanisation contemporaine
- Muziris (Inde)**  
La régénération urbaine, vecteur de créativité pour cet ancien port maritime
- Le programme Heritage City Development and Augmentation Yojana (Inde) : vers une régénération urbaine intégrée pour les villes historiques du pays**
- Bamiyan (Afghanistan)**  
Concilier la préservation du patrimoine et les besoins de la communauté en matière de développement urbain et de gestion
- Rawalpindi (Pakistan)**  
Intégrer l'approche du paysage urbain historique au programme d'aménagement
- Cadres de lutte contre la pauvreté : les exemples de l'Inde et du Bangladesh**
- Jaipur et Jodhpur (Inde)**  
La formation en gestion culturelle comme vecteur de prospérité
- Manille (Philippines)**  
Le Projet de développement et de restauration d'Intramuros : une démarche urbaine à long terme
- Hanoï (Viet Nam)**  
Renforcer la tradition communautaire, les relations de bon voisinage et la confiance dans l'ancienne ville de Hanoï
- George Town (Malaisie)**  
Le patrimoine comme point de ralliement pour l'action communautaire
- Hangzhou (Chine)**  
Élaborer des stratégies de conservation urbaine durable dans un grand centre touristique
- Shanghai (Chine)**  
Dans les zones historiques, des phénomènes de gentrification contrastés
- La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique)**  
Les Américains d'origine vietnamienne de l'Est de la ville : contrer les effets des catastrophes naturelles grâce à l'agriculture
- Seattle (États-Unis d'Amérique)**  
Mettre à profit la diversité culturelle pour favoriser la justice sociale
- Le Main Street Program : régénération urbaine dans les petites villes (États Unis d'Amérique et Canada)**
- Los Angeles (États-Unis d'Amérique)**  
Rajeunir le centre-ville de Los Angeles grâce à la réhabilitation
- Les zones historiques, pionnières de l'urbanisme écologique (États Unis d'Amérique et Canada)**
- Toronto (Canada)**  
Efforts de régénération dirigés par les communautés et le secteur non lucratif
- Montréal (Canada)**  
S'appuyer sur le design et la créativité pour stimuler la régénération urbaine par le biais de l'aménagement collaboratif
- Rio de Janeiro (Brésil)**  
Reconnaître les *favelas* comme des moteurs de créativité et d'innovation
- Protéger les constructions en terre au Chili : un arsenal complet d'instruments de prévention**
- Port-au-Prince (Haïti)**  
Se réapproprier l'espace public grâce à la culture
- Santiago (Chili)**  
La communauté locale en première ligne pour la conservation du patrimoine urbain
- Buenos Aires (Argentine)**  
Le design comme moteur du développement économique et social
- Lima (Pérou)**  
L'écho des Andes : la musique dans les communautés de migrants
- Améliorer le logement dans les quartiers historiques : exemples innovants dans la région**
- Luang Prabang (République Démocratique populaire lao).**  
Des espaces publics à usages mixtes comme atouts communs
- Kigali (Rwanda)**  
Le pouvoir de la culture pour la réconciliation
- Bakou (Azerbaïdjan)**  
Reconnaître la contribution de la femme dans l'art du tissage de tapis azéri
- Naplouxe (Palestine)**  
Reconnecter les communautés locales à la culture par la réhabilitation

- 56. Strasbourg (France)**  
Voitures ou humains ?
- 57. Durban (Afrique du Sud)**  
Lutter contre la discrimination et autonomiser les groupes marginalisés
- 58. Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne)**  
Équilibrer la capacité d'accueil des touristes et la réhabilitation des logements dans les centres-villes historiques
- 59. Vancouver (Canada)**  
Un paysage urbain contemporain avec la diversité culturelle comme caractéristique déterminante
- 60. Montevideo (Uruguay)**  
Le candombe : l'inclusion culturelle au rythme des tambours.
- 61. Malmö (Suède)**  
Des solutions locales pour la promotion de la tolérance dans les communautés d'accueil
- 62. Tombouctou (Mali)**  
Des efforts communautaires redonnent vie aux fondations culturelles d'une ville
- 63. Bagdad (Iraq)**  
Des villes fragiles et le coût humain de la guerre
- 64. Mostar (Bosnie-Herzégovine)**  
La reconstruction du pont de Mostar : un symbole de réunification
- 65. Medellín (Colombie)**  
Améliorer l'accès à la culture comme passerelle vers la cohésion et l'inclusion sociales
- 66. Le Cap (Afrique du Sud)**  
Des espaces de mémoire, de réconciliation et d'engagement citoyen
- 67. Nairobi (Kenya)**  
Cartographier le système des transports publics informels
- 68. UNESCO/UNITAR**  
Utiliser des outils d'imagerie numérique pour la protection et la préservation du patrimoine culturel
- 69. Shanghai (Chine)**  
Miser sur les infrastructures créatives pour stimuler la croissance urbaine
- 70. São Paulo et Curitiba (Brésil)**  
Une plateforme pour l'engagement des citoyens envers le gouvernement au Brésil
- 71. Dubaï (Émirats arabes unis)**  
Bâtir une communauté virtuelle pour partager la créativité
- 72. Ouro Preto (Brésil)**  
Les périphéries en marge des efforts de conservation
- 73. Prague (République tchèque)**  
Une transition vers une ville polycentrique
- 74. Johannesburg (Afrique du Sud)**  
Mettre la culture au cœur d'un développement urbain post-apartheid
- 75. Rome (Italie)**  
Des villes aux usages mixtes
- 76. Bombay (Inde)**  
La participation de la communauté contribue à un quartier des arts dynamique
- 77. Khorog (Tadjikistan)**  
La durabilité par la participation de la société civile et la gouvernance : la réhabilitation de Khorog Park
- 78. Christchurch (Nouvelle-Zélande)**  
Le patrimoine et la revitalisation culturelle dans le cadre de la reconstruction après un tremblement de terre
- 79. Samarkand (Ouzbékistan)**  
Le rôle clé des communautés locales dans la gestion durable du patrimoine
- 80. La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique)**  
Reconstruire La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina
- 81. Copenhague (Danemark)**  
Propager la croissance verte
- 82. Dakar (Sénégal)**  
Une vision jeune du milieu urbain
- 83. Valparaiso (Chili)**  
De la ségrégation à l'inclusion : la réhabilitation encourage la créativité
- 84. Marrakech (Maroc)**  
Le patrimoine culturel immatériel comme espace public urbain, mais pour qui ?
- 85. Paris (France)**  
Investir dans les espaces publics et réinvestir les berges
- 86. Maputo (Mozambique)**  
Transformer les espaces contestés grâce à la culture
- 87. Ballarat (Australie)**  
Vers des stratégies de conservation intégrées et globales
- 88. Salvador de Bahia (Brésil)**  
Les risques du tourisme culturel
- 89. Macao (Chine)**  
Le patrimoine et le pari de la gentrification commerciale
- 90. Cuzco (Pérou)**  
Le renforcement de l'identité communautaire grâce à des programmes culturels
- 91. Vigan (Philippines)**  
Impliquer les communautés locales dans la sauvegarde du patrimoine
- 92. Pekalongan (Indonésie)**  
L'artisanat, un métier honorable
- 93. Guatemala (Guatemala)**  
Élargir les horizons créatifs de la jeunesse à travers la formation audiovisuelle
- 94. Saint-Louis (Sénégal)**  
Générer des retombées économiques grâce à des efforts de conservation
- 95. Séville (Espagne)**  
Renforcer le dialogue interculturel et la participation de la communauté dans le cadre de la régénération urbaine
- 96. Kolomna (Fédération de Russie).**  
Revitaliser les connaissances et les compétences des pratiques traditionnelles pour le développement local
- 97. Suzhou (Chine)**  
Redonner vie aux traditions du textile pour le développement des villages ruraux
- 98. Rakhi Shahpur et Rakhi Khas (Inde)**  
La réhabilitation de structures traditionnelles pour le développement rural durable
- 99. Cotogchoa (Équateur)**  
Lutter contre la péri-urbanisation incontrôlée et renforcer les ressources culturelles locales
- 100. Dili (Timor-Leste)**  
L'accroissement de la population : un problème politique majeur pour les petites villes
- 101. Durban et Johannesburg (Afrique du Sud)**  
La migration en chansons : *l'isicathamiya* en Afrique du Sud
- 102. Paysage culturel du café (Colombie)**  
Cultiver le développement territorial grâce au patrimoine
- 103. Bangkok (Thaïlande)**  
Le patrimoine comme atout du développement et de l'autonomie communautaires
- 104. Bologne (Italie)**  
Un modèle de gouvernance décentralisé
- 105. Kyoto (Japon)**  
Optimiser les politiques urbaines pour la culture
- 106. Riga (Lettonie)**  
Tirer parti de la coopération à plusieurs niveaux pour renforcer l'identité culturelle
- 107. Istanbul (Turquie)**  
S'adapter à la politique urbaine et au paysage législatif
- 108. Quito (Équateur)**  
Employer diverses stratégies financières pour restaurer les villes historiques
- 109. Lagos (Nigéria)**  
Tirer parti des partenariats entre secteur public et secteur privé pour la durabilité culturelle
- 110. Hoi An (Viet Nam)**  
Réinvestir les dividendes économiques pour soutenir la conservation du patrimoine
- 111. Delhi (Inde)**  
Un partenariat public-privé comme moteur de la revitalisation du patrimoine

# LISTE DES PERSPECTIVES

- 1. Concepts urbains et patrimoine culturel : problématiques et défis de la durabilité dans les pays africains en développement**  
Hamady Bocoum, Directeur général, Musée des civilisations noires, Dakar (Sénégal)
- 2. Les expériences de l'UNESCO pour la sauvegarde des villes du patrimoine mondial dans la région arabe**  
Mounir Bouchenaki, Directeur, Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (Bahreïn)
- 3. Promouvoir une relation réciproque entre le patrimoine culturel et le tourisme**  
SAR le Prince Sultan ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, Président du Conseil d'administration et Directeur de la Commission saoudienne du tourisme et du patrimoine national (Royaume d'Arabie saoudite)
- 4. Le pouvoir du passé**  
Ismail Serageldin, Économiste, Directeur de la Bibliotheca Alexandrina (Égypte)
- 5. Une approche à plusieurs niveaux pour une ville créative et accueillante pour les touristes**  
Péter Szegvári, Conseiller principal du maire de Budapest (Hongrie)
- 6. Mettre à profit le patrimoine minier pour construire un nouveau modèle de développement urbain**  
Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle (France)
- 7. Une ville de la littérature sur le chemin de la durabilité**  
Andri Sadovyi, maire de Lviv (Ukraine)
- 8. Collaborer avec des partenaires internationaux pour augmenter le potentiel d'une Ville créative de l'UNESCO**  
Olga Mezina, Directrice adjointe de l'Administration municipale d'Oulianovsk (Fédération de Russie)
- 9. Ancrer le réaménagement de la baie de Tokyo dans une perspective culturelle**  
Hidenobu Jinnai, Université Hosei (Japon)
- 10. Encourager le talent et la créativité pour favoriser la durabilité**  
Cho Byung-don, maire d'Icheon (République de Corée)
- 11. La culture au service d'une ville plus durable**  
Gouvernement de Mexico (Mexique)
- 12. Un centre de la gastronomie continue à innover**  
César Souza Junior, maire de Florianópolis (Brésil)  
Elizenia Prado Becker, Adjointe municipale chargée du tourisme, Florianópolis (Brésil)
- 13. La conservation du patrimoine centrée sur l'humain à Pékin**  
Zhang Bing, Académie chinoise d'Urbanisme et de Design (Chine).
- 14. Le centre-ville revitalisé de Rio de Janeiro et son port : de quelle culture s'agit-il ?**  
Janice Perlman, Fondatrice et Présidente, The Mega-Cities Project (États-Unis d'Amérique)
- 15. Coproduire la culture et l'environnement urbain**  
Andy C. Pratt, Centre pour la culture et les industries culturelles, City University de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).
- 16. L'essor des villes très diversifiées**  
Steven Vertovec, Directeur de l'Institut Max Planck pour l'étude de la diversité religieuse et ethnique de Göttingen (Allemagne).
- 17. La culture comme outil de promotion de villes marquées par l'inclusion et la cohésion sociale**  
Gabiella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe, Conseil de l'Europe.
- 18. Mettre la diversité culturelle à profit pour un développement urbain durable**  
Alexandra Arce Plúas, Maire de Durán (Équateur).
- 19. Le Chinatown de Sydney au XXI<sup>e</sup> siècle**  
Ien Ang, Institut pour la Culture et Société, Université de l'Ouest de Sydney (Australie).
- 20. Patrimoine culturel et développement durable post-conflit**  
Marie Louise Stig Sørensen, Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- 21. La violence urbaine et les défis de la préservation historique : les contraintes peuvent-elles devenir des chances à saisir ?**  
Diane E. Davis, École supérieure de design de l'Université de Harvard (États-Unis d'Amérique).
- 22. Le cinéma au service du développement urbain**  
Paulo Alexandre Barbosa, Maire de Santos (Brésil).
- 23. Mettre du « beau » dans les villes**  
Renzo Piano, architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture en 1998.
- 24. Démêler la relation changeante entre la culture et l'urbanisme**  
Milica Bajic Brkovic, Présidente (2012–2015), Association internationale des urbanistes (ISOCARP).
- 25. Vers les villes du futur**  
Léon Krier, architecte-urbaniste, premier lauréat du Prix R.H. Driehaus d'architecture en 2003
- 26. La nature peut nous aider à construire des villes et villages meilleurs.**  
Inger Andersen, Directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
- 27. Les villes du patrimoine mondial résilientes et leurs communautés**  
Denis Ricard, Secrétaire général, Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM).
- 28. Supprimer les émissions de carbone dans le parc immobilier patrimonial**  
Anthony Gad Bigio, Université George Washington (États-Unis d'Amérique)
- 29. Développement urbain et espaces publics : économie et culture**  
Naima Lahbil Tagemouati, consultante en développement culturel et romancière
- 30. Culture et aménagement urbain**  
Richard Stephens, Président, Association internationale des urbanistes (ISOCARP)
- 31. La musique comme élément vital du développement urbain**  
Megan Hender, maire adjointe d'Adélaïde (Australie).
- 32. Le point de vue de l'ICOMOS**  
Gustavo Araoz, Président, Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS).
- 33. L'ICCROM et le développement urbain durable : renforcement des capacités pour les approches intégrées de la conservation**  
Stefano De Caro, Directeur général, ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels).
- 34. Les prévisions de l'Institut Getty concernant l'avenir du patrimoine urbain**  
Susan Macdonald, Institut de conservation Getty, the J. Paul Getty Trust (États-Unis d'Amérique).
- 35. La culture urbaine et le développement durable**  
Jean-Louis Cohen, Institut des beaux-arts, Université de New York (États-Unis d'Amérique), et Collège de France, Paris (France).
- 36. La culture comme ressource d'une vie et d'une subsistance urbaines durables**  
Jenny F. Mbaye, Centre pour la culture et les industries culturelles, City University de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).
- 37. Une vision pluridimensionnelle du patrimoine comme facteur du développement urbain**  
Sofia Avgerinou Kolonias, Université polytechnique nationale d'Athènes (NTUA) (Grèce) Présidente du Comité international des villes et villages historiques de l'ICOMOS (CIVVIH) et Membre du conseil de l'ICOMOS
- 38. Aménagement créatif et politique urbaine**  
Randall Mason, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)
- 39. L'action pour la culture dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes**  
Yves Dauge, Président, Association des Biens Français du Patrimoine Mondial, et Président, Association des Centres culturels de rencontres (France).
- 40. Relier le développement urbain à la nature**  
Wang Shu, architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture en 2012.
- 41. Deux villes, une vision**  
Bonnie Burnham, Présidente émérite du Fonds mondial pour les monuments.
- 42. S'engager pour la culture dans les politiques urbaines**  
Xu Qin, Maire de Shenzhen (Chine).
- 43. Rénover les logements historiques dans une ville du Patrimoine mondial : le cas de Bordeaux**  
Xavier Greffe et Francesca Cominelli, Université de Paris I Sorbonne (France).
- 44. Promouvoir le développement urbain durable grâce aux investissements dans le domaine du patrimoine culturel**  
David Throsby, Université de Macquarie (Australie).

# LISTE DES ENCADRÉS

1. Cibles de l'objectif de développement durable n°11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
2. Recommandation concernant le paysage urbain historique (extraits)
3. Le patrimoine culturel pour la cohésion sociale
4. Promouvoir une culture de la paix et de la tolérance dans les villes
5. L'action de l'UNESCO dans le domaine de la culture en situations de crise et de conflit, gros plan sur les cadres urbains
6. Libérer le potentiel créatif des villes
7. Cas de bonnes pratiques en milieux ruraux et péri-urbains dans lesquels la culture a contribué à des schémas de développement durables et inclusifs
8. Exemples d'institutions et d'organisations de financement de projets culturels
9. Gestion d'un portefeuille de biens culturels urbains
10. Investir dans les villes historiques et dans le patrimoine culturel pour un développement durable





© Dhoex/Shutterstock.com\*

# INTRODUCTION

## LA CULTURE: ressource essentielle pour le développement urbain durable

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, l'humanité est majoritairement urbaine.

En 2015, par l'adoption des 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, la communauté internationale s'est engagée à éliminer la pauvreté, à lutter contre les inégalités et l'injustice et à favoriser la protection durable de l'environnement d'ici à 2030.

En mettant à profit les résultats des efforts de plaidoyer et des programmes conduits sur le terrain pendant plusieurs décennies, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît que la culture joue un rôle à part entière dans la réalisation de nombreux ODD, notamment ceux qui traitent de la qualité de l'éducation, de la croissance économique, des modes de consommation et de production durables ainsi que des sociétés pacifiques et ouvertes à tous. Fait notable, la culture est directement mentionnée dans l'Objectif 11, visant à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

Habitat III, troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (octobre 2016, Quito, Équateur), a offert une occasion unique – à l'échelle d'une génération – d'orienter, dans le contexte des ODD, le Nouveau Programme pour les villes et de garantir que la culture joue un rôle crucial dans sa mise en œuvre au cours des décennies à venir. Le Nouveau Programme pour les villes devra relever les immenses défis qu'implique cette transformation, de la création de logements de bonne qualité et d'espaces verts pour tous à la mise en place d'infrastructures et de services à la disposition de milliards de personnes, tout en maîtrisant la consommation de l'espace, la pollution de l'environnement, les risques et aléas, les épidémies et les bouleversements sociaux.

Dans un contexte mondial où le nombre, la superficie et la densité des grands centres urbains vont en s'accroissant, l'enjeu est notamment de préserver la qualité de vie, de protéger les identités urbaines, de valoriser les cultures locales – anciennes et nouvelles – et de promouvoir les expressions et industries créatives, ainsi que les arts et le patrimoine, piliers d'un développement social et économique durable.

La culture est indissociable de l'attractivité, de la créativité et de la durabilité des villes. Elle s'inscrit au cœur du développement urbain, comme en témoignent, au fil de l'histoire, les édifices d'intérêt culturel, le patrimoine et les traditions. Sans culture, les villes ne sauraient être des espaces dynamiques de vie et se réduiraient à de simples constructions de béton et d'acier, dans un environnement social en voie de dégradation. C'est bien la culture qui fait la différence. C'est la culture qui définit la cité, que les Romains appelaient *civitas* : un complexe social cohérent, un ensemble de citoyens. Ce que nous appelons « patrimoine » se retrouve dans les espaces publics de qualité ou dans les zones marquées par le passage du temps. Les expressions culturelles permettent aux individus de s'identifier en tant que membres d'une communauté, d'interpréter les traces de l'histoire, de comprendre l'importance des traditions dans leur vie quotidienne, mais aussi de profiter de la beauté, de l'harmonie et des initiatives artistiques qui les entourent. Ce sont là des besoins humains et sociaux fondamentaux qui doivent être pris en compte dans les processus de développement urbain, et non pas comme des bienfaits accessoires. Comment traduire ces réalités en des politiques efficaces d'aménagement urbain durable ?

À mesure que la planète devient de plus en plus urbaine, les sociétés évoluent et plusieurs nouvelles dimensions culturelles émergent. Elles détermineront l'avenir des villes et leur qualité de vie, mais aussi leur capacité à répondre aux besoins de leur population, leur pouvoir d'innovation et leur manière de faire face aux futurs défis économiques. Dans de nombreuses sociétés les besoins humains fondamentaux ne sont pas encore comblés, et cette question doit incontestablement être traitée en priorité. Cependant, il est impossible d'envisager un avenir urbain – et encore moins un développement urbain durable – sans avoir pleinement appréhendé le rôle de la culture dans la satisfaction des besoins sociaux des citoyens et de leurs aspirations vers une meilleure qualité de vie.

Quel rôle joue la culture dans le développement urbain ? Comment a-t-elle influencé le développement urbain à travers le monde ? Comment pourrait-elle contribuer, de façon déterminante, à construire l'avenir de nos villes ? Quelles sont les principales implications de l'intégration de la culture dans le Programme 2030 pour l'élaboration de politiques relatives à la création de villes durables ?

En adéquation avec les principaux points d'entrée de la culture dans le Programme 2030 – et notamment l'Objectif 11, dont la cible 11.4 invite à « renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » – le Rapport propose une réflexion sur la gestion des changements qui affectent les villes, en s'appuyant sur la culture comme levier du développement. Il contient également des lignes directrices opérationnelles, destinées à apporter une aide aux décideurs aux niveaux national et local, aux experts et à d'autres acteurs participant aux politiques et aux stratégies relatives au développement urbain.

## Encadré 1

**CIBLES DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE N° 11 : FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES**

1. D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis
2. D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées
3. D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays
4. Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial
5. D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable
6. D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets
7. D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs
8. Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale
9. D'ici à 2020, accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux
10. Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux

Source: Nations Unies, 2015

Le rapport se présente comme un cadre d'orientation stratégique destiné à aider les gouvernements à mettre en œuvre le Programme 2030 et, à ce titre, contribue de manière essentielle à l'action commune des Nations Unies dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes. Il étudie, pour la première fois à cette échelle, le rôle de la culture dans le développement urbain durable. Il cherche à analyser les situations, tendances, menaces et perspectives dans les différents contextes régionaux et à offrir un aperçu global de la conservation et de la sauvegarde du patrimoine urbain matériel et immatériel, ainsi que de la promotion des industries culturelles et créatives comme fondement du développement urbain durable.

### CULTURE, DÉVELOPPEMENT ET VILLES

La culture et le développement entretiennent depuis longtemps une relation de réciprocité et d'interdépendance, même si elle n'a pris de l'ampleur au niveau international que depuis 30 ans. L'évolution des approches globales est intrinsèquement liée aux débats qui agitent le monde, et notamment à ceux concernant le concept de durabilité. Au sein du système des Nations Unies, ces deux domaines ont fait l'objet non seulement d'une plus grande reconnaissance, mais aussi d'une plus forte coopération s'appuyant sur l'expertise de plusieurs organisations internationales, institutions publiques et privées, chercheurs universitaires et spécialistes des questions liées au développement.

Depuis quelques années, l'UNESCO travaille avec ténacité pour placer la culture au cœur du programme de développement mondial. L'Organisation a renforcé ses activités de plaidoyer à l'échelle internationale et son offre de conseils sur le terrain, et elle a également élargi la base des preuves sur lesquelles elle se fonde. Les bienfaits de la culture pour le développement ont donc pris une place croissante dans le travail entrepris par l'Organisation dans le cadre de son mandat dans le secteur de la culture : orientation des politiques, opérations sur le terrain, mise en réseau des parties prenantes et des décideurs et initiatives mondiales ciblées, tels que le Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD), mis en œuvre entre 2006 et 2013 en coopération avec d'autres agences des Nations Unies. La culture, dans ses multiples expressions – du patrimoine culturel au tourisme culturel en passant par les industries culturelles et créatives – s'est révélée être à la fois un facteur et un moteur du développement durable, dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

On assiste actuellement à un bouleversement du paradigme du développement. De nouveaux modèles de partenariat et de gouvernance prennent forme. Les acteurs du développement se rapprochent du terrain et se préoccupent davantage de la dimension humaine du développement.

Cette dimension humaine, qui façonne nos villes, n'est pas nouvelle. Fondamentalement, les territoires urbains ont toujours été créés et façonnés par l'humain. De tout temps, les villes ont été bâties par les aspirations de leurs habitants et façonnées par leur créativité. Les villes et les établissements humains se sont implantés aux carrefours des voies commerciales. Ils ont été conçus comme des expressions de l'ordre social, des pôles de défense garantissant la sécurité physique et la continuité sociale. Ils se sont développés grâce à la technologie, aux échanges, à l'apprentissage et à la recherche de savoirs. Ils ont conduit l'essor des économies nationales, permis l'accès aux ressources et porté une promesse de prospérité économique. Ils ont été le théâtre de conflits durables et la cible de violences. Ils ont offert de nouvelles perspectives et une lueur d'espoir aux plus vulnérables. C'est au fil de toutes ces expériences que les villes ont évolué.

Elles témoignent de cette riche panoplie de phénomènes et de leur interaction avec l'ingéniosité culturelle des habitants. Comme l'a dit l'architecte italien Aldo Rossi, la ville est « le lieu d'une mémoire collective » (Rossi, 1966), l'accumulation des actions des hommes à travers l'histoire et un environnement dynamique et vivant dont le passé influence non seulement le présent mais aussi l'avenir. La culture est pour les villes une source vive d'échanges, de défis, d'innovation et d'évolution.

De nos jours, le patrimoine urbain peut jouer un rôle fondamental dans le renforcement de l'identité des villes et dans la mise en place d'une plateforme de développement social et économique. Le monde moderne a tardé à reconnaître l'importance cruciale de la préservation des quartiers historiques des villes, pivot de leur identité et atout pour le développement de la communauté urbaine. En effet, dans de nombreuses régions du monde, les villes et les quartiers historiques ne sont considérés comme des éléments de patrimoine que depuis très peu de temps. La notion de patrimoine était jusqu'alors surtout liée aux monuments historiques symbolisant la réussite artistique d'une ville. Néanmoins, ce point de vue traditionnel a évolué petit à petit depuis les années 1960, à la fois dans le secteur normatif et dans la perception du grand public. Ce n'est pas par hasard si aujourd'hui les villes historiques sont les sites les plus représentés sur la Liste du patrimoine mondial<sup>1</sup> – cette catégorie regroupe plus d'un tiers des biens inscrits. L'Europe a été la première région à appliquer ses efforts collectifs de restauration au patrimoine urbain, mais l'idée a fait son chemin ailleurs dans le monde, au point d'être aujourd'hui un principe universellement reconnu. Bien sûr, les pratiques de conservation urbaine varient d'un pays à l'autre et dans de nombreux endroits, des menaces et défis majeurs persistent. Mais ces initiatives sont désormais largement soutenues par les gouvernements locaux et les organisations de la société civile, car le lien entre conservation et développement urbain est manifeste et dynamisé par l'intérêt croissant que le secteur du tourisme culturel et les industries connexes portent à ces zones spécifiques.

À l'échelle mondiale, les institutions culturelles jouent un rôle essentiel pour mettre en lumière la valeur et l'image des villes. Par le passé, les centres-villes abritaient les symboles du pouvoir et de la religion. Aujourd'hui, ils sont également définis par leurs institutions culturelles : musées, galeries, théâtres, académies, monuments commémoratifs. Cette transformation mondiale illustre l'importance de la culture pour le développement des villes à tous les niveaux, de la définition de l'essence de leur identité à la mise à disposition d'une ressource essentielle en tant que secteur économique majeur. C'est un moyen de « socialiser » les valeurs artistiques intégrées aux traditions des villes, mais aussi d'attirer les investissements des institutions publiques et privées. C'est surtout un moyen d'inciter les citoyens et les visiteurs à profiter de la richesse culturelle des villes et de leur qualité de catalyseur de la créativité artistique. À l'heure actuelle, plus aucune ville ne peut se passer de cette dimension culturelle et cela va devenir encore plus évident à mesure que la demande de produits et services culturels va progresser, en particulier dans les pays émergents.

Les sociétés contemporaines, de plus en plus connectées, augmentent le potentiel de l'économie créative dans les villes. La technologie accélère les échanges, ainsi que la diffusion des produits et des idées. À n'en pas douter, les processus créatifs forment l'une des plus importantes dimensions des nouvelles économies dans toutes les régions du monde. Que ce soit dans les domaines du design, des arts visuels, des arts de la scène, des médias, de la gastronomie ou de la mode, l'économie créative s'impose peu à peu comme l'un des secteurs qui dominera dans les années à venir. Inévitablement, ces processus prennent pied dans les villes car un certain nombre de services et un contexte culturel sont nécessaires à leur bon déroulement. De fait, les villes ont toujours été des vecteurs d'épanouissement des processus créatifs, car ce sont des lieux de rencontre entre les innovations et les capitaux, où les forces du marché sont à l'œuvre. L'économie créative est une source importante d'opportunités nouvelles pour les villes ; elle crée de nouvelles dimensions économiques à l'échelle mondiale. La créativité doit toutefois être soutenue par des politiques publiques qui valorisent l'éducation, les expressions culturelles, l'expérimentation et l'innovation afin de mettre en place un contexte favorable et lancer le processus. Un environnement culturel favorable est nécessaire pour favoriser cette réaction. Les villes mettent à disposition ces espaces essentiels et si spécifiques.

Dans le contexte du Programme 2030 – et même au-delà – la culture joue un rôle crucial pour le développement durable et pour la construction de villes durables. C'est désormais surtout dans les environnements urbains que la culture et l'humanité sont des dénominateurs communs de ce développement.

<sup>1</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/list/>

## LA CULTURE À L'HEURE DE L'URBANISATION : UN OUTIL POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET LA RÉSILIENCE

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvre une nouvelle ère riche en opportunités mais aussi en incertitudes. Notre histoire se réécrit à un rythme et à une échelle que nous n'aurions pas pu imaginer au siècle précédent. Des bouleversements mondiaux ont engendré de nouveaux paysages économiques, politiques et sociaux dans lesquels les inégalités se sont creusées. Les politiques, stratégies, hypothèses et tendances qui étaient auparavant fiables ont perdu de leur résonance ; il est urgent de s'adapter aux réalités nouvelles.

Notre siècle est un siècle urbain. L'urbanisation, associée à une croissance démographique stable, exercera une pression importante sur les villes. Aujourd'hui, 54 % de la population mondiale est urbaine (Nations Unies, 2014). Si les tendances actuelles se poursuivent, la population urbaine va continuer à augmenter, et très nettement en Afrique et en Asie. L'urbanisation suit des tendances différentes selon les régions. En Afrique, on assiste ces dernières années à une baisse de la migration urbaine, de nombreux centres ruraux ayant été classés au rang des zones urbaines (voir Zone d'étude 1). À l'autre extrême, en Amérique latine et en Amérique du Nord, plus de 80 % de la population vit en zone urbaine (Nations Unies, 2014). L'ampleur de la croissance urbaine a aussi entraîné l'étalement urbain, phénomène de plus en plus lié à la croissance rapide des métropoles. Les villes jouent d'ores et déjà un rôle dans le processus de développement international au sens large mais cela va s'intensifier à l'avenir, car un grand nombre de métropoles et de villes moyennes se développent à un rythme sans précédent.

Les villes sont des pôles d'attraction car elles regroupent les capitaux culturels. Elles stimulent l'innovation, la créativité et le développement économique ; et permettent à leurs habitants de tirer profit des systèmes sophistiqués dont elles disposent en matière d'aide sociale, de santé et d'éducation. Toutefois, l'urbanisation ne peut pas être dissociée de l'accroissement significatif du nombre de pauvres en milieu urbain et d'implantations sauvages. Près d'un milliard de personnes vivent aujourd'hui dans des bidonvilles où les infrastructures sont insuffisantes, sans accès aux services de base ni aux droits de propriété. Si cette situation n'est pas résolue, on estime qu'elles pourraient être 3 milliards d'ici à 2050 (Nations Unies, 2013). La grande pauvreté subie par près de la moitié de la population mondiale met au jour la dure réalité des villes à travers le monde et en particulier dans les pays du Sud. Outre l'accès insuffisant aux services de base et aux infrastructures, les pauvres en milieu urbain sont aussi confrontés à l'exclusion, à la discrimination et à la stigmatisation sociale. Les autorités internationales, nationales et locales doivent non seulement favoriser une croissance économique inclusive, mais aussi garantir le respect des droits de l'homme, l'égalité de traitement et la dignité de chacun.

La pauvreté n'est pas uniquement une question de dénuement matériel : elle dépend des coutumes, du niveau de vie et des valeurs de chaque société. Encourager l'inclusion et la reconnaissance des identités culturelles, même si cela n'entre pas dans le cadre des politiques actuelles, est aussi un facteur important pour lutter contre la pauvreté et permettre un développement urbain durable. Les zones marginalisées des villes sont souvent oubliées des politiques urbaines et manquent d'infrastructures culturelles. Et pourtant, ces zones ont souvent une vie culturelle trépidante mais fréquemment négligée. On constate que dans des villes comme Rio de Janeiro ou Le Cap, elles font office de plateformes pour les talents créatifs et d'agences de service civique. La culture fait partie intégrante de l'identité, aussi bien individuelle que collective. C'est donc un élément essentiel au bien-être, à l'expression et au tissage de liens au sein des sociétés.

Sur le plan économique, la culture contribue directement à réduire la pauvreté, car elle est une source de revenus et d'emplois. Les industries culturelles et créatives forment l'un des secteurs économiques qui progresse le plus rapidement, dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement : elles peuvent donc être un outil puissant pour la réduction de la pauvreté. La culture met en place les conditions qui facilitent le développement économique et social ; et fournit aux groupes et individus marginalisés l'espace et la voix leur permettant de participer au développement de leurs sociétés. De même, des pratiques durables de planification, de conception et de construction peuvent étayer les stratégies de lutte contre la pauvreté susceptibles d'optimiser les zones urbaines, de garantir l'accès aux ressources et d'améliorer la qualité de vie. Bien que certaines villes dans le monde prennent de plus en plus en compte les expressions et atouts culturels de leurs périphéries, ces derniers sont encore très largement inexploités.

La croissance urbaine sans précédent a aussi une forte influence sur la durabilité environnementale tandis que, en parallèle, l'ampleur et la vitesse des changements climatiques remettent en cause nos environnements urbains complexes. Les villes doivent désormais veiller tout particulièrement à ce que leurs environnements résistent aux caprices du changement climatique et aux pénuries de ressources, qui s'aggravent. Plusieurs millions de personnes vivent déjà dans des zones côtières de faible élévation – à moins de 10 mètres au-dessus du niveau de la mer – et une urbanisation rapide donnera naissance à de nouvelles mégapoles côtières. À l'heure actuelle, les centres urbains consomment les trois quarts de l'énergie produite dans le monde et génèrent les trois quarts des émissions polluantes. La rareté de l'eau va également devenir une préoccupation cruciale pour les villes de certaines régions. Plusieurs d'entre elles ont déjà adopté des politiques et pratiques respectueuses de l'environnement, qui mettent à profit l'innovation et les technologies pour améliorer la gestion des ressources et renforcer la résilience face aux effets environnementaux. Néanmoins, d'autres solutions innovantes doivent encore être identifiées.

Les savoirs traditionnels disponibles au niveau communautaire offrent non seulement des informations sur la gestion du changement climatique, mais aussi des perspectives en matière de préparation aux catastrophes et de résilience. Les catastrophes naturelles, des crues aux tremblements de terre en passant par les cyclones, ont mis en évidence la vulnérabilité des zones urbaines densément peuplées. La vulnérabilité d'une ville face aux risques géophysiques ne dépend pas seulement de son emplacement et de la qualité de ses bâtiments, mais aussi de son économie, de ses habitants et de sa gouvernance. Des stratégies liées à la culture ont été appliquées pour améliorer la résilience des villes : renforcement de la structure du patrimoine bâti pour le protéger des futurs impacts du changement climatique ; mise en place de programmes relatifs au patrimoine et aux arts pour que les citoyens participent aux efforts de régénération après une catastrophe. La régénération des zones vertes autour des villes et sur leurs territoires peut favoriser la résilience. Ces zones apportent aux citoyens un certain nombre de bienfaits pour leur santé et la qualité de leur environnement, tout en mettant à leur disposition des espaces de loisir, de détente et, dans certains cas, de production vivrière. Des initiatives de transport « vertes » permettent également de réduire l'empreinte carbone des villes.

### **POINT DE RENCONTRE ENTRE LA CULTURE ET LA MONDIALISATION**

Bien qu'elle ne soit pas un phénomène nouveau, la mondialisation est devenue un processus révolutionnaire qui influe sur la manière dont les individus vivent, s'identifient et interagissent avec le reste du monde. Elle est souvent considérée comme une arme à double tranchant : source de bénéfices mutuels ou moyen d'exploitation. La mobilisation transnationale ainsi que l'ampleur et la vitesse des voies d'informations ont favorisé la création de réseaux et de nouveaux canaux facilitant les échanges culturels, le commerce, la diffusion des connaissances et l'éducation. Elle a fourni des opportunités culturelles et permis une ascension sociale, la qualité de vie de nombreuses personnes en a été améliorée.

Le monde d'aujourd'hui est toujours plus interconnecté. L'innovation est devenue le critère indispensable des économies compétitives. Les technologies numériques ont élargi le champ des expressions créatives et étendu la distribution des éléments culturels par-delà les frontières locales et nationales. Les produits culturels sont de plus en plus souvent des créations transfrontalières pouvant être échangées et partagées partout dans le monde via les médias et Internet. Pour les villes, c'est une source de nouvelles possibilités en matière de réduction des risques de catastrophe, de conservation, de cartographie du patrimoine et d'archivage. L'avènement de l'ère numérique a élargi le domaine public, le patrimoine commun, le partage des biens et services et l'accès aux infrastructures dans les zones urbaines. Ainsi, les limites entre économie formelle et économie informelle ont été brouillées. Les voies de transmission de l'information publique ont stimulé une gouvernance plus efficace pour la gestion des problématiques spécifiques aux villes, l'amélioration de la participation citoyenne aux prises de décisions et une responsabilisation accrue des gouvernements. L'innovation, les médias, les transports et les nouvelles technologies rapprochent les individus, à une échelle et à une vitesse inenvisageables auparavant.

Et pourtant, dans ce monde toujours plus interconnecté où de nouveaux outils ont ouvert de nouvelles voies d'expression et de communication reliant et connectant les personnes en dépit des distances, nous devons relever un nouveau défi : garantir des interactions authentiques entre les habitants des villes. Dans les environnements urbains, à mesure que la population s'accroît, il est essentiel de veiller à l'humanisation des villes, pour mettre efficacement à profit ces outils de dialogue et pour ne pas renforcer la ségrégation, l'exclusion, la discrimination et les inégalités. En outre, les contextes économiques, politiques et sociaux qui déterminent le degré d'accès, d'application et de financement des technologies varient d'une ville à l'autre. Par conséquent, de nombreuses sociétés ne peuvent pas profiter pleinement de ces outils et du potentiel qu'ils offrent.

L'influence de la mondialisation sur la culture a fait naître des inquiétudes quant au risque d'homogénéisation et de marchandisation et à son impact sur les cultures locales. Si la multiplication des nouveaux acteurs, parmi lesquels des entreprises multinationales, peut remettre en cause les identités locales ; la fabrication de produits culturels dans de nombreux pays faisant partie d'une chaîne de production mondiale pourrait laisser les pays les plus pauvres tout en bas de l'échelle, sans accès aux revenus qu'elle représente. La concurrence et la mobilité accrues par les processus de la mondialisation ont aussi inspiré aux autorités municipales et régionales l'idée de tirer profit des ressources et atouts culturels pour donner aux villes une image de marque et un avantage concurrentiel. Les villes et leurs habitants ont mis en place des stratégies permettant de préserver le patrimoine urbain et de redynamiser la culture locale, afin de stimuler la croissance économique. Des politiques touristiques ont également été mises en œuvre pour que les atouts culturels des villes deviennent des sources de revenus. Le tourisme culturel, mettant en lumière les biens du patrimoine matériel et immatériel, représente aujourd'hui environ 40 % des recettes du secteur dans le monde. L'essor du tourisme dans une ville peut donner lieu à une forte augmentation du nombre de visiteurs. Le risque est alors de voir les valeurs authentiques négligées au profit de la commercialisation.

De même, l'expansion des territoires urbains peut menacer les communautés locales et les modes de vie traditionnels, et notamment la production vivrière. Les développements urbains peuvent conduire à une standardisation de l'environnement et des pratiques culturelles, qui risquent de faire perdre aux villes ce qui les caractérisent. Les politiques relatives au patrimoine urbain, si elles ne tiennent pas compte des sensibilités des sociétés, peuvent aussi avoir des inconvénients et des conséquences négatives. Par exemple, si la valeur des terrains et des logements augmente, les populations à faible revenu s'éloignent des villes et l'accès au patrimoine culturel est plus restreint pour les communautés locales et les parties prenantes, en particulier

s'il s'agit de populations marginalisées, ce qui limite les bénéfices de la démarche de conservation. De plus, la gentrification, déclenchée par les processus du marché en matière de logement et de renouveau urbain qui entraînent le déplacement des habitants, peuvent nuire à l'authenticité des quartiers pittoresques et accélérer l'exclusion des résidents à faible revenu. Le coût social que cela représente pour la communauté urbaine dans son ensemble est donc plus important.

Dans ce contexte, il convient de trouver le délicat équilibre permettant de garantir un développement économique inclusif qui profite aux communautés et à tous leurs membres ; tout en préservant le patrimoine culturel et la diversité des expressions culturelles pour ne pas affaiblir l'esprit du lieu (*genius loci*), l'intégrité du tissu urbain et l'identité des communautés. Cela met en lumière la nécessité d'adopter des politiques fortes, d'employer les ressources adéquates au niveau local et de faire appel aux capacités et aux responsabilités d'un large groupe de parties prenantes.

### DES VILLES TOUJOURS PLUS DIVERSES

Cela ne fait aucun doute : les villes sont devenues plus diverses et hétérogènes. Ces dernières décennies, les migrations se sont complexifiées et les motifs de déplacement se sont multipliés mais un aspect n'a pas changé : les migrants, qu'ils restent sur un territoire national ou traversent les frontières, se dirigent vers les villes et les zones urbaines. Depuis quelques années, la croissance économique des pays de l'Est de l'Asie et du Sud de l'Afrique, ou encore de l'Inde et du Brésil, a encouragé leurs habitants à migrer vers des plus grandes villes. Dans certains pays, cette tendance à la migration intérieure est particulièrement visible. Par exemple, en 30 ans 260 millions de Chinois ont quitté les zones rurales pour rejoindre les villes, principalement pour des raisons économiques. Les pays en développement sont les plus touchés par les crises qui poussent leurs habitants à fuir les conflits et les persécutions ; et on constate l'émergence d'un lien entre changement climatique et déplacement des populations. Les villes doivent donc tenir compte des différents types de migration, y compris les déplacements plus permanents. Par ailleurs, les migrants forcés risquent souvent d'être exclus de l'économie formelle et d'exercer des emplois pour lesquels ils sont trop qualifiés. C'est particulièrement vrai pour les femmes émigrées : leurs contributions sociales et économiques sont souvent sous-évaluées et leur travail n'est pas toujours reconnu légalement. Les migrants en situation irrégulière sont particulièrement vulnérables – ils sont exclus du marché formel de l'emploi et vivent avec la peur d'être arrêtés. Plus généralement, ces aspects sont autant d'obstacles à la réalisation des capacités, des choix et des opportunités des individus, qui sont des facteurs essentiels au développement.

Si cette diversité contribue à l'identité culturelle des villes et l'enrichit, ces différences sont souvent perçues comme des sources de discordance et de peur au sein même des sociétés. Les établissements humains sont des sites où convergent l'activité et les aspirations humaines. Le simple nombre des personnes regroupées sur un territoire urbain dense explique que la gestion de la diversité culturelle en milieu urbain puisse combler les fêlures des sociétés, ou bien au contraire les exacerber. Cela se manifeste entre autres par la montée du racisme, de la discrimination et de la xénophobie dans les environnements urbains du monde entier. De même, les schémas de développement urbain peuvent creuser les inégalités entre les différents quartiers et districts. La ville peut ainsi devenir un espace où la fragmentation, la polarisation sociale et les inégalités s'aggravent, en particulier pour les populations vulnérables déjà en marge de la société. Elles doivent donc être conçues pour favoriser l'interaction et la cohésion sociales, remèdes à la ségrégation spatiale. Cette démarche doit également être étayée par la promotion et la prise en compte de la diversité des sociétés, comme un atout pour les villes plutôt que comme une menace. La sauvegarde de la diversité culturelle a un effet direct sur l'amélioration de la cohésion sociale, du bien-être et de la sécurité.

Les villes, en tant que centres administratifs, judiciaires et économiques, influent sur le milieu culturel : elles déterminent le degré de liberté d'expression et d'accès aux opportunités et aux avantages qu'offre la culture. La reconnaissance de la diversité culturelle des zones urbaines est également importante car les cultures dominantes ont tendance à s'imposer dans les espaces publics, ce qui renforce les déséquilibres existants et les perceptions de « l'autre » : certaines cultures prennent le devant de la scène tandis que d'autres sont reléguées aux périphéries. Il est par conséquent vital que, par la manière dont elles sont conçues, les villes favorisent l'accès aux différentes cultures. Les espaces publics (rues, monuments, institutions culturelles, parcs, etc.) ont un rôle majeur à jouer dans ces processus d'inclusion, car ils renforcent diverses formes de solidarité, d'intégration et d'action communautaires. Ils doivent être accessibles à tous les membres de la communauté. Cela suppose de veiller à ce que les femmes puissent accéder, participer et contribuer à la vie culturelle de leurs communautés, à l'égal des hommes. Des espaces publics ouverts permettent également de créer des liens entre la culture et la nature, entre les habitants et leur environnement, dans des lieux où se mêlent écosystèmes, logements, patrimoine et activités humaines. La préservation de l'environnement physique en milieu urbain, notamment des espaces publics où le patrimoine immatériel est mis en lumière, est une grande préoccupation des communautés et doit être prise en compte par les autorités municipales. Parallèlement, les gouvernements locaux doivent faire en sorte que les habitants puissent vivre les différents aspects de la diversité culturelle de leur ville et y apporter leur contribution.

### LES VILLES, ESPACES DISPUTÉS

La ville a toujours été un refuge offrant une protection physique – réelle ou fantasmée – contre les menaces extérieures et un sentiment de sécurité et de répit. Cela ne veut bien sûr pas dire que les villes ne connaissent pas l'insécurité. Les fragilités urbaines peuvent prendre diverses formes selon les quartiers d'une même ville : les zones stables où tout se passe bien

peuvent être voisines d'autres plus touchées par la violence. À l'heure actuelle, 46 des 50 villes les plus violentes au monde ne sont pas des lieux où se déroule un conflit armé. Mais même si elles ne sont pas des zones de conflit armé au sens propre, leurs habitants sont exposés quotidiennement à l'insécurité et à la violence, comme le prouvent les statistiques alarmantes sur les homicides<sup>2</sup>. L'une des manifestations les plus connues de la violence urbaine est l'essor de gangs, sans qu'il y ait nécessairement un lien avec la pauvreté ou l'exclusion sociale. Dans une économie mondialisée, les villes, par les richesses et les activités commerciales qu'elles concentrent, peuvent être un pôle d'attraction pour ces nouveaux phénomènes.

On constate également des écarts significatifs dans le degré de violence sexiste entre les zones urbaines et rurales. Les chiffres montrent que les violences faites aux femmes par leurs conjoints sont plus rares dans les zones urbaines que dans les zones rurales, mais les violences sexistes commises par des inconnus sont plus fréquentes dans les villes. En outre, des espaces publics et des services de transport inadéquats peuvent être une entrave supplémentaire à la mobilité et à la sécurité des femmes. Des villes telles que Medellín ont démontré le pouvoir de la culture dans la mise en place de leur stratégie de lutte contre la violence urbaine. La sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion de la diversité des expressions culturelles, en ce qu'elles favorisent les valeurs et les comportements de tolérance et de rejet de la violence, sont essentielles à la cohésion sociale, à l'édification de la paix et à la durabilité dans les villes. Si le patrimoine culturel urbain peut mettre en avant la diversité culturelle, de trop nombreux exemples révèlent que ce patrimoine est parfois vu négativement comme un marqueur des valeurs communautaires. De plus, la recrudescence des tensions entre des communautés distinctes par leurs origines, leur religion ou leurs croyances s'accompagne souvent d'appels à la violence qui, paradoxalement, utilisent la culture comme justification. Des communautés sont aussi persécutées pour des motifs culturels ou religieux, et on ne peut que constater avec quelle violence les citoyens sont ciblés de manière à magnifier et à aggraver la souffrance qui leur est infligée. La nature des conflits et de leurs acteurs a également changé au sein même des territoires nationaux. Les dirigeants et les gouvernements locaux doivent donc relever des défis toujours plus complexes pour protéger leurs administrés et exploiter pleinement leur potentiel de développement.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus de 150 grands conflits armés ont éclaté. Même si aucun d'entre eux n'a eu l'ampleur d'une guerre mondiale, ils ont causé destruction et souffrance aux habitants des villes et des zones urbaines partout dans le monde. Ces dernières années, des conflits ont dégénéré dans des régions du monde telles que l'Afrique et le Moyen-Orient : des millions de personnes ont été déplacées et de nombreuses zones urbaines ont été détruites, le patrimoine culturel n'étant pas épargné. D'ailleurs, en cas de troubles civils et de conflits armés, le patrimoine culturel est particulièrement en péril. Cela peut s'expliquer par la vulnérabilité intrinsèque qu'engendre sa place centrale, car les conflits interétatiques se déroulent souvent en milieu urbain. Mais le patrimoine culturel est de plus en plus souvent ciblé par des attaques et des opérations de destruction délibérées parce qu'il est le symbole de l'identité des communautés. La perte du patrimoine culturel ou la remise en cause de la diversité des expressions culturelles en général détériorent non seulement la mémoire des communautés mais aussi ses perspectives en matière de cohésion sociale, de dialogue et de réconciliation, ainsi que les ressources nécessaires à son développement économique futur.

Pour toutes ces raisons, la communauté internationale devrait être incitée à renforcer la protection de la culture en tant qu'élément à part entière des opérations humanitaires et d'édification de la paix.

## **LE RÔLE DE L'UNESCO EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

En tant qu'institution des Nations Unies en charge de la culture, l'UNESCO a intensifié ses efforts pour promouvoir le rôle de la culture dans les processus de développement urbain liés, en particulier, à la réduction de la pauvreté, à l'égalité des genres, à la justice sociale, à la réduction des risques de catastrophes et à la qualité de vie. Le milieu urbain relève directement des avantages comparatifs de l'UNESCO, notamment dans le cadre de ses six conventions culturelles relatives au patrimoine matériel et immatériel, à la diversité des expressions culturelles et aux industries créatives, ainsi qu'au trafic illicite des biens culturels. L'UNESCO formule des propositions innovantes et aide les États membres à mettre en place des politiques, des normes et standards, à travers l'aide à la formulation des politiques, la programmation, le suivi et l'étude comparative.

En ce qui concerne la sauvegarde du patrimoine culturel, l'UNESCO relève les défis de plus en plus complexes engendrés par les processus mondiaux et sensibilise le public à la nécessité de préserver les valeurs et la signification culturelle des villes transmises par les générations antérieures. Les villes historiques figurent parmi les concrétisations les plus nombreuses et diverses de notre patrimoine culturel commun. La Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO compte actuellement plus de 300 biens urbains rassemblant plus de 544 zones de patrimoine urbain. Ce chiffre est en constante augmentation, ce qui témoigne de l'importance croissante du patrimoine urbain en tant qu'atout social, culturel et économique pour le développement des villes.

Ces dernières années, nous sommes passés d'une conception « monumentale » du patrimoine à une vision plus large et plus globale de cette notion, qui tient compte de ses caractéristiques matérielles et immatérielles. La vision moderne du patrimoine urbain prend en considération la stratification historique de valeurs et d'attributs culturels et naturels, dépassant les notions

<sup>2</sup> Voir : <https://www.unodc.org/gsh/en/data.html>

de « centre historique » ou d'« ensemble historique » pour inclure le contexte urbain plus large ainsi que son environnement géographique. Elle admet également que les villes ne sont pas des entités statiques, qu'elles sont influencées par des dynamiques économiques, sociales et culturelles. C'est là le message que fait passer la Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique, adoptée en 2011. Il s'agit d'un texte de référence qui répondait à la nécessité d'intégrer la conservation du patrimoine urbain aux processus plus généraux de développement social et humain (Encadré 2).

En ce qui concerne la protection du patrimoine immatériel en milieu urbain, la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel démontre l'interdépendance et la réciprocité profondes qui existe entre le patrimoine culturel immatériel d'une part et le patrimoine culturel matériel et naturel d'autre part. Le patrimoine immatériel, en tant qu'élément vivant du patrimoine urbain, est indispensable à la création et à la définition des identités culturelles des villes. Réciproquement, le patrimoine bâti et l'environnement naturel alimentent ces pratiques. Par conséquent, pour être efficaces, les stratégies de sauvegarde appliquées en milieu urbain doivent prendre en compte les espaces et les lieux d'expression du patrimoine immatériel. Ce dernier peut être un outil indispensable pour la gestion autonome des communautés, car il établit des liens essentiels entre les communautés rurales et urbaines, renforce la solidarité et met en lumière l'hétérogénéité des communautés de migrants.

## Encadré 2

**RECOMMANDATION CONCERNANT LE PAYSAGE URBAIN HISTORIQUE (extraits)****I. Définition**

8. Le paysage urbain historique s'entend du territoire urbain conçu comme la résultante d'une stratification historique de valeurs et d'attributs culturels et naturels, dépassant les notions de « centre historique » ou d'« ensemble historique » pour inclure le contexte urbain plus large ainsi que son environnement géographique.

9. Ce contexte plus large comprend notamment la topographie, la géomorphologie, l'hydrologie et les caractéristiques naturelles du site ; son environnement bâti, tant historique que contemporain ; ses infrastructures de surface et souterraines ; ses espaces verts et ses jardins ; ses plans d'occupation des sols et son organisation de l'espace ; les perceptions et les relations visuelles ; et tous les autres éléments constitutifs de la structure urbaine. Il englobe également les pratiques et valeurs sociales et culturelles, les processus économiques et les dimensions immatérielles du patrimoine en tant que vecteur de diversité et d'identité.

10. Cette définition fournit la base d'une approche globale et intégrée pour l'identification, l'évaluation, la conservation et la gestion des paysages urbains historiques dans le cadre global du développement durable.

11. L'approche centrée sur le paysage urbain historique vise à préserver la qualité de l'environnement humain et à renforcer l'utilisation productive et durable des espaces urbains, tout en reconnaissant leur caractère dynamique et en s'attachant à promouvoir la diversité sociale et fonctionnelle. Elle intègre les objectifs de la conservation du patrimoine urbain à ceux du développement socio-économique. Elle repose sur une relation équilibrée et durable entre l'environnement urbain et le cadre naturel, entre les besoins des générations présentes et futures et l'héritage du passé.

12. L'approche centrée sur le paysage urbain historique considère la diversité et la créativité culturelles comme des atouts essentiels pour le développement humain, social et économique, et offre des outils pour gérer les transformations physiques et sociales et pour faire en sorte que les interventions contemporaines s'intègrent au patrimoine de façon harmonieuse dans un cadre historique et prennent en compte les contextes régionaux.

13. L'approche centrée sur le paysage urbain historique s'inspire des traditions et conceptions des communautés locales tout en respectant les valeurs des communautés nationales et internationales.

Source: UNESCO, 2011

De tous temps, la créativité et l'innovation ont nourri et enrichi la vie urbaine. Les villes sont maintenant clairement impliquées dans la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La créativité est l'un des principaux moteurs de la croissance économique et fait des villes des lieux dynamiques, trépidants et stimulants. Elle attire les talents et les investissements, encourage l'innovation et améliore la qualité de vie en général. La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles indique comment les villes peuvent protéger et promouvoir la créativité dans les contextes urbains contemporains et propose un cadre permettant aux pays de mettre en place des politiques, mesures et artistiques visant à favoriser la créativité, la liberté artistique, l'entrepreneuriat culturel et les industries créatives. Les rapports quadriennaux sur la mise en œuvre de la Convention de 2005 illustrent la variété des initiatives lancées en faveur de la culture en milieu urbain par les États membres du monde entier. La coopération culturelle Sud-Sud, qui se développe petit à petit, est soutenue par des mécanismes de financement gouvernementaux qui facilitent les tournées, les échanges et les collaborations entre créateurs originaires de différentes villes. Les gouvernements mettent également à profit l'ère numérique, en s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour réduire le fossé entre zones urbaines et zones rurales, faciliter l'accès à la culture, favoriser l'intégration sociale des minorités et proposer de nouveaux outils artistiques afin d'élargir les horizons créatifs.



Au fil des années, l'UNESCO a développé ses réseaux afin de promouvoir la coopération avec les villes et les collectivités locales et de les encourager à coopérer entre elles, à des fins de concertation et d'action commune. Les villes sont à la fois des moteurs et des terrains propices au développement urbain par le biais de la culture et de l'innovation, des sciences et des technologies, de l'éducation, de l'inclusion sociale et de l'atténuation des impacts environnementaux. Le Programme des Villes du patrimoine mondial vise à mettre au point un cadre théorique pour la préservation du patrimoine urbain et fournit une assistance technique pour que les États membres appliquent de nouvelles approches. Le Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU) érige la diversité culturelle et la créativité au rang de facteurs stratégiques pour un développement local durable dans les sept domaines créatifs. En matière d'éducation, le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (GNLC) encourage l'apprentissage tout au long de la vie, de même que l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. La Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR), plateforme collaborative mondiale conçue pour les villes et les municipalités, aide les villes à lutter contre les discriminations. Le Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) est un programme scientifique intergouvernemental mis en œuvre dans des réserves de biosphère mondialement reconnues.

## LE RAPPORT MONDIAL DE L'UNESCO : MÉTHODOLOGIE ET STRUCTURE

En 2015, convaincue que la culture constituait un outil essentiel pour servir le développement urbain durable, notamment par la sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion de la diversité des expressions culturelles, l'UNESCO a engagé, dans le cadre de son Initiative sur la culture et le développement urbain durable, la préparation du présent Rapport. Intitulé « Culture : Futur urbain », il a été élaboré avec le soutien de neuf partenaires régionaux, d'experts de haut niveau et d'organisations internationales couvrant toutes les régions du monde.

La Conférence internationale « La culture au service de villes durables » (Hangzhou, Chine, 10-12 décembre 2015) a rassemblé des représentants de haut niveau des gouvernements et des organisations internationales, ainsi que des maires et des responsables municipaux, des experts, des membres de la société civile, des universitaires et des membres d'organisations non gouvernementales ; qui ont débattu des thèmes abordés dans ce Rapport. Parmi les participants à la Conférence, nombreux sont ceux qui ont été membre du Comité de pilotage et ont apporté leurs contributions sur les thèmes clés du présent Rapport. La Conférence a donné lieu à la définition de neuf conclusions visant à faciliter l'élaboration du Nouveau Programme pour les villes, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030.

Le Rapport se compose des sections suivantes :

La **Partie I** qui situe le Rapport dans son contexte mondial, dressant un état des lieux du rôle de la culture pour le développement urbain durable à partir des résultats de l'étude mondiale engagée par l'UNESCO avec le concours de neuf partenaires régionaux.

La **Partie II** qui s'articule autour de réflexions thématiques sur le rôle de la culture afin (1) de promouvoir une approche du développement urbain durable centrée sur l'humain ; (2) d'offrir à tous un environnement urbain de qualité ; et (3) d'encourager des politiques intégrées, qui s'appuient sur le pouvoir de la culture pour le développement.

Les **Conclusions et recommandations** qui résument les principales recommandations issues des résultats des parties régionales et thématiques du rapport.

Les **Dossiers** sur les réseaux de l'UNESCO en faveur du développement urbain durable portent notamment sur les partenariats stratégiques de l'UNESCO pour les villes ; le patrimoine mondial et les villes ; le Réseau UNESCO des villes créatives (RVCU) ; la Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR ; le Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) pour des villes durables ; le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (GNLC) ; la prévention des catastrophes naturelles pour le développement urbain durable ; et le programme Eau et villes durables.

Un **Atlas** regroupe des cartes détaillées qui localisent les villes des réseaux UNESCO présentées dans les Dossiers.

La Conférence Habitat III arrive à l'heure où les défis pour l'humanité sont considérables et pèseront de manière croissante sur les villes. Le Programme 2030 fournit l'impulsion initiale, en adoptant une approche holistique et inclusive du développement des villes. À ce titre l'Objectif 11 propose une feuille de route détaillée pour œuvrer en faveur d'un développement urbain durable. La prise en compte de la culture dans cet Objectif représente une occasion unique pour renforcer les liens entre des domaines de l'action publique souvent insuffisamment coordonnés et évoluant à des rythmes différents.

Les villes revendiquent de plus en plus leur importance sur les scènes politiques, économiques et culturelles internationales. Espaces de rencontre et d'interaction de populations diverses, qui y développent des projets et des stratégies, elles seront les protagonistes de la société mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle. Et la culture sera sans nul doute au cœur de leur durabilité future.



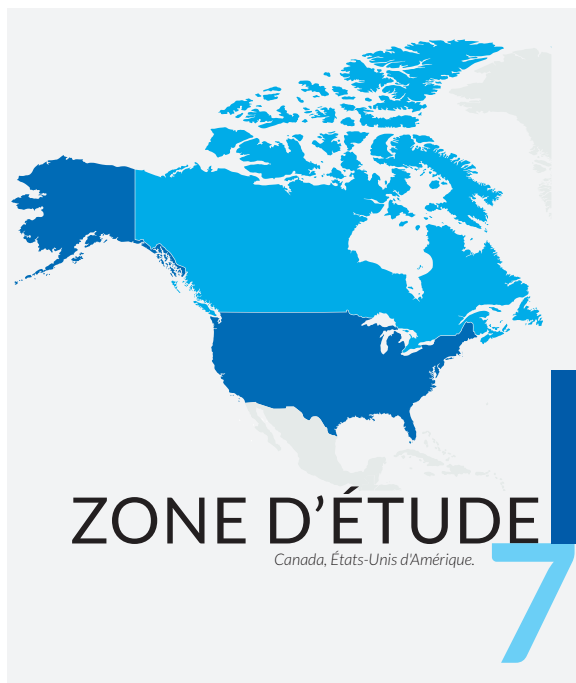
Quito (Equateur)  
© Anton\_Ivanov/Shutterstock.com

An aerial photograph of a densely populated urban area. In the background, a large, ornate Gothic cathedral with two prominent spires is visible. The rest of the city is a dense grid of buildings of various heights and colors, including many multi-story apartment blocks. A narrow street with a dark road surface runs vertically through the center of the image, flanked by buildings on both sides. The overall scene depicts a vibrant, high-density urban environment.

# PARTIEL

ÉTUDE MONDIALE SUR LE RÔLE  
DE LA CULTURE DANS LE  
DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE





## ZONE D'ÉTUDE

Canada, États-Unis d'Amérique.

# 7



## ZONE D'ÉTUDE

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

# 8

## ÉTUDE MONDIALE SUR LE RÔLE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Le patrimoine urbain constitue un domaine de recherche particulièrement étendu, tant dans le secteur universitaire que dans celui des politiques publiques. Dans toutes les régions du monde, les questions relatives à la conservation et à la revitalisation du patrimoine urbain ont occupé une place importante, bien qu'à des degrés divers, dans les professions liées à l'architecture et à la planification, ainsi que dans les processus et politiques de gestion du patrimoine culturel. Cette situation contrastée reflète sans doute la diversité des approches et des attentions développées par les universitaires et décideurs à l'égard du patrimoine urbain, une catégorie qui n'est arrivée sur le devant de la scène que relativement récemment, après avoir pris essor en Europe et en Amérique du Nord dans les années 1960. Cependant, aucune recherche systématique sur la situation du patrimoine urbain n'a été conduite à ce jour à l'échelle mondiale, en raison notamment de la grande diversité des pratiques et de la multiplicité des démarches existantes.

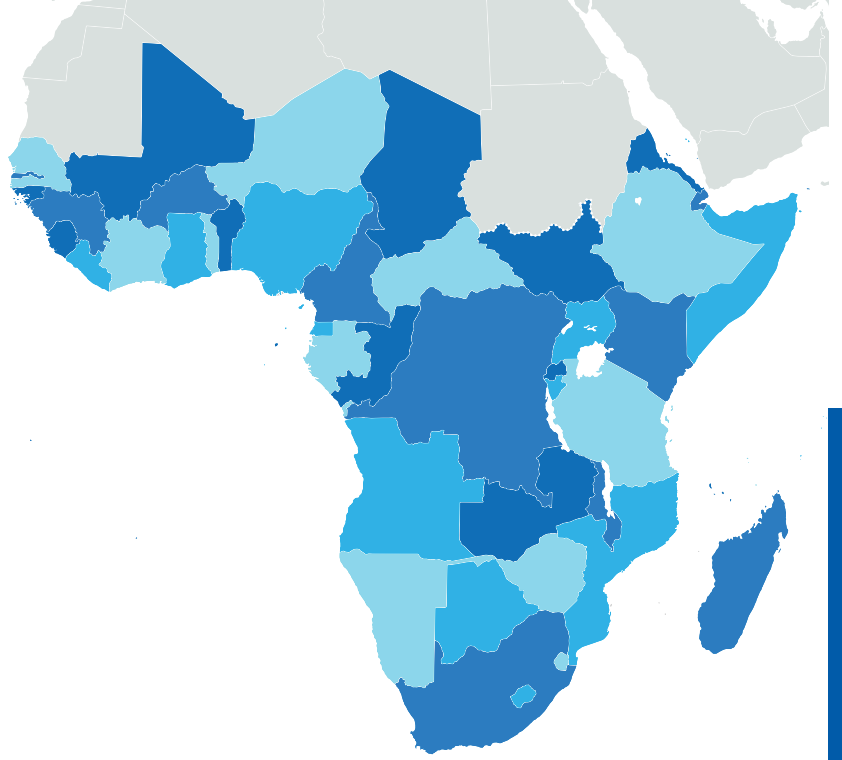
Si le patrimoine monumental et archéologique ont trouvé une définition « mondiale » et s'appuient sur un système scientifique international largement reconnu de principes et pratiques, il n'en est pas de même pour le patrimoine urbain. Les professionnels du patrimoine ont tenté d'inscrire la conservation du patrimoine urbain dans le cadre des chartes existantes, telles que, par exemple, la Charte de Washington pour la sauvegarde des villes historiques (ICOMOS, 1987). Cependant, dans la réalité, la pratique en vigueur diffère foncièrement de ce système de principes établis, même dans les régions où des politiques publiques en faveur du patrimoine urbain sont effectivement mises en œuvre. La Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique constitue ainsi une tentative de prendre en compte cette diversité dans le cadre d'un ensemble unifié de directives.

C'est dans ce cadre, et dans la perspective d'Habitat III, que l'UNESCO a engagé une étude de la situation mondiale du patrimoine urbain, dont les résultats principaux sont synthétisés ci-après. Ce travail de recherche confirme non seulement la grande diversité des situations dans les différentes régions du monde, mais aussi l'intérêt grandissant des autorités, des communautés locales et des habitants pour la préservation de leurs villes et établissements historiques, ainsi que pour le renforcement du rôle de la culture dans la régénération urbaine. Les résultats de cette étude, menée par plusieurs équipes dans différentes régions, mettent aussi en évidence la nécessité de poursuivre l'exploration de cet important domaine du patrimoine, aujourd'hui en plein essor. Ils soulignent enfin l'importance de développer les réseaux de professionnels, afin de promouvoir la culture et le patrimoine en tant que vecteurs et catalyseurs essentiels du développement urbain durable, priorités que l'UNESCO s'est engagée à mettre en œuvre à l'avenir. La version complète de chaque rapport régional soumis par l'institution partenaire, incluant la bibliographie, peut être consultée sur le site Web de l'UNESCO.



*Coordinateur de l'étude régionale :* **RÉSEAU ARTERIAL**

Créé à Gorée (Sénégal) en 2007, le Réseau Arterial est un réseau à but non lucratif issu de la société civile, qui réunit des organisations non gouvernementales, institutions et entreprises de l'économie créative, ainsi que des artistes et des protagonistes du secteur culturel africain. Le réseau exerce cinq fonctions principales – le renforcement de capacités, l'accès aux marchés, le plaidoyer, la recherche et le renforcement organisationnel – dans le but de créer un environnement favorable et durable pour une pratique démocratique des arts en Afrique. Arterial soutient le développement en Afrique d'un secteur de la création vivant, dynamique et viable, qui contribue à améliorer les conditions de vie et de travail des artistes et des acteurs de la culture ainsi que la qualité dans les arts. Dans ce but, le réseau organise des événements et des conférences, met en place des programmes éducatifs à travers le continent et a noué des partenariats avec diverses universités et centres de recherche dans le domaine de la culture.



# ZONE D'ÉTUDE

# 1

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

## REPÈRES

- ..... Remontant au VIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire urbaine de l'Afrique subsaharienne fait aujourd'hui l'objet d'une redécouverte progressive.
- ..... La particularité des villes africaines – et notamment leur patrimoine précolonial, colonial et postcolonial – ainsi que le rôle primordial des pratiques immatérielles doivent être plus largement reconnus.
- ..... Dans le cadre de la révolution urbaine à l'œuvre sur le continent africain, les pressions liées à l'urbanisation et à une régulation insuffisante de l'aménagement menacent le patrimoine urbain et entraînent la disparition de valeurs et de pratiques communautaires traditionnelles.
- ..... Prendre en compte les enjeux du développement, tels que l'accès à l'éducation, aux services de base et aux infrastructures urbaines, est une condition essentielle pour que la conservation urbaine soit inclusive et porteuse de sens pour les populations.
- ..... Dans les villes africaines marquées par des populations récemment urbanisées et par des inégalités ancrées dans les systèmes de ségrégation issus de l'époque coloniale, les approches fondées sur la culture sont particulièrement adaptées pour construire un sentiment d'appartenance.
- ..... Alors qu'une nouvelle génération d'entrepreneurs culturels voit le jour, la culture contribue de plus en plus à renforcer la participation communautaire et à renouveler les relations entre les pouvoirs publics et les citoyens.
- ..... Les stratégies de développement urbain ont souvent ignoré les réalités sociales et culturelles propres aux villes africaines. La culture peut désormais devenir un outil stratégique pour revitaliser les établissements informels ou les quartiers marginalisés dans l'espace urbain.

## LES TRAJECTOIRES D'URBANISATION DE L'AFRIQUE À TRAVERS L'HISTOIRE

Des établissements urbains primitifs se sont développés sur l'ensemble du continent dès le VIII<sup>e</sup> siècle. Les villes africaines ont prospéré avant l'arrivée des Européens, même si elles n'étaient pas aussi étendues qu'en Europe, en Asie ou au Moyen-Orient. Il n'en reste cependant que de rares vestiges, car la plupart d'entre elles étaient construites dans des matériaux peu résistants qu'il fallait renouveler fréquemment. En Afrique de l'Ouest, la naissance d'empires a donné lieu à l'essor de villes destinées à accueillir les lieux du pouvoir royal et les places commerciales. Koumbi Saleh, capitale de l'Empire du Ghana – sur le territoire de l'actuelle Mauritanie, comptait jusqu'à 30 000 habitants au XI<sup>e</sup> siècle. Tombouctou, plaque tournante du commerce transsaharien, abritait environ 70 000 personnes au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Des centres urbains, tels qu'Abomey et Porto-Novo, ont également vu le jour le long des voies de la traite négrière transatlantique dans les royaumes Yoruba et Ashanti.

### ÉTUDE DE CAS 1

Lamu (Kenya)

#### Le rôle de la société civile dans l'atténuation des impacts sociaux et culturels des infrastructures de transport planifiées.

En 2011, le gouvernement du Kenya a approuvé le développement d'un grand corridor de transport et de communication multi-usage (*Lamu Port Southern Sudan-Ethiopia Transport Corridor*) à 20 km au nord de la vieille ville de Lamu. Le projet inclut la construction d'un port commercial, d'un nouvel aéroport, d'un vaste réseau routier et ferroviaire, d'une raffinerie de pétrole et d'une station balnéaire. La société civile, regroupée sous l'égide de la *Save Lamu Initiative* a exprimé ses inquiétudes quant aux impacts environnementaux et culturels du projet, en l'absence d'une étude d'impact. Elle a aussi souligné le manque de communication avec la communauté locale, ainsi que l'augmentation de la spéculation foncière et des saisies de terrain qui menacent la subsistance des communautés de pêcheurs et l'intégrité du centre historique.

Source: Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1



En Afrique de l'Est, le développement urbain s'est concentré le long de la côte de l'Océan indien. À partir du XIII<sup>e</sup> siècle, les villes swahilies vivant du commerce avec la péninsule arabique et l'Inde ont parsemé la côte sur les territoires actuels de la Somalie (Mogadiscio et Brava), du Kenya (Lamu, Gede et Mombasa), de la République unie de Tanzanie (Zanzibar et Kilwa) et du Mozambique (Pemba). Le développement urbain à l'intérieur des terres a aussi eu lieu en Éthiopie, dans des centres religieux tels qu'Axoum mais aussi dans les capitales politiques itinérantes du royaume amharique, dont Addis-Abeba, fondée au XIX<sup>e</sup> siècle. D'autres sous-régions ont également connu un développement urbain précoce. Les royaumes du centre de l'Afrique, comme celui des Bakongos, ont bâti des centres urbains : par exemple, São Salvador, sur le territoire actuel de l'Angola, comptait entre 30 000 et 100 000 habitants au XVI<sup>e</sup> siècle. Plus au sud, Grand Zimbabwe, ville de pierre construite au XI<sup>e</sup> et abandonnée au XVI<sup>e</sup> siècle, apporte la preuve d'une urbanisation précoce.

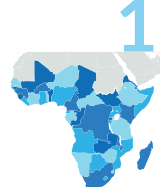
La colonisation a favorisé le développement côtier et la constitution d'espaces urbains distincts. Pour organiser la traite négrière transatlantique, les Européens ont développé des réseaux économiques le long des côtes – là où les villes fortifiées et, plus tard, les capitales coloniales se sont installées. À l'intérieur des terres, les villes d'Afrique de l'Ouest ont décliné face à cette nouvelle concurrence. Parfois, les villes coloniales se sont bâties sur les ruines des premiers établissements humains. La fin de l'époque coloniale, entre 1880 et 1960, a coïncidé avec l'intensification de l'urbanisation. Les villes coloniales étaient conçues pour répondre aux besoins des Européens. Des préoccupations d'ordre sanitaire, associées à des idéologies racistes, ont inspiré des modèles caractérisés par la ségrégation et la segmentation spatiale. Les fonctions coloniales de ces villes ont contribué à une forme de « retard fonctionnel » : les villes devenaient des entrepôts ou des capitales administratives et non pas des plateformes manufacturières. Ce modèle urbain colonial est resté très influent jusqu'à l'époque contemporaine : 28 des 50 plus grandes villes d'Afrique étaient autrefois des capitales coloniales (Myers, 2011)

L'urbanisation s'est accélérée pendant la période postcoloniale, en particulier dans les années 1960. Avec l'exode rural massif qui a marqué cette période, la population des villes d'Afrique et le taux d'urbanisation ont considérablement augmenté, notamment dans les anciennes capitales coloniales. Certains pays se sont lancés dans des programmes de développement urbain afin d'atténuer la prédominance des capitales coloniales en choisissant de nouvelles capitales, telles qu'Abuja au Nigeria, Dodoma en République unie de Tanzanie et Lilongwe au Malawi. Entre 1950 et 2000, la part de l'Afrique dans la population urbaine mondiale a faiblement augmenté de 3% à 7%, pour atteindre 197 millions de personnes (Nations Unies, 2014).

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique connaît une nouvelle révolution urbaine. La population urbaine est passée de 200 millions de personnes en 2000 à 360 millions en 2015, et elle devrait tripler d'ici à 2050 : un citadin sur cinq sera alors africain. Il aura fallu à l'Afrique deux fois moins de temps pour parvenir au niveau de croissance urbaine atteint par l'Europe et l'Amérique du Nord au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Le niveau d'urbanisation, estimé à 38 % en 2015, devrait atteindre 50 % en 2040 (Nations Unies, 2014). L'accroissement de la population urbaine s'explique en grande partie par la croissance démographique et le reclassement de centres ruraux en centres urbains. La migration urbaine a perdu de son importance.

L'Afrique est toujours caractérisée par des villes dominantes, bien que des villes secondaires émergent. Le développement urbain de la période coloniale a conduit à la prédominance des grandes villes et notamment des capitales coloniales. En 2014, sur les 27 villes dominantes (c'est-à-dire celles qui regroupent plus de 40 % de la population urbaine de leur pays), 9 se trouvaient en Afrique. Le continent compte désormais deux mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, Lagos (Nigéria) et Kinshasa (République démocratique du Congo). Johannesburg (Afrique du Sud), Dar es Salam (Tanzanie) et Luanda (Angola) passeront dans cette catégorie d'ici à 2030. Entre 2015 et 2030, le nombre des villes de plus de 5 millions d'habitants devrait passer





Saint-Louis (Sénégal)  
© Gilles Waluzinski\*

de 5 à 15. Les villes moyennes (1 à 5 millions d'habitants) abritent 24 % de la population urbaine, et ce chiffre va probablement continuer à augmenter. Toutefois, 47 % de la population urbaine vit dans des villes de moins de 300 000 habitants (Nations Unies, 2014). La prédominance des grandes villes s'affaiblit, tandis que le réseau des villes secondaires s'étend. Pour désengorger les grandes villes, plusieurs pays ont initié la création planifiée de villes satellites, telles que Tatu City près de Nairobi (Kenya).

Les villes africaines en plein essor doivent relever des défis majeurs en matière d'urbanisme. En 2010, 62 % de la population urbaine vivait dans des bidonvilles, contre 33 % en moyenne dans les pays en développement (ONU-Habitat, 2010) 50 % des Africains gagnent moins de 1,25 dollar américain par jour (ONU-Habitat, 2014). La classe moyenne progresse mais reste fragile. Contrairement aux autres régions, en Afrique les taux de pauvreté mesurés dans les zones urbaines ne sont pas considérablement inférieurs à ceux des zones rurales, et l'insécurité alimentaire est parfois plus marquée dans les villes. Cette pauvreté, qui s'ajoute à de profondes inégalités et à une ségrégation sociale et spatiale, entraîne une forte exclusion et une grande violence urbaine, parfois source de révolte et d'extrémisme chez les jeunes en difficulté.

Les villes africaines sont parmi les plus vulnérables aux catastrophes et aux effets du changement climatique, car elles se trouvent surtout le long des côtes – héritage direct de la période coloniale. La fourniture de services fondamentaux à la population urbaine reste un défi de taille. L'accès à l'eau, à la santé, à l'assainissement, à l'électricité et aux services d'élimination des déchets est faible, peu fiable ou démesurément coûteux, ce qui entrave le développement économique. Avec la croissance démographique, l'accès à l'éducation et aux services de santé pédiatriques est aussi très restreint. La mise à disposition de services de transport est un autre enjeu primordial, en particulier dans les grandes villes, où l'encombrement de la circulation et la pollution de l'air sont des problématiques majeures.

En Afrique, les économies urbaines basées sur les services sont encore fragiles. Bien que la région ait connu récemment une période de croissance économique, pendant laquelle le revenu national brut par habitant a triplé entre 2003 et 2015<sup>1</sup>, cette croissance était en grande partie portée par le secteur des ressources naturelles, moins urbain. Dans certaines villes, telles que Douala (Cameroun) et Port Harcourt (Nigéria), le pétrole est la source d'un essor économique. Ailleurs, la prospérité urbaine est générée par le secteur des services. Les économies urbaines sont donc fragiles, car elles ne disposent pas du tissu industriel qui peut créer des emplois à grande échelle ; les villes coloniales

étaient rarement industrielles et après l'indépendance les industries urbaines ont souvent été affaiblies par les politiques de libéralisation des échanges commerciaux. La création d'emplois pérennes au salaire décent reste un défi pressant.

## UN PATRIMOINE URBAIN DIVERS MAIS TOUJOURS PLUS MENACÉ

Dans la région, le patrimoine urbain peut être classé en trois catégories. La première regroupe les villes africaines antiques, fruits de la convergence des dynamiques autochtones avec les influences islamiques, méditerranéennes et asiatiques et caractérisées dans certains cas par une morphologie circulaire. L'utilisation de ressources naturelles, parmi lesquelles l'argile et la boue, en sont un fort marqueur culturel. Viennent ensuite les villes coloniales du continent. Lors de la révolution industrielle européenne, ces villes ont souvent servi de terrains d'essai du modernisme urbain et architectural. Malgré l'intégration de certaines traditions architecturales, les constructions vernaculaires ont été délaissées au profit du style occidental. La troisième catégorie est celle du patrimoine de la libération, profondément ancré dans la culture des nouveaux pays indépendants. Les villes postcoloniales se distinguent par la présence de sièges gouvernementaux monumentaux, symboles des tendances architecturales internationales et des efforts de constitution d'une nation, ainsi que de lieux et de signes des luttes populaires (places publiques, écoles, prisons, résidences privés des chefs des mouvements de libération, etc.).

« La mosaïque des paysages africains, caractérisée par les rapports étroits entre les milieux urbains et ruraux, révèle la nécessité d'une approche inclusive basée sur la reconnaissance de la continuité des systèmes de valeurs locaux, mais aussi de la dynamique des processus informels et des associations communautaires. »

Recommandation de Zanzibar sur l'application du concept de paysage urbain historique au contexte africain

Le patrimoine immatériel est une caractéristique majeure des villes africaines. Dans les villes antiques, les relations sociales prenaient le pas sur les structures physiques. C'est le sentiment d'appartenance à un ordre religieux ou politique qui formait l'âme des villes, et non pas l'environnement bâti comme c'était le cas en Europe. Même s'ils ont souvent déplacé leurs capitales, les Yorubas – qui peuplent aujourd'hui le Nigéria et le Bénin – ont toujours conservé le nom de ces villes, appelées « collectivités urbaines ». Les pratiques

<sup>1</sup> Voir : <http://donnees.banquemondiale.org/region/afrique-subsaharienne>

traditionnelles et spirituelles marquent encore activement la vie urbaine. Le patrimoine matériel est étroitement lié aux pratiques immatérielles, car l'environnement bâti est un espace essentiel à l'expression des traditions socio-culturelles. Abomey (Bénin) en est un exemple remarquable : la structure urbaine actuelle reflète encore les pratiques traditionnelles anciennes. Dans un contexte d'évolution socio-culturelle rapide, la définition de la notion de « tradition locale » est constamment remise en question. Une meilleure reconnaissance du patrimoine immatériel pourrait servir de base à la mise en œuvre d'une approche centrée sur le paysage urbain historique dans les villes africaines.

## ÉTUDE DE CAS 2

Île de Mozambique (Mozambique) et Djenné (Mali)

### Répondre au besoin de logements tout en préservant le paysage urbain

L'île de Mozambique (Mozambique) abrite une ville réputée pour son unité architecturale unique, fruit de l'utilisation continue de techniques et de matériaux datant du XVI<sup>e</sup> siècle. Le centre politique et administratif de la ville, avec ses bâtiments de pierre et de chaux se trouve au nord, tandis que la partie sud est occupée par les maisons en *macuti* habitées par les communautés locales. Les toits étaient traditionnellement en feuilles de palmier, mais la hausse de leur prix – causée par la déforestation et la demande croissante liée au tourisme – a conduit les résidents à utiliser des tôles de zinc, moins coûteuses et plus résistantes. Pour atteindre les objectifs fixés en matière de conservation et de régénération, il est primordial d'apaiser cette tension entre l'intégrité architecturale et la recherche légitime d'un meilleur niveau de vie.

À Djenné (Mali), le paysage urbain est façonné par l'architecture de terre, employée surtout pour les bâtiments religieux et résidentiels. Tout en préservant la vitalité de leur patrimoine, les artisans et les maçons locaux s'adaptent à l'évolution des attentes des habitants. Pour réduire les coûts d'entretien des logements, les toits de tuiles en terre cuite se sont généralisés sur des structures en terre, mais cela nuit aussi bien à leur solidité qu'à leur intégrité visuelle. Afin de répondre aux besoins de la population locale tout en protégeant le patrimoine, des fonds ont été consacrés à des travaux de réfection.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

Les comportements vis-à-vis du patrimoine urbain, notamment celui datant de la période coloniale, sont ambivalents. La sous-représentation des villes africaines dans la Liste du patrimoine mondial illustre bien ce manque de reconnaissance : seulement 17 villes ou sites urbains du continent y ont été inscrits, la plupart depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Le lien entre une bonne partie du patrimoine bâti encore debout et les régimes coloniaux oppressifs posent des difficultés d'ordre éthique et idéologique, car l'environnement bâti de cette époque était caractérisé par la ségrégation ethnique. Les bâtiments symbolisant le pouvoir colonial ont souvent été construits délibérément sur des sites liés aux identités et aux pratiques culturelles des populations africaines. Aujourd'hui ces monuments de l'époque coloniale sont souvent délabrés car ils ne sont pas

entretenus. C'est notamment le cas à Saint-Louis (Sénégal), où la population entretient une relation ambiguë avec le patrimoine colonial. Ce sentiment s'explique car ce patrimoine est d'une part une importation de l'étranger (il n'est pas issu d'une base culturelle endogène) et d'autre part l'affirmation du passé colonial, le rappel cuisant de l'esclavage. Dans d'autres cas, cet héritage colonial a été volontairement dégradé, comme lors de récentes manifestations étudiantes à l'université du Cap (Afrique du Sud), qui se sont soldées par le retrait d'une statue du colon britannique Cecil John Rhodes.

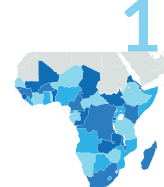
La reconnaissance de l'héritage sur lequel se sont construits les centres urbains est vitale pour la cohésion sociale, notamment parce que le patrimoine urbain colonial est souvent empreint des souvenirs des luttes anti-coloniales et des récits de libération. La société civile est fréquemment en première ligne dans cette démarche. Ce fut par exemple le cas à Kampala (Ouganda), lors de la récente campagne concernant le musée national. Il se trouve dans un bâtiment colonial et il avait été envisagé de le déplacer avant que les organisations de la société civile se mobilisent contre cette idée en arguant de la valeur historique du site original.

Le patrimoine urbain est menacé par l'urbanisation et la régulation insuffisante de l'occupation des sols. Dans de nombreux pays, on assiste depuis deux décennies à une vague de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Les investissements directs étrangers, souvent liés à la spéculation foncière, ont bouleversé l'organisation spatiale de nombreuses villes, tout en favorisant la gentrification et la fragmentation sociale. L'accroissement de la demande de terrains a accéléré la destruction des habitations traditionnelles, comme à Mombasa (Kenya), où les maisons en *macuti* avec cour intérieure sont rasées pour laisser place à des immeubles hauts et compacts. Des projets d'infrastructures de grande envergure répondent à des attentes légitimes en matière de transport et d'énergie, mais leur planification inadaptée a eu un effet dévastateur sur le patrimoine urbain : l'architecture et la configuration urbaine traditionnelles ont été en grande partie détruites.

L'expansion des zones urbaines met également en péril les valeurs et les pratiques communautaires traditionnelles. Dans les villes côtières swahilies, l'art ancestral de la construction de bateaux et le commerce communautaire sont délaissés, tandis que de nouvelles pratiques en matière d'architecture et d'urbanisme transforment le paysage des villes. Dans les grandes capitales telles qu'Addis Abeba (Éthiopie), le mode de vie communautaire a évolué parallèlement au développement des immeubles résidentiels. Le phénomène de gentrification lié au tourisme pourrait aussi donner lieu à l'assainissement des espaces urbains ou à la mise en place de récits réducteurs destinés aux touristes, qui risquent à leur tour d'entraîner le déplacement de certaines populations et la mise à l'écart de leur patrimoine immatériel. Dans certaines zones, les migrations ont modifié la morphologie sociale et spatiale, avec les effets que cela peut avoir sur la culture d'entretien du patrimoine.

Les conflits civils et l'instabilité géopolitique représentent une autre menace majeure. En 2012, l'invasion de Tombouctou (Mali) par des groupes extrémistes armés s'est soldée par la destruction de mausolées inscrits au patrimoine

<sup>2</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/list/>



Harar Jugol (Éthiopie)  
© Ilia Torlin/Shutterstock.com\*

mondial de l'humanité et a gravement nui au patrimoine immatériel de la ville. À Freetown (Sierra Leone), l'abandon des monuments pendant la guerre civile met en danger la mémoire culturelle de la ville. Dans la région, un grand nombre de sites ont été endommagés et parfois même détruits sur fond de conflits ou de troubles sociaux. La mise au point de protocoles de gestion des risques et la tenue d'inventaires à jour sont donc primordiales.

Le changement climatique et les risques environnementaux touchent directement les villes historiques, en Afrique comme dans d'autres régions en développement. Les constructions traditionnelles utilisent souvent des matériaux peu résistants ou poreux, comme des briques crues dans le Sahel ou du mortier à base de sable et de corail sur la côte swahilie. Les phénomènes climatiques – sécheresse, désertification, mousson, érosion des sols – s'intensifient et accélèrent les dégradations. Les villes côtières comme Saint-Louis (Sénégal) ou Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) sont particulièrement vulnérables aux dégâts causés par les crues.

Il est essentiel de relever les défis du développement pour encourager une conservation urbaine inclusive et porteuse de sens. Dans les villes africaines touchées par la pauvreté, la sauvegarde du patrimoine culturel, riche de son intégrité et de son authenticité, doit être intégrée aux politiques d'amélioration des infrastructures et des services, qui sont plus que nécessaires. Un meilleur accès au logement et aux services fondamentaux devrait en effet être considéré comme la condition *sine qua non* d'une conservation urbaine efficace. Dans les quartiers historiques, la conservation urbaine a souvent encouragé la gentrification. Même si l'économie du tourisme a permis de consacrer des moyens financiers à des travaux de restauration, ses conséquences pour les communautés locales sont à double tranchant : en effet, la hausse des loyers et la transformation de logements en hébergements touristiques ont souvent entraîné l'expulsion des populations pauvres. Ces retombées socio-économiques insuffisantes et les contraintes réglementaires qui les accompagnent expliquent que la perception du patrimoine par les habitants de ces régions se soit dégradée et que les valeurs des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial se heurtent à des considérations socio-économiques.

## LA CULTURE DANS LES VILLES D'AFRIQUE : UNE FORCE POUR DES SOCIÉTÉS URBAINES PLUS INCLUSIVES

Les villes africaines sont touchées par des inégalités croissantes. Les politiques de ségrégation spatiale et sociale datant de l'époque coloniale imprègnent encore les sociétés et les espaces urbains contemporains, marqués aujourd'hui par une forte polarisation entre les habitants des bidonvilles et les résidents des nouvelles zones urbaines, qui appartiennent à la classe supérieure. Dans ce contexte, la conservation et la régénération urbaines ont parfois favorisé les élites urbaines prospères et accéléré le processus de gentrification, comme le montrent les centres créatifs comme celui de Woodstock, qui a vu le jour au Cap (Afrique du Sud). Par ailleurs, dans certains cas, les efforts de conservation urbaine allaient à contre-courant des attentes des communautés, notamment lorsque le patrimoine concerné est perçu comme un vestige de la domination coloniale.

### ÉTUDE DE CAS 3

#### Le Cap (Afrique du Sud) Dévoiler l'héritage de l'apartheid grâce au développement fondé sur la culture



Le modèle d'aménagement urbain de l'apartheid a fait du Cap la ville d'Afrique du Sud la plus touchée par la ségrégation en 1985. Aujourd'hui encore, la plupart des lieux culturels se trouvent dans les anciens quartiers blancs, ce qui complique l'accès à la culture pour les communautés défavorisées. Construit dans les années 1920 pour accueillir les ouvriers noirs travaillant dans la ville, Langa est le plus ancien township du Cap. Son histoire est indissociable de celle de célèbres figures politiques comme Nelson Mandela et Chief Langalibalele. Il est aussi riche d'un important patrimoine artistique : plusieurs grands noms du jazz sud-africain y sont nés. La musique, la danse, les arts visuels et le théâtre sont au cœur de l'identité culturelle locale.

Le développement du quartier culturel de Langa a été piloté par le département Arts et Culture du projet Capitale mondiale du design en 2014. Son objectif était de créer un lieu propice à l'expression artistique et culturelle contemporaine et de proposer des espaces inclusifs, accessibles et polyvalents dans lesquels la communauté peut célébrer la richesse de son patrimoine. Certaines difficultés persistent, mais ce centre culturel et ses environs ont déjà permis plusieurs évolutions positives, telles que la mise en place d'accords de coopération entre des organisations culturelles locales et le service municipal des Arts et de la Culture pour de futurs projets culturels.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

Il est donc essentiel de favoriser un sentiment d'appartenance et d'appropriation de ce patrimoine, même si c'est là une tâche complexe. Étant donné que la vie urbaine est une découverte relativement récente pour la plupart des citoyens, les villes sont perçues davantage comme des zones de transit que comme des lieux de mémoire. Puisque les traces des vols commis par les colons, des saisies de terrains et des évictions forcées après la décolonisation marquent encore profondément le paysage urbain, il faut absolument

faire connaître la complexité de son histoire. Il est important d'encourager un sentiment d'appartenance en faisant de la culture un outil de mémoire et en favorisant la promotion du patrimoine et l'éducation intergénérationnelle, afin de développer la cohésion sociale.

À ce titre, la culture et le patrimoine peuvent contribuer à renforcer la cohésion sociale. Ces dernières années plusieurs partenariats efficaces entre les pouvoirs publics et les garants des traditions ont été lancés sur divers sites culturels de la région ; la collaboration avec la corporation des maçons pour la reconstruction des mausolées de Tombouctou en 2013 en est un exemple (voir l'Étude de cas 62). Ce type d'initiatives permet la mobilisation des populations locales en faveur de l'entretien du patrimoine, par laquelle elles affirment leur appartenance à une communauté et renforcent les réseaux économiques des secteurs de l'artisanat et de la conservation.

Le patrimoine et la culture servent souvent de cadres aux processus participatifs. Avec l'implication croissante des autorités locales, les efforts de conservation et de régénération urbaines donnent naissance à de nouveaux types de partenariats collaboratifs, sources de fierté et d'autonomisation pour les populations locales, ainsi qu'à des projets communautaires inclusifs. À Mombasa (Kenya), le département des musées nationaux du Kenya chargé de la conservation et les communautés swahilies ont organisé de grandes réunions de consultation concernant la réhabilitation de la demeure du gouverneur en un restaurant communautaire géré par des femmes.

La société civile a un rôle essentiel à jouer pour que la culture favorise le développement urbain. De plus en plus d'associations réinvestissent actuellement les espaces publics afin de valoriser ces biens historiques négligés, de bâtir une mémoire collective et de se réapproprier l'espace public dans le cadre d'activités culturelles. Le *Freedom Park* de Lagos (Nigéria) compte parmi les exemples. Sur une proposition initiale du collectif culturel *Creative Intelligence Agency*, cet ancien centre pénitentiaire a été transformé en 2009 en un espace public construit autour d'un monument à la mémoire de l'indépendance. Cet élan communautaire est généralement soutenu par les autorités locales qui souhaitent favoriser l'accès aux lieux publics pour compenser la disparition de nombreux espaces verts sous l'effet de la pression urbaine.

Une nouvelle génération d'entrepreneurs culturels donne un nouveau visage aux paysages urbains en Afrique. Les innovations les plus marquantes en matière de conservation et de régénération urbaine sont issues des efforts de citoyens informés, engagés et concernés qui ont souvent « les moyens de donner vie à leur vision ». Par exemple, des architectes et des entrepreneurs renommés et reconnus ont mené auprès des pouvoirs publics et du grand public des actions de sensibilisation à l'importance de la préservation des biens culturels pour le développement urbain durable. Ce leadership proactif exercé par la société civile est encore plus efficace et pérenne lorsque des partenariats sont formellement établis avec les autorités.

#### ÉTUDE DE CAS 4

Ségou (Mali)

### Un modèle d'entrepreneuriat innovant pour une régénération fondée sur la culture

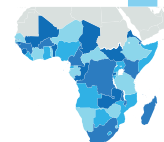


Ancienne capitale du royaume Bambara du même nom à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, Ségou se trouve sur les rives du fleuve Niger, à 240 km de Bamako. Son patrimoine urbain se distingue par la présence de constructions traditionnelles soudanaises en terre cuite rouge et de bâtiments coloniaux. Les indicateurs de développement de Ségou, qui compte près de 163 000 habitants, sont inférieurs à ceux du reste du pays. Le taux de pauvreté y est d'environ 65 %, contre 49 % au niveau national. Pourtant, la ville bénéficie d'un potentiel de développement non négligeable, grâce à sa situation géographique et à sa base économique, mais aussi grâce à son histoire, sa vitalité culturelle et son patrimoine urbain exceptionnels.

Afin de tirer profit de ces nombreux atouts, plusieurs entrepreneurs locaux se sont réunis au sein de la Fondation Festival sur le Niger pour lancer en 2005 le Festival sur le Niger. Chaque année, ce dernier rassemble des artistes et musiciens nationaux et internationaux et met en lumière les industries culturelles locales. Des conférences et des ateliers abordent des problématiques liées à la culture et au développement, tandis qu'une foire artisanale et agricole permet aux producteurs locaux d'accéder à de nouveaux marchés. Accueillant en moyenne 30 000 visiteurs à chaque édition, ce festival est un important catalyseur pour l'économie locale, qui a permis de structurer les secteurs de l'artisanat et de l'agriculture. Plus de 150 entreprises locales y participent, ce qui contribue à la création de 140 emplois directs et 2 000 emplois indirects. Le secteur du tourisme a prospéré : ses recettes ont été multipliées par dix entre 2005 et 2010, ce qui a favorisé le renouvellement progressif des infrastructures touristiques. Entraînées par cette dynamique, d'autres initiatives culturelles ont vu le jour ; dont le centre culturel Kòrè, espace de formation dédié aux professions culturelles, et le centre Ndomo, fabrique de tissu traditionnel bogolan qui cible en particulier les jeunes sans emploi. Deux certifications ont été créées dans le cadre du programme SMARTS SÉGOU. Elles concernent respectivement les pagnes tissés à Ségou et le tourisme dans la ville. Le projet « Ségou, ville créative » a récemment été lancé par la municipalité dans le but de mettre au point une politique intégrée de développement culturel à l'échelle de la ville et un programme de développement culturel durable.

Il a été mené au moyen d'un modèle d'entrepreneuriat innovant. Bien qu'ayant été lancé par des acteurs économiques locaux, il a reçu un important soutien des autorités locales sous la forme d'un partenariat public-privé formalisé, le Conseil pour la promotion de l'économie locale. Ce Conseil est un service de coopération et de promotion des entreprises, des acteurs économiques et des autorités locales de la ville. Par ailleurs, il conseille et forme les autorités et entreprises locales dans la mise en œuvre du programme socio-économique et de développement culturel. Ce modèle s'inspire de la démarche *Maaya*, un concept ancré dans la culture malienne qui repose sur les principes suivants : service et engagement de la communauté, instauration d'un climat de confiance et renforcement des liens, mobilisation des ressources locales pour une économie plus autonome et plus durable, cohérence avec les valeurs locales.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1



Canton de Chicala, Luanda (Angola)  
© David Stanley/Flickr.com\*

Ces initiatives culturelles participent directement à la régénération des zones marginalisées. En ouvrant des espaces propices à l'innovation, aux relations interculturelles et au réengagement civique, elles contribuent à changer l'image des quartiers défavorisés et à améliorer l'environnement urbain grâce à des collaborations entre les artistes, les militants du secteur culturel et les habitants. Les festivals communautaires profitent des espaces publics existants et des dynamiques sociales pour revitaliser les quartiers vétustes et encourager les communautés locales à reprendre leur place dans la ville sur le plan artistique (voir également l'Étude de cas 82).

« Faire savoir au grand public que ces [établissements informels] possèdent des histoires formelles, des pratiques et une vie politique qui méritent une prise en compte réfléchie constitue un projet essentiel dans un contexte de revitalisation urbaine, d'identification sociale et de redynamisation par le tourisme. » [...] C'est l'occasion de redonner vie au concept même de patrimoine urbain dynamique.

Lindsay M. Weiss, Département d'anthropologie, Université de Stanford

#### ÉTUDE DE CAS 5

Accra (Ghana)

#### Un festival de rue auto-organisé pour changer l'image des bidonvilles

Le festival d'art de rue de Chale Wote a été lancé par des praticiens de la culture dans le quartier de Jamestown situé à Ga Mashie, village de pêcheurs devenu quartier colonial et catégorisé aujourd'hui comme un bidonville. Il rassemble pendant deux jours chaque année un grand nombre de pratiques culturelles contemporaines et traditionnelles dans les espaces publics. Des artistes nationaux et internationaux sont invités à créer des fresques, des installations et des spectacles en s'inspirant de la culture locale. Ce festival fait entrer l'art dans des espaces démocratiques, équitables et accessibles : rues, trottoirs, allées, parcs de stationnement et bâtiments désaffectés. Il a attiré 20 000 spectateurs en 2015, et contribue à faire prendre conscience que ces zones abritent une communauté riche de son patrimoine culturel et de son potentiel artistique.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1



### CADRES POLITIQUES ET GOUVERNANCE EN FAVEUR DE LA RÉGÉNÉRATION ET DE LA CONSERVATION URBAINES

L'Afrique subsaharienne est une zone marquée par une grande diversité et très fragmentée, ce qui complique la coopération régionale. Les 49 pays qui la composent, aux origines culturelles et linguistiques différentes, sont les résultats de divers projets coloniaux, dans des environnements physiques contrastés. Récemment, plusieurs initiatives ont été menées pour tenter de créer des liens en favorisant les échanges culturels régionaux. Le Fonds pour le patrimoine mondial africain est un centre de catégorie 2 de l'UNESCO créé en 2010 pour aider les pays africains à préserver leur patrimoine culturel et naturel. Un certain nombre d'organismes panafricains mettent en place des plateformes d'échange des meilleures pratiques et de promotion de la dimension culturelle du développement, parmi lesquels l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique, le réseau Arterial et l'Institut des arts africains.

Bien qu'il n'existe pas de politique culturelle officielle à l'échelle régionale, plusieurs jalons méritent d'être reconnus. La Charte culturelle pour l'Afrique (1976) affirme que chaque État africain doit s'engager à mettre au point des politiques culturelles nationales. La Charte de la Renaissance culturelle africaine, datant de 2006, présente un programme panafricain en faveur de la culture. En 2008, l'Union africaine a adopté, en coopération avec l'UNESCO, le Plan d'action sur les industries culturelles et créatives en Afrique. C'est la preuve que les institutions régionales peuvent jouer un rôle significatif dans l'élaboration de directives favorisant des politiques intégrées et renforçant les dispositifs juridiques pertinents.

Les cadres juridiques et politiques portant sur la culture et le patrimoine s'inspirent majoritairement des instruments normatifs de l'UNESCO, qui indiquent des moyens d'intégrer la culture dans le développement durable. La mise en œuvre de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel a facilité la mise à jour des systèmes juridiques et institutionnels, de manière à favoriser des pratiques plus intégrées. La mise en lumière de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique par une série d'ateliers organisés dans

Les projets de régénération s'appuyant sur la culture peuvent aussi favoriser de nouvelles approches des zones et des pratiques informelles. Bien qu'il soit en grande partie négligé par les politiques de conservation et de régénération urbaines, le secteur informel mériterait d'être davantage exploré, car les pratiques qui le composent forment un mécanisme de survie essentiel pour la plupart des citoyens. La culture urbaine dynamique et l'histoire socio-politique des établissements informels justifient qu'on tente de mieux les comprendre du point de vue du développement historique. La capacité à mettre au jour la grande valeur du patrimoine culturel de ces zones pourrait bien également devenir un facteur décisif pour aboutir à des transformations urbaines porteuses de sens. Une prise en compte plus concertée des multiples dimensions de l'informalité urbaine et de leurs rapports avec les notions de mémoire, d'identité et de « droit de cité » est donc primordiale.

les villes côtières swahilies en 2011 et 2012 a stimulé une réflexion sur le thème de la conservation urbaine. La notion de patrimoine a été élargie pour inclure les concepts défendus par la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles a mis en avant le rôle des sociétés civiles, mais aussi celui des produits culturels et des marchés créatifs. Dakar (Sénégal) et Brazzaville (Congo) sont depuis peu les deux premières villes de la région à avoir rejoint le Réseau UNESCO des villes créatives.

Le patrimoine est apparemment l'aspect dominant des politiques culturelles de la région. Dans la plupart des pays, les systèmes juridiques et institutionnels relatifs à la protection du patrimoine sont antérieurs à leur indépendance. Ils ont été actualisés au cours des décennies qui ont suivi mais s'intéressent encore surtout aux structures monumentales et notamment aux sites coloniaux. Les stratégies de conservation tendent à considérer les biens urbains historiques comme autant d'éléments isolés, sans tenir compte des liens sociaux, économiques et culturels qu'ils entretiennent avec le milieu urbain.

Les cadres concernant les industries culturelles sont plus récents et se développent à un rythme inégal. Ils mettent l'accent sur des priorités différentes, notamment le développement des infrastructures culturelles (Nigéria) et la contribution des industries culturelles à l'économie (Namibie). Dans certains pays, les industries culturelles sont vues comme des secteurs clés pour le développement. À ce titre, elles font partie intégrante des cadres et politiques de planification nationale. C'est par exemple le cas au Malawi ; au Burkina Faso, qui a adopté une Stratégie de croissance accélérée et de développement durable ; et en Ouganda où un Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté est mis en œuvre. La diversité culturelle est souvent une priorité pour la construction des nations postcoloniales, comme au Zimbabwe et au Kenya.

Dans bon nombre des plans de développement urbain, la culture et le patrimoine sont souvent laissés de côté, même si ce dernier est parfois cité comme un atout important pour les villes : c'est le cas dans la réglementation urbaine du Ghana et du Kenya, ainsi que dans la politique culturelle et patrimoniale mise en place par la ville du Cap (Afrique du Sud). Ces divers cadres ont vu le jour récemment, en réponse aux processus d'urbanisation rapides. Poursuivant de multiples objectifs, les politiques urbaines sont étroitement liées au développement social, à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique. Elles peuvent aussi tenir compte des défis environnementaux dans les zones particulièrement vulnérables telles que Saint-Louis (Sénégal) ; ou encore favoriser le secteur agricole.

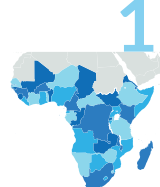
Les efforts de conservation et de régénération urbaines sont encore largement décidés par les politiques nationales, même si leur mise en œuvre se fait au niveau local. De nombreux pays optent pour une planification centralisée, ce qui limite la marge de manœuvre des autorités locales qui voudraient appliquer des stratégies adaptées à leur contexte. La décentralisation est en marche dans la plupart des pays africains depuis les dix dernières années, mais les capacités locales sont encore entravées par l'insuffisance



des ressources financières et fiscales et la multiplicité des parties prenantes dont les compétences ne sont pas clairement définies. Les lois et réglementations relatives à la culture et au patrimoine accordent un rôle déterminant au gouvernement central, les gouvernements locaux servant de relais aux administrations centrales. Rares sont les villes qui disposent d'un service municipal chargé des affaires culturelles. En ce qui concerne les politiques urbaines, leur niveau d'autonomie varie en fonction des programmes nationaux de décentralisation. Les réglementations décidées par les villes en matière d'aménagement pourraient façonner un développement fondé sur la culture.

La gouvernance locale est aussi rendue plus difficile par de graves disparités en matière de capacités. Confrontées à une pénurie d'architectes et d'urbanistes, les municipalités peinent à faire appliquer les réglementations portant sur la construction et à mener à bien des projets de restauration. Des formations sont dispensées par des experts occidentaux de façon ponctuelle, ce qui renforce la domination des paradigmes qu'ils véhiculent. Cependant, plusieurs institutions régionales de formation ont vu le jour, telles que l'École du patrimoine africain (Porto Novo, Bénin) ou le Programme africain en muséologie et d'études du patrimoine de l'Université de Western Cape (Bellville, Afrique du Sud). Les partenariats avec les universités sont établis par le biais d'ateliers pratiques. Des programmes régionaux ont également œuvrés en faveur du renforcement des capacités. Parmi ceux-là, Africa 2009 a formé des professionnels du patrimoine entre 1999 et 2009 (notamment avec le concours de l'UNESCO et de l'ICCROM) ; et le programme Patrimoine culturel et développement local (soutenu par l'UE et l'Association internationale des maires francophones, AIMF) a formé les autorités locales de 2009 à 2012.

La conservation et la régénération urbaines bénéficient grandement de la coopération internationale, et notamment du soutien des agences multilatérales, des coopérations bilatérales (auxquelles participent la France, la Belgique, l'Allemagne et la Suède, entre autres) et d'autres donateurs (parmi lesquels des organisations telles qu'Africalia, le *Aga Khan Development Network*, la Fondation Ford, l'Institut Goethe ou l'Institut français). La plupart de ces partenaires financent les projets individuellement et ne prennent pas en charge les coûts d'organisation, et s'adressent donc surtout aux grandes institutions. En outre, les conditions de financements peuvent se révéler délétères pour les cultures locales et ont parfois été critiquées car elles rappelaient les impératifs coloniaux, même si les liens Sud-Sud sont de plus en plus favorisés par les partenaires.



Antananarivo (Madagascar)  
© Dudarev Mikhail/Shutterstock.com\*

L'UNESCO fait de l'Afrique l'une de ses deux priorités mondiales dans tous les domaines politiques et mécanismes de financement. Le Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO (FIDC) et le Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO sont des acteurs majeurs : ce dernier consacre environ 25 % de son budget à la région<sup>3</sup> depuis 1978.

Les partenariats établis entre villes ont aussi apporté un soutien essentiel aux autorités locales. Dans les villes du Patrimoine mondial, la plupart des autorités locales font appel à l'assistance internationale pour mener à bien des missions d'inventaire du patrimoine ou des projets de gestion. À Saint-Louis (Sénégal), l'inventaire s'est fait dans le cadre d'un accord de coopération avec la ville de Lille (France) et son école d'architecture (voir l'Étude de cas 94). À Antananarivo (Madagascar), l'Institut des professions urbaines a été créé avec le soutien de la région Île-de-France (France), dans le but de promouvoir des outils innovants de régénération urbaine ; et de réaliser des activités d'inventaire, de restauration et de sensibilisation.

Diverses politiques innovantes ont été élaborées pour intégrer la culture au développement urbain. Au Mali, les priorités d'ordre culturel ont été incluses dans plusieurs plans municipaux définis par les autorités locales, dans le cadre d'un projet pilote soutenu par l'AIMF. Le Cap (Afrique du Sud) a conçu une politique municipale visant à stimuler l'économie culturelle, à animer les espaces culturels et à coordonner le secteur culturel. À Saint-Louis (Sénégal), la Maison du patrimoine fournit des conseils techniques relatifs aux politiques de conservation. Certains pays ont créé des organismes de gestion des biens du patrimoine mondial, telles que les missions culturelles mises en place par le Mali.

## VERS UN DÉVELOPPEMENT URBAIN BASÉ SUR LA CULTURE : DIFFICULTÉS ET SOLUTIONS ÉMERGENTES

Les stratégies urbaines étaient traditionnellement déconnectées des réalités sociales et culturelles propres aux villes africaines. Les approches de l'aménagement urbain étaient souvent limitées aux conceptions occidentales, basées souvent sur une compréhension erronée des villes africaines comme étant l'héritage de la période coloniale. Les visions « assainies » du développement urbain et de la modernisation qui en ont résulté allaient souvent à contre-courant des pratiques culturelles locales et des besoins des

### ÉTUDE DE CAS 6

Zanzibar (République unie de Tanzanie)

#### Un aménagement urbain inclusif pour atténuer les divisions spatiales et sociales



Pendant plusieurs siècles, Zanzibar a été une plateforme du commerce international, située au carrefour de l'Afrique, du sous-continent indien et du golfe Persique. Sa capitale, du même nom, compte 200 000 habitants et se divise en deux parties : la Ville de pierre, centre historique inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 2000, et un vaste quartier plus moderne appelé Ng'ambo (« l'autre côté »). Ces divisions physiques ont été renforcées par des décennies d'aménagement urbain décidé par des politiques gouvernementales. Comblent les écarts entre ces deux zones en mettant en œuvre la Recommandation de 2011 de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique, tel était l'objectif du projet pilote Ng'ambo Tuitakayo (« le Ng'ambo que nous voulons ») lancé en 2013 par le Département de l'aménagement urbain et rural.

En mettant en avant l'importance du lien, de la vitalité et d'inclusion, le projet a favorisé l'implication des populations locales. Des entretiens menés auprès des habitants ont révélé qu'ils regrettaient le manque de *baraza* (espaces semi-publics essentiels à la culture swahilie) dans les lotissements modernes, et le manque d'espaces publics en général. Un grand nombre d'acteurs locaux manifestaient également une opinion négative de la conservation urbaine, perçue comme un frein à la croissance économique. Ce projet a permis d'instaurer un dialogue, établissant un lien entre les préoccupations des citoyens concernant la disparition progressive des espaces publics et les avantages d'une stratégie de développement guidée par les aspects culturels pour encourager les habitants à préserver le tissu urbain historique. Un nouveau partenariat a vu le jour entre le gouvernement des Pays-Bas, la ville d'Amsterdam et l'ONG *African Architecture Matters*. Ces deux villes ont commencé à développer un nouveau plan d'urbanisme pour Ng'ambo, ainsi que des directives pour une régénération organisée autour du patrimoine.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

communautés. Dans les plus grandes villes, ces modèles « importés » allaient aussi à l'encontre des intérêts en matière de développement, car ils entraînaient une hausse des tarifs fonciers et remettaient en cause les modes traditionnels d'appropriation des terrains. Les politiques urbaines négligeaient donc souvent les besoins des établissements informels au profit des constructions privées et des résidences protégées, ce qui a exacerbé l'exclusion sociale et la ségrégation.

<sup>3</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/assistanceint>

Une mise en avant de la culture pourrait engager la mise en place de modèles plus inclusifs. Des pratiques communautaires durables et des moyens de subsistance pérennes doivent être vus comme des facteurs indispensables pour un développement urbain viable, l'autonomisation des communautés et le renforcement du sentiment d'appartenance. Dans les villes africaines caractérisées par les inégalités, la pauvreté et une population récemment urbanisée et en rapide augmentation, une étude plus rigoureuse des systèmes traditionnels – notamment ceux touchant aux questions de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources et de la résolution des conflits – et une meilleure compréhension des raisons de leur persistance ou de leur déclin en milieu urbain, pourraient ouvrir de nouvelles perspectives en matière d'aménagement urbain et faciliter la mise à disposition de services urbains, défi important s'il en est. Il conviendrait notamment d'étudier les *weredas* d'Addis Abeba (Éthiopie), la plus petite division administrative de la ville ou encore le *fokonolona* d'Antananarivo (Madagascar), base traditionnelle de la cohésion socioculturelle ; et la manière dont ces aspects sont intégrés aux programmes des autorités locales.

La conservation et la régénération urbaines doivent donc être considérées comme des processus de justice réparatrice : il s'agit de redresser les injustices systémiques, notamment celles qui sont d'origine culturelle. À ce titre, les valeurs culturelles et pédagogiques liées aux patrimoine urbain peuvent renforcer la cohésion sociale en favorisant la création de lieux permettant aux populations de se réapproprier leur passé, en particulier dans un contexte postcolonial. La mise en avant d'espaces communautaires incarnant les valeurs sociales et culturelles – les marchés, par exemple – peut favoriser des interactions sociales porteuses de sens et améliorer la qualité de vie. Une meilleure prise en compte de ces espaces de vie dans les nouveaux modèles urbains permettraient d'en faire porter toute l'attention sur les habitants.

Les stratégies de conservation urbaine doivent toutefois éviter une vision exclusivement économique et privilégier une approche globale qui considère le patrimoine urbain comme un bien public et tient compte des autres facteurs de bien-être. La marchandisation excessive des ressources communes du patrimoine a souvent alimenté les processus de gentrification. L'implication du secteur privé est nécessaire, mais l'empiètement des intérêts commerciaux sur le patrimoine urbain – causé par la mise en avant d'une image de marque, le tourisme de masse et la spéculation foncière – doit être régulé par le biais d'une gouvernance urbaine optimisée et d'une plus grande participation de la communauté. Il convient de veiller particulièrement à ce que les compétences de conservation puissent être reproduites dans des contextes économiques plus vastes. À Mombasa (Kenya) par exemple, la revitalisation des compétences des artisans engagées dans les activités de conservation a stimulé la fabrication de meubles destinés à l'industrie du tourisme.

Cette nouvelle approche de l'aménagement urbain appelle une vision spécifiquement africaine du patrimoine urbain, qui dépasserait le cadre de l'environnement bâti pour intégrer également les pratiques immatérielles. De nombreux

sites à la mémoire des luttes africaines pour la libération se trouvant dans les villes, ce lien doit aussi être pris en compte dans les interventions portant sur le patrimoine urbain. L'instauration d'un « dialogue » entre un patrimoine contesté renvoyant à l'époque de la colonisation et de l'esclavage et les récits de libération pourrait sceller un engagement commun en faveur d'une conservation inclusive et dynamique. Les systèmes culturels ancrés dans les établissements informels doivent être reconnus, analysés et réinvestis afin de stimuler le développement communautaire et d'approfondir notre compréhension de la manière dont ces espaces multiculturels facilitent le partage des ressources et la mise en place de mécanismes de survie. Au-delà des approches prescriptives et normatives, les pratiques de conservation doivent accorder une plus grande place aux besoins des communautés.

Le développement de politiques urbaines durables nécessite de faire de la collecte d'informations et de documents sur le patrimoine urbain une priorité. Les conclusions de l'enquête ont révélé la rareté des données disponibles concernant le patrimoine urbain africain, qui s'explique par l'insuffisance des rapports et du travail d'inventaire de ce patrimoine. Lorsqu'ils existent, les registres du patrimoine portent surtout sur les sites coloniaux. Un catalogage plus systématique des biens du patrimoine urbain doit donc être mené. Outre le patrimoine bâti, les savoirs locaux et

## ÉTUDE DE CAS 7

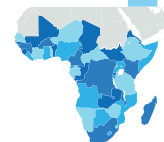
### Associations citoyennes (Cameroun) Créer des liens entre les communautés rurales et urbaines pour favoriser la culture et le développement

Les « associations citoyennes » existent en Afrique depuis plus d'un siècle, elles sont devenues des institutions sociales et culturelles traditionnelles pour les populations quittant les zones rurales pour s'installer en ville. Elles apportent généralement une aide pratique à leurs membres, notamment sous la forme d'un crédit tournant, d'un capital décès ou d'une assistance pour l'organisation des enterrements. Elles mettent également à leur disposition un réseau de personnes pouvant les aider à trouver un logement ou à accomplir des démarches administratives. De plus en plus souvent, leur rôle s'élargit : elles deviennent des organisations « pour la culture et le développement », qui fournissent un soutien financier, matériel, technique ou politique aux programmes de développement mis en œuvre dans les villages, districts ou localités d'origine de leurs membres.

Ces associations citoyennes sont parfois critiquées car elles font la promotion des identités locales et ethniques – perçues comme des obstacles à la construction de la nation – ou car elles renforcent les inégalités ou les schémas d'exclusion (par exemple lorsque seuls les hommes ou les représentants de certaines catégories sociales peuvent en être membres). Cependant, des études détaillées portant sur les associations des villes camerounaises écartent ces critiques et mettent en évidence leur contribution à l'amélioration de la qualité de vie de leurs membres mais aussi leur rôle de filet de sécurité qui facilite la transition de la vie rurale à la vie urbaine sur le plan social. Elles encouragent une participation civique qui n'est pas nécessairement liée à des considérations politiques partisans, et favorisent une affirmation de soi qui compense le sentiment d'être mis à l'écart, en particulier dans les cas où la migration interne est connotée négativement.

Préparée par Frank Proschan





Lamu (Kenya)  
© rguha/flickr.com\*

## PERSPECTIVE 1

### CONCEPTS URBAINS ET PATRIMOINE CULTUREL : PROBLÉMATIQUES ET DÉFIS DE LA DURABILITÉ DANS LES PAYS AFRICAINS EN DÉVELOPPEMENT

Hamady Bocoum *Directeur général, Musée des civilisations noires, Dakar (Sénégal)*

les pratiques et valeurs culturelles doivent être enregistrés et analysés pour permettre une compréhension approfondie des réalités urbaines. Les démarches d'inventaire participatives ; rassemblant des représentants des autorités nationales et locales, des praticiens du milieu urbain, des ONG et des groupes communautaires ; doivent être encouragées. À cet égard, les nouvelles technologies mobiles et les outils de cartographie de source ouverte donnent naissance à des solutions rentables qui résolvent du même coup la difficulté de l'accès aux données.

La mise en place d'un environnement propice à la participation de la communauté est également primordiale. L'appropriation du patrimoine urbain par les communautés locales dépend de leur capacité à prendre part aux efforts de conservation urbaine et à en tirer profit. La collaboration – notamment dans le cadre des inventaires participatifs du patrimoine – a permis une meilleure gestion des sites urbains et, par conséquent, le renforcement du sentiment d'appartenance. Un effort conscient visant à augmenter les capacités des communautés locales à participer à la régénération urbaine est nécessaire. Il suppose l'adoption de stratégies telles que la hausse des financements, le développement de l'offre de formation et l'optimisation de l'utilisation des espaces publics. Il est essentiel d'impliquer les jeunes, d'autant plus que leur nombre progresse rapidement dans les villes africaines. Une meilleure inclusion de la diaspora pourrait également ouvrir de nouvelles perspectives.

La gouvernance de la culture est l'occasion unique de véritablement redynamiser les rapports entre les pouvoirs publics et les citoyens. L'instauration d'un climat de confiance et l'entretien des structures intracommunautaires sont essentiels pour que les efforts de conservation et de régénération soient réellement inclusifs, en particulier dans un contexte où la rareté des ressources relance souvent les conflits. L'implication de la communauté peut être soutenue en appliquant des méthodologies innovantes s'appuyant sur des démarches participatives : consultations, prises de décisions partagées et gestion commune de la conservation. Là où des systèmes garantissant la participation existent déjà, ils doivent être élargis et considérés comme des outils précieux permettant aux autorités locales de favoriser la citoyenneté et le dialogue actif. Par exemple, à Saint-Louis (Sénégal) les conseils de quartier font office de relais entre la municipalité et les habitants. Ils mènent des campagnes de sensibilisation et diffusent des informations sur les réglementations relatives à la conservation. Une implication accrue du secteur privé, par le biais de partenariats public-privé plus nombreux, pourrait aussi aider à catalyser les initiatives de la société civile et promouvoir les entreprises locales.

Le développement culturel est sans doute le plus grand défi à relever pour garantir la durabilité de nos villes. Une culture du développement durable suppose l'existence d'une politique qui promeut véritablement la diversité et les bonnes pratiques. Pour les pays en développement, la culture peut servir de base au développement durable dans le cadre d'une urbanisation qui influe sur la vie des citoyens et sur leur environnement.

La préservation des centres urbains historiques et des lieux porteurs de l'histoire urbaine est impérieuse, aussi bien pour les cités antiques antérieures au commerce atlantique et à la colonisation que pour les villes coloniales. Partout, les centres historiques sont menacés par l'explosion de la population urbaine. Les villes inscrites sur la Liste du patrimoine mondial sont des cas particuliers. Du fait de leur statut, un plus grand travail de médiation est nécessaire pour que leur sauvegarde ne soit pas une contrainte mais une opportunité. Il faut parvenir à un compromis entre les aspirations légitimes des habitants qui recherchent une meilleure qualité de vie et les obligations en matière de conservation.

Cette réflexion sur le rôle de la culture s'applique aussi aux villes nouvelles. Qu'elles aient vu le jour pour favoriser la construction des nations postcoloniales ou pour répondre à l'urbanisation, les villes doivent éviter

les « copier-coller » et anticiper les contraintes liées au changement climatique pour être des lieux où il fait bon vivre en bonne intelligence, conviviales et surtout durables.

La résilience culturelle doit aussi être étudiée dans les bidonvilles qui entourent les centres urbains et dans lesquels les infrastructures culturelles manquent cruellement. Les valeurs véhiculées par ces communautés pourraient être altérées et même détruites par leur nouvel environnement. Les associations culturelles ou solidaires maintenant des liens avec leur quartier d'origine peuvent être des outils efficaces pour la promotion de la diversité culturelle.

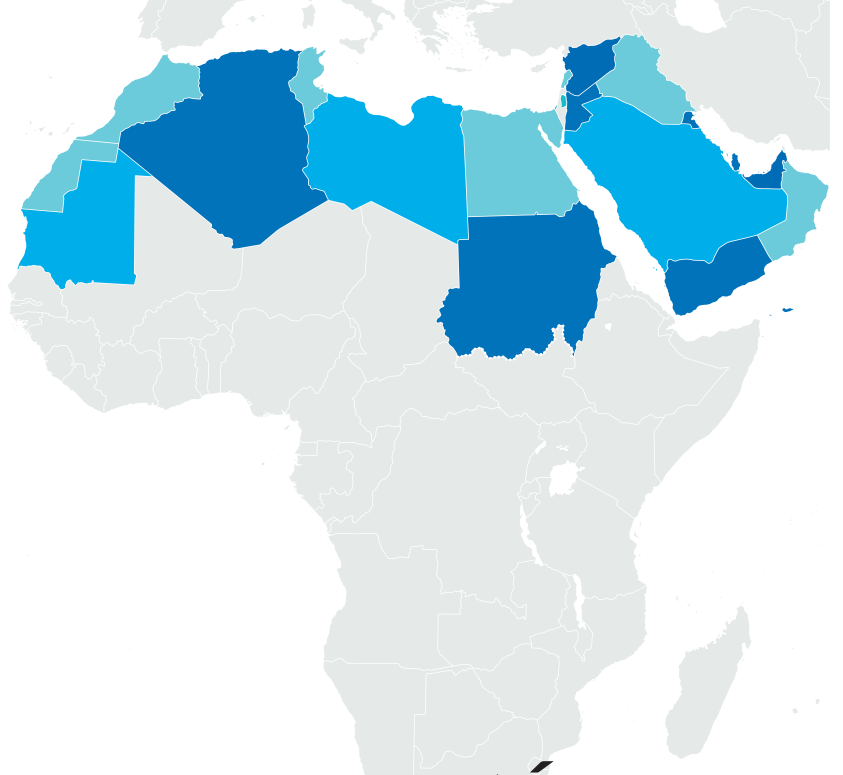
Des efforts doivent être faits pour faciliter la réalisation d'inventaires dans nos villes, afin qu'ils soient pris en considération dans les programmes d'aménagement et de développement urbains. Les sites, les lieux de mémoire et les expressions culturelles vivantes doivent être accessibles à tous. L'expertise des professionnels de l'ensemble du continent, notamment dans le domaine de l'architecture de terre, doit également être incluse dans les réflexions sur l'avenir de la vie urbaine. C'est seulement comme cela que chaque ville pourra développer son identité propre, attirer et source de promotion d'une citoyenneté ancrée dans une culture de la durabilité.

La gouvernance territoriale doit être renforcée pour poser les bases de politiques urbaines fondées sur la culture. Les processus de décentralisation doivent être poursuivis, afin que les autorités locales puissent diriger elles-mêmes les efforts de conservation et de régénération urbaines. Les dispositifs juridiques relatifs à la conservation urbaine doivent aussi être modernisés, afin de prendre en compte une définition plus large du patrimoine. La participation du secteur privé doit être encouragée et encadrée par des mécanismes de financement plus opérationnels, parmi lesquels des mesures d'incitation fiscale ou la création de certificats ou de labels pour les produits culturels. La culture et le patrimoine doivent être intégrés à d'autres programmes concernant le développement urbain (notamment ceux portant sur les travaux publics et le développement économique), pour combler les écarts de financement en associant la culture à d'autres sources de revenus.



*Coordinateur de l'étude régionale :* **ORGANISATION ARABE POUR L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LES SCIENCES (ALECSO)**

L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) est une agence spécialisée, établie en 1970 pour soutenir les politiques et programmes en matière d'éducation, de culture et de sciences dans les pays de la région arabe. Basée à Tunis (Tunisie), l'institution compte 22 États membres. L'ALECSO encourage la prise en compte de la culture dans les stratégies de développement urbain dans la région et associe ses efforts à ceux de l'UNESCO pour promouvoir le Nouveau Programme pour les villes basé sur une approche de la planification, de la conservation et de la rénovation urbaines qui tiennent compte de la culture. Dans cette perspective, l'ALECSO se prépare à héberger et développer un observatoire des villes historiques dans les pays du monde arabe, dans le but de favoriser l'identification, la sauvegarde et le suivi du patrimoine urbain.



# ZONE D'ÉTUDE

# 2

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Yémen.

## REPÈRES

- ..... Si l'apparition de l'Islam au VII<sup>e</sup> siècle a marqué l'émergence de la culture urbaine dans la région, l'Empire ottoman a eu une influence significative sur la forme et la configuration spatiale de nombreuses villes arabes entre le XVI<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle.
- ..... À partir des années 1950, l'urbanisation massive a transformé les sociétés urbaines en profondeur et a exacerbé les crises sociales, tandis que les paysages urbains étaient radicalement redessinés dans la quasi-totalité du monde arabe.
- ..... Le patrimoine urbain est de plus en plus considéré comme un atout pour les villes du Maghreb, du Machrek et – plus récemment – de la péninsule arabique.
- ..... Bien qu'il se soit dégradé en raison des bouleversements démographiques et sociaux, le modèle urbain de la médina, propre aux villes arabes et caractérisé par la densité et la mixité des usages, est riche d'enseignements pour la durabilité future des villes.
- ..... La pratique de l'indivision dans les bâtiments historiques, associée à des systèmes juridiques insuffisants, constitue un obstacle majeur à la conservation et à la régénération urbaine.
- ..... Construire des stratégies plus intégrées de conservation et de régénération urbaine, mettant notamment l'accent sur les besoins en matière de logement, est une priorité essentielle.
- ..... La préservation du patrimoine urbain s'affirme comme un enjeu décisif au sein de nombreux mouvements de la société civile, et sert de point d'appui pour l'engagement communautaire, même si une gouvernance urbaine réellement participative est encore loin d'être atteinte.

## L'ÉPANOUISSEMENT DE LA CIVILISATION URBAINE DANS LE MONDE ARABE

Entre les côtes de l'Atlantique et la vallée de l'Indus s'étend un vaste territoire d'environ 13 millions de kilomètres carrés, sur lequel vivent près de 515 millions de personnes. Entre mer et désert, cette région englobe la Méditerranée et trois mers intérieures. De nombreuses cultures se sont développées dans cette zone au climat semi-aride ou aride au cours de plusieurs millénaires ; dont les civilisations arabe, turque et perse, qui se distinguent les unes des autres par diverses communautés ethnolinguistiques.

Les 19 pays de la région forment 4 blocs relativement homogènes : le Maghreb, la vallée du Nil, le Croissant fertile et la péninsule arabique. La région couvrant la vallée du Nil et le Croissant fertile est connue sous le nom de Machrek. L'islam et la langue arabe ont marqué durablement ces peuples et ces sociétés, ce sont des facteurs d'unité dans la région. Pourtant, si ce sentiment d'unité est réel et parfois même affirmé, cette région se distingue aussi par sa diversité. Point de rencontre entre les populations, elle abrite de nombreuses minorités dont la reconnaissance est souvent à l'origine de conflits dans les États modernes créés récemment et dont les frontières sont parfois disputées.

Le Maghreb et le Machrek forment une entité géographique et politique cohérente. Il s'agit du territoire sur lequel les conquérants arabes ont fait éclore une culture urbaine. C'est dans ses villes antiques qu'ont été posées les bases de l'urbanisation de la région qui, dans une certaine mesure, déterminent encore l'évolution des villes d'aujourd'hui. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Palestine, le Liban et la République arabe syrienne formaient alors une zone relativement unifiée, même si à cette époque les échanges culturels et commerciaux étaient encore limités.

Les pays du Croissant fertile et de la péninsule arabique ont été influencés par certains facteurs déterminants. Le commerce, les caravanes nomades et les chemins de pèlerinage ont façonné la région et structuré l'implantation des populations. La Jordanie, l'Iraq, le Liban, la Palestine et la République arabe syrienne constituent un sous-groupe géographique qui entretient des relations fortes avec le Koweït et l'Arabie saoudite : l'environnement y est caractérisé par le désert, le pastoralisme, le nomadisme et le bédouinisme. Ce groupe englobe par ailleurs des villes telles que Bagdad (Iraq), Djeddah (Arabie saoudite) et Sanaa (Yémen), qui ont joué un rôle majeur pour l'histoire de la région. Dans les autres pays du Golfe à l'exception du Bahreïn, les villes sont des métropoles récentes et ultramodernes qui ont remplacé les petits établissements qui s'articulaient autour du commerce côtier, de la pêche et de l'industrie perlière.

L'avènement de l'islam au VII<sup>e</sup> siècle a déclenché l'émergence d'une culture urbaine. Sa propagation au rythme des conquêtes arabes a coïncidé avec le développement des villes façonnées par les civilisations successives. La dynastie des mamelouks (1250-1517) a vu s'épanouir l'architecture et les arts, dont l'héritage est encore visible dans de nombreuses villes de la région parmi lesquelles Le Caire (Égypte) et Tripoli (Libye). Jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, les villes arabes étaient de grands centres intellectuels et culturels, dont l'essor était activement soutenu par le pouvoir étatique

et alimenté par la vitalité du commerce. Comme le disait alors l'historien, philosophe et diplomate Ibn Khaldun, c'est l'État qui fondait la ville, rassemblait et protégeait ses habitants, construisait des mosquées et des espaces clos et gérait l'économie. Le contraste était grand avec les villes occidentales – marquées par la loi romaine et le sécularisme naissant qui favorisait les innovations techniques – et les premiers signes de déclin sont apparus à partir du XIV<sup>e</sup> siècle.

### ÉTUDE DE CAS 8

Fès (Maroc)

#### L'artisanat, source essentielle de vitalité pour la médina en difficulté

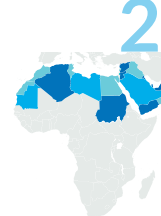


L'artisanat est à la fois une activité économique de premier ordre et un élément essentiel du paysage urbain historique de la médina, souvent décrite comme une usine à ciel ouvert. En 1996, l'enquête ADER/UNESCO y a recensé 1 276 artisans de 43 métiers différents, qui fournissaient des revenus à 75 % de la population. Afin de soutenir ce secteur, une dizaine de *fondouks* ont été restaurés, les activités polluantes ont été déplacées et une assistance été fournie pour le réguler. Cependant, l'activité est encore précaire. De nombreux commerces disparaissent, la demande est saisonnière et irrégulière, certains équipements sont usés et la productivité est faible. La situation doit donc être surveillée de près.

Source : ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2

C'est pendant la période ottomane que ces villes ont obtenu leur forme et leur configuration spatiale. Entre 1516 et 1918, l'Empire ottoman s'étendait sur presque toute la région, à l'exception du Royaume du Maroc et d'une poignée de villes qui furent conquises plus tard. Les innovations de l'Empire en matière d'architecture et d'urbanisme ont donc influencé durablement la morphologie de ces villes. Les médinas se sont affirmées comme des capitales influentes sur ce vaste territoire. Le mouvement de réforme ottoman du début du XIX<sup>e</sup> siècle (le Tanzimat) et les inspirations occidentales en matière d'urbanisme (en particulier le modèle haussmannien) ont entraîné des transformations radicales : des routes et des parcs publics ont été inaugurés dans les capitales (notamment au Caire et à Tunis), qui se sont donc étendues au-delà de leurs remparts. Le commerce a eu pour effet de concentrer les centres urbains dans les zones côtières, même si on trouve aussi certaines villes historiques dans les provinces intérieures.

L'époque des colonies, des protectorats et des mandats de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a profondément modifié les structures urbaines pré-capitalistes et pré-industrielles. La démarche d'aménagement urbain initiée pendant la période ottomane s'est poursuivie de manière systématique. La construction de nouvelles routes et de nouvelles zones urbaines a juxtaposé les nouvelles villes et les vieilles villes, soulignant ainsi leurs contrastes. Dans le même temps, sous l'influence des politiques de conservation en vigueur en France métropolitaine notamment, des cadres juridiques ont été mis en place pour protéger les médinas. Les déséquilibres spatiaux entre les zones côtières et les



Fès (Maroc)  
© Éditions Gelbart\*

territoires intérieurs, datant de l'Empire ottoman, se sont aggravés sous les effets de l'économie coloniale, qui a ancré l'activité économique près des côtes.

À partir des années 1950, la région a connu une expansion urbaine qui a bouleversé aussi bien les sociétés que les territoires. Dans le Maghreb et dans une moindre mesure dans le Machreck, l'indépendance a d'un seul coup libéré un grand nombre de logements, ce qui a entraîné un afflux de population massif dans les grandes villes. La Tunisie est ainsi passée d'un taux d'urbanisation d'environ 40 % au milieu des années 1950 à 67 % en 2014 (Nations Unies, 2014). Le manque de logements a causé la prolifération d'abris de fortune précaires et le développement d'implantations sauvages en bordure des villes. La détérioration du patrimoine bâti, la pauvreté et le déclin de l'artisanat, auxquels s'ajoutent des investissements généralement insuffisants, ont contribué à la marginalisation des villes historiques dans les zones métropolitaines.

Dans la péninsule arabique, l'exploitation pétrolière dans les années 1930 a déclenché une vague sans précédent d'urbanisation, qui a elle-même entraîné des changements profonds. La mondialisation financière a catapulté les sociétés encore régies par les traditions dans le monde moderne. Un nouveau paysage urbain a été conçu à partir de rien par des architectes, des urbanistes et des ingénieurs internationaux ; et construit par des entreprises multinationales. Dominé par l'urbanisme anglo-américain, ce modèle est caractérisé par une architecture verticale accompagnée d'un réseau d'autoroutes, et par un zonage très strict dans lequel on distingue les quartiers d'affaires, les centres commerciaux et les zones résidentielles. Le patrimoine urbain est en général négligé. À l'exception du Yémen, les pays de la péninsule font désormais partie des pays les plus urbanisés au monde. La population urbaine y représente entre 77 % à Oman et 99 % au Qatar (Nations Unies, 2014). Cette urbanisation est en grande partie alimentée par la migration transnationale : les hommes expatriés représentent 94,4 % de la main-d'œuvre au Qatar en 2010 et 96,1 % en 2008 aux Émirats arabes unis (ONU-Habitat, 2012)

Le contraste économique et territorial entre la côte et les zones intérieures est un facteur fondamental, en particulier dans le Maghreb et le Machreck. L'urbanisation rapide explique pourquoi les populations sont concentrées sur les côtes au détriment de l'intérieur des pays, progressivement abandonné. Le manque de logements, l'urbanisation incontrôlée et l'explosion du chômage sont à la source d'une crise urbaine et de troubles sociaux. Des dispositifs nationaux de développement à l'échelle régionale ont été élaborés pour rééquilibrer le développement urbain en faveur des provinces intérieures, mais ils n'ont pas permis de réduire les inégalités. Ces déséquilibres territoriaux ont également constitué un facteur dans la montée du fondamentalisme.

La fragmentation politique de la région reflète d'anciennes lignes de fracture. Depuis le début du premier califat, la principale source de discorde – la Fitna – est la division fondamentale au sein de l'Islam entre les Sunnites, les Chiites et les Kharijites. C'est de ce schisme originel que sont nées les grandes branches des mouvements politiques et religieux de l'Islam, et le débat sur la sécularisation de la politique de l'État qui n'est pas encore tranché à ce jour. L'essor du fondamentalisme religieux a favorisé l'internationalisation progressive du conflit au-delà des frontières du monde arabe.

De récents conflits ont eu un effet considérable sur les espaces urbains dans certaines zones du monde arabe. Le patrimoine, notamment urbain, est devenu l'objet et la cible de tensions ; les destructions délibérées se multiplient, comme en témoignent les événements de ces dernières années dans la République arabe syrienne et en Iraq. À Bagdad (Iraq), la guerre a donné lieu à une spéculation effrénée, et a accéléré la fragmentation et la privatisation des espaces publics (voir l'Étude de cas 63). À Tripoli (Libye), l'insécurité chronique entrave les investissements et freine les initiatives de régénération urbaine. Les destructions causées par les conflits et l'échec de la gouvernance rend impérative l'évaluation des registres du patrimoine et des conditions de reconstruction. Elle doit être réalisée de manière pragmatique, en suivant des étapes concrètes qui susciteront une amélioration de la situation sociale et généreront des retombées économiques.

## ENTRE RECONNAISSANCE ET MARGINALISATION : LE PATRIMOINE URBAIN EN QUESTION

Née de la civilisation islamique, la médina est le modèle caractéristique des villes arabes. Cette forme unique d'aménagement est déterminée par un certain nombre de principes mais aussi par la notion coranique de *haram*, qui définit ce qui est autorisé ou interdit et régit donc la constitution d'espaces clos. Ce principe de proximité influe sur la morphologie urbaine et sur le bâtiment typique, une maison dont les fenêtres s'ouvrent sur une cour intérieure. Selon la loi islamique, l'espace extérieur appartient au domaine du souverain. Un réseau de souks divisait la ville en quartiers résidentiels et commerçants socialement homogènes. La grande mosquée se trouvait au centre de ce complexe constitué d'ateliers et de boutiques. Pendant la transition postcoloniale qui a ravivé les débats sur l'identité nationale, les valeurs de ce patrimoine urbain ont progressivement été reconnues et appréciées.

De nouvelles zones urbaines ont été construites au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, au temps des colonies, protectorats et mandats européens. Elles étaient juxtaposées aux médinas, dans un effet de contraste qui symbolisait le déséquilibre des relations sociales. Elles ont été conçues selon des

principes établis par le général Lyautey, résident général pendant le protectorat français au Maroc, pour qui « la nouvelle ville européenne [devait] être séparée de la ville autochtone ». La médina et cette nouvelle ville formaient ensemble la ville historique, le champ d'application de la stratégie culturelle de régénération urbaine et de rénovation des logements anciens.

## PERSPECTIVE 2

### LES EXPÉRIENCES DE L'UNESCO POUR LA SAUVEGARDE DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL DANS LA RÉGION ARABE

Mounir Bouchenaki, Directeur, Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (Bahreïn)

Ces dernières années, dans presque toutes les régions du monde, une plus grande attention a été portée au défi que représente la sauvegarde non seulement des monuments historiques mais aussi de l'environnement dans lequel ils se trouvent ; c'est-à-dire les quartiers, les villes et les paysages urbains historiques.

La richesse du patrimoine culturel, artistique, archéologique et urbain des pays de la région arabe est désormais reconnue par les donateurs, qui apportent des contributions financières et techniques aux projets de sauvegarde du patrimoine dans la région. C'est à ce titre que l'UNESCO s'emploie à mettre cette vision en pratique, en associant la restauration de monuments avec la revitalisation des centres historiques. Dans les années 1980 et 1990, des campagnes internationales de sauvegarde ont été lancées dans les villes, et notamment dans la région arabe comme par exemple pour la médina de Fès au Maroc. La stratégie de l'UNESCO pour développer et mettre en œuvre des programmes de régénération du patrimoine culturel urbain dans ces deux pays, avec le soutien de la Banque mondiale, s'inscrivait dans un projet plus large de sensibilisation et de diffusion des connaissances à propos des centres historiques qui a démarré en Europe à partir de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Entre 1988 et 1989, dans le cadre de la campagne internationale de l'UNESCO pour la sauvegarde de la médina de Fès, les autorités marocaines ont lancé un nouveau projet, la préparation d'une étude globale pour la préservation de ce qui caractérise cette ville vivante : une ville qui continue à jouer un rôle socio-économique important tout en ayant conservé une très forte valeur culturelle et spirituelle au sein du royaume depuis sa fondation au VIII<sup>e</sup> siècle. Ces efforts ont principalement été accomplis par les autorités marocaines et, grâce à l'intérêt accru de la communauté internationale, cette campagne est devenue un modèle à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Les autorités marocaines ont consacré plusieurs millions de dirhams au lancement d'un certain nombre de projets de régénération. Ces derniers combinent la restauration des monuments et la stabilisation des infrastructures avec la restructuration du quartier des artisans et la revitalisation des techniques traditionnelles. De fait, cette campagne très réussie était bien plus qu'une opération esthétique. Comme c'est souvent le cas dans les villes du patrimoine mondial, cela suscite des questions socio-économiques quant au développement des sites et à la redéfinition des fonctions architecturales et urbaines des bâtiments.

Parmi les autres établissements humains de la région, on compte les implantations rurales (villages, hameaux, *douars*, *ksour*, *ghorfas*, casbahs, habitations troglodytes dans les steppes désertiques, fermes coloniales, etc.), les territoires des nomades et des bergers (campements, tentes de toiles, etc.), les oasis (logements faits de matériaux locaux, crus ou cuits, ou de bois) et les bidonvilles temporaires (*gourbivilles*) faits de matériaux de récupération. L'architecture typique du désert, en particulier dans la péninsule arabique, date surtout des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, elle illustre un patrimoine unique parfaitement adapté à son environnement.

Les évolutions démographiques et sociales ont conduit petit à petit au déclasserment de la médina. Entre 1830 et 1930, la croissance démographique était faible et l'urbanisation progressive. Les médinas ont peu à peu perdu leur fonction à mesure que les nouvelles villes s'épanouissaient. Entre 1930 et 1980, la croissance démographique s'est accélérée, alimentée par l'exode rural. Les familles aisées ont quitté les médinas pour s'installer dans les banlieues résidentielles.

Occupées par des familles paysannes urbaines depuis peu, les médinas sont devenues de plus en plus pauvres et marginalisées ; les maisons à cour intérieure, surpeuplées, se sont détériorées. Entre 1980 et 2010, les médinas ont été désertées, leurs habitants préférant emménager dans d'autres quartiers ou sur des sites en périphérie. Depuis 2010 le dénuement social a augmenté dans les médinas, désormais occupées par les tranches les plus défavorisées de la population. De plus en plus de bâtiments se dégradent.

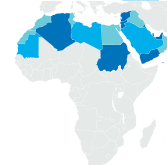
Ces phénomènes démographiques et sociaux sont communs à la plupart des villes de la région mais chacune suit un schéma spécifique. À Fès (Maroc), la population est passée de 65 000 habitants en 1926 à 173 802 habitants en 1982<sup>1</sup>, avant de retomber à 90 917 habitants en 2014<sup>2</sup>. Il faut parfois associer le déclin des médinas avec l'émergence d'enclaves de richesse dans des zones urbaines majoritairement pauvres qui abritent des résidences secondaires d'étrangers habituellement retraités et des chambres d'hôtes. Dans la péninsule arabique, la ségrégation sociale et spatiale se manifeste sous la forme de lotissements ultramodernes ou de résidences protégées installés en bordure de ville et habités par des cadres étrangers et locaux, en parallèle de l'appauvrissement des vieux quartiers qui abritent des travailleurs immigrés.

La maison à cour intérieure a perdu son statut d'habitation idéale. Jusque dans les années 1950, elle symbolisait le mode de vie et les aspirations esthétiques des citoyens du Maghreb et du Machrek ; dans les villes qui ne s'étaient pas encore étalées, elle convenait aux nécessités des familles élargies et au style de vie des habitants qui créaient des liens sociaux dans le quartier (*houma*). Après l'indépendance, les bouleversements sociaux ont remis en question ce modèle. Les classes moyennes ont adopté le modèle de la famille nucléaire. Le nombre de femmes travaillant et d'enfants allant à l'école a augmenté. Les enjeux de mobilité dans les quartiers non desservis par les transports publics ont posé de graves problèmes. La maison à cour intérieure ne remplissait plus les critères attendus de fonctionnalités et de confort. Par conséquent, les familles plus pauvres y ont progressivement remplacé les classes moyennes.

La copropriété, associée à des systèmes juridiques inadéquats, représente un obstacle de taille à la régénération des médinas dans l'ensemble du monde arabe. La coexistence de deux systèmes juridiques – d'un côté la loi islamique et de l'autre, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le droit moderne – rendent les questions relatives à la possession foncière et à la propriété extrêmement complexes. La plupart des propriétés familiales dans la médina sont en indivision et le nombre d'héritiers augmente de manière stable. Cela signifie que les propriétés ne changent pas de main, qu'elles se détériorent et que leur valeur baisse. Il faut donc trouver une solution juridique permettant de mettre un terme à ce système de copropriété et de débloquer le marché immobilier. Cela étant dit, il est particulièrement délicat de mettre en place un système juridique et financier visant à faciliter la vente de propriétés résidentielles. Les ministères responsables des questions foncières sont souvent

<sup>1</sup> Voir : Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), Maroc, at <http://www.hcp.ma>

<sup>2</sup> Voir : [www.hcp.ma/downloads/RGPH-2014\\_t17441.html](http://www.hcp.ma/downloads/RGPH-2014_t17441.html)



Damas (République arabe syrienne)  
© Éditions Gelbart\*

impuissants face à l'urbanisation sauvage et à la décrépitude des logements plus anciens, d'autant plus lorsqu'ils évitent d'avoir recours à l'expropriation.

## CONSERVATION ET RÉGÉNÉRATION URBAINES : LE DÉFI DE LA GOUVERNANCE

Dans l'ensemble de la région, le système de gouvernance urbaine est fortement centralisé. Les politiques relatives à l'urbanisme et au patrimoine sont généralement décidées par des administrations centrales au niveau national ou bien par leurs ramifications au niveau local (telles que la *wilaya* au Maghreb). Les ministères de la Culture, créés après l'indépendance, sont souvent marginalisés par l'insuffisance de leur budget. Ils sont en concurrence avec ceux chargés de l'urbanisme, de l'environnement et du développement régional qui agissent conjointement aux niveaux national et régional, parfois par le biais d'agences urbaines comme c'est le cas au Maroc. Les institutions

religieuses pèsent lourdement sur ces questions, mais ne sont pas techniquement en mesure de protéger et de préserver le patrimoine urbain.

Les autorités locales sont marginalisées, même si le processus de décentralisation a commencé dans la plupart des pays. Les ressources économiques des villes dépendent encore largement des subventions versées par le gouvernement central. Les projets urbains sont souvent menés par des services ou des agences de l'État (telles que les puissantes agences de développement en place au Maroc), des ONG, des acteurs de la coopération ou même des anciennes figures du gouvernement, comme par exemple au Liban. Les autorités locales lancent des initiatives à l'échelle communale ou intercommunale, mais elles peinent à influencer la politique urbaine. Quelques systèmes innovants, tels que les sociétés de développement local au Maroc, laissent entrevoir une nouvelle forme de gouvernance.

La gouvernance est souvent fragmentée entre un grand nombre de parties prenantes actives au niveau central, régional et local ; suivant des procédures hiérarchisées et incompatibles les unes avec les autres. Le manque de coordination et l'imprécision des termes de référence entraînent fréquemment des désaccords et des incompréhensions quant aux responsabilités juridiques et institutionnelles de chaque acteur. Par exemple, 15 personnes issues de 5 institutions différentes sont impliquées dans les démarches de conservation et de régénération au Caire. Le comité technique conjoint constitué pour la casbah d'Alger compte 24 conseillers techniques venant de 13 ministères.

Le cadre réglementaire portant sur la conservation et la régénération urbaines s'inspire partiellement des modèles occidentaux, essentiellement des systèmes français et britannique. Dans le Maghreb comme dans le Machrek, les bases juridiques, réglementaires et administratives – formulées pendant la période des colonies, des protectorats et des mandats et mises à jour après l'indépendance – suivent principalement le système français. Elles fixent, entre autres, les règles régissant la classification et la protection, ainsi que les termes de référence des services de conservation. Les systèmes d'urbanisme respectent généralement les limites des sites du patrimoine, mais ne définissent pas de mécanisme permettant de planifier leur sauvegarde. En revanche, dans la péninsule arabique, le cadre juridique reflète l'influence britannique. Les outils mis à disposition en faveur du développement et de l'aménagement urbain ne sont pas de nature prescriptive, ce sont plutôt des recommandations. Les premières lois relatives à la protection du patrimoine ont été promulguées entre 1960 et 1980, sous l'égide des ministères de la Culture. Une nouvelle génération de lois et de réglementations a vu le jour au cours des dix dernières années : elles allient la protection du patrimoine au

### ÉTUDE DE CAS 9

#### Les ateliers urbains, lieux d'innovation urbaine au Maghreb

Entre 1967 et 1975, plusieurs entités importantes dans le domaine de l'urbanisme ont vu le jour en Tunisie, en Algérie et au Maroc. L'Atelier d'urbanisme et l'Association pour la sauvegarde de la médina de Tunis ont été créés en 1967, suivis peu après par la Casbah et l'atelier Comedor à Alger (Algérie) et un autre atelier à Fès (Maroc). Il s'agissait d'organismes ad hoc, dirigés par des équipes multidisciplinaires composées d'universitaires et de professionnels (sociologues, économistes, géographes, architectes, urbanistes, paysagistes et ingénieurs), agissant avec le soutien des autorités. Chargés de concevoir et de mettre en œuvre des programmes relatifs à la conservation et à la régénération urbaine de la médina, ces ateliers ont permis de restructurer l'approche de la sauvegarde. S'appuyant sur les connaissances approfondies issues d'enquêtes socio-économiques et sur les pratiques actuelles en matière d'architecture et d'aménagement, ils étaient actifs sur l'ensemble du tissu urbain en facilitant la rénovation des logements, la régénération des lieux publics et la revitalisation de l'artisanat. Puisqu'elles étaient autonomes et libres de faire entendre leurs opinions, ces structures ont pu obtenir un véritable soutien politique en faveur de la régénération urbaine. Elles étaient même parfois soutenues par un maire emblématique, comme par exemple à Tunis. Certaines d'entre elles ont contribué à l'élaboration des règles d'urbanisme. Ces expériences ont permis aux villes historiques de se positionner comme des lieux d'innovation institutionnelle et opérationnelle. Toutefois, elles n'ont pas été poursuivies, faute d'un engagement politique suffisant et d'une gouvernance urbaine efficace.

Source: ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2

développement de l'économie et du tourisme et favorisent la création de nouvelles agences nationales. Dans tous ces pays, les moyens de protection de la liberté de création prévus dans le cadre législatif sont inadéquats, et les mécanismes de financement de la culture sont insuffisants. Ce sont là deux obstacles majeurs à l'émergence d'un secteur créatif capable de contribuer activement au développement urbain.

#### ÉTUDE DE CAS 10

##### Les sociétés de développement local : une forme innovante de gouvernance locale (Maroc)

Au Maroc, la charte des autorités locales, amendée en 2009, autorise la création de sociétés de développement local (SDL), constituées en entreprises commerciales sous la forme de sociétés à responsabilité limitée dont le capital est détenu par une ou plusieurs autorités locales. Cette nouveauté offre la possibilité d'éviter la rigueur du droit public et d'opter pour une gestion plus professionnelle. Puisque les salaires qu'elles proposent ne sont pas calculés d'après les barèmes de rémunération des fonctionnaires, les SDL peuvent recruter du personnel qualifié. Elles peuvent aussi établir des partenariats public-privé pour mener à bien des travaux de conservation et de régénération urbaine. Leurs domaines de compétences sont très vastes. À titre d'exemple, la société fondée en 2015 pour gérer le patrimoine de Casablanca coordonne la mise en œuvre du volet « Patrimoine » du Plan de développement 2015-2020 pour le Grand Casablanca et effectue les travaux de restauration, de régénération et d'amélioration.

Source: ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2

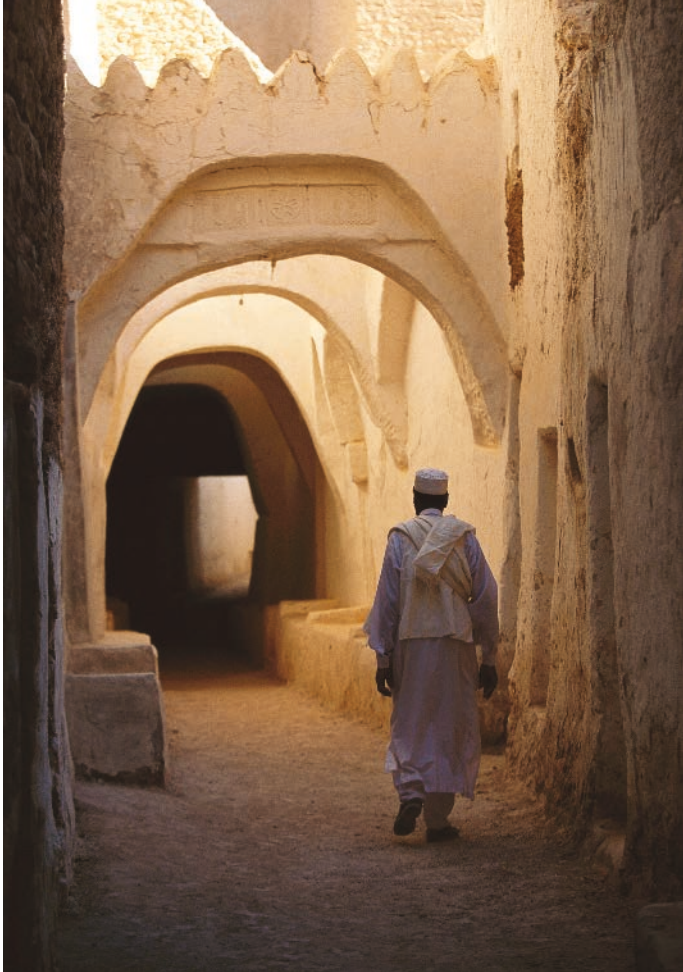
Ce système de gouvernance doit désormais être modernisé et adapté. De manière générale, les réglementations portent sur les monuments et les sites archéologiques et ne concernent pas le patrimoine urbain (y compris le patrimoine moderne). Toutefois, certains textes, dont ceux adoptés par le Maroc, posent les bases d'une prise en compte des problématiques urbaines. Les dispositifs de conservation du patrimoine et d'aménagement urbain sont souvent hermétiques. Cela rend impossible un suivi des fonctions et des usages qui permettrait de revitaliser les vieilles villes. Dans certains pays il peut être difficile de faire appliquer les réglementations existantes, car les services techniques et administratifs ne disposent pas toujours des moyens nécessaires pour exercer un contrôle effectif. La création d'organismes ad hoc – tels que l'Administration générale pour la préservation du patrimoine du Caire créée en 2008 pour protéger le centre historique de la capitale égyptienne – peuvent proposer des solutions efficaces mais ne peuvent pas se substituer à un engagement politique à long terme. Les « grands projets », de plus en plus étendus, peuvent refléter une vision stratégique en matière de conservation et de régénération urbaines, mais ils risquent de diffuser des pratiques urbaines qui ne respectent pas les textes et les lois sur l'aménagement urbain. Certains projets portés par des architectes internationaux se sont révélés disproportionnés ou inadaptés au contexte et aux besoins de la population, notamment de ses membres les plus pauvres.

La conservation et la régénération urbaines sont encore financées en grande partie par l'État, en particulier par des fonds souverains ou par le budget des ministères de l'Aménagement urbain ou de l'Intérieur. Des mécanismes efficaces ont été mis en place au cours d'ateliers organisés dans les villes, notamment à Tunis (où un compte spécial a été établi pour la restauration du patrimoine bâti appartenant à des particuliers), mais ils ne sont pas encore courants. L'implication des acteurs du secteur privé en faveur de la conservation et de la régénération urbaines reste insuffisante, même si des efforts sont faits pour l'encourager. Les dispositifs d'exonération fiscale pour des projets relatifs au patrimoine sont quasiment inexistantes.

Le cadre et les actions normatives de l'UNESCO ont eu un effet réel sur la création d'une structure et sur la sensibilisation à la protection des centres historiques. L'appel lancé par le Directeur général de l'UNESCO en 1980 en faveur de la sauvegarde des médinas et l'inscription de certaines d'entre elles sur la Liste du patrimoine mondial a stimulé des processus de conservation, en renforçant le système de gouvernance et en favorisant la levée de fonds. La grande opération d'inventaire du patrimoine urbain entreprise entre 2003 et 2006 à Sanaa (Yémen) par l'UNESCO en partenariat avec l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ) a servi de base au plan de conservation qui est maintenant remis à jour dix ans plus tard. Le Plan d'action pour la sauvegarde de la vieille ville de Jérusalem validé par le Comité du patrimoine mondial en 2007 incluait également des évaluations du patrimoine bâti, des projets pilotes visant à améliorer la qualité de vie des habitants et la réalisation d'un manuel sur la réhabilitation destinée aux habitants. Le projet Réhabilitation urbaine du Caire historique, dirigé par le gouvernement égyptien et l'UNESCO entre 2010 et 2014, a favorisé une approche globale de la conservation et de la régénération urbaines ; incluant notamment des travaux d'inventaire et de cartographie, le renforcement des capacités des institutions nationales et locales et l'identification de projets prioritaires dont l'objectif est de redynamiser les espaces publics et les activités socio-économiques.

D'autres exemples de coopération multilatérale (entre autres avec l'Union européenne, la Banque mondiale ou le PNUD) et de coopération bilatérale, en particulier avec la France, l'Allemagne et l'Italie mais aussi des organismes privés et des institutions à but non lucratif (notamment la Fondation Aga Khan), ont permis de mener à bien des projets importants pour la conservation et la régénération des centres historiques. Ces projets concernaient aussi bien la restauration des bâtiments et l'aide au logement que le soutien au secteur de l'artisanat. Ils ont suscité l'émergence d'une approche globale de la ville dans son ensemble et facilité des pratiques fondées sur la participation. Ils ont également stimulé les recherches sur les thèmes liés au patrimoine et au milieu urbain (avec des instituts français tels qu'Urbama et l'Institut français du Proche-Orient) et encouragé des échanges régionaux (comme dans le cadre du système Euromed). Cela étant, ils n'ont pas tous la même capacité à engendrer des mécanismes pérennes. Certains sont « parachutés » sur le terrain sans qu'une attention suffisante ait été accordée au contexte ; ou bien les mécanismes mis en place par les donateurs ne sont pas compatibles avec les réalités de la vie urbaine.





Ghadamès (Libye)  
© REZA/Webistan\*

## LA PLACE DE LA CULTURE DANS LES VILLES ARABES : DÉBATS ET PERSPECTIVES

Les théories modernistes ne considèrent pas la médina comme un modèle urbain. Vues comme des formes d'architecture typiques et « peu intelligentes », les médinas ne sont « plus viables car elles ne permettent pas une circulation fluide et l'accès à chaque bâtiment » (Tribillon, 2009). Ces positions – volontairement provocatrices – nous invitent à engager une réflexion lucide sur l'avenir des médinas : que faire de ces bâtiments situés au cœur de métropoles en constante expansion ? Doivent-ils être rasés, contournés, découpés ou franchement ouverts ? Toutes ces solutions ont été envisagées ou tentées à un moment ou à un autre. La doctrine d'Écochard, qui revendiquait le droit « de pouvoir opérer des percées dans la médina, les ouvrir à la circulation automobile, appliquer de nouvelles normes constructives et d'hygiène [et] rompre avec le style architectural marocain » (Arrif, 1994), formait la base idéologique de cette approche moderniste.

Ainsi, la plupart des médinas ont fait l'objet d'opérations de rénovation au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance. Conçues pour améliorer l'accès et faciliter la circulation, ces grandes routes ont souvent fragmenté des unités patrimoniales culturellement et socialement fonctionnelles, sans pour autant optimiser l'organisation spatiale. À Fès (Maroc) l'ouverture de la médina et la couverture de l'oued à partir des années 1960 ont mis à mal le caractère exceptionnel de cette cité-jardin. Au Caire (Égypte), l'autoroute qui a remplacé la rue Al-Azhar dans les années 1980 a gravement endommagé le centre historique de la ville sans résoudre les problèmes d'accessibilité, raisons pour lesquelles un tunnel a été creusé deux décennies plus tard sur le même parcours. La vieille ville de Koweït (Koweït) a été détruite en 1951, lors de la construction du premier

boulevard périphérique, suivie par d'autres qui ont causé encore plus de dégâts.

Une réinvention du modèle urbain de la médina pourrait ouvrir de nouvelles perspectives. En pratique, la médina est une source vitale de diversité. La morphologie urbaine et la typologie de ces habitations y rendent possible la diversité sociale, générationnelle et fonctionnelle. Véritable ville dense et compacte, la médina est un espace piétonnier faiblement pollué. Ce subtil écosystème urbain pourrait servir d'exemple pour la durabilité future des villes. Toutefois, cette vision doit être réinterprétée pour tenir compte des conditions socio-culturelles actuelles, grâce à une compréhension plus précise des modèles urbains et architecturaux qui marient tradition et modernité.

Le défi consiste à faire évoluer les paradigmes de l'aménagement spatial et urbain dans le monde arabe au-delà des procédures réglementaires, afin de prendre en compte les grands principes du développement durable qui sont en vigueur dans les médinas. De manière générale il faut entreprendre un examen approfondi de la notion de ville durable dans le monde arabe, qui devra intégrer les idées contemporaines qui façonnent des villes mais aussi tirer profit du grand nombre de recherches menées sur l'historicité et la culture urbaine, l'architecture et l'urbanisme. Cela pourrait éclairer les réflexions actuelles sur l'impact de l'urbanisation rapide et de l'acculturation postcoloniale.

Les débats sur l'orientalisme, vision critique de la fascination qu'exercent les villes orientales sur l'imagination des Européens depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, peuvent aussi apporter un éclairage nouveau sur le thème de la culture urbaine. Ce mouvement, inspiré du monde de la littérature, a influencé aussi bien des comportements sociaux que les styles architecturaux en diffusant l'imagerie de la ville orientale, avec ses palais et ses résidences, ses souks, ses caravansérails et ses mosquées monumentales. Ce patrimoine a été réévalué dans le cadre d'une réflexion des classes politiques et intellectuelles sur l'émancipation des populations arabes et la réappropriation de leurs identités culturelles au cours du processus de décolonisation.

La vision occidentale de l'Orient a généré tout un corpus de connaissances qui mériteraient d'être réexaminées. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les missions scientifiques des architectes européens au Maghreb et dans le Machreck ont donné lieu à la production d'études, de dessins, d'analyses et d'inventaires qui ont contribué à la reconnaissance de l'architecture typique de la région et de l'art islamique. Les peintres explorateurs européens du XIX<sup>e</sup> siècle ont aussi fourni des témoignages visuels sur la vie, les arts, le savoir-faire architectural et les modes de vie de ces sociétés avant la colonisation. Ce sont là des preuves directes et irremplaçables sur les civilisations urbaines du monde arabe, qui pourraient non seulement étayer les initiatives contemporaines en matière de conservation et de régénération urbaines mais aussi alimenter des échanges culturels, même s'il faut reconnaître les limites et le parti pris des sources de ce type.

Le patrimoine apparaît désormais comme un élément clé pour la citoyenneté urbaine dans le monde arabe. Le rythme

rapide de la destruction du patrimoine urbain a fait naître des initiatives au sein de la société civile. Soutenus par les réseaux sociaux, ces mouvements enrichissent les débats sur la place du patrimoine dans le processus de développement urbain, mettent en avant la nécessité de protéger les modes de vie spécifiques aux villes arabes et appellent les citoyens à prendre part au travail de promotion de leur milieu de vie. Le patrimoine urbain peut donc être une force réelle en faveur de l'harmonie sociale sur fond de restructuration économique, sociale et culturelle. Toutefois, de telles initiatives n'ont pas encore pu influencer les pratiques urbaines vers la mise en place d'une gouvernance véritablement participative. La prolifération des initiatives et des mouvements à but non lucratif peut parfois même donner lieu à une fragmentation et à des situations de conflit.

#### ÉTUDE DE CAS 11

Le Caire (Égypte)

### Revendication d'un « droit au patrimoine »

La révolution de janvier 2011 a entraîné la destruction, la dégradation et le pillage d'éléments essentiels du patrimoine historique du Caire. Face à cette situation qu'ils attribuaient à la faiblesse de la gouvernance institutionnelle, des mouvements de la société civile agissant en faveur de la protection et de la gestion du patrimoine culturel ont émergé, relayés par les réseaux sociaux. Ils affirment que les citoyens ont le droit de participer activement à la protection de leur patrimoine et de leur milieu de vie. L'initiative *Save Cairo* (Sauvons le Caire), dont le but est de protéger le patrimoine urbain de la ville, organise des manifestations devant les bâtiments menacés de destruction, ainsi que des campagnes d'informations publiques. Cette démarche n'a pas toujours permis d'éviter les démolitions, mais elle a attiré l'attention sur la question de la conservation du patrimoine urbain. D'autres actions sont menées à l'échelle des quartiers. Le projet « le patrimoine d'Héliopolis » fait connaître le patrimoine architectural du XX<sup>e</sup> siècle en organisant des concours de photographie, des visites guidées et des campagnes à l'intention des autorités. L'initiative *Ana min Al-Zaher* (Je viens d'Al-Zaher) a incité l'État à rénover et rouvrir un joyau architectural, le palais Al-Sakakini. L'initiative *Athar Lina* (Ce monument nous appartient), lancée rue Al-Khalifa, milite en faveur de la participation des citoyens à la protection du patrimoine, afin que les intérêts des résidents soient mieux pris en compte. Des ateliers participatifs rassemblant les habitants et les autorités locales ont été mis sur pied en 2012. Cet engagement s'est concrétisé par l'ouverture d'une école du patrimoine et par un certain nombre de projets de restauration (dômes médiévaux, bâtiments du XX<sup>e</sup> siècle, etc.) La défense des intérêts des citoyens a été élargie pour inclure la régénération des lieux publics et une meilleure gestion de la collecte des ordures ménagères.

Source : ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2



Dans la péninsule arabique, la valeur du patrimoine urbain est réellement reconnue depuis peu. Longtemps négligé au profit de la modernisation rapide des métropoles urbaines, le patrimoine est désormais vu comme une ressource économique grâce au tourisme qui en découle. La richesse culturelle qu'il représente devient un facteur essentiel pour

promouvoir la réputation internationale des « villes mondiales ». Ce regain d'intérêt répond aux impératifs de la mondialisation et reflète également la volonté de respecter les identités nationales dans un contexte hautement cosmopolite caractérisé par un fort taux de migration transnationale.

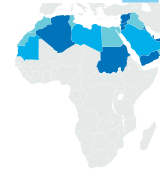
## CONSERVATION ET RÉGÉNÉRATION URBAINES : VERS UN PLAN D'ACTION RÉGIONAL

Les autorités comme la société civile sont de plus en plus sensibles à l'importance du patrimoine urbain. Les nombreux projets de protection, de sauvegarde et de restauration menés ces dernières décennies ont permis d'ajuster les méthodes mises en œuvre. Néanmoins, cette vision reste fragile. Le travail accompli est rarement intégré à un véritable plan de conservation et de régénération urbaine. Les projets novateurs se déroulent souvent en dehors des procédures administratives normales, ou sont soutenus par la coopération internationale.

L'amélioration de l'efficacité de la gouvernance en matière de conservation et de régénération urbaines doit devenir une priorité. Les responsabilités institutionnelles et les prérogatives administratives doivent être clarifiées et simplifiées, afin d'optimiser la coordination entre les participations nationales, régionales et locales. La décentralisation effective des compétences et le renforcement de la gestion de projets par les autorités locales sont également des conditions préalables essentielles. L'implication de la société civile doit être organisée et soutenue, dans le cadre d'un programme à long terme.

Une stratégie intégrée de conservation et de régénération urbaine doit être mise en place. Conçue en fonction des réalités socio-économiques et les besoins des résidents locaux, elle doit mettre au premier plan la rénovation des logements anciens et la revitalisation socio-économique, par le biais de la régénération des souks, des *fondouks* et des caravansérails; ainsi que par l'organisation et la régulation du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Le système juridique et réglementaire doit être revu pour mieux l'adapter à l'échelle urbaine. Une stratégie de gestion des terrains et des biens immobiliers doit être établie pour sécuriser la propriété des terres (en simplifiant les démarches d'enregistrement et en restreignant le recours à la copropriété) et favoriser une régénération urbaine dynamique. Un autre aspect important est la régulation de la circulation automobile (en limitant l'utilisation des véhicules et en rendant les zones accessibles aux piétons).

L'inauguration d'un observatoire du patrimoine urbain dans les pays arabes encouragerait l'élaboration d'une stratégie de conservation et de régénération intégrée et permettrait de contourner les obstacles rencontrés fréquemment dans la région. Un tel organisme serait conforme au projet de Charte pour la conservation et le développement du patrimoine urbain dans les pays arabes, rédigé en 2004 par les ministres chargés des questions relatives à la culture, aux antiquités et au tourisme. Ce texte insiste notamment sur l'importance de la sauvegarde du patrimoine urbain et la nécessité d'adopter une approche cohérente qui intégrerait



Sana'a (Yémen)  
© Éditions Gelbart\*

ce patrimoine dans le développement économique, social et culturel. L'ALECSO prévoit d'accueillir cet observatoire et de soutenir sa création<sup>3</sup>. L'observatoire assurera le suivi des expériences innovantes afin d'alimenter un plan d'action et une méthodologie commune pour l'élaboration des politiques de conservation et de régénération urbaine. Il abordera, entre autres, l'engagement politique, la gouvernance

institutionnelle, le système juridique et réglementaire, la planification participative, l'innovation culturelle et la stimulation de la créativité, ainsi que le financement et les procédures opérationnelles. Fonctionnant comme un laboratoire d'idées, il fournira son expertise et ses conseils aux décideurs et aux professionnels du monde arabe ; et mobilisera les compétences techniques et professionnelles nécessaires dans les pays membres.

#### ÉTUDE DE CAS 12

Djeddah (Arabie saoudite)

### Un partenariat public-privé pour revitaliser la ville historique

Ville-étape sur le parcours des caravanes et port de la mer Rouge, Djeddah jouit d'un patrimoine urbain original et remarquable : l'organisation spatiale de la médina et l'architecture des maisons-tours datant pour la plupart du XIX<sup>e</sup> siècle donnent une impression d'équilibre entre les zones résidentielles et les lieux publics, ce qui facilite la vie sociale. À partir des années 1960, l'expansion urbaine accélérée et le départ des habitants vers les quartiers périphériques ont appauvri la médina et causé l'affaiblissement de ses fonctions sociales et économiques, car elle a été délaissée au profit de la ville nouvelle qui se développait rapidement. Une partie du patrimoine urbain a été détruite par l'urbanisation et la montée des prix des terrains. À la fin des années 1970, le maire de la ville a mis un terme aux démolitions et a fait adopter un plan municipal de sauvegarde. Dans les années 1980, les autorités saoudiennes ont réalisé un inventaire et une étude détaillée de la vieille ville, qui les ont conduites à rédiger un premier modèle de législation relative à la protection, à rénover ou restaurer 500 maisons à la valeur patrimoniale significative et à redévelopper certains lieux publics.

Depuis 2006, la municipalité, l'État saoudien (par l'intermédiaire de la Commission saoudienne du tourisme et des antiquités) et le secteur privé ont collaboré en vue d'établir un nouveau plan pour la protection de la vieille ville, dont l'objectif est de faciliter sa revitalisation économique grâce au tourisme. Ce programme s'appuie sur un dispositif juridique permettant l'échange des droits sur les propriétés de la vieille ville contre des avantages réglementaires dans la ville nouvelle, afin d'atténuer les pressions spéculatives. Ces efforts, fruits de la nouvelle stratégie de l'État en faveur du patrimoine urbain, se sont soldés par l'inscription de la ville sur la Liste du patrimoine mondial en 2014. Ce programme renforce le rôle de la vieille ville au cœur de la zone métropolitaine et met en valeur le patrimoine urbain aux yeux de l'opinion publique. Il a toutefois encouragé un processus de gentrification qui a entraîné l'éviction des travailleurs pauvres étrangers qui occupaient les maisons anciennes.

Source : ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2



#### PERSPECTIVE 3

### PROMOUVOIR UNE RELATION RÉCIPROQUE ENTRE LE PATRIMOINE CULTUREL ET LE TOURISME

SAR le Prince Sultan ben Salmene ben Abdelaziz Al Saoud, *Président du Conseil d'administration et Directeur de la Commission saoudienne du tourisme et du patrimoine national (Royaume d'Arabie saoudite)*

Les rapports entre le tourisme et la culture se développent sans encombre. On peut même dire qu'ils se multiplient car de plus en plus de sites du patrimoine culturel font désormais partie des éléments phares des circuits touristiques dans le monde. Le tourisme durable repose sur l'idée que personne ne doit se voir refuser la possibilité de tirer profit du tourisme, que ce soit en tant que participant ou fournisseur de biens et services.

Le patrimoine culturel est un moyen unique et précieux d'atteindre cet objectif, car il permet au plus grand nombre d'y prendre part et d'en tirer profit. En outre, il met le patrimoine en avant pour que la société en prenne conscience, et favorise la survie des traditions et compétences artisanales. À cette fin, il faut investir davantage dans les zones de patrimoine culturel et dans les produits qui y sont fabriqués, mais aussi susciter un véritable intérêt pour la préservation et la mise en valeur de ces sites et de ces produits. Autrement dit, les volontés commerciales doivent être tempérées en tenant compte des traditions. De plus, ces sites ouvrent de nouvelles perspectives économiques, en particulier

dans les zones rurales et souvent dans des lieux où les autres opportunités d'emploi sont rares.

Tout ce qui précède peut être obtenu en développant un secteur touristique fondé sur le patrimoine culturel propre à chaque pays, dans toute sa diversité. C'est pourquoi le gouvernement saoudien a considérablement investi dans les sites de son patrimoine culturel en lançant plusieurs initiatives, projets et partenariats public-privé à l'échelle nationale ; l'objectif étant de préserver et de promouvoir ces sites en mettant l'accent sur le rôle des communautés locales dans la réalisation d'un développement équilibré et durable. Le fleuron de ces projets nationaux est l'Initiative du Gardien des deux lieux Saints en faveur du patrimoine culturel, qui vise à protéger, présenter et promouvoir notre patrimoine culturel national afin qu'il fasse partie intégrante de notre vie quotidienne.

Nous sommes fiers de notre patrimoine national et de son rôle positif pour notre vie et notre économie, et nous sommes pleins d'espoir et d'attentes pour l'avenir.

Le renforcement des capacités dans les domaines de la conservation et de la régénération urbaine est un travail essentiel dans la région. Si certains pays, comme le Maroc, disposent d'un système de formation pour les architectes et les urbanistes ; il est souvent compartimenté entre les différentes disciplines (architecture, urbanisme, géographie urbaine, ingénierie et compétences liées au patrimoine). Les échanges académiques à l'échelle régionale sont très rares et passent souvent par l'intermédiaire de pays tiers. Les besoins en ressources humaines sont immenses, en particulier dans les pays en guerre ou qui viennent de sortir de plusieurs années de conflit comme l'Iraq, marqués par

<sup>3</sup> Voir : <http://www.alecso.org/site/2016-03-02-13-19-31.html>

## LE POUVOIR DU PASSÉ

Ismail Serageldin, *Économiste, Directeur de la Bibliotheca Alexandrina (Égypte)*

C'est dans les villes que le futur s'invente. Mais c'est également là que l'héritage du passé perdure, pour donner vie à de nouvelles aspirations et de nouvelles idées. Dans le monde arabe, les villes sont les témoins des premières civilisations du monde, aussi bien en Égypte qu'en Mésopotamie, et la région peut se targuer de compter certaines des plus anciennes villes continuellement habitées au monde, parmi lesquelles Jéricho (Palestine) et Damas (République arabe syrienne). D'autres villes sont des symboles de la gloire des grandes civilisations qui ont prospéré sur ces terres pendant des millénaires. De Carthage (Tunisie) à Byblos (Liban), d'Alexandrie (Égypte) à Leptis Magna (Libye), rares sont les villes qui ne figurent pas en bonne place dans l'histoire des civilisations.

De plus, le passé glorieux de la civilisation musulmane et principalement arabe qui s'est épanouie sur ces terres pendant près d'un millénaire – entre le VII<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> – a porté haut les valeurs d'apprentissage et de pluralisme de l'Andalousie, en Espagne à l'Iraq et de l'Asie centrale au Soudan. Le tissu urbain de ces villes et les strates successives de leur environnement bâti forment un véritable palimpseste de leur histoire riche et glorieuse. Ce ne sont pas seulement les monuments se dressant comme autant de repères dans notre paysage urbain qui méritent notre protection. C'est aussi l'atmosphère même des zones historiques, l'essence de l'histoire urbaine qui imprègne encore ces villes. Notre patrimoine culturel urbain, matériel et immatériel, est essentiel au sentiment d'appartenance et de continuité historique qui forge les identités culturelles contemporaines.

Aujourd'hui, tous ces éléments – monuments, tissu urbain et héritage culturel immatériel – sont en danger. Ils doivent tous être sauvés. Il faut d'abord se poser quelques questions :

- Que voulons-nous sauver?
- Pourquoi?
- Quelles sont les forces qui menacent ces éléments?
- Pour qui voulons-nous les protéger?
- Comment y parviendrons-nous?

Les réponses apportées à ces questions justifient la mise en place d'une politique formelle de conservation du patrimoine urbain et de développement ; et la définition pratique de certains des principaux paramètres à appliquer pour sa mise en œuvre.

### Que voulons-nous sauver ?

Le patrimoine culturel urbain englobe des monuments et des espaces urbains importants sur le plan historique, soit des témoignages de certaines périodes de notre passé soit des espaces associés à des événements à la portée significative pour la population car ils reflètent ses racines et ses antécédents. Toutefois, outre ces monuments et espaces, il existe dans de nombreuses villes un centre historique plus ancien qui a conservé les caractéristiques d'un tissu urbain défini par l'échelle, l'organisation des rues, les hauteurs, les volumes et l'alternance de creux et de pleins le long des rues (généralement étroites et sinueuses). De plus, certains quartiers sont à usage mixte : dans les rues, les locaux d'activités diverses (artisanat, commerce et services) partagent l'espace avec des bâtiments d'habitation et des bureaux. La densité et les modes de déplacement (avec une prédominance de la marche) sont d'autres caractéristiques de ces centres historiques. Même s'il ne contient pas de bâtiments à la valeur architecturale ou historique particulière, l'atmosphère générale du centre historique mérite d'être préservée.

### Pourquoi ?

En sauvegardant la texture et le caractère des villes, ainsi que leurs monuments et leurs espaces importants, nous sauvegardons du même coup nos identités, nos modes de vie et cette partie de la mémoire collective qui est la source de notre créativité artistique et la base du récit historique qui sous-tend nos identités contemporaines. Les villes sont des écosystèmes vivants et il faut qu'elles se renouvellent,

de même qu'elles doivent se développer pour accueillir les générations successives et répondre aux exigences imposées par les nouvelles technologies et les nouveaux modes de vie. Mais elles doivent le faire de façon à permettre aux habitants d'entretenir le sentiment d'appartenance et la fierté qu'ils éprouvent face à cet héritage unique alors qu'ils s'efforcent de modeler leur avenir.

### Quelles sont les forces qui menacent ces éléments ?

Les monuments, les espaces urbains et le caractère unique de nos villes historiques sont menacés par de nombreuses forces socio-économiques qui cherchent à faire des profits à court terme en ayant recours à des expropriations et à la gentrification ; et en endommageant le tissu urbain des quartiers anciens de nos villes en pleine expansion. Par ailleurs, des systèmes de propriété complexes et des infrastructures longtemps négligées rendent les rénovations difficiles (mais pas impossibles). Les actes de vandalisme et de destruction commis récemment par des groupes extrémistes représentent l'un des plus grands risques auxquels est exposé notre patrimoine. La destruction de Palmyre (République arabe syrienne) et des objets exposés au musée des Arts islamiques du Caire (Égypte) montrent que ces groupes s'efforcent de détruire ce patrimoine afin de réécrire un récit historique qui justifierait leur idéologie. Face à une telle offensive idéologique, il est essentiel de revendiquer dès maintenant notre patrimoine.

### Pour qui voulons-nous les protéger ?

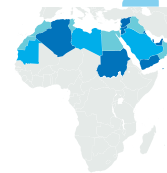
Il est essentiel de préciser que ceux pour qui on doit protéger ce patrimoine sont les habitants des villes eux-mêmes. L'apport de ce patrimoine culturel – matériel et immatériel – à leur identité et à leur sentiment d'appartenance à un lieu est d'une importance capitale. Sans ce patrimoine, nos identités contemporaines ne seraient pas assez solides et nous ne pourrions pas nous appuyer sur notre passé pour construire notre avenir.

### Comment y parviendrons-nous ?

La sauvegarde du patrimoine urbain suppose non seulement de réguler les activités souhaitables et d'interdire les activités néfastes, mais aussi de faire participer l'ensemble de la communauté qui vit dans les quartiers concernés. La communauté doit adhérer aux changements mis en œuvre, de la rénovation des infrastructures à la réhabilitation de divers bâtiments. Les approches adoptées ne doivent pas reposer sur l'expulsion des habitants, souvent pauvres, afin de promouvoir la gentrification des quartiers. Au contraire, la redynamisation des communautés locales, l'amélioration de leur bien-être et leur accès direct aux bénéfices de ces efforts de conservation doivent être au cœur de nos préoccupations.

De fait, il est même possible de pousser le raisonnement plus loin et d'affirmer que la revitalisation urbaine fondée sur le patrimoine peut être un vecteur de croissance pour les industries culturelles et créatives locales ; ainsi qu'un attrait supplémentaire pour le tourisme qui peut générer des emplois et stimuler le développement local. Les musées, les centres culturels et les lieux publics ouverts peuvent devenir des espaces civiques dédiés au dialogue et à l'inclusion sociale, permettant de réduire les tensions et de favoriser la cohésion.

La protection du patrimoine culturel urbain a une valeur immense. Les efforts entrepris dans ce domaine ont montré que les retombées économiques dépassaient de loin les frais engagés dans presque tous les cas. Mais ce qui compte avant tout, ce n'est pas l'aspect monétaire de ces investissements mais le pouvoir du passé que nous pouvons exploiter pour mieux construire l'avenir. Nous garantissons ainsi le dynamisme constant de nos villes, dans lesquelles le patrimoine d'hier constitue à la fois les pierres angulaires de notre mémoire et la source de notre imagination. C'est un atout véritablement inestimable pour toute société.



Doha (Qatar)  
© Attila JANDI/Shutterstock.com\*

l'effondrement de leurs systèmes éducatifs et l'émigration des talents. Un effort particulier doit permettre à ces pays de mettre en place des diplômés supérieurs pour former des architectes, des urbanistes et des paysagistes. La priorité est de fournir des qualifications aux formateurs et de valider les formations relatives au patrimoine afin d'atteindre les objectifs du développement urbain durable.

#### ÉTUDE DE CAS 13

Tunis (Tunisie)

### Un projet de logement social pour la médina : la régénération des *oukalas*



Au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance, la médina de Tunis s'est appauvrie. Des familles rurales se sont installées dans les maisons traditionnelles qui avaient été abandonnées par leurs premiers occupants, selon un système de location à la chambre. Rapidement ces logements appelés *oukalas* (terme auparavant réservé aux hôtels de court séjour) sont devenus surpeuplés et délabrés. La détérioration des conditions de vie et le risque d'écroulement ont incité la municipalité à lancer une politique de construction et d'action sociale visant d'une part à restaurer le patrimoine et d'autre part à réduire la pauvreté. Trois mille foyers de locataires ont été évacués d'urgence des bâtiments qui risquaient de s'effondrer. Deux mille d'entre eux ont été relogés dans la médina ou en périphérie, dans des locaux appartenant à la municipalité qu'ils ont pu acheter dans des conditions adaptées à leur situation économique. Les mille foyers restants ont été relogés pendant la durée des travaux, avant de pouvoir regagner leur ancien logement. Un programme de restauration a été mené à bien pour consolider les structures et ralentir le processus de détérioration. En ce qui concerne les biens du patrimoine appartenant à des particuliers, une ligne de crédit au taux d'intérêt subventionné a été mise en place pour encourager les propriétaires à rénover leurs bâtiments. Faut de quoi, la municipalité se substituait aux propriétaires absents ou récalcitrants et réalisait les travaux d'urgence en couvrant les frais sous forme de loyer. En ce qui concerne les biens du patrimoine appartenant à l'État, le nombre de résidents a été restreint et les logements ont été remis en conformité avec les normes d'habitation. Certains bâtiments présentant un intérêt architectural ou historique particulier ont été restaurés avant d'être réhabilités en infrastructures socioculturelles. Le processus ainsi mis en œuvre pour les *oukalas*, initié à partir des années 1990 n'a pas été reproduit et a encore valeur d'exemple aujourd'hui.

Source : ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2

« À l'heure où on assiste à une résurgence de la foi musulmane, la question de la ville islamique revient sur le devant de la scène. Presque partout dans le monde arabe et particulièrement en Arabie saoudite et dans le golfe persique, les urbanistes considèrent avec respect les grandes réussites du passé de la région et cherchent à reproduire dans les villes d'aujourd'hui les schémas d'aménagement urbain dits islamiques. Ils ont été influencés, consciemment ou non, par le corpus littéraire produit par les orientalistes occidentaux prétendant décrire l'essence de la ville islamique.

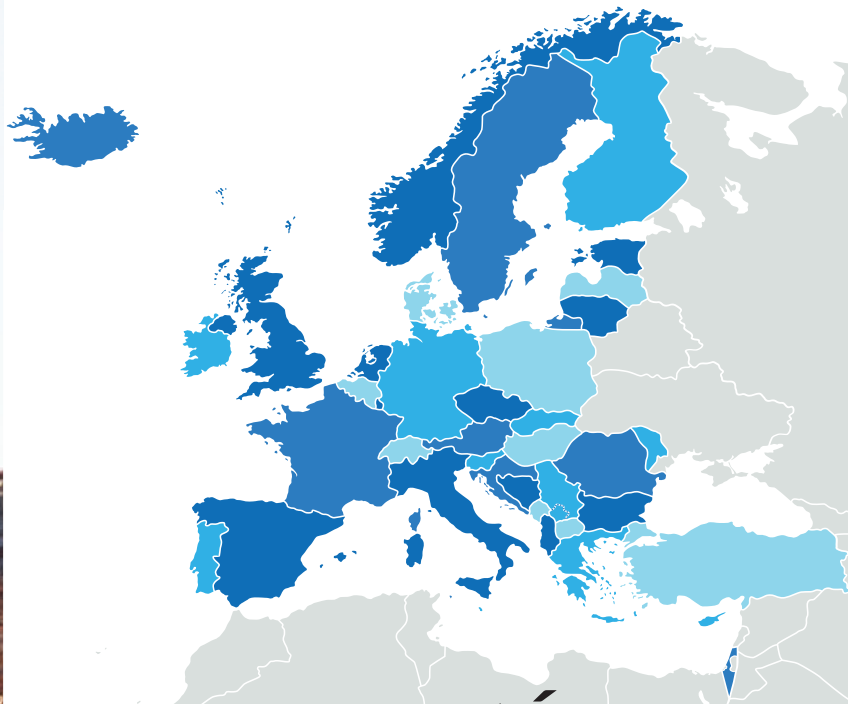
Janet Abu-Lughod, sociologue



Coordinateur de l'étude régionale : **UNIVERSITÉ IUAV DE VENISE**

Créé en 1926 sous le nom *Istituto Universitario di Architettura di Venezia* (Institut universitaire d'architecture de Venise), l'Institut a été rebaptisé *Università IUAV di Venezia* (Université IUAV de Venise) en 2001. L'IUAV est aujourd'hui un institut éducatif et un centre de recherche de renommée mondiale, spécialisé dans les domaines de la conservation urbaine, de l'urbanisme et de la gestion des paysages urbains. Depuis 2008, il accueille la Chaire UNESCO pour l'inclusion sociale et spatiale des migrants internationaux : politiques et pratique urbaines. En 2016, une nouvelle Chaire UNESCO relative au patrimoine et à la régénération urbaine a été créée.

Au travers de son expérience théorique et pratique, l'Université a acquis une connaissance approfondie des pratiques européennes en matière de conservation urbaine ; au cours des 30 dernières années, elle a établi des partenariats avec 130 universités et écoles de restauration européennes. Elle accueille également l'une des plus grandes bibliothèques d'Europe consacrées à l'architecture et à la planification urbaine.



# ZONE D'ÉTUDE

# 3

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldavie, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

## REPÈRES

- ..... En raison de son passé antique et médiéval, l'Europe est dotée d'un système urbain très développé, qui résulte d'un processus de stratification caractérisé par une transformation ou une réutilisation continue des structures préexistantes.
- ..... Les premiers fondements méthodologiques de la conservation et de la régénération urbaines ont été établis dans les années 1960, suivis par un élargissement progressif du champ d'application territorial et conceptuel du patrimoine urbain.
- ..... Les villes européennes ont fait l'objet d'un vaste programme de conservation et de régénération et constituent aujourd'hui l'un des ensembles de patrimoine urbain les plus vastes et les mieux préservés au monde.
- ..... La conservation et la régénération urbaines en Europe sont principalement dirigées et financées par les autorités publiques nationales et locales et sont étroitement liées aux programmes de l'Union européenne.
- ..... La culture joue un rôle croissant dans les stratégies de régénération urbaine, notamment dans celles qui visent à revitaliser les espaces publics et à réhabiliter les zones industrielles en déclin.
- ..... La pratique de la conservation urbaine a ouvert la voie à des approches nouvelles et à des instruments innovants pour renforcer la durabilité urbaine et environnementale, en mettant l'accent sur les savoirs locaux, la créativité et le bien-être.
- ..... Lutter contre la muséification et la gentrification, tout en favorisant des modèles de tourisme durable, demeure une priorité pour préserver l'authenticité des quartiers historiques.

## L'URBANISATION EUROPÉENNE : UN PROCESSUS CONTINU DE STRATIFICATION

En Europe, le développement urbain est caractérisé par un processus de stratification : les structures et les schémas préexistants, déterminés par la topographie initiale, ont été sans cesse transformés ou réutilisés au cours des époques historiques successives. La présence durable de civilisations dominantes et les échanges entre les populations du Nord et des pays méditerranéens ont produit des villes très diverses, qui témoignent de la multiplicité des techniques et matériaux de construction mais aussi des influences culturelles et artistiques. L'alternance entre des périodes d'unification et de fragmentation entre les différents pouvoirs politiques – empires, royaumes, États-nations, domaines locaux et régionaux, municipalités, cités-États et cités portuaires – ont également fortement influencé l'émergence de villes.

Les civilisations antiques ont fortement marqué les villes européennes contemporaines. Les apports des civilisations antérieures à celle des Grecs, telles que les civilisations étrusque, celte et crétoise, ne sont pas clairement visibles dans les structures urbaines de la plupart des villes contemporaines ; en revanche le modèle grec de la *polis*, c'est-à-dire d'une cité-État organisée autour du principe de citoyenneté, a posé les bases d'un grand nombre de fonctions essentielles des villes. Les temples, les places publiques, les théâtres et les murs de défense peuvent être vus comme les premiers éléments fondateurs des villes européennes, le point de départ de ce processus de stratification. Les empires romains et byzantins se sont basés sur le modèle grec pour concevoir des territoires définis selon leurs fonctions publiques : marchés, thermes, forums, camps militaires, routes impériales, etc. Ces formes urbaines se sont largement diffusées dans tout le continent. Dès le milieu du VI<sup>e</sup> siècle, les bases des premières villes européennes étaient en place, en particulier dans les zones comprises entre la Méditerranée, le Rhin et le Danube. Ce cadre urbain fondamental a préparé le terrain pour la croissance et la densification qui ont suivi.

Ces anciennes structures ont été très souvent réutilisées tout au long du Moyen-Âge, même si de nouveaux types de bâtiments ont été créés (châteaux, citadelles, villes fortifiées, etc.) Les échanges économiques se sont progressivement intensifiés, avec le développement du commerce à partir du XI<sup>e</sup> siècle. De nouvelles fonctions urbaines sont apparues dans le paysage urbain dès le XII<sup>e</sup>, telles que les places et les marchés publics ou les bâtiments administratifs. Cette période a été marquée par les schémas de développement organiques qui ont remplacés la topographie et les structures romaines. Dans le Sud de l'Europe, ce processus de stratification incluait également les structures islamiques. Bien souvent, les structures urbaines existantes furent adaptées aux nouvelles organisations sociales : bâtiments résidentiels réaménagés pour accueillir des groupes familiaux ou cathédrales transformées en mosquées.

L'innovation a été encore davantage stimulée avec la Renaissance, qui a débuté à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Caractérisée par une réappropriation du passé et une réinterprétation de l'Antiquité, cette période a inspiré une nouvelle conception de la conservation. Des techniques de construction et des schémas urbains innovants sont nés et ont circulé dans

tout le continent. Entre le XV<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle les mouvements artistiques successifs – dont la Renaissance, le Baroque et le Néo-classicisme – ont profondément marqué les villes européennes : cela a conduit à l'étalement du réseau des rues et à la création de grands espaces ouverts. De tels schémas ont également participé à la formation des identités sous-régionales et nationales, qui ont influencé les pratiques de développement urbain jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Par exemple, les plans géométriques sont devenus emblématiques des villes du Nord et les boulevards périphériques suivent souvent le tracé des anciens murs d'enceinte.

La révolution industrielle a radicalement modifié la vision du développement urbain et les pratiques en la matière. De grands travaux d'infrastructure ont permis d'appliquer les nouvelles normes concernant le logement, le transport et l'hygiène. L'organisation urbaine originelle a été transformée en profondeur car elle a dû s'élargir et intégrer de nouveaux éléments tels que les gares et les grands magasins. On peut citer en exemple les travaux lancés à Paris (France) sous la direction du baron Haussmann et réalisés entre 1852 et 1970. Ces interventions ont mis un terme au processus de stratification, en altérant de manière définitive le tissu urbain existant. Les anciennes villes denses et « poreuses » mêlaient espaces publics et privés et associaient différents groupes et rôles sociaux. À l'inverse, les villes modernes se distinguaient par la rationalité et la séparation des fonctions. Ce raisonnement, basé sur les théories modernistes, a justifié un grand nombre d'interventions menées dans les villes de la région jusqu'à la fin des années 1970.

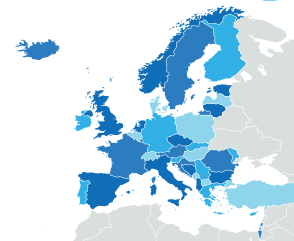
Après la Seconde Guerre mondiale, l'urbanisation s'est intensifiée. L'exode rural a fortement contribué à la croissance urbaine observée dans les années 1950 et 1960. La décolonisation, qui a débuté dans les années 1960 et a duré jusqu'à la fin de la guerre froide en 1989, a favorisé la migration vers l'Europe et d'autres régions du monde. De nombreuses villes historiques, désormais considérées obsolètes et insalubres, ont périclité. L'utilisation de plus en plus courante de véhicules privés a radicalement redessiné le paysage urbain. Les périphéries se sont développées pour accueillir des habitants toujours plus nombreux : cela a créé de nouveaux modes de vie tout en aggravant les inégalités sociales. Les démarches de rénovation urbaine ont posé les bases d'une nouvelle économie, au risque de parfois affaiblir les économies locales de moindre envergure.

Ces dernières décennies, les fréquentes crises économiques ont fait naître de nouvelles difficultés dans les villes. La mondialisation et la concurrence des pays émergents ont contribué au déclin des zones industrielles. Le chômage s'est accru dans de nombreux pays, et pour y répondre il a fallu revoir les stratégies de régénération économique et urbaine. La crise environnementale a favorisé l'émergence de solutions énergétiques renouvelables et d'approches innovantes du développement territorial, qui privilégie la réhabilitation des infrastructures urbaines existantes plutôt que la construction de nouveaux édifices. Au cours des dix dernières années, les migrations depuis les pays en guerre se sont intensifiées ; c'est désormais un point essentiel des programmes politiques. Dans ce contexte, les approches de la régénération fondée sur la culture peuvent s'avérer particulièrement utiles pour résoudre ces difficultés contemporaines.





Travaux majeurs de transformation urbaine dirigés par le baron Haussmann sur l'avenue de l'Opéra, Paris (France)  
© Charles Marville, 1862. Source: gallica.bnf.fr - École nationale des ponts et chaussées\*



## ÉTUDE DE CAS 14

Coimbra (Portugal)

### Une nouvelle vision pour une ville historique

Coimbra, ville de plus de 100 000 habitants sur les bords du fleuve Mondego au centre du Portugal, est riche d'une longue histoire en tant que centre administratif et éducatif. Ce fut la première capitale du pays entre 1129 et 1255, avant d'accueillir la magnifique Université de Coimbra, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2013. Pourtant, même avant cette inscription, le conseil municipal de Coimbra a piloté une série d'initiatives visant à préserver le caractère historique de la ville et à restaurer son environnement naturel. Entre 1999 et 2011, de nombreux bâtiments historiques, parmi lesquels le couvent São Francisco, la Sé Nova (Nouvelle cathédrale), le monastère Santa Cruz et le cloître Manga et, plus récemment, le monastère Santa Clara-a-Velha ont été restaurés et ont retrouvé leur prestige d'antan. L'inauguration du parc de Mondego en 2004 a été une grande étape vers la revitalisation du bassin fluvial ; et les efforts qui se poursuivent pour transférer l'ancien hôpital dans la périphérie urbaine ont déjà permis de réduire considérablement les encombrements dans le centre historique. D'autres projets, tels que le développement et la restauration de la *Casa da Escrita* (La Maison de l'écriture), du théâtre Cerca de São Bernardo et le théâtre Gil Vicente, ainsi que la création de l'Atelier municipal du théâtre, sont venus élargir l'offre culturelle de Coimbra.

Malgré ces efforts il reste encore du travail dans le centre historique de la ville, notamment pour faire face au vieillissement de la population locale et au dépeuplement du centre-ville. Les bâtiments de la rue Sofia et certains immeubles du centre-ville doivent absolument être réparés ; et le nombre limité d'hôtels et de programmes touristiques intégrés est un frein pour l'industrie du tourisme de la ville. Toutefois, une nouvelle vision de l'avenir de Coimbra, s'appuyant sur les points forts de la ville, est en train de voir le jour. Depuis peu, les autorités municipales présentent Coimbra comme une « ville de santé » et une « ville de savoir ». En ce qui concerne la culture, cette stratégie repose sur : la création d'un rapport de continuité entre les différents sites historiques de Coimbra, en garantissant les facilités d'accès et les horaires d'ouverture ; la restauration des bâtiments de la rue Sofia et du centre-ville, auxquels de nouveaux rôles seront attribués ; et l'élaboration d'un programme culturel spécifique au centre historique, avec des itinéraires et des parcours thématiques pour les touristes. La mise en œuvre de ces stratégies renforcera l'identité culturelle de Coimbra – en faisant la promotion du tourisme durable et en préservant son patrimoine plusieurs fois centenaire.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 3

Aujourd'hui l'Europe est presque totalement urbanisée, même si les niveaux de densité varient. La population de la région est estimée à 750 millions de personnes, dont 500 millions de citoyens de l'Union européenne. Les réseaux

des villes se recoupent et forment le cadre territorial de ce « continuum urbain ». Les capitales et les métropoles abritent entre 1 et 10 millions d'habitants. Ces centres politiques, culturels et économiques sont des modèles de régénération urbaine pour les autres villes, car ils ont vécu des transformations urbaines exceptionnelles. Certaines de ces villes sont maintenant ce qu'on appelle des villes mondiales, qui concentrent de nombreuses activités internationales dans les secteurs de la finance et de la communication. Comptant entre 100 000 et 1 million d'habitants, les villes moyennes se caractérisent par leur spécialisation fonctionnelle, leur société multi-ethnique et la richesse de leur vie culturelle et sociale. Ces plateformes locales et nationales jouent souvent un rôle politique, culturel ou économique ; notamment parce qu'elles accueillent certaines activités économiques ou disposent de ports. La plupart d'entre elles englobent des quartiers historiques importants, des musées et des secteurs créatifs et culturels dynamiques. La troisième catégorie, les petites villes, sont construites autour d'un réseau dense et uniforme, déterminé par leur taille humaine et le lien naturel qu'elles entretiennent avec leur environnement. Dans le Sud de l'Europe, beaucoup d'entre elles datent de l'époque gréco-romaine.

## LE PATRIMOINE URBAIN : UN CONCEPT EUROPÉEN AU CŒUR DES IDENTITÉS URBAINES

L'Europe est l'une des régions dans lesquelles la notion de patrimoine s'est développée en premier. Tout au long de son histoire, les villes qui la composent se sont toujours adaptées pour répondre aux nouveaux besoins sociaux et économiques, en reconstruisant ou en réhabilitant les structures existantes. La réinterprétation du passé a aussi été essentielle pour la légitimation des pouvoirs politiques, la consolidation de l'unité nationale et la revitalisation des identités nationales. Après la Révolution française, la culture et le patrimoine sont devenus des éléments fondamentaux de l'éducation civique, dont l'objectif était de former des citoyens autonomes et égaux. Faire connaître l'Histoire au grand public a été érigé au rang de priorité ; et de grands musées publics ont été inaugurés vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour favoriser cette démarche de démocratisation.

La prise de conscience de l'importance de la protection du patrimoine a progressé à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'effet des transformations radicales du paysage urbain causées par la révolution industrielle. La destruction de grandes zones du tissu urbain a fait réagir la société civile – aussi bien les habitants que l'élite intellectuelle. L'opposition aux théories modernistes est née au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et s'est intensifiée dans les années 1950. L'étude du patrimoine s'est donc généralisée parallèlement à l'émergence de théories du développement urbain, car

Opéra d'Oslo, Oslo (Norvège)  
© Andrey Emelyanenko/Shutterstock.com\*



l'impact de la planification moderniste a encouragé une réflexion sur les priorités en matière de sauvegarde. Petit à petit, des instruments de protection ont été élaborés – d'abord sur la base des pratiques dans le domaine de l'archéologie – et ont formé la base des différentes conceptions du patrimoine urbain et des cadres juridiques s'y rapportant.

Les fondements méthodologiques de la conservation et de la régénération urbaines contemporaines ont été élaborés dans les années 1960, à l'époque où des plans visant à revitaliser d'anciens centres urbains voyaient le jour en Europe de l'Ouest. La destruction causée par la Seconde Guerre mondiale, les politiques d'élimination des bidonvilles et une forte opposition à des projets de lotissements, ont motivé un intérêt renouvelé pour les zones urbaines historiques. Par-delà la restauration des bâtiments, ces programmes portaient surtout sur l'amélioration de la qualité de vie et des conditions d'hébergement. Ils ont aussi favorisé la mise en place de cadres juridiques, d'outils spécifiques d'aménagement urbain et d'instruments financiers dédiés au patrimoine urbain ou encore, plus généralement, l'inclusion de la protection du patrimoine dans ces instruments. Ces expériences se sont ensuite généralisées à travers toute l'Europe de l'Ouest en suivant plusieurs modèles différents au cours des décennies qui ont suivi, avant d'atteindre l'Europe de l'Est dans les années 1990. Parmi les villes pionnières citons Bologne (Italie), Lyon (France) et Bruges (Belgique). Elles ont été lancées en réaction à de grands projets d'infrastructures tels que l'autoroute urbaine de Lyon ou le périphérique de Bruges, inspiré de l'exemple britannique.

Le domaine du patrimoine urbain s'est peu à peu élargi pour englober de nouveaux concepts et de nouvelles catégories. L'aspect territorial de la protection du patrimoine est progressivement passé d'une approche centrée sur les monuments à la prise en compte de zones et des paysages urbains plus étendus. Le patrimoine était davantage considéré comme un élément d'un contexte socio-économique dynamique, l'accent étant mis sur les populations et les communautés. Des méthodologies spécifiques ont été développées afin de gérer les évolutions économiques et sociales des zones historiques et de limiter les effets du processus de gentrification. L'approche typo-morphologique originaire d'Italie ou les plans de sauvegarde des zones historiques initiés en France en sont quelques exemples. De nouvelles catégories de patrimoine ont fait l'objet d'une considération accrue, parmi lesquelles des bâtiments industriels et des éléments urbains délabrés datant des années 1950 et des décennies suivantes. Ce sont ces éléments qui ont inspiré des politiques de régénération dans les périphéries urbaines.

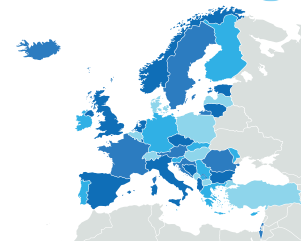
Les villes européennes représentent désormais le plus grand ensemble de patrimoine urbain du monde. La plupart des centres historiques ont été rénovés avec succès, dans le cadre de programmes incluant la restauration des

structures bâties, l'amélioration des conditions d'hébergement et la revitalisation des activités commerciales. Des bâtiments et des zones historiques sont toujours utilisés à des fins publiques et continuent donc d'être adaptés en fonction des nouveaux besoins économiques et sociaux. Le patrimoine urbain est également un vecteur majeur pour le secteur du tourisme culturel, qui joue un rôle important dans l'économie de plusieurs pays européens.

Dans l'ensemble, comparé à celui d'autres régions, le patrimoine urbain européen est relativement bien conservé. La plupart des centres historiques européens jouent encore un rôle crucial en tant que moteur de l'économie de leur ville. Quelques villes, comme Naples (Italie), font figure d'exceptions car leurs quartiers historiques sont encore marqués par la pauvreté, à laquelle s'ajoutent des problèmes de gouvernance. Dans d'autres, la conservation urbaine est entravée par des conflits institutionnels ou des problèmes de gouvernance. Dans ces territoires plus fragiles, l'étalement urbain et la spéculation foncière sont des menaces à la conservation du patrimoine urbain. Toutefois, en dehors de ces situations spécifiques, les politiques de conservation et de régénération urbaines sont parvenues, dans la plupart des cas, à préserver ou à rénover les quartiers historiques. Dans les villes européennes, les difficultés relèvent donc plus souvent de transformations inadéquates que d'un manque de rénovation.

Le rapport entre patrimoine urbain et identités culturelles est parfois ambigu. Dans un contexte où les identités régionales et locales sont diverses et fortes, les approches de l'identité culturelle sont complexes et ont de nombreuses facettes. La défense des identités locales forgées par l'histoire a parfois eu pour effet d'exclure les nouvelles communautés, notamment les migrants et les étrangers. L'industrie du tourisme a, dans certains cas, conduit à l'expulsion des communautés locales de leurs habitations d'origine. C'est pourquoi des stratégies alternatives doivent être étudiées pour que les identités culturelles soient davantage reconnues, notamment en privilégiant la notion d'« appartenance » plutôt que celle d'identité.

Le patrimoine urbain a également été un outil de stimulation du dialogue interculturel. La reconstruction du patrimoine urbain de Mostar (Bosnie-Herzégovine) – et en particulier du Stari Most, pont entre la communauté bosniaque et la communauté croate – fait partie des exemples les plus emblématiques d'interventions liées au patrimoine après un conflit (voir l'Étude de cas 64). Le centre *Architecture Dialog Art* (ADA) est une plateforme de dialogue entre les communautés et élabore des projets de régénération impliquant les trois groupes ethniques. Les projets portant sur le patrimoine peuvent aussi devenir des occasions de dialogue avec les migrants, comme pour la régénération du parc Superkilen de Copenhague (Danemark), qui rassemble des objets choisis par les communautés de migrants voisines (voir l'Étude de cas 81).



## PLUSIEURS SYSTÈMES DE GOUVERNANCE NATIONAUX DANS UN CADRE RÉGIONAL FORT

En Europe, les pouvoirs publics sont des acteurs clés de la conservation urbaine, en particulier ceux travaillant dans le domaine de la protection du patrimoine ou de l'urbanisme. La plupart des pays disposent d'une institution nationale dédiée qui supervise la protection du patrimoine, ainsi que d'organismes décentralisés. En ce qui concerne la régénération urbaine, l'élaboration de la réglementation et des plans

généraux incombent à l'État central, tandis que les autorités locales et les acteurs privés sont chargés de leur mise en œuvre. Dans certains pays tels que la France, des organismes internes municipaux jouent un rôle essentiel dans la conception des programmes. Les agences nationales financent les autorités locales dans la plupart des pays. Un arsenal d'instruments opérationnels a été mis au point, incluant notamment des droits de préemption, des évaluations de l'impact des plans de développement sur le patrimoine et des mesures fiscales en faveur de la régénération urbaine.

### ÉTUDE DE CAS 15

Oslo (Norvège)

#### Rétablir le lien entre la ville et son environnement naturel tout en redécouvrant son patrimoine urbain



Oslo, la capitale de la Norvège, est la plus ancienne capitale de Scandinavie, puisque ses premiers sites ont plus de 1 000 ans. Aujourd'hui la zone métropolitaine compte un million d'habitants. La structure urbaine d'Oslo est le résultat de la superposition de multiples strates historiques, dont une portion médiévale datant de la fondation de la ville – le quartier Christiania – qui a été reconstruite selon un plan bien ordonné après avoir été dévastée par un incendie au XVII<sup>e</sup> siècle ; et le port industriel qui s'est développé pendant la Révolution industrielle. Conséquence de l'usage traditionnel et répandu de matériaux de construction renouvelables, en particulier de bois, à Oslo le système de préservation urbaine est plutôt bien établi. Il reste toutefois un défi à relever en la matière : la relation de la ville avec son environnement naturel. Malgré son emplacement – au creux du fjord et traversée par la rivière Akerselva – la ville est depuis longtemps « éloignée » de l'eau, car les zones côtières sont réservées aux activités liées au commerce et au transport. Toutefois, au cours des dernières décennies, d'importants efforts ont été faits pour rétablir le lien entre la ville et son environnement naturel, offrant ainsi une nouvelle perspective sur son patrimoine urbain aux multiples facettes.

Depuis quelques années, des plans de régénération à grande échelle ont porté des projets phares devant agir comme des catalyseurs pour la poursuite des travaux de régénération et pour la création d'instruments ambitieux de marketing urbain. Ces projets faisaient également une priorité de la préservation des éléments authentiques de la structure urbaine et favorisaient la présence d'un grand nombre de logements. Exemple marquant parmi d'autres, la construction du nouvel opéra d'Oslo dans le quartier de Bjorvika en 2008 a stimulé un processus de régénération dans cette ancienne zone industrielle délabrée en y attirant d'autres intérêts et investissements publics. Cela a progressivement conduit à l'amélioration des espaces publics et à la rénovation des bâtiments existants. De même, la transformation de l'ancienne gare de l'Ouest, qui est devenue le nouveau Centre Nobel de la Paix, et le remplacement de l'autoroute de Bjorvika par un tunnel ont déclenché la régénération de la place historique de Christiania et la rénovation du front de mer. Ces travaux ont à leur tour donné lieu à une nouvelle interprétation du patrimoine urbain. La création du parc médiéval, qui présente les vestiges des anciennes structures et reproduit les évolutions de la ville, ainsi que l'inauguration du musée des arts populaires norvégiens – un musée en plein air regroupant 155 maisons traditionnelles – font partie des résultats remarquables de ces efforts de régénération.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

Les gouvernements locaux sont très impliqués dans les efforts de régénération urbaine et, dans une moindre mesure, dans la conservation urbaine. La décentralisation appliquée dans toute la région a transféré aux autorités locales les responsabilités concernant la planification et le développement urbain mais aussi, parfois, la protection et l'identification du patrimoine. Les 45 pays de la zone d'étude comptent environ 300 autorités régionales aux dimensions et aux niveaux d'autonomie variés, régies par des modèles institutionnels différents. Les autorités régionales et locales sont responsables de la préservation du patrimoine dans le cadre de leurs mandats respectifs concernant la planification de l'occupation des sols. D'autres entités territoriales, dont les communautés métropolitaines ou les agences territoriales, pèsent aussi sur les politiques portant sur le patrimoine au niveau régional ou local. Ce système institutionnel complexe est en partie le fruit de la stratification des civilisations et des pouvoirs à travers les époques, qui expliquent également la complexité et la superposition des identités à l'échelle locale, régionale et nationale.

La plupart des activités de régénération et de conservation urbaines sont financées par des organismes publics. L'État-providence est un élément central de la plupart des systèmes politiques européens ; ces principes sont donc inscrits au cœur des politiques culturelles. Par conséquent, la plupart des institutions culturelles sont publiques ; ou bien privées et financées par des fonds publics. Les infrastructures éducatives et culturelles sont souvent étroitement liées. Ce système de « providence culturelle » évolue, sous l'effet des technologies de l'information. Le système de la providence dans son ensemble est remis en question par la crise économique et l'impact de la mondialisation. Outre des fonds, l'État fournit également dans plusieurs pays des incitations aux propriétaires locaux. On constate également une implication croissante du secteur privé, notamment par le biais des programmes de responsabilité sociale des entreprises.

Les législations nationales relatives à la conservation urbaine s'appuient sur diverses approches conceptuelles et concernent à la fois les monuments et les zones protégées. La législation sur les paysages est particulièrement pertinente. Dans toute l'Europe, les centres urbains sont protégés comme des éléments du patrimoine culturel, tout comme les paysages ou, dans certains cas, les ensembles urbains. Le champ de cette protection est très variable ; et dans certains pays tels que l'Italie ou la France il inclut les lieux publics. Une large gamme de mesures de conservation a été mise au point, parmi lesquelles des normes de construction et des mesures fiscales. La législation en matière d'aménagement urbain intègre la notion des zones de conservation, dans lesquelles des règles peuvent être appliquées concernant la densité, la hauteur, le taux

d'occupation des sols ou d'autres critères. Les législations nationales concernant la régénération urbaine portent non seulement sur la restauration des centres historiques mais ciblent également de nouveaux objectifs relatifs à la protection de l'environnement, au développement économique, au commerce et à la mobilité.

#### ÉTUDE DE CAS 16

Čair (ex-République yougoslave de Macédoine)

### Promouvoir le respect des droits de l'homme grâce au théâtre



Le projet *Democracy through Theatre* (DTT, Démocratie grâce au théâtre) a pour but d'encourager un échange réciproque d'expériences, de compétences et de connaissances sur les droits de l'homme, la démocratie et l'égalité. DTT est le fruit d'un processus lancé en 2006 par les municipalités de Botkyrka (Suède) et de Čair (ex-République yougoslave de Macédoine), deux villes aux nombreux points communs. Botkyrka a reçu un soutien financier de l'Institut suédois pour réaliser une étude préliminaire sur un projet portant sur la démocratie et les droits de l'homme en coopération avec Čair. Cette étude a révélé qu'un renforcement de la démocratie et des connaissances sur le sujet serait bénéfique pour la ville de Čair. Les deux villes ont donc décidé de passer par le théâtre et la danse pour développer la démocratie locale, au moyen d'activités collaboratives et de spectacles destinés aux jeunes. Les enseignants, les directeurs d'écoles et les représentants municipaux prennent également part au projet et peuvent ainsi découvrir comment les jeunes envisagent leur participation à la société. Le projet met à profit l'expérience de Botkyrka, qui permet à ses jeunes d'offrir un exemple positif aux jeunes de Čair. Par le biais d'activités informelles, les jeunes et les adultes peuvent échanger leurs points de vue et mieux comprendre les problématiques des droits de l'homme, de la démocratie et de l'égalité.

Source : Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR

Le cadre juridique et politique concernant la conservation et la régénération urbaines porte sur un grand nombre de problématiques et inclut des plans de gestion des risques (notamment pour les bassins de rétention des eaux), des mesures de gestion d'urgence et des restrictions pour les constructions dans les zones à risques. Aux niveaux local et national, plusieurs lois et mécanismes ont été mis en place pour traiter ces questions. Dans de nombreux pays, le paradigme est passé d'une gestion des risques sur le plan technique à une approche plus globale, notamment en ce qui concerne les risques de crue. La protection des biens culturels fait partie des principaux objectifs des plans d'urgence. Dans de nombreux pays, les évaluations stratégiques de l'environnement prennent en compte les risques susceptibles d'endommager des biens du patrimoine culturel.

En Europe, la gouvernance urbaine est étroitement liée au cadre de l'Union européenne et aux accords bilatéraux que celle-ci conclut avec les pays de la région. Le cadre politique normatif a joué un rôle primordial dans le domaine de la conservation et la régénération urbaines. Il comporte tout un ensemble de textes non contraignants sur la culture et les zones de protection du patrimoine, qui ont été organisés

sous la forme de nombreuses résolutions depuis les années 1970 et sont reprises dans l'Agenda européen de la culture. Si certains projets pilotes menés dans les villes ont donné des résultats intéressants, leur intégration dans les pratiques nationales reste limitée, la politique européenne sur la protection du patrimoine étant entravée par un manque de continuité. Le récent rapport *Getting heritage to work for Europe* (Le patrimoine culturel au service de l'Europe, Commission européenne, 2015) recommande que l'Union Européenne s'engage dans la promotion d'une utilisation innovante du patrimoine culturel afin de stimuler la croissance économique, d'encourager l'intégration et de contribuer au développement durable.

#### ÉTUDE DE CAS 17

Hambourg (Allemagne)

### Mettre à profit le passé commercial du front de mer pour le régénérer

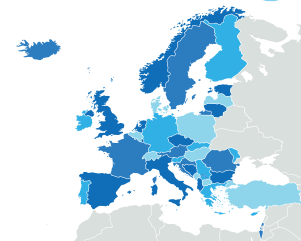


Avec ses 1,8 million d'habitants, Hambourg est l'une des plus grandes villes portuaires d'Europe, dont le remarquable paysage urbain a été façonné par le commerce. Premier site du patrimoine mondial d'Hambourg, la Speicherstadt et le quartier Kontorhaus avec la Chilehaus, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2015, est emblématique de cette histoire. La Speicherstadt est l'un des plus grands complexes d'entrepôts portuaires historiques unifiés au monde, et le Kontorhaus, qui date des années 1920, est le plus ancien quartier d'affaires du continent. Si ce riche patrimoine attire les touristes – et contribue ainsi à l'économie de la ville – les défis que représentent la présence de sans-abri et la gentrification restent importants.

Pour relever la ville d'Hambourg a lancé plusieurs grandes initiatives ; dont Hafencity, l'un des plus vastes projets de régénération urbaine en Europe puisqu'il couvre 2,2 km<sup>2</sup> du vieux port. Il a pour objectifs de réhabiliter les entrepôts portuaires, de restaurer le quartier historique et de renforcer l'identité d'Hambourg en tant que ville maritime. À ce jour, Hafencity respecte presque tous les 10 principes pour le développement durable des fronts de mer urbains définis en 2000 par la Conférence mondiale des Nations Unies Urban 21 et est perçu comme un ajout positif aux efforts visant à améliorer la qualité de vie urbaine dans son ensemble.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

Le cadre politique européen promeut de plus en plus des approches intégrées de la conservation et de la régénération urbaines. Le rôle de la culture en tant qu'atout stratégique pour le développement durable est reconnu par l'ensemble des documents qu'elle produit, parmi lesquels les conclusions du Conseil européen 2014, en particulier pour son rôle économique dans la régénération des zones urbaines et rurales. Le développement urbain durable est défini comme une démarche mettant en avant la qualité architecturale et encourageant la conversion ou la réhabilitation des terrains et des bâtiments existants. L'architecture tient un rôle particulier car elle contribue clairement à la culture des villes et au développement urbain durable, comme en témoignent les conclusions du Conseil européen 2008. La Charte de Leipzig sur la ville européenne durable de 2007, insiste également sur l'importance de la culture pour la mise en place d'un cadre intégré de développement urbain.



Hambourg (Allemagne)  
© SergiyN/Shutterstock.com\*

La législation européenne a également un impact direct sur la conservation et la régénération urbaines. Le cadre juridique relatif au développement urbain, et en particulier la résolution adoptée en 2014 par la Commission européenne, souligne les principes clés du programme urbain pour les villes européennes. Le développement urbain est soutenu par des politiques régionales européennes et plusieurs politiques sectorielles encadrant les domaines de l'énergie, de l'environnement, du climat et de la culture. La législation sur l'efficacité énergétique favorise la rénovation des bâtiments existants. La conservation urbaine est également un aspect de la législation environnementale, qui met l'accent sur la prise en compte du patrimoine culturel dans les évaluations de l'impact environnemental. Depuis 2014, le cadre juridique en matière de finances considère la culture et le patrimoine comme une catégorie nouvelle à part entière.

Les Conventions culturelles de l'UNESCO ont été transcrites dans les politiques européennes relatives au patrimoine culturel et aux industries créatives, même si l'Union européenne elle-même n'en a ratifié qu'une – la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Les initiatives européennes complètent les principales actions de l'UNESCO. Le label du patrimoine européen, par exemple, a pour objectif la promotion du patrimoine ; tandis que la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel porte davantage sur le volet protection. Plusieurs conventions européennes, telles que la Charte européenne du patrimoine architectural et la Convention européenne du paysage, complètent également les Conventions culturelles de l'UNESCO. À l'échelle nationale la plupart des États ont ratifié les Conventions de l'UNESCO et les ont mis en œuvre par le biais des législations nationales existantes. Certains pays disposent d'une législation dédiée au patrimoine mondial. Les plans de gestion des sites sont préparés par l'État ou par un organisme local spécifique, et leurs objectifs en matière de protection et de développement ont un impact direct sur la préservation et la régénération urbaines.

Il existe plusieurs mécanismes régionaux de financement. Le Fonds européen de développement régional est dédié à la création d'emplois, à la croissance économique et au développement durable. La Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque de développement du Conseil de l'Europe investissent dans la gestion et la conservation du patrimoine, notamment en ce qui concerne les biens du patrimoine mondial et d'autres sites historiques ; en faisant de l'amélioration de la qualité de vie dans les zones urbaines une priorité. Le Soutien communautaire

conjoint pour un investissement durable dans les zones urbaines (JESSICA) a été créé par la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque de développement du Conseil de l'Europe afin de financer la régénération urbaine, et elle inclut le patrimoine dans son champ d'action. La Banque mondiale cible en particulier l'Europe du Sud-Est en traitant les questions liées aux services sociaux, à l'environnement et à l'engagement civique.

L'Europe compte de nombreux réseaux régionaux et nationaux impliqués dans la conservation et la régénération urbaines. Leurs efforts portent surtout sur les activités de plaidoyer, l'échange de meilleures pratiques et le renforcement des capacités. Europa Nostra, la principale ONG européenne consacrée au patrimoine, a participé à l'élaboration de plusieurs documents politiques majeurs et a lancé ses propres initiatives (parmi lesquelles l'Alliance pour le patrimoine européen). Le réseau URBACT rassemble 200 villes et met à l'honneur des solutions intégrées aux défis urbains ainsi que de nouvelles approches de gestion des villes historiques. L'Association européenne des villes et régions historiques (EAHTR), le Forum des villes historiques (HTF) et le Réseau du patrimoine européen (HEREIN) contribuent également au partage d'expérience ; notamment grâce à la base de données sur les politiques en matière de patrimoine tenu par l'HEREIN. Les associations nationales regroupant les villes historiques, dont beaucoup sont nées après la Seconde Guerre mondiale, sont aussi actives dans de nombreux pays et participent à la gestion des zones protégées à travers des actions de recherche et de plaidoyer, avec des approches déterminées en fonction des expériences nationales.

La région dispose également d'un important réseau d'instituts de formation et d'institutions culturelles dédiées à la conservation et la régénération urbaines, parmi lesquels le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM). Au niveau européen, plusieurs programmes mettent à disposition des lieux de formation, notamment les programmes Régénération des sites européens dans les villes et les environnements urbains et Normes européennes pour la formation professionnelle en régénération urbaine, qui ont établi le cadre des études professionnelles dans le domaine de la régénération urbaine.

## UNE APPROCHE À PLUSIEURS NIVEAUX POUR UNE VILLE CRÉATIVE ET ACCUEILLANTE POUR LES TOURISTES

Péter Szegvári, Conseiller principal du maire de Budapest (Hongrie)

Le développement économique de Budapest est essentiel à la compétitivité de la Hongrie. La ville produit environ 40 % du PIB, et le PIB par habitant y atteint 230 % de la moyenne nationale. Budapest joue un rôle fondamental dans la performance économique du pays.

La ville jouit d'une réputation internationale et est une « marque touristique » : son emplacement, son architecture, ses thèmes, ses événements culturels, ses caractéristiques naturelles et sa gastronomie offrent aux visiteurs une expérience spéciale et unique. Cette expérience sera encore optimisée par le développement des liaisons avec l'aéroport, l'amélioration du port pour qu'il accueille les bateaux de croisière, l'augmentation des informations fournies aux touristes aux principaux points d'entrée, le développement d'infrastructures touristiques professionnelles et l'amélioration des conditions de stationnement et de circulation. Budapest est une ville où il fait bon faire la fête, la capitale européenne du « cool ». Le marketing urbain est un sujet relativement nouveau pour Budapest, mais la ville peut mettre en avant la culture pour attirer les touristes, notamment par le biais d'événements culturels et grâce à son statut de Ville créative de design de l'UNESCO.

Dans le cadre de la stratégie de Budapest pour le développement urbain durable, nous avons adopté une approche macro-régionale liée à la Stratégie de l'UE pour la région du Danube, qui couvre 14 pays et plus de 150 millions d'habitants. La planification et la programmation sont guidées par le principe d'une « gouvernance à plusieurs niveaux reposant sur des partenariats », qui suppose de mettre en place des partenariats verticaux et horizontaux entre

plusieurs institutions gouvernementales locales, régionales, nationales et européennes. Le programme Budapest 2030, adopté par l'Assemblée générale de Budapest, vise à en faire une ville innovante et créative au moyen d'un plan stratégique portant sur la création d'un environnement multiculturel et le renforcement des industries créatives. Au XXI<sup>e</sup> siècle, Budapest doit renouveler et améliorer son positionnement sur le marché, le bien-être de ses habitants, sa compétitivité territoriale et sa durabilité. Notre stratégie en faveur du développement durable est donc basée sur l'innovation, la recherche et l'éducation.

Pour l'élaboration et la mise en œuvre de notre stratégie culturelle, les maîtres-mots sont coopération et concurrence. Nous menons ce projet à bien en collaborant avec des institutions innovantes, des groupements, des consortiums et des agences commerciales ; et en utilisant des instruments financiers spécifiques. Les dirigeants de Budapest s'efforcent de mettre en place un écosystème innovant pour les industries créatives et culturelles, et fournissent des mesures d'incitations pour les startups et les PME sur les marchés locaux et internationaux. Plusieurs projets sont menés selon la méthode de la « triple hélice » (mise en relation du secteur public, du monde de la recherche et des entreprises) pour créer un environnement propice à l'innovation. Parmi les activités réussies, on peut noter la régénération du patrimoine culturel bâti et les investissements dans la réhabilitation des friches : par exemple, une usine à gaz a été transformée en centre de design, le vieux port sur le Danube est devenu un centre culturel et les bâtiments du zoo sont chauffés à l'énergie thermique.

## STRATÉGIES DE RÉGÉNÉRATION URBAINE : L'EXPÉRIENCE EUROPÉENNE

Au cours des 30 dernières années, un vaste processus de régénération a eu lieu dans les villes européennes. La plupart des politiques de régénération urbaine se sont attachées non seulement à la rénovation physique mais aussi à la résolution d'un grand nombre de problèmes sociaux, économiques et environnementaux, créant ainsi un « effet boule de neige » positif. Bien que la plupart des pays aient été confrontés aux mêmes défis durant cette période – évolution démographique, désindustrialisation, impacts de la mondialisation, etc. – ils avaient des priorités différentes. Certains, comme la Pologne, se sont concentrés sur la réhabilitation des terrains et des bâtiments désaffectés tandis que d'autres ont mis l'accent sur l'emploi et le marketing urbain. En France, la priorité a été donnée à la lutte contre l'exclusion sociale et l'Allemagne s'est engagée en faveur de la réduction des inégalités spatiales. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

les politiques insistent particulièrement sur l'efficacité de l'occupation des sols.

Ces politiques s'accompagnent souvent de réinvestissements dans les espaces publics afin d'améliorer la qualité de vie et de renforcer les identités urbaines. Diverses stratégies ont été adoptées par les villes européennes pour revitaliser les espaces publics. Les stratégies de régénération ont amélioré l'usage de l'espace social grâce à des travaux d'amélioration ou en optimisant les connexions entre les différents espaces. Les fronts de mer ont été largement réhabilités en lieux de culture et de loisirs, en particulier dans le cadre de stratégies de marketing urbain plus globales (voir l'Étude de cas 85). La construction ou la modernisation des infrastructures de transport, comme les lignes de tramway, ont aussi fait partie des moyens employés pour régénérer les espaces publics. La revitalisation des parcs et des espaces verts, souvent associée à la rénovation des biens historiques ou des structures industrielles, a créé de nouveaux espaces de loisirs tout en préservant la biodiversité locale.

### ÉTUDE DE CAS 18

Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

#### Des acteurs aux intérêts divers collaborent pour la régénération urbaine



Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, est la capitale de l'Écosse depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Cette ville abrite la plus forte concentration de bâtiments classés au Royaume-Uni, Londres mise à part, et le plus grand nombre de sites du patrimoine bâti en Écosse. C'est donc en grande partie au patrimoine bâti qu'Édimbourg doit son caractère unique.

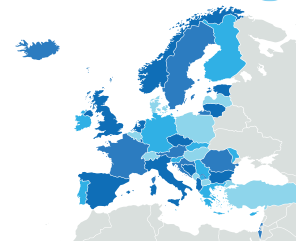
La fin des années 1960 a marqué un changement radical de la perception de la valeur sociale, économique et environnementale du patrimoine de la ville. Des investissements à long terme dans le tissu historique urbain ont posé les bases des processus de régénération, soutenus par le secteur public et privé au travers d'actions intégrées portant aussi bien sur les structures architecturales et urbaines que sur les constructions nouvelles. Plus de 4 000 bâtiments historiques sont des résidences appartenant à des particuliers. Les problématiques actuelles concernant les logements privés sont traitées grâce à des partenariats et des outils financiers spécifiques. L'association d'acteurs divers au sein d'un cadre de gouvernance à plusieurs niveaux a donné lieu à des partenariats essentiels aux stratégies de réhabilitation du patrimoine bâti, aspect majeur du développement durable de la ville.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

Les stratégies de régénération urbaine ont aussi été mises à profit par les « générateurs de culture » tels que les musées et les événements culturels, qui ont stimulé la revitalisation des espaces publics et contribué à la démarche de marketing territorial. Cette stratégie s'est révélée déterminante pour transformer les périphéries urbaines en déclin et les anciennes zones industrielles, car elle a dopé la croissance économique en réhabilitant de manière innovante des bâtiments industriels désaffectés. Cette



Amsterdam (Pays-Bas)  
© Alex Kourotchkin/Shutterstock.com\*



réutilisation flexible, temporaire ou partielle, est de plus en plus souvent envisagée pour favoriser les développements aux usages mixtes. Ces programmes sont souvent financés par une variété de mécanismes impliquant à la fois les investisseurs privés et les municipalités, et reposent sur des dispositifs juridiques innovants. Ces dix dernières années, l'adaptation des structures existantes aux nouvelles normes énergétiques et aux nouvelles technologies a fait l'objet d'une attention particulière. Un programme de rénovation pour les bâtiments et les espaces publics a ainsi été enclenché. Le patrimoine urbain et la créativité sont devenus des secteurs dominants dans des pays comme la France ; et jouent un rôle essentiel dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est ou du Nord comme la Slovaquie, la Croatie et le Danemark. Dans les zones marginalisées moins exposées à l'industrie du tourisme, comme l'intérieure de la Calabre (Italie) ou les Balkans, les efforts de conservation urbaine ont donné lieu à une régénération plus sporadique.

La régénération urbaine est fortement encouragée par les stratégies et les cadres adoptés par l'Union européenne. Bien que cette notion n'ait pas été définie clairement au niveau européen, elle est devenue une priorité et un thème important de la coopération entre les États membres. La Commission européenne a joué un rôle majeur dans la conception d'approches innovantes, intégrées et spécifiques à chaque territoire. Ces dernières ont influencé la majorité des politiques nationales, notamment dans l'Europe du Sud où les approches intégrées de la régénération urbaine sont rares. Les objectifs stratégiques de la régénération urbaine incluent la prospérité économique, l'inclusion sociale et l'amélioration de l'environnement urbain. L'accent est mis en particulier sur la gouvernance et la participation des citoyens. Plusieurs programmes ont été élaborés, dont l'Agenda européen pour la culture/Programme de travail pour la période 2015-2018 et le Rapport sur la régénération urbaine portée par le patrimoine (the Heritage-Led Urban Regeneration Report). Le développement urbain est mis en œuvre par le biais des Projets pilotes urbains et des Initiatives communautaires urbaines I et II, qui favorisent des stratégies innovantes en faveur de la régénération durable des villes petites et moyennes et des zones urbaines en difficulté. Parmi les autres initiatives, citons « Le Patrimoine culturel compte pour l'Europe », programme de sensibilisation aux avantages que représente le patrimoine culturel ; le programme Europe créative 2014-2020 ; et les « Capitales européennes de la culture », programme qui traite directement de la culture dans le cadre de stratégies de développement urbain.

Divers cadres institutionnels et opérationnels régissent la mise en œuvre des politiques de régénération urbaine. Certains pays donnent un rôle majeur aux autorités locales.

En Allemagne et en Espagne, ces politiques sont appliquées par les régions, tandis qu'elles sont dirigées par les municipalités en Suède, en Norvège et en Finlande. Des mécanismes innovants ont été conçus, parmi lesquels les entreprises sociales créées au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et au Portugal qui permettent à des sociétés publiques spécialisées dans la régénération urbaine de proposer des conditions incitatives aux propriétaires privés et de favoriser des interventions complètes. En France et en Italie, quelques municipalités ont adopté le système de la vente à un euro : des biens immobiliers inoccupés ou abandonnés sont vendus pour des montants symboliques afin d'encourager leur régénération.

« **Les paysages urbains ne sont pas et ne seront jamais achevés. Certains éléments restent quasiment inchangés à partir de la fin de leur construction, car il serait impensable d'y toucher – mis à part les travaux de maintenance, comment améliorer la place Saint-Marc de Venise, la place Saint-Pierre de Rome ou le Royal Crescent de Bath ? Mais d'autres ont grandement besoin d'être rénovés : les taudis du quartier de l'East End à Londres, les maisons adossées de Leeds et Bradford, et les rues encombrées et embouteillées de bon nombre de centres urbains. Entre ce qui doit être préservé et ce qui doit être renouvelé, une troisième catégorie regroupe les éléments dont la qualité et l'utilité sont plus ou moins discutables. L'étude de ces paysages urbains vise à définir les limites de la préservation et des changements pour ces éléments et à déterminer quand et comment les éventuels changements devraient être effectués.**

Gerald Burke, auteur

Ces politiques de régénération ont directement contribué à la réalisation des programmes de développement urbain durable. La réactivation des structures existantes et le développement de nouveaux services urbains, fruits de la réhabilitation d'anciens bâtiments, ont permis de limiter l'étalement urbain et d'augmenter la densité de population. Cela a également favorisé le maintien dans le cœur des villes des entreprises et des infrastructures locales, l'expansion des centres commerciaux en périphérie étant ainsi jugulée. Cette approche peut être particulièrement bénéfique pour les zones urbaines marginalisées, telles que les établissements informels. La régénération urbaine a également mis en avant les moyens de transport « doux », comme la marche ou le vélo. Ainsi, les villes européennes sont aujourd'hui nettement moins dépendantes de l'automobile (voir l'Étude de cas 56).

Toutefois, la régénération urbaine doit encore être renforcée, car la crise financière de 2008 et les déficits publics qui se creusent ont freiné la dynamique de régénération. En Europe, les autorités nationales et locales ont développé une vision globale de la conservation et de la régénération urbaines – qui englobe les aspects physiques, économiques et sociaux – mais la volonté politique est encore insuffisante. Les stratégies de création d'emplois ont ciblé les secteurs traditionnels de l'industrie et des services plutôt que les industries culturelles et créatives, malgré le grand potentiel de croissance de ces dernières. Les mécanismes de coordination régionale doivent être renforcés pour mettre cette vision en avant.

## POUR AVANCER : FEUILLES DE ROUTE POUR DES STRATÉGIES BASÉES SUR LA CULTURE

La conservation urbaine apporte une contribution importante au débat sur la durabilité des villes, les questions liées au patrimoine et à l'environnement étant de plus en plus intégrées aux politiques urbaines. La reconstruction du lien entre la ville et son environnement naturel et agricole – par la promotion de l'agriculture urbaine, la gestion des paysages et le développement des friches – favorise la protection et la réappropriation du patrimoine. Face aux phénomènes



de la gentrification et de l'expansion des zones péri-urbaines, qui prennent toujours plus d'ampleur, des pratiques innovantes de régénération doivent être plus largement diffusées à travers le vaste réseau des petites et moyennes villes européennes, afin de renforcer leur identité et de préserver leur « urbanité » au moyen de stratégies basées sur la culture. Dans cette perspective, la régénération des paysages urbains est un domaine d'étude intéressant pour améliorer la durabilité.

La culture et le patrimoine sont au cœur des projets de marketing urbain. Pour développer l'image de marque d'une ville, la construction de bâtiments à l'architecture remarquable, tels que le musée Guggenheim de Bilbao (Espagne) s'est révélée payante, même si cette démarche n'inclut pas toujours les citoyens. D'autres solutions sont maintenant envisagées. La régénération urbaine peut également s'appliquer dans des contextes de déclin post-industriel, comme à Barcelone (Espagne) et Marseille (France), bien que les résultats à long terme soient parfois inégaux. L'expérience des capitales européennes de la culture a fait apparaître la variété des stratégies urbaines : parvenir à régénération symbolique ; réagir face au déclin industriel, comme à Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ou Lille (France) ; redynamiser l'image des villes du patrimoine telles que Bruges (Belgique) ; mettre en avant le profil culturel des pôles économiques de Luxembourg (Luxembourg) et de Graz (Autriche) ; pousser des villes marginales sur le devant de la scène européenne comme à Lisbonne (Portugal) et Tallinn (Estonie) ; et consolider l'image des villes multiculturelles comme Bruxelles (Belgique) et Essen (Allemagne). Les événements culturels ont aussi déclenché le processus de réappropriation des espaces publics et ravivé l'attractivité des villes. À Bordeaux (France), le développement de festivals urbains a favorisé l'évolution vers une culture plus métropolitaine (voir la Perspective 43). À Bologne (Italie), la présence de lieux dynamiques un peu partout dans toute la ville a favorisé la régénération des espaces publics qui accueillent de plus en plus d'événements culturels (voir l'Étude de cas 104). Ces interventions ont également stimulé l'émergence d'une nouvelle économie basée sur l'interaction sociale et les activités locales. Dans l'ensemble de la région et en particulier en Europe de l'Ouest, on constate une tendance majeure : les autorités locales utilisent les labels du patrimoine national ou régional ainsi que les outils et programmes normatifs internationaux pour augmenter la reconnaissance de leurs biens patrimoniaux et stimuler le développement local. L'implication locale dans la préparation des dossiers de proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et les efforts entrepris pour intégrer le Réseau des villes créatives de l'UNESCO en sont quelques exemples.

### PERSPECTIVE 6

#### METTRE À PROFIT LE PATRIMOINE MINIER POUR CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle (France)

Loos-en-Gohelle est une ville rurale du Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, dont le paysage a été forgé par 136 ans d'exploitation minière. Après la fermeture de la dernière mine en 1986, le conseil municipal a décidé d'utiliser la culture pour transformer la région, tout en préservant la mémoire collective et en se réappropriant ce patrimoine minier. Un puits du centre-ville a été transformé en amphithéâtre de verdure dans lequel sont présentés des œuvres d'artistes pratiquant le *land art* et des spectacles montés par d'anciens mineurs et des agriculteurs. Cela a permis aux habitants de devenir des parties prenantes de la vie de leur ville.

Au milieu des années 1990, lors de la révision du plan d'occupation des sols, le conseil municipal a collaboré avec la population locale pour réaliser un diagnostic social et environnemental et élaborer une charte sur le milieu de vie qui identifiait les domaines d'action prioritaires, parmi lesquels la gestion de l'eau, la préservation du paysage, le traitement des déchets, les énergies renouvelables, la construction écologique et la participation de la population locale. Depuis cette date également, la stratégie de reconversion menée à Loos-en-Gohelle a commencé à porter ses fruits pour l'économie locale. Renommé Base 11/19, le puits 11/19, au pied des terrils, a fait l'objet de grands travaux de régénération. Avec son groupement d'entreprises spécialisées dans la construction

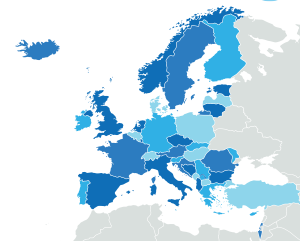
écologique, sa plateforme de recherche sur l'énergie photovoltaïque, son centre de formation aux métiers de la construction écologique accueillant 350 apprentis, son association pour la protection et le développement des terrils, son groupe de réflexions sur le changement climatique et plusieurs bâtiments durables ; la Base 11/19 est considérée aujourd'hui comme un centre d'excellence en matière de développement durable. Véritable incarnation de l'histoire régionale qui illustre à la fois le monde d'hier caractérisé par l'absence de durabilité et celui de demain qui rime avec construction verte, énergies renouvelables, culture et protection de l'environnement ; la Base 11/19 est un laboratoire de recherche pour un nouveau modèle de développement.

Même si le chômage et la pauvreté restent des difficultés majeures, la stratégie adoptée il y a 30 ans produit des résultats tangibles. L'agriculture biologique est désormais pratiquée sur 8 % des terres cultivables de la région, une ceinture de verdure de 15 km traverse la ville, d'anciennes écuries ont été transformées pour promouvoir les modes de transport « doux », 150 emplois ont été créés sur la Base 11/19 et le nombre d'associations a doublé en 20 ans. En novembre 2014, Loos-en-Gohelle a reçu le titre de ville pilote du développement durable, attribué par l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.





Festival Light. Move Łódź, (Pologne)  
© Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland/Flickr.com\*



Le maintien de la mixité sociale dans les quartiers historiques reste un défi majeur. La plupart des centres historiques européens sont touchés par la gentrification, hormis dans les pays de l'Europe du Sud tels que la Grèce ou le Portugal et dans certaines zones de l'Italie méridionale. L'essor de l'économie du tourisme et l'augmentation du nombre de retraités aisés qui quittent les régions du Nord pour s'installer au Sud ont contribué à cette tendance. Plusieurs mécanismes ont été enclenchés pour limiter la spéculation : par exemple, à Oslo (Norvège) et à Berlin (Allemagne), les loyers sont contrôlés pour éviter que les touristes puissent louer de manière officieuse. À Turin (Italie), Leipzig (Allemagne) et Rotterdam (Pays-Bas), les politiques de régénération ont permis aux résidents de rester dans leurs quartiers d'origine. La relation particulière entre les migrants et les centres historiques mérite aussi d'être soulignée. Certains petits centres historiques ayant été abandonnés par leurs anciens habitants sont désormais revitalisés par les communautés de migrants; comme par exemple à Mirandola (Italie).

Atténuer la « muséification » et promouvoir le tourisme durable demeurent les grandes priorités que doivent traiter les quartiers historiques. De nombreuses villes européennes sont devenues des musées à ciel ouvert. Des méthodes innovantes doivent être développées pour atténuer les effets néfastes de certaines tendances telles que le remplacement des commerces locaux par des chaînes de magasins. Le tourisme culturel local et de qualité doit être encouragé et présenté comme une alternative au tourisme de masse, pour éviter que les villes historiques européennes ne deviennent des ghettos gentrifiés pour touristes (voir aussi l'Étude de cas 58).

Les institutions culturelles se transforment peu à peu en centres sociaux et communautaires actifs, en plateformes d'échange et en « condenseurs sociaux » dédiés à la promotion d'idées innovantes. Les nouvelles technologies accélèrent ces transformations. Certains musées s'efforcent de favoriser l'intégration des migrants ou des minorités dans leurs milieux de vie, en mettant en valeur leur contribution aux cultures nationales et locales. Cela fait par exemple partie de la démarche du musée juif de Berlin (Allemagne) et du musée du quai Branly à Paris (France). D'autres approches visent à préserver et mettre en valeur des identités locales particulières à travers les denses réseaux de musées et d'institutions culturelles, ce qui permet aux communautés elles-mêmes de présenter et de régénérer leurs propres identités. Pour cela, le musée international du Carnaval et du Masque de Binche (Belgique) peut être cité en exemple (voir aussi l'Étude de cas 61).

#### ÉTUDE DE CAS 19

Graz (Autriche)

### Formation du personnel municipal à la gestion de la diversité culturelle



Les fonctionnaires municipaux de Graz, ancienne Ville européenne de la culture, suivent régulièrement des formations dans les domaines de la gestion de la diversité ethnique et culturelle et du dialogue interculturel. Les employés municipaux se voient aussi proposer des formations sur les pratiques anti-discrimination et sur les services appropriés et tenant compte des différences culturelles. La ville a développé des formations d'initiation et de perfectionnement, dont le niveau et le contenu sont adaptés aux besoins identifiés par le personnel. Chaque année, au moins trois séminaires thématiques sont animés par l'école d'administration. La formation des fonctionnaires municipaux est un outil précieux pour les sensibiliser à la discrimination et à la diversité culturelle. Les employés peuvent donc prendre en compte ces questions dans leur travail quotidien, dans leurs relations avec les habitants et dans leurs prestations de service. La formation étant adaptée aux besoins du personnel, de tels programmes peuvent combler les lacunes des pratiques de la municipalité.

Source : Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR

La culture et le patrimoine peuvent aussi être à la source d'une régénération économique. À l'heure où la concurrence des pays émergents est de plus en plus forte et que les inégalités territoriales s'aggravent au niveau national, l'Europe doit repenser ses stratégies économiques. La gestion de la crise climatique et le développement d'approches innovantes de la préservation du patrimoine urbain doivent faire partie intégrante de ces efforts. La stimulation de l'économie créative peut aussi être un moyen de favoriser une production de qualité s'appuyant sur le savoir, ce qui renforcerait les petites et moyennes entreprises et permettrait la création d'un nouveau rapport au travail.

Afin de démultiplier son effet sur l'économie, le concept de culture doit être élargi au-delà de ses aspects récréatifs, touristiques ou éducatifs. La chaîne de production créative dans son ensemble – qu'elle concerne des objets ou des espaces – doit être prise en compte. L'impact économique de la restauration et de l'entretien des sites patrimoniaux, activités qui représentent déjà plus d'un quart de la valeur du secteur de la construction en Europe, pourrait être encore plus important si les liens avec le secteur créatif étaient renforcés.



*Coordinateur de l'étude régionale :* **INSTITUT STRELKA POUR LES MÉDIAS, L'ARCHITECTURE ET LE DESIGN**

Fondé en Fédération de Russie en 2009, l'Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design est un institut de recherche et de formation non gouvernemental à but non lucratif consacré à la planification urbaine et aux stratégies urbaines basées sur la culture. Il propose des programmes éducatifs sur l'urbanisme et le développement urbain durable et mène des activités de recherche dans les domaines de l'architecture et de la planification urbaine. L'Institut Strelka s'appuie sur un vaste réseau d'experts et de professionnels de différents domaines associés à la culture et à l'urbanisme, notamment la planification urbaine, la gestion culturelle et la conservation urbaine. Il participe à divers projets de recherche de haut niveau, tels que l'élaboration du Plan directeur stratégique de Moscou, la conception de programmes de préservation et de développement pour plusieurs villes au sein de la Fédération de Russie et la réalisation d'une étude sur les villes scientifiques russes.



# ZONE D'ÉTUDE

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine.

# 4

## REPÈRES

- ..... Les styles architecturaux et les morphologies urbaines de la région ont été façonnés par les influences byzantines, orientales, islamiques ou européennes, tandis que l'aménagement du territoire de l'époque soviétique a favorisé l'émergence d'environnements urbains standardisés.
- ..... Les villes conservent encore une mixité sociale et culturelle et présentent des phénomènes de gentrification assez limités, même si la ségrégation sociale et spatiale s'est accentuée au cours des dix dernières années.
- ..... Les projets de conservation du patrimoine urbain au niveau communautaire se multiplient et les mouvements citoyens centrés sur les questions urbaines intègrent progressivement une dimension culturelle.
- ..... La culture joue un rôle déterminant en faveur du dialogue, de la cohésion sociale et de l'atténuation des conflits, au travers de multiples initiatives nationales et transnationales visant à apaiser les tensions ethniques.
- ..... La culture contribue depuis peu aux économies urbaines de la région, en particulier dans les villes petites et moyennes, grâce au tourisme culturel et au développement – encore relativement modeste – du secteur de la création.
- ..... Des pratiques de conservation et de régénération urbaines sont de plus en plus utilisées dans le cadre de la réutilisation d'anciens bâtiments industriels et d'espaces publics datant de l'ère soviétique, et des projets de revitalisation des villes historiques sont engagés.
- ..... Le marketing urbain se généralise également, dans un contexte où l'environnement architectural mêle souvent le tissu historique urbain aux mémoires culturelles et aux projets d'urbanisme modernes.

## L'URBANISATION ET LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS URBAINES AU COURS DE L'HISTOIRE

Pendant longtemps, la région qui englobe l'Europe de l'Est, l'Asie centrale et le Caucase est restée surtout agricole, les niveaux d'urbanisation y étaient relativement bas. À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, le niveau d'urbanisation était faible sur les territoires actuels de la Fédération de Russie, du Bélarus et de l'Ukraine. De même, en Asie centrale la population était majoritairement nomade, bien qu'on trouve les villes les plus anciennes de la région le long de la Route de la soie. En conséquence, une fracture sociale nette entre les zones urbaines et des zones rurales est apparue dans la région ; et cette distinction revêt encore aujourd'hui une importance culturelle.

À partir du début des années 1920, la région a connu une période de croissance urbaine spectaculaire. Avec la naissance de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), la population des villes a décuplé sous l'effet de l'industrialisation intensive et des migrations de masse ; les deux tiers des villes contemporaines de la région ont été fondées pendant l'ère soviétique<sup>1</sup>. En Ukraine, la population urbaine est passée de 15 % au début du XX<sup>e</sup> siècle à 70 % à la fin du siècle<sup>2</sup>. Entre 1926 et 1989, la proportion de citoyens parmi les citoyens de l'Ouzbékistan a presque doublé, de 22 % à 41 % (Centre pour la recherche économique, 2013). L'urbanisation était très variable selon les régions et les pays. Certains pays ont atteint des niveaux élevés d'urbanisation, par exemple 70 % en Ukraine<sup>3</sup>, tandis que d'autres, comme l'Azerbaïdjan, sont restés plus agricoles. Les villes soviétiques étaient structurées de façon à servir des branches spécifiques de l'économie. La plupart ont été fondées pour être des centres industriels, des villes minières ou des plateformes ferroviaires, même s'il existait d'autres catégories. Les centres administratifs et les villes satellites ou universitaires se sont notamment développées avec la révolution scientifique des années 1960. Cette spécialisation a eu des effets importants. Les villes de grande taille ont progressé au détriment des villes petites et moyennes, et l'écart entre le niveau de vie des zones rurales et celui des zones urbaines s'est peu réduit.

“ **L'idée d'une conservation durable n'est pas nouvelle. D'ailleurs, historiquement, avant l'industrialisation, c'était la norme dans toutes les civilisations. Les matériaux de construction étaient recyclés et les bâtiments réutilisés. Ce processus basé sur l'évolution et la juxtaposition allait de soi... Et des interprétations académiques hiérarchisées sur la signification culturelle n'avaient pas encore été formulées et ne jouaient aucun rôle.** ”

Dennis Rodwell, architecte et urbaniste



Dans la décennie qui a suivi la chute de l'URSS, la population urbaine a considérablement baissé. De nombreux centres industriels ont complètement disparu, ce qui a déclenché une crise économique généralisée source de migration, de chômage et de pauvreté. Dans les capitales, la surpopulation a causé des pénuries d'emplois et de logements, qui ont entraîné l'essor de l'économie informelle et le développement du crime organisé. Souvent, les villes secondaires et les périphéries étaient confrontées aux difficultés causées par la détérioration de leur économie et la réduction de leur population. La croissance urbaine a repris après l'an 2000, mais à un rythme plus lent et en étant concentrée en grande partie dans quelques capitales, sous l'effet des migrations internes. En Arménie, 63 % de la population vit aujourd'hui dans les villes<sup>4</sup>, tandis qu'au Bélarus ce chiffre atteint 76 % (Nations Unies, 2014). Aujourd'hui, le réseau des villes de la Fédération de Russie est beaucoup plus clairsemé que celui de l'Europe de l'Ouest, et la plupart des villes se trouvent à l'intérieur des terres.

Malgré les défis qu'elles doivent relever, les villes de la région sont encore caractérisées par leur grande mixité sociale. Les logements identiques et les environnements urbains standardisés de l'ère soviétique continuent de favoriser la diversité sociale. Dans les villes, la mobilité au sein du parc des logements reste faible, conséquence de la politique de privatisation à grande échelle menée dans les années 1990, qui a permis aux résidents de devenir propriétaires de leurs appartements quel que soit leur pouvoir d'achat, et d'un marché hypothécaire sous-développé. Preuve de ce phénomène, les taux d'inégalité des revenus sont relativement bas : l'indice de Gini, indicateur statistique du degré de stratification sociale, était compris entre 26 et 42 points dans les pays étudiés dans la région en 2012. Le Bélarus et l'Arménie obtiennent les scores les plus bas (respectivement 26 et 30,5). Les scores les plus élevés sont ceux de la Géorgie et de la Fédération de Russie (respectivement 41,4 et 41,6)<sup>5</sup>. Les villes ne sont généralement pas divisées en quartiers homogènes sur le plan ethnique. La tendance qui vise à réutiliser les bâtiments industriels pour accueillir les activités des industries créatives limite la gentrification. Toutefois, il est souvent possible d'établir un parallèle entre l'urbanisation et les origines ethniques : certains groupes, et notamment la communauté juive, sont beaucoup plus urbains que d'autres. En revanche, les centres urbains de Géorgie sont les plus diversifiés de la région. Ces dernières années, cependant, la ségrégation sociale et spatiale s'est intensifiée : la classe moyenne quitte les zones les moins attractives qui accueillent à leur place des travailleurs étrangers.

Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, le patrimoine urbain illustre une grande variété d'influences et de styles culturels. Entre le X<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle, le style de l'ancienne architecture russe, fortement influencée par les traditions byzantines, s'est propagée dans toute la région, comme en témoignent en particulier les églises de l'Est. Les écoles nationales d'architecture ont gagné en notoriété à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, représentant souvent des réinterprétations locales des styles de l'Europe de l'Ouest (baroque, classique, romantique, néo-traditionnel, Art

<sup>1</sup> Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.

<sup>2</sup> Voir : <http://www.ukrstat.gov.ua/>

<sup>3</sup> Ibid

<sup>4</sup> Voir : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS>

<sup>5</sup> Voir : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI>



Tbilissi, Géorgie  
© Magdalena Paluchowska/Shutterstock.com\*

nouveau, etc.) En Asie centrale, de nombreuses villes antiques – parmi lesquelles Istaravshan et Panjakent (Tadjikistan) – datent du V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> av. J.-C. Des bâtiments médiévaux, symboles de l'architecture islamique orientale, sont également préservés. Dans le Caucase, les édifices religieux (églises, monastères, mosquées, etc.) forment le patrimoine le plus ancien. En général, les villes historiques de la région se reconnaissent par leur organisation dense et géométrique, imposée par la période d'intense reconstruction urbaine qui s'est déroulée entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

La période soviétique était marquée par le rejet de l'architecture « bourgeoise » et religieuse et l'adoption de nouvelles formes et fonctions, l'architecture devant incarner les valeurs de la société soviétique. Puisque les styles architecturaux modernistes et l'art abstrait moderne étaient en grande partie mal vus et considérés comme dégénérés, certains éléments du style néo-classique ont parfois été réinterprétés dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et des arts. Le modèle d'aménagement urbain de l'époque, dans un environnement où la propriété foncière privée n'existait pas et où l'État disposait d'un monopole, a conduit à la standardisation des villes dans toute l'URSS. Des bâtiments préfabriqués et le développement de complexes résidentiels uniformes organisés comme des micro-quartiers ont contribué à l'affaiblissement de l'identité et des spécificités locales. Les méthodes d'aménagement soviétiques mettaient l'accent sur l'espace public, les infrastructures culturelles et les transports, un héritage qui persiste à ce jour. Néanmoins, certains bâtiments et ensembles historiques ont également été préservés pendant la période soviétique, en particulier dans les États satellites, et la construction de pastiches architecturaux s'est développée après la Seconde Guerre mondiale. En outre, par-delà la tendance de la standardisation urbaine, les identités régionales et le « folklore » ont fait l'objet d'une attention particulière. En témoigne le développement de l'ethnologie, de l'archéologie et des musées ethnologiques.

La chute de l'URSS a causé de graves difficultés pour la conservation du patrimoine. Les troubles politiques et sociaux, auxquels s'ajoutait une libéralisation débridée, a entraîné la destruction de nombreux sites et bâtiments, sous l'effet d'une politique de construction agressive qui a à jamais modifié le tissu historique urbain, et de l'architecture des années 1980. Dans plusieurs villes, et notamment les plus grandes, un nombre considérable de bâtiments ou d'ensembles historiques ont été démolis, pour faire face à la spéculation foncière croissante et aux programmes de développement urbains de grande ampleur. Certains quartiers et bâtiments ont aussi été reconstruits *ex nihilo* en proposant une réinterprétation moderne de l'architecture traditionnelle qui nuit à son authenticité. Par exemple, la colline d'Ashgabat, site archéologique du III<sup>e</sup> siècle dans la

capitale du Turkménistan, a été détruite dans le cadre du réaménagement de la place située entre l'Hôtel Turkménistan et le siège du Parlement national. À Kazan (Fédération de Russie), lors des préparatifs des fêtes du millénaire de la ville en 2005, 50 bâtiments à la valeur historique ou culturelle significative ont été détruits.

#### ÉTUDE DE CAS 20

Almaty (Kazakhstan)

#### Des initiatives portées par la communauté stimulent la créativité



À Almaty, au Kazakhstan, les industries créatives connaissent actuellement un essor rapide grâce à la mise en place de nouveaux groupements créatifs, lieux publics et festivals dédiés à la culture contemporaine et portés par les citoyens. Parmi les initiatives de ce type, le festival d'art contemporain ARTBAT FEST est né du travail d'un groupe d'artistes, professionnels de la culture et d'investisseurs privés. Il a lieu chaque année depuis 2010 pour pallier l'absence d'un musée d'art contemporain à Almaty. Dérivé de ce festival, un lieu public réservé aux master-classes, aux projections de films et aux conférences a ouvert ses portes dans la ville en 2015.

Au cours des dix dernières années, les autorités kazakhes ont lancé un certain nombre d'initiatives visant à préserver et à revitaliser la culture urbaine. En novembre 2014, le gouvernement a adopté un Concept de politique culturelle dont l'objectif est de favoriser le développement des villes grâce à la culture et notamment grâce aux groupements culturels. Néanmoins, les initiatives partant de la base dans les industries créatives reçoivent encore trop peu de soutien au niveau gouvernemental. Malgré les attentes de la communauté concernant des industries créatives de la ville, il n'existe pas de stratégie de développement précise. À moyen et long terme, les chances que le potentiel culturel de la ville soit pleinement exploité restent donc faibles, faute de financement stable et de personnel qualifié.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.

La chute de l'URSS a ravivé les cultures et les identités nationales. Le patrimoine immatériel a été un élément essentiel de cette revitalisation, notamment en Asie centrale et dans le Caucase. Dans ces zones le développement de l'artisanat s'est révélé crucial pour les économies urbaines, en particulier pour les villes petites et moyennes ; même si la qualité des produits – et la mise en avant du savoir-faire local – a décliné ces dernières années sous l'effet des pressions du marché international. Cette période fut aussi celle d'un regain d'intérêt pour l'architecture contemporaine. Dans le même temps, de nombreuses villes de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et du Caucase sont devenues des centres d'art contemporain, souvent grâce à des financements privés. Les perceptions du rôle de la culture sont très variables

d'un pays à l'autre : certains accordent une grande place au divertissement ; d'autres privilégient l'éducation.

Le patrimoine culturel a joué un rôle essentiel dans la définition des identités des nouveaux États indépendants. La question de l'identité nationale a pris une importance toute particulière après la dislocation de l'Union soviétique. La première étape de ce processus a consisté dans les années 1990 à rebaptiser de nombreuses villes, qui ont repris le nom qu'elles portaient avant l'ère soviétique. Elle se poursuit aujourd'hui, une deuxième phase est en cours. La mise en lumière des styles architecturaux traditionnels a aussi contribué à façonner les identités nationales, notamment en Asie centrale et dans les capitales. Cette démarche a par exemple donné lieu à la revitalisation de l'architecture islamique traditionnelle et à l'utilisation de motifs nationaux sur les façades.

On assiste aujourd'hui à l'émergence d'un environnement architectural qui fait la synthèse entre les histoires locales et les constructions urbaines modernes. C'est notamment manifeste dans les travaux de reconstruction d'Astana (Kazakhstan) et Ashgabat (Turkménistan) : les nouveaux monuments reflètent les valeurs et les pratiques traditionnelles nomades. D'autres pays, parmi lesquels la Fédération de Russie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, ont opté pour une approche plus internationale et technologique. Les villes de ces pays, et en particulier leurs capitales, ont mis l'accent sur le développement de l'architecture contemporaine, en s'inspirant des tendances mondiales en matière de design et en utilisant des matériaux de pointe. Dans certains cas, la technologie moderne s'intègre aux monuments historiques et au patrimoine matériel. Par exemple, dans le cadre du projet *Discover Moscow*, des codes QR (codes-barres en deux dimensions qui permettent d'accéder facilement à des informations au moyen d'un smartphone), ont été apposés sur des monuments culturels ; tandis que le projet web *OpenUkraine* rassemble des photographies de grande qualité et des documents multimédias sur plusieurs villes du pays, ce qui permet aux visiteurs d'en « explorer » les rues depuis leur ordinateur.

## DES CITOYENS DE PLUS EN PLUS ENGAGÉS EN FAVEUR DU PATRIMOINE URBAIN ET DE LA CULTURE

Les comportements des citoyens vis-à-vis du patrimoine urbain sont variables. Même si la valeur du patrimoine est généralement reconnue, certains biens patrimoniaux – tels que les sites médiévaux en Ouzbékistan et les édifices religieux en Arménie – sont plus prisés que d'autres. Par ailleurs, le rapport des habitants au patrimoine de l'ère soviétique reste ambivalent ; et la participation citoyenne aux efforts de conservation est limitée. Toutefois, dans quelques cas, les démarches de préservation prennent de l'ampleur. À Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), par exemple, les citoyens se sont unis contre un projet de construction d'un gratte-ciel de 396 mètres de haut dans le centre historique. Grâce à cette mobilisation, renforcée par une décision officielle du Comité du patrimoine mondial, le projet, baptisé Lakhta Centre, a déménagé en bordure de la ville. La plupart des citoyens de la région se considèrent d'abord comme des habitants de leur pays plutôt que de

### ÉTUDE DE CAS 21

Samara (Fédération de Russie)

## Revitaliser le centre historique et encourager la communauté à s'approprier sa ville



Grande plateforme pour l'économie, les transports, les recherches universitaires et la culture, Samara se trouve le long du cours moyen de la Volga. Les infrastructures industrielles ont été construites en périphérie, ce qui a permis à la ville de préserver son environnement historique jusqu'aux années 1990. Il était le symbole de l'éclectisme, de l'art nouveau et du constructivisme. Cependant l'emplacement central du quartier historique en a fait une cible pour le développement d'ensembles immobiliers à grande échelle. De vastes terrains sont à présent achetés pour accueillir de nouvelles constructions, et les bâtiments historiques sont rapidement remplacés par de nouveaux immeubles résidentiels, d'autant plus facilement que les habitants n'ont pas toujours conscience de leur valeur. Cette situation, associée à l'absence d'une démarcation officielle du centre historique et à une réglementation désuète en matière d'urbanisme, a fait naître chez les habitants un sentiment de désillusion vis-à-vis de leurs logements et de leurs quartiers. Seulement 10 % des parcelles du quartier historique sont inscrites au registre foncier et environ 30 % des logements dépendent des autorités publiques et attendent d'être réhabilités.

Dans ce contexte, la société civile a joué un rôle essentiel pour l'élaboration d'une stratégie pour la conservation et la régénération urbaines. Sous l'égide de l'organisation à but non lucratif Urbeks, la Stratégie Samara 2025 en faveur du développement intégré a été lancée, après deux ans de travail collectif impliquant des experts, des entrepreneurs et environ 3 500 habitants. L'organisation communautaire Samara City Institute (SCI), créée en 2012, rassemble des architectes et des urbanistes qui mettent au point un concept de développement durable pour le centre historique. En 2015, un plan stratégique a été développé par SCI et l'École supérieure d'urbanisme de Moscou : il propose de faire du centre historique un innovant campus universitaire « dispersé », comme une alternative à la proposition du gouvernement visant à regrouper toutes les universités en périphérie. Toutefois, cette vision intégrée va à l'encontre du programme de la mairie qui souhaite moderniser le quartier historique en vue de la Coupe du monde de football 2018. La communauté locale continue à lutter contre ce projet, qui prévoit entre autres la construction d'un grand centre commercial, d'un palais des congrès et de tours résidentielles le long de la rivière.

Une attention particulière a également été accordée à la sensibilisation des habitants aux valeurs culturelles et historiques. Ils ont été informés de leurs droits en matière de propriété et, plus généralement, de leurs droits sur la ville. Le Festival Tom Sawyer, organisé en 2015, est l'initiative la plus efficace à ce jour. Habitants, bénévoles et entrepreneurs ont rassemblé des soutiens pour restaurer les façades de la vieille ville de Samara en utilisant des sources alternatives de financement. Cette stratégie de « rénovation en douceur » s'est révélée particulièrement efficace, preuve que le grand public est une ressource importante et sous-estimée pour restaurer l'environnement historique. Le retour à des pratiques « organiques » de développement et le nouveau modèle économique ne reposant pas sur des subventions doivent être davantage étudiés à l'avenir.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.



Festival Le Printemps du Jazz à Bichkek, Bichkek (Kirghizistan)  
© Anton Bolkunov

leur ville, même si en Fédération de Russie, leur lien avec leur municipalité est plus fort.

Les projets communautaires relatifs au patrimoine prennent de l'ampleur. Reposant sur la photographie, le théâtre ou les récits personnels, ils contribuent clairement à la constitution des identités urbaines. Le projet Velonotte propose des visites à vélo de plusieurs villes de Russie, ce qui permet aux habitants de découvrir leurs bâtiments historiques. D'autres villes organisent des parcours thématiques pour les habitants. Les festivals municipaux, comme les Journées de la ville se déroulant un peu partout dans la région, participent au renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté. D'autres projets communautaires établissent des liens entre l'histoire personnelle des habitants et leur milieu urbain. C'est par exemple l'objectif du projet arménien 360STORIES, qui se déroule sur Internet. À Bichkek (Kirghizistan), le projet artistique Photodrift invite les résidents à des « balades photographiques » ; tandis que le projet théâtral MESTO D monte des spectacles inspirés de la vie personnelle des habitants. Des films portant sur la culture contemporaine de certains pays sont aussi appréciés.

Les mouvements civiques concernant les questions urbaines commencent à tenir compte des aspects culturels. Bon nombre d'entre eux ont été créés pour protéger les parcs et les espaces verts, mais certains se concentrent désormais sur le patrimoine culturel en péril. En Géorgie, les organisations de la société civile se sont opposées au projet Panorama, qui prévoyait la construction d'un grand complexe multi-usage dans la vieille ville de Tbilissi. Toutefois, les initiatives civiques de ce type sont plus rares en Asie centrale et quasiment inexistantes au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan. Dans cette zone, les organisations de la société civile font plutôt porter leur travail sur le patrimoine culturel immatériel. En Ouzbékistan, de nombreuses associations représentent les artistes et les artisans du pays ; et des fondations financent des concours, des festivals et des expositions d'artisanat. D'autres associations communautaires portent sur les industries créatives : Urban Space 100 (Ukraine) est un restaurant géré par la communauté qui soutient des initiatives urbaines, et Batumi Backyard Stories (Géorgie) rassemble des artistes et des habitants pour des spectacles qui explorent l'héritage culturel de la ville (voir aussi l'Étude de cas 77).

Cet engagement communautaire accru a été renforcé par les associations professionnelles, qui continuent de fonctionner quasiment comme elles le faisaient pendant l'ère soviétique. Après la dissolution de l'URSS, les syndicats créatifs de l'ère soviétique se sont divisés en organisations plus petites qui participent toujours activement à l'élaboration des politiques, à l'amélioration de la législation, à l'organisation

de concours professionnels, et à l'édition de journaux universitaires. Des forums de discussion à l'échelle de la Communauté des États indépendants, tels que le Circuit des arts de la CEI et le Festival international de marketing et de publicité White Square de Minsk, ont permis d'élargir et de consolider ces communautés professionnelles. Des employés des musées se regroupent peu à peu en communauté et renforcent leurs compétences, soutenus par plusieurs partenaires (dont l'ICOM et l'UNESCO). Les musées sont donc plus à même de tenir le rôle de centres éducatifs publics. Ceux des grandes villes sont rénovés et cherchent de nouveaux moyens d'interagir avec le public, en lançant par exemple des « Nuits au musée » et des projets de musées virtuels.

La culture joue également un rôle crucial en faveur du dialogue, de la cohésion sociale et de la résolution des conflits. Pour entretenir la diversité ethnoculturelle, les grandes villes abritent des « maisons de l'amitié » et des centres culturels nationaux qui mettent en lumière les traditions culturelles des minorités. Tous les pays accueillent des festivals internationaux et régionaux, habituellement financés par le gouvernement, qui servent de plateformes aux échanges culturels. Les Jeux nomades mondiaux, auxquels participent 10 pays, en sont un exemple. Les festivals d'art ethnique ont aussi gagné en popularité. Les activités liées à la restauration de la Route de la soie, comme le Forum culturel international de la Route de la soie, sont aussi des instruments de dialogue interculturel. De nombreux pays prennent part aux programmes internationaux pour la promotion du dialogue par le biais de la culture. L'initiative « Partager l'histoire – dialogues culturels » rassemble des historiens, des experts du patrimoine et des professionnels de l'éducation à la citoyenneté de cinq pays afin de les sensibiliser aux approches responsables et innovantes de l'éducation culturelle, et de créer des réseaux transfrontaliers et nationaux.

D'autres initiatives dont l'objectif est d'apaiser les tensions ethniques ont été lancées par les autorités municipales et nationales, ainsi que par des ONG. Dans l'ensemble de la région, le nombre de conflits ethniques est très variable. Ils sont plus rares en Azerbaïdjan, en Arménie et en Géorgie, mais ils se poursuivent au Kirghizistan et en Ukraine. L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont des pays essentiellement mono-ethniques, où les ressortissants nationaux représentent environ 98 % et 91 % des populations respectives. D'autres pays sont plus divers sur le plan ethnique (Tishkov et Stepanov, 2014). Afin d'atténuer ces divisions ethniques, le maire de Moscou (Fédération de Russie) a lancé une campagne de lutte contre la « phobie des migrants » ; et au Kazakhstan une série de vidéos intitulée « Un pays. Un peuple. Un destin » a été diffusée à la télévision nationale. Les ONG agissent aussi dans ce domaine. Izolyatsia, une

plateforme non gouvernementale basée à Donetsk (Ukraine) a vu le jour pour servir la communauté créative mais elle porte désormais son attention sur la résolution des conflits grâce à l'éducation et à l'art. Les activités culinaires visant à promouvoir le dialogue interculturel sont aussi très populaires, comme par exemple les cours de cuisine organisés par le Centre pour l'immigration et les études ethniques de Moscou (Fédération de Russie).

## CADRES DE GOUVERNANCE : VERS LA CENTRALISATION ET L'ÉMERGENCE DE PARTENARIATS

Dans la région, les cadres politiques concernant la conservation et la régénération urbaines ont d'importants points communs. Tous les pays ont adopté des lois générales sur la culture et des actes constitutionnels garantissant les droits des citoyens, notamment à la liberté d'expression et l'accès à la culture, et affichant parmi leurs objectifs la protection du patrimoine. Ces dispositions forment la base de la plupart des politiques et réglementations relatives à la culture. La plupart des pays disposaient d'un corpus de lois portant sur le patrimoine, l'archéologie ou les musées-domaines (sites préservés), développé pendant l'ère soviétique puis mis à jour ou remplacé par un nouveau cadre législatif. Ces 20 dernières années, des réformes politiques majeures ont été mises en œuvre dans la plupart des pays : elles concernent l'occupation des sols et les codes d'urbanisme, la gouvernance locale et la préservation du patrimoine culturel. Chaque pays de la région est désormais doté des lois régissant le développement urbain et les pratiques architecturales, qui définissent la notion d'établissement et de ville historique et régulent les procédures de construction et les zones protégées. Dans la plupart des pays, cette législation inclut également une réglementation sur la gestion des risques dans la mise en œuvre des politiques de régénération urbaine, qui tient compte des risques posés

à la fois par les catastrophes naturelles et par une urbanisation rapide. De plus, tous les pays de la région disposent d'agences de défense civile responsables de la protection du patrimoine culturel en cas de catastrophe. Le cadre législatif doit être davantage affiné, notamment pour encadrer les interventions des ONG et des fondations dans le domaine culturel, mais aussi pour améliorer l'aménagement urbain, l'occupation des sols et la réglementation en matière de droits de propriété.

La gouvernance reste plutôt centralisée. Ses principaux acteurs sont les organismes gouvernementaux fédéraux, régionaux et locaux. La décentralisation est en cours dans toute la région, mais elle a pour le moment donné des résultats variables. Le partage des prérogatives entre les autorités centrales et locales est parfois flou, et la communication entre les différents niveaux de gouvernance ainsi que les systèmes de suivi demeure encore insuffisante. Dans certains pays, les autorités locales sont des organes subsidiaires de l'administration de l'État. Pourtant ces dernières années des municipalités ont tenté d'élaborer une législation fondée sur les principes de la Charte européenne de l'autonomie locale. Certaines capitales d'État fonctionnent selon un système de gouvernance spécifique. Le renforcement des capacités au niveau local doit faire l'objet d'une attention particulière, afin de soutenir le processus de décentralisation. Les établissements d'enseignement et les institutions de recherche jouent également un rôle important car c'est là que sont élaborés les stratégies et les instruments et que les bonnes pratiques sont diffusées lorsque les villes s'associent. Dans un certain nombre de pays, l'Église est chargée de la conservation des édifices religieux.

Le rôle des ONG dans la conservation et la régénération urbaines s'est plus ou moins développé dans les pays de la région. En Ukraine, les associations de la société civile ont servi de catalyseur pour la transformation des quartiers de la ville grâce à la créativité ; tandis que dans la Fédération de Russie et en Géorgie l'activisme citoyen a permis de mettre un terme à de grands projets d'infrastructures qui menaçaient l'intégrité des villes historiques nationales. En Asie centrale, de nombreuses ONG se concentrent sur la sauvegarde du patrimoine immatériel. Parmi les autres ONG ou organisations internationales impliquées, citons l'Association de soutien à l'artisanat d'Asie centrale ; la Fondation Aga Khan ; l'Alliance des villes de la Banque mondiale ; et le Programme de partenariat des pays de l'Est pour la culture et la créativité, financé par l'Union européenne.

La région jouit de ressources humaines importantes, mais les institutions de formation doivent être modernisées. De nombreux professionnels ont été formés, notamment durant l'ère soviétique, dans plusieurs disciplines : histoire de l'art, architecture et urbanisme, archéologie, restauration du patrimoine, etc. Ces compétences techniques et scientifiques constituent un atout qui n'est parfois pas assez reconnu pour faire progresser les efforts de conservation et de régénération urbaines. Les institutions de formation doivent cependant être modernisées et former plus de partenariats avec les universités ou les institutions scientifiques étrangères. À cet égard, l'inauguration récente de plusieurs établissements de formation dans les domaines de l'architecture et de l'urbanisme est un signe positif.

### PERSPECTIVE 7

#### UNE VILLE DE LA LITTÉRATURE SUR LE CHEMIN DE LA DURABILITÉ

Andri Sadovyï, maire de Lviv (Ukraine)

À Lviv, les politiques culturelles introduites en 2013 ont entraîné plusieurs changements portant sur l'économie et les infrastructures. La création et la consolidation de centres culturels – notamment dans les domaines de la littérature, du cinéma et de l'audiovisuel – ont renforcé l'offre culturelle dans la ville, qui est soutenue par de puissants acteurs indépendants. Ces initiatives vont de pair avec la nomination de Lviv en tant que Ville UNESCO de littérature, statut qu'elle possède depuis 2015.

Depuis quelques années, les touristes sont de plus en plus friands de produits culturels. Le tourisme lié aux festivals s'est donc développé et aujourd'hui plus de 20 festivals de grande ampleur se déroulent à Lviv chaque année. La revitalisation des infrastructures culturelles et sociales dans les quartiers résidentiels en dehors du centre-ville, tels que Pidzamche, Levandivka

et Topolna, a créé de nouveaux emplois et a stimulé le renouveau de la vie culturelle de ces zones. La gastronomie a également été remise sur le devant de la scène afin d'y intégrer des perspectives historiques et culturelles en s'appuyant sur des références nationales, des traditions littéraires, des dates et des époques historiques spécifiques. Plus d'un tiers des restaurants de Lviv sont devenus des établissements thématiques qui diffusent une mythologie urbaine moderne. À travers toute la ville, le réseau des bibliothèques s'est également transformé : Mediateca, la Bibliothèque urbaine, Innoteca et Sensoteka font office de plateformes pour la créativité et d'espaces publics favorisant la communication civique. Ce sont ces changements qui ont permis à Lviv d'obtenir le titre de Ville UNESCO de littérature en 2015, ils confirment désormais que notre ville progresse vers un développement culturel et économique stable.





Lviv (Ukraine)  
© Artur Synenko/Shutterstock.com\*

De nouveaux instruments et mécanismes de gestion urbaine et d'urbanisme sont en cours de développement, même si leur mise en œuvre est entravée par un manque d'expérience globale en la matière. Plusieurs plans de gestion des villes historiques élaborés avec l'UNESCO ont donné des résultats positifs face aux pressions croissantes auxquelles est confronté le patrimoine urbain. En Ouzbékistan, l'UNESCO s'est associée au ministère de la Culture et des Sports pour développer plusieurs plans de ce type qui intégreront des informations complètes sur la base de données SIG, un inventaire des biens du patrimoine culturel et une réglementation régissant leur conservation. L'utilisation de plans stratégiques et de programmes nationaux en faveur du développement de la culture pour orienter le développement des villes est aussi généralisée, mais rares sont ceux qui abordent la question des industries créatives. Plus précisément, la sauvegarde du patrimoine culturel basée sur la législation relative aux musées-domaines établie à la fin des années 1940 est une pratique courante. Ce système de protection englobe les grands paysages, les villes historiques, les monastères et les grands ensembles architecturaux, ainsi que les maisons ou propriétés en lien avec la vie ou le travail de personnalités importantes. En Ukraine, les « sites préservés à la valeur nationale ou locale significative » sont tout particulièrement dignes d'intérêt.

Les Conventions culturelles de l'UNESCO ont un impact considérable sur les législations nationales. Tous les pays ont ratifié la Convention du patrimoine mondial et ont modifié leur législation nationale en conséquence. Le patrimoine culturel est pris en compte dans la mise en œuvre des plans directeurs, même si le manque de participation et de ressources humaines demeure problématique. À l'exception de la Fédération de Russie, tous les pays de la région ont ratifié la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Les gouvernements ont donc inclus le patrimoine immatériel à leurs lois culturelles existantes ou bien promulgué une nouvelle législation. La mise en œuvre de ces dispositions est très active puisque des programmes de renforcement des capacités, d'inventaire et de sauvegarde se déroulent dans un grand nombre de pays. Six pays ont ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et ont inclus des dispositions en la matière dans leurs législations respectives. Toutefois, le manque de financement est un frein à une mise en œuvre complète, et dans plusieurs pays, certains types d'expressions culturelles telles que l'art contemporain ne reçoivent aucun soutien. Cela est emblématique du scepticisme du public et du gouvernement à l'égard des industries culturelles en général.

La Communauté des États indépendants (CEI) a également joué un rôle fondamental dans l'élaboration des cadres politiques et juridiques. Organisation régionale formée lors du démantèlement de l'Union soviétique et rassemblant l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldavie, la Fédération de Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ; la CEI a lancé toute une variété de partenariats et de programmes concernant la culture, notamment l'initiative « Capitales culturelles de la Communauté » et le Forum mondial pour le dialogue interculturel. Sa pratique de l'élaboration de lois-types a été particulièrement utile pour diffuser les concepts de l'UNESCO, car ces lois-types découlent en grande partie des textes internationaux, parmi lesquels les Conventions culturelles de l'UNESCO.

Les mécanismes de financement pour la conservation et la régénération urbaines doivent être modernisés. Les gouvernements nationaux sont encore la principale source de fonds. Faute d'un système fiscal suffisamment efficace à l'échelle locale, la plupart des municipalités s'appuient sur des transferts de l'État. D'autres difficultés persistent en matière de financement, parmi lesquelles l'insuffisance des compétences entrepreneuriales, l'insuffisance des mesures économiques incitatives et la dépendance financière des institutions culturelles. Cependant, on assiste depuis peu à l'émergence de partenariats public-privé dans divers secteurs, comme le logement, les services publics et la culture. Des systèmes d'incitation fiscale portant sur la culture ont été mis en place dans quelques pays, dont la Fédération de Russie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine. Ils devraient être généralisés de manière à promouvoir les industries culturelles créatives. Des financements sont aussi régulièrement versés par des fondations créées par des entreprises privées.

### LA CULTURE VUE COMME UN MOTEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LE MARKETING URBAIN

La culture contribue de plus en plus aux économies urbaines de la région, bien que les données disponibles sur ce point soient rares et que les expériences diffèrent d'un pays à l'autre. Les dépenses publiques dans le domaine de la culture sont très variables : dans le PIB, elles représentent entre 0,46 % (Géorgie)<sup>6</sup> et 1,1 % (Fédération de Russie)<sup>7</sup>. Cependant, les dépenses de l'État en faveur de la culture, rapportées au nombre d'habitants, ont considérablement

<sup>6</sup> Voir : <http://www.culturalpolicies.net/web/georgia.php?aid=61>

<sup>7</sup> Voir : <http://www.cisstat.com/eng/>

augmenté entre 2000 et 2012. On trouve les taux les plus élevés dans la Fédération de Russie et au Kazakhstan. Par ailleurs, les activités culturelles et de loisirs représentent une part significative des dépenses des foyers russes (15,2 %) et biélorusses (10,7 %). Ce chiffre est néanmoins beaucoup plus bas au Tadjikistan (0,2 %) et au Kirghizistan (0,4 %). Le nombre d'entrées dans les institutions culturelles progresse dans la plupart des villes, notamment dans la Fédération de Russie<sup>9</sup>.

#### ÉTUDE DE CAS 22

Dilijan (Arménie)

### Redynamiser une ancienne capitale culturelle soviétique

Dilijan, ville de 13 500 habitants au nord-est de l'Arménie, est réputée pour sa longue histoire et sa tranquillité. Elle se trouve au centre d'une des plus grandes zones protégées du sud du Caucase, le Parc national de Dilijan. Comptant plusieurs gîtes d'étape, spas et centres de remise en forme, Dilijan était l'une des principales plateformes culturelles de l'Union soviétique au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle servait de lieu de retraite créative pour l'Union des compositeurs soviétiques, l'Union des artistes de l'URSS et l'Union des cinéastes soviétiques. De nombreux artistes, réalisateurs, musiciens et acteurs se sont rendus à Dilijan et ont souvent monté des spectacles pendant leurs séjours, ce qui a fait de la ville un pôle du tourisme culturel. Après la chute de l'Union soviétique, la population de Dilijan a diminué, son économie a décliné et son architecture traditionnelle (caractérisée par des bâtiments de pierre aux balcons de bois et des éléments inspirés de la culture moloque) s'est progressivement délabrée. L'absence d'une vraie politique d'urbanisme, de réglementations en matière de zonage, d'un centre-ville clairement défini et d'un accès pour les piétons ont exacerbé toutes ces difficultés.

Ces dernières années – grâce aux investissements engagés par la diaspora arménienne – Dilijan est redevenue un centre de culture et d'éducation, notamment par le biais de projets destinés aux jeunes. En 2014, la création d'UWC Dilijan, un lycée pour élèves surdoués âgés de 16 à 19 ans, a constitué le plus grand projet pédagogique jamais entrepris en Arménie. Il emploie aujourd'hui 100 habitants de la ville. La restauration de la rue Sharambeyan a également contribué à la revitalisation de Dilijan : le projet comprenait des ateliers d'artisanat, un musée d'histoire et la création du centre TUMO pour les technologies créatives qui proposent aux jeunes des formations gratuites en animation, création de jeux vidéo, conception de sites Internet et production de films. Un grand nombre de ces projets ont reçu le soutien financier du Fonds pour le développement de Dilijan (créé par les fondateurs de l'UWC Dilijan). Ce fonds finance un ensemble de projets d'urbanisme visant à rendre à Dilijan un statut de centre pour l'éducation, la culture et les loisirs.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.



même si l'Ukraine et le Tadjikistan font pour cela figure d'exceptions. Dans la Fédération de Russie le nombre d'emplois à pourvoir dans les institutions culturelles est en baisse, sous l'effet d'efforts visant à réduire les coûts – cette méthode a d'ailleurs été vivement critiquée. En réponse, l'Azerbaïdjan a mis au point une stratégie pour améliorer le capital humain dans le domaine de la culture. Dans le Sud du Caucase et en Asie centrale, une part croissante de la main-d'œuvre est employée dans l'industrie de l'artisanat. La plupart des artisans vendent leurs produits depuis leur domicile, dans des magasins spécialisés et dans des boutiques en ligne ; ou bien dans le cadre de projets dédiés tels que SOSHA (*Saving our Heritage, saving ourselves, Sauver notre patrimoine pour nous sauver*), basé au Tadjikistan (voir aussi l'Étude de cas 96).

En général, le rôle des industries créatives dans l'économie est mineur mais il progresse. Dans la Fédération de Russie, où l'économie créative représente 6 % du PIB<sup>9</sup>, les industries créatives comptent pour 8 % du PIB régional de Moscou et pour 7 % de celui de Saint-Petersbourg<sup>10</sup>. La ville de Saint-Petersbourg veut faire passer ce chiffre à 12 % d'ici à 2030 en inaugurant de nouveaux espaces créatifs et en créant un environnement juridique et administratif propice aux investisseurs et aux entreprises non gouvernementales des industries culturelles. L'apport d'un soutien à l'éducation multidisciplinaire fait aussi partie de ses stratégies<sup>11</sup>.

Le tourisme culturel a joué un rôle important pour le développement social et économique de la région. Une étude menée en 2012 a classé l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Bélarus parmi les 10 pays du monde où le secteur du tourisme progresse le plus rapidement. En Géorgie, le tourisme et le voyage génèrent 23,5 % du PIB – c'est plus que dans tous les autres pays de la région – et 24,4 % de la population active travaille pour l'industrie du tourisme, en comptant les emplois indirects<sup>12</sup>. Certains pays dont la Géorgie, l'Arménie, le Kirghizistan et l'Azerbaïdjan, se concentrent sur le tourisme international, tandis que d'autres privilégient le tourisme intérieur. La plupart des pays de la région mettent au point des programmes nationaux pour le développement du tourisme, afin d'attirer les visiteurs et d'augmenter les emplois dans ce domaine (comme au Kirghizistan) ou de créer des groupements touristiques (comme au Kazakhstan). La Fédération de Russie s'est dotée d'un programme similaire, « Développement de la culture et du Tourisme 2013-2020 ». Le tourisme culturel est essentiel pour l'économie de plusieurs villes, et notamment des villes historiques : à Souzdal (Fédération de Russie), il génère 50 % du PIB régional<sup>13</sup>. En nombre de visiteurs, Saint-Petersbourg représente 0,6 % du secteur touristique mondial (et 25 % du tourisme national<sup>14</sup>).

Le patrimoine, matériel comme immatériel, s'est révélé être un vecteur économique majeur pour les villes, notamment

Cependant, à l'exception de ceux de l'Asie centrale, la plupart des pays ne considère pas la culture comme une source prometteuse d'emplois. Les emplois culturels restent mal rémunérés et ne sont pas perçus comme une option viable pour les jeunes. Les employés des institutions culturelles reçoivent généralement un salaire inférieur à la moyenne,

<sup>9</sup> Voir : <http://www.cisstat.com/eng/>

<sup>9</sup> Voir : [http://www.copyright.ru/news/main/2012/2/17/wipo\\_research/](http://www.copyright.ru/news/main/2012/2/17/wipo_research/)

<sup>10</sup> Voir : [http://calvertforum.org/images/uploads/documents/calvert\\_research\\_2014.pdf](http://calvertforum.org/images/uploads/documents/calvert_research_2014.pdf)

<sup>11</sup> Voir : <http://www.peterburg2030.ru/priorities/economic/growth/creative/>

<sup>12</sup> Voir : <http://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic-impact-research/countries-2016/georgia2016.pdf>

<sup>13</sup> Voir : <http://tourism.interfax.ru/ru/interview/interview/555/>

<sup>14</sup> Voir : <http://www.peterburg2030.ru/priorities/economic/growth/tourism/>



Dilijan (Arménie)  
© RVVZ Family Foundation

pour celles de tailles petites et moyennes qui comptent sur le tourisme culturel pour renforcer leur attractivité. Les festivals et les manifestations mettant à l'honneur le patrimoine immatériel sont souvent des moments clés de la vie des petites villes. Les projets rassemblant plusieurs villes autour d'un patrimoine immatériel commun ont été particulièrement réussis, comme en témoignent ceux réalisés le long de la Route de la soie. La renaissance de l'artisanat a aussi déclenché la régénération d'un grand nombre d'économies locales, car les villes se présentent comme des centres de fabrication. Des efforts sont faits pour raviver les savoirs locaux et optimiser les réseaux de distribution, même si de nombreuses difficultés persistent. Dans un contexte où de nombreux sites historiques sont en mauvais état et ne disposent pas des infrastructures nécessaires, le potentiel du tourisme a stimulé le lancement de plusieurs projets de restauration urbaine. Certains d'entre eux ont été critiqués pour leurs effets mitigés sur la conservation des sites, mais quelques autres ont eu des résultats positifs. Les programmes municipaux et régionaux pour le développement du tourisme font aussi partie des tendances observées ces dernières années, par exemple à Jaroslavl (Fédération de Russie).

Le marketing urbain est également une pratique de plus en plus courante. Au cours des sept dernières années, une centaine de villes ont commencé à travailler sur leur image de marque, en particulier en Ukraine, dans la Fédération de Russie, au Kazakhstan et au Bélarus. Cependant, faute d'une approche marketing systématique, ces efforts sont parfois réduits à la production d'une devise ou d'un logo. Il arrive que les villes travaillent sur ces projets en organisant des concours, des sessions stratégiques, des appels à projets et des octrois de subventions ; souvent avec la participation des habitants. La popularisation du patrimoine architectural et le développement d'une architecture moderne permettent également de forger l'identité d'une ville. Des architectes de renommée internationale ont été invités à améliorer l'image de villes telles qu'Astana (Kazakhstan). Le programme « Trésors architecturaux de l'Ukraine » est une campagne organisée sur les médias sociaux pour mettre en lumière les monuments architecturaux et renforcer l'identité locale. Des programmes ayant pour objectif de libérer le potentiel culturel des villes ont été lancés, notamment les initiatives « Capitales culturelles de la Communauté des États indépendants (CEI) » et « Capitales culturelles des petites villes russes ». Le marketing reposant sur des événements est aussi très répandu : de nombreuses villes accueillent des festivals, des salons, des biennales artistiques et des forums culturels. Des événements de grande ampleur peuvent contribuer à ces stratégies – comme le championnat d'Europe de football UEFA en 2012 – même si leurs effets à long terme sont parfois contestés.

#### ÉTUDE DE CAS 23

Mary (Turkménistan)

### Face aux défis du monde moderne, une ancienne ville sur la Route de la soie mise sur la culture pour assurer son avenir



Mary est la quatrième ville du Turkménistan par sa taille, à 30 km de l'ancienne ville de Merv, site du patrimoine mondial depuis 1999. Stratégiquement située le long de la légendaire Route de la soie, Merv était autrefois un centre culturel et commercial florissant, réputé pour sa poterie, sa verrerie, ses tissus de soie, de laine et de coton ; mais aussi pour ses écoles de médecine, de mathématiques, d'astronomie, de philosophie, de géographie et de physique. Merv était également une ville sainte du zoroastrisme et au cours des siècles elle a accueilli diverses populations bouddhistes, juives, manichéennes et chrétiennes. La ville de Mary, établie en 1884 lorsque le cours du fleuve Murghab a été modifié, est quant à elle reconnue pour son École de peinture qui s'est développée dans les années 1980.

Plus récemment Mary a été nommée Capitale culturelle de la Communauté des États indépendants (CEI) et « Capitale culturelle du monde turc » en 2015. Cela a inspiré des dizaines de nouveaux projets : de nouveaux locaux aéroportuaires, des hôtels, une bibliothèque publique, le musée d'histoire locale de Mary Velayat, la mosquée Gurbanguly Hajji et le luxueux Palais Rukhyet, même si ces projets répondaient majoritairement à des besoins spécifiques. De plus, malgré des obstacles entravant le tourisme international, le gouvernement national a concentré ses efforts sur l'organisation régulière de conférences, de festivals et de manifestations à grande échelle ; tandis que les archéologues, pour la plupart issus de l'Institut d'archéologie du University College de Londres, continuent à se rendre dans la ville. Si la sous-représentation des habitants de la ville dans l'entretien de son patrimoine culturel reste un défi à relever, Mary est néanmoins un exemple important de « ville culturelle » dans la région.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.

### À L'AVENIR : VERS UNE VISION GLOBALE DE LA RÉGÉNÉRATION URBAINE

Après plusieurs décennies d'approches ad hoc, on assiste à la naissance d'une vision globale de la conservation urbaine et du développement. Les pays de la région ont manifesté la volonté de se joindre à la communauté internationale dans la ratification des Conventions de l'UNESCO et dans l'approbation de la législation culturelle de l'Union européenne. La culture est de plus en plus perçue comme un vecteur de développement, en particulier dans les villes

du patrimoine, bien que le rôle de la culture pour la durabilité sociale soit encore sous-estimé. Dans l'ensemble, la reconversion des bâtiments et des infrastructures de l'époque soviétique et antérieures se généralise. Des stratégies urbaines innovantes fondées sur la culture ont été lancées dans plusieurs villes. Par exemple, la transformation d'Oulianovsk (Fédération de Russie) en une capitale culturelle a été stimulée par la création d'une fondation dont l'objectif est de gérer les projets culturels urbains. La culture est aussi un élément essentiel de la stratégie de Saint-Pétersbourg en faveur du développement socio-économique, qui inclut la réhabilitation de bâtiments industriels en espaces créatifs et plusieurs mesures d'incitation fiscale et économique. De vastes stratégies urbaines reposant sur les industries culturelles voient également le jour, principalement dans la Fédération de Russie. Toutefois, pour s'étendre, le secteur créatif doit surmonter plusieurs obstacles, parmi lesquels l'absence d'incitations économiques, de soutien des autorités publiques et de législations efficaces en matière de droits d'auteur. Bien que la plupart des activités culturelles soient encore financées par l'État, les industries créatives et culturelles indépendantes prennent de l'ampleur ; aussi bien dans les capitales que dans les villes moyennes où les groupes culturels réutilisent souvent les anciens complexes industriels.

Ces stratégies s'appuyant sur la culture ont contribué au développement des économies locales et à la réduction des inégalités. Pour favoriser la revitalisation des zones urbaines sinistrées et améliorer l'environnement urbain, les entreprises locales parrainent souvent des concours portant sur le patrimoine culturel immatériel. À Norilsk (Fédération de Russie), le projet « Notre Ville », financé par une grande compagnie minière, vise à stimuler la croissance économique en améliorant les espaces publics, en dynamisant les institutions culturelles et en augmentant le nombre d'événements culturels organisés par la ville. Par ailleurs, le développement du secteur de l'artisanat a contribué à la lutte contre l'inégalité entre les sexes en Asie centrale et dans le Caucase, notamment au Turkménistan, au Tadjikistan et en Azerbaïdjan. Au Tadjikistan, l'Association nationale des entrepreneuses – grande organisation à but non lucratif – a pour objectif de réduire la pauvreté dans le pays en soutenant et en créant des petites et moyennes entreprises ; et en accordant des bourses aux entrepreneuses afin de faciliter leur implication dans les industries culturelles (voir aussi l'Étude de cas 54).

Plusieurs projets visant à redynamiser les centres historiques ont vu le jour ces dernières années. Le Projet régional de redéveloppement du centre historique de Kakhétie, en Géorgie, a été mis en œuvre par le gouvernement entre 2012 et 2016. Il a permis de transformer la ville en rénovant les logements et les rues et en développant les infrastructures. En conséquence, les touristes sont plus nombreux : cela stimule la croissance économique tout en permettant aux habitants d'entretenir leurs maisons et de créer de nouvelles entreprises. À Lviv (Ukraine), un autre projet mené par l'Institut municipal de Lviv et l'Institut du développement urbain de Cracovie rencontre un succès similaire en adoptant une approche communautaire plus ascendante. Les habitants participent à la régénération d'une cour dans le quartier de Podzamcze, l'un des plus pauvres de la ville. Des ateliers communautaires ont été organisés pour planifier et redessiner

ses espaces publics, et des artisans ont été invités à restaurer les façades de ses bâtiments historiques.

Les approches intégrées tiennent aussi une grande place dans les projets concernant les villes petites et moyennes. Le Projet pour la régénération du patrimoine culturel des villes historiques est ainsi mis en œuvre dans 25 villes petites et moyennes de six pays (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine) ; où des Stratégies urbaines communautaires pour les villes historiques (COMUS) seront mises au point pour optimiser et évaluer les impacts économiques et sociaux des travaux de restauration. Des stratégies de développement durable ont également été préparées pour trois villes d'Ouzbékistan, dans le cadre d'une initiative dirigée par l'Alliance des villes. Elles ont pour objectif d'aider ces villes à développer leurs économies locales ; tout en formant les représentants gouvernementaux à la mise en place de processus de prise de décision qui laissent une plus grande place à la participation citoyenne. Dans la Fédération de Russie, le programme « Préservation et développement des petites villes historiques », soutenu par le ministère de la Culture et la Banque mondiale, vise à reconstruire les infrastructures, à restaurer les sites culturels, à moderniser les réseaux du génie civil et à réhabiliter les espaces urbains afin de poser les bases d'une économie s'appuyant sur le tourisme culturel.

La revitalisation de vastes espaces publics souvent dégradés est un autre domaine d'intervention essentiel. La plupart des lieux publics de la région ont été conçus selon les principes soviétiques : il s'agit donc de grandes places monumentales et de larges boulevards propices aux rassemblements et à la vie sociale. Aujourd'hui, ces espaces publics occupent la moitié du territoire des villes de la région. La plupart étant obsolètes et mal entretenus, les municipalités et les associations de résidents mettent désormais l'accent sur leur réhabilitation. Par exemple, à Moscou, dans le cadre du programme « Ma rue » (qui a été lancé en 2015 et doit se poursuivre jusqu'en 2018), les rues du centre historique sont rénovées selon les nouvelles normes ; et des solutions innovantes de transport en commun sont mises en place pour favoriser l'utilisation des espaces publics. Des projets d'aménagement et de réhabilitation des rues à grande échelle ont également été menés en préparation de certains grands événements : par exemple, le parc du Millénaire de Kazan (Fédération de Russie) a été inauguré juste avant les célébrations marquant le millième anniversaire de la création de la ville.

Le réaménagement des espaces verts et des berges est considéré comme une priorité. Les berges ont notamment été rénovées à Batumi (Géorgie) et Dilijan (Arménie) et d'anciens parcs rouvrent dans de nombreuses villes. Dans la Fédération de Russie, de tels travaux passent souvent par l'organisation de concours internationaux de design prenant en compte à la fois la vision esthétique et le modèle de service répondant aux besoins des usagers. À Moscou, le parc Gorky, le parc Zaryadye et les berges de la Moskova ont été redessinés de cette façon. L'amélioration des espaces publics est généralement la responsabilité des gouvernements municipaux. Les initiatives portées par les habitants et les ONG prennent une place de plus en plus importante au Kazakhstan et au Kirghizistan, où elles reçoivent le soutien de fondations internationales telles que la Fondation Soros-



Ashgabat (Turkménistan)  
© Limpopo/Shutterstock.com\*

Kirghizistan pour lancer des projets de remplacement du mobilier urbain et de développement du public. Cependant la plupart de ces projets sont menés de manière ponctuelle et les approches intégrées restent rares.

La culture a joué un rôle essentiel dans plusieurs événements phares, dont certains sont controversés. Au Bélarus, Dozhinki – la fête des récoltes – est un vecteur de restauration urbaine. Chaque année, une ville est choisie pour accueillir cet événement national ; et elle est donc encouragée à restaurer ses rues et ses bâtiments. Toutefois, cette revitalisation a parfois entraîné la démolition d'édifices historiques. D'autres projets ont été mis en œuvre en préparation de manifestations encore plus importantes, parmi lesquelles les Jeux Olympiques d'hiver 2014 en Russie, le Championnat d'Europe de football 2012 en Ukraine et le 2 700<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Kulob (Tadjikistan).

Cependant, de nombreux facteurs empêchent encore la mise en œuvre de cette vision fondée sur la culture, notamment les vestiges de l'aménagement urbain de l'époque soviétique et le peu d'importance accordée à la culture dans un contexte marqué par l'instabilité politique et les besoins en matière d'infrastructures. La participation citoyenne est encore limitée, car les habitants ont généralement perdu leurs illusions quant au rôle du gouvernement et à leur environnement urbain. Les systèmes pédagogiques concernant la conservation et la régénération urbaines ne sont plus à jour et le réseau des professionnels de la région doit être renforcé. Toutefois, de nouveaux programmes pédagogiques voient le jour dans la Fédération de Russie ; qui redynamisent la vision de la ville.

Pour optimiser l'impact de la culture sur le développement urbain, une approche transversale doit être adoptée : elle doit associer le patrimoine urbain, les industries culturelles et créatives et la popularisation de la culture urbaine. D'abord, la notion de patrimoine doit être élargie pour inclure l'architecture soviétique. Les festivals et les industries créatives naissantes doivent être davantage soutenus et intégrés aux stratégies de marketing urbain. Le patrimoine immatériel doit également faire l'objet de plus nombreuses études et gagner en popularité. L'accès aux musées et aux institutions culturelles doit être amélioré, notamment dans les villes moyennes, par le biais d'une modernisation et d'une transformation des structures existantes. Ensuite, des mesures doivent être prises pour stimuler les investissements privés et l'accent doit être mis sur la création d'emplois, en particulier dans les petites villes. Le vaste réseau régional d'instituts de recherche et d'enseignement dans les domaines de la conservation et de la régénération urbaines doit être modernisé ; pour développer des

formations pratiques et s'appuyant sur les NTIC, améliorer la réactivité face aux évolutions sociales et favoriser les échanges entre les différents établissements et experts.

#### PERSPECTIVE 8

### COLLABORER AVEC DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX POUR AUGMENTER LE POTENTIEL D'UNE VILLE CRÉATIVE DE L'UNESCO

Olga Mezina, Directrice adjointe de l'Administration municipale d'Oulianovsk (Fédération de Russie)

Oulianovsk, ville de la Fédération de Russie, est riche d'une longue histoire littéraire. Pour preuve, elle a été nommée en 2015 Ville UNESCO de littérature. Le célèbre auteur russe Ivan Gontcharov y est né, et en 2012 la ville a lancé les manifestations qui se sont déroulées dans toute la Russie pour célébrer son 200<sup>e</sup> anniversaire. Oulianovsk est également la ville natale de Nikolai Karamzine, auteur d'une *Histoire générale de la Russie*, dont la publication il y a 250 ans a fait l'objet de célébrations nationales en 2016.

Au début des années 2000, la culture est devenue une des priorités d'Oulianovsk pour son développement. Les stratégies de développement culturel durable qu'elle a adoptées ont été reconnues par la communauté internationale pour la première fois en 2011, lorsque la ville a été nommée Capitale culturelle de la Communauté des États indépendants. Dès lors, la ville a commencé à renforcer ses partenariats avec des pays étrangers. Par exemple, le Forum culturel international qui a lieu à Oulianovsk chaque année présente les tendances mondiales et les meilleures pratiques dans le domaine de la culture, en rassemblant les organismes gouvernementaux, les responsables culturels, les chercheurs, les professionnels de la création et le secteur privé.

La municipalité a alloué des fonds supplémentaires afin de développer et d'améliorer la qualité des produits culturels, à la suite de quoi les investissements dans le domaine de la culture ont augmenté leur tour. En 2014, 135 millions de roubles (soit 2,1 millions de dollars des États-Unis) ont été consacrés au financement des organisations culturelles de la ville : c'est trois fois plus qu'en 2001. En parallèle du développement du secteur culturel public, la ville a mis l'accent sur le renforcement du secteur de l'économie créative. C'est l'objectif de la Stratégie 2030

pour le développement socio-économique de la ville. Le développement de cette Stratégie a mis au jour certains défis qu'Oulianovsk doit relever, parmi lesquels le départ de professionnels hautement qualifiés faute d'opportunités économiques suffisantes, et la rareté des lieux publics et des sites architecturaux attractifs, entre autres.

Les communautés jouent un rôle important dans ce processus, et la municipalité apprécie leur contribution au développement culturel de la ville. C'est pourquoi elle soutient les initiatives locales et l'implication des citoyens dans l'élaboration des politiques. Avec la société civile, la ville travaille actuellement à l'amélioration d'espaces publics tels que les parcs, les jardins et les rues. Par exemple, les habitants ont été invités à participer à la conception et à la mise en œuvre de projets de revitalisation d'un parc désaffecté, le parc de l'Amitié des peuples. Par ailleurs, les habitants peuvent choisir parmi les projets portant sur les espaces publics qui seront financés et développés par la municipalité, pour un montant annuel total d'environ 15 millions de roubles (233 000 dollars des États-Unis).

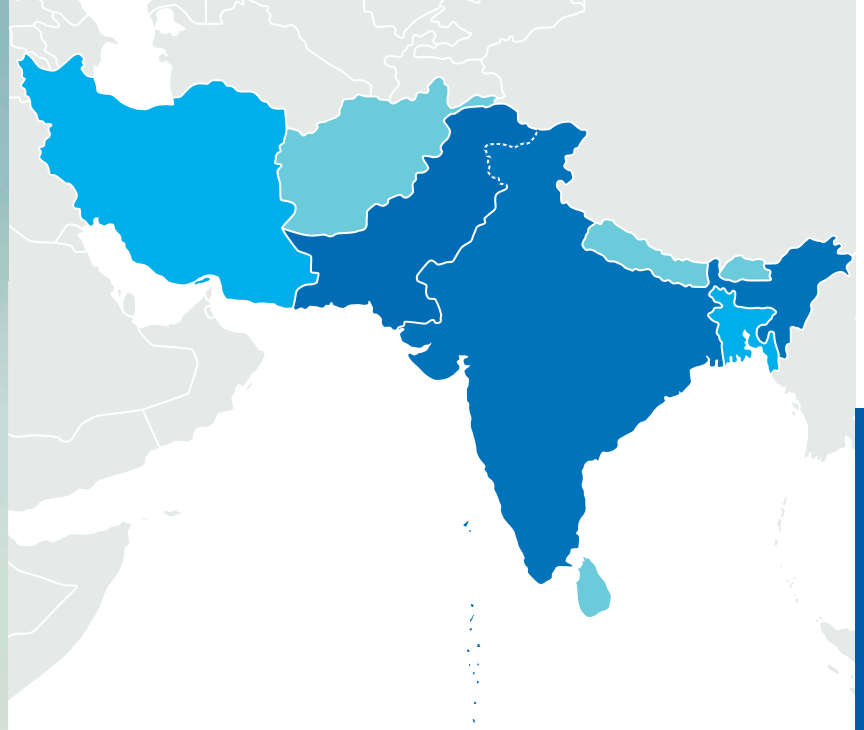
L'entrée d'Oulianovsk dans le Réseau des villes créatives de l'UNESCO est le résultat d'une stratégie équilibrée et opportune qui permettra à la ville de passer à l'étape suivante de la coopération internationale. La richesse de son patrimoine culturel représente un immense potentiel de développement. Nous recherchons une coopération externe avec la communauté culturelle mondiale, ainsi qu'une unité entre les activités culturelles, commerciales, touristiques et économiques de la ville, entre autres. Notre principal objectif est d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens et de leur offrir des conditions propices à leur épanouissement.



Coordinateur de l'étude régionale : **INSTITUT SRISHTI D'ART, DE DESIGN ET DE TECHNOLOGIE**

L'Institut Srishti d'art, de design et de technologie est un institut d'art et de design créé en 1996 par l'Ujwal Trust à Bangalore (Inde), dans le but d'enseigner l'art et le design aux étudiants de premier cycle, de cycle supérieur et aux doctorants. Dans le cadre de la Chaire UNESCO pour la culture, l'habitat et le développement durable, l'Institut a élaboré une approche intégrée de la conservation et du développement urbain, axée sur le rôle stratégique joué par les industries créatives et la conservation du patrimoine.

L'Institut Srishti a établi plusieurs partenariats internationaux dans le domaine du patrimoine culturel et de sa gestion, et a mené à bien de nombreux projets à travers l'Asie du Sud. L'Institut est un centre de recherche de premier plan en matière de développement et de gestion des industries culturelles, de conservation et de planification urbaines, ainsi que de développement urbain durable.



# ZONE D'ÉTUDE

# 5

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'),  
Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.

## REPÈRES

- .....: Foyer de civilisations urbaines parmi les plus anciennes de l'humanité, l'Asie du Sud compte aujourd'hui plusieurs des villes les plus grandes et les plus denses au monde, marquées par le développement informel et la pauvreté urbaine.
- .....: L'authenticité et l'intégrité du patrimoine urbain de la région sont de plus en plus menacées par l'urbanisation accélérée, des pratiques inadaptées en matière d'aménagement du territoire et des projets de rénovation urbaine standardisés.
- .....: À l'heure actuelle, les politiques d'atténuation des risques et les mécanismes de gestion préventive qui leur sont associés ne suffisent pas à protéger le patrimoine urbain, en particulier au regard de la vulnérabilité de la région face aux catastrophes naturelles.
- .....: Les processus de conservation et de régénération urbaines ont récemment fait l'objet de politiques gouvernementales, mettant notamment l'accent sur l'espace public, mais celles-ci demeurent marginales au regard de l'ensemble des programmes liés à la ville.
- .....: Alors que la conservation du patrimoine est une priorité secondaire dans les programmes de développement, les besoins des plus démunis exigent de porter une attention particulière à la régénération urbaine, en revisitant les dispositifs innovants de lutte contre la pauvreté développés dans la région.
- .....: Les stratégies urbaines fondées sur la culture peuvent poser les bases d'une participation communautaire plus large, équitable et efficace, dans un contexte où celle-ci demeure insuffisante.
- .....: Le développement de stratégies touristiques inclusives et durables est essentiel, les pratiques touristiques inadaptées contribuant à la marchandisation du patrimoine urbain et à la dégradation de son authenticité, tout en négligeant les besoins des populations locales.

## L'ASIE DU SUD : UN FOYER D'URBANITÉ ANCIEN QUI CONNAÎT UNE CROISSANCE SANS PRÉCÉDENT

L'Asie du Sud est généralement considérée comme un des plus anciens pôles de la vie urbaine. Traversée par de nombreuses rivières et bordée par les plus hautes montagnes du monde, la vallée de l'Indus était le foyer d'une des premières civilisations urbaines, la civilisation harappéenne, qui a développé de vastes établissements urbains denses et l'agriculture reposant sur l'irrigation dès 3000 av. J.-C. Parmi les villes les plus importantes, citons Harappa, Mohenjo-Daro, Dholavira, Ganeriwala et Rakhigarhi, remarquables pour leurs maisons en briques de terre cuite, leurs systèmes sophistiqués de drainage et d'irrigation et leurs groupements de bâtiments non résidentiels. Le commerce avec la Mésopotamie et l'Asie centrale, grâce à la Route de la soie, a assuré la prospérité de cette civilisation jusqu'en 1800 av. J.-C., lorsque la dégradation des conditions climatiques et des conflits de plus en plus nombreux ont conduit la population à migrer massivement vers l'Est. De nombreux établissements ont été créés dans les années qui ont suivi le long des côtes et des rivières, dans les plaines fertiles et sur le plateau sous-continentale. Il reste cependant peu de vestiges de cette urbanisation primitive, mises à part quelques structures monumentales comme des temples et des palais. Un grand nombre de villes se sont développées à partir de 1500 av. J.-C. pour répondre à des objectifs commerciaux, militaires et religieux, et beaucoup d'entre elles ont toujours été habitées depuis.

L'expansion de l'Empire britannique jusqu'en Inde, qui a commencé dans les années 1600, a fortement influencé les schémas d'urbanisation pendant les siècles suivants. Conduite par la Compagnie britannique des Indes orientales motivée par la recherche de marchés, de matières premières et d'influence politique, la colonisation de l'Inde par le Royaume-Uni (qui s'est poursuivie jusqu'en 1947) a donné naissance à des villes caractérisées par le cantonnement et la ségrégation raciale. Même si les colons britanniques n'avaient pas de programme précis en matière d'urbanisme, le développement de nouveaux établissements en dehors des centres urbains, l'installation d'un vaste réseau ferroviaire dans toute la région et la mise en place de réformes agraires ont fait naître de nouveaux schémas d'urbanisation. Les établissements humains situés le long des voies de chemin de fer sont progressivement devenus des centres dédiés au commerce, à l'exploitation minière et à la mouture de céréales. Les villes côtières telles que Surat, Bombay et Calcutta se sont développées sous l'effet du commerce maritime. Pendant cette période, on a vu émerger deux grands types de villes : les villes provinciales (centres administratifs tels que Bombay, Calcutta et Madras – actuelle Chennai) et les villes situées dans les collines. Le niveau d'urbanisation a rapidement augmenté après l'indépendance puis à nouveau dans les années 1980 ; la croissance urbaine étant alimentée par les migrations internes et les forts taux de natalité.

De nos jours, les villes d'Asie du Sud sont parmi les plus grandes et les plus denses du monde. La région compte actuellement environ 1,77 milliard d'habitants. Selon les estimations, ils devraient être 2,31 milliards d'ici à 2050. En moyenne, 34,39 % de la population de la région est urbaine mais ce chiffre varie selon les pays, entre 18 % au

Népal et 73 % en République islamique d'Iran. La densité démographique est particulièrement élevée dans le centre de l'Inde, en Afghanistan et dans de plus petits États comme les Maldives. Dacca (Bangladesh) est désormais la ville la plus dense du monde. Il est prévu que la population continue à augmenter fortement au cours des trois prochaines décennies, ce qui va intensifier la pression sur les services urbains et les ressources naturelles. D'après les projections, la population urbaine de l'Inde sera multipliée par plus de deux d'ici à 2050 : le pays comptera 857 millions de citoyens, contre 410 millions en 2014. Même si la population est encore relativement jeune, le vieillissement de la population urbaine est une tendance émergente, notamment en Inde (Nations Unies, 2014).

### ÉTUDE DE CAS 24

Kandy (Sri Lanka)

#### Protéger les valeurs culturelles d'un site sacré dans une zone urbaine qui se développe rapidement



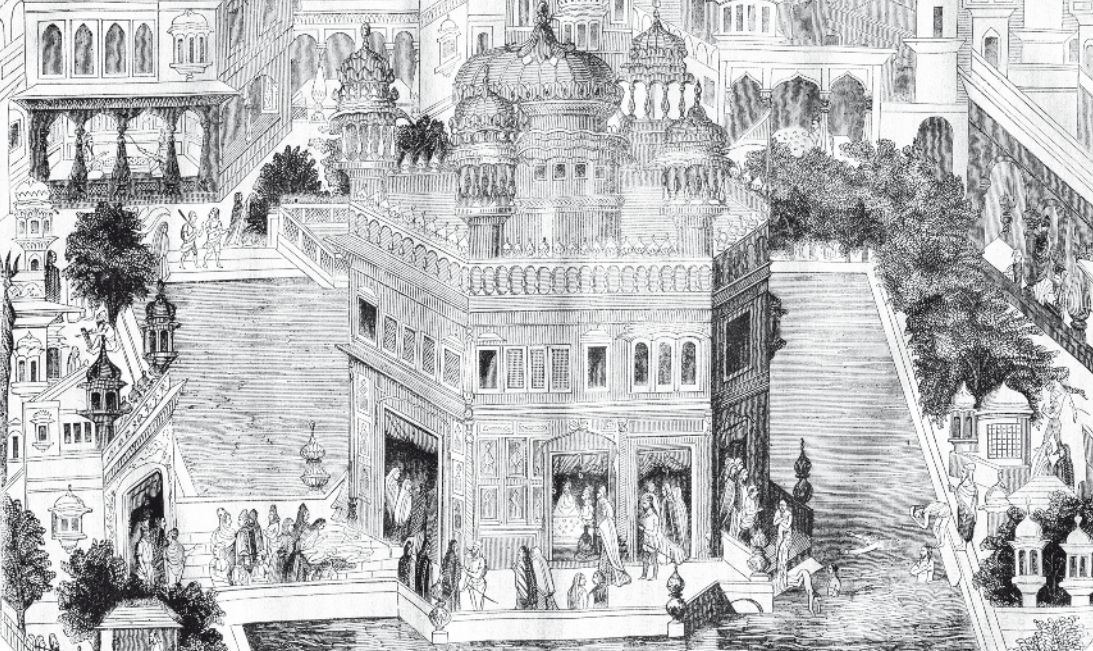
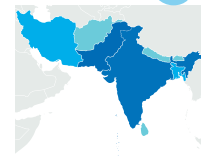
Pointe sud du « Triangle culturel » du Sri Lanka, la ville de Kandy en est la capitale culturelle depuis sa fondation au XIV<sup>e</sup> siècle. C'était aussi le dernier siège du pouvoir royal jusqu'à l'occupation du Sri Lanka par les Britanniques en 1815. Deuxième ville du pays par sa taille, Kandy est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988. Situé à 465 m d'altitude, la ville s'étend le long d'un lac artificiel dans un environnement naturel luxuriant. Son organisation spatiale se distingue par la présence de grands espaces ouverts, dont une place tout en longueur et un jardin public. Ce site sacré de premier plan abrite le temple de la Dent du Bouddha, célèbre lieu de pèlerinage pour les bouddhistes. Au cours des dernières décennies, les pressions liées à l'urbanisation – dont l'édification d'infrastructures et de tours ou les constructions privées non contrôlées – et la transformation des pratiques culturelles pour satisfaire les attentes des touristes ont altéré le patrimoine urbain de la ville. Il a donc fallu adopter une approche globale de l'aménagement urbain.

À cette fin, des institutions de premier plan – le Conseil municipal, l'Autorité du développement urbain et le Fonds central pour la culture, entre autres – collaborent depuis l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial pour élaborer des politiques et des instruments de conservation et de gestion urbaines. Le Conseil municipal a été nommé zone de développement urbain et les environs du temple de la Dent du Bouddha ont été élevés au rang de zone sacrée, ce qui a facilité l'émergence d'une approche commune et globale. La promotion d'une architecture, d'un paysage et d'un environnement de qualité fait partie des principaux objectifs du plan de développement de Kandy, au même titre que le développement d'infrastructures urbaines dans les zones de conservation. La mise en place d'un zonage, d'un contrôle du développement et de directives de construction ont permis de préserver l'intégrité des zones historiques. Les activités de conservation ont également stimulé la revitalisation des compétences artisanales et du métier de sculpteur sur pierre, qui avait presque disparu.

Source : Institut Sriшти d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

Fruits de cette croissance urbaine rapide, les mégapoles sont particulièrement répandues en Asie du Sud. La région en compte 5 qui abritent au moins 10 millions d'habitants –





Amritsar (Inde), 1836  
© Morphart Creation/Shutterstock.com\*

Delhi, Calcutta, Bombay (Inde), Karachi (Pakistan) et Dacca (Bangladesh) – et qui figurent parmi les 14 plus grandes villes du monde (Nations Unies, 2014). Le développement des mégalo-poles devrait s'intensifier dans les prochaines décennies, à mesure que les villes étendent leurs frontières administratives en englobant les établissements environnants. L'importante expansion urbaine non planifiée dans les zones péri-urbaines et rurales a profondément bouleversé les schémas traditionnels d'occupation des sols ; et la demande de ressources naturelles augmente parallèlement à l'essor de l'économie. Aujourd'hui, la dégradation de l'environnement menace grandement les perspectives de croissance de la région, ainsi que sa progression vers le développement durable.

En Asie du Sud, l'urbanisation est caractérisée par son aspect informel ; et la pauvreté urbaine est un défi persistant. Actuellement, 35 % de la population urbaine – soit 190,7 millions de personnes – vit dans des bidonvilles. En 2007, ce chiffre était de 32,1 % en Inde et 70,8 % au Bangladesh (ONU-Habitat, 2010). Ces bidonvilles se développent deux fois plus vite que d'autres établissements urbains. Dans l'ensemble de la région, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté est plus grande dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Dans de nombreuses villes, les citoyens n'ont pas accès aux services publics fondamentaux : eau, assainissement, éducation, soins, etc. L'économie formelle n'a pas pu intégrer l'augmentation de la main-d'œuvre non qualifiée, la plupart des villes sont touchées par un chômage croissant. La pénurie de logements, causée par la hausse des prix et l'absence de moyens de transport suffisants vers les zones péri-urbaines, est une autre problématique sociale urgente. Beaucoup des grandes villes de la région se trouvent dans des zones sujettes aux tremblements de terre, aux tempêtes et aux inondations, et leur surpopulation les rendent encore plus vulnérables aux catastrophes naturelles.

L'exode rural se poursuit dans la plupart des pays. Dans les villes, les migrants viennent chercher des opportunités d'emploi ; ainsi qu'un meilleur accès aux services sociaux, à l'éducation et aux soins. On observe aussi des migrations au sein même des zones rurales, preuve que le secteur agricole est toujours dominant. Les migrations internationales sont aussi fréquentes dans la région : chaque année, 1,5 million de travailleurs quittent l'Asie du Sud pour occuper des emplois temporaires et peu qualifiés, principalement dans les pays du Golfe (Ozaki, 2012). Le nombre de migrants internes et de personnes déplacées est aussi élevé, du fait des conflits (comme en Afghanistan), des écarts entre les zones urbaines et rurales et des facteurs environnementaux.

#### ÉTUDE DE CAS 25

Bhaktapur (Népal)

### Reconstruction du patrimoine culturel népalais après une catastrophe



Les tremblements de terre d'avril et mai 2015 ont détruit de nombreuses vies et réduit des bâtiments plusieurs fois centenaires à l'état de ruines. Après cette catastrophe qui a fait plus de 8 000 morts et des milliers de blessés, plus de 80 % des temples et monuments historiques de Bhaktapur ont été détruits, et la place Durbar de Katmandou a subi des dommages considérables. Le tourisme patrimonial en a donc été grandement affecté, et cela a affaibli l'économie locale. Étant donné que les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes dans la région, qui a été récemment touchée par plusieurs graves inondations et tremblements de terre, les interventions en matière d'infrastructures, de développement urbain et de conservation urbaine doivent tenir compte des problématiques que sont l'atténuation des risques et la résilience à long terme, ainsi que des besoins spécifiques de la population locale.

L'UNESCO collabore avec le gouvernement du Népal, et notamment avec le Département d'archéologie, afin de protéger, contrôler et sauvegarder les sites patrimoniaux endommagés. En 2015, l'UNESCO a lancé un projet de trois ans visant à régénérer le site du patrimoine mondial de la Vallée de Katmandou, en collaboration avec le ministère népalais de la Culture, du Tourisme et de l'Aviation civile. Ce projet, mis en œuvre en partenariat avec la Fondation Cihang de la province du Hainan, a pour objectif de restaurer l'économie locale en créant de nouveaux emplois et des opportunités de formation dans le secteur du tourisme culturel. Les efforts déployés portent également sur le renforcement des capacités des institutions nationales en matière de recherche et sur la création d'une base de données du patrimoine culturel népalais.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

### LE PATRIMOINE URBAIN : UN ATOUT PRÉCIEUX MAIS MENACÉ POUR LES VILLES D'ASIE DU SUD

Le patrimoine urbain de l'Asie du Sud, dans toute sa diversité, est une ressource importante pour les villes de la région. Résultat des différentes strates d'urbanisation formées par les invasions et les migrations successives et des divers contextes géographiques et politiques de la région, cette diversité transparait aussi bien dans l'environnement bâti que dans les fortes traditions locales. Le schéma d'aménagement urbain des premières villes indiennes (inspiré du mandala, représentation géométrique du cosmos souvent associé à la ville de Jaipur), le réseau urbain dense et irrégulier des villes médiévales et la configuration organique

des ensembles urbains ultérieures font partie des nombreux schémas urbains que l'on retrouve dans la région, et notamment dans ses 30 sites urbains figurant sur la Liste du patrimoine mondial<sup>1</sup>. Vingt-et-une pratiques immatérielles sont également inscrites sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité<sup>2</sup>, preuves de la vitalité culturelle des groupes ethniques de la région. Les caractéristiques urbaines et architecturales, ainsi que les modes de vie et les pratiques culturelles, sont reconnus comme des éléments fondamentaux de l'identité de chaque ville. Plus récemment, Varanasi et Jaipur (Inde) ont intégré le Réseau des villes créatives de l'UNESCO.

Le patrimoine urbain est par ailleurs au cœur des nombreuses initiatives visant à favoriser le dialogue culturel et à améliorer l'état de préparation aux catastrophes. La Route de la soie en Asie du Sud est l'un des plus anciens et célèbres réseaux de diffusion des idées et des expressions culturelles. Le patrimoine culturel immatériel a aussi servi de fondement au dialogue entre les différentes communautés. Par exemple, le festival Phool Walon Ki Sair rassemble les hindous et les musulmans de Delhi (Inde). Les pratiques culturelles jouent également un rôle dans les politiques de réduction des risques de catastrophes. En Inde, la Fondation Hunnarshala participe aux travaux de rénovation après les tremblements de terre et à la revitalisation des techniques de construction traditionnelle, notamment à Bhuj, dans l'État du Gujarat, après le tremblement de terre de 2001. Au Pakistan, la Fondation du patrimoine redynamise les compétences et techniques locales pour favoriser la reconstruction après les catastrophes grâce à la formation intensive des communautés locales. À Kandi (Sri Lanka), la restauration de Sri Dalada Maligawa, un temple gravement endommagé par des conflits successifs, a permis de rapprocher les communautés tout en mettant en lumière les compétences des sculpteurs sur pierre au sein de la communauté locale. Des activités de ce type sont actuellement en cours à Katmandou (Népal).

Toutefois, ce remarquable patrimoine urbain est grandement menacé par une urbanisation rapide et un aménagement inadéquat. En dehors de quelques projets à petite échelle, les tendances générales dans le domaine du développement urbain ne sont pas vraiment prometteuses. Les projets de modernisation et les fortes attentes en matière de nouvelles infrastructures et de développements commerciaux entraînent la démolition, la division ou le remplacement de structures et d'ensembles urbains historiques, comme ce fut le cas à Téhéran (République islamique d'Iran) et à Lahore (Pakistan). L'entretien insuffisant des bâtiments, qui s'explique souvent par un manque de reconnaissance des valeurs du patrimoine ou par un manque de ressources disponibles, renforce ce processus de dégradation. Dans toute la région, les zones historiques sont souvent négligées, alors que des expansions illégales et chaotiques ont détérioré les infrastructures existantes. Les projets de rénovation urbaine se sont souvent soldés par l'expulsion des populations ; et donc par une grave perte d'identité culturelle et d'accès à la mémoire locale.

Ces projets de modernisation ont souvent pour base des solutions standardisées et conventionnelles, qui s'inspirent de modèles importés sans tenir compte des ressources locales et des cadres culturels. L'augmentation significative des sources de financement disponibles ces dernières années – investissements extérieurs ou partenariats public-privé – a souvent abouti à ce que les projets conventionnels soient privilégiés car ils sont conçus pour générer immédiatement des recettes ; au détriment d'approches plus spécifiques à chaque lieu, qui nécessitent une analyse préalable et rigoureuse du contexte local dans le cadre de démarches participatives.

#### ÉTUDE DE CAS 26

Ispahan (République islamique d'Iran)

### Un modèle d'aménagement urbain vieux de plusieurs siècles s'adapte aux défis de l'urbanisation contemporaine



Troisième ville d'Iran par sa taille, Ispahan est un modèle d'aménagement urbain optimal depuis 1598, lorsque le Shah Abbas y a installé sa capitale et a demandé à son architecte en chef, Sheikh Bahai, de construire un ensemble d'espaces publics remarquables. C'est ainsi qu'ont vu le jour la place Meidan Emam (également connue sous le nom de Naghsh-e Jahan) et les bâtiments environnants – la mosquée du Shah, le palais d'Ali Qapu, la mosquée du cheikh Lotfollah et le grand bazar d'Ispahan, la plus grande rue commerciale couverte au monde. Construit en 1603, le pont Allahverdi Khan, long de 300 m, est l'un des 11 ponts que compte la ville. C'était un élément essentiel du plan d'urbanisme du Shah Abbas et il s'agit encore aujourd'hui d'un des monuments les plus importants de la ville. Meidan Emam est inscrite au patrimoine mondial depuis 1979 et Masjid-e J me' a été ajouté à la Liste en 2012. La ville d'Ispahan dans son ensemble a été nommée Ville créative de l'artisanat et des arts populaires en 2015, en reconnaissance de son statut en tant que plateforme de l'artisanat traditionnel perse.

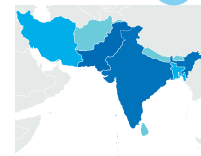
Pourtant, il est difficile de concilier le riche patrimoine de la ville avec les défis auxquels elle est confrontée aujourd'hui en matière d'urbanisme. La démolition de bâtiments anciens pour permettre de nouvelles constructions a contribué au phénomène de gentrification. Dans le même temps, l'inauguration d'un nouveau métro afin de fluidifier la circulation menace des sites tels que le pont Allahverdi Khan. En réaction, l'*Iranian Cultural Heritage, Handicrafts and Tourism Organization (ICHHTO)*, créée en 1986 et gérée par le gouvernement de la République islamique d'Iran, a collaboré avec l'UNESCO sur plusieurs projets importants. Ces derniers visaient notamment à réduire la hauteur du centre commercial envisagé à proximité de Meidan Emam, ou encore à élargir la zone tampon autour de ce site. À l'avenir, son objectif est de garantir que le patrimoine urbain et les nouvelles constructions d'Ispahan se complètent plutôt que de s'opposer.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

La transformation du patrimoine urbain à des fins touristiques a également nui à l'authenticité et l'intégrité des zones historiques. Le patrimoine urbain est un atout essentiel pour le développement du tourisme culturel, représentant une part importante de l'industrie régionale du tourisme. Cependant, dans les quartiers historiques, cette économie basée sur le tourisme a parfois mis un terme à la cohabitation

<sup>1</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/>

<sup>2</sup> Voir : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/listes>



Dacca (Bangladesh)  
© Kibae Park/Sipa Press/Flickr.com\*

entre les bâtiments liés aux activités économiques et les bâtiments résidentiels. Cela a souvent nui à la diversité des activités traditionnelles, et notamment aux compétences dans les domaines de la construction et de la réparation d'édifices. L'identité et le sentiment d'appartenance sont donc affaiblis. Le développement de nouvelles infrastructures destinées aux touristes a dans certains cas altéré le tissu urbain et l'authenticité des lieux. De plus, l'économie touristique tend à privilégier la restauration des monuments ou le développement d'infrastructures répondant aux besoins des visiteurs, plutôt que l'amélioration des infrastructures urbaines et des services proposés aux populations locales.

Katmandou (Népal) en 2015. En Afghanistan et au Pakistan, les conflits ethniques expliquent également la destruction d'un grand nombre de biens du patrimoine urbain. Dans certains cas, les opérations de secours déployées après une catastrophe peuvent causer des dégâts supplémentaires, faute d'une coordination suffisante entre le personnel chargé de la gestion de l'aide et les responsables du patrimoine concernant les mesures temporaires ou les procédures de reconstruction. Dans les zones urbaines densément peuplées, la dégradation de l'environnement – et notamment la pollution de l'air – entraîne une détérioration progressive du patrimoine, souvent aggravée par un manque d'entretien.

#### ÉTUDE DE CAS 27

Muziris (Inde)

### La régénération urbaine, vecteur de créativité pour cet ancien port maritime

Ancien port maritime et centre urbain dynamique idéalement situé au cœur de la Route des épices, Muziris (Inde) a cherché à faire revivre les parcours jadis empruntés par les marchands et les explorateurs, afin de mettre en valeur la multitude de strates historiques culturelles qui ont fait de cette ville antique le creuset des civilisations qu'elle est aujourd'hui. Dans le cadre du Plan de développement et de conservation de la ville, le Projet en faveur du patrimoine de Muziris a été lancé en 2009, avec pour objectifs de restaurer les bâtiments historiques, de rénover les canaux existants et d'ouvrir de nouvelles routes afin d'améliorer l'accès aux différents sites du patrimoine. L'un des principaux résultats de cette politique culturelle est la Biennale de Kochi-Muziris, le premier événement de ce type en Inde. Elle est organisée depuis 2012 par la Fondation de la biennale de Kochi avec le soutien du gouvernement du Kerala. Il s'agit d'une exposition d'art contemporain à travers toute la ville, dans les galeries, les lieux publics, les monuments historiques et les bâtiments abandonnés sur le territoire de Kochi et de Muziris mais aussi dans les îles environnantes. La biennale est soutenue par un vaste programme éducatif et elle a déjà porté des fruits pour la communauté artistique locale.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie



La conservation du patrimoine est parfois perçue comme allant à l'encontre d'autres objectifs de développement tels que la réduction de la grande pauvreté et des inégalités sociales, qui restent des défis majeurs pour la plupart des villes d'Asie du Sud même si certaines connaissent une croissance économique rapide et voient se développer une classe moyenne. De nombreuses villes plus grandes et plus anciennes, telles que Bombay (Inde), Dacca (Bangladesh) et Karachi (Pakistan) doivent concevoir de nouvelles infrastructures pour répondre aux besoins d'une population en constante augmentation ; et aussi améliorer les infrastructures existantes mais obsolètes dans les centres historiques. Mettre à disposition les infrastructures et services nécessaires tout en protégeant l'authenticité et l'intégrité du patrimoine urbain constitue un défi à part entière.

### DE LA RÉNOVATION URBAINE À LA RÉGÉNÉRATION ET À LA CONSERVATION URBAINES : UNE PRISE EN COMPTE CROISSANTE DE L'IMPORTANCE DE LA CULTURE

Le développement urbain est devenu une priorité de la plupart des programmes politiques nationaux dans les années 1970, alors que les pays nouvellement indépendants mettaient l'accent sur l'intégration nationale. L'objectif sous-jacent de ces stratégies était de gérer l'exode rural massif qui a eu lieu pendant cette période. Les politiques adoptées ont d'abord porté sur des problématiques telles que le logement, les services fondamentaux, la réglementation foncière, le développement économique et les mécanismes de financement. Certains pays comme le Sri Lanka ont clairement mis l'accent sur le logement. Dans d'autres cas, au Népal par exemple, le développement urbain s'inscrivait

Les catastrophes naturelles et les conflits ont également gravement endommagé le patrimoine urbain de la région. Ce fut notamment le cas lors des inondations qui ont touché la vallée de Swat (Pakistan) ou du tremblement de terre de

dans des politiques d'aménagement plus larges visant à améliorer la productivité, l'équilibre régional et l'intégration. À mesure que la croissance urbaine s'intensifiait, les villes étaient de plus en plus considérées comme des vecteurs de développement économique. Dans la plupart des pays, des centres urbains prioritaires ont été définis et des politiques urbaines nationales formulées, souvent pour soutenir les secteurs économiques clés. Étant donné que les approches centralisées de développement urbain n'ont pas permis de répondre aux besoins fondamentaux des citoyens de plus en plus nombreux, des processus de décentralisation ont été initiés après les années 1990, afin d'améliorer l'accès aux services au niveau local. Plus récemment, dans un contexte marqué par la « métropolisation », les politiques urbaines se sont concentrées sur la mise à disposition des infrastructures, l'amélioration de la gouvernance et le développement des petites villes.

En règle générale, les questions relatives au patrimoine culturel ne sont pas incluses dans les plans cadres concernant l'aménagement et le développement urbains. Des systèmes de gouvernance fragmentés ou trop complexes n'ont pas posé les bases propices à la mise en œuvre de stratégies de développement intégrées tenant compte des spécificités culturelles. En effet, si le mandat des organismes chargés du patrimoine porte principalement sur les monuments sans accorder beaucoup d'attention aux zones urbaines dans lesquelles ils se situent, les agences de développement urbain ne sont généralement pas formées pour traiter les problématiques liées au patrimoine. De plus, dans les villes touchées par une extrême pauvreté, la préservation du patrimoine est souvent perçue comme une préoccupation moins importante que d'autres objectifs de développement.

#### ÉTUDE DE CAS 28

##### **Le programme *Heritage City Development and Augmentation Yojana* (Inde) : vers une régénération urbaine intégrée pour les villes historiques du pays**

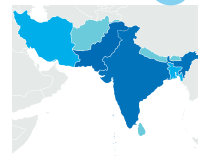
En janvier 2015, le ministère indien du Développement urbain a lancé un programme national de conservation et de revitalisation des zones urbaines historiques. Son objectif est de mener à bien le développement stratégique et rigoureusement planifié des villes du patrimoine afin d'améliorer la qualité de vie en général. L'assainissement, la sécurité, le tourisme et la revitalisation du patrimoine font l'objet d'une attention particulière. Les activités entreprises ciblent notamment le développement, la conservation ou la revitalisation des infrastructures à la valeur patrimoniale significative, ainsi que la mise à disposition de services et de structures dans les centres-villes historiques et la réalisation d'inventaires du patrimoine (bâti, immatériel et naturel). Ce programme met également l'accent sur le renforcement des capacités locales, afin de favoriser des activités inclusives fondées sur le patrimoine et des activités économiques permettant de renforcer les moyens de subsistance et l'identité culturelle dans ces villes. Des efforts particuliers sont déployés pour créer et gérer efficacement des partenariats public-privé en vue de la réhabilitation des bâtiments et de la régénération urbaine. Douze villes historiques ont été sélectionnées pour bénéficier de ce programme. Le budget prévu pour l'ensemble des projets est d'environ 100 millions de dollars des États-Unis. Le programme est en cours de réalisation et devrait s'achever en 2017.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

En outre, les politiques du logement n'ont pas permis de gérer clairement la question des vieilles habitations dans les centres historiques. Par exemple, en Inde, bien que la Politique nationale du logement adoptée en 1994 mentionne la nécessité de soutenir les quartiers résidentiels historiques définis comme des zones de conservation, sa mise en œuvre pratique n'a pas porté les fruits escomptés car la plupart des organismes locaux ne disposaient pas de ressources suffisantes pour concevoir et appliquer les politiques de conservation pertinentes.

Ces dernières années, plusieurs programmes innovants montrent un changement de perspective dans l'approche des zones historiques. En Inde, le programme *Heritage City Development and Augmentation Yojana* a été lancé par le gouvernement fédéral en partenariat avec les gouvernements de chaque État, avec pour objectif de favoriser le développement global des villes du patrimoine tout en mettant en lumière l'identité spécifique de chacune d'entre elles. Au Sri Lanka, le Fonds central pour la culture fournit des ressources pour la conservation urbaine dans plusieurs villes. Un certain nombre de projets de conservation et de régénération urbaines ont aussi vu le jour grâce au soutien de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, par le biais du Programme pour un développement urbain inclusif et basé sur la culture. Ils ont notamment été menés dans la ville fortifiée de Lahore (Pakistan), à Kandy et Galle (Sri Lanka) et à Thimpu (Bhoutan). Pour mieux capitaliser et diffuser les expériences de ce type, la Banque mondiale a également soutenu la création d'un groupe thématique sur le patrimoine culturel et le tourisme durable. Il s'agit d'un réseau permettant aux praticiens d'intégrer la conservation du patrimoine dans des projets concernant les infrastructures, le secteur privé et les évolutions sociales.

Les gouvernements locaux et nationaux prennent désormais des mesures pour inclure la notion de protection du patrimoine dans les pratiques d'aménagement urbain. Le Programme de développement urbain national Jawaharlal Nehru, intégré et ambitieux, a été lancé dans 63 villes par le gouvernement indien. D'autres villes, parmi lesquelles Lahore (Pakistan), Galle (Sri Lanka) et Jaipur (Inde), ont également inclus la question des zones historiques à leurs plans directeurs. À Jaipur, cette initiative a donné lieu à la revitalisation des bazars, ainsi qu'à l'élaboration d'un programme de gestion pour le site du patrimoine mondial de Jantar Mantar et d'un plan complet de gestion de la circulation et de la mobilité dans l'enceinte de la ville fortifiée. Au Pakistan, la conservation du Fort de Baltit a entraîné la régénération des établissements humains environnants et une amélioration du niveau de vie, grâce entre autres à l'installation de l'eau courante et de services d'assainissement. Plusieurs programmes régionaux et locaux sont aussi en cours de déploiement, notamment dans la province du Pendjab et à Lahore, pour améliorer la gouvernance urbaine et les infrastructures. D'autres projets de développement urbain importants sont menés à Bhaktapur (Népal), Colombo (Sri Lanka) et Samdrup Jongkhar (Bhoutan). Par ailleurs, l'*Indian National Trust for Art and Cultural Heritage* (INTACH), le Département népalais d'archéologie, le Fonds central pour la culture du Sri Lanka et l'*Iran Cultural Heritage, Handicrafts and Tourism Organization* (ICHHTO), entre autres, ont déployé des efforts considérables pour sauvegarder



Bazar de Kashan (République Islamique d'Iran)  
© Matyas Rehak/Shutterstock.com\*

## ÉTUDE DE CAS 29

Bamiyan (Afghanistan)

### Concilier la préservation du patrimoine et les besoins de la communauté en matière de développement urbain et de gestion



Bamiyan s'est appuyée sur la préservation du patrimoine et la promotion de la créativité pour offrir des conditions de vie durables à ses habitants. Le bien du patrimoine mondial Paysage culturel et vestiges archéologiques de la vallée de Bamiyan, étape à l'embranchement de la Route de la soie qui reliait la Chine et l'Inde à travers l'ancienne Bactriane, intègre des influences culturelles et religieuses aux origines variées. Il a été inscrit en même temps sur la Liste du patrimoine mondial et sur la liste du patrimoine mondial en péril, en 2003. La ville de Bamiyan a également rejoint le Réseau des villes créatives de l'UNESCO en 2015, en tant que Ville créative d'artisanat et des arts populaires.

En 2012, le ministère du Développement urbain de la République islamique d'Afghanistan a préparé un Plan de développement urbain pour la ville de Bamiyan. Ce dernier propose un nouveau zonage pour ce territoire dont la population devrait passer de 50 000 à 1 million d'habitants au cours des 50 prochaines années, et tient compte des zones culturelles identifiées dans le Plan directeur culturel adopté en 2007. Ce document stratégique pose les bases de l'évaluation des futurs projets de développement – particulièrement en ce qui concerne leur impact sur le paysage culturel – et représente l'orientation des futurs développements de la ville de Bamiyan et de la vallée environnante.

En 2015, l'intégration du Plan de gestion pour le site du patrimoine mondial de Bamiyan, dans le cadre du Plan de développement urbain, a permis de proposer des recommandations stratégiques visant à réduire l'impact causé par les logements, les infrastructures de transport et de service (électricité), les installations industrielles et minières et les installations prévues pour accueillir les visiteurs sur la valeur universelle exceptionnelle du site ; en mettant l'accent sur l'authenticité et l'intégrité des vestiges archéologiques mais aussi sur l'intégrité visuelle et l'utilisation du paysage.

Il est nécessaire de concilier les impératifs en matière de préservation et la mise à disposition d'infrastructures fondamentales et essentielles (eau, électricité, réseau routier, etc.) pour une population en constante augmentation. Ce constat a donné lieu à la définition de restriction concernant les changements acceptables, afin d'éviter que les monuments historiques ne soient détruits ou endommagés, mais aussi afin de réduire les effets négatifs du trafic routier et aérien à proximité immédiate du site et de respecter les délimitations et l'aménagement du site.

Préparée par l'UNESCO

leur patrimoine national tout en favorisant un développement urbain durable. L'UNESCO a mené à bien le programme Passeport du patrimoine indien, qui fait du tourisme lié au patrimoine un vecteur de développement local en aidant les États du pays à présenter et à mettre en valeur leurs destinations touristiques culturelles. Plusieurs villes ont aussi inclus des zones à la valeur patrimoniale particulière dans leurs plans directeurs.

Les efforts en matière de conservation et de régénération urbaines portent notamment sur la question des espaces publics. Des urbanistes et des artistes expriment régulièrement leurs points de vue sur le milieu urbain et l'identité. À Pondichéry (Inde), à la demande du gouvernement local, plusieurs projets ont été préparés pour la mise en place d'une zone piétonne. À Delhi (Inde), la communauté locale a été constamment consultée dans le cadre de l'aménagement paysager de Hazrat Nizamuddin Basti, un quartier historique du Sud de la ville. Le projet choisi est actuellement mis en œuvre et géré par la communauté avec le soutien du Trust Aga Khan pour la culture (voir l'Étude de cas 111).

### CADRES DE GOUVERNANCE EN FAVEUR DE LA RÉGÉNÉRATION ET DE LA CONSERVATION URBAINES

Dans l'ensemble de la région, les politiques relatives à la conservation urbaine sont variées. Certains pays, comme le Bhoutan et le Sri Lanka, disposent de politiques clairement définies, d'institutions et de stratégies dans ce domaine. D'autres, parmi lesquels l'Inde, la République islamique d'Iran, le Népal et le Pakistan, ont créé des cadres institutionnels dédiés à la protection du patrimoine, mais sans accorder au patrimoine urbain une importance stratégique. Du fait de l'instabilité qui a marqué sa vie politique ces dernières décennies, l'Afghanistan en est seulement aux prémices de la mise au point d'un cadre politique.

Les systèmes de gouvernance impliquent plusieurs parties prenantes au niveau de la ville, de l'État et de la nation. Les ministères de la Culture et de l'Aménagement urbain sont des acteurs majeurs au niveau national. Aux niveaux infranational et local, les organismes gouvernementaux consacrés à la protection du patrimoine, au développement urbain et au tourisme jouent également un rôle important, même si les mécanismes de coordination au niveau national sont souvent mal définis. Les ONG participent de plus en plus aux activités de renforcement des capacités et de

partage d'expérience : c'est notamment le cas de l'*Indian National Trust for Art and Cultural Heritage* (INTACH) et du Réseau des villes du patrimoine en Inde et de l'*American Himalayan Foundation* au Népal. Les organisations communautaires sont essentielles pour sensibiliser les populations et leur fournir des moyens de gagner leur vie. De nombreux établissements d'enseignement sont impliqués dans la formation, la documentation et la recherche sur la conservation et la régénération urbaines. Parmi ceux-là, l'Institut afghan de recherche et d'évaluation (AREU), l'Agence Shejun (Bhoutan), l'INTACH, le Réseau des villes du patrimoine en Inde (IHCN), la Chaire UNESCO de l'Institut Srishti et l'Institut des Affaires urbaines (Inde) et l'Université de Colombo (Sri Lanka). La plupart des pays ne disposent pas d'un cadre complet, faute d'organismes gouvernementaux spécifiquement chargés de la conservation urbaine.

À partir des années 1990, des démarches de décentralisation ont été mises en œuvre dans la plupart des pays, afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté et de renforcer les attentes qui y sont associées. Des prérogatives politiques, fiscales et administratives ont été transférées, à des degrés divers, aux institutions régionales et locales. La décentralisation a permis une meilleure reconnaissance des contextes et des besoins locaux, ainsi qu'une plus forte participation des communautés. Les systèmes administratifs qui en sont issus sont toutefois complexes et lourds. Les capacités des gouvernements locaux en matière de fiscalité restent très limitées. La conception et le développement de projets sont donc principalement gérés au niveau national, les parties prenantes locales étant responsables de la mise en œuvre et du suivi.

Les capacités locales restent limitées dans la plupart des pays, en particulier en ce qui concerne les questions techniques et la gestion. Certains pays, comme l'Inde et le Sri Lanka, bénéficient des services de professionnels qualifiés, mais le personnel local n'est pas encore suffisamment formé. Il existe des professionnels qualifiés en archéologie et ingénierie structurelle, notamment en Inde, mais les compétences en conservation urbaine sont encore inadéquates. Par ailleurs, le personnel qualifié est généralement chargé de la conservation des structures répertoriées, et non pas de l'environnement urbain en général.

Tous les pays de la région ont adopté des législations en matière de patrimoine, qui couvrent l'inventaire, les permis de construire, les délimitations et l'entretien. Ces lois s'appliquent à tous les biens du patrimoine référencés, mais le plus souvent elles ne régissent pas la protection des bâtiments privés. De nombreuses lois relatives à l'aménagement urbain et régional portent également sur les éléments du patrimoine en général, y compris sur les zones spécifiques. Au niveau national, chaque pays tient à jour un inventaire des biens du patrimoine national et culturel. Cette démarche se fait parfois également au niveau des États (comme en Inde) ou même au niveau local (comme au Sri Lanka ou au Népal). L'enregistrement et l'inscription sur des listes sont généralement réalisés par des entités distinctes. Tous les pays de la région sont signataires de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel et

de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, à l'exception des Maldives qui n'ont pas ratifié celle de 2003 à ce jour. L'Inde, le Bangladesh et l'Afghanistan sont les seuls pays de la région signataires de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

### ÉTUDE DE CAS 30

Rawalpindi (Pakistan)

## Intégrer l'approche du paysage urbain historique au programme d'aménagement

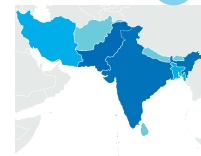


Situé dans la province du Pendjab, Rawalpindi est l'un des plus grands centres urbains du Pakistan. Les quartiers anciens de la ville abritent un réseau dense et organique de bazars et de *mohallahs* reliés entre eux par des sentiers étroits et tortueux. Ce schéma urbain, qui s'est développé sans avoir été formellement planifié, est encore dynamique aujourd'hui malgré de sérieux défis liés au développement et à la forte densité démographique ; ce qui montre l'influence de cette capitale socio-culturelle. Les habitations et les commerces construits au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles ont une architecture et des caractéristiques décoratives variées, résultant souvent de l'association des matériaux et des styles occidentaux et orientaux. Le paysage urbain, relativement plat, est parsemé par les dômes et les shikharas des temples hindous et les minarets des mosquées, qui servent de repères visuels dans ce tissu urbain dense. Cependant, l'importance culturelle de cette ville a été peu étudiée, avant la réalisation récente d'exercices de cartographie culturelle et d'enquêtes sur le sujet.

La mise en œuvre de l'approche du paysage urbain historique se fait actuellement par le biais d'un projet pilote, lancé en 2013 dans le cadre d'un partenariat entre le Bureau de coordination du district de Rawalpindi, le Collège national des arts et WHITR-AP avec le soutien financier du Fonds en dépôt des Pays-Bas. Des recherches ont été menées par le Collège national des arts pour répertorier les ressources naturelles, culturelles et communautaires de la ville, améliorer la compréhension de leur importance culturelle et identifier leurs fragilités. D'autres consultations avec les services chargés de l'aménagement aux niveaux ministériel et gouvernemental ont donné lieu à l'intégration de l'approche du paysage urbain historique dans le programme national d'aménagement, par le biais du document stratégique Vision 2025. Suite à ces enquêtes et consultations, un Accord de coopération stratégique tripartite a été signé en 2014 entre les trois entités partenaires, afin de revitaliser le centre historique de Rawalpindi. Des activités de recherches complémentaires sont mises en œuvre et une stratégie de développement urbain et de conservation du patrimoine proposant des politiques et des actions à court, moyen et long terme est en cours d'élaboration.

Source : <http://www.whitr-ap.org/index.php?classid=1459>

Rares sont les mesures incitatives proposées pour encourager les propriétaires privés à investir ou pour éviter les démolitions. Il convient toutefois de citer quelques exemples positifs : à Bombay (Inde) un système de transfert des droits de développement a été lancé avec succès. Il s'agit de dissuader les propriétaires de remplacer leurs maisons par des immeubles plus hauts en leur permettant de valoriser le coefficient d'occupation des sols supplémentaires pour le vendre à des organismes publics



Place de poterie, Bhaktapur (Népal)  
© Michael Foley/Flickr.com\*

au prix du marché. D'autres systèmes ont été expérimentés, à l'échelle de projets locaux, notamment dans le cadre d'initiatives soutenues par la Fondation Aga Khan et le World Monuments Fund.

Les politiques de limitation des risques restent globalement insuffisantes, d'autant plus que la région est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles. Des zones protégées et des zones tampons ne sont en vigueur dans la région que depuis environ dix ans et elles concernent surtout les biens du patrimoine mondial. Ces mesures protègent efficacement les monuments, mais sont moins utiles pour l'environnement urbain dans son ensemble. Il n'existe pas de cadre juridique spécifique pour les évaluations d'impact sur l'environnement et le patrimoine. Lorsqu'elles sont réalisées, ces évaluations n'ont que peu d'effets même si ce sont des formalités préalables au financement de projets par des partenaires internationaux tels que la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement (BAD). Les plans de réhabilitation ne sont généralement pas exigés et des compensations sont accordées uniquement au cas par cas.

Plusieurs villes de la région se sont dotées d'institutions responsables de la conservation et la régénération urbaines, soit sous la forme d'organismes spécifiques de développement et de gestion – comme le Lumbini Development Trust au Népal – ou d'unités spécialisées au sein des entités locales, comme à Bombay ou Ahmedabad (Inde). Bien que la nécessité de protéger le patrimoine ne soit toujours pas suffisamment reconnue au niveau local, dans les villes certains organismes se concentrent sur la sensibilisation. Cependant très peu de zones du patrimoine urbain disposent de plans de gestion opérationnels, de systèmes de contrôle du développement, ou de règles d'occupation des sols clairement définies. Les dispositifs traditionnels d'aménagement mis en œuvre par les autorités urbaines, tels que les plans de ville ou le zonage, ont parfois atteint leurs limites face à l'ampleur de l'économie informelle et au manque de financement par les autorités locales. Cette situation justifie d'utiliser des instruments plus modulables et d'adopter des approches mieux adaptées à chaque lieu.

Dans la région, les mécanismes de financement de la régénération et de la conservation urbaines sont limités. Le patrimoine culturel ne fait pas l'objet d'un poste distinct dans les budgets des gouvernements locaux, les dépenses le concernant sont souvent prélevées sur le budget des départements de l'urbanisme ou du tourisme. À l'exception du Sri Lanka, aucun pays ne provisionne des ressources à consacrer aux biens du patrimoine mondial. Cependant, plusieurs partenariats public-privé innovants ont été lancés, notamment au Sri Lanka et en Inde, où un Fonds national pour la culture a été créé afin de collecter des ressources à la fois publiques et privées. Des projets de rénovation urbaine de grande envergure, mais aussi à l'échelle du quartier historique ou du monument, sont généralement

financés par l'État avec la contribution occasionnelle d'organismes donateurs. En revanche les projets concernant la restauration et la réhabilitation ciblant des activités sources de revenus sont habituellement conçus et financés par des partenaires privés, par le biais de fonds de placement privés. La sauvegarde du patrimoine immatériel est principalement financée par le ministère de la Culture, les ONG et les organismes spécialisés.

Les agences de coopération internationale participent activement à la conservation et à la régénération urbaines dans la région. La Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAD), GTZ, le Réseau de développement Aga Khan et le World Monuments Fund sont des acteurs majeurs des projets de développement urbain, notamment en ce qui concerne les stratégies de développement des villes, le déploiement des infrastructures urbaines, la préservation et la conservation, et le soutien financier et institutionnel. La plupart des pays entretiennent des relations bilatérales et multilatérales avec d'autres dans le cadre de projets relatifs à la préservation du patrimoine culturel. Par ailleurs, des coopérations bilatérales se développent au sein même de la région. Par exemple l'Inde est impliquée dans des projets portant sur le patrimoine en Afghanistan et au Cambodge. Tous les pays de la région, à l'exception de la République islamique d'Iran, collaborent en tant que membres de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) sur des thématiques telles que la réduction de la pauvreté, le développement des zones rurales et l'amélioration des infrastructures. Les efforts accomplis dans la région en matière de développement accordent cependant une place marginale à la culture et au patrimoine urbain.

## CONCEVOIR UNE APPROCHE GLOBALE DU DÉVELOPPEMENT REPOSANT SUR LA CULTURE

Même si des progrès significatifs ont été réalisés, le patrimoine urbain occupe une place marginale dans les discussions régionales sur l'urbanisme en général. Les efforts en matière de conservation et de régénération urbaines sont surtout déployés ponctuellement, projet par projet, et ciblent principalement les biens du patrimoine mondial et les grandes villes historiques. Les autres quartiers à la valeur culturelle significative englobés dans des zones métropolitaines plus vastes sont souvent négligés, et certains se dégradent rapidement ou sont engloutis par l'urbanisation. La satisfaction des attentes du marché du tourisme est souvent le premier motif des démarches de conservation et de régénération. Il en résulte que leurs impacts sur les services et les infrastructures urbaines à plus grande échelle ne sont pas suffisamment étudiés ; et que les besoins des visiteurs sont privilégiés au détriment de ceux des populations locales.

Une vision centrée sur la culture peut redynamiser les stratégies de développement urbain et favoriser la résolution des problèmes majeurs posés par l'urbanisation et la « métropolisation » dans la région. Cette approche plus globale serait fondée sur la reconnaissance de la relation entre le patrimoine bâti et son contexte social, économique, géographique, historique et écologique. Elle faciliterait une compréhension plus large du patrimoine, qui engloberait non seulement le patrimoine bâti mais aussi les connaissances et pratiques locales ; ainsi que le secteur créatif. Cette vision renouvelée permettrait également de mieux percevoir le rapport du milieu urbain avec l'environnement naturel, le patrimoine immatériel et les industries créatives.

#### ÉTUDE DE CAS 31

### Cadres de lutte contre la pauvreté : les exemples de l'Inde et du Bangladesh

Les initiatives de développement communautaire basées sur la culture reposent sur l'artisanat et d'autres éléments du patrimoine immatériel. En Inde occidentale, l'activiste Sushma Iyengar a créé Kutch Mahila Vikas Sangathan et Kutch Nav Nirman, deux organisations dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie des femmes vivant dans le district de Kutch. Ce programme a permis de mieux faire connaître les systèmes de crédit et d'épargne, de favoriser l'accès aux soins, à l'éducation et aux dispositifs de gestion des risques de catastrophe et de créer un programme pour l'emploi basé sur l'artisanat et la gestion des ressources naturelles.

À Ahmedabad (Inde), Ela Bhatt a fondé en 1972 SEWA, l'Association des travailleuses indépendantes, pour aider les femmes de la région à gérer leur budget. Forte du succès de cette initiative, l'organisation a pu élargir son mandat pour y inclure les services de soins et de garde d'enfants, l'aide juridique, le renforcement des capacités, le logement et les infrastructures.

Au Bangladesh, l'agence de développement BRAC est un autre exemple d'association qui se consacre à la lutte contre la pauvreté par plusieurs moyens : microfinance, programmes de promotion, d'éducation, accès aux soins, aide juridique, autonomisation des communautés et entreprises sociales.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

Les stratégies urbaines basées sur la culture devraient faire des dispositifs de lutte contre la pauvreté. Dans bon nombre des zones urbaines historiques de la région, les communautés locales sont plus vulnérables que dans d'autres quartiers et dépendent en grande partie de l'économie informelle. Bien souvent, l'augmentation des prix des terrains – résultat des pressions liées à l'urbanisation – a favorisé la gentrification et l'expulsion des populations à faible revenu. À Bombay, par exemple, les travailleurs de l'industrie textile ont été forcés de quitter leurs habitations traditionnelles (les *chawls*) à mesure que les fabriques de tissu fermaient et que les pressions spéculatives s'intensifiaient. Par conséquent, la prise en compte des besoins des populations à faible revenu doit être une condition *sine qua non* de toute stratégie de conservation et de régénération urbaines durables visant à préserver la mixité sociale caractéristique des paysages urbains historiques.

#### ÉTUDE DE CAS 32

Jaipur et Jodhpur (Inde)

### La formation en gestion culturelle comme vecteur de prospérité

La Fondation Jaipur Virasat (Patrimoine), créée par les fondateurs de la marque indienne de vêtements Anokhi, a joué un rôle déterminant pour soutenir l'emploi dans les domaines artistiques. Elle propose des formations en gestion des groupes de musiciens traditionnels et en production de musique numérique ; et elle parraine chaque année le Festival folklorique international du Rajasthan à Jodhpur (le RIFF). Elle a également lancé le Festival littéraire de Jaipur, qui vise à promouvoir l'œuvre des auteurs indiens écrivant en anglais et dans les autres langues du pays. Ces initiatives, soutenues par le Bureau de l'UNESCO à Delhi, sont devenues des événements culturels de renommée internationale.

Source : Minja Yang, Humaniser les villes grâce à la culture

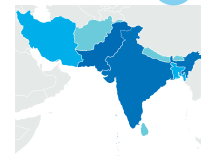


Les initiatives existantes de lutte contre la pauvreté, souvent portées par des acteurs de la société civile ou des militants sociaux, pourraient être élargies. Elles couvrent une vaste gamme de services urbains – logement, santé, éducation, etc. – et les femmes en sont souvent les principales bénéficiaires. Les programmes de logement favorisant les plus pauvres, les partenariats public-privé reposant sur des stratégies innovantes de financement et de microfinancement et d'autres produits financiers sur mesure peuvent soutenir ceux pour qui l'accès aux sources de financement est très limité voire impossible ; et ainsi faciliter l'inclusion sociale. Des réglementations spécifiques, telles que celles permettant le transfert des droits de développement, sont également susceptibles d'améliorer les conditions de logement des populations pauvres tout en préservant l'environnement bâti.

Dans la région, la participation des communautés aux démarches de conservation et de régénération urbaines reste limitée. Dans certains pays, comme en Inde, il est obligatoire de consulter les parties prenantes. Mais souvent ces consultations n'incluent pas les groupes marginalisés tels que les femmes et se bornent à interroger les représentants des gouvernements locaux. Parfois, les membres de la société civile, les institutions de recherche et les grands propriétaires sont également invités à s'exprimer. Certains projets portant sur le patrimoine naturel, notamment au Sri Lanka, ont demandé la participation plus générale des communautés, et ils pourraient servir d'exemples pour des initiatives similaires dans le domaine de la conservation urbaine.

Les stratégies urbaines basées sur la culture pourraient entraîner une participation communautaire plus large, plus équitable et plus efficace. L'expérience montre que la participation des populations locales aux décisions importantes concernant leur communauté renforce leur sentiment d'appartenance et, par conséquent, la cohésion sociale. L'implication des communautés a souvent été cruciale pour le succès des efforts de conservation urbaine. Le développement de centres d'interprétation ou de visites guidées dans les quartiers historiques, même s'il n'est pas généralisé, s'est révélé un moyen efficace de sensibilisation des populations locales. Lorsque les pratiques culturelles –





Entrée du Temple de la Relique de la dent sacrée, Kandy (Sri Lanka)  
© Dananjaya Chathuranga  
Photography/Flickr.com\*

telles que les techniques traditionnelles de construction ou l'entretien du patrimoine par les communautés – sont mises en valeur, les initiatives de régénération urbaine sont davantage pérennes et ont un plus fort impact local (voir aussi l'Étude de cas 76).

La participation communautaire peut également être stimulée par des organisations sociales ou des ONG. Au Népal, l'association Guthi a directement contribué à la conservation du patrimoine urbain de Katmandou en fournissant aux habitants le soutien financier nécessaire à la réparation des bâtiments. En Inde, l'ONG Dastkar collabore avec des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux et des agences étrangères pour rassembler des artisans, des producteurs, des organisations de protection de l'environnement, des activistes et des professionnels de la culture au cours d'ateliers de renforcement des capacités et de sessions de formation portant sur la conception et le développement des produits culturels. En développant des industries créatives inspirées des pratiques traditionnelles et gérées par les communautés au Bangladesh, Banglanatak.com promeut la croissance comme moyen d'éradiquer la pauvreté ; et milite pour les droits des femmes, des enfants et des groupes autochtones.

La constitution de dispositifs plus inclusifs et durables pour le tourisme culturel est aussi essentielle. Bon nombre des pays de la région ne disposent pas de politiques touristiques complètes et intégrées. Un secteur touristique mal planifié ou mal géré aggrave souvent les pressions exercées sur les zones historiques, altère leur caractère et leur identité et accélère les évolutions sociales. L'accès non contrôlé aux sites culturels et les tarifs relativement faibles appliqués par l'industrie du tourisme, notamment en Inde, empêchent souvent les communautés locales de profiter de toutes les retombées économiques potentielles. Dans certains pays, des stratégies plus globales ont été lancées. Le Népal est souvent considéré comme un pays pionnier pour le tourisme porté par les communautés, depuis la création du Projet de développement du tourisme dans l'Annapurna et du Projet de conservation de Bhaktapur dans les années 1980 : ils

favorisent la conservation du patrimoine et de l'environnement naturel grâce à l'implication des communautés et à des sources de financement durable. Le Sri Lanka a fait des efforts considérables en faveur de la durabilité environnementale : il a lancé l'initiative Tourism Earth Lung, avec pour objectif de devenir une destination neutre en carbone d'ici à 2018. Dans ce pays, des offres touristiques reposant sur l'expérience ont été lancées dans trois villes historiques : Kandy, Anuradhapura et Polonnaruwa. Le Bhoutan a opté pour une politique « grande qualité - faible nombre », qui consiste à contrôler le type et le nombre de touristes et à favoriser la conservation du patrimoine et l'utilisation durable des ressources naturelles.

“ **La culture fait partie intégrante de nos vies. Si on définit le développement comme l'amélioration du niveau de vie, alors les efforts en la matière ne peuvent pas laisser de côté le monde culturel.** ”

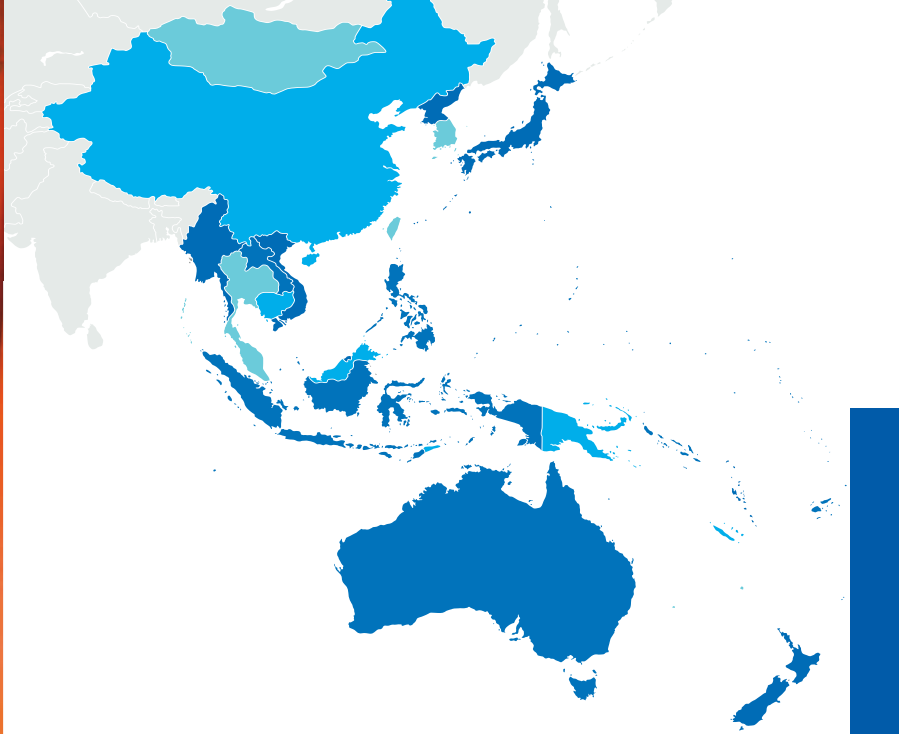
Amartya Sen, économiste et philosophe

Le potentiel du tourisme culturel pour les économies urbaines et l'emploi local doit être davantage étudié. Les formations doivent être favorisées de manière plus systématique, en particulier dans les industries culturelles et créatives et à destination des femmes et des jeunes. Des programmes de formation professionnelle ciblant les artistes et les praticiens de la culture ont déjà été mis au point dans plusieurs villes, l'objectif étant de renforcer leurs compétences traditionnelles et de faciliter leur accès aux marchés. Des efforts doivent également être déployés pour optimiser la segmentation produit et la segmentation client, et aussi pour développer des stratégies marketing plus ciblées. Une plus forte implication de toutes les parties prenantes dans les activités de conservation et de régénération urbaines est un facteur important pour le développement du tourisme durable, de même que l'amélioration des conditions de vie des habitants pauvres des villes.



**Coordinateur de l'étude régionale : INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE SUR LE PATRIMOINE MONDIAL POUR LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE (WHITR-AP)**

L'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique (WHITR-AP) est un centre de catégorie 2 créé sous l'égide de l'UNESCO. Mandaté par les États parties de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel et par les autres États membres de l'UNESCO, l'Institut soutient la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans la région Asie-Pacifique, en renforçant les capacités des professionnels et des organisations impliqués dans l'inscription, la protection, la conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial, à travers la formation, la recherche, la diffusion de l'information et la constitution de réseaux. Le travail de WHITR-AP est organisé en trois branches d'activité. Le Centre de Shanghai à l'Université de Tongji met l'accent sur la conservation du patrimoine culturel, notamment le développement durable des villes et villages anciens, des sites et complexes architecturaux et des paysages culturels. Le centre de Pékin à l'Université de Pékin est en charge de la conservation du patrimoine naturel, des fouilles archéologiques et de la gestion des sites. Le centre de Suzhou, hébergé par le Gouvernement municipal de Suzhou, conduit des activités de formation technique et de recherche sur les méthodes de gestion des sites et les techniques de restauration.



# ZONE D'ÉTUDE

Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam.

# 6

## REPÈRES

- ..... La région abrite une tradition urbaine ancienne et riche, visible notamment dans les villes-comptoirs et marchandes, les villes portuaires ou les sites sacrés, qui ont par la suite été influencés par la présence coloniale européenne.
- ..... L'urbanisation de masse et les pressions immobilières et foncières ont profondément modifié les fonctions socio-économiques et l'organisation spatiale des villes, affectant particulièrement les ensembles historiques.
- ..... Bien que des stratégies de régénération aient été mises en œuvre dans différents quartiers historiques à travers la région, la conservation urbaine continue d'être envisagée de façon isolée, indépendamment des questions plus larges de développement urbain.
- ..... La plupart des villes connaissent des phénomènes de gentrification, tant dans les nouveaux quartiers que dans les zones historiques, ce qui a entraîné des déplacements forcés de populations à faible revenu d'une ampleur sans précédent.
- ..... La conservation et la régénération urbaines ont favorisé la continuité culturelle, la cohésion sociale et la participation communautaire, en remettant en question les modèles « imposés d'en haut ».
- ..... Du fait de la spéculation immobilière croissante et de la tendance à la privatisation observée dans les villes, les espaces publics ont été placés au cœur des efforts de conservation et de régénération.
- ..... Dans un contexte où les pratiques de gestion des risques environnementaux demeurent insuffisantes, une approche fondée sur la culture peut contribuer à renforcer la résilience urbaine.

## DES TRADITIONS URBAINES PRÉCOCES À UNE CROISSANCE EXPONENTIELLE DES VILLES

L'Asie de l'Est et du Sud-Est sont riches d'une histoire urbaine qui remonte aux temps anciens. Tout particulièrement en Asie du Sud-Est, les villes marchandes ont prospéré le long des principales voies commerciales qui les reliaient au reste de la région. Les sites sacrés constituent une autre catégorie d'établissements urbains précoces, et ils sont souvent devenus des symboles nationaux majeurs. Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, l'expansion coloniale a stimulé le développement d'un réseau de villes portuaires, ainsi que d'infrastructures routières et ferroviaires et d'autres installations administratives ou défensives. Symboles de la richesse et du pouvoir colonial, les grandes villes étaient organisées selon les principes de la ségrégation spatiale : les élites coloniales vivaient séparées de la population locale, et ce schéma urbain a encore cours aujourd'hui.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les niveaux d'urbanisation ont rapidement augmenté dans toute la région. La fin de la période coloniale en Asie du Sud-Est, associée à l'émergence du nationalisme, a provoqué un exode rural qui a entraîné la surpopulation de la plupart des centres urbains, l'expansion exponentielle des bidonvilles et l'augmentation de la pauvreté urbaine. À partir des années 1960, les villes ont adopté des trajectoires différentes, en fonction de leur contexte politico-économique spécifique. Les alliances internationales entre les pays de la région et leurs alliés socialistes ou capitalistes représentaient un facteur de division majeur. Les stratégies des investisseurs étrangers, et notamment la création de zones de libre-échange, ont également fortement influencé les schémas d'urbanisation. Par ailleurs, de nombreuses villes ont été transformées par l'essor du secteur touristique. En Asie de l'Est, l'industrialisation a déclenché une vague massive d'urbanisation, particulièrement entre 1950 et 1980 au Japon et en République de Corée, et après 1980 en Chine.

Entre 1970 et 1990, l'écart entre les villes mondiales post-industrielles et les villes caractérisées par une prédominance de la main-d'œuvre s'est creusé. Les villes mondiales émergentes ont accueilli une classe moyenne de plus en plus nombreuse. Elles se distinguaient par la présence de zones touristiques et de quartiers d'affaires, de résidences protégées et de tours. En revanche les villes de la seconde catégorie étaient caractérisées par leurs industries à fort coefficient de main-d'œuvre, une grande pauvreté urbaine et de nombreux établissements informels. Dans toute la région, l'aménagement urbain reposait surtout sur des approches centralisées, visant à réduire les disparités entre les régions et à promouvoir l'intégration régionale. En Chine notamment, une réglementation stricte a permis d'endiguer l'exode rural et a favorisé le développement des petites villes, même si ces dernières ont souvent perdu leurs spécificités traditionnelles.

Au cours des dernières décennies, la mondialisation a fait naître des villes mondiales et des mégapoles, tout en diffusant largement la culture populaire occidentale au sein des populations urbaines. De grands événements comme les Jeux Olympiques ont également accéléré ce phénomène de transition. De nouveaux modèles urbains ont vu le jour,

comme les grandes régions urbaines ou les corridors urbains. Aujourd'hui les « desakotas » sont particulièrement répandues dans la région. Ce modèle d'urbanisation décentralisée correspond à l'agglomération de petites villes et de villages en un ensemble mixte dans lequel coexistent les activités agricoles et non agricoles.

### ÉTUDE DE CAS 33

Manille (Philippines)

#### Le Projet de développement et de restauration d'Intramuros : une démarche urbaine à long terme

Le quartier d'Intramuros à Manille est une zone triangulaire de 86 hectares composée de murs, de rues, d'espaces ouverts et de bâtiments historiques. Ce quartier historique a été créé pendant l'occupation espagnole, selon le modèle colonial de la « Nouvelle Espagne ». Prospère durant la période coloniale, il a commencé à décliner au XIX<sup>e</sup> siècle. À la fin des années 1930 la plupart des activités urbaines avaient été transférées dans d'autres zones de la ville. La Seconde Guerre mondiale a causé de graves dégâts à Manille, et à Intramuros en particulier. À partir des années 1950, les anciens habitants ayant tous quittés le quartier, il s'est progressivement transformé en bidonville, avec ses logements informels, ses entrepôts et ses terminaux de transport par camion.

Le Projet de restauration et de développement d'Intramuros a été lancé en 1979, en vue de redynamiser la zone, d'y améliorer les conditions de vie et de restaurer son patrimoine culturel. Pour diriger le projet, l'Administration d'Intramuros a été créée sous l'égide du ministère des Établissements humains puis transférée dans le portefeuille du Département du tourisme. Ce programme de régénération urbaine s'étalant sur 20 ans a été conçu dans le cadre d'un plan global de développement urbain ; il mettait notamment l'accent sur la restauration, l'occupation des sols et l'aménagement. La revitalisation des activités culturelles, pédagogiques et religieuses faisait également partie de ses principaux objectifs.

La mise en œuvre du programme se poursuit aujourd'hui, 37 ans après son lancement, ce qui montre bien l'importance d'une perspective à long terme. Il a permis d'éliminer les bidonvilles et de restaurer les prestigieux édifices du quartier : écoles, universités, églises et bâtiments administratifs. D'autres activités doivent continuer dans les années à venir afin de pleinement restaurer les ressources patrimoniales d'Intramuros et de rendre à ce quartier non seulement sa fonction urbaine majeure au sein de la capitale mais aussi son potentiel pour influencer sur le développement urbain et économique au niveau de la métropole.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

Parallèlement, la sous-région Pacifique est marquée par la diversité des trajectoires adoptées en matière d'urbanisation. Les établissements humains y sont le fruit de la rencontre entre les cultures autochtones et les colons européens, car la plupart des établissements urbains ont été construits sur des sites autochtones préexistants. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont particulièrement été influencées par l'urbanisme américain et européen, ce qui a conduit à une accélération de l'urbanisation pendant la période d'expansion coloniale du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les petits États insulaires en développement (PEID), le niveau moyen d'urbanisation est resté plutôt faible jusqu'à récemment, avec des chiffres hétérogènes (19 % aux Samoa, 53 % aux Fidji et 86 % aux Palaos). Dans certains pays, des modèles à forte densité



Shanghai (Chine), 1936  
© Everett Historical/Shutterstock.com\*

ont causé une hausse du taux de chômage et ont exercé une pression sur les structures existantes (Nations Unies, 2014).

Les taux d'urbanisation de la région sont parmi ceux qui progressent le plus rapidement au monde. En peu de temps, l'urbanisation a façonné l'évolution des sociétés et a influé sur le rôle croissant des villes d'Asie de l'Est et du Sud-Est sur le marché mondial. Dans la zone étudiée, la population urbaine est passée de 614 millions d'individus en 1990 à 1,265 milliard en 2014, la Chine étant le premier pays responsable de cette croissance. Aujourd'hui, la région compte 10 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. Malgré cette croissance sans précédent, ce processus d'urbanisation va sans doute se poursuivre pendant plusieurs décennies (Nations Unies, 2014).

Les tendances mondiales et les processus spéculatifs ont aggravé les inégalités dans les villes d'Asie de l'Est et du Sud-Est. La spéculation foncière effrénée, à laquelle vient s'ajouter une forte croissance économique et démographique, a entraîné l'expulsion des populations pauvres des quartiers centraux et contribué à la gentrification. À mesure qu'elle s'est creusée, cette fracture sociale a provoqué une hausse des conflits urbains et de la criminalité, tout en affaiblissant la cohésion sociale. Pourtant la réduction des inégalités n'est pas toujours un point essentiel des politiques de développement urbain dans la région. Ces dernières tendent à mettre l'accent sur la construction d'infrastructures, en insistant moins sur les questions du logement et de la mise à disposition équitable des services urbains. La pauvreté urbaine et le chômage restent donc des difficultés majeures. Même si en règle générale les conditions de vie se sont améliorées dans les villes de la région, notamment en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur et à des équipements modernes, les infrastructures et services urbains sont dépassés, sous l'effet de cette impressionnante croissance urbaine. L'accès à l'eau, au logement et aux transports reste globalement insuffisant, et cela favorise l'expansion des bidonvilles et du secteur informel.

## LE PATRIMOINE URBAIN ET LES INDUSTRIES CULTURELLES FACE AUX FORTES PRESSIONS LIÉES À L'URBANISATION

L'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est comptent de nombreuses villes historiques, autant de témoignages de la coexistence complexe de plusieurs civilisations. La culture et le patrimoine de ces villes résultent de multiples influences, notamment des civilisations indienne et islamique mais aussi des échanges

avec l'Occident pendant la période coloniale en Asie du Sud-Est. Il faut distinguer plusieurs types, parmi lesquels les villes fortifiées et les ports marchands, dont certains sont très bien préservés. On retrouve dans la région une large gamme de techniques et de styles architecturaux : construction en bois ou en terre, architecture coloniale, etc. Les édifices religieux historiques sont parmi les éléments les plus importants de ce patrimoine, car ils attestent de la coexistence d'un grand nombre de croyances : Bouddhisme, Islam, Christianisme et Hindouisme, entre autres.

Ce patrimoine urbain remarquable est soumis aux pressions exercées par l'urbanisation rapide, et notamment par les promoteurs immobiliers, les marchés financiers et le secteur du tourisme de masse. Un développement urbain mal planifié et des approches non respectueuses de l'environnement dans le domaine du tourisme menacent à la fois l'intégrité visuelle des paysages urbains et les valeurs culturelles urbaines. Les villes de la région sont aussi particulièrement vulnérables au changement climatique et aux catastrophes naturelles, parce qu'elles sont côtières et parce qu'elles connaissent un développement urbain rapide mais aussi du fait de leur démographie. Dans ce contexte, les dispositifs de préparation aux catastrophes restent insuffisants, même s'ils se sont améliorés au cours des dernières décennies.

Les thèmes de la conservation urbaine et du développement urbain sont encore traités séparément. La mise en place d'une approche intégrée – dans laquelle la conservation urbaine ferait partie intégrante du processus de développement urbain – est un défi à relever. Bien souvent, dans ce contexte marqué par des évolutions rapides, le cadre législatif ne parvient pas à protéger le patrimoine urbain. Les mécanismes de contrôle des constructions dans les zones sensibles sur le plan culturel ne sont pas pleinement opérationnels et de fait les constructions illégales sont fréquentes. Il est urgent de passer d'une vision majoritairement élitiste de la conservation urbaine à la mise en œuvre de pratiques communautaires.

Les industries culturelles et créatives ont par ailleurs bénéficié d'une promotion active dans la région. Les industries culturelles représentent une part croissante des emplois urbains, en particulier dans les grandes villes : en 2015, elles employaient environ 9,4 % de la population de Séoul (Gouvernement de la métropole de Séoul)<sup>1</sup> et ont généré environ 13,4 % du PIB de Pékin (Bureau des statistiques de la ville de Pékin)<sup>2</sup>. Le passage d'une économie industrielle à

<sup>1</sup> Voir : <http://www.worldcitiescultureforum.com/cities/seoul>

<sup>2</sup> Voir : <http://china-trade-research.hktdc.com/business-news/article/Fast-Facts/Beijing-Market-Profile/ff/en/1/1X000000/1X06BPU3.htm>

une économie des services et la prospérité apportée par le tourisme durable et les industries culturelles ont permis aux villes de mieux résister à la crise financière mondiale et de mettre en lumière leurs identités locales.

## PERSPECTIVE 9

### ANCER LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA BAIE DE TOKYO DANS UNE PERSPECTIVE CULTURELLE

Hideonobu Jinnai, Université Hosei (Japon)

Les fronts de mer sont des miroirs qui reflètent l'évolution des valeurs dans le temps. La baie de Tokyo, en particulier, a connu plusieurs bouleversements au fil des générations, au cours des époques pré-moderne, moderne et postmoderne. Aujourd'hui, alors que la ville se prépare à accueillir les Jeux Olympiques 2020, la baie de Tokyo est de nouveau prête à évoluer. Pendant la période de forte croissance économique, le front de mer n'a pas pu s'attarder sur son passé. Il a dû regarder vers l'avenir. Le Japon est devenu une superpuissance économique mondiale puis sa croissance s'est essouffée. Pourtant, l'histoire de la baie de Tokyo est marquée par la mise en valeur de son territoire depuis le début de l'ère Edo, avant même que la ville ne devienne un grand espace moderne. Les habitants prenaient part à des activités variées, qui ont depuis été transmises de génération en génération ou bien forment les souvenirs nostalgiques associés à ce lieu. Si nous pouvions réactiver ces gènes de notre passé, nous pourrions mettre en œuvre un aménagement urbain plus créatif. Plutôt que de repartir de zéro pour reconstruire un espace maritime moderne, nous devrions faire revivre ces expériences et ces souvenirs passés pour bâtir notre avenir.

Dans le monde entier, la tendance est aujourd'hui à une réévaluation de l'image des villes côtières. Le front de mer n'est pas seulement un espace touristique et commercial dynamique, de grandes entreprises mondiales à la recherche d'environnements attractifs s'y installent. Les activités créatives se rassemblent dans ces espaces pour y rénover les entrepôts et les usines, ce qui pose de nouvelles bases pour l'économie. À Tokyo, en revanche, l'aménagement conventionnel, avec ses

grands immeubles résidentiels, est toujours fortement privilégié. Cette tendance apparaît clairement dans le Projet de développement du front de mer de Tokyo. Cependant, un paysage urbain constitué de rangées entières de tours résidentielles va à l'encontre du concept de développement urbain durable qu'il faudra mettre en œuvre à l'avenir. Un développement marqué par la diversité, qui serait capable d'évoluer dans le temps parallèlement aux valeurs, devra être recherché. Nous devons exploiter les installations, les entrepôts et d'autres bâtiments existants pour garantir la diversité fonctionnelle et architecturale et assurer la mixité sociale parmi les habitants et les travailleurs.

Dans la baie de Tokyo, beaucoup d'îles dont les territoires ont été remis en valeur – parmi lesquelles Tsukishima, Harumi, Toyosu et Odaiba – tiennent leur caractère unique des vestiges historiques qui s'y trouvent, datant de l'ère Edo jusqu'au début de l'époque moderne. La notion de diversité peut être associée au concept d'archipel afin de créer un espace urbain d'un nouveau genre dans la baie de Tokyo. Les îles pourraient être reliées les unes aux autres, idéalement par bateau, et les visiteurs seraient amenés à utiliser leurs cinq sens pour profiter de la nature et du paysage. Les zones résidentielles et les quartiers d'affaires pourraient être des espaces incarnant l'âme de la culture japonaise, où la nature se mêle au patrimoine bâti. Cela diffuserait sans aucun doute le charme caractéristique de Tokyo dans le reste du monde. Il s'agit désormais de revisiter les expériences passées pour renforcer les éléments significatifs sur le plan historique, avant l'expansion des projets d'aménagement actuels qui donnent la priorité à l'économie.

### CADRES DE GOUVERNANCE : UNE IMPORTANCE CROISSANTE MAIS INSUFFISANTE ACCORDÉE À LA CONSERVATION URBAINE

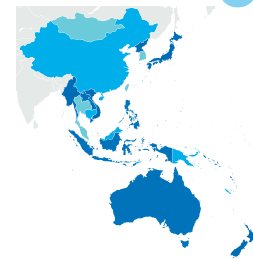
La plupart des pays se sont dotés de systèmes juridiques indépendants concernant le patrimoine culturel, même si leur mise en œuvre effective reste problématique. Les pays pour lesquels la conservation est une préoccupation de longue date – par exemple l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la République de Corée et la Chine – disposent de systèmes juridiques complets, dont certains datent de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Bien qu'ils aient été influencés par les idéologies nationales en matière de conservation,



ces systèmes s'inspirent principalement de concepts occidentaux. Ils couvrent diverses catégories de patrimoine et incluent des mesures relatives à l'inventaire, à la conservation et à la gestion. Dans d'autres pays tels que la Mongolie et le Viet Nam, l'élaboration de ce cadre législatif a commencé après 1980 seulement et il porte surtout sur l'archéologie et le patrimoine monumental. Les PEID du Pacifique se sont lancés dans la création de systèmes juridiques de ce type dans les années 2000 et n'ont pas encore abordé directement la question de la préservation du patrimoine urbain.

La notion de conservation du patrimoine urbain n'est pas encore clairement définie dans la plupart des pays. Le patrimoine culturel est habituellement protégé par une série de réglementations et de lois concernant l'enregistrement, la sélection et la désignation des biens. Ces dernières sont finalement élargies pour inclure les ensembles urbains et le patrimoine urbain. Dans certains pays, des efforts sont en cours pour que le concept de patrimoine urbain soit inclus dans la législation nationale, notamment au travers de notions telles que les sites du patrimoine et des paysages culturels. Certains pays dont le Japon, la République de Corée, la Chine et Singapour ont déjà mis en place des dispositifs complets pour la protection de leurs villes historiques. Des mesures spécifiques concernant la conservation et la gestion sont souvent prévues pour les zones historiques répertoriées puis mises en œuvre dans le cadre des systèmes existants d'aménagement du territoire.

Les problématiques de la conservation urbaine sont de plus en plus souvent abordées dans les programmes nationaux en faveur de la préservation du patrimoine culturel. Ces programmes existent dans la plupart des pays et ont un effet direct sur le patrimoine urbain. Parmi eux nous pouvons citer le programme de conservation du patrimoine national adopté par la Malaisie et le programme national ciblé sur la culture élaboré par le Viet Nam. Dans certains pays comme au Brunéi Darussalam, les programmes nationaux sont intégrés aux stratégies de développement global. Parfois, notamment aux Philippines, ils sont mis en œuvre en collaboration étroite avec les autorités locales. Au Japon, en République de Corée et en Chine, des politiques et



Jardins de la Baie, Singapour (Singapour)  
© Jean Baptiste Roux/Flickr.com\*

programmes pertinents en matière de classification, de zonage, de plan de conservation et d'inventaire ont été inclus dans les systèmes législatifs portant sur la conservation urbaine. Dans le même temps des programmes se déroulent à l'échelle nationale pour mener à bien les inventaires et la conservation des villes historiques.

Des initiatives et des instruments techniques spécifiques liés au patrimoine urbain ont été mis au point. Par exemple, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Indonésie ont défini des politiques et des directives techniques concernant le patrimoine culturel et naturel en milieu urbain. Cela a donné lieu à la création de boîte à outils, à la réalisation d'études thématiques ou de publications de documents politiques sur les villes historiques. En Australie, le guide de gestion du patrimoine autochtone *Ask first* a été conçu pour encourager les promoteurs immobiliers et les gestionnaires de l'occupation des sols à respecter les sites et les valeurs du patrimoine. Le Réseau des villes du patrimoine en Indonésie développe également des projets pilotes en bénéficiant du soutien de partenariats public-privé.

Les risques auxquels sont exposées les villes sont de plus en plus souvent pris en compte dans les cadres juridiques et politiques de l'ensemble de la région, bien que la mise en œuvre de politiques de gestion des risques soit souvent entravée par le manque de capacité ou l'absence d'un organisme de régulation. Certains pays ont développé une large gamme d'instruments législatifs – notamment en ce qui concerne la gestion et la réduction des risques de catastrophes, la cartographie des risques et les stratégies d'alerte précoce – mais d'autres n'ont toujours pas adopté de politique globale en la matière. Au Vanuatu, les projets de développement ne peuvent avoir lieu sans une évaluation préalable des risques. La République de Corée a mis en place une réglementation sur l'atténuation des effets des catastrophes. En Chine, la gestion des risques de catastrophes ne fait pas l'objet d'une seule législation spécifique mais elle est intégrée de manière transversale dans les réglementations sectorielles pertinentes. À l'inverse, le Japon a mis en place des institutions et des mécanismes spécifiques et dédiés visant à contrôler les politiques de gestion des risques, dont le Comité de gestion des

catastrophes et le secrétariat d'État à la Gestion des catastrophes.

Les organismes gouvernementaux nationaux et locaux sont des acteurs essentiels de la conservation urbaine, même si les systèmes institutionnels et les mécanismes de collaboration varient entre les différents pays de la région. Le patrimoine urbain est souvent géré par le biais de dispositifs intersectoriels, tels que les systèmes indépendants de conservation urbaine mis en place en Chine et au Japon. La gestion décentralisée du patrimoine est plus courante dans les fédérations telles que l'Australie, l'Indonésie et la Malaisie, où la société civile est parfois plus forte. Dans certains pays le patrimoine urbain est la responsabilité d'organismes gouvernementaux locaux et notamment des « Maisons du patrimoine », qui sont souvent chargés de contrôler les permis de construire, comme c'est le cas au Myanmar et au Laos. D'autres pays – Singapour, la Mongolie, la République de Corée, la Chine et le Viet Nam, entre autres – ont opté pour des approches plus centralisées. À Singapour par exemple, la conservation et l'aménagement urbain sont les prérogatives d'une seule autorité centrale. À titre de comparaison, au Japon, la gouvernance centrale est tout aussi importante que la gouvernance locale.

Les partenariats public-privé et d'autres instruments de financement sont des leviers cruciaux pour les activités de conservation urbaine. Les organismes locaux coopèrent toujours plus avec la société civile et des parties prenantes privées. En Nouvelle-Zélande, par exemple, la collaboration avec les organisations à but non lucratif et les entreprises est primordiale comme l'a montré le projet *Main Street Model*, dans le cadre duquel des quartiers sont activement gérés par des chefs d'entreprise qui investissent dans leur restauration. Certains pays ont créé des instruments financiers dédiés, parmi lesquels des bourses, des subventions, des incitations fiscales et des prêts patrimoniaux. À Singapour, des dispositifs d'exonération fiscale encouragent les dons privés, tandis qu'en Australie le Programme d'incitation en faveur du patrimoine géré par le Bureau du patrimoine alloue chaque année 2,4 millions de dollars australiens à des projets concernant le patrimoine.

La coopération internationale a également joué un rôle essentiel pour la conservation urbaine. Des organisations internationales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement investissent beaucoup dans la région. Depuis une vingtaine d'années, la Banque mondiale accorde une importance particulière au patrimoine culturel et au tourisme durable. Plusieurs fondations et institutions privées étrangères sont également activement impliquées, parmi lesquelles l'Institut Getty, le World Monuments Fund

et la Fondation American Express. Les activités de conservation urbaine s'appuient aussi sur des coopérations bilatérales, aussi bien avec des pays occidentaux (notamment la France et les États-Unis d'Amérique) qu'avec d'autres pays de la région (en particulier le Japon, la République de Corée et l'Australie). Ces projets bilatéraux sont souvent associés à un financement multilatéral fourni en particulier par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

Les Conventions culturelles de l'UNESCO ont été activement mises en œuvre dans toute la région. En date de juillet 2016, huit pays ont ratifié la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles<sup>3</sup>, ce qui témoigne de la croissance des industries créatives et culturelles dans la région. Par conséquent, des problématiques telles que l'amélioration de l'accès à la culture, l'optimisation de l'efficacité du cadre juridique et l'augmentation du capital créatif par des investissements sont davantage étudiées. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont adopté les dispositions les plus claires pour protéger la diversité culturelle de la région, en mettant particulièrement l'accent sur les droits des communautés autochtones. La Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a été ratifiée par 24 des pays de la zone d'étude et devrait être davantage mise en avant, notamment dans les PEID du Pacifique<sup>4</sup>. Les différents pays s'approprient petit à petit ses concepts et ses mécanismes. La priorité est accordée à la documentation et l'identification plutôt qu'à la durabilité et au développement. Plus de la moitié des éléments inscrits sur les Listes proviennent d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les instruments juridiques spécifiques au patrimoine immatériel doivent encore être développés dans la région. La mise en œuvre de cette Convention a incité des pays comme le Viet Nam à revoir la définition de la notion de patrimoine dans leurs législations nationales. La Convention du patrimoine mondial de 1972 a été ratifiée par 43 pays ; et 34 des biens du patrimoine mondial situé dans la zone d'étude se trouvent en milieu urbain<sup>5</sup>. La préparation des Listes représentatives est principalement gérée par les gouvernements nationaux, les communautés locales étant rarement impliquées. La plupart des pays réalisent des inventaires nationaux, mais rares sont ceux qui incluent la protection du patrimoine dans les programmes généraux d'aménagement et les ressources consacrées à ce domaine dans les budgets nationaux sont souvent limitées. Six pays seulement ont développé une stratégie nationale de formation en conservation du patrimoine.

Les programmes de l'UNESCO ont joué un rôle fondamental pour les pays de la région. Vingt-neuf villes de huit des pays de la zone d'étude sont membres du Réseau des villes créatives de l'UNESCO<sup>6</sup>. Dans le Pacifique, les Villes créatives appartiennent souvent aux domaines du cinéma ou de l'édition, tandis qu'en Asie de l'Est les spécialités sont plus variées. On y trouve des Villes créatives d'artisanat et des arts populaires, de design et de gastronomie. Afin de répondre précisément aux besoins des PEID du Pacifique,

le Programme pour le patrimoine mondial dans les PEID a été lancé en 2005, avec pour objectifs de favoriser le renforcement des capacités et de développer les réseaux régionaux et internationaux. Il s'appuie sur les résultats de la Plateforme pour le patrimoine du Pacifique, qui vise à favoriser les nominations sur les Listes du patrimoine mondial et à améliorer les pratiques de gestion dans les PEID. Depuis son lancement, la ville portuaire historique de Levuka, dans les Fidji, a été inscrite sur la liste du patrimoine mondial.

## CONSERVATION ET RÉGÉNÉRATION URBAINES : GARANTIR UNE CONTINUITÉ CULTURELLE

Des stratégies de conservation et de régénération ont été mises en œuvre dans plusieurs quartiers historiques de la région. Même si beaucoup d'entre eux ont été détruits au cours des dernières décennies sous l'effet des pressions liées à l'urbanisation, plusieurs activités de restauration et de revitalisation ont été menées avec succès, leur finalité étant souvent de développer le tourisme. Outre la restauration physique, il s'agissait également d'améliorer la qualité de vie et de renforcer les identités locales et nationales. Ces activités de restauration ont souvent été associées à la réhabilitation des bâtiments publics à des fins culturelles ou pédagogiques. C'est le cas par exemple

### ÉTUDE DE CAS 34

Hanoi (Viet Nam)

#### Renforcer la tradition communautaire, les relations de bon voisinage et la confiance dans l'ancienne ville de Hanoi



Dans la vieille ville de Hanoi au Viet Nam, les échoppes qui bordent les rues étroites sont pleines de vie. La plupart des bâtiments résidentiels sont surpeuplés et délabrés, l'eau courante est rarement installée et les habitants cuisinent souvent dans une cour extérieure. La promiscuité est grande et c'est dans ce quartier que les prix fonciers sont les plus élevés. Les familles pourraient vendre sans difficulté leurs maisons exiguës de la vieille ville pour acquérir de grandes propriétés en banlieue. Beaucoup l'ont d'ailleurs fait, mais celles qui restent expliquent que malgré les apparences c'est la qualité de la vie qui les incite à ne pas partir. Elles sont attachées à leur communauté et à son patrimoine culturel immatériel, ancré dans l'organisation originelle du quartier en un réseau de marchés spécialisés.

En écho à l'ancien système des villages d'artisans, caractérisé par la présence de confréries et de marchés spécifiques, les membres d'une même lignée cohabitent souvent dans des maisons rassemblant toute la famille élargie. Dans chaque rue, les habitants sont apparentés. Grâce à ces forts liens sociaux la communauté peut contrôler le comportement de ses membres, qui peuvent à leur tour adapter leur comportement en fonction des valeurs de la communauté. L'identité des résidents d'aujourd'hui, que leurs familles remontent au temps des anciennes confréries ou qu'ils soient arrivés plus récemment, incarne ce patrimoine culturel immatériel fait d'esprit communautaire, de relations de bon voisinage et de confiance, qui découle du passé de la ville en tant que centre marchand.

Préparée par Frank Proschan

<sup>3</sup> Voir : <http://fr.unesco.org/creativity/convention>

<sup>4</sup> Voir : <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/les-etats-parties-00024>

<sup>5</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/etatsparties/>

<sup>6</sup> Voir : <http://fr.unesco.org/creative-cities/creative-cities-map>





Hanoi (Viet Nam)  
© Darren Wood/Flickr.com\*

dans le cadre du Projet de développement et de restauration d'Intramuros mené à Manille ou du projet de restauration entrepris par la ville de Vigan (Philippines). Ce dernier a donné lieu à la création de centres culturels ouverts à la population locale et a été nommé parmi les meilleures pratiques de gestion en 2012 (voir l'Étude de cas 91).

Les activités de restauration ont souvent permis de redynamiser les pratiques du patrimoine immatériel en ciblant des bâtiments représentatifs des cultures locales, parmi lesquels des édifices religieux ou publics mais aussi des habitations. Par exemple, la restauration de la résidence du docteur Zhang Yunpen située à Zhenjiang (Chine), dans une zone urbaine qui évolue rapidement, est un rappel de la richesse de l'histoire de la ville. La régénération de la tour Nielson à Metro, Manille (Philippines), également connu sous le nom de Bibliothèque du patrimoine philippin, a permis de raviver l'intérêt de la communauté pour le patrimoine local. De même, la restauration du temple de Wat Pongsanuk à Lampang (Thaïlande) a été l'occasion de relancer les pratiques traditionnelles d'entretien par la communauté et de renforcer le sentiment d'appropriation chez les habitants.

Plusieurs projets ont été particulièrement importants pour l'établissement d'une continuité culturelle et le renforcement de la cohésion sociale, notamment au sein des communautés de migrants. Le musée Tak Seng On Pawnshop de Macao (Chine) est un exemple intéressant. À l'origine, les locaux étaient ceux d'un mont-de-piété (ancêtre des organismes de crédit). Il a été transformé en musée pour promouvoir la reconnaissance du commerce et de la finance traditionnelle et de leur rôle dans la vie quotidienne des communautés, en tant que vecteur de continuité culturelle et communautaire. À Broome (Australie) la rénovation du Sailmaker's Shed a permis de préserver l'histoire de l'industrie perlrière et de raviver la fierté de la communauté locale. La restauration du grand temple Cheng Hoon Teng de Malacca (Malaisie), construit au XVII<sup>e</sup> siècle pour les migrants chinois, a contribué à la perpétuation des pratiques culturelles de cette communauté.

Les stratégies culturelles à plus grande échelle pour la régénération urbaine prennent aussi de l'ampleur. Même si la conservation et la régénération urbaines se concentrent principalement dans les zones protégées, plusieurs initiatives plus vastes et plus ambitieuses ont été mises en œuvre en milieu urbain, et la culture y a joué le rôle de levier stratégique pour le développement urbain. À Wellington (Nouvelle-Zélande), l'élaboration d'une Politique du patrimoine bâti a conduit à l'identification des principales zones de patrimoine et à la mise en œuvre de réglementations en matière de conservation et de gestion. Les éléments significatifs du patrimoine ont été répertoriés, les zones de protection du patrimoine ont été élargies et la résilience face aux risques

de catastrophes a été améliorée. Cependant, de telles approches intégrées font encore figure d'exceptions car le développement urbain et la conservation urbaine sont généralement traités comme deux sujets distincts.

Les communautés locales participent de plus en plus activement aux efforts de conservation et de régénération urbaines, ce qui remet en cause les modèles de gestion descendants. Dans toute la région, les consultations des habitants ou les initiatives qui leur permettent de participer directement à la mise en œuvre des projets se sont révélées efficaces pour promouvoir la durabilité. Par exemple, la préservation du temple Hung Shing de Hong Kong (Chine) a été pleinement soutenue par les habitants qui ont inspecté quotidiennement le chantier, ont assisté régulièrement à des réunions sur le site et ont été invités à faire part de leurs remarques tout au long du projet. Dans le cadre du projet d'hôtel du patrimoine à Tai O, Hong Kong (Chine), un vaste programme de cartographie culturelle a été déployé pour en optimiser l'impact économique et social. La communauté peut également être appelée à participer au financement, comme ce fut le cas pour le projet de la propriété de Kow Plains à Victoria (Australie). Ce site a été restauré et transformé en musée et en centre pédagogique grâce au financement de la communauté locale. C'est aussi comme cela que le projet du Temple ancestral de Zhaoxiang Huang à Foshan (Chine), financé par une ONG, a pu voir le jour. Les communautés peuvent également être à l'origine des projets : à ce titre la chapelle Saint-Joseph de Hong Kong est représentative des projets de conservation menés par la communauté.

Dans le cadre des efforts de conservation et de régénération urbaines, les lieux publics ont fait l'objet d'une attention particulière. Dans un contexte où les pressions liées à l'urbanisation et la spéculation foncière réduisent peu à peu l'espace public, il s'agit d'une priorité. Par conséquent, améliorer la qualité des rues, des trottoirs et des parcs est souvent un élément essentiel des projets de restauration. La rénovation des bâtiments publics entraîne souvent l'amélioration des services urbains ou la revitalisation plus générale des zones urbaines. C'est ce qui s'est passé lors du projet de la Ceinture des universités de Manille (Philippines) et lors de la restauration du palais Devavams à Bangkok (Thaïlande). La réhabilitation et la rénovation du manoir Cheong Fatt Tze de Penang (Malaisie) et la restauration de l'hôtel Medina Grand Adelaide Treasury (Australie) sont d'autres exemples dignes d'intérêt. Dans la rue Cangqiao, artère historique de la ville de Shaoxing (Chine), des efforts ont été faits pour optimiser les services urbains tels que l'électricité et l'assainissement, mais aussi pour améliorer la qualité de l'eau de la rivière voisine. Cela a permis de protéger à la fois le paysage urbain et les traditions locales. La régénération des lieux publics a également été parfois un moyen de mettre en valeur et de

renforcer les identités locales. La restauration de la route de Zhongshan à Quazhou (Chine) avait pour objectif l'amélioration des espaces publics, et elle s'est faite en respectant les caractéristiques traditionnelles, notamment dans le choix des revêtements et des façades des boutiques (voir aussi l'Étude de cas 52).

## À L'AVENIR : LA CULTURE EN TANT QU'ATOUT ESSENTIEL POUR DES VILLES QUI ÉVOLUENT RAPIDEMENT

Les villes de la zone d'étude ont subi une évolution radicale au cours des deux dernières décennies. Les pressions causées par l'urbanisation massive, la transition démographique et la mondialisation ont profondément altéré les fonctions socio-économiques des villes, ainsi que leur organisation spatiale. Ces phénomènes ont donné lieu à l'aggravation de la fracture sociale et de la ségrégation spatiale. Les milieux urbains perdent peu à peu leur identité spécifique, et adoptent des caractéristiques standardisées et internationales. Dans ce contexte, la culture peut être vue comme un atout pour faire face aux défis du développement urbain tout en préservant les identités culturelles urbaines, dans la mesure où les stratégies basées sur la culture ouvrent la voie vers un développement urbain plus durable, plus inclusif et plus équitable.

Les approches basées sur la culture ont également amélioré la résilience urbaine. Parce qu'elle est très exposée aux risques de catastrophes naturelles, la région a été

relativement active pour développer des systèmes de gestion des risques. L'approche globale de cette question a évolué progressivement au cours des dernières décennies. Aux Philippines, au Viet Nam et au Japon, les perspectives ont changé : l'important n'est plus tant de se montrer réactif dans la gestion des situations d'urgence, mais de réduire activement les risques de catastrophe. En Nouvelle-Zélande la notion de « gestion durable des dangers » est aujourd'hui mise en avant. Dans ce contexte une meilleure prise en compte de la culture, et en particulier des systèmes de connaissances traditionnelles, pourrait contribuer à des perspectives durables de développement urbain et aider les villes à relever des défis environnementaux majeurs (voir aussi l'étude de cas 78).

Dans le domaine de la conservation urbaine, les sites du patrimoine mondial servent de terrains d'essai pour des mesures innovantes d'atténuation des risques. Un projet de préparation aux risques de catastrophes a été mis en œuvre dans la ville historique d'Ayutthaya (Thaïlande) pour limiter les risques d'inondations, dans un contexte marqué par la détérioration des systèmes de prévention traditionnels. Les mesures préventives proposées incluaient l'installation de barrages, la plantation d'arbres, le dragage des canaux et la restauration des murs d'enceinte. La ville de Vigan (Philippines) a lancé une initiative de préparation aux situations d'urgence pour limiter les risques de tremblements de terre. Dans ce cadre, un guide sur les interventions d'urgence a été publié, et les pompiers ont été formés. Les risques liés au changement climatique sont aussi au cœur des préoccupations de la ville de Huê (Viet Nam), qui a développé un plan prenant en compte les ressources en eau, l'agriculture, l'exploitation forestière, les pêcheries, les zones côtières, l'énergie et les transports. À Lijiang (Chine), dans le cadre des activités de reconstruction après les tremblements de terre, des bourses ont été accordées aux habitants pour qu'ils réparent leurs maisons, et des directives sur les techniques de construction antisismiques ont été élaborées. Cette approche pourrait être étendue aux pratiques plus générales d'aménagement urbain.

De plus en plus, les villes considèrent la culture comme un atout pour lutter contre la concurrence internationale. En créant un environnement susceptible d'attirer les investisseurs, les touristes et les travailleurs qualifiés, elles peuvent s'élever au rang de « villes mondiales ». Fait remarquable, la culture et le patrimoine sont désormais inclus dans les indicateurs de compétitivité pour les zones urbaines. Les industries culturelles et créatives émergentes ont mieux résisté à la crise financière mondiale que les autres secteurs économiques. La conservation et la régénération urbaines sont donc de plus en plus souvent abordées dans les milieux du développement local.

Le tourisme culturel et l'économie créative occupent une place croissante dans les stratégies portant sur l'économie urbaine. Le tourisme est un élément important des stratégies de régénération urbaine. Dans ce domaine, une variété d'initiatives reposant sur le tourisme ont été menées, et des stratégies de développement durables sont largement mises en lumière, notamment en Asie du Sud-Est. Par exemple, la communauté du Canal d'Amphawa, en périphérie de Bangkok (Thaïlande), a retrouvé son dynamisme en tant que plateforme commerciale. Elle a attiré les touristes et a

### ÉTUDE DE CAS 35

George Town (Malaisie)

#### Le patrimoine comme point de ralliement pour l'action communautaire

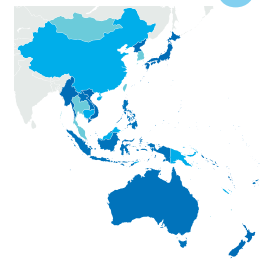
En 2008, George Town et Melaka ont été inscrites ensemble sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, pour mettre à l'honneur le riche patrimoine de ces villes marchandes. À George Town, capitale et plus grande ville de l'État malaisien de Penang, la communauté locale joue un rôle significatif pour la conservation et la protection du patrimoine culturel, mais aussi pour la promotion du développement urbain. Face aux risques que pose le développement à grande échelle pour les valeurs patrimoniales du site, la communauté locale mène activement plusieurs démarches de conservation. En 2007, une grande vague de protestation (incluant plusieurs manifestations, des campagnes d'information et des actions de lobbying auprès du gouvernement) a permis de mettre un terme au Projet pour le développement du centre-ville de Penang, qui envisageait de transformer 105 hectares d'espaces verts en un ensemble de tours. De même, la création du Trust pour le patrimoine de Penang a ouvert la voie à d'autres actions de conservation venant de la base, dont le Programme de transformation de George Town créé en 2009. Ce dernier a permis la réalisation d'une cartographie culturelle et le renforcement des capacités, ainsi que la conservation et le développement d'espaces communautaires. Les problématiques que sont le vieillissement de la population urbaine, les lacunes des infrastructures publiques et l'insuffisance des investissements ont ainsi pu être traitées.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6





Marché flottant d'Amphawa, près de Bangkok (Thaïlande)  
© Gavin Golden/Flickr.com\*



### ÉTUDE DE CAS 36

Hangzhou (Chine)

## Élaborer des stratégies de conservation urbaine durable dans un grand centre touristique



Avec 7 millions d'habitants, Hangzhou est la principale ville sur le delta du fleuve Yangtze, mais aussi un pôle économique, culturel et scientifique pour la dense province du Zhejiang. La zone urbaine occupe seulement un cinquième de son territoire, le reste étant constitué de collines, de rivières, de lacs, de bassins et de réservoirs. La ville abrite un patrimoine culturel et naturel d'une exceptionnelle variété (notamment le paysage culturel du lac de l'Ouest et une partie du Grand Canal de Chine, deux sites du patrimoine mondial) ainsi que de nombreux édifices religieux et résidentiels classés. Hangzhou est également réputée pour ses industries créatives et a d'ailleurs rejoint le Réseau des villes créatives de l'UNESCO grâce à la richesse de son artisanat et de ses arts populaires. C'est une destination touristique majeure qui attire aussi bien les chinois que des visiteurs internationaux. Le secteur du tourisme y prend de l'ampleur depuis quelques décennies ; la ville a accueilli 97,25 millions de personnes en 2013. La mise en place d'une politique de gestion durable du tourisme est donc essentielle, d'autant plus que ce secteur est un élément fondamental des futures stratégies municipales.

Pour protéger et mettre en valeur ses paysages culturels et son patrimoine urbain remarquable tout en préservant la qualité de vie, la ville a lancé une stratégie ambitieuse en matière de tourisme durable. L'objectif était de régénérer plusieurs pôles d'attractivité culturelle – dont les rives du Grand Canal et la Rue impériale des Song du Sud – afin que tous les quartiers de la ville puissent accueillir des visiteurs. L'amélioration des conditions de vie des résidents était un objectif clé. Certains habitants ont été relogés pour réduire la densité urbaine et les logements existants ont été rénovés pour que la fonction résidentielle des quartiers historiques soit préservée. Le développement des industries culturelles a également été favorisé par la réhabilitation des nombreux bâtiments industriels de la ville, dont beaucoup ont été transformés en centres culturels. Un système efficace d'assainissement a été mis en place et les usines ont été déplacées afin d'améliorer la qualité de l'eau et de l'air. De nombreux sites historiques ont été restaurés et ouverts au public gratuitement. Les édifices de la Rue impériale des Song ont été classés et protégés par des dispositifs spécifiques. Les 20 000 producteurs de thé de la région – qui jouent un rôle essentiel pour la protection du paysage culturel et de la culture locale du thé – ont reçu un soutien sous la forme de subventions directes, mais aussi de réglementations et de systèmes de distribution favorables. Ainsi, les ventes annuelles de thé Long Jing ont fortement progressé, pour atteindre 93 millions de yuans.

Cette stratégie durable se poursuivra dans les années à venir pour restaurer encore davantage les ressources naturelles, notamment en augmentant la végétalisation et en améliorant le système d'assainissement et de distribution d'eau. Il s'agira également de stimuler la créativité en associant l'histoire locale aux secteurs de la culture et du tourisme.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

général des revenus qui ont ensuite été réinvestis dans des projets de régénération locale, notamment dans le marché flottant (voir aussi l'Étude de cas 103). Les industries culturelles et créatives forment aussi une part significative du secteur des services qui se développe dans certains pays du Pacifique et de l'Asie de l'Est. En Australie et en Chine, notamment, les industries culturelles sont favorisées par des politiques nationales et locales fortes et jouent un rôle important pour les économies urbaines de ces pays (voir aussi l'Étude de cas 69). Le secteur créatif est moins développé dans les pays d'Asie du Sud-Est.

“ **Le marketing urbain est aujourd'hui confronté à un nouveau défi : le risque de voir émerger des villes homogènes, qui suivent toutes la même formule. Pour mieux se diversifier, il est de plus en plus courant de mettre l'accent sur la créativité et les industries créatives de la ville, atouts précieux pour le développement d'une image de marque unique.** ”

Lily Kong, Université de gestion de Singapour

Le développement des musées est un autre aspect majeur des stratégies urbaines. Le rôle des musées a changé, l'accent étant maintenant mis sur l'éducation plutôt que sur la conservation. Dans les villes asiatiques culturellement diverses, les musées sont devenus des plateformes de dialogue interculturel, car ils mettent en valeur les identités locales et ravivent la fierté des communautés, en particulier de celles qui ont été discriminées. Dans des villes marquées par des transformations drastiques, les musées sont souvent des lieux uniques pour réfléchir au passé tout en envisageant l'avenir. Ils tiennent parfois le rôle de « modérateurs sociaux » qui apaisent les conflits communautaires et favorisent l'inclusion sociale. Ils représentent aussi un nouveau type de lieu public propice aux rencontres et à l'engagement civique ; et servent de catalyseurs pour l'éducation informelle et la transmission des compétences. Pour de grandes villes telles que Pékin ou Shanghai (Chine), Séoul (République de Corée), Tokyo (Japon), Melbourne (Australie) et Singapour, le développement de grands musées nationaux ou municipaux est un aspect important des stratégies de marketing urbain. En effet, cela permet de présenter ces villes comme des centres de créativité à la vie culturelle riche. En outre, les grands musées sont souvent des plateformes d'activités économiques ; sources d'investissements, de revenus et d'emplois.

Les musées communautaires sont des acteurs majeurs des évolutions sociales. Dans la région, ceux que nous pouvons citer en exemple agissent autant pour la préservation que pour la promotion du patrimoine immatériel et matériel. Ces petites structures détenues par les communautés bénéficient souvent du soutien d'ONG et de fondations.

## ENCOURAGER LE TALENT ET LA CRÉATIVITÉ POUR FAVORISER LA DURABILITÉ

Cho Byung-don, maire d'Icheon (République de Corée)

La culture, ce n'est pas seulement le patrimoine matériel et immatériel d'une zone précise dont les habitants peuvent profiter. La culture est le moteur le plus puissant et le vecteur essentiel que l'humanité peut utiliser pour développer les économies et les sociétés. C'est pour cela que la ville d'Icheon s'efforce d'encourager le talent et la créativité, notamment chez ses maîtres artisans qui ont développé des infrastructures culturelles telles que le Village de la céramique d'Icheon. Des activités telles que des ateliers internationaux ont permis de donner de l'ampleur à un marché artisanal mondialement réputé et de faciliter le partage d'activités

et de valeurs culturelles. De plus, le gouvernement municipal a mis à profit le statut de la ville en tant que membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU) pour promouvoir et diffuser des programmes culturels dont les résultats sont déjà positifs. J'ai bon espoir que ces efforts et ces réussites répondent aux objectifs de l'UNESCO, qui consistent à aider la population mondiale à vivre heureuse dans des régions durables. La ville d'Icheon s'appuiera sur son expérience pour faciliter le développement durable en participant activement aux divers programmes et projets du Réseau des villes créatives de l'UNESCO.

C'est le cas notamment du Centre pour les arts traditionnels et l'ethnologie de Luang Prabang (République démocratique populaire lao) et du Musée du patrimoine de Nias à Gunungsitoli (Indonésie). Certains musées, comme le Musée d'ethnologie du Viet Nam à Hanoi, reçoivent des fonds de l'État. Même s'ils sont souvent perçus comme des attractions touristiques pour les visiteurs étrangers, les musées tendent à devenir des centres d'information pour les communautés locales et sensibilisent à l'importance de la préservation des cultures locales. C'est par exemple le cas du musée communautaire de Wat Pongsanuk, dans la province de Lampang (Thaïlande). Ils accueillent donc de plus en plus de visiteurs originaires de la région. La recherche fait également partie de leurs missions principales. Ces musées ont souvent un effet direct sur le développement des communautés locales, car ils créent des emplois et offrent des opportunités de formation.

Cependant, la culture n'est pas encore un élément à part entière des stratégies de marketing urbain. Le développement urbain rapide a entraîné la création de villes monotones et standardisées, dans lesquelles la relation entre l'environnement bâti et les modes de vie locaux est négligée. En règle générale, l'importance de l'identité des villes n'est pas largement reconnue dans la région. Toutefois, dans certains cas, la restauration de bâtiments spécifiques a eu des retombées positives sur l'image de la ville concernée. Ainsi, à Hoi An (Viet Nam), la restauration de la chapelle de la famille Tang – édifice de bois au toit en terre cuite – a été un projet pilote pour la rénovation du caractère de la ville dans son ensemble. De même, à Taizhou (Chine), la restauration d'une rue centenaire a redynamisé l'identité urbaine de la ville (voir aussi l'Étude de cas 110).

La plupart des villes de la région sont passées par un processus de gentrification. La forte croissance économique et démographique, à laquelle s'ajoutent les pressions urbaines et la spéculation foncière, a favorisé un phénomène de gentrification qui se distingue de ceux observés en Europe et en Amérique du Nord. D'une part, la recherche globale de compétitivité a motivé de vastes projets de rénovation urbaine, visant à améliorer les infrastructures,

les services et les logements ou encore à stimuler le tourisme. Ces programmes à grande échelle, gérés par l'État et soutenus par des promoteurs immobiliers, génèrent souvent une gentrification « dans le neuf » : de nouveaux logements – dont des résidences protégées et des tours résidentielles – ont été construits pour les classes moyennes et supérieures, entraînant la destruction d'habitations traditionnelles et de quartiers historiques. D'autre part, l'intérêt renouvelé pour les zones historiques, reconnues pour leur valeur économique potentielle, a motivé d'importants investissements dans des projets de conservation et de rénovation urbaines visant à mieux accueillir les touristes et les habitants. Et cela a également favorisé la gentrification.

### ÉTUDE DE CAS 37

Shanghai (Chine)

#### Dans les zones historiques, des phénomènes de gentrification contrastés



Au cours des deux dernières décennies, la ville de Shanghai a connu une période de développement urbain considérable, les zones urbaines s'étendant désormais jusqu'à l'autre rive du fleuve Huangpu, où un grand quartier des affaires a été construit. De nombreux quartiers résidentiels anciens ont été détruits pour laisser place à des tours, des quartiers modernes et des espaces verts. Plusieurs d'entre eux ont également été transformés en zones dédiées aux loisirs, au commerce et à l'hébergement des classes les plus aisées de la population. Cette politique menée par l'État a entraîné le déplacement de milliers de familles à faible revenu vers la périphérie, ce qui a sans doute nuit à leurs perspectives socio-économiques et à leur qualité de vie.

La régénération du district de Xintiandi, dans le centre-ville, est l'un des exemples les plus marquants de ce phénomène de gentrification. Dans cette zone caractérisée par ses maisons traditionnelles du XIXe siècle (les *shikumen*), un vaste projet de développement mené par un promoteur immobilier a entraîné l'expulsion d'environ 3 500 foyers. Il s'agit désormais d'une des principales attractions touristiques de la ville, un centre piétonnier dédié à « la belle vie », avec ses restaurants, ses cafés huppés, et ses immeubles de standing.

À l'inverse, la régénération du quartier de Tianzifang est un exemple en matière de conservation et de régénération urbaines car la gentrification y a été gérée intelligemment. Ce quartier du district de Xintiandi, aux rues étroites et aux *shikumen* des années 1930, aurait dû être détruit en 2006 dans le cadre d'un projet de réaménagement. Toutefois, les communautés locales, des chefs d'entreprise et un artiste célèbre se sont opposés à ce projet et ont convaincu les autorités de préserver l'intégrité de ce quartier.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

Ce double phénomène a conduit à d'importants déplacements des populations pauvres, sans commune mesure avec ce qui s'est fait en Occident dans des situations similaires. Les programmes de développement, associés à des politiques et réglementations nationales et locales insuffisantes pour garantir une véritable mixité sociale et la sécurité en matière de logement, ont directement



Bukchon Hanok, Séoul (République de Corée)  
© ianden/Shutterstock.com\*

contribué à l'expulsion des populations vulnérables. Les centres-villes nouvellement développés ont surtout attiré des représentants des classes moyennes et supérieures, ce qui a causé des migrations de classe et une ségrégation sociale. Dans bon nombre de grandes villes, les familles à faible revenu sont forcées de quitter les quartiers historiques et s'installent en périphérie, ce qui influe grandement sur leur qualité de vie et sur les pratiques traditionnelles.

On trouve dans la région de nombreux exemples de ces déplacements contraints, notamment dans les Philippines, en Chine, en Malaisie, au Myanmar et au Cambodge : le développement urbain et les projets d'embellissement ont été utilisés comme motifs pour justifier ces expulsions auprès des communautés locales. Par exemple, en 2000, un projet de réaménagement de la ville de Phnom Penh (Cambodge) a donné lieu à l'expulsion de certains résidents et à la destruction de leurs maisons, qui ont été remplacées par un casino. Dans la République de Corée et au Japon des cas similaires ont été observés, bien que ces pays disposent de politiques plus complètes en matière de droits de propriété. À Séoul (République de Corée), le dispositif de réaménagement « Ville nouvelle » mis en œuvre dans les années 2000 a drastiquement réduit l'offre de logements aux prix abordables dans la ville. À Tokyo (Japon), certains quartiers ont été désignés zones de développement urbain, ce qui a donné lieu à la concentration des immeubles en copropriété ; à Osaka, Kobe et Kyoto (Japon), on a assisté au remplacement à grande échelle des habitations traditionnelles par des immeubles modernes.

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre pour contrer le phénomène de la gentrification. Les communautés ont protesté contre ces déplacements, soutenues par l'engagement d'organisations locales et nationales. Cela a parfois permis de plaider en faveur de la protection des quartiers historiques et d'éviter la démolition de maisons traditionnelles, et donc de préserver les moyens de subsistance des habitants. La régénération du quartier de Tianzifang à Shanghai (Chine) et de l'île de Rattanakosin à Bangkok (Thaïlande) sont d'autres exemples probants : les

consultations publiques et l'engagement des communautés ont permis de mettre un terme aux expulsions. L'implication de partenaires internationaux, dont l'UNESCO, la Banque mondiale et le PNUD, a également été déterminante pour soutenir les communautés vulnérables et défendre la conservation et la régénération urbaines.

Toutefois, l'élaboration d'approches globales de la régénération et de la conservation urbaines doit rester une priorité. Dans la plupart des pays, le patrimoine urbain et le développement urbain sont encore traités comme des sujets distincts. Le développement urbain fait l'objet d'approches variées dans la région, en fonction des scénarios d'urbanisation spécifiques à chaque pays. Dans des pays tels que l'Australie, la régénération urbaine est en cours depuis plus de 50 ans, et le patrimoine urbain est désormais mieux intégré aux perspectives de développement urbain. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont passées d'une approche insistant sur la régénération urbaine à une approche mettant l'accent sur la durabilité urbaine. Après avoir privilégié les réaménagements physiques, la République de Corée se concentre désormais sur la régénération durable. Ces approches globales doivent être diffusées dans l'ensemble de la zone d'étude, pour que la culture devienne un vecteur de renouvellement des stratégies d'urbanisation.



*Coordinateur de l'étude régionale :* **ÉCOLE DES ARTS DE LA RESTAURATION À WILLOWBANK**

Willowbank est une institution éducative indépendante, fondée en 2006 au Canada et réputée pour son école des arts de la restauration. L'école délivre un diplôme d'études postsecondaires en conservation du patrimoine combinant un apprentissage théorique et pratique. En outre, elle accueille le Centre du paysage culturel, qui offre un cadre pour apprendre la théorie et la pratique dans le domaine du paysage culturel. En prenant part à des programmes de recherche conjoints, Willowbank a créé un vaste réseau de professionnels de la conservation urbaine en Amérique du Nord. Grâce à son approche multidisciplinaire unique alliant théorie et expérience pratique, Willowbank est connue dans le monde entier pour son expertise en matière de conservation urbaine, de paysage urbain, de design contemporain dans des cadres historiques, de planification urbaine et rurale et de revitalisation urbaine.



# ZONE D'ÉTUDE

Canada, États-Unis d'Amérique.

7

## REPÈRES

- ..... L'histoire des villes d'Amérique du Nord, qui a été fortement influencée par le développement des colonies européennes à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, a connu une forte accélération au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la révolution industrielle.
- ..... Les pratiques modernistes et l'essor de l'automobile ont joué un rôle déterminant dans l'émergence de modèles d'urbanisation favorisant le développement concentrique et vertical des centres- villes et l'expansion des banlieues et zones péri-urbaines.
- ..... Les efforts de rénovation urbaine et la priorité accordée aux nouvelles constructions plutôt qu'à la réhabilitation ont entraîné la destruction à grande échelle de quartiers denses, mixtes et de faible hauteur.
- ..... L'immigration étant l'un des traits caractéristiques des sociétés nord-américaines, la diversité culturelle a façonné les paysages urbains et a favorisé la justice sociale et les mouvements de démocratie participative.
- ..... La culture a occupé une place centrale dans de nombreuses politiques de régénération urbaine mises en œuvre après les années 1960, notamment dans le cadre des stratégies de reconversion post-industrielle.
- ..... Le secteur non lucratif a contribué de façon particulièrement innovante à promouvoir la conservation et la régénération urbaine, tandis que le secteur privé a fourni une part importante des financements nécessaires.
- ..... Une nouvelle conception de l'urbanisme durable voit le jour, qui associe le patrimoine, la création contemporaine et les préoccupations environnementales, et plaide en faveur de villes polycentriques, denses et aux usages mixtes.

## BRÈVE HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN EN AMÉRIQUE DU NORD

On considère généralement que l'histoire des villes nord-américaines commence avec l'arrivée des colons européens au XVII<sup>e</sup> siècle, qui a conduit à la destruction massive des établissements humains autochtones et de leurs paysages nomades et agricoles ; même s'il en reste encore aujourd'hui quelques traces dans les zones rurales. Ces nouvelles installations, dont la croissance était principalement portée par le secteur privé, se sont développées le long des voies de transport – d'abord fluvial puis ferroviaire – avant de s'élargir de manière concentrique. Dans de nombreuses régions, l'État était seulement une entité de régulation influant sur les capitaux investis en accordant des concessions foncières, entre autres dispositifs d'incitation.

Plus tard, la Révolution industrielle a donné à l'urbanisation un nouvel élan. En 1800, seulement 5 % de la population nord-américaine était urbaine. Mais en 1900, ce chiffre avait dépassé les 40 % (Monkkonen, 1988). Les premières banlieues sont apparues à cette époque, produits de l'invention du tramway à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces premières banlieues étaient souvent caractérisées par un plan d'aménagement rectangulaire et des parcelles étroites où tout peut se faire à pied, les commerces et les zones résidentielles se trouvant le long des lignes de tramway. Les effets environnementaux et sociaux de la Révolution industrielle ont donné naissance à plusieurs mouvements de réforme sociale et urbaine, à un usage généralisé du zonage et à l'application de modèles d'urbanisme utopiques pour les villes sur l'ensemble du continent.

“ [La] fonction principale de la ville est de transformer la puissance en forme, l'énergie en culture, la matière inerte en symboles artistiques vivants, la reproduction biologique en créativité sociale.

Lewis Mumford, historien et philosophe ”

Au XX<sup>e</sup> siècle les pratiques modernistes ont fortement influencé le développement urbain. Les urbanistes, épousant les idéaux du rationalisme et de la séparation des fonctions (notamment par le biais du zonage), ont favorisé l'expansion concentrique des villes en développant des systèmes de transport reliant les zones résidentielles aux quartiers des affaires. Le modernisme, associé à des pressions spéculatives croissantes, a également entraîné la construction de gratte-ciel à usage professionnel et résidentiel, d'abord à Chicago (États-Unis d'Amérique) – où cette pratique a vu le jour à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – puis à New York (États-Unis d'Amérique) et dans d'autres villes au début du XX<sup>e</sup> siècle.

L'architecture moderniste elle-même reflétait ces nouvelles formes urbaines et ces pratiques en matière de zonage. La tour de bureaux avec des boutiques au rez-de-chaussée est devenue le modèle de base des quartiers d'affaires, au détriment de modèles plus anciens de bâtiments à usage mixte. L'industrialisation de l'architecture, qui a mis en avant la simplicité et la clarté des formes, a eu un rôle important car elle a permis d'incorporer les techniques émergentes du travail du fer, de l'acier, du verre et du béton armé. Par conséquent on observe souvent dans les zones urbaines les plus anciennes une juxtaposition des bâtiments



### ÉTUDE DE CAS 38

La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique)  
**Les Américains d'origine vietnamienne de l'Est de la ville : contre les effets des catastrophes naturelles grâce à l'agriculture**



Jusqu'à 70 % des foyers urbains pratiquent l'agriculture sous une forme ou une autre et produisent un cinquième des ressources alimentaires du monde. Malgré la place essentielle qu'elle tient dans l'économie et l'alimentation des familles, l'agriculture urbaine passe souvent inaperçue aux yeux des responsables politiques et des urbanistes ; elle n'est pas prise en compte de manière adaptée comme un élément du secteur agricole.

Au cours des quarante dernières années, un grand nombre de Vietnamiens ont immigré dans la zone métropolitaine de la Nouvelle-Orléans, en Louisiane (États-Unis d'Amérique). Ils ont rapidement converti les jardins désaffectés et les terrains vagues en potagers et ont installé des jardinières sur les balcons de leurs appartements, pour cultiver les plantes et les légumes asiatiques introuvables dans les supermarchés locaux. Les excédents de production étaient donnés, échangés entre voisins ou vendus sur les marchés. En août 2005, les inondations dévastatrices qui ont suivi l'ouragan Katrina ont frappé particulièrement durement les quartiers pauvres et bas de l'Est de la ville, et notamment la communauté vietnamienne.

Des plans ambitieux ont alors vu le jour pour créer la Viet Village Urban Farm (VVUF), une ferme communautaire, dans le cadre d'une stratégie de développement plus globale. L'objectif était d'éviter de reconstruire des logements sur des terrains inondables, qui seraient dès lors réservés à un usage agricole. Pourtant, ce projet n'avancait pas et une nouvelle catastrophe a touché la région en avril 2010 : l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon a causé la pire marée noire de l'histoire du pays. Environ 20 000 américains d'origine vietnamienne constituaient au moins la moitié de la flotte des pêcheurs de crevettes du Golfe du Mexique, et un tiers de la communauté tirait ses revenus de cette activité.

Cela a donné naissance à un nouveau projet : les pêcheurs, les responsables de crevettes et les jardiniers ont décidé de se former à l'aquaponie pour augmenter leur production agricole et mieux gagner leur vie, tout en évitant de travailler dans les eaux polluées du Golfe et sur les terrains contaminés de l'est de la ville. La coopérative agricole VEGGI fournit des formations et une assistance technique pour l'utilisation des nouvelles méthodes de culture, construit des systèmes d'aquaponie et des serres pour ses membres et vend leurs produits aux meilleurs restaurants de la Nouvelle-Orléans. La coopérative a aussi mis en place un dispositif d'agriculture soutenue par la communauté, qui permet aux abonnés de recevoir un panier de produits de saison. C'est une source de revenus plus stable pour les producteurs.

Préparée par Frank Proschan

préexistants, de faible ou moyenne hauteur, et des constructions plus récentes et beaucoup plus hautes.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'automobile est devenue un élément central du mode de vie nord-américain et cela a fortement influencé les schémas de développement urbain. Un vaste réseau d'artères et d'autoroutes, construit avec le





Main Street et Shelton Square, Buffalo, (États-Unis d'Amérique), 1911  
© W.H. Brandell/United States Library of Congress Prints and Photographs Division

soutien du gouvernement fédéral, a rapidement quadrillé l'ensemble du territoire. Ces autoroutes et le système d'hypothèques favorisant l'acquisition de maisons en banlieue sont les principaux facteurs qui expliquent l'explosion des périphéries à partir des années 1950. La maison individuelle en banlieue est rapidement devenue le modèle dominant : en 2000, 50 % des Américains habitaient en banlieue (Hobbes et Stoops, 2002 ; Turcotte, 2008). Ce phénomène, associé à la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine mal conçus, a contribué au déclin des centres-villes. Aujourd'hui, même si des modèles alternatifs d'aménagement urbain gagnent en popularité, le schéma nord-américain reste fortement dépendant des automobiles et des énergies fossiles, d'autant plus que le gouvernement continue à investir davantage dans les autoroutes que dans les systèmes de transport en commun.

zones métropolitaines, la région compte deux villes de plus de 10 millions d'habitants et sept villes de plus de cinq millions d'habitants (Nations Unies, 2014). La population rurale est restée relativement stable au cours de l'histoire, et certains signes indiquent aujourd'hui un retour vers les zones rurales. Dans le même temps une partie de la population, et les jeunes en particulier, quitte la banlieue en faveur des centres denses, polyvalents et accessibles à pied des villes plus anciennes. Les universités et les entreprises privées préfèrent également investir dans des bâtiments plus anciens des zones centrales plutôt que dans des constructions neuves en banlieue.

## DE LA SÉGRÉGATION À LA DIVERSITÉ CULTURELLE

À travers leur histoire, les villes nord-américaines ont été marquées par de longues périodes d'assimilation culturelle et d'impérialisme. Les colons européens, convaincus de leur propre supériorité culturelle, ont entrepris de « civiliser » les communautés autochtones en éradiquant leurs langues et leurs traditions. De même, la culture afro-américaine aux États-Unis a été assujettie et phagocytée par les Européens. Cette marginalisation des communautés culturelles a parfois donné lieu à la création de ghettos urbains, les tensions entre la ville et la banlieue étant exacerbées par des pratiques discriminantes d'exclusion géographique et par la « fuite des blancs » vers les banlieues.

Les cultures urbaines sont également caractérisées par une tendance à la conformité. En réponse aux problèmes sociaux engendrés par la Révolution industrielle et par le désastre des deux guerres mondiales, le rationalisme a été érigé au rang de norme et a donné naissance à certains schémas de stratification sociale et d'uniformité. Les schémas comportementaux normatifs, qui incluent les stéréotypes raciaux et les rôles associés à chaque genre, tendaient à privilégier les hommes blancs. Les premiers migrants, souvent originaires de zones rurales, ont parfois dû abandonner leurs pratiques traditionnelles, notamment l'agriculture urbaine et la cohabitation de plusieurs familles, pour s'adapter à la culture majoritaire. La maison individuelle en banlieue s'est peu à peu imposée comme le modèle dominant, symbole de l'ascension sociale et de la poursuite du « rêve américain ».

L'immigration est une caractéristique fondamentale des sociétés nord-américaines et le principal facteur de la croissance urbaine. C'est particulièrement vrai au Canada, qui a l'un des taux d'immigration par habitant le plus élevé au monde. Aux États-Unis les migrants sont plutôt bien répartis sur l'ensemble du territoire, mais au Canada 63,4 % d'entre eux vivaient dans les trois plus grandes villes du pays en 2011 ; même si dans ces deux pays la dispersion régionale des nouveaux arrivants a augmenté. À Toronto, les migrants de première génération représentent 46 % de la population urbaine (Statistique Canada, 2013), tandis qu'à New York 56 % des habitants sont des migrants de la première ou de la deuxième génération (Kasinitz et al., 2006).

### ÉTUDE DE CAS 39

Seattle (États-Unis d'Amérique)

#### Mettre à profit la diversité culturelle pour favoriser la justice sociale



Si la plupart des habitants de Seattle sont d'ascendance européenne, c'est dans les communautés latino-américaines, asiatiques et afro-américaines que la croissance démographique est la plus forte. Les communautés amérindiennes jouent également un rôle important sur le plan culturel. L'intégration de cette diversité aux programmes et politiques de la ville et du secteur non lucratif est donc un défi majeur. Seattle et le comté de King, dans lequel elle se trouve, l'ont relevé notamment en fournissant un soutien considérable aux industries artistiques et culturelles, car ils ont compris que ces secteurs étaient de puissants vecteurs de croissance économique, de développement durable et de justice sociale. Afin de lutter contre le racisme institutionnel au moyen de la culture, le Bureau des droits civils de la ville fait régulièrement participer la communauté urbaine, de plus en plus diverse, à des activités culturelles. De plus, 4Culture, l'agence des services culturels du comté de King, soutient les artistes issus de l'immigration. Le Département des quartiers de Seattle, quant à lui, aide les membres de la tribu Duwamish et les migrants vietnamiens à respecter leurs pratiques culturelles liées aux récoltes et à l'alimentation. Le centre culturel *Duwamish Longhouse*, a ouvert ses portes sur les rives de la rivière Duwamish pour permettre aux membres de la tribu de réaffirmer leurs droits ancestraux sur ce territoire et de participer aux débats sur la durabilité. Le Programme de préservation du patrimoine historique de la ville a récemment lancé un projet sur l'histoire communautaire du Sud-Est de Seattle, qui dépasse l'étude de l'architecture pour se pencher sur les questions liées au patrimoine et à la diversité, aux transports, à la toponymie autochtone et occidentales, aux traditions culinaires et à l'enfance. Creative Justice est un autre des programmes artistiques du comté de King : il propose aux jeunes aux prises avec le système judiciaire une alternative à l'incarcération.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Amérique du Nord, en tant que territoire urbain parvenu à maturité, semble avoir atteint son apogée, avec un taux moyen d'urbanisation de 81 %. En incluant les

Les schémas de migration ont progressivement évolué pour inclure de plus en plus de non-Européens. Aux États-Unis, les Européens arrivant sur la côte Est ont peu à peu été remplacés par des migrants latino-américains ou asiatiques entrant dans le pays par l'Ouest et par le Sud. Les législations en matière d'immigration ont été élargies dans les années 1960 par les deux pays, pour s'éloigner d'une vision centrée sur l'Europe et accueillir des populations plus diverses. Leurs politiques ont toutefois divergé à partir des années 1970, lorsque le Canada a considérablement accru son taux d'accueil tandis que les États-Unis continuaient à s'interroger sur les avantages et les difficultés que représente l'immigration.

Les migrations internes et la mobilité, principalement pour des motifs économiques, font également partie des tendances fortes dans la région. Bien que la mobilité annuelle soit passée de 20 % dans les années 1940 à 12 % aujourd'hui<sup>1</sup>, la population concernée est en fait plus nombreuse et ce phénomène reste un aspect essentiel du développement urbain. Par conséquent de nouveaux arrivants continuent à s'installer dans les zones urbaines historiques. Les pratiques de conservation urbaine dans la région ont donc dû s'adapter à ces évolutions culturelles et physiques pour se concentrer sur la régénération et la réhabilitation. Avec l'augmentation des mouvements de population à l'échelle mondiale, la capacité des zones urbaines historiques à intégrer de nouveaux migrants est un atout non négligeable.

À partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les villes sont de plus en plus souvent devenues le siège des mouvements de justice sociale visant à favoriser des sociétés inclusives et multiculturelles. Aux États-Unis, le Mouvement des droits civiques actif dans les années 1950 et 1960 a lutté pour mettre un terme à la ségrégation raciale à la discrimination. Au Canada les débats sont passés de la question du biculturalisme entre les communautés francophones et anglophones dans les années 1960 à celle du multiculturalisme incluant les communautés autochtones et les nouveaux immigrants dans les années 1970. Malgré quelques résistances, le multiculturalisme est désormais vu comme la nouvelle expression de l'identité nationale canadienne, tandis qu'aux États-Unis la population née à l'étranger a atteint son niveau le plus élevé depuis plus d'un siècle.

Cette diversité culturelle entraîne une redéfinition innovante des paysages urbains. Les villes nord-américaines fortement marquées par la diversité telles que Los Angeles – à 48 % latino-américaine<sup>2</sup> – ou Vancouver – à 45 % asiatique<sup>3</sup> – deviennent la norme. De nombreux quartiers des villes ne sont plus associés à un groupe de migrants en particulier mais à des vagues successives de population, chaque lieu étant donc riche en connexions culturelles diverses. Puisque de nombreux membres des communautés autochtones vivent désormais dans les villes, leurs perspectives s'intègrent peu à peu au débat sur le développement urbain, notamment car elles éclairent la question de la relation entre la culture et la nature. La diversité ethnique et raciale est de plus en plus souvent perçue comme un atout. Elle fait l'objet de nombreuses études universitaires (Harvard mène un projet sur le pluralisme), politiques (les gouvernements adoptent

des programmes en faveur du multiculturalisme) et activités d'acteurs privés et d'associations à but non lucratif (le Centre mondial du pluralisme, soutenu par l'Aga Khan, a récemment été inauguré à Ottawa, au Canada). La contribution des migrants et des autochtones à la formation de la culture nord-américaine est également de plus en plus reconnue et traduite dans l'environnement urbain par le développement de lieux de mémoire (voir aussi l'Étude de cas 59).

#### ÉTUDE DE CAS 40

##### **Le Main Street Program : régénération urbaine dans les petites villes (États Unis d'Amérique et Canada)**

Ciblant en priorité les petites villes où les grand-rues ont perdu de leur vitalité sous l'effet de la concurrence des grands centres commerciaux et du départ des habitants, le National Main Street Center – filiale du Trust national pour la préservation du patrimoine historique (*National Trust for Historic Preservation*) basée à Washington DC – a redynamisé 2 000 grand-rues aux États-Unis et au Canada au cours des 35 dernières années. Quelque 250 000 bâtiments ont été rénovés et le projet a généré pour 60 milliards de dollars des États-Unis d'investissements publics et privés. Il s'agit de revitaliser aussi bien les bâtiments à usage commercial que les habitations, grâce à la conservation du patrimoine, à des initiatives culturelles, à une démarche marketing commune et à une restructuration économique – cette approche a depuis été adaptée à de plus grandes villes.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

### **METTRE LA CULTURE AU PREMIER PLAN : ÉVOLUTION DES APPROCHES DE LA CONSERVATION ET DE LA RÉGÉNÉRATION URBAINES**

On trouve dans toute l'Amérique du Nord des centres urbains dans lesquels la stratification historique est bien visible : ils sont caractérisés par la diversité de leur architecture et de leur morphologie urbaine. Cependant il existe d'importantes disparités géographiques : sur la côte Est ces strates historiques sont ancrées dans les formes urbaines préindustrielles, l'organisation des rues et l'architecture. Les premiers établissements humains, datant du XVI<sup>e</sup> siècle, se concentraient près des voies commerciales et des ports. Ensuite, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'architecture et l'aménagement public montrent l'émergence d'une influence plus classique aux États-Unis, reflet des idées républicaines ; et une influence plus pittoresque inspirée du style néogothique au Canada, signe du renforcement de ses liens avec la Grande-Bretagne. Une tendance générale à l'éclectisme victorien est apparue dans les deux pays à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Symboles de la richesse générée par la Révolution industrielle, les bâtiments ont été construits dans des matériaux plus variés, avec des formes plus complexes et des ornements plus sophistiqués. Le parc urbain est également devenu une caractéristique du paysage américain. Sur la côte Ouest, bon nombre d'établissements urbains ont connu leur plus forte période de croissance au XX<sup>e</sup> siècle, les formes modernistes se superposant aux influences espagnoles antérieures.

Les nouvelles constructions, perçues comme des marqueurs essentiels de progrès, ont souvent été privilégiées au détriment de la réhabilitation des bâtiments existants. La formation professionnelle proposée aux architectes, aux urbanistes et aux ingénieurs a toujours fait écho à cette perspective, ce qui explique la compréhension relativement limitée des bâtiments

<sup>1</sup> Voir : Bureau du recensement des États-Unis (US Census Bureau) sur <http://www.census.gov/hhes/migration/data/cps/historical.html>

<sup>2</sup> Voir : Recensement des États-Unis en 2010 (US Census 2010) sur <http://www.census.gov/quickfacts/>

<sup>3</sup> Voir : Statistique Canada 2011 sur <https://www12.statcan.gc.ca>



Totems des Premières Nations et les mines de Kamui Mintara "Aire de Jeux des Dieux" à Burnaby, surplombant Vancouver (Canada)  
© Province of British Columbia/Flickr.com\*

historiques dans le cadre des pratiques professionnelles. Les décideurs, les institutions financières et les compagnies d'assurance accordent également la priorité aux constructions neuves dans leurs politiques respectives ; et de nombreuses réglementations encouragent l'adoption de normes uniformes et préfèrent le remplacement à la réhabilitation.

Ce paradigme en matière de développement urbain a eu un effet dévastateur sur les quartiers historiques. Cette tendance au remplacement et la recherche d'environnements standardisés a souvent entraîné la destruction de quartiers historiques denses, bas et à usage mixte, notamment dans les centres-villes. Faute d'une meilleure reconnaissance de leur caractère inclusif, souple et diversifié, les premiers schémas urbains mis en place par les migrants ont été négligés au nom de l'uniformité. Il en a résulté la création de paysages urbains et de dispositifs énergétiques non durables, et l'effacement d'une véritable identité du lieu sous l'effet de la normalisation.

Plus récemment, les débats sur la durabilité urbaine eux-mêmes ont eu tendance à privilégier les nouvelles constructions. Les valeurs des zones urbaines plus anciennes ne sont pas reconnues, malgré leur résilience intrinsèque. Les professionnels considèrent que les bâtiments historiques sont trop gourmands en énergie et trop peu résistants mais ces jugements sont souvent erronés. Le concept même de « communauté durable » est parfois associé à la construction de lotissements entièrement neufs ; et les labels attestant de l'efficacité énergétique sont souvent accordés aux nouveaux bâtiments alors même qu'ils endommagent le tissu urbain local. De même, les crédits gouvernementaux pour les travaux de rénovation énergétique entraînent souvent la démolition d'éléments importants des bâtiments historiques.

Entre les années 1950 et les années 1980, la rénovation urbaine a servi de motif pour justifier la destruction de nombreux quartiers historiques. Les zones urbaines à faible revenu, souvent habitées par des minorités, ont trop souvent fait l'objet de projets visant à « éradiquer les bidonvilles », en dépit de leur grande diversité sociale, de leur dynamisme et de la variété de leurs usages. Une fois ces quartiers détruits, les communautés ont été dispersées dans des lotissements à loyer modéré répondant aux critères des théories modernistes. Il s'est avéré qu'un grand nombre d'entre eux étaient dysfonctionnels. À mesure que la classe moyenne s'installait en périphérie, encouragée par les politiques gouvernementales telles que l'expansion du réseau routier et les systèmes de financement des hypothèques immobilières, bon nombre de centres-villes ont été occupés par des foyers à faible revenu et par les minorités raciales. Dans ces zones les investissements, publics comme privés, ont reculé ; entraînant une hausse de la criminalité et du taux de disponibilité de logements. L'image négative des centres-villes est désormais ancrée dans la culture populaire, et c'est un obstacle de plus que les efforts en matière de régénération doivent surmonter.

Les démarches menées par la base pour préserver le patrimoine urbain se sont intensifiées dans les années 1960, souvent en réaction à la destruction des quartiers historiques au nom de projets d'infrastructures à grande échelle. Dans de nombreux cas, le principal motif était la construction de nouvelles routes, plus larges. À New York (États-Unis

d'Amérique), le tracé de plus de 13 grandes voies rapides a entraîné le déplacement de milliers d'habitants et la destruction de plusieurs quartiers historiques. La protestation de la communauté, à laquelle est venue s'ajouter l'implication des philosophes de l'urbanisme (comme Jane Jacobs, qui a combattu avec succès le projet visant à faire passer la Lower-Manhattan Expressway à travers Greenwich Village en 1964), s'est révélée essentielle pour désamorcer le paradigme de la rénovation urbaine.

“ Pour d'anciennes idées, on peut parfois utiliser de nouveaux bâtiments. Mais les nouvelles idées ont besoin de bâtiments anciens.

Jane Jacobs, auteur et activiste

La Conférence des maires américains de 1966 a été un autre vecteur politique important en faveur de la préservation des villes anciennes aux États-Unis. Dans leur rapport *With Heritage So Rich*, les maires du pays ont appelé à la régénération des quartiers historiques de leurs villes respectives, qui bien souvent avaient été endommagées par les schémas de rénovation urbaine et de développement des banlieues (Rains and Henderson, 1966). Cette publication majeure a posé les bases de la loi sur la préservation des zones historiques, le *Historic Preservation Act*, et d'un solide mécanisme de financement prélevé sur les recettes fiscales qui soutient encore aujourd'hui les efforts en matière de régénération urbaine.

La portée des activités de conservation urbaine s'est progressivement élargie. Dans un premier temps, elles se sont concentrées sur la côte Est, en privilégiant la période coloniale et les sites en lien avec l'indépendance américaine. Elles ont ensuite été étendues aux bâtiments et quartiers datant du XIX<sup>e</sup> siècle, symboles d'une période de grande prospérité industrielle. Aujourd'hui, l'attention se porte de plus en plus sur les paysages, l'architecture et l'urbanisme du XX<sup>e</sup> siècle, même si c'est toujours une perception ambivalente du concept de design moderniste qui prévaut. Alors qu'elles concernaient initialement chaque monument pris individuellement, les activités relatives à la conservation du patrimoine s'attachent maintenant à traiter les grandes zones urbaines dans leur ensemble. Cela a donné lieu à davantage de discussions sur le rapport entre la conservation urbaine et la conception contemporaine des villes.

La culture et le patrimoine ont été des éléments fondamentaux pour inverser la tendance du déclin postindustriel. La désindustrialisation a entraîné une série de crises économiques et la désertion de nombreuses zones urbaines, notamment dans la Rust Belt (la région qui s'étend du Nord-Est au Midwest et qui a été frappée par une pauvreté croissante, le départ de sa population et un délabrement général après le déclin de l'industrie manufacturière). Cet état de fait a contribué à l'élaboration de nouvelles stratégies de régénération dans les zones industrielles existantes – c'est ce qu'on a appelé le réaménagement des terrains contaminés – ainsi que dans les zones résidentielles dépeuplées et des quartiers à usage mixte. Ces stratégies mettent souvent clairement l'accent sur la rénovation culturelle. La rénovation ou la réhabilitation du patrimoine industriel, notamment dans le cadre d'activités créatives, en est une caractéristique récurrente.

## ÉTUDE DE CAS 41

Los Angeles (États-Unis d'Amérique)

### Rajeunir le centre-ville de Los Angeles grâce à la réhabilitation

La *Adaptive Reuse Ordinance* a été initialement approuvée en 1999 pour le centre-ville de Los Angeles avant d'être élargie à d'autres quartiers en 2003. Cette ordonnance facilite la conversion d'anciens immeubles de bureaux désaffectés, dont beaucoup sont des bâtiments historiques, en immeubles d'habitations. En effet, elle garantit que certaines normes de construction et de zonage adoptées pour les bâtiments neufs ne s'appliquent pas aux biens immobiliers plus anciens. Plus de 60 bâtiments historiques ont ainsi pu être transformés en appartements, en lofts et hôtels, alors que bon nombre d'entre eux étaient restés inoccupés pendant des décennies. La population de plusieurs quartiers concernés a triplé en 15 ans et 15 000 logements sont désormais disponibles dans les anciens immeubles du centre-ville. De même, la *Citywide Live/Work Ordinance* permet à des personnes de vivre et de travailler dans des locaux industriels abandonnés, sous certaines conditions. Cela a incité des artistes, qui apprécient de vivre là où ils travaillent, à réhabiliter des bâtiments sous-utilisés. En s'appuyant sur ce programme innovant, Los Angeles a servi de ville pilote pour le Partenariat en faveur de la réhabilitation des bâtiments créé par le *National Trust for Historic Preservation* et l'*Urban Land Institute*, afin d'élaborer des recommandations sur les stratégies nationales en faveur du développement urbain durable.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7



Un regain d'intérêt pour les zones urbaines historiques a favorisé l'élaboration de pratiques innovantes en matière d'aménagement. Il est désormais généralement admis que de nouvelles politiques urbaines doivent être mises en place pour l'ère postindustrielle. Détroit est un laboratoire sur la manière dont une ville peut se réinventer, mais des approches innovantes voient également le jour dans des villes à l'histoire riche, telles que Cleveland et Buffalo (États-Unis d'Amérique) ou Hamilton (Canada). De nouvelles initiatives lancées avec le soutien des corporations œuvrant pour le développement des communautés, comme la Bedford Stuyvesant Restoration Corporation à New York (États-Unis d'Amérique) et Evergreen Brickworks à Toronto (Canada), traitent de problématiques telles que l'accès à des logements abordables, les services proposés à la communauté, l'art et la culture et la création d'emplois.

## GOVERNANCE ET CADRES POLITIQUES : CARACTÉRISTIQUES COMMUNES ET SYSTÈMES CONTRASTÉS

Dans les deux pays de la zone d'étude, la gouvernance et les cadres politiques illustrent le récent changement des paradigmes en matière de conservation et de régénération urbaines. À partir des années 1970, les nouvelles constructions ont été délaissées au profit de la réhabilitation des quartiers existants. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la régénération urbaine est de plus en plus liée à des préoccupations environnementales plus vastes. Les législations relatives à la culture, à l'environnement et au développement urbain – pour la plupart adoptées ou mises à jour dans les années 1960 et 1970 – évoluent au fil de ces nouvelles approches.

Le niveau local, notamment par le biais de plans officiels et d'arrêtés de zonage qui ont été mis au point, a eu un rôle significatif. Dans l'ensemble la coordination entre les différents niveaux de gouvernement est plus forte aux États-Unis qu'au

Canada, où l'implication fédérale a été minime. Au niveau local, les deux pays disposent de mécanismes permettant de répertorier et de protéger les bâtiments et les quartiers historiques. C'est aussi dans les municipalités que se déroulent quelques-unes des initiatives urbaines les plus importantes, ce qui en fait de véritables laboratoires d'expérimentation.

Aux États-Unis, la législation fédérale instaure un cadre stratégique pour la conservation et la régénération urbaines, avec pour piliers le *National Historic Preservation Act* de 1966, le *Tax Credit Act* de 1976, le *National Environmental Policy Act* de 1960 et certains éléments du *Housing Act* de 1937. Cela a favorisé une certaine cohésion entre le gouvernement fédéral, les gouvernements de chaque État et les instances municipales ; et cela a fortement encouragé les investissements privés. Les mesures d'incitation fiscale au niveau fédéral pour la restauration des biens historiques ont généré plus de 78 milliards de dollars des États-Unis en investissements privés. C'est ainsi que plus de 40 000 bâtiments ont pu être restaurés et qu'environ 2,5 millions d'emplois ont été créés depuis 1976<sup>4</sup>.

Des programmes et politiques spécifiques en matière de revitalisation urbaine ont également été développés au niveau fédéral. Ils ciblent en particulier les familles à faible revenu. Par exemple, le Programme de bourses pour le développement des quartiers communautaires vise à inciter les communautés à régénérer les quartiers anciens ; tandis que le Programme de stabilisation des quartiers, créé après la crise financière de 2008, soutient la construction de logements économes en énergie et de grande qualité en restaurant des bâtiments abandonnés. D'autres politiques du logement ont eu pour objectifs de soutenir les familles à faible revenu grâce à des garanties hypothécaires et de lutter contre la ségrégation dans les logements sociaux.

Les États et les municipalités ont aussi conçu des législations spécifiques basées sur ce cadre fédéral. Au niveau de chaque État, des officiers responsables de la préservation du patrimoine historique accomplissent une grande variété de tâches, dont la mise en œuvre d'un plan de préservation des bâtiments historiques sur l'ensemble du territoire et l'inscription des bâtiments au Registre national des monuments historiques. Les autorités municipales jouent également un rôle central, particulièrement au regard du *Historic Preservation Act* de 1966. Les plans officiels et les arrêtés de zonage, les infrastructures locales, les politiques économiques et de gestion des espaces verts, ainsi que le classement des biens du patrimoine historique local, sont primordiaux. La plupart des grandes villes se sont dotées d'une commission responsable de la préservation, dont le rôle est de coordonner l'évaluation, l'identification et la gestion des biens du patrimoine historique.

Au Canada, les interventions du gouvernement fédéral dans les questions urbaines restent limitées, puisque ses prérogatives concernent surtout le logement et le financement des hypothèques. La législation en matière de patrimoine s'applique uniquement aux propriétés fédérales, les sites culturels et naturels étant gérés par l'agence Parcs Canada. Au total, 1 300 biens ont été répertoriés ou restaurés dans le cadre du Programme fédéral sur les monuments historiques<sup>5</sup>. En outre, l'Initiative des lieux historiques, fruit

<sup>4</sup> Voir : <http://www.nps.gov/tps>

<sup>5</sup> Voir : <http://www.historicplaces.ca>



Hôpital abandonné à Pittsburgh (États-Unis d'Amérique)  
© Brook Ward/Flickr.com\*

de la collaboration des autorités fédérales provinciales créée en 2001, a établi le Répertoire canadien des lieux patrimoniaux, ainsi que les Normes et les lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada. De plus, la Politique canadienne du multiculturalisme de 1971 défend la liberté de préserver, de mettre en valeur et de partager le patrimoine culturel ; et d'autres programmes fédéraux fournissent une aide financière significative aux infrastructures et activités culturelles. Les provinces jouent un rôle important dans la conservation et la régénération urbaines même si la législation en matière d'aménagement varie considérablement de l'une à l'autre. À l'Est et au centre du pays, la préservation du patrimoine historique est considérée comme une question distincte du thème de l'aménagement urbain en général, tandis que les provinces de l'Ouest privilégient des approches plus intégrées. Chaque province dispose également de sa propre politique environnementale, ce qui explique un manque de cohérence au niveau national.

De tous les niveaux de gouvernement, ce sont les municipalités qui sont le plus directement impliquées dans le développement urbain. On peut dire que Vancouver est l'exemple le plus parlant de la prise en compte de la culture, du patrimoine et de la durabilité dans ses pratiques d'aménagement ; les Premières Nations étant particulièrement consultées à ce sujet. À Toronto, de puissantes institutions à but non lucratif ont développé de nouveaux modèles culturels s'appuyant sur la régénération urbaine. Par ailleurs, la province de Québec a toujours intégré la culture à ses démarches d'aménagement en suivant le modèle européen ; et la ville de Hamilton, sur la Rust Belt, est un modèle de régénération urbaine reposant sur la culture.

Aux États-Unis comme au Canada, la gouvernance nationale ménage en permanence les attentes du secteur public et du secteur privé. Le gouvernement fournit un cadre pour que les autorités municipales, les organisations à but non lucratif et le secteur privé puissent agir ensemble en faveur de la conservation et de la régénération urbaines. Le contrôle relativement limité qu'il exerce est un défi, mais c'est également l'occasion de stimuler les relations entre le secteur culturel et les intérêts propres aux communautés.

Les organismes à but non lucratif sont les défenseurs les plus innovants des démarches de conservation et de régénération urbaines. La souplesse de ces organisations et leur capacité à agir dans différents secteurs sont des éléments clés de leur réussite. Grâce à leurs projets pilotes, elles ouvrent souvent la voie à davantage d'investissements ou à de nouvelles désignations officielles. Elles jouent un rôle essentiel dans le traitement de sujets tels que la durabilité et la diversité culturelle, ainsi que dans la promotion des avantages que représentent la restauration et la réhabilitation des bâtiments existants par rapport aux constructions neuves. Elles développent également un grand nombre d'initiatives culturelles ou artistiques.

Le secteur privé, quant à lui, fournit la plus grande part des investissements en capitaux utilisés pour la conservation et la régénération urbaines. Ces fonds ont été utilisés pour acheter, restaurer ou occuper des bâtiments historiques ; mais aussi pour mettre au point de nouveaux lotissements « intelligents ». Depuis quelques décennies, le secteur public

soutient davantage le secteur privé : dans de nombreux cas, le capital d'amorçage est fourni par le gouvernement et la majorité des fonds provient du secteur privé. Des organisations nationales, telles que le Trust national pour la préservation du patrimoine historique aux États-Unis, ont créé des dispositifs de financement innovants pour associer les investissements privés aux programmes proposés par le secteur public.

#### ÉTUDE DE CAS 42

### Les zones historiques, pionnières de l'urbanisme écologique (États Unis d'Amérique et Canada)

Les zones urbaines historiques d'Amérique du Nord sont les premiers témoins de l'évolution des comportements en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Historiquement, les villes nord-américaines du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles étaient des centres importants de production alimentaire, car bon nombre des migrants qui s'y installaient étaient originaires de zones rurales. Mais ce phénomène s'est atténué suite aux efforts déployés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par des urbanistes réformistes. Aujourd'hui, ces mêmes quartiers sont souvent occupés par de nouvelles fermes urbaines et des jardins communautaires créés sur des terrains abandonnés (comme à Détroit) ou sur les toits des bâtiments historiques. L'écologie urbaine est un nouveau thème d'action pour les organisations à but non lucratif cherchant à faire le lien entre les préoccupations environnementales et les problématiques sociales et culturelles, comme le Centre pour l'écologie en ville de Toronto, le Centre d'écologie urbaine de Montréal et le Centre pour l'action écologie de Halifax.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

La mise en œuvre des Conventions culturelles de l'UNESCO est différente au Canada et aux États-Unis. État partie à la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel depuis 1976, le Canada compte aujourd'hui 18 biens au patrimoine mondial, dont deux appartiennent à la catégorie du patrimoine urbain – l'Arrondissement historique du Vieux-Québec et le Vieux Lunenburg<sup>6</sup>. Si la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel n'a pas été ratifiée par le gouvernement, la province de Québec a inclus un grand nombre de ses dispositions dans la Loi sur le patrimoine culturel qu'elle a adoptée en 2011. Le Canada a joué un rôle fondamental dans le développement et la ratification de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui fait écho à sa propre Loi sur le multiculturalisme datant de 1988. La Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique a également été adoptée récemment par la ville d'Edmonton et la province de l'Alberta. Les États-Unis, l'un des premiers pays à avoir ratifié la Convention du patrimoine mondial de 1972 dès 1973, abritent 23 sites du patrimoine mondial<sup>7</sup>; dont certains se trouvent dans des zones urbaines (comme l'Independence Hall et la Statue de la Liberté). Cependant, du fait des dispositions juridiques de la Convention, aucun de ces sites n'englobe des quartiers ou des districts entiers. Les États-Unis n'ont pas encore ratifié la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine immatériel ni celle de 2005 sur la diversité des expressions culturelles.

<sup>6</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/list/>

<sup>7</sup> Ibid.



## TENDANCES CONTEMPORAINES ET SOLUTIONS INNOVANTES

Des observations récentes montrent que l'opinion publique est de plus en plus favorable à un mode de vie urbain plus durable. Les transports publics, la circulation à pied dans les villes, les marchés locaux et la diversité culturelle sont toujours plus plébiscités par le public, et par les jeunes en particulier. Cette évolution explique l'intérêt croissant pour la restauration et la réhabilitation des bâtiments anciens, afin de répondre aux attentes du marché. En effet, c'est dans les quartiers historiques que l'on trouve le plus de logements abordables et d'opportunités pour le commerce de détail. Ces zones jouissent également d'une richesse historique et culturelle unique, produit du passé de leurs populations autochtones ou issues des différentes vagues de migration.

Les dernières tendances en matière d'urbanisme reflètent également l'importance croissante accordée à la durabilité. Le courant du Nouvel urbanisme, qui s'est développé dans les années 1990, met l'accent sur la possibilité de circuler à pied en ville et utilise les plans traditionnels d'après-guerre comme base pour les nouvelles constructions. Plus récemment, les principes défendus par l'école de la Croissance intelligente (circulation à pied, densité, transports publics, forte implication des communautés, usage mixte, diversité des types de logements) résonnent fortement dans les paysages urbains historiques.

Aujourd'hui, les forces motrices de la conservation et de la régénération urbaines se trouvent au niveau local : les responsables politiques municipaux, les urbanistes, les activistes, les organisations à but non lucratif et les promoteurs privés étudient des approches plus intégrées. Des mouvements innovants, tels que celui de l'écoconception, devraient prendre de l'ampleur sur le terrain avant même que les chercheurs ne les théorisent et que les décideurs ne développent les cadres réglementaires correspondants. Les efforts déployés par les communautés pour améliorer leur milieu de vie continuent de stimuler la conservation et la régénération. Contrairement à ce qui est observé ailleurs et notamment en Europe, dans les pays de la zone d'étude le tourisme n'est pas le critère dominant, malgré les avantages économiques directs qu'il représente. Par conséquent, les besoins de financement concernent généralement la restauration et la réhabilitation plutôt que les rénovations « muséales » à l'intention des touristes.

Depuis quelques années, la valeur économique des activités de conservation et de régénération urbaines est de plus en plus reconnue. Cela a fait l'objet d'une étude menée en 2014 aux États-Unis par PlaceEconomics, portant en particulier sur les crédits d'impôt en faveur de la préservation du patrimoine historique. Les résultats ont montré que pour chaque million de dollars des États-Unis de crédit d'impôt, quatre millions de fonds privés étaient investis et qu'il en découlait 2,1 millions de dollars d'activités économiques. Au total, ce programme a généré 109 milliards de dollars des États-Unis d'investissements privés, créé 2,4 millions d'emplois pour environ 40 000 projets de réhabilitation et rapporté environ 5 milliards de dollars des États-Unis de plus en recettes fiscales que les crédits d'impôt qui avaient été consentis. Il apparaît également que 75 % des retombées économiques de ces projets alimentent l'économie de l'État et de la ville concernée (PlaceEconomics, 2014).

### ÉTUDE DE CAS 43

Toronto (Canada)

#### Efforts de régénération dirigés par les communautés et le secteur non lucratif



À Toronto, les organisations à but non lucratif prennent l'initiative de développer des stratégies de régénération basées sur la culture, pour lesquelles elles collectent des fonds considérables auprès des gouvernements et de donateurs privés.

**Evergreen Brickworks** est le projet phare de l'organisation à but non lucratif Evergreen, qui a revitalisé un vaste site industriel abandonné et la zone inondable environnante en réhabilitant les bâtiments historiques, en utilisant une architecture contemporaine économe en énergie et en restaurant l'écosystème de la vallée fluviale. Le site met à la disposition des habitants un marché fermier et des espaces dédiés aux activités créatives. Il accueille également des conférences sur la durabilité urbaine.

**Artscape**, une organisation à but non lucratif qui se consacre à l'ouverture d'espaces propices à la créativité et au renforcement des communautés par le biais de l'art, agit en achetant des bâtiments historiques sous-utilisés pour les transformer en espaces de vie et de travail pour les artistes et en ateliers pour des activités communautaires. Ses projets à Toronto fournissent actuellement des espaces de vie et de travail à 2 500 personnes, des bureaux à 100 organisations du secteur non lucratif et 32 salles qui accueillent chaque année 250 000 personnes pour des expositions et des spectacles.

La **Tower Renewal Initiative** porte sur la mixité des usages dans les quartiers résidentiels. Dans ces lotissements de grands immeubles modernistes datant des années 1950, où la séparation des fonctions limitait les possibilités d'interaction, un nouveau système de zonage mixte à plus petite échelle a été mis au point pour permettre aux propriétaires de ces grands immeubles d'y ajouter de petites boutiques au rez-de-chaussée et de favoriser une occupation imaginative des sols. Un capital d'amorçage a également été fourni pour que les associations culturelles de quartier puissent développer une programmation centrée sur la communauté.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

La performance économique des zones urbaines historiques a également été démontrée dans une autre étude menée en 2014 par Preservation Green Lab. Ce travail a prouvé que les anciennes zones urbaines – caractérisées par la densité, la possibilité de circuler à pied et l'abondance de structures à usage mixte – réussissent mieux sur le plan économique que les zones plus récentes. À Seattle (États-Unis d'Amérique) par exemple, on compte dans ces zones 36,8 % d'emplois en plus par mètre carré d'espace commercial. Elles accueillent également un plus fort taux de commerçants indépendants ou rattachés à des chaînes locales et environ deux fois plus d'entreprises appartenant à des femmes ou à des représentants des minorités. Dans l'ensemble, les activités de restauration et de régénération ont un impact économique sensible au niveau local (Preservation GreenLab, 2014).

L'économie créative résiste particulièrement bien en période de récession économique. Les artistes sont souvent les premiers à s'installer dans les zones sinistrées, marquant souvent le point de départ d'une renaissance économique et sociale. En outre, on innove davantage en centre-ville qu'en banlieue : aux États-Unis, les taux les plus élevés de placement de capital-risque sont observés dans les centres historiques de Boston, New York et San Francisco. En 2013, les estimations préliminaires de l'étude fédérale conjointe



Washington DC  
(États-Unis d'Amérique)  
© Ted Eytan/Flickr.com\*

menée par le Bureau américain d'analyse économique (Bureau of Economic Analysis - BEA) et le Fonds national pour les arts (National Endowment for the Arts - NEA) ont été publiées ; elles ont démontré que la production artistique et culturelle représentait environ 3,5 % du PIB entre 1998 et 2011, la plupart de ces activités étant concentrées dans les zones urbaines (Kern et al., 2014).

Mis à part les avantages économiques de la conservation urbaine, la gentrification est également apparue comme un défi majeur. La valeur des biens immobiliers dans les quartiers restaurés augmente plus rapidement que dans les zones environnantes, ce qui remet en question la capacité des résidents de longue date à rester dans leurs communautés. S'il est difficile d'établir un lien direct entre la préservation des bâtiments historiques et la gentrification, de nombreux quartiers anciens ont fait l'objet de processus de réinvestissements après avoir été délaissés pendant de longues années. L'injection de ces fonds privés est souvent essentielle pour sauver des biens immobiliers délabrés, mais cela peut entraîner une hausse des loyers et donner lieu à un phénomène de gentrification comme dans certains quartiers de San Francisco, Boston et Chicago (États-Unis d'Amérique) ou encore à Toronto (Canada). Et cela menace la diversité culturelle et sociale de ces villes.

La société civile s'engage de plus en plus pour contrer ce phénomène en favorisant la diversité. La diversité économique, sociale et culturelle étant de plus en plus identifiée comme un élément essentiel pour un milieu urbain sain, de nombreuses initiatives en la matière sont menées par des associations communautaires à but non lucratif afin de limiter les effets de la gentrification. Dans les complexes résidentiels, des critères liés à la diversité des niveaux de revenus ont été mis en place afin d'éviter la création d'enclaves de pauvreté. Des institutions à but non lucratif mettent de plus en plus souvent des locaux aux loyers abordables à la disposition d'entrepreneurs, notamment dans le secteur créatif. C'est par exemple le cas de l'association Artscape ou du Centre pour l'innovation sociale à Toronto (Canada).

Une nouvelle vision globale de l'urbanisme durable a vu le jour. Elle associe conservation du patrimoine, conception contemporaine et prise en compte des questions environnementales pour créer une approche intégrée des zones urbaines, fondée sur la valeur de la durabilité. Même si cette vision n'est pas encore pleinement acceptée au niveau politique, elle gagne en reconnaissance sur le terrain, grâce aux actions communautaires. À l'avenir, il est probable que les villes qui s'engagent le plus en faveur de la culture et de la diversité culturelle seront celles qui tireront le plus d'avantages d'un tel paradigme.

La tendance est de privilégier les villes polycentriques, denses et à usage mixte, l'ancien paradigme des villes concentriques étant de plus en plus critiqué. Par ailleurs, l'importance accordée aux infrastructures de transport conduit à délaissier la voiture individuelle au profit d'une grande variété d'options de transport public et privé. Les quartiers les plus anciens des zones métropolitaines en pleine expansion sont devenus de nouveaux points de référence, ils encouragent à s'interroger sur la manière de mettre à profit leurs atouts culturels pour les rendre encore plus attractifs. Les modèles d'urbanisme moderniste et utopiste sont considérés avec scepticisme, des approches

#### ÉTUDE DE CAS 44

Montréal (Canada)

**S'appuyer sur le design et la créativité pour stimuler la régénération urbaine par le biais de l'aménagement collaboratif**



Deuxième ville du Canada par la taille, Montréal compte 1,9 million d'habitants. Elle se distingue par sa population multiculturelle : l'environnement est bilingue (français-anglais) mais plus de 80 langues y sont parlées. Son potentiel créatif, dont témoignent notamment ses 25 000 professionnels du design et de l'architecture, a été reconnu avec la nomination de Montréal comme Ville de design par l'UNESCO en 2006. Après cette reconnaissance internationale, plusieurs initiatives ont été lancées pour favoriser la contribution du design à une meilleure qualité de vie et à un environnement urbain plus favorable, entre autres par le Bureau du design de la ville de Montréal et par la Chaire UNESCO en paysage et environnement, à l'Université de Montréal. Ces initiatives ont mis en avant le rôle essentiel des designers dans le processus d'aménagement urbain – bien au-delà de la phase opérationnelle à laquelle ils sont souvent limités – et ont fait la promotion de processus qui feraient collaborer les professionnels, les citoyens et les institutions.

L'initiative Réalisons Montréal Ville UNESCO de design vise à encourager les efforts en matière de design pour renouveler l'identité de la ville et renforcer sa réputation internationale dans le domaine du design. Entre 2008 et 2012, 35 concours de design et d'architecture ont été lancés dans 13 des 19 arrondissements de Montréal, sur une grande variété de projets portant sur les espaces ou les bâtiments urbains – du design de mobilier urbain et d'abribus à la conception d'infrastructures publiques de plus grande ampleur, comme les complexes sportifs ou les bibliothèques – afin d'améliorer la qualité du design. Sept ateliers ont rassemblé des designers, des experts et des responsables municipaux. Les concours, les ateliers et les forums ouverts au public ont permis à un grand nombre de designers de présenter des projets dans le cadre des appels d'offres municipaux et de sensibiliser à l'importance de la qualité du design et de l'architecture. Les projets sélectionnés sont actuellement mis en œuvre et contribueront à redessiner le paysage urbain.

YUL-MTL - Paysages en mouvement est une autre initiative majeure lancée en 2011 pour mettre à profit la créativité et le design afin de régénérer le corridor d'entrée dans la ville de Montréal. Composé d'un réseau de voies ferroviaires, d'autoroutes et de voies navigables, ce corridor relie l'aéroport et le centre-ville. Malgré cette fonction primordiale, il jouit d'une réputation négative car ses paysages sont considérés comme sans attrait et fragmentés. L'objectif du projet était d'améliorer le milieu de vie et l'expression des valeurs sociales et culturelles en préservant les paysages porteurs de sens pour les communautés. Après un long processus de consultation, une vision stratégique a été élaborée et alimentée par un concours international d'idées au cours duquel 61 propositions créatives ont été présentées au niveau régional. Un atelier de design a ensuite été organisé, et 12 projets ont été conçus pour des zones spécifiques du corridor. Tout un ensemble de scénarios d'aménagement, de stratégies d'intervention et de directives en matière de design a ensuite été défini. Certains de ces éléments ont déjà influé avec succès sur le développement des projets d'infrastructures routières.

Source : Ville de Montréal / Réseau des villes créatives de l'UNESCO

centrées sur chaque lieu sont désormais plébiscitées. L'importance de la connectivité entre les espaces urbains – par le biais de diverses voies de circulation – est de plus en plus reconnue et prise en compte de manière globale.

Les pratiques professionnelles et les programmes pédagogiques devront évoluer pour mettre en avant cette vision intégrée. De nombreux professionnels du milieu urbain ne sont pas correctement formés pour appliquer un développement urbain qui tienne compte des spécificités culturelles. Même si la région bénéficie d'un système d'enseignement et de formation efficace dans les domaines de la conservation et de la régénération urbaines, rares sont les programmes qui préparent la nouvelle génération d'étudiants au monde qui les attend, et dans lequel plusieurs disciplines se chevauchent. Cependant, les fortes attentes des citoyens qui plébiscitent des communautés saines et des approches intégrées invitent à l'optimisme.



*Coordinateur de l'étude régionale :* **UNIVERSITÉ PONTIFICALE CATHOLIQUE DU CHILI**

Fondée en 1888, l'Université pontificale catholique du Chili est une université publique appartenant à l'Église catholique. Comptant parmi les institutions éducatives les plus anciennes et prestigieuses d'Amérique latine, l'Université, et en particulier sa Faculté d'architecture, de design et d'études urbaines, a développé une expertise spécifique en matière de conservation du patrimoine et de développement urbain. Elle coordonne, au niveau régional, le Red Alvar, un réseau d'universités d'Europe et d'Amérique latine qui vise à soutenir la coopération dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et du renforcement de capacités, et participe à différents réseaux internationaux de conservation urbaine. L'Université conduit également un certain nombre d'activités opérationnelles et de recherche à travers la région, mobilisant des compétences spécialisées de haut niveau relatives à la conservation urbaine et à la régénération urbaine basée sur la culture.





# ZONE D'ÉTUDE

# 8

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

## REPÈRES

- .....: Si, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'environnement bâti des villes de la région a été fortement influencé par l'époque coloniale, celui-ci présente néanmoins des influences culturelles très variées, et notamment un important héritage urbain datant de l'époque précolombienne.
- .....: Si l'urbanisation dans la région est marquée par l'essor des mégalofoles et l'étalement urbain, les villes sont également caractérisées par une fragmentation spatiale, source d'inégalités et de violence urbaine.
- .....: La variété des conditions climatiques et géographiques a produit des paysages urbains très divers. La relation entre les villes et l'environnement, ainsi que leur exposition aux risques naturels constituent des caractéristiques régionales importantes.
- .....: La régénération urbaine, qui a connu un essor important dans les années 1990, a continué de se développer au cours des dernières décennies. La rénovation des espaces publics est ainsi devenue une priorité dans les politiques locales.
- .....: Malgré un engagement politique croissant en faveur de la conservation urbaine, les effets de celle-ci sur les phénomènes plus larges de développement urbain ne sont pas assez pris en compte, ce qui plaide en faveur d'approches plus globales dans la gestion des villes.
- .....: Si la conservation et la régénération urbaines ont été traditionnellement mises en œuvre par les pouvoirs publics, un nombre croissant d'acteurs très divers – issus de la société civile et du secteur privé – y contribuent désormais, ce qui permet le développement de partenariats innovants.
- .....: Il demeure impératif de résoudre la question du logement dans les quartiers historiques, souvent affectés par des phénomènes de gentrification ou par un recul progressif du nombre de résidents.

## LES ÉTABLISSEMENTS URBAINS, DE LA PÉRIODE PRÉCOLOMBIENNE À NOS JOURS

Plusieurs grandes civilisations urbaines se sont développées en Amérique latine pendant la période précolombienne et ont perduré pendant la période coloniale. Parmi les plus importantes, citons les civilisations aztèque, zapotèque, olmèque, toltèque et maya en Amérique centrale, qui ont été découvertes grâce à des fouilles archéologiques. Au moment de la colonisation espagnole, les Aztèques et les Incas formaient les deux empires dominants, caractérisés par des infrastructures et des réseaux routiers complexes. Certaines villes, telle que la capitale aztèque de Tenochtitlan (sur le territoire actuel du Mexique) étaient parmi les plus peuplées au monde. L'architecture des villes aztèques se distinguait par sa composition spatiale exceptionnelle, notamment visibles dans les lieux de cérémonies : les places, temples, plateformes et palais étaient organisés selon un plan axial.

**« [...] il faut considérer le passé comme un présent historique, toujours vivant, et forger un autre présent « véritable » qui ne se trouve pas dans les livres. [...] Lorsque nous dessinons un projet, même en tant qu'étudiants, il est important que le bâtiment soit au service d'un objectif et qu'il ait un usage. Il ne faut pas que le bâtiment tombe du ciel sur les habitants, mais vienne plutôt répondre à un besoin. »**

Lina Bo Bardi, architecte

Entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, la période coloniale a transformé les villes en centres culturels et économiques. Après la découverte du « Nouveau monde » par l'Espagne en 1492, les Espagnols puis les Portugais se sont progressivement installés sur les côtes, où des villes ont été établies pour agir comme des pôles de contrôle politique et commercial. La plupart ont été édifiées en moins d'un demi-siècle, près des établissements autochtones ou à leur place. À partir de ces villes, un vaste réseau de centres urbains plus petits s'est développé. Certains de ces établissements, parmi lesquels Quito (Équateur) et Potosí (État plurinational de Bolivie), sont devenus des villes majeures. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses villes ont été transformées par les réformes de modernisation menées par les Bourbons espagnols dont l'objectif était de stimuler le libre-échange, même si leur effet réel est contesté.

Après l'indépendance obtenue grâce à l'action de plusieurs mouvements, l'industrialisation a favorisé la croissance urbaine tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les relations maintenues entre les nouvelles républiques et leurs anciens colonisateurs ont stimulé le développement économique. Les évolutions démographiques de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ont conduit à massivement réutiliser les bâtiments coloniaux, qui ont rempli d'autres fonctions. Avec l'intensification du commerce et des investissements étrangers, les migrants européens ont créé de nouvelles villes, souvent en lien avec les activités minières ou agricoles. Les identités nationales se sont affirmées, inspirées des influences coloniales et

précolombiennes. Les États-Unis d'Amérique et plusieurs pays européens sont devenus des modèles à suivre, ce qui a donné lieu à des interventions significatives sur le plan urbain, portant sur les lieux et les édifices publics, les espaces verts, les opéras et les théâtres et les palais urbains destinés à l'élite. Ce « patrimoine républicain » s'est superposé au tissu urbain colonial.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le continent a renforcé ses liens avec le reste du monde. Les pays d'Amérique latine ont amélioré leur niveau de vie et gagné en autonomie. Pour célébrer un siècle d'indépendance, de nouvelles infrastructures urbaines ont été créées : monuments, bâtiments publics et promenades, mais aussi logements et systèmes d'assainissement. De nouvelles vagues de migration causées par la croissance économique ont fait apparaître les premiers signes de « métropolisation ». La modernisation s'est accélérée et les pays de la région se sont ouverts à l'international, et la présence nord-américaine s'est accentuée. La modernisation et le contact avec les mouvements intellectuels d'avant-garde ont engendré une architecture moderne remarquable, qui s'est peu à peu fondue dans les identités urbaines.

Après la Seconde Guerre mondiale, les économies urbaines latino-américaines ont progressé rapidement, et dans le même temps les gouvernements démocratiques ont favorisé l'industrialisation et l'éducation. Dans les années 1950, un nouveau contexte économique et un nouvel ordre politique international, auxquels sont venus s'ajouter les liens forts des pays de la région avec les États-Unis, ont stimulé encore d'avantage l'industrialisation et le développement des infrastructures de transport. Pourtant, à partir des années 1960, une série de crises économiques et politiques s'est déclenchée. Le développement urbain a donc stagné et la région a connu un exode rural massif, qui a causé la prolifération d'établissements informels. Après ces « décennies perdues », la croissance économique a repris dans les années 1990. Cela a entraîné la rénovation des villes par le biais de programmes portant sur le logement et les lieux publics, en aggravant parallèlement la ségrégation et les problèmes sociaux.

Dans les Caraïbes, l'urbanisation est plutôt un phénomène exogène. La plupart des villes ont été construites au XVI<sup>e</sup> siècle dans les zones côtières, pour répondre aux besoins des colons en matière de défense, de commerce maritime et d'économie reposant sur l'exploitation des plantations. L'esclavage ayant été progressivement aboli au XIX<sup>e</sup> siècle, les travailleurs se sont installés dans les villages voisins et les villes côtières, où ils ont créé des quartiers créoles. Ce processus a contribué à l'émergence de schémas de développement polarisés. Au XIX<sup>e</sup> siècle, de nouvelles zones résidentielles ont été conçues, sur le modèle européen. Au XX<sup>e</sup> siècle, des quartiers des affaires centraux et des résidences destinées aux classes supérieures, inspirés de l'exemple américain, ont vu le jour. Après les années 1950, le développement des côtes s'est intensifié, avec la construction de stations touristiques et de logements à faible densité. Ces dernières années, les établissements informels se sont multipliés autour des grandes villes. Les villes caribéennes d'aujourd'hui sont le fruit de cette stratification historique.



Ollantayambo (Pérou)  
© Shawn Harquail/Flickr.com\*

Depuis quelques décennies, l'urbanisation s'accélère dans la région, principalement sous l'effet de l'exode rural, même si la longue domination du secteur agricole explique qu'elle a commencé tardivement. Les niveaux d'urbanisation sont très hétérogènes – de 28 % au Guyana à 51 % au Guatemala et 95 % en Uruguay – avec de franches disparités en ce qui concerne la taille et la densité des villes. Par exemple, bien qu'elles soient toutes deux des capitales, Mexico (Mexique) et Georgetown (Guyana) comptent respectivement 20,8 millions d'habitants et 124 000 habitants (Nations Unies, 2014). Il y a en Amérique latine 198 grandes villes de plus de 200 000 habitants. Les villes moyennes, qui connaissent une croissance rapide, représentent un tiers du PIB de la région et sont susceptibles de fournir des environnements propices aux entreprises, tout en proposant des modèles de systèmes urbains durables (McKinsey Global Institute, 2011).

La « métropolisation » et l'étalement urbain sont des caractéristiques majeures de ces processus d'urbanisation. L'Amérique latine compte quatre mégalopoles de plus de 10 millions d'habitants (Nations Unies, 2014). Dans la plupart des pays, une grande ville prédomine. Au cours des dernières décennies, les villes se sont souvent agrandies en absorbant les établissements formels et informels existants par divers moyens, dont le développement circulaire et la constitution d'agglomérations. Ces dernières années, l'urbanisation est entrée dans une nouvelle phase de densification, marquée par un retour des investissements dans les quartiers désaffectés des zones urbaines. Dans les Caraïbes, l'étalement urbain a été favorisé par le modèle du logement individuel de faible densité et par l'expansion rapide des établissements informels.

Les économies urbaines latino-américaines étaient parmi les plus dynamiques du monde ces dix dernières années, et elles restent solides car elles sont relativement peu exposées à la crise financière mondiale et bénéficient d'une forte demande interne et de la Chine ; ainsi que de politiques d'ajustement structurel. Certains fabricants de la région se sont hissés au rang de leaders mondiaux. Cette économie de plus en plus mondialisée repose surtout sur les services ; elle est soutenue par des entreprises internationales. Dans les Caraïbes, les économies sont davantage dépendantes de l'Amérique du Nord car elles s'appuient sur le tourisme, les opérations bancaires extraterritoriales et les activités tertiaires, dont l'essor rapide a bouleversé l'organisation spatiale. Le tourisme est une source importante d'emplois et de revenus. Avec 22 millions de visiteurs accueillis en 2014, le tourisme dans les Caraïbes représente 14,6 % du PIB total et 13 % des emplois de la région ; et ces chiffres devraient augmenter dans les années à venir (Conseil mondial des voyages et du tourisme, 2015)

L'accès aux services fondamentaux s'est amélioré au cours des vingt dernières années, mais des disparités persistent. Si certains pays, comme le Chili, ont rattrapé les autres pays du monde dans ce domaine, d'autres doivent encore faire face à de graves problèmes liés aux catastrophes naturelles, aux établissements informels et à un aménagement inadéquat. En Amérique latine, l'accès à l'eau propre est de plus en plus courant dans les grandes villes. Dans les Caraïbes, cette situation est plus favorable dans les petites villes et les villes moyennes. L'accès aux services fondamentaux

#### ÉTUDE DE CAS 45

Rio de Janeiro (Brésil)

### Reconnaître les favelas comme des moteurs de créativité et d'innovation



Située dans le sud-est du Brésil, Rio de Janeiro est la deuxième métropole du pays par la puissance économique et la population. La ville compte près de 6,5 millions d'habitants, et on estime à 12,2 millions le nombre de personnes vivant dans la zone métropolitaine. Nichée entre les montagnes et la baie de Guanabara – paysage urbain inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2012 – la ville est le théâtre d'une fusion exceptionnelle entre nature et culture. Le paysage urbain est très contrasté, avec ses gratte-ciel, ses manoirs, ses parcs et ses grands espaces verts d'une part ; et ses établissements informels (les favelas) d'autre part. Cette diversité suppose l'existence d'une multitude de petites communautés sociales économiques diverses mais aussi de graves inégalités en termes de conditions de vie et de conditions sociales. Les favelas abritent 22 % de la population de la ville (soit environ 1,4 million de personnes), c'est le taux le plus élevé de tout le pays. Contrairement à d'autres villes latino-américaines qui ont connu d'autres schémas de croissance urbaine, à Rio la plupart des favelas sont restées des enclaves urbaines en centre-ville.

Depuis quelques années, elles sont de plus en plus reconnues comme des vecteurs de culture et de créativité, mais aussi comme des lieux d'innovation économique et sociale. Elles sont de plus en plus souvent présentées comme la marque de fabrique de la ville, comme le montre leur intégration dans la stratégie marketing de la ville. Cette reconnaissance ne vient pas seulement des associations et des ONG mais aussi du grand public et des autorités municipales. Depuis 2010, les habitants des quartiers pauvres de Cantagalo et Pavao jouissent d'un meilleur accès à leur domicile et aux transports publics grâce à un système d'ascenseurs de 80 m de haut. Le Complexe d'ascenseur Rubem Braga, du nom d'un écrivain brésilien, est une passerelle essentielle qui relie les différentes zones de la ville grâce à deux ascenseurs pouvant accueillir 30 personnes chacun, des escaliers et un pont. Il a été construit dans le but de favoriser l'inclusion des populations pauvres de la ville et de démocratiser l'accès aux lieux publics urbains. Depuis sa mise en œuvre, la communauté est plus sûre ; la criminalité et le risque de glissements de terrain ont diminué.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 8

est de plus en plus souvent inclus dans les plans de régénération urbaine. Malgré un accès variable à l'éducation, au logement et aux services fondamentaux, la qualité de vie s'améliore et le défi consiste désormais à faire en sorte que ce progrès touche l'ensemble de la société, y compris dans les petites villes. La consolidation des marchés de l'emploi locaux est un autre défi à relever, même si globalement la situation dans ce domaine est meilleure qu'auparavant.

La fragmentation spatiale a entraîné une aggravation des inégalités sociales et de la violence urbaine. Le passage à des marchés économiques ouverts de style néolibéral dans les années 1980 a transformé des villes compactes et polarisées sur le plan socio-économique en des zones urbaines plus fragmentées. Par conséquent, les établissements informels ont proliféré, parallèlement au développement rapide de quartiers résidentiels haut de gamme. Ces inégalités, de même que les écarts constatés dans le domaine de l'éducation, représentent un défi majeur pour les politiques urbaines. Aux Caraïbes, elles sont renforcées par l'héritage de l'esclavage, qui s'est traduit par une division spatiale, entre les quartiers qui font écho à l'histoire des colons et ceux qui rappellent le passé des travailleurs volontaires et des esclaves. La pauvreté et la violence urbaine sont de graves problèmes pour la plupart des villes ; dans certaines d'entre elles le taux d'homicide est parmi les plus élevés au monde.

#### ÉTUDE DE CAS 46

##### Protéger les constructions en terre au Chili : un arsenal complet d'instruments de prévention

C'est au Chili que se trouvent 40 % des constructions en adobes qui existent dans le monde. Ces bâtiments sont particulièrement vulnérables aux secousses sismiques. Après le tremblement de terre de 2010, plusieurs instruments complets de prévention ont été développés, parmi lesquels un plan pour la reconstruction du patrimoine et des directives sur les efforts de reconstruction visant à préserver les caractéristiques historiques des lieux touchés. Fruit de cette démarche, les premières normes sur les constructions en terre portant spécifiquement sur la reconstruction du patrimoine (Norme NCH 3332:2013) ont été publiées en 2013.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

L'exposition aux catastrophes naturelles est une autre caractéristique de la région. L'histoire de l'urbanisation a été fortement influencée par les tremblements de terre, les ouragans et les tsunamis, car la plupart des villes se trouvent le long des côtes. Ces phénomènes naturels imprévisibles ont engendré une culture de la résilience qui est perceptible aussi bien dans le patrimoine matériel que dans le patrimoine immatériel, notamment dans les Caraïbes. Les immenses ressources naturelles de la région sont menacées par un étalement urbain agressif et par l'évolution des systèmes de culture qui entraîne une politique de déforestation. La pollution de l'air atteint des niveaux critiques, sous l'effet de la circulation dense et de la production industrielle. Le traitement des déchets urbains est encore largement insuffisant, ce qui aggrave la pollution de l'eau. Il est donc primordial de mettre au point des dispositifs d'utilisation durable des ressources.

#### ÉTUDE DE CAS 47

Port-au-Prince (Haïti)

##### Se réapproprier l'espace public grâce à la culture



Fondée en 1749, la ville de Port-au-Prince abrite aujourd'hui environ 2,6 millions d'habitants (Institut haïtien de statistique et informatique, 2015). Toutefois, ce chiffre est sans doute sous-estimé, au regard de l'explosion démographique que connaît la capitale haïtienne depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui les espaces urbains sont touchés par la pauvreté et les inégalités. Les populations aisées ont progressivement abandonné la ville pour s'installer dans les collines voisines. Les habitants qui sont restés vivent souvent dans un *no man's land* urbain, dépourvu de services urbains, d'écoles et d'infrastructures culturelles (Theodat, 2013). Les inégalités et les crises politiques fréquentes ont contribué à l'aggravation de la violence urbaine, qui a elle-même causé la destruction de certains espaces publics et l'augmentation de la ségrégation spatiale. Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre a dévasté la ville et plus de 300 000 habitants y ont perdu la vie. Des campements de fortune, installés rapidement pour accueillir les centaines de milliers de personnes devenues sans-abri, ont marqué la ville pendant des années.

Depuis la catastrophe on a vu apparaître plusieurs initiatives, formelles et informelles, visant à reprendre possession des lieux publics de Port-au-Prince. Si certaines d'entre elles ont été gérées par des pouvoirs publics, d'autres ont été mises en œuvre par des acteurs de la société civile. La place du Champ-de-Mars, autrefois l'un des plus grands lieux publics ouverts de la ville, accueille désormais des expositions de photographies et des manifestations artistiques. Les institutions culturelles qui entourent la place – le Musée du Panthéon National Haïtien (MUPANAH), le Bureau national d'ethnologie et le cinéma-théâtre Triomphe – ont également été rénovées pour mieux recevoir le public. Le Théâtre national d'Haïti, situé dans un bidonville du quartier du Carrefour, s'est efforcé de s'ouvrir aux habitants locaux, malgré des discussions sur son éventuel déménagement. Des artistes et des artisans prennent régulièrement part à des projets urbains, tels que la revitalisation de la place Boyer et la peinture des façades dans le bidonville de Jalousie. De nombreux événements impliquant des artistes, des entrepreneurs du domaine culturel, des institutions publiques et des ONG locales se sont développés à travers toute la ville. La manifestation Des artistes dans les maisons, organisée par l'ONG Fokal, invite les habitants de la ville à visiter les maisons anciennes de style *gingerbread*, qui accueillent temporairement des performances artistiques. Le festival annuel de théâtre Quatre Chemins propose des représentations et des ateliers en plein air. Les Nuits blanches de Port-au-Prince ouvrent la ville aux artistes et les invitent à imaginer de nouvelles « utopies urbaines ». Pour faciliter la participation des populations marginalisées aux activités culturelles, plusieurs initiatives ont été lancées par des acteurs publics et privés, comme la mise à disposition de navettes gratuites pour se rendre dans des institutions culturelles ou assister à des événements.

Ces initiatives de développement basées sur la culture peuvent paraître dérisoires face à l'ampleur des défis que doit relever Port-au-Prince. Compte tenu de la taille et du profil socio-économique d'Haïti, la création littéraire et artistique nationale est particulièrement significative. La culture est un outil crucial pour bâtir une société plus juste et une ville accessible à tous.

Préparée par l'UNESCO



Guanajuato (Mexique)  
© rey perezoso/Flickr.com\*



## UN PATRIMOINE URBAIN COMPLEXE QUI A FAÇONNÉ LES CULTURES LOCALES CRÉOLES

Des environnements climatiques et géographiques très variés ont produit des paysages urbains d'une grande diversité : les villes de la côte Atlantique se trouvent sur des plaines et des plateaux, tandis que celles de la côte Pacifique sont sur des sommets escarpés. Par conséquent, les villes de la région ont des identités géographiques bien définies et entretiennent des liens forts avec leur milieu naturel. Ces paysages participent souvent à la création de la culture des villes. Par exemple, à Rio de Janeiro, la baie de Copacabana a favorisé le développement d'une culture marquée par la vie à l'extérieur. Il existe également un lien clair entre les typologies urbaines et architecturales et l'environnement : dans les Caraïbes, les établissements humains traditionnels se distinguent par leur faible densité et la légèreté des structures installées en plein air. L'exposition aux risques de tremblement de terre explique certaines expressions architecturales particulières, notamment au Chili et au Pérou.

Le passé colonial a donné naissance à des caractéristiques architecturales et urbaines spécifiques. Si les schémas urbains précolombiens sont encore visibles dans certaines villes telles que Mexico (Mexique) et Cuzco (Pérou), la plupart des villes ont été fondées pendant la période coloniale, ce qui a influencé leur développement ultérieur : les villes colonisées par les Espagnols sont caractérisées par des plans réguliers carrés ou rectangulaires, tandis que celles occupées par les Portugais suivent des schémas plus naturels. Dans les pays des Caraïbes, le patrimoine urbain est surtout composé de bâtiments nécessaires aux activités gouvernementales, religieuses, commerciales ou agricoles ; ainsi que de systèmes de défense et de quartiers résidentiels. Les structures industrielles anciennes sont plus rares. Des variations des modèles urbains espagnols, introduits par les colons anglais, néerlandais et français, ont produit des formes urbaines et architecturales originales.

Dans la plupart des environnements coloniaux, le tissu urbain était dominé par une place centrale entourée par les édifices gouvernementaux et religieux ; ainsi que par les complexes résidentiels réservés aux élites. Cette place était le cœur symbolique de la ville et le principal pôle d'activité. Les fonctions moins prisées et les catégories de populations moins favorisées étaient éloignées de ce centre, selon les principes de la division sociale. Ces places ont été modifiées et modernisées, mais leurs contours sont encore visibles aujourd'hui. Certains éléments de l'architecture coloniale ont été réinterprétés par les cultures locales et adaptées aux conditions climatiques pour donner naissance à des styles architecturaux originaux, tels que les maisons *gingerbread*

à Haïti. Une version unique de l'architecture baroque, inspirée du style européen et nourrie par l'imagination des artisans locaux, est aussi très répandue dans la région.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le patrimoine urbain a gagné en reconnaissance à mesure que les identités nationales s'affirmaient, sous l'effet d'un processus de démocratisation. Au XX<sup>e</sup> siècle, la modernisation et les contacts avec l'Amérique du Nord et l'Europe ont permis à la région de produire des chefs-d'œuvre d'architecture moderne. Quelques villes nouvelles ont été créées au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – parmi lesquelles La Plata (Argentine) et Brasília (Brésil) – mais ce cas de figure reste rare car l'urbanisation a surtout eu lieu dans des villes existantes. Dans certains pays, des vagues de migration tardives ont entraîné la construction de bâtiments importants pendant la période républicaine (comme en Argentine) ou bien d'exemples remarquables d'architecture moderne (comme au Brésil et au Chili). Certains pays des Caraïbes, notamment Cuba, abritent des chefs-d'œuvre d'architecture moderne et soviétique.

La grande diversité du patrimoine immatériel dans la région illustre le caractère unique des interactions entre les différentes influences culturelles, fruits des vagues successives d'installation et de migration. La région dans son ensemble peut être vue comme un laboratoire culturel, dans lequel plusieurs modèles ont interagi pour former de nouveaux milieux urbains. Les paysages urbains historiques qui en découlent sont donc très complexes et très variés. Les populations locales considèrent leur patrimoine immatériel – musiques, danses, artisanat, célébrations, cérémonies religieuses et carnivals – comme des éléments fondamentaux de leurs identités, d'autant plus que le patrimoine bâti est parfois perçu comme une « importation » de l'extérieur (même s'il est constamment revisité et réinterprété).

Les approches du patrimoine urbain ont progressivement évolué dans la région. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les jeunes États-nations ne se sont que peu intéressés au patrimoine architectural et urbain ; ils étaient davantage mus par une volonté d'effacer leur passé colonial pour promouvoir la modernisation. À cette époque, les élites culturelles privilégiaient également les visions européennes de la modernité. Lorsque la croissance urbaine et l'industrialisation ont commencé à faire peser une pression croissante sur le patrimoine urbain au milieu du siècle, les gouvernements ont cherché à limiter les dégâts causés notamment aux édifices religieux ; et à réaffecter des bâtiments classés à un usage public. L'intérêt pour le patrimoine s'est donc accru à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et a atteint un pic au début du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à devenir un des thèmes principaux des Conférences panaméricaines de 1923 et 1937.

Les pratiques de conservation urbaine se sont développées au XX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence de communautés d'experts et de pays pionniers dans ce domaine, parmi lesquels le Mexique, le Brésil et Cuba. Même si ces efforts portaient initialement sur les monuments, la protection de zones urbaines plus étendues est depuis peu une préoccupation. La portée des activités concernant le patrimoine a également été élargie pour inclure les éléments du patrimoine immatériel, dont les techniques de construction, les pratiques culturelles et les modes de vie associés à des milieux urbains spécifiques. Ces approches plus intégrées de la conservation urbaine ont été étayées par le succès de plusieurs projets, notamment à Carthagène des Indes (Colombie).

Le patrimoine est progressivement apparu comme un point de ralliement politique important, bien que son impact sur le développement urbain ne soit pas encore reconnu partout de la même façon. Dans certains pays, la protection du patrimoine est inscrite dans la constitution. Le concept de patrimoine comme vecteur de cohésion sociale et d'innovation dans les domaines de la construction et de l'aménagement commence à s'imposer parmi les professionnels et les décideurs. Toutefois, nombreux sont ceux qui estiment encore que la protection du patrimoine nuit au développement commercial et urbain ; et le rapport entre cette protection et la qualité de vie est toujours sous-estimé. L'impact économique du tourisme bénéficie cependant d'une meilleure reconnaissance. Dans des villes telles que Rio de Janeiro (Brésil), Carthagène des Indes (Colombie), Cuzco (Pérou) et Mexico (Mexique), l'importance du secteur touristique a permis de parvenir à un consensus sur la valeur économique du patrimoine urbain.

Pourtant, en dépit de cette prise de conscience, le patrimoine urbain est toujours menacé. Si la plupart des quartiers historiques ont encore une fonction centrale, le développement urbain non planifié compromet leur conservation. Certains montrent des signes évidents de délabrement, tandis que d'autres sont transformés pour accueillir les activités touristiques. Le tourisme culturel a parfois accéléré cette détérioration et aggravé l'exclusion des populations locales ; et la mise en avant excessive d'une image de marque a causé une perte d'authenticité. Dans de nombreuses villes, la gentrification des quartiers centraux a entraîné l'expulsion des populations à faible revenu, qui se sont installées dans des établissements informels. La spéculation immobilière et la hausse des tarifs fonciers sont également de sérieuses menaces, notamment dans les Caraïbes, où la demande de terrains pour accueillir les touristes et les retraités étrangers est considérable (voir aussi l'Étude de cas 88).

## DES CADRES DE GOUVERNANCE VARIÉS ET FRAGMENTÉS

La région est caractérisée par une grande diversité des systèmes de gouvernances, puisque les systèmes unitaires, régionaux et fédéraux coexistent. Les Caraïbes rassemblent des pays indépendants et d'autres qui sont sous l'influence d'anciennes puissances coloniales ou bien intégrés à leurs territoires d'outre-mer. Par conséquent, les cadres législatifs et institutionnels sont très variés, plus ou moins influencés par les systèmes anglais, néerlandais, français ou espagnol.

### ÉTUDE DE CAS 48

Santiago (Chili)

#### La communauté locale en première ligne pour la conservation du patrimoine



Entourés par la Cordillère des Andes et les nombreuses collines qui bordent la vallée dans laquelle se trouve Santiago du Chili, les habitants de plusieurs quartiers de la capitale exploitent pleinement leur capacité participative pour mener à bien plusieurs activités créatives innovantes qui suscitent un sentiment d'appartenance au sein de la communauté ; tout en redynamisant la vie culturelle de la ville et en renforçant la protection du patrimoine.

Par exemple, les habitants du quartier de Yungay se sont rassemblés pour créer l'École d'artisanat Fermín Vivaceta, qui place le patrimoine immatériel au cœur de ses efforts visant à affirmer l'identité de la communauté, à sauvegarder le patrimoine culturel et à stimuler la régénération urbaine.

De même, le quartier de Matta Viel, plus petit, s'est efforcé de renforcer la protection du district de Matta Sur, au sud de Santiago.

L'implication de la société civile dans la préservation du patrimoine a progressé au cours des dernières décennies, le patrimoine culturel étant peu à peu reconnu comme un élément central de la vie d'un grand nombre d'habitants de la capitale. Le quartier de Las Flores, à Providencia, est une belle illustration de cet esprit communautaire qui s'affirme face au développement culturel et urbain : ses habitants se sont opposés aux modifications envisagées pour le Plan directeur de la ville ; qui auraient favorisé la construction d'immeubles hauts et une surtarification des terrains. De même, Bellavista, ancien quartier du poète Pablo Neruda, a été le théâtre d'une grève visant à empêcher la dégradation de la zone sous l'effet d'activités touristiques incontrôlées.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

Cuba, avec son modèle socialiste, est un cas à part. Cette diversité a un effet déterminant sur la gouvernance urbaine et entrave l'intégration régionale. La perte de confiance dans le modèle d'un État interventionniste a conduit à une plus forte implication des autorités municipales dans la plupart des pays, et en particulier dans ceux qui fonctionnent selon un système fédéral. Dans les Caraïbes, les gouvernements centraux jouent encore un rôle important dans la gouvernance urbaine.

La plupart des pays se sont dotés d'un cadre juridique complet relatif à la protection du patrimoine. De grandes lois sur ce thème ont été mises en place pendant les 40 premières années du XX<sup>e</sup> siècle, d'abord pour protéger le patrimoine précolombien menacé puis le patrimoine colonial. L'instabilité politique de la région explique que peu d'améliorations y aient été apportées entre 1945 et 1967. En 1967, la Charte de Quito a réinterprété la Charte de Venise en l'adaptant au contexte régional, pour appeler à l'élaboration d'approches intégrées de la protection du patrimoine en milieu urbain. Plusieurs pays ont modifié leurs lois relatives à la conservation et la régénération urbaines en conséquence. La protection du patrimoine a été progressivement inscrite dans les constitutions de plusieurs pays. Ce cadre institutionnel a également été renforcé par la création de ministères de la Culture, dont



Caracas (République bolivarienne du Venezuela)  
© Julio César Mesa /Flickr.com\*

## ÉTUDE DE CAS 49

Buenos Aires (Argentine)

### Le design comme moteur du développement économique et social

À Buenos Aires, la créativité est un vecteur de développement économique et social. La ville s'est dotée d'un secteur créatif florissant, qui a progressé de 89,1 % entre 2004 et 2012. Il représente aujourd'hui 8,6 % de son PIB et 9,1 % de son marché du travail, puisqu'il emploie près de 150 000 personnes. En créant des partenariats public-privé basés sur les technologies de pointe et les nouveaux savoir-faire, Buenos Aires a pu exploiter l'énergie de son secteur du design pour développer des initiatives pionnières aux niveaux local, régional et international ; dans des domaines aussi variés que la mode, l'architecture, le design industriel, la décoration intérieure ou le graphisme.

En 2001, le Centre métropolitain du design a été créé en vue de dynamiser le cadre de production et la qualité de vie des citoyens de Buenos Aires par le biais d'une gestion efficace des différents domaines du design. Rendant des comptes au ministère de la Modernisation, de l'Innovation et de la Technologie de la ville de Buenos Aires, ce centre est le principal promoteur du rôle du design sur le plan économique et culturel. Par ailleurs, il accueille chaque année un Festival international de design, qui rassemble des professionnels, des étudiants et le grand public pour mettre en lumière un design durable et socialement inclusif.

Parallèlement, le ministère de la Modernisation, de l'Innovation et de la Technologie de la ville de Buenos Aires a mis en œuvre une politique créant des Districts économiques : il s'agit de centraliser et de stimuler la croissance d'industries clés dans des districts spécifiques. En augmentant la proximité des entreprises et en optimisant les mesures incitatives économiques, le projet permet de réduire les inégalités en matière d'accès aux infrastructures et aux transports tout en favorisant la rénovation des lieux publics. Cette politique a été appliquée dans quatre quartiers sous-développés, chacun étant associé à un domaine particulier – technologie, audiovisuel, arts et design.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

les mandats ont peu à peu intégré le patrimoine urbain. Bien que la préparation aux risques de catastrophes soit considérée comme une priorité absolue sur le plan politique, notamment dans les Caraïbes, les cadres de gestion des risques ne sont pas pleinement opérationnels.

Cependant, la gouvernance urbaine reste limitée car l'articulation entre les différentes institutions et réglementations n'est pas suffisamment claire. Le cadre juridique a permis d'éviter des destructions, mais il s'est révélé moins efficace pour la promotion de la conservation et de la régénération urbaines. Les instruments législatifs et administratifs portant sur le développement urbain, la régénération et la conservation se recoupent souvent et le rapport entre la législation nationale et la législation locale est flou. Même si une administration décentralisée est

appliquée, des tensions fréquentes entre les gouvernements de chaque État et les autorités centrales constituent un véritable obstacle à l'efficacité de la gouvernance locale. Toutefois, plusieurs programmes ont pu fournir une plateforme favorisant une coopération élargie. Le programme Monumenta, mis en œuvre à l'échelle fédérale au Brésil, a mis en avant la préservation durable par le biais d'incitations proposées aux municipalités et au secteur privé. Le Plan intégral de gestion 2011-2016 pour le centre historique de Mexico sert de base à une coopération entre les différentes parties prenantes (locales et nationales, privées et publiques) et fournit des outils pour la résolution des conflits.

Les efforts de conservation et de régénération urbaines sont encore majoritairement financés par les pouvoirs publics et les acteurs internationaux. En Amérique latine les gouvernements nationaux sont la principale source de fonds pour la protection du patrimoine culturel, suivis des gouvernements régionaux et locaux. Dans les Caraïbes, la plus grande partie de ces fonds est fournie par des agences officielles de développement et des ONG. Dans les années 1990, la Banque mondiale s'est engagée en faveur de la revitalisation des zones de patrimoine urbain, avec pour objectifs de lutter contre la pauvreté et de développer le tourisme culturel. La Banque interaméricaine de développement (BID) est ensuite devenue le principal partenaire financier pour les efforts de conservation et de régénération urbaines ; et elle a mis en avant des méthodologies innovantes visant à impliquer le secteur privé et les organisations de la société civile. Entre 1999 et 2009, la BID a investi 630 millions de dollars des États-Unis dans les zones centrales de 46 villes et 100 millions de dollars des États-Unis dans 20 projets concernant le tourisme culturel (Cuenin, 2009). Parmi les programmes ainsi financés, citons le Programme pour le développement culturel (qui finance des activités communautaires et des formations par l'intermédiaire d'ONG), le programme Monumenta au Brésil (qui soutient 26 villes historiques) et l'Initiative pour des villes émergentes durables (qui met au point des stratégies urbaines participatives et des plans d'action pour améliorer la qualité de vie dans 55 villes).

Cela étant, des partenariats public-privé et des mécanismes de financement innovants ont vu le jour afin de restaurer et de transformer le patrimoine urbain. Un consensus se dégage autour de la nécessité d'impliquer le secteur privé dans les démarches de régénération urbaine, notamment les propriétaires immobiliers et les investisseurs, afin d'atténuer la pression sur les finances publiques. Des mécanismes innovants pour la restauration des centres urbains ont été développés à Caracas (République bolivarienne du Venezuela) et à Quito (Équateur), par le biais de prêts et d'accords financiers avec des institutions internationales telles que la BID. Les parties prenantes privées se montrent de plus en plus intéressées par les projets culturels, si tant est qu'un cadre juridique propice est en place. Par exemple, l'immeuble NAVE à Santiago (Chili) a été restauré et transformé en centre des arts de la scène par un investisseur privé qui a pu bénéficier de la loi

nationale sur les donations culturelles. Celle-ci détermine que l'État et les acteurs privés financent à part égale les projets culturels, grâce à l'apport de subventions. Des investisseurs commerciaux augmentent également leurs investissements dans le patrimoine urbain : à Buenos Aires (Argentine), le centre commercial Galerías Pacífico, monument historique remarquable construit en 1889, a pu rouvrir ses portes grâce à des investissements privés en 1991 après être resté inoccupé pendant plusieurs décennies. Le site a été transformé en un complexe réservé aux activités commerciales et culturelles. À Quito (Équateur), la Corporation du centre historique, créée conjointement par la municipalité et la Fondation Caspicara dans le cadre de la revitalisation du centre historique est un autre exemple innovant de modèle public-privé qui s'exporte désormais au Mexique et au-delà.

Les Conventions culturelles de l'UNESCO sont largement mises en œuvre dans la région, en particulier en Amérique latine. Presque tous les pays ont ratifié la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Les principes de cette dernière ont été intégrés à la constitution de nombreux pays –notamment Cuba et le Mexique – ainsi que dans les lois nationales. La Liste du patrimoine mondial contient un nombre significatif de biens se trouvant dans la région. Certains pays sont d'ailleurs particulièrement bien représentés : le Mexique abrite 34 biens, et le Brésil en compte vingt<sup>1</sup>. La Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a été ratifiée par la plupart des pays de la région, qui se sont montrés très actifs dans les processus d'inscription, de sauvegarde et de défense. Les objectifs de la Convention de 2005 pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles – notamment ceux qui concernent le développement de la coopération et du soutien financier, la promotion des partenariats et l'inclusion de la culture dans les efforts de développement durable – sont pris en compte dans des cadres nationaux ; notamment au Brésil dans le Plan national pour la culture 2011-2020 (qui prévoit la cartographie des expressions et des valeurs culturelles) et le programme Brésil pluriel (qui cherche à ce que les politiques culturelles accordent une place aux groupes marginalisés).

### PRATIQUES DE RÉGÉNÉRATION URBAINE : VERS DES MODÈLES PLUS INTÉGRÉS ET INCLUSIFS

Les projets de régénération urbaine se sont multipliés dans la région à partir du début des années 1990, après la « décennie perdue ». L'émergence des mouvements de la société civile appelant à une amélioration de la qualité de vie et à une plus grande équité, associée à la récession économique des années 1980 qui a ralenti la croissance urbaine, a donné naissance à un environnement propice à une réflexion sur la manière dont le développement urbain pouvait être plus inclusif. Plusieurs projets ambitieux ont vu le jour à Mexico (Mexique), Rio de Janeiro (Brésil), La Havane (Cuba) et Quito (Équateur), entre autres, pour restaurer et revitaliser les quartiers historiques. Ce processus a également été facilité par le fait que les centres historiques,

#### ÉTUDE DE CAS 50

Lima (Pérou)

### L'écho des Andes : la musique dans les communautés de migrants

Entre les deux recensements réalisés en 1940 et 2007, la population totale du Pérou a quadruplé et celle de Lima a été multipliée par dix, principalement à cause des migrations en provenance des Andes péruviennes et d'autres zones rurales. En 2007, pas moins d'un tiers des habitants de Lima étaient des migrants internes ; sans compter les citoyens, très nombreux, dont les parents ou grands-parents sont nés dans les zones rurales et maintiennent des liens forts avec ces lieux.

Pendant plus d'un siècle, les migrants venus des montagnes ont formé des associations d'entraide qui répondaient à leurs besoins pratiques, en fournissant des mécanismes de crédit et un fonds d'urgence ; ainsi que des concessions funéraires et des services de garde d'enfants. Elles ont aussi organisé des activités sportives pour leurs membres – notamment des matchs de football – et de plus en plus d'activités culturelles, dont des spectacles musicaux.

Entre 1938 et le début des années 1970, une trentaine de *coliseos* (enceintes à ciel ouvert ou couvertes) ont permis à un nombre croissant de familles de migrants de se distraire. Les représentations en après-midi et en soirée incluaient quelques têtes d'affiches mais aussi des membres des associations, chacun jouant la musique traditionnelle de sa région d'origine. Ce nouveau mode de présentation sur scène – ainsi que la radio et les enregistrements – encourageait la production de morceaux plus courts et plus compacts que ceux joués lors des fêtes communautaires dans les villages des montagnes. Un nouveau genre musical, le *huayno*, a marié les codes des musiques autochtones et métis avec les conventions propres aux divertissements populaires : chansons courtes, spectacles et sketches humoristiques, et costumes élégants évoquant une vision romantique de la culture autochtone.

Depuis la fin des années 1970, ces associations montent elles-mêmes leurs spectacles musicaux ; dans des parcs, des cours d'école, des salles louées ou leurs propres locaux. Ces événements incluent généralement un concours de musique et de danse ouvert à différents groupes. La musique continue pendant la soirée pour que les spectateurs puissent danser – plus dans l'esprit de ce qui se fait dans les villes et villages de montagne. Il faut toutefois bien comprendre qu'il ne s'agit pas là simplement d'une transposition de la musique andine dans un contexte urbain. Le *huayno* a été rejoint par la *chicha*, la *technocumbia* et d'autres genres hybrides, fruits de l'évolution de la musique des migrants andins de Lima.

Préparée par Frank Proschan

même s'ils sont très endommagés dans certaines villes, jouent encore une fonction économique et sociale primordiale. Ces opérations ont donné un nouveau souffle aux concepts de conservation et de régénération urbaines. Par-delà la restauration physique de l'environnement bâti, elles ont permis de créer de nouvelles méthodologies concernant les approches participatives, les stratégies de création d'emplois, les mécanismes de financement et les instruments juridiques.

<sup>1</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/list/>





Parque Biblioteca Tomás Carrasquilla, Medellín, (Colombie)  
©Omar Uran/Flickr.com\*

## PERSPECTIVE 11

## LA CULTURE AU SERVICE D'UNE VILLE PLUS DURABLE

Gouvernement de Mexico (Mexique)

Toutefois ces politiques ont eu tendance à stimuler un phénomène de gentrification et une perte des valeurs culturelles. L'accroissement du coût de la vie dans les quartiers historiques est devenu un problème majeur et a entraîné une baisse significative de leur population. Par exemple, Quito a perdu 31 % de ses habitants au début des années 1990 (Delgado, 2008). Certains de ces quartiers historiques sont désormais réduits au rôle de centres institutionnels ou d'attractions touristiques – au détriment de leur fonction résidentielle ou commerciale – et ont peu à peu perdu leur rôle économique et culturel majeur alors que d'autres quartiers s'imposaient comme de nouveaux centre-villes. La régénération basée sur le tourisme, comme celle mise en œuvre à Valparaiso (Chili) a également été critiquée car elle contribuait au développement d'une réalité sociale « néocoloniale » se soldant par le déplacement des anciens habitants et donc par une destruction du tissu social et de la vie de quartier.

Ces dernières années, la portée et la méthodologie des activités de régénération urbaine se sont élargies. Des projets mieux intégrés ont été lancés, mettant plus clairement l'accent sur le logement et la mobilisation des ressources pour les populations à faible revenu. Plusieurs stratégies ont été testées pour stimuler la régénération de vastes zones urbaines. Certaines interventions portaient principalement sur la mobilité, comme le développement d'un réseau piétonnier à Córdoba (Argentine) et d'un réseau intégré de transport à Curitiba (Brésil). Des programmes nationaux ambitieux pour la régénération des villes historiques ont été lancés dans plusieurs pays : au Brésil le gouvernement fédéral a lancé en 2007 le Programme pour l'accélération de la croissance, afin de stimuler la régénération urbaine de 44 villes historiques en rénovant leurs infrastructures.

La rénovation des lieux publics est devenue un aspect essentiel des stratégies de régénération urbaine. La rénovation des places centrales a souvent provoqué la régénération de leurs environs immédiats. Ces places sont désormais des lieux stratégiques pour l'accueil d'événements culturels et contribuent ainsi à l'émergence d'une nouvelle culture urbaine. Outre les parcs et les places, une nouvelle génération d'espaces publics associés aux infrastructures a vu le jour. Les interventions incluent la rénovation des chaussées, l'entretien des trottoirs, l'embellissement et l'éclairage des façades. À Rosario (Argentine), le réaménagement des berges a été le catalyseur de la régénération urbaine. À Buenos Aires (Argentine), le Plan Microcentro vise à retrouver la valeur historique des espaces urbains dans le centre-ville grâce au revêtement des rues, à la création de parcours piétonniers, à la gestion des déchets et à l'éclairage des façades. À Mexico (Mexique), le plan urbain cherche à rénover plusieurs lieux publics, afin de préserver le plan de la ville comme élément du patrimoine urbain.

La relation entre la culture et le développement durable est intrinsèque. Dans un monde de plus en plus urbain, les initiatives prises par les villes pour promouvoir la généralisation de la participation et de l'accès à la culture sont fondamentales pour renforcer la cohésion sociale et développer les activités pédagogiques, sociales, économiques et environnementales dans les grandes villes du monde entier.

Mexico est une capitale millénaire dans laquelle de multiples cultures convergent et s'expriment ; une métropole dynamique, inclusive et cosmopolite. De toutes les villes du pays, c'est elle qui regroupe le patrimoine matériel et immatériel le plus riche, avec plus de 7 000 monuments historiques, 153 musées et 23 sites naturels remarquables.

Mexico doit cette culture riche et unique au patrimoine exceptionnel de ses peuples et cultures autochtones. Plus d'un million d'autochtones cohabitent dans la ville, où 57 des 62 communautés du pays sont représentées. Aujourd'hui, les communautés autochtones préservent leurs traditions et leurs coutumes et cherchent à protéger les sites naturels où se déroule une grande partie de leurs activités économiques et cérémonielles.

Convaincus que la culture est le quatrième pilier du développement durable, nous prenons des mesures concrètes à Mexico pour en faire encore davantage un espace multiculturel ouvert au monde ; un lieu d'égalité, d'inclusion, de créativité et de diversité, dans lequel la mise en œuvre de politiques concernant la participation à la culture est encouragée pour favoriser la

citoyenneté et le développement durable, mais aussi pour améliorer la qualité de vie et le bien-être de ses habitants.

Quelques-unes des mesures les plus importantes prises pour renforcer le tissu social concernent la sauvegarde, la conception et la rénovation de lieux publics. Cette administration a réalisé des investissements considérables pour la revitalisation d'un vaste espace vert au cœur de la ville : le *Bosque de Chapultepec*. Le Plan directeur pour la seconde section de ce grand parc va restaurer son équilibre écologique, ses nombreux usages, sa beauté et sa valeur historique.

Pour promouvoir une culture de la durabilité auprès des habitants de Mexico, nous avons lancé un projet ambitieux visant à convertir les espaces urbains désaffectés et les zones abandonnées en « parcs de poche » qui incitent les résidents à en apprécier l'esthétique et à profiter de leur temps libre. Depuis 2013, nous avons ainsi transformé 25 espaces en parcs de poche, et notre objectif est d'en créer 150 au total.

En tant que dirigeants des villes, les maires du monde entier doivent s'engager à inclure la culture et la durabilité dans les politiques publiques concernant l'éducation, le développement économique, la préservation de l'environnement et le développement social. Dans le même temps nous avons l'obligation de veiller à ce que les communautés autochtones et le dialogue interculturel perdurent. C'est seulement comme cela que nous pourrions aboutir à la durabilité environnementale et au développement humain dans nos villes.

La régénération urbaine fait intervenir de plus en plus de communautés et de partenaires privés différents. À l'origine la régénération urbaine était surtout financée et menée par les pouvoirs publics, le secteur privé et les communautés locales n'étant que très peu impliqués. La participation financière et opérationnelle de partenaires privés, dont des entreprises et des acteurs commerciaux, a progressivement augmenté, aussi bien en Amérique latine que dans les Caraïbes. Au Suriname par exemple, une entreprise privée du secteur de la conservation prévoit d'acheter 50 bâtiments historiques délabrés dans les centres-villes du pays au cours des dix prochaines années. Les cadres juridiques sont

progressivement optimisés pour favoriser la participation du secteur privé notamment par le biais de déductions fiscales et de partenariats public-privé.

La société civile tient un rôle de plus en plus important dans les efforts de conservation et de régénération urbaines en Amérique latine et, dans une moindre mesure, dans les Caraïbes. La société civile s'est progressivement emparée des problématiques relatives au patrimoine urbain, qui étaient auparavant l'apanage des experts. Cette évolution est allée de pair avec les processus de démocratisation et avec l'amélioration de l'accès aux systèmes de télécommunications. Les habitants sont de plus en plus conscients du rapport entre qualité de vie et patrimoine urbain, c'est pourquoi ils protestent contre des projets de développement urbain agressif. Un vaste réseau d'ONG a vu le jour pour défendre l'amélioration du milieu urbain et le respect des droits culturels et humains. Les organisations de la société civile cherchent désormais de nouvelles formes de financement, dont le micro financement.

Certaines organisations de la société civile ont atteint une grande autonomie et vont parfois jusqu'à défier les institutions traditionnelles. À Lima (Pérou), l'observatoire urbain citoyens « Comment va Lima » encourage les piétons à se réapproprier des espaces abandonnés dans la campagne « Utilisez vos rues ». À Mexico (Mexique), dans le cadre de programmes de rénovation des quartiers, les communautés participent à la prise de décision en ce qui concerne les mécanismes de financement de la rénovation des logements ou de la régénération de l'espace public. À Buenos Aires (Argentine), l'ONG « Stop aux démolitions » a mobilisé la société civile pour empêcher la destruction du patrimoine urbain au moyen de manifestations publiques. Les mouvements de défense du patrimoine, telles que le collectif Jeunes pour le patrimoine au Chili ou les Défenseurs du patrimoine culturel au Pérou, servent également d'intermédiaires pour que les communautés puissent prendre part aux réseaux sociaux et politiques (voir aussi l'Étude de cas 70).

## OPTIMISER LE RÔLE DE LA CULTURE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE : NOUVELLES PERSPECTIVES

Malgré l'évolution des pratiques en matière de conservation et de régénération urbaines, elles restent perçues comme étant déconnectées des problématiques plus larges du développement urbain. De nombreux décideurs voient encore la conservation urbaine comme un obstacle au développement urbain et un frein à l'expansion économique, mis à part pour l'économie touristique. La fragmentation institutionnelle des parties prenantes publiques et privées, notamment entre les institutions responsables de l'aménagement urbain et celles chargées de la préservation du patrimoine ; les écarts entre les réglementations urbaines et les normes en matière de préservation culturelle ; et le manque de sensibilisation au patrimoine parmi les professionnels du milieu urbain ont encore accentué ces divergences.

Des visions plus intégrées du développement urbain doivent être encouragées. Dans ce contexte régional particulier, où les inégalités sociales et spatiales sont exacerbées, la culture doit être vue comme un moyen de favoriser des sociétés

plus équitables et une gouvernance plus inclusive. Cela suppose que les autorités locales et nationales acceptent une plus grande participation des communautés, mais aussi que le public ait un meilleur accès aux informations concernant les problématiques du patrimoine urbain. Des stratégies créatives pour la restauration et l'adaptation des bâtiments historiques doivent également être élaborées. La restauration du palais Pereira à Santiago (Chili), le musée Botero à Montevideo (Uruguay) et la Pinacothèque de São Paulo (Brésil) font partie des exemples remarquables de réinvestissements dans des bâtiments anciens et d'adaptation aux usages contemporains. La relation entre le patrimoine urbain et la qualité de vie doit être plus généralement comprise et mise en avant. L'impact de la conservation urbaine sur le développement économique doit être étudié et quantifié de manière plus systématique : cette évaluation est primordiale pour parvenir à un consensus au regard des pressions spéculatives croissantes qui pèsent sur des zones historiques.

### ÉTUDE DE CAS 51

#### Améliorer le logement dans les quartiers historiques : exemples innovants dans la région

Pour lutter contre le départ des habitants et la dégradation des conditions de vie dans les quartiers historiques, les villes concernées ont essayé différentes stratégies dans le cadre de programmes plus généraux de conservation et de régénération urbaines. Chacune de ces stratégies mettaient en place des mécanismes de financement et de restauration spécifiques.

À Mexico (Mexique), les bâtiments pouvant être rénovés ont été évalués et des critères de conception ont été définis pour en refaire des logements. Des dispositifs financiers spécifiques ont été mis en place pour soutenir ces efforts de régénération.

À Quito (Équateur), les bâtiments résidentiels ont été rénovés afin que les habitants puissent rester dans leurs quartiers d'origine. Les propriétaires ont bénéficié d'un soutien financier direct, sous la forme de subventions.

À Carthagène des Indes (Colombie), le plan de conservation a permis de réglementer les investissements privés pour la restauration des façades et la préservation du caractère historique de la ville.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

Il est également nécessaire de mener une réflexion plus large sur la portée et les concepts du patrimoine urbain. Le concept de paysages urbains historiques, s'il continue d'être utilisé, doit prendre en compte la diversité du patrimoine urbain de la région (et notamment son patrimoine immatériel et vernaculaire) ainsi que le lien spécifique entre les villes et leur milieu naturel. Cela contribuerait à une meilleure compréhension de la complexité culturelle qui découle de cette stratification historique. Étant donné la prolifération des établissements informels et leur importance pour la création d'une culture urbaine (comme pour la musique caribéenne par exemple), une plus grande attention devrait être portée aux constructions temporaires, à l'architecture de fortune et aux pratiques immatérielles ancrées dans ces lieux. La relation entre le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel doit faire l'objet d'une étude plus rigoureuse, notamment en ce qui concerne le lien entre les pratiques



Sucre (État plurinational de Bolivie)  
© Orlando Contreras López/Flickr.com\*

## PERSPECTIVE 12

## UN CENTRE DE LA GASTRONOMIE CONTINUE À INNOVER

César Souza Junior, maire de Florianópolis (Brésil)

Elizenia Prado Becker, Adjointe municipale chargée du tourisme, Florianópolis (Brésil)

culturelles et les espaces publics dans lesquels elles se déroulent. Cette vision plus large permettrait de réduire les disparités entre le patrimoine colonial et le patrimoine vernaculaire, et d'augmenter l'engagement des communautés et des décideurs en faveur des efforts de conservation et de régénération urbaines.

Il est également fondamental de traiter la question du logement dans les zones historiques. Dans la région, les efforts de régénération se sont concentrés sur les monuments et les espaces publics réhabilités pour des activités culturelles ou commerciales. Les interventions portant sur les quartiers résidentiels restent rares. Par conséquent de nombreux centres historiques se sont vidés de leurs habitants. Dans certains pays, les quartiers historiques sont vus comme des lieux de passage pour les migrants avant qu'ils ne s'installent en périphérie. Il est donc essentiel d'encourager un nombre suffisant d'habitants à y rester et d'améliorer leurs conditions de vie. Des stratégies de réhabilitation innovantes doivent être définies pour rénover les vieux édifices selon les critères de sécurité et d'économie d'énergie ; et pour intégrer dans les quartiers historiques de nouveaux complexes résidentiels sans bouleverser le tissu urbain. Des normes de protection plus souples sont également nécessaires pour répondre aux besoins des habitants. Des mécanismes de financement pertinents doivent leur être proposés pour des activités de restauration et de régénération, dans la mesure où les mécanismes financiers existants et les incitations mises en place concernent principalement les nouvelles constructions.

Le secteur touristique doit prendre en compte les spécificités culturelles pour favoriser la régénération urbaine. Même s'il est une source non négligeable d'emplois, son organisation actuelle n'est pas compatible avec les modèles de développement durable, notamment dans les Caraïbes. Les stratégies basées sur le tourisme ont souvent détourné le rôle initial des centres historiques des zones urbaines et contribué à leur « muséification ». Dans certaines zones, le tourisme de masse menace l'environnement bâti et met en péril les traditions et les valeurs culturelles locales. Dans les Caraïbes en particulier, le patrimoine – matériel comme immatériel – a souvent été ouvertement transformé à des fins touristiques. De faux environnements historiques ont même été créés pour proposer des activités aux croisiéristes, en exagérant le récit colonial pour répondre aux attentes des visiteurs. La gestion durable des activités touristiques reste donc un défi majeur.

Il est également primordial de renforcer les capacités en matière de conservation et de régénération urbaines. Les disparités en ce qui concerne les ressources humaines sont encore une grave entrave dans la région. De plus en plus d'architectes sont formés à la conservation du patrimoine, en particulier en Amérique latine ; mais la formation professionnelle reste centrée sur la restauration et ne parvient pas à intégrer la grande variété de problématiques associées à la régénération urbaine. Une génération de professionnels a été formée grâce à plusieurs projets de

Florianópolis a mené à bien plusieurs actions d'envergure en tant que Ville créative de gastronomie de l'UNESCO. Nous voulons mettre en avant trois éléments qui nous semblent tenir un rôle unique pour l'innovation et le développement.

Le Centre pour l'innovation culturelle, qui dépend de l'Université de l'État de Santa Catarina, est sans doute celui qui a le plus d'impact. Ses activités mêlent gastronomie, design et artisanat pour mettre en valeur la cuisine régionale lors d'ateliers tels que « L'identité culturelle dans la gastronomie de Santa Catarina » ou « Design + Alimentation + Artisanat » en juillet 2015. Cet événement a réuni des designers brésiliens et étrangers, mais aussi des artisans locaux, pour qu'ils développent une série d'outils permettant de présenter les plats créatifs de la cuisine de Santa Catarina.

Pour innover encore davantage, le Centre de la gastronomie, en construction, sera un important pôle d'enseignement et de gestion des connaissances gastronomiques à Florianópolis, au Brésil et peut-être pour d'autres pays partenaires.

Un autre des atouts de Florianópolis est la participation d'institutions gouvernementales et non-gouvernementales à la gestion du Programme de la ville de Florianópolis en tant que Ville créative de gastronomie de l'UNESCO. Cette coopération implique des universités, des associations du domaine de la gastronomie et des entités culturelles et commerciales. Chaque institution fournit le capital humain et social nécessaire, ainsi que son expertise technique. Le programme reste ainsi vivant et dynamique et assure les actions de formation et de sensibilisation, concernant notamment la chaîne de production alimentaire.

conservation et de régénération majeure, dont le programme d'urgence pour le patrimoine culturel Quito (Équateur) : 8 000 personnes ont ainsi été formées à la réalisation d'inventaires du patrimoine à grande échelle. Ces nouveaux professionnels ont également contribué à la régénération vitale du centre historique d'Antigua (Guatemala). Toutefois, l'offre de formation universitaire reste insuffisante pour répondre aux besoins actuels.

Au cours des dix dernières années, de nouveaux programmes de formation sur le patrimoine culturel ont vu le jour en Amérique latine, dont plusieurs cursus de masters en restauration et gestion du patrimoine, en gestion culturelle et constructions en terre. Dans les Caraïbes certains pays, tels que Cuba, ont une tradition d'excellence en matière de recherche et d'éducation dans le domaine de la conservation. En ce qui concerne la formation professionnelle, environ 60 *esculera taller* (écoles-ateliers) ont été développées dans la région avec le soutien de l'AECID (l'Agence espagnole de coopération bilatérale). Ce programme innovant d'éducation pratique en artisanat et en conservation du patrimoine favorise l'emploi des jeunes, tout en améliorant les milieux urbains et en revitalisant des compétences quasiment disparues. Plusieurs ONG ont également mis en place des programmes de formation portant sur le patrimoine urbain. Des programmes régionaux de renforcement des capacités, tels que le Programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes pour le patrimoine mondial, ont permis de développer les capacités et d'offrir l'occasion de constituer un réseau au niveau régional. Ces efforts en matière de formation doivent être intensifiés et mieux intégrés au niveau régional.



La Casbah d'Alger (Algérie)  
© REZAWebistan\*



# PARTIE II

LA CULTURE AU SERVICE DES  
VILLES DURABLES :  
UNE APPROCHE THÉMATIQUE



SECTION A

# L'HUMAIN



SECTION B

# L'ENVIRONNEMENT



SECTION C

# LES POLITIQUES

## Mettre à profit le pouvoir de la culture pour construire des villes humaines et inclusives

- 1 DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN
- 2 DES VILLES INCLUSIVES
- 3 DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET TOLÉRANTES
- 4 DES VILLES CRÉATIVES ET INNOVANTES

## Améliorer la qualité de l'environnement bâti et naturel grâce à la culture

- 5 DES VILLES COMPACTES, À ÉCHELLE HUMAINE
- 6 DES VILLES DURABLES, RÉILIENTES ET VERTES
- 7 DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS
- 8 DES IDENTITÉS URBAINES À SAUVEGARDER

## Intégrer la culture dans les politiques urbaines pour favoriser un développement urbain durable

- 9 UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE
- 10 DES LIENS VILLES-CAMPAGNES RETISSÉS
- 11 UNE GOUVERNANCE URBAINE RENFORCÉE
- 12 DES OUTILS DE FINANCEMENT OPTIMISÉS





# L'HUMAIN

Mettre à profit le  
pouvoir de la culture  
pour construire des  
villes humaines  
et inclusives

“ *Qu'est-ce qu'une ville sinon ses habitants ?*  
*William Shakespeare* ”

Dans le monde interconnecté dans lequel nous vivons aujourd'hui, la capacité de la culture à transformer les sociétés est évidente. Sous toutes ses formes, des monuments historiques et musées qui nous sont chers aux pratiques traditionnelles et à l'art moderne, la culture enrichit notre vie quotidienne d'une multitude de façons. Le patrimoine constitue une source d'identité et de cohésion et la créativité contribue à créer des sociétés ouvertes, inclusives et pluralistes.

Mais pour aller encore plus loin, le patrimoine et la créativité sont essentiels à un développement réellement durable. L'UNESCO croit fermement qu'une approche centrée sur l'humain, basée sur un respect mutuel et sur un dialogue ouvert entre les cultures, peut mener à un développement durable inclusif et pérenne. Nos villes, qui abritent aujourd'hui la majorité de la population mondiale, ont tout particulièrement besoin d'une telle approche du développement qui place les individus, leurs décisions et leurs libertés au premier plan. Depuis sa fondation, l'UNESCO a placé l'humain au cœur de sa mission. Établie en 1945 à la suite de deux Guerres mondiales dévastatrices avec l'intime conviction que des accords politiques et économiques seuls n'étaient pas suffisants pour garantir une paix durable, l'Organisation fut créée afin de « construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes » au moyen d'une coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Dès lors, la mission centrée sur l'humain de l'UNESCO s'est illustrée par une série de Conventions culturelles adoptées entre 1954 et 2005,<sup>1</sup> qui forment une plateforme mondiale unique de coopération internationale et établit une gouvernance culturelle globale basée sur les droits de

l'homme et les valeurs communes dans le but de protéger et de sauvegarder le patrimoine culturel et naturel mondial – y compris les sites archéologiques antiques, le patrimoine immatériel et subaquatique, les collections des musées, les traditions orales et d'autres formes de patrimoine – et de soutenir la créativité, l'innovation et l'émergence de secteurs culturels dynamiques.

Dédiée à la conservation du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle pour l'humanité, la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (aussi appelée Convention du patrimoine mondial) met en avant « les œuvres conjuguées de l'homme et de la nature ». Le patrimoine naturel met également en évidence les différentes façons dont les individus interagissent avec la nature ; ainsi que le besoin fondamental de préserver l'équilibre entre l'homme et la nature. De même, le patrimoine culturel – y compris celui sauvegardé par la Convention de 2001 pour la protection du patrimoine culturel subaquatique et par la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel – rapproche les individus en élargissant la coopération entre les architectes, les historiens, les experts du patrimoine et les communautés locales du monde entier afin de renforcer les histoires et identités communes.

Les autres Conventions culturelles de l'UNESCO, telles que la Convention de 1954 concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé et la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, renforcent encore cette connexion entre le patrimoine et les individus, motivées par la conviction que la protection du patrimoine culturel contre le pillage et la destruction est essentielle à la préservation et à la transmission des formes, pratiques et savoirs culturels pour les générations futures.

Reconnaissant la diversité culturelle comme l'un des vecteurs principaux du développement durable, la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles fut établie afin de garantir que les artistes, les praticiens et professionnels de la culture et les citoyens du monde entier puissent créer, produire et diffuser un grand nombre d'activités, biens et services culturels – y compris les leurs – mais aussi en profiter. L'UNESCO voit donc la diversité culturelle comme une source de force mais aussi comme une condition préalable cruciale au développement de sociétés pacifiques, comme elle l'affirme dans sa Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001 : « Des politiques favorisant l'intégration et la participation de tous les citoyens sont garantes de la cohésion sociale, de la vitalité de la société civile et de la paix. »

Ensemble, les Conventions culturelles de l'UNESCO peuvent contribuer à l'élaboration d'une vision du développement urbain durable centré sur l'humain au sein de laquelle le patrimoine culturel naturel, matériel, immatériel et subaquatique ainsi que les expressions créatives encourageraient l'émergence de villes variées, inclusives et prospères.

Un développement centré sur l'humain nécessitant la participation de la totalité des citoyens, il faut donc que femmes, hommes, garçons et filles soient tous libres d'accéder et de contribuer à la vie culturelle de façon égale. La condition préalable de l'égalité des genres pour un développement réellement centré sur l'humain a été l'un des messages principaux relayés par le Rapport mondial de l'UNESCO Égalité des genres, patrimoine et créativité, datant de 2014. Cette publication rappelle qu'embrasser une approche basée sur les droits de l'homme dans les efforts de développement implique que la culture ne doit jamais être invoquée pour justifier la violation ou la limitation des droits de l'homme (UNESCO, 2014b). Étant l'une des deux priorités mondiales de l'UNESCO, l'égalité des genres

<sup>1</sup> Voir : [http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL\\_ID=12025&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=-471.html](http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=12025&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=-471.html)



Yalikavak (Turquie)  
© REZA Webistan\*

est présente dans tous les travaux de l'Organisation.

La section suivante contient une série d'articles, d'études de cas et de perspectives qui alimentent les discussions lancées par l'UNESCO sur le rôle clé de la culture dans l'émergence de villes centrées sur l'humain. Tandis que Minja Yang se concentre sur les moyens d'humaniser les villes grâce à des actions portant sur les cinq P (Population, Partenariat, Prospérité, Paix et Planète) ; Raj Isar appelle au développement de villes inclusives en faisant passer la politique publique d'un point de vue multiculturaliste à un point de vue interculturel. Par ailleurs, le travail de Webber Nodoro met en valeur le patrimoine culturel en tant qu'outil pour l'émergence de sociétés pacifiques et tolérantes, tandis que Charles Landry insiste sur le rôle essentiel de la culture dans une ville numérique. Des études de cas issues de villes aux quatre coins du monde et des perspectives des principaux maires, urbanistes, architectes, universitaires et organisations internationales qui se concentrent sur le rôle des individus, viennent compléter cette analyse.

# DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN



Festival d'opéra des arènes de Vérone (Italie)  
© avec l'aimable autorisation de Fondazione Arena di Verona

## EN BREF

• Pour garantir des villes durables et répondre aux aspirations des habitants, ceux-ci et leur bien-être doivent être au centre des initiatives de développement local.

• La culture doit être étroitement associée aux transformations physiques et sociales des villes, pour améliorer la qualité de vie.

• Le patrimoine culturel et les activités destinées à promouvoir la diversité culturelle des villes peuvent être un levier pour faire connaître un territoire et renforcer le sentiment d'identité et d'appartenance.

• La planification territoriale devrait être conçue comme un processus global, contribuant à renforcer, par le biais de la culture, les liens entre les villages ruraux et les villes de petite, moyenne et grande taille.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Minja Yang, Présidente du Centre international Raymond Lemaire pour la conservation, Université de Louvain (Belgique). *Humaniser les villes grâce à la culture*

### Perspectives :

Zhang Bing, Académie chinoise d'Urbanisme et de Design (Chine). *La conservation du patrimoine centrée sur l'humain à Pékin*

Janice Perlman, Fondatrice et Présidente, The Mega-Cities Project (États-Unis d'Amérique). *Le centre-ville revitalisé de Rio de Janeiro et son port : De quelle culture s'agit-il ?*

Andy C. Pratt, Centre pour la culture et les industries culturelles, City University of Londres (Royaume-Uni). *Coproduire la culture et l'environnement urbain*

### Études de cas :

Luang Prabang (République Démocratique populaire lao).

*Des espaces publics à usages mixtes comme atouts communs*

Kigali (Rwanda). *Le pouvoir de la culture pour la réconciliation*

Bakou (Azerbaïdjan). *Reconnaître la contribution de la femme*

*dans l'art du tissage de tapis azéri*

Naplouse (Palestine). *Reconnecter les communautés locales à la culture par la réhabilitation*

Strasbourg (France). *Voitures ou humains ?*

# HUMANISER LES VILLES GRÂCE À LA CULTURE

**MINJA YANG**

Présidente du Centre international Raymond Lemaire pour la conservation, Université de Louvain (Belgique)

AU COURS DE LA CONFÉRENCE HABITAT II, IL Y A VINGT ANS, L'UNESCO A PRÔNÉ « L'HUMANISATION DES VILLES » (UNESCO, 1996). DEPUIS, UN MILLIARD D'HABITANTS ET PRÈS D'UN DEMI-MILLIARD DE VÉHICULES MOTORISÉS SUPPLÉMENTAIRES SONT VENUS S'AJOUTER À NOS VILLES (SPERLING ET GORDON, 2010) ET CEUX-CI PRODUISENT ENVIRON 1,3 MILLIARD DE TONNES DE DÉCHETS SOLIDES PAR AN (BANQUE MONDIALE, 2012). NOS VILLES, LOIN D'AVOIR ÉTÉ HUMANISÉES, SONT DEVENUES D'AUTANT PLUS INHOSPITALIÈRES POUR LES HABITANTS. CERTES, DE NOMBREUX PROGRÈS ONT ÉTÉ ACCOMPLIS DEPUIS, DES DIZAINES DE MILLIONS DE CITADINS SONT SORTIS DE LA PAUVRETÉ GRÂCE À UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE RAPIDE. CEPENDANT, LE TAUX DE CROISSANCE ABRUPT DE NOS VILLES, DÛ À UNE CROISSANCE NATURELLE ET À UN TAUX DE MIGRATION ACCÉLÉRÉ, A EU POUR EFFET UNE DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DE VIE, PARTICULIÈREMENT POUR LE QUART DE LA POPULATION URBAINE MONDIALE VIVANT DANS DES BIDONVILLES. AU COURS DE LA CONFÉRENCE HABITAT III, IL EST INDISPENSABLE DE RAPPELER, AVEC D'AUTANT PLUS DE FORCE, LA NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT URBAIN : CELUI DE VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN AU SEIN DESQUELLES LES HABITANTS ET LEUR BIEN-ÊTRE SERAIENT L'OBJECTIF PRINCIPAL DU DÉVELOPPEMENT QUI PERMETTRAIENT À CES MÊMES HABITANTS D'ÊTRE LES ACTEURS DU CHANGEMENT GRÂCE À L'EXPLOITATION DE LA CULTURE, C'EST-À-DIRE « L'ENSEMBLE DES TRAITS DISTINCTIFS SPIRITUELS ET MATÉRIELS, INTELLECTUELS ET AFFECTIFS QUI CARACTÉRISENT UNE SOCIÉTÉ OU UN GROUPE SOCIAL ET [...] ENGLOBE, [...] LES ARTS ET LES LETTRES, LES MODES DE VIE, LES FAÇONS DE VIVRE ENSEMBLE, LES SYSTÈMES DE VALEURS, LES TRADITIONS ET LES CROYANCES » (UNESCO, 2001).

La culture, définie comme telle, peut être un outil pour promouvoir la compréhension et la tolérance entre les individus et faciliter le « vivre ensemble », en particulier dans des villes contemporaines de plus en plus multiculturelles. La culture contribue aussi à faire des villes des lieux centrés sur l'humain, propices à la civilité, à la créativité et à la réalisation des aspirations humaines. Bien entendu, la qualité de vie offerte par une ville repose sur sa capacité à répondre au mieux aux besoins élémentaires de ses habitants à travers ses équipements physiques et sociaux, mais elle peut aussi être mesurée du point de vue du bonheur que la vie urbaine leur apporte. À cet égard, avant d'examiner les voies à suivre pour rendre nos villes plus humaines, il convient de souligner que des villes centrées sur l'humain ne peuvent être durablement viables que si elles s'inscrivent dans le contexte d'une économie mondiale inclusive et elle-même soucieuse du bien-être humain. Cependant, la viabilité peut être améliorée dans des villes centrées sur l'humain et les voies pour y parvenir sont aussi différentes que les situations variées des villes.

Comment et par quoi commencer alors que les villes d'aujourd'hui, aussi bien au Nord qu'au Sud<sup>1</sup>, font face à d'innombrables problèmes liés à la fois à la situation mondiale et au contexte local ? Le taux de chômage ; les inégalités territoriales et sociales ; l'impact mondial de la pollution atmosphérique émise par les pôles industriels et la pollution locale allant des déchets solides au bruit ; le fort taux de migration nationale et internationale ; les réfugiés et les personnes déplacées qui fuient les conflits armés ; les menaces d'attaques terroristes à travers le monde et les différentes sortes de violence urbaine ne sont que quelques-uns des maux les plus évidents auxquels doivent faire face les villes d'aujourd'hui, même s'ils se font ressentir à des

“ La liberté de nous faire et de nous refaire, de faire et de refaire la ville, est, à mon sens, un des droits de l'homme les plus précieux mais aussi les plus négligés.

David Harvey, professeur d'anthropologie et de géographie

degrés différents. Quel que soit ce degré, l'électrochoc infligé à notre conscience collective par le ralentissement mondial dû à la crise financière de 2008 nous a fait reconnaître les dangers d'une économie spéculative centrée sur la croissance et basée sur une production peu coûteuse et à faible salaire, selon les principes d'une économie d'échelle qui a accentué le dumping social ; ébranlé les droits sociaux là où ils avaient été si durement gagnés et ralenti le progrès des droits du travail dans le reste du monde.

## ÉTUDE DE CAS 52

Luang Prabang (République Démocratique populaire lao)

Des espaces publics à usages mixtes comme atouts communs



Au cœur de la République Démocratique populaire lao, l'ancienne capitale de Luang Prabang, inscrite à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1995 pour sa configuration urbaine unique et le puissant lien entre la nature et la culture qui imprègne la ville, possède de très nombreux espaces publics conviviaux ayant chacun de multiples fonctions. Un vaste espace public transformé en marché pour les minorités ethniques sert de point de livraison aux camions qui viennent décharger des marchandises pour les boutiques du centre historique tôt le matin, puis de marché à ciel ouvert pour les habitants et enfin de marché artisanal pour les visiteurs. Pour une semaine en décembre, il devient le site principal du Festival du film de Luang Prabang pour le cinéma d'Asie du Sud-Est. Sa configuration urbaine accueillante est aujourd'hui reproduite à une échelle nettement supérieure dans la zone d'expansion de la ville grâce au programme de gestion du patrimoine mondial.

Source : Minja Yang, *Humaniser les villes grâce à la culture*

Les villes du Nord ont fait face aux besoins vitaux de leurs habitants principalement en allouant des fonds publics à l'aide sociale et en investissant dans les infrastructures urbaines.

<sup>1</sup> Aux fins de cet article, le Sud comprend tous les pays d'Afrique et d'Asie, à l'exception du Japon, de la République de Corée et de Singapour, ainsi que la totalité des pays d'Amérique latine et centrale, le Mexique, les îles du Pacifique, les Caraïbes et le monde arabe. Le Nord comprend le Japon, la République de Corée et Singapour (en Asie) ainsi que tous les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Cependant, dans l'incapacité de continuer à dépenser plus d'argent qu'elles n'en gagnent, ces villes doivent maintenant se battre sur tous les fronts afin d'instaurer un changement – par le biais de réformes des systèmes d'impôt, des processus électoraux, de l'éducation, du droit du travail, de la justice, etc. – et les résultats à long terme sont encore à venir. Elles comptent également sur l'ère numérique de l'économie « en un clic » pour satisfaire les besoins des individus en connaissances mais aussi en marchandises transportées par avion à travers le monde, ce qui représente une empreinte carbone importante. Dans les pays du Sud, qui comptent de nombreuses économies émergentes, le secours est venu principalement de leurs propres communautés culturelles, démontrant une fois de plus le fonctionnement de la notion de « pauvreté commune ». La diversité culturelle de nos villes et la solidarité communautaire qui lui est inhérente ont donc permis la création d'un filet de sécurité que les gouvernements n'avaient pas été capable de fournir de manière convenable jusque-là.

### PERSPECTIVE 13

#### LA CONSERVATION DU PATRIMOINE CENTRÉE SUR L'HUMAIN À PÉKIN

Zhang Bing, *Académie chinoise d'Urbanisme et de Design (Chine)*

Les trente dernières années ont vu l'essor du concept de patrimoine centré sur l'humain dans les pratiques de conservation chinoises. Les objectifs de la conservation du patrimoine sont passés petit à petit d'une protection individuelle des monuments et des reliques culturelles à une vision globale du progrès social et du développement humain.

La récupération et le maintien du tissu social dans les zones historiques font partie des aspects les plus importants pour que la conservation du patrimoine culturel puisse jouer un rôle moteur dans le développement durable régional. Par exemple, au cours du récent projet de conservation intitulé « Yangmeizhu Hutong Area » à Pékin (Chine), plus de 70 % des habitants locaux ont décidé de continuer à vivre dans la zone, protégeant et maintenant ainsi le tissu social de la communauté locale. Grâce à tous ces efforts, le projet de conservation des *hutongs* (ruelles) de Yangmeizhu est devenu un exemple de conservation du patrimoine chinois et a permis l'apparition de nouvelles formes de régénération urbaine en matière de conservation du patrimoine, d'auto-organisation de la communauté et de régénération reposant

sur la culture. Le gouvernement, les institutions culturelles et la communauté locale ont tous été impliqués dans la régénération de la zone historique. Les conditions de vie, les infrastructures et les services publics n'ont pas seulement été améliorés à Yangmeizhu mais également dans les zones environnantes.

L'amélioration des infrastructures et des services publics du centre historique a été l'objectif principal afin d'atteindre une conservation du patrimoine centrée sur l'humain et de remplir les objectifs de développement durable. Depuis 2006, le Gouvernement municipal de Pékin a investi près de 18 milliards de yuans (2,75 milliards de dollars des États-Unis) afin d'améliorer les atouts environnementaux du centre historique ; grâce à la restauration des infrastructures et des cours et à la sauvegarde des reliques culturelles et du patrimoine immatériel. Les plans supposant la destruction des *hutongs* ont depuis été abandonnés et des projets tels que le passage du charbon à l'électricité (*Change from Coal to Electricity*) ont été mis en œuvre afin de promouvoir une énergie plus propre pour la cuisine et le chauffage.

#### LE BONHEUR COMME OBJECTIF FONDAMENTAL DE L'ÊTRE HUMAIN

Des modifications du paradigme sont importantes pour stimuler le changement, notamment en ce qui concerne les valeurs. Comme dans le cas du Bonheur national brut (BNB) qui a été utilisé comme cadre global centré sur l'humain pour le développement du Bhoutan, le bonheur des individus a servi d'indicateur du développement. Considéré par le passé comme le concept idéaliste d'une minuscule nation himalayenne, cet indicateur a été popularisé

par le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (Stiglitz et al., 2009) puis par la Résolution 65/309 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Le bonheur : vers une approche globale du développement » (Nations Unies, 2011) qui remarque que « la recherche du bonheur est un objectif fondamental de l'être humain ». Cet état d'esprit se reflète clairement dans les « cinq P » du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Population, Planète, Prospérité, Paix et Partenariat (Nations Unies, 2015), qui font office de guide pour le développement d'un nouveau paradigme adapté aux spécificités de chaque pays.

#### DIVERSITÉ CULTURELLE, INFRASTRUCTURES ET CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT

Étant donné les différentes variables de chaque ville, il n'y a pas de modèle unique de création de villes centrées sur l'humain. Une chose est cependant certaine : la nécessité de tirer parti de la culture des individus et de la compréhension interculturelle afin d'apaiser les tensions qui pèsent sur nos villes.

L'un des plus grands défis de la création de villes centrées sur l'humain est de faire en sorte que la diversité culturelle soit un atout et non un motif de division, tâche d'autant plus complexe que chaque communauté culturelle est également divisée par groupe économique, classe sociale et classe d'âge. Les deuxième et troisième générations de communautés d'immigrants qui ont embrassé des valeurs multiculturelles n'ont peut-être pas les mêmes attentes que leurs aînés en ce qui concerne leur ville. Les intérêts divergents doivent être pris en compte dans le processus d'amélioration de la qualité de vie afin que les préoccupations intraethniques soient mises sur un pied d'égalité avec les relations interethniques dans le cadre de l'optimisation de nos villes (voir aussi le Chapitre 2).

La diversité culturelle ne peut être protégée et promue que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, d'information et de communication, ainsi que la possibilité pour les individus de choisir les expressions culturelles, sont garantis.<sup>2</sup>

Le rôle des artistes dans la défense de la liberté d'expression pour la promotion de la paix et de la justice est mis en lumière dans de nombreux documents de politiques internationales et nationales.<sup>3</sup> En pratique, les artistes sont souvent réduits au silence par des menaces d'arrestation, leurs œuvres sont interdites, on leur refuse l'accès aux fonds et aux opportunités et les pouvoirs politiques et religieux tentent de les intimider (Isar, 2013). Une plus grande solidarité internationale entre les artistes est donc nécessaire.

<sup>2</sup> Voir : Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, Art.2 (UNESCO, 2005).

<sup>3</sup> Voir : Recommandation relative à la condition de l'artiste (UNESCO, 1980).



Addis-Abeba (Éthiopie)  
© Dereje/Shutterstock.com\*

### ÉTUDE DE CAS 53

Kigali (Rwanda)

#### Le pouvoir de la culture pour la réconciliation

À Kigali (Rwanda), les différentes communautés ont fait des efforts considérables pour se rassembler autour de la culture, en participant aux divers festivals d'art et de musique organisés par la ville.

Le **Festival artistique Ubumuntu**, dont le nom signifie « Être humain » a lieu tous les ans à Kigali, après la dernière semaine des 100 jours de commémoration du génocide de 1994. Il est organisé à l'extérieur du Mémorial du génocide de Kigali et réunit des artistes venus du monde entier. Parmi les activités proposées par le festival, on retrouve des représentations de théâtre, des ateliers, des panneaux et des visites du mémorial du génocide.

Le festival de musique **Kigali Up**, dont la sixième édition a eu lieu en 2015, présente diverses musiques du monde, du reggae, du funk, du blues, du hip-hop ou encore des artistes roots et met en avant ce que la ville a de meilleur à offrir, de la cuisine traditionnelle aux arts africains.

La **Kigali Fashion Week** encourage la culture, la mode et l'entrepreneuriat. L'évènement rassemble des créateurs de mode de tout le continent africain, avec pour objectifs de mettre en avant leurs talents créatifs et d'établir des relations entre les créateurs locaux et internationaux.

Tous les ans, de célèbres œuvres cinématographiques internationales sont projetées à cinq ou six endroits différents de la ville à l'occasion de la semaine du **Rwanda Film Festival**. Ce festival, essentiellement gratuit, est une expérience très enrichissante pour tout cinéphile. C'est également au cours de ce festival que se déroule le programme itinérant **Hillywood**. Avec le slogan « Le Cinéma pour le peuple », les organisateurs placent des écrans sur différentes collines du pays, ce qui leur permet de diffuser les films d'artistes locaux jusque dans les zones les plus isolées.

Le festival **Hobe Rwanda** a été inauguré à Kigali en 2011. Depuis, il attire les amateurs de musique folk et les jeunes artistes passionnés par la culture et l'histoire du Rwanda. Le festival tente de rassembler une grande variété d'artistes, peintres, musiciens, chanteurs et poètes autour d'un objectif commun : éduquer et inciter les jeunes à se documenter sur la culture, la musique et autres activités traditionnelles rwandaises au cours de cette manifestation d'une journée.

Préparée par l'UNESCO



### PERSPECTIVE 14

#### LE CENTRE-VILLE REVITALISÉ DE RIO DE JANEIRO ET SON PORT : DE QUELLE CULTURE S'AGIT-IL ?

Janice Perlman, Fondatrice et Présidente, *The Mega-Cities Project* (États-Unis d'Amérique)

Au cours de son histoire, Rio de Janeiro (Brésil) a connu plusieurs réinventions et réformes. La création du Couloir culturel dans les années 1980 a permis au centre-ville de passer du statut de village abandonné à celui de destination touristique prisée. Rio ayant été sélectionnée pour accueillir les Jeux Olympiques de 2016, l'importance financière et symbolique de la rénovation de la zone portuaire a considérablement augmenté, l'idée étant de présenter Rio et son centre-ville datant du XVI<sup>e</sup> siècle comme une cité du futur. Son assortiment d'espaces historiques, monumentaux, modernes, postmodernes et informels lui donne un caractère dont aucune autre ville nouvelle ne peut se targuer. Le tout nouveau Musée d'Art de Rio (*Museu de Arte do Rio - MAR*) et le récemment inauguré Musée de Demain (*Museu do Amanhã*) aux allures de vaisseau spatial avec ses expositions de haute-technologie ne sont qu'à un pas des danseurs de samba traditionnelle et des rues bondées autour de la *Pedra do Sal* ainsi que de l'ambiance funk du *forró* et du *passinho* que l'on danse dans les favelas avoisinantes. Le contraste entre les salles à peine remplies lors des concerts de l'Orchestre symphonique de Rio et les 10 000 abonnés de Pablinho, un danseur de *passinho* de 15 ans originaire des favelas, remet en question les notions de culture « grand public » et de culture « marginale ».

Des vagues successives de développement urbain ont enseveli certains pans de l'histoire culturelle de la ville. Il existe également une culture ensevelie par le temps. Les fouilles entreprises dans la zone portuaire ont permis de révéler une place et un portique de pierre : le Quai de Valongo (*Cais do Valongo*), un ancien marché aux esclaves. Ceux qui ne survivaient pas au voyage étaient jetés dans des fosses à ordures. Leurs restes ont été découverts sous certaines maisons et présentés dans le

cadre d'une exposition informelle qui fait maintenant partie du Circuit du Patrimoine Africain au cœur de la zone portuaire.

La toute première favela de Rio, la *Morro de Providencia* (Colline de la Providence) qui date de 1897, se trouve également dans cette zone. Tout comme plusieurs autres communautés informelles, elle est une composante clé du patrimoine matériel et immatériel. En 2010, près de 45 % des habitants de la zone vivaient dans des favelas. Dix des plus petites communautés ont été déplacées et des centaines d'habitations des favelas les plus importantes ont été supprimées. Les habitants de la zone et les associations qu'ils ont créées se sentent menacés mais ne parviennent pas à obtenir la moindre information sur ce qu'il va advenir d'eux et n'ont pas été invités à prendre part aux discussions ou aux décisions.

Le Département d'urbanisme de Rio et la Compagnie de développement de la région portuaire (CDURP) sont conscients du besoin de logements à prix abordable et de l'importance des petites entreprises dans la zone, et notamment de l'industrie du design. Le programme local intitulé « Morar Carioca » tente de limiter la gentrification, de promouvoir l'utilisation sociale des biens immobiliers sous-exploités voire vides, et de faciliter la réhabilitation de bâtiments historiques en logements à prix abordable. Le Programme de logements sociaux de la zone portuaire indique le nombre et la localisation de ces logements, mais pourtant rien n'a encore été construit. C'est encore dans les favelas qu'on trouve le plus de logements abordables.

La question est la suivante : sera-t-il possible d'aller à l'encontre des forces du marché et de protéger la culture matérielle et immatérielle des favelas afin que celles-ci puissent s'épanouir à côté de lotissements modernes de grande envergure ?

Les activités culturelles organisées dans les lieux publics donnent aux villes une identité et encouragent des interactions positives entre les citoyens. Dans le monde, la diversité culturelle est souvent célébrée via des événements artistiques publics et des festivals, dans le cadre du marketing urbain ou de projets de régénération urbaine. Bien qu'elles soient extrêmement importantes pour la création d'emplois et les interactions entre différents groupes d'individus, les activités culturelles ne permettent pas d'améliorer la qualité de vie urbaine à moins d'être associées à des actions ciblées en faveur d'un changement de comportement et d'une transformation des infrastructures physiques et sociales de la ville.

“ **L'environnement urbain devrait être un environnement qui encourage les individus à s'exprimer, à s'investir, à décider de ce qu'ils veulent faire et à passer à l'acte.** ”

Allan Jacobs et Donald Appleyard, urbanistes et théoriciens

Le contrôle de la circulation dans les espaces publics ou la transformation d'une aire de stationnement en zone piétonne, qui permettent l'apparition de terrasses de cafés ou de marchés itinérants à ciel ouvert, ont servi d'indicateurs d'une qualité de vie centrée sur l'humain. Les espaces propices aux interactions sont les endroits où les individus de milieux différents peuvent se rencontrer et échanger de façon naturelle et avec plaisir, de par la nature ou l'attractivité dudit espace et des activités qui lui sont associées (KU/ Groupe de travail pour la santé et le développement communautaires de l'Université du Kansas, 2015, voir aussi le Chapitre 7).

### LE RÔLE DES AUTORITÉS PUBLIQUES : DES RÈGLES POUR UNE VISION COMMUNE

La capacité d'un gouvernement à guider et stimuler l'émergence de villes centrées sur l'humain dépend de sa volonté politique, de ses compétences techniques et de ses ressources financières, comme pour n'importe lequel des objectifs et cibles croisés du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Afin d'atténuer les conflits d'intérêts, les gouvernements doivent invariablement commencer par assurer la solidarité et l'égalité des droits pour tous ainsi que ce qui suit : (a) la promotion de la liberté de croyance, d'expression et de réunion ; (b) l'établissement d'un cadre interministériel d'analyse et de prise de décisions pour garantir la cohérence de la gouvernance et de la décentralisation ; (c) le développement de compétences techniques pour soutenir la décentralisation en vue de permettre la gouvernance de l'occupation des sols et la définition du développement urbain et territorial grâce à des réglementations concernant le droit de propriété, l'occupation des sols et les normes de construction ; (d) la gestion des ressources naturelles et culturelles ; et (e) la construction de nouvelles infrastructures – notamment pour les transports, les services, l'éducation, la recherche et la culture – même si celles-ci doivent faire appel à un financement privé.

#### ÉTUDE DE CAS 54

Bakou (Azerbaïdjan)

#### Reconnaître la contribution de la femme dans l'art du tissage de tapis azéri



Pendant des siècles, l'art du tissage de tapis azéri s'est transmis par la parole et par la pratique, et a servi d'archives pour la géographie, l'histoire et les modes de vie de bon nombre de villes et villages spécialisés dans le tissage de tapis d'Azerbaïdjan. Cet art est principalement pratiqué par les femmes qui teignent et tissent les tapis au cours de l'hiver ; en créant des motifs et en utilisant les couleurs comme mode d'expression et de narration. Les jeunes filles sont initiées à l'art du tissage par leurs mères et leurs grand-mères.

Au sein de la culture azérie, le tissage possède une grande valeur et représente une source de fierté, d'autant plus depuis la décision du gouvernement d'Azerbaïdjan de créer en 1967 le premier musée du monde dédié au tissage de tapis dans sa capitale, Bakou. Le musée national du tapis et des arts populaires et appliqués azerbaïdjanais s'est depuis transformé en centre pour l'artisanat professionnel et la formation ; comprenant un pôle de recherche académique spécialisé dans l'étude, la conservation et la promotion de l'art du tissage de tapis. La construction d'un bâtiment supplémentaire a été lancée en 2008 par un décret présidentiel soutenu par la fondation Heydar Aliyev et l'UNESCO, et l'art du tissage de tapis azéri traditionnel a été inscrit à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2010.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4

Les gouvernements doivent être en capacité d'intervenir à deux niveaux : à l'échelle de la ville, afin d'organiser la gestion d'une ville comprenant un vaste territoire urbain en partenariat avec le secteur privé et la société civile, et à l'échelle des quartiers, afin d'encourager la participation directe des habitants (Dauge et al., 1997; voir aussi les Chapitres 5 et 10).

#### L'ÉLABORATION D'UNE VISION COMMUNE

Le rôle des autorités publiques est de fournir un environnement permettant aux investisseurs et aux citoyens de se rassembler autour d'une vision commune de la ville. Afin que cette vision soit partagée, elle doit être développée conjointement et impliquer le gouvernement à tous les niveaux, les entreprises et la société civile. Donner forme à une « culture urbaine » requiert des concertations, la sensibilisation du public ainsi que des débats fidèles aux principes démocratiques.

Ce partenariat nécessiterait un renforcement du sens de la solidarité et de la citoyenneté en encourageant une connaissance du territoire et un sentiment d'appartenance à la ville. Cette démarche peut être soutenue par le patrimoine et par des activités qui mettent en valeur la diversité culturelle des habitants de la ville. Il a été prouvé que, lié aux espaces publics et au commerce, ce procédé encourage les interactions sociales positives entre les individus et développe le tissu économique de la ville, ce que tous les habitants considèrent comme étant un intérêt commun à entretenir (voir aussi le Chapitre 9).



**ÉTUDE DE CAS 55**

Naplouse (Palestine)

**Reconnecter les communautés locales à la culture par la réhabilitation**

Le centre historique de Naplouse (Palestine) est toujours florissant malgré la remise en cause grandissante de son cadre et de son identité. Depuis les années 1990, la ville doit faire face à des pressions accrues dues à l'expansion des îlots urbains avoisinants ; et appelle à l'adoption d'une politique de développement urbain axée sur la culture qui soutiendrait la sauvegarde de ses attributs culturels distinctifs.

La politique de conservation, de gestion et de promotion de la culture à Naplouse s'est concentrée sur la réhabilitation de bâtiments abandonnés et endommagés au bénéfice de la communauté locale. Le célèbre caravansérail de Khan Al-Wakala a été réhabilité en espace aux usages mixtes qui offre un environnement public pour les événements, les hébergements et les activités culturelles. Dans les maisons des familles AbdelHadi, Hashim et Al-Amad également réhabilitées, des institutions locales proposent des services éducatifs pour les jeunes et les enfants comme un jardin d'enfant ou encore des cours de musique et de langues. En outre, le site abandonné de Shikmu (Tell Balata), tout premier établissement humain de Naplouse, a été transformé en parc archéologique doté d'un centre d'interprétation pour les visiteurs via un projet global de conservation, de gestion et de recherche. Ce projet a permis à la communauté locale de redécouvrir avec le site mais aussi de renforcer l'économie locale. Les atouts culturels de Naplouse ont été un moteur important pour le développement durable de la ville et de tels projets ont permis aux communautés, individus et groupes locaux d'interagir plus efficacement et de mieux comprendre le rôle clé que la culture joue dans leurs vies.

Préparée par l'UNESCO

## **L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE AU SERVICE DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN**

Bien que de nombreux centres historiques ne représentent aujourd'hui qu'1 à 10 % des villes étendues, leur conservation est vitale pour l'identité de celles-ci ainsi que pour le sentiment de fierté et d'appartenance de leurs citoyens. De plus, les formes urbaines de nombreux sites historiques construits pour favoriser la circulation à pied fournissent des pistes pour une meilleure qualité de vie car elles accordent une importance toute particulière à la convivialité à la frontière entre lieu public et lieu privé, où les espaces publics à usages mixtes sont au service de l'interaction humaine. Ces centres historiques, vrais écrins de beauté et de convivialité au cœur du chaos des grandes villes, n'auront cependant qu'un impact limité sur la qualité de vie ; à moins que les nouvelles extensions urbaines ne puissent bénéficier des atouts du patrimoine culturel et naturel de la ville, comme proposé dans la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique.

Dans les années 1970, l'aménagement du territoire et de l'espace basé sur une utilisation résidentielle, commerciale, institutionnelle et industrielle a exacerbé les inégalités spatiales et sociales, ainsi que la pollution urbaine et la

consommation énergétique. De nombreuses villes du Nord, particulièrement en Europe de l'Ouest, adoptent désormais de nouvelles stratégies urbaines adaptées aux villes denses et compactes tout en encourageant la mixité des usages et des fonctions (voir aussi le Chapitre 5). Dans certains pays, la loi impose à chaque ville ou circonscription de posséder entre 20 et 30 % de logements sociaux ou à loyer modéré. Tandis que les quartiers récemment construits ou rénovés peuvent être conçus conformément à cette loi, la transformation de communautés urbaines ou des villes de petite taille comptant une forte proportion de logements à loyer modéré s'est révélée difficile car celles-ci font face à des problèmes sociaux tels que le chômage, la marginalisation de la jeunesse et des taux de criminalité et de violence plus élevés. La concentration de minorités ethniques dans ces zones a alimenté la discrimination raciale. Le communautarisme, qui y est encore plus présent, est positif pour la solidarité basée sur la communauté mais aussi négatif dans la mesure où il peut engendrer la stigmatisation des habitants en raison de leurs pratiques culturelles. Les lois de non-discrimination et de discrimination positive appliquées dans certains pays ont débouché sur des projets municipaux ciblés de construction d'immeubles résidentiels pour les familles de classe moyenne dans ces quartiers, avec des transports en commun améliorés et un meilleur accès aux infrastructures sociales et culturelles. Dans le Sud, qui bénéficie de fonds publics plus limités, de tels services peuvent être fournis par les ONG ou les universités et cofinancés par des organisations humanitaires internationales ou par le budget municipal.

## **RÉUNIR LES VILLAGES RURAUX ET LES PETITES, MOYENNES ET GRANDES VILLES EN UNE ENTITÉ GÉOCULTURELLE**

L'une des stratégies appliquée pour promouvoir un équilibre entre les différentes catégories de population consiste à mutualiser les infrastructures et services urbains pour une zone plus vaste composée de villages ruraux et de petites, moyennes et grandes villes ; dont les connexions aux villes de taille encore supérieure et métropoles ont été améliorées (voir aussi le Chapitre 8). Le développement d'usines, d'entreprises, de services de santé et d'éducation ainsi que de l'agriculture urbaine et périurbaine afin de partager les opportunités professionnelles et les services entre différentes communes font partie de ces actions. Cependant, les gouvernements ont de plus en plus de mal à réduire les inégalités spatiales et sociales. Leur pouvoir d'investissement est moindre, même en ce qui concerne les partenariats public-privé (PPP) ayant pour objectif de stimuler le développement. Le secteur privé est plus intéressé par la spéculation ou par la délocalisation de la production dans des pays où le coût du travail est moindre et les normes à respecter moins nombreuses. Les habitants qui dépendaient des emplois fournis par les industries locales sont partis et ceux qui restent subviennent à leurs besoins grâce aux aides gouvernementales. Afin d'éviter la fermeture des écoles et des magasins, certaines villes de petite taille ont accueilli un nombre disproportionné de réfugiés, d'immigrants et d'individus bénéficiant d'aides

sociales de l'État. Bien que la solidarité souvent constatée soit encourageante, cela risque de bouleverser la dynamique de ces villes.

## PERSPECTIVE 15

### COPRODUIRE LA CULTURE ET L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Andy C. Pratt, Centre pour la culture et les industries culturelles, City University de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

La culture ne devrait pas être considérée comme un ajout tardif ou comme un *plug-in* à l'élaboration de politiques urbaines ; la culture se cache au creux de chaque relation. Ainsi, il est important de saisir la véritable capacité de la culture à être hybride, à être à cheval sur deux thèmes opposés et à nous faire repenser l'environnement bâti. Voici donc les trois principaux défis qui se présentent. Tout d'abord, la division entre la valeur extrinsèque et les valeurs intrinsèques de la culture. Cette notion de *plug-in* se retrouve aussi bien dans les politiques culturelles traditionnelles que dans l'utilisation instrumentale de la culture pour le développement. Nous devons dépasser cette conception. Deuxièmement, la relation entre la technologie et la culture. Nous avons souvent l'impression que les cultures sont « détruites » par la technologie ou qu'elles doivent faire face au caractère « inéluctable » (ou déterminisme technologique) qui lui est inhérent. Avec la culture, tout est une question d'outils, de moyens de création ; elle évolue constamment : la technologie n'est rien sans la culture. Une fois de plus, si on les conçoit comme séparées ou opposées, nous perdons une opportunité précieuse. Troisièmement, la relation entre le passé et le futur. La culture est souvent présentée comme enfermée dans quelque chose de figé : le passé, que le présent et le futur menacent. Cependant, nous savons que la culture est un moyen de résoudre des problèmes et d'innover dans les sphères sociales et économiques. Le passé est donc un entrepôt d'idées et d'approches possibles pour faire face aux défis. L'un ne va pas sans l'autre, la culture est à la fois continuité et changement.

La création et la recréation de l'environnement bâti est une pratique incarnée, sociale et située de la culture. Lorsque la balance penche trop du côté d'une culture et d'une conception idéalisées ou du caractère unique des spécificités techniques ou matérielles, sa valeur s'en trouve amoindrie. La culture n'est pas l'objet ou la pratique, c'est l'objet et la pratique, ainsi que notre relation vis-à-vis d'elle. Cela se produit à différentes échelles, de l'artisanat aux pratiques vernaculaires. C'est une forme sociale, une méthode de résolution des problèmes intégrée qui fait autant appel à un façonnage physique qu'à un façonnage social. Dans les territoires urbains ou ruraux, ce ne sont pas seulement les édifices qui tissent un maillage et produisent du sens, mais aussi les pratiques sociales et culturelles. Les lieux interstitiels ou délaissés, les cheminements et les espaces publics sont autant d'exemples de la capacité des relations culturelles à faire émerger du sens et à modeler les formes urbaines ; toutefois, ces espaces peuvent également accentuer les failles et les fragilités au sein des sociétés, et porter préjudice aux communautés, si la culture et l'environnement bâti ne sont pas abordés de façon globale.

La relation étroite entre culture et environnement est créatrice de sens et de valeurs, transmis par les habitants et leurs pratiques. Se contenter « d'ajouter » de la culture enferme celle-ci dans une « prison esthétique ». La coproduction de l'environnement bâti et de la culture garantit que le potentiel et la créativité des individus sont mis à contribution et exploités. La culture n'est pas une option facultative, c'est une partie intégrante de nos vies.

Dans les villes du Sud, comme en Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud et les pays de l'Afrique du Nord), l'urbanisation n'a pas automatiquement été accompagnée d'une croissance de la classe moyenne engagée dans divers productions et services ; comme cela a été le cas dans de nombreux pays d'Asie au cours des 30 dernières années. Certains affirment même que la libéralisation du commerce, associée à l'émergence de l'économie de l'avantage comparatif, a engendré la désindustrialisation de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ; à l'exception des villes exerçant des activités pétrolières, minières ou d'agriculture commerciale et possédant des systèmes et des plantations de grande échelle, par exemple pour la production de café. Le développement limité de la production urbaine, auquel s'ajoute l'augmentation de la consommation urbaine, est tenu pour responsable d'une augmentation substantielle de la pauvreté, du sous-emploi et de l'insécurité urbaine (Potts, 2013).

Dans la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine, si l'urbanisation rapide a relancé la croissance économique et a causé un essor de la classe moyenne, le processus a été à l'origine du stress urbain dénoncé précédemment. Les villes du Sud tireraient grandement partie d'un rassemblement des villages et des villes en une zone d'aménagement unique. Cependant, les problèmes de connectivité liés à l'absence de transports collectifs et au manque d'investissements persistent. Lorsque différentes entités faisant partie d'un territoire défini pourront partager une thématique géoculturelle commune, la concurrence pourra faire place à la coopération ; comme on le voit déjà dans le paysage culturel du Val de Loire (France) (voir la Perspective 39).

La production de nourriture et d'autres biens de consommation dans le respect des préoccupations écologiques est à mettre en lien avec la planification territoriale mentionnée précédemment. Les circuits courts de distribution des produits alimentaires et la mise en valeur de la gastronomie locale via le mouvement « Slow Food », les aliments issus de l'agriculture biologique à la traçabilité géographique certifiée et les modes de vie sains sont aujourd'hui plébiscités par les cultures des pays du Nord et des marchés émergents possédant une certaine conscience planétaire (voir le Chapitre 10).

### DES INFRASTRUCTURES CENTRÉES SUR L'HUMAIN POUR DES VILLES RESPECTUEUSES DE LA PLANÈTE

Les villes d'aujourd'hui doivent être reprises aux véhicules individuels et aux deux-roues qui encrassent les espaces urbains. De plus en plus, les villes du Nord limitent l'accès des centres-villes aux voitures afin d'encourager l'utilisation des transports en commun dont certains sont conçus et organisés autour de magasins, de services publics et d'espaces culturels pour artistes et musiciens. Dans les villes du Sud, de nombreux terminaux routiers et ferroviaires sont aussi à usage mixte. Des commerces et services ont été mis en place de façon spontanée par des individus à la recherche de clients dans ces pôles de transports animés. Les systèmes de transport collectif, de covoiturage et de partage de vélos, qu'ils soient publics ou privés, sont essentiels pour contrer l'utilisation toujours grandissante de véhicules individuels (voir aussi le Chapitre 4). Le concept de covoiturage existe depuis des décennies dans les pays du Sud où le partage est le seul moyen d'accès à la mobilité. Le capital social de chaque communauté a joué un rôle extrêmement important dans le développement d'une telle entreprise.

L'énergie propre devrait également être encouragée dans les villes centrées sur l'humain ; pas uniquement pour des raisons environnementales mais également pour l'édification de la paix et la réduction des conflits armés liés à l'extraction et à la distribution des ressources énergétiques rares ; qui entraîne une augmentation du budget de la défense et conduit à des pertes humaines inacceptables ainsi qu'à la destruction d'industries vitales.



Thimphou (Bhoutan)  
© LifeInCaption/Shutterstock.com\*

## RESPONSABILITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE ET PROMOTION DU VOLONTARISME POUR LA COHÉSION SOCIALE

Les villes centrées sur l'humain nécessitent un accès aux soins des personnes âgées. Le vieillissement démographique devrait atteindre 21% de la population mondiale d'ici 2050, dont environ 392 millions de personnes âgées de 80 ans et plus (Nations Unies, 2013). Pour faciliter les services de prise en charge participative des citoyens vulnérables, des initiatives sont mises en place par les municipalités et les associations telles que la flexibilité du travail et le volontarisme. Les élèves et les étudiants se mobilisent également dans de plus en plus de villes.

En Afrique, les transferts directs de fonds du gouvernement et des agences d'aide aux pauvres se sont révélés plus efficaces que les centres pour personnes âgées et les garderies, coûteux. Les riches valeurs sociales de nombreuses communautés africaines et la culture du respect des personnes âgées se maintiennent, et ce grâce aux centres de soins intergénérationnels informels, en ravivant le rôle de conteurs des anciens et en transmettant la tradition orale à la jeune génération. (UNICEF / Odl, 2009).

## DES PARTENAIRES SPÉCIALISÉS ESSENTIELS À UNE DÉCENTRALISATION RÉUSSIE

Les villes centrées sur l'humain ont besoin de l'association de diverses entités dans tous les secteurs mentionnés précédemment mais ont plus particulièrement besoin de mettre en place une culture urbaine capable de coexister avec des valeurs culturelles qui évoluent au fil du temps, de l'espace et des fractures sociales. Étant donné que la tendance est à la décentralisation de la gouvernance partout dans le monde, des compétences doivent également être déployées pour accompagner ce processus, ce qui fera des partenaires spécialisés des parties prenantes essentielles dans la création de villes centrées sur l'humain.

## CONCLUSION

Bien que les exemples de contribution de la culture au développement susmentionnés ne représentent qu'une infime partie des solutions disponibles pour répondre à une myriade de besoins, ils n'en restent pas moins encourageants. Si le futur de l'humanité est indéniablement

### ÉTUDE DE CAS 56

Strasbourg (France)

#### Voitures ou humains ?

La ville de Strasbourg a été l'une des premières à interdire l'utilisation des véhicules individuels dans son centre-ville et à remettre en place un tramway qui va d'un bout à l'autre de la ville. En parallèle, la ville a réduit le nombre de places de stationnement disponibles et a augmenté le prix de celles qui restaient, en instaurant des zones gratuites aux abords des terminus du tramway afin d'encourager l'utilisation des transports en commun. Aujourd'hui, 20 ans après l'inauguration de la première ligne de tramway, les 6 lignes qui desservent 69 stations sur un trajet de 56 km (le plus long de France) sont synchronisées avec le réseau des bus de la ville ; qui comprend 30 lignes urbaines et 11 lignes suburbaines transportant des passagers sur plus de 11 millions de kilomètres chaque année. Au cours de ces dix dernières années, Strasbourg a créé la plus grande piste cyclable de France et a aménagé de nombreuses places publiques et espaces de loisirs. La mise en place d'un marché fermier hebdomadaire sur l'une des places publiques du centre-ville et d'une salle d'exposition destinée aux produits agricoles locaux dans l'Ancienne douane, monument historique, faisait partie des initiatives de la municipalité pour soutenir le mouvement des circuits courts de distribution de produits alimentaires et donner de la visibilité aux agriculteurs et aux industries alimentaires de la zone. En outre, la politique « zéro pesticide » adoptée par la municipalité modifie la végétation des espaces verts urbains car elle considère désormais les mauvaises herbes, auparavant éliminées, comme une caractéristique du paysage.

L'expansion de la ville vers le Rhin, avec pour objectif de relier Strasbourg à la ville allemande de Kehl, est la preuve de l'élaboration de nouveaux projets résidentiels urbains respectueux de l'environnement dont un tiers est destiné aux familles à faible revenu. Ces quartiers, appelés « écoquartiers », sont construits autour du patrimoine naturel des cours d'eau et des espaces verts urbains historiques. Afin d'améliorer la qualité de vie de ses habitants, Strasbourg a mis sur une stratégie centrée sur l'humain complétée par de nombreux établissements d'enseignement supérieur ainsi que par une large gamme d'activités culturelles représentant 30 % du budget municipal alloué à la culture.

Source : Minja Yang, *Humaniser les villes grâce à la culture*



lié aux villes, les objectifs d'humanisation du développement durable grâce au capital social des individus, la compréhension des relations basées sur la culture avec la planète, la promotion de la prospérité éthique sous toutes ses formes, la promotion d'une culture de la paix via l'unité dans la diversité et le renforcement de partenariats sincères pour un développement humain inclusif ne représentent plus une utopie mais un besoin immédiat.

# DES VILLES INCLUSIVES



San Francisco (États-Unis d'Amérique)  
© sp.VVK/Shutterstock.com\*

EN BREF

Les politiques et programmes peuvent contribuer à favoriser l'inclusion et la mixité culturelles dans les zones urbaines.

La gouvernance urbaine exige des processus de décision participatifs permettant de faciliter l'appropriation dans un esprit de partenariat entre des groupes culturellement divers, les autorités locales, la société civile et le secteur privé.

Les principes d'équité culturelle et de reconnaissance de la culture doivent être inscrits dans tous les programmes et politiques de la ville pour garantir la prise en considération des droits culturels de tous les groupes.

La diversité culturelle est un atout et non un facteur de division, et promouvoir la compréhension entre les cultures est essentiel pour garantir la cohésion sociale des villes. L'identité culturelle de tous, y compris des populations migrantes, doit être prise en considération pour assurer un accès équitable aux ressources et initiatives culturelles et des retombées partagées.

Les compétences interculturelles doivent être cultivées grâce à l'éducation (pour les élèves, parents et enseignants) et aux formations sur la connaissance des autres cultures destinées aux autorités et aux acteurs locaux.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Yudhishthir Raj Isar, Université américaine de Paris (France), Institut pour la culture et la société de l'Université de l'Ouest de Sydney (Australie). Vers une diversité urbaine créative : du « multiculturel » à « l'interculturel »

### Perspectives :

Steven Vertovec, Directeur de l'Institut Max Planck pour l'étude de la diversité religieuse et ethnique de Göttingen (Allemagne). *L'essor des villes très diversifiées*  
Gabriella Battaini-Dragni, Secrétaire générale adjointe, Conseil de l'Europe. *La culture comme outil de promotion de villes marquées par l'inclusion et la cohésion sociale*  
Alexandra Arce Plúas, Maire de Durán (Équateur). *Mettre la diversité culturelle à profit pour un développement urbain durable*  
Ien Ang, Institut pour la Culture et Société, Université de l'Ouest de Sydney (Australie). *Le Chinatown de Sydney au XXI<sup>e</sup> siècle*

### Études de cas :

Durban (Afrique du Sud). *Lutter contre la discrimination et autonomiser les groupes marginalisés*  
Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). *Équilibrer la capacité d'accueil des touristes et la réhabilitation des logements dans les centres-villes historiques*  
Vancouver (Canada). *Un paysage urbain contemporain avec la diversité culturelle comme caractéristique déterminante*  
Montevideo (Uruguay). *Le candombe : l'inclusion culturelle au rythme des tambours*  
Malmö (Suède). *Des solutions locales pour la promotion de la tolérance dans les communautés d'accueil*

# VERS UNE DIVERSITÉ URBAINE CRÉATIVE : DU « MULTICULTUREL » À « L'INTERCULTUREL »

**YUDHISHHIR RAJ ISAR**

Université américaine de Paris (France), Institut pour la culture et la société de l'Université de l'Ouest de Sydney (Australie)

LES VILLES ONT TOUJOURS ÉTÉ DES BERCEAUX DE DIVERSITÉ, DE CRÉATIVITÉ ET D'INNOVATION AU SEIN DESQUELS LES INDIVIDUS DE DIFFÉRENTES ETHNIES POUVAIENT VIVRE ET INTERAGIR LES UNS AVEC LES AUTRES (HALL, 1998). LES FLUX MIGRATOIRES CONTEMPORAINS INTENSIFIENT D'AUTANT PLUS CETTE HÉTÉROGÉNÉITÉ OU L'INDUISENT LÀ OÙ ELLE ÉTAIT AUPARAVANT PEU PRÉSENTE. ILS LA RENDENT ÉGALEMENT BEAUCOUP PLUS COMPLEXE. LA NOTION DE « SUPER-DIVERSITÉ » REND COMPTE DE CETTE COMPLEXITÉ ET PRÉSENTE LES RELATIONS MUTUELLES DE CAUSE À EFFET ENTRE L'IDENTITÉ ETHNIQUE ET D'AUTRES VARIABLES (VOIR LA PERSPECTIVE 16). BIEN QUE LES IDENTITÉS CULTURELLES DOIVENT ÊTRE VUES EN TENANT COMPTE DE CES AUTRES MARQUEURS, LORSQUE NOUS APPLIQUONS LE FILTRE DE LA CULTURE, L'APPARTENANCE ETHNIQUE RESTE LA FORME PRINCIPALE DE DIVERSITÉ PAR LAQUELLE NOUS SOMMES CONCERNÉS.

Une telle diversité n'est en aucun cas une nouveauté à notre époque mais trois de ses caractéristiques contemporaines le sont. Tout d'abord, elle est bien plus étendue et bien plus profonde qu'auparavant. Ensuite, elle est bien plus affirmée, voire provocatrice, en ce que les minorités exigent l'égalité des droits, la possibilité de prendre part et de donner forme à la collectivité et d'être reconnues et représentées dans la composition et les messages des institutions de la ville et de ses représentations d'elle-même (Parekh, 1997). Enfin, les avancées et reculs de la mondialisation, qui génèrent les schémas migratoires, induisent des flux d'idées, de symboles et de significations transnationales et/ou transcontinentales durables qui lient les populations urbaines culturellement diversifiées et leur lieu de résidence actuel à leur région d'origine.

Nous vivons également à l'ère de « l'hétérophilie » qui accorde de l'importance à l'altérité en elle-même. (Taguieff, 1987). Ainsi, nous percevons la diversité culturelle comme une manifestation précieuse de l'esprit humain qui enrichit et revitalise la vie collective, qui est agréable d'un point de vue esthétique, qui rassemble les connaissances et les expériences sur les méthodes correctes et utiles, qui élargit le champ de la compassion morale et de l'imagination et qui encourage la remise en question critique de soi (Parekh, 1997 ; UNESCO, 1998, 2001). Les principes d'équité, les droits de l'homme et l'autodétermination supposent que nous respections la diversité culturelle. D'un point de vue plus pragmatique, nous pouvons considérer la diversité des patrimoines et des modes d'expression comme une ressource qui nous permet d'améliorer la créativité des villes et de renforcer leur image. Nous avons cependant des raisons de craindre les utilisations toxiques des différences culturelles ; qui génèrent tensions et conflits et représentent une perte d'énergie et de ressources tragique (Commission mondiale de la culture et du développement, 1996). Aujourd'hui, par exemple, des flux migratoires sans précédent vers les villes européennes ont attisé un degré important

« Les villes sont des odeurs : Acre est l'odeur de l'iode et des épices. Haïfa est l'odeur des pins et des draps froissés. Moscou est l'odeur de la vodka glacée. Le Caire est l'odeur de la mangue et du gingembre. Beyrouth est l'odeur du soleil, de la mer, de la fumée et des citrons. Paris est l'odeur du pain frais, du fromage et des dérivés de l'enchantement. Damas est l'odeur du jasmin et des fruits secs. Tunis est l'odeur du musc dans la nuit et du sel. Rabat est l'odeur du henné, de l'encens et du miel. Une ville que l'on ne peut reconnaître par son odeur n'est pas digne de confiance. Les exils ont la même odeur : l'odeur du désir d'autre chose ; une odeur qui rappelle une autre odeur. Une odeur haletante, nostalgique qui vous guide, telle la carte usée d'un touriste, vers l'odeur de l'endroit originel. Une odeur est un souvenir et un coucher de soleil. Ici, le coucher de soleil est une merveille qui réprimande l'étranger.

Mahmoud Darwish, poète et auteur

## PERSPECTIVE 16

### L'ESSOR DES VILLES TRÈS DIVERSIFIÉES

Steven Vertovec, Directeur de l'Institut Max Planck pour l'étude de la diversité religieuse et ethnique de Göttingen (Allemagne)

L'accroissement de l'exode rural et des migrations internationales vers les villes se manifeste par la concentration spatiale d'individus aux origines de plus en plus variées. Partout à travers le monde, des individus aux caractéristiques culturelles, religieuses et linguistiques toujours plus hétérogènes entrent en contact les uns avec les autres de façon régulière. La diversification de la population et l'expansion urbaine dues aux migrations sont deux processus indissociables qui définissent l'époque à laquelle nous vivons. Les transformations complexes des populations urbaines du monde entier peuvent s'expliquer par des causes, des catégories et des voies de migration multiples, combinées avec la culture et les origines géographiques changeantes des migrants. Les modifications de schémas de migration vers les villes ont engendré de nouvelles configurations en termes de nationalité, d'ethnicité, de langue, de religion, d'âge, de genre, de statut juridique, de classe sociale et de capital humain. Ensemble, ces procédés de diversification ont conduit à la croissance de la « super-diversité » (Vertovec, 2007).

L'une des caractéristiques principales de cette super-diversité est que les nouveaux migrants ont tendance à résider dans des espaces urbains encore occupés par des migrants des vagues et des générations précédentes. Les nouveaux migrants présentent souvent des traits distinctifs sociaux et culturels qui viennent alors se superposer aux multiples exemples de diversité antérieurs. Les membres issus des « nouvelles » et des « anciennes » diversités composées de migrants et de minorités sont souvent obligés de lutter contre des modes de discrimination issus d'une majorité culturelle ou « grand public » présumée. Les différents niveaux et types d'infrastructures jouent également un rôle important dans la canalisation des conséquences de la super-diversité puisque

« les diversités urbaines auront des incidences différentes dans les villes où l'état de droit est absent et où il n'y a pas suffisamment d'emplois structurés, de logements décentes ou de protection sociale, ce qui affecte à la fois les migrants et les habitants locaux » (OIM, 2015). Ces développements se manifestent dans des champs socio-économiques et dans des concentrations géographiques différentielles au sein de groupes spécifiques, de politiques sociales et de modes d'interaction quotidienne.

Dans de nombreuses villes à travers le monde, de nouveaux processus de diversification, associés à l'essor de la super-diversité, ont parfois forgé des formes nouvelles de préjugés, de ségrégation, de discorde et de conflit. De la même façon, ces processus ont favorisé l'émergence de nouvelles pratiques en matière de coopération, de civilité et de convivialité (Vertovec, 2015). Dans de nombreux endroits caractérisés par la nouvelle dynamique de la super-diversité urbaine, on voit émerger des pratiques culturelles cosmopolites, des identités sociales complexes, des espaces sociaux partagés, une activité entrepreneuriale innovante et des mouvements sociaux inclusifs.

Nous avons encore beaucoup à apprendre quant à la manière, au lieu, au moment et à la raison de l'apparition et de la transformation des schémas sociaux positifs ou négatifs et des nouvelles pratiques culturelles dans des contextes urbains extrêmement diversifiés. Les scientifiques, les urbanistes, les politiciens et les organisations de la société civile devraient chercher à mieux comprendre de quelle façon les procédés de migration actuels et la diversification de la population sont liés aux inégalités changeantes et à des perturbations éventuelles, mais également étudier des moyens inventifs et ingénieux d'apprendre aux individus à vivre ensemble.

d'intolérance, ravivant ainsi le fantôme de la xénophobie, ou « hétérophobie », la haine de l'autre, dont le continent pensait avoir réussi à se débarrasser.

**ÉTUDE DE CAS 57**

**Durban (Afrique du Sud)  
Lutter contre la  
discrimination et  
autonomiser les groupes  
marginalisés**



Le Comité de subvention contre le racisme et le sexisme est dirigé par des membres du Conseil municipal de la municipalité d'eThekweni, dont fait partie Durban (Afrique du Sud). Le programme de subvention fournit des équipements aux communautés afin de leur permettre de mettre en place des initiatives de développement personnel et soutient les organismes à but non lucratif en mettant à leur disposition les fournitures inaccessibles ou trop onéreuses. Huit types d'organisations peuvent prétendre à des subventions : les organisations culturelles, sportives, d'autonomisation économique, d'éducation, de développement de la petite enfance, d'éducation fondamentale des adultes et de défense des droits sociaux. Les cibles de ce programme sont les jeunes, les personnes âgées et les personnes faisant face à des problèmes personnels particuliers.

Le Comité tente d'aider les groupes marginalisés à atteindre l'auto-suffisance en encourageant l'engagement et la collaboration communautaire par l'allocation de subventions et la mise à disposition d'équipements. L'établissement de contacts et de relations avec les communautés est la pierre angulaire du travail du Comité. Celui-ci dirige des programmes de réduction de la pauvreté dans plus de 40 permanences, dont des soupes populaires et des ateliers de renforcement des compétences. Des rassemblements sociaux sont organisés pour les citoyens âgés, des garderies ont été construites, les problèmes liés aux genres ont été abordés et des bureaux de la jeunesse ont été mis en place. Le Comité participe à la Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR, l'un des réseaux de l'UNESCO.

Source : Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR

Pour toutes ces raisons, la gouvernance de la diversité culturelle urbaine est devenue l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les villes à notre époque, mais aussi l'une des plus grandes chances. Les politiques urbaines inspirées par un esprit de pluralisme inclusif peuvent faire en sorte que les possibilités l'emportent sur les menaces et produisent un véritable « dividende de la diversité » (Wood et Landry, 2007). La quête de ce dividende est une responsabilité à la fois éthique et pratique, pour les citoyens comme pour les autorités. C'est aussi un ingrédient clé de l'idéal de « développement culturellement durable » (Throsby, 2015). Il s'agit non seulement d'un enjeu d'équité intergénérationnelle, pour que la diversité culturelle puisse être transmise aux générations futures, mais aussi d'un enjeu d'équité intragénérationnelle, qui permet de façon équitable d'accéder à la production culturelle, d'y participer et d'en bénéficier, d'un enjeu de pérennité de la diversité culturelle en elle-même et, enfin, d'un enjeu de dynamique de diversité continue. Tout comme le développement écologiquement durable exige la protection de la biodiversité,

le développement culturellement durable exige le maintien, le renouvellement et la transmission des différents patrimoines culturels et modes d'expression. Le recours à ceux-ci représente une source potentielle de capital économique, social et politique pour les villes et leurs habitants afin de « développer la force et la vitalité des populations urbaines » (ONU-Habitat, cité dans UNESCO/PNUD, 2013). Comme souligné par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est essentiel de « [s'employer, de concert avec les autorités et les collectivités locales,] à réaménager et planifier nos villes et nos établissements humains de manière à promouvoir la cohésion sociale et la sécurité physique, ainsi qu'à stimuler l'innovation et l'emploi. » (Assemblée générale des Nations Unies, 2015).

**LA DIVERSITÉ CULTURELLE URBAINE :  
UN PAYSAGE VARIÉ**

Bien que la tendance vers une plus grande diversité ethnique soit plus marquée dans les « villes mondiales » du Nord vers lesquelles les migrants affluent, les villes de tous horizons et de toutes tailles se diversifient de plus en plus (OIM, 2015). Pour un grand nombre de ces villes, l'immigration est un facteur modificateur de la croissance et de la pyramide des âges plus important que les taux de fertilité et de mortalité. La géographie des flux migratoires se transforme au rythme des évolutions de l'économie mondiale. Près d'un cinquième des individus nés à l'étranger résident dans des villes ouvertes sur le monde. Dans beaucoup de ces villes, comme Sydney (Australie), Londres (Royaume-Uni)

**ÉTUDE DE CAS 58**

**Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne)  
Équilibrer la capacité  
d'accueil des touristes et  
la réhabilitation des  
logements dans les  
centres-villes historiques**



Reconnue mondialement comme l'un des grands lieux de pèlerinage en Europe, Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) tout comme d'autres sites du patrimoine mondial, est devenue une figure incontournable du tourisme de masse. La multitude de visiteurs annuels qui se rendent dans le centre historique de la ville, et plus particulièrement dans la zone de la cathédrale de Saint-Jacques-de-Compostelle, érode son caractère résidentiel et menace l'authenticité de la ville. La gentrification urbaine, l'abandon du centre-ville par ses habitants au profit des banlieues et l'augmentation de l'exclusion sociale que cela a engendré ont mis en lumière la nécessité de réhabiliter des logements et d'améliorer les espaces ouverts. Afin de relever ces défis, la ville a développé des politiques de conservation, de réhabilitation et de développement urbain axées sur le centre-ville dans le cadre global du Plan spécial pour la protection et la restauration de la ville historique de Saint-Jacques-de-Compostelle. Les objectifs étant de rendre à la ville sa fonction résidentielle, d'améliorer les conditions de vie de la population, de préserver les activités commerciales et de stimuler la régénération environnementale des espaces ouverts.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3



Cathédrale Saint-Georges des Maronites et Mosquée Al-Omari, Beyrouth (Liban)  
© BigRolImages/Shutterstock.com\*

ÉTUDE DE CAS 59

Vancouver (Canada)  
**Un paysage urbain contemporain avec la diversité culturelle comme caractéristique déterminante**



Vancouver (Canada) est connue pour être le chef de file en matière de pratiques d'organisation intégrées pour la durabilité environnementale, associées à une planification et à une conception contemporaines et innovantes. Sa population culturellement diversifiée est une composante clé de sa gouvernance et de ses stratégies basées sur la culture. Aucun des principaux groupes ethniques de la ville (qui compte des chinois, des anglais, des français, des philippins, des allemands, des indiens, des irlandais et des écossais) ne représente plus de 25 % de la population. La majorité de la population n'ayant pas l'anglais pour langue maternelle, la ville aborde les questions d'aménagement en diffusant les documents clés en différentes langues telles que le chinois, l'hindi, le pendjabi, le vietnamien, l'espagnol ou le français, et en mettant en place des numéros d'appel multilingues.

L'importance de l'inclusion des individus au sein d'une population culturellement diversifiée se retrouve dans plusieurs des stratégies de la ville. Des activités mettant en jeu les communautés diverses et le multiculturalisme de Vancouver font partie du programme « Construire des communautés vivables, durables et inclusives » et fournissent un soutien aux nouveaux arrivants dans leur adaptation aux communautés locales et dans leur recherche d'un emploi en lien avec leurs compétences. Des initiatives spécifiques soutiennent la cause LGBTQ, et combattent le racisme, la discrimination et le harcèlement. Le programme soutient également un projet intitulé « Dialogues », ayant pour but d'améliorer la compréhension et de renforcer les relations entre les communautés autochtones et les communautés d'immigrants/d'individus allochtones.

Le recoupement des juridictions et des gouvernements provinciaux et fédéraux a engendré des complications dans la mise en œuvre d'initiatives multiculturelles au niveau municipal ; et les organismes à but non lucratif ont été particulièrement utiles pour mener de nouvelles avancées et travailler dans plusieurs secteurs et disciplines. L'organisme Mole Hill Community Housing Society, par exemple, a mené des initiatives de préservation et de mise à disposition de logements à prix abordable dans l'un des plus anciens quartiers résidentiels de Vancouver. Les principaux objectifs de ces activités sont : le renforcement de la diversité culturelle, la durabilité environnementale et la viabilité économique par l'amélioration d'anciens logements ; en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement au profit des locataires d'origine, des résidents à faible revenu et des personnes âgées.

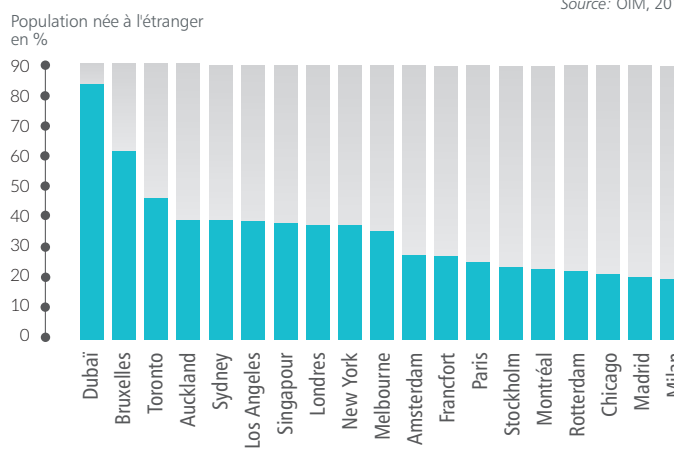
Le succès de Vancouver en tant que ville attractive pour les migrants internes et externes a eu pour résultat l'augmentation brutale des prix de l'immobilier et une pénurie de logements abordables dans le centre-ville. Ces derniers points restent, aujourd'hui encore, les principaux défis que la ville doit relever.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

et New York (États-Unis), les migrants représentent plus d'un tiers des habitants. Dans des villes comme Bruxelles (Belgique) et Dubaï (Émirats arabes unis), ils forment plus de la moitié de la population. On s'attend à ce que les petites villes à croissance rapide d'Asie et d'Afrique absorbent la quasi-totalité de la croissance urbaine mondiale future. En 1960, Johannesburg (Afrique du Sud) était la seule ville d'Afrique subsaharienne dont la population dépassait le million ; en 1970, Le Cap (Afrique du Sud), Kinshasa (République démocratique du Congo) et Lagos (Nigéria) avait atteint ce palier et en 2010, Johannesburg comptait 33 millions d'âmes (OIM, 2015). Que les flux migratoires prédominants soient internes ou internationaux, les enjeux et opportunités qu'ils présentent restent extrêmement similaires (UNU-GCM, 2014).

Figure 1. POPULATION NÉE À L'ÉTRANGER DANS LES GRANDES VILLES

Source: OIM, 2015



Des principes et des méthodes variés ont été déployés afin de faire face à ces nouvelles configurations urbaines. Puisque nous n'avons pas ici l'espace nécessaire pour les analyser en détail, cette section en présentera plutôt une vue d'ensemble générale, accompagnée d'une sélection de bonnes pratiques. Trois « modèles » politiques principaux sont apparus en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord et se sont progressivement adaptés aux différents contextes historiques et aux réalités sociales et politiques modernes dans le reste du monde. Tout d'abord, le modèle de « l'intégration culturelle civique » en France, similaire dans une certaine mesure au *melting-pot* américain, qui demande aux minorités existantes et arrivantes de s'intégrer à la culture de la majorité afin d'obtenir la nationalité du pays et des droits civiques. Deuxièmement, l'approche allemande

des années 1960 qui consistait à faire appel à des travailleurs étrangers sans les héberger pour une durée prolongée ni leur accorder la nationalité allemande. Largement discréditée dans les années 1980, cette approche fait son retour sous les traits de programmes « d'immigration sélective ». De nombreuses villes allemandes ont cependant mis en place des politiques ouvertes à la diversité culturelle.

PERSPECTIVE 17

LA CULTURE COMME OUTIL DE PROMOTION DE VILLES MARQUÉES PAR L'INCLUSION ET LA COHÉSION SOCIALE

Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe, Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a relevé un défi : développer un nouveau paradigme politique de gestion de la diversité au XXI<sup>e</sup> siècle. Le Livre blanc sur le dialogue interculturel définit ce que nous pensons être la direction politique appropriée pour cette tâche et déclare que « vivre ensemble dans une société diversifiée n'est possible que si nous pouvons vivre ensemble dans l'égalité et la dignité » (Conseil de l'Europe, 2008). L'égalité et la dignité sont deux composantes clés du nouveau paradigme politique pour la diversité, qui va au-delà des approches assimilationnistes et multiculturalistes.

Partant de ce concept, le Conseil de l'Europe a développé le paradigme politique d'intégration interculturelle. Nous y sommes parvenus en collaborant avec des villes choisies pour leur capacité à mener ce changement. Aujourd'hui, plus de 90 villes d'Europe et d'ailleurs adoptent cette approche pour une diversité durable ; elles apprennent et innovent ensemble dans le cadre du Programme des Cités interculturelles. Ces villes portent une voix importante pour la reconnaissance de la diversité comme atout pour le développement des sociétés et comme source d'expérience et de savoir-faire riche qui peut éclairer l'élaboration des politiques à d'autres niveaux de la gouvernance.

L'approche de l'intégration interculturelle se compose de plusieurs éléments clés :

- Une vision de la communauté locale en tant qu'entité ouverte et inclusive qui cultive une identité pluraliste et ne se base pas uniquement sur un patrimoine culturel commun comme la langue ou la religion, mais également sur des valeurs communes. Le discours local doit diffuser et alimenter cette vision et dépasser les notions du « nous » et du « eux », de la minorité et de la majorité, des identités personnelles fixes et des politiques identitaires ;
- Une pédagogie urbaine qui permet de comprendre les valeurs communes partagées par tous les membres d'une communauté locale, y compris par les nouveaux arrivants et ce peu importe leur origine ou leur milieu. Cela implique de débattre ouvertement des différences et des divisions, mais aussi de mettre au point des solutions par le biais d'une participation publique dynamique et d'investir dans l'émergence d'une communauté et d'une infrastructure d'autonomisation ;

- Une citoyenneté basée sur la résidence et un accès aux droits. Cela suppose, entre autres, de former le personnel municipal et d'autres acteurs clés aux compétences culturelles nécessaires pour éliminer les obstacles que sont la limitation de l'accès aux droits et la discrimination structurelle ; mais aussi pour proposer de véritables opportunités et ressources à tous les citoyens afin que ceux-ci puissent exploiter leur potentiel ;
- Le savoir-faire pour transformer la diversité en atout. Bien que la diversité possède un potentiel formidable pour la créativité et la croissance, celui-ci ne peut se manifester que si la diversité est accueillie de façon positive et qu'elle a la liberté de s'exprimer et de contribuer au changement. La reconnaissance de la capacité des individus d'un milieu socio-culturel « minoritaire » à contribuer de façon substantielle à l'élaboration de politiques et au processus de décision dans les secteurs privé et public est une aptitude qui doit être développée ;
- La réduction de la ségrégation et l'augmentation de la mixité et des interactions dans les espaces publics, les quartiers résidentiels, les écoles et les institutions culturelles.

Les arts et la culture contribuent de façon importante à ces objectifs car ils aident à dépasser l'expression politique limitée (et souvent conflictuelle) ; facilitent l'émergence de modes de communication plus riches et plus productifs ; et forment des connexions, des relations et la confiance entre des individus et des communautés auparavant isolés voire hostiles. C'est la raison pour laquelle les Cités Interculturelles sont encouragées à impliquer des artistes et à ajouter une dimension culturelle aux actions et aux initiatives dans tous les domaines politiques. Et on peut déjà en observer les résultats : que ce soit en combattant les stéréotypes sur les migrants et les réfugiés, en améliorant la participation aux réunions et événements communautaires, en donnant une voix aux citoyens dans le cadre de projets d'urbanisme par le biais de différentes formes d'expression artistique, ou en élaborant de nouvelles idées pour le développement économique local ; les arts et la culture nous aident à aller plus loin, à briser les barrières et à construire des communautés cohésives et dynamiques.

Le troisième modèle est celui du « multiculturalisme », notamment adopté au Canada et en Australie, ainsi qu'aux États-Unis d'Amérique, qui paraît cependant tout juste prôner la diversité sans pour autant promouvoir une certaine loyauté envers la communauté élargie ou des interactions dynamiques entre les différentes communautés. Comme l'explique une critique récente, « les politiques multiculturelles [...] cherchent à institutionnaliser la diversité en rangeant les individus dans des cases ethniques et culturelles, comme c'est le cas pour la communauté musulmane, et en définissant leurs besoins et leurs droits selon celles-ci. En d'autres

ÉTUDE DE CAS 60

Montevideo (Uruguay)

Le *candombe* : l'inclusion culturelle au rythme des tambours.



En novembre 2006, la Chambre des députés d'Uruguay a débattu d'un projet de loi qui ferait du 3 décembre le « Jour national du *candombe*, de la culture afro-uruguayenne et de l'équité raciale ». Comme l'explique le préambule qui justifie ce projet de loi : « Il y a quelques années, le battement des tambours en public était soit réprimé, soit considéré avec dédain [...] Cela a mené à la folklorisation du *candombe*, en faisant ainsi une autre facette de la discrimination par une grande partie de la société, et même à son rejet par certains individus d'ascendance africaine focalisés sur le progrès social et qui ont choisi de se mettre en retrait par rapport à leur propre culture ». Les comportements évoluent cependant, et le préambule se poursuit ainsi : « Récemment, le *candombe* est devenu une expression de notre culture, le battement des tambours se fait souvent entendre dans les quartiers et les villes où le son du *candombe* fait partie intégrante du paysage urbain ».

Depuis leur arrivée sur le territoire aujourd'hui connu sous le nom d'Uruguay, les « nations africaines » jouaient du tambour et organisaient des danses rituelles les dimanches et jours fériés ; jusqu'à ce que ces célébrations soient bannies à l'intérieur comme à l'extérieur de l'enceinte de la ville de Montevideo au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle. Au fil du temps, elles furent cependant à nouveau autorisées en dehors de la ville. Au milieu de ce siècle, le *candombe* a vécu une renaissance, gagnant en popularité auprès de tous les habitants de Montevideo, qu'ils soient d'ascendance africaine ou européenne. Le *candombe* a prospéré, particulièrement dans le contexte du Festival du Carême au cours duquel les groupes de *candombe*, ou *comparsas*, regroupaient danseurs, chanteurs, percussionnistes et autres musiciens, souvent habillés de costumes élaborés, qui paradaient dans les rues de Montevideo.

En tant que tradition d'origine africaine incontestée, le *candombe* a peu à peu étendu son influence et le nombre de ses participants jusqu'à toucher tous les uruguayens, noirs comme blancs. Il a été rejeté plusieurs fois par certains, y compris pas la communauté afro-uruguayenne, au profit de modèles de modernité internationaux et a résisté à la répression sous la dictature militaire (entre 1973 et 1985). La loi et l'inscription de cette pratique sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en 2009 ont redonné au *candombe* le statut de symbole ultime de la contribution des individus d'ascendance africaine à la culture uruguayenne mais également de son inclusivité et sa créativité.

Préparée par Frank Proschan



termes, de telles politiques ont créé les disparités qu'elles étaient censées combattre » (Malik, 2015).

#### ÉTUDE DE CAS 61

Malmö (Suède)

### Des solutions locales pour la promotion de la tolérance dans les communautés d'accueil

Le Centre culturel rom a ouvert à Malmö (Suède) en 2009 afin de sensibiliser le public sur la situation de la communauté rom et d'augmenter le degré de participation de celle-ci à la société. Le Centre a été fondé pour promouvoir la connaissance et une meilleure compréhension de la culture rom par sa communauté d'accueil ; dans le but d'alimenter la tolérance et le dialogue et de combattre les préjugés et la peur.

Il abrite un musée qui décrit les différents groupes de Roms de Suède au cours des cinq derniers siècles et présente plusieurs collections d'artisanat, de vêtements, d'objets et de bijoux offerts par des familles et des individus d'origine rom. Il met également à disposition de la musique, des films, des livres et de la gastronomie roms, et organise des conférences, des expositions artistiques et autres événements. Le musée est le seul de ce genre en Suède et il contribue aux activités de Malmö en tant que ville de la Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR.

Source : Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR



Ainsi, la préférence politique s'est déplacée vers une vision et une pratique de « l'interculturalisme » qui nécessite de nouvelles façons de penser et d'agir afin de permettre aux diverses communautés de vivre en harmonie plutôt qu'en parallèle (Isar, 2002). Bon nombre de responsables municipaux et d'acteurs de la société civile ont adopté l'interculturalisme comme position politique. Le Programme des Cités interculturelles du Conseil de l'Europe (voir la Perspective 17) mené dans 12 villes européennes, a planifié de nombreuses méthodes afin d'atteindre cet objectif (Conseil de l'Europe, 2009). La ville de Barcelone (Espagne) a pris le rôle de chef de file. Dévoilé en 2010, le « Plan interculturel de Barcelone » fait office de plan d'action pour faire face aux enjeux de la « coexistence dans la diversité » dans la ville. Ce Plan fait de l'interculturalisme, qui se concentre sur les relations et les interactions entre différents groupes culturels, une pièce maîtresse et intégrée de la pratique urbaine de tous les départements et services. Peu à peu, l'interculturalisme prend sa place au sein du patchwork d'approches observé en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, ces dernières années ont vu l'émergence d'une tendance à privilégier les formes de migration ayant un intérêt financier, à imposer des tests ayant pour but d'évaluer le niveau de langue et d'autres facteurs d'adaptation des migrants et à mettre la pression sur les minorités qui sont considérées comme se mettant à l'écart elles-mêmes, tout en ignorant toute une « sous-catégorie » de migrants peu éduqués qui réalisent toutes sortes de tâches ingrates et sous-payées mais cependant utiles à la société (Wood, 2012).

#### PERSPECTIVE 18

### METTRE LA DIVERSITÉ CULTURELLE À PROFIT POUR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Alexandra Arce Plúas, Maire de Durán (Équateur)

Durán (Équateur) est une ville qui est née et qui s'est développée à la suite de processus de migration au cours du siècle dernier. Les milliers de Jamaïcains qui ont construit les voies ferrées, les individus originaires des provinces côtières et les centaines d'autochtones venus des montagnes équatoriales qui se sont installés sur la côte ont généré une mixité culturelle unique à Durán.

Depuis que nous sommes à la tête de l'administration municipale, nous avons lancé des campagnes d'éducation et d'information afin de renforcer le slogan « Orgullo por lo tuyo » (Être fiers de ce qui nous appartient) et de raviver la confiance, la reconnaissance, la réputation, l'histoire et l'amour du pays chez nos habitants. En conséquence, les différentes cultures qui se côtoient à Durán ont contribué au développement des arts populaires et de l'histoire locale, ce qui encourage son rétablissement et sa valeur pour le développement actuel et futur de la ville.

Dans le même esprit, nous étudions actuellement la rénovation du centre-ville de Durán, là où l'histoire de la ville est née. Nous voulons le transformer en zone de développement de la culture et de l'art, en espace de création et de créativité pour les nouvelles générations qui cherchent des raisons de rester sur place.

Nous encourageons ces initiatives par le biais d'une fiscalité incitative pour l'in-

vestissement dans la culture et dans le relèvement du patrimoine, et par des fonds performants pour les projets liés à la participation de la communauté à des activités culturelles et artistiques telles que les arts populaires, l'artisanat et l'éducation informelle. Nous améliorons la participation et le dialogue par la création d'espaces culturels pour les familles tels que les « Festivals culturels itinérants d'artisanat et d'arts populaires », qui permettent également de mettre en lumière nos produits artisanaux.

Le relèvement de l'histoire et de la culture locale, généré par le mélange de cultures des migrants, est documenté et encouragé par des projets de lecture et d'animation pour les enfants, par des programmes de vacances en lien avec l'art et la culture, par des projets historiques concernant les hauts-reliefs le long des lignes de chemin de fer ainsi que par la restauration des lieux iconiques de la ville ; l'objectif global étant la réduction des problèmes sociaux à Durán.

Depuis le début de cette administration, notre plan stratégique institutionnel intègre les Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que leur évolution vers les Objectifs de développement durable. Nous faisons la promotion de ces objectifs dans chacune de nos actions en remettant des supports d'information à nos bénéficiaires et en travaillant avec la société civile et les secteurs privés et publics à tous les niveaux.

Dans les sociétés pluralistes asiatiques, qui ont parfois pris forme suite à un passé colonial commun et à la migration de main d'œuvre, la croissance urbaine rapide a provoqué l'afflux d'individus de milieux ruraux aux origines souvent métissées et d'une main d'œuvre internationale. La ségrégation spatiale basée sur la classe sociale ou sur l'origine ethnique, voire sur une combinaison de ces deux facteurs, reste courante et les politiques réfléchies concernant la diversité urbaine sont rares. Les diverses identités sont de plus en plus prises en compte par la sphère publique. En témoigne le multilinguisme observé à Singapour avec ses quatre langues officielles : anglais, malais, mandarin et tamoul (Ooi, 1995). En Inde, au Myanmar et au Pakistan cependant, des tensions sont souvent apparues à la croisée des différentes cultures et religions. Bombay (Inde), qui accueille des individus provenant de tout le sous-continent indien, a été marquée par les politiques et pratiques d'exclusion mises en place par l'administration municipale précédente, dominée par un parti nativiste local. De récentes politiques néo-libérales et entrepreneuriales ont engendré une forte ségrégation dans les villes latino-américaines, mais pour des motifs plus sociaux qu'ethniques. Cependant, des acteurs plus progressistes sont aujourd'hui à la recherche d'une

## PERSPECTIVE 19

LE CHINATOWN DE SYDNEY AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Ien Ang, Institut pour la Culture et Société, Université de l'Ouest de Sydney (Australie)

De nombreuses villes du monde possèdent leur propre Chinatown, quartier ainsi nommé car il regroupe la majorité des migrants chinois et qu'il évoque la culture chinoise. Le terme « Chinatown » est apparu au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il a été utilisé pour qualifier les établissements chinois sur la côte Ouest de l'Amérique du Nord. Ces premiers Chinatowns fonctionnaient comme des enclaves où les immigrants chinois, majoritairement des travailleurs qui tentaient d'échapper à la guerre et à la pauvreté en Chine, se regroupaient afin de survivre loin de leurs foyers et dans une nouvelle société étrange et souvent hostile. De telles enclaves urbaines ont ensuite vu le jour un peu partout dans le monde. À Sydney (Australie) les immigrants chinois se sont rassemblés à Haymarket, un quartier du centre-ville situé à proximité des marchés aux légumes où beaucoup d'entre eux travaillaient.

À l'époque où les politiques d'exclusion contre les chinois étaient répandues, les Chinatowns étaient souvent réduites à des ghettos urbains peuplés par une minorité étrangère. Cependant, ces zones représentaient des havres de sécurité pour des générations de chinois, dans lesquels ils pouvaient vivre en société avec leurs amis et leurs familles, faire perdurer certaines de leurs traditions culturelles et jouir d'un sentiment d'appartenance.

Au fil du temps, les attitudes ont évolué et, avec elles, la place et la signification de Chinatown dans la société. Un changement significatif s'est produit dans les années 1960 et 1970, à l'époque où les politiques discriminatoires ont été abolies et où de nombreux pays se sont ouverts au pluralisme culturel et à la diversité. À Sydney comme dans les autres villes, les Chinatowns sont passées du statut de zones à éviter à celui d'icône du multiculturalisme et d'une « différence » urbaine admise. En 1980, le gouvernement de la ville et la

communauté locale des entrepreneurs ont collaboré afin d'ériger deux arches cérémonielles (ou *paifangs*) d'inspiration chinoise qui délimitent l'arrondissement ; et ont installé des lanternes rouges et d'autres ornements orientaux typiques dans le but d'attirer les touristes et d'autres visiteurs dans le quartier. Ironie de l'histoire, à cette époque de nombreux migrants chinois et leurs descendants s'étaient bien intégrés à la société.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la restructuration économique, les changements urbains, la gentrification et le développement à grande échelle menacent le futur des Chinatowns traditionnelles. Mais en cette période de développement urbain rapide, l'héritage de tels quartiers peut être sauvegardé par des politiques de maintien de l'équilibre entre conservation du patrimoine et développement durable. En 2010, la ville de Sydney a développé le Chinatown Public Domain Plan qui avait pour objectifs de revitaliser le quartier et d'améliorer la qualité du paysage urbain en remettant en service des rues et des allées sous-employées tout en sauvegardant la caractéristique distinctif de la zone. L'objectif stratégique du plan était de « respecter, protéger et s'appuyer sur les liens historiques de la zone avec la culture et la communauté chinoise ainsi que sur l'influence grandissante des autres cultures et communautés asiatiques ; tout en reconnaissant l'importance de la contribution de la zone à la vitalité et à la diversité de Sydney en tant que ville mondiale » (Ville de Sydney, 2010). La ville a chargé des artistes de réaliser des œuvres publiques qui « abordent les aspects sociaux et culturels de la zone et racontent les contributions des communautés asiatico-australienne à Sydney ». Ce projet illustre une stratégie de développement urbain qui exploite le patrimoine culturel pour célébrer la diversité culturelle contemporaine de la ville tout en améliorant la qualité des espaces publics.

égalité et d'une ouverture d'esprit plus développées grâce à une approche urbaine des droits de l'homme. Mexico (Mexique), par exemple, possède un Statut pour « l'hospitalité et l'attention interculturelle envers les migrants et la mobilité humaine dans le District fédéral » qui définit les politiques, les mécanismes et les normes dans les domaines de l'hospitalité, de la multiethnicité et de la mobilité humaine pour les familles de migrants.

« C'est cette diversité sociale, et non pas uniquement la diversité des bâtiments et des usages, qui donne à une ville son âme.

Sharon Zukin, professeur de sociologie

Les villes africaines font face à une plus grande pression migratoire, à la fois interne et externe, mais on ne dénombre que peu de signes d'action civique en ce qui concerne l'intégration culturelle. Toutefois, étant donné les schémas prédominants de fluidité du secteur informel du continent, si certains « pourraient chercher à revendiquer le territoire et leur appartenance à celui-ci, d'autres souhaitent seulement pouvoir le traverser » (Pieterse, 2010). Les nombreux établissements informels des villes africaines et d'ailleurs ajoutent à la richesse de la mixité culturelle. Dakar (Sénégal) est considérée comme un havre d'harmonie et de coopération transculturelle « qui n'existe cependant qu'en dépit, et non à cause, d'actions et de politiques municipales et qui pourrait (s'il n'est pas consciemment protégé) être la proie d'une menace imminente, » (Wood, 2012). À Lagos (Nigéria) le Projet « Open City » (ville ouverte), imaginé et mis en œuvre par la société civile et par des partenaires universitaires au Nigéria et en Suisse, étudie la façon dont l'urbanisme et les stratégies des acteurs urbains ont façonné l'expérience de vie locale. Le projet a pour but « l'identification des opportunités pour l'urbanisme vers une inclusivité spatiale et socio-économique [...] et le développement d'une vision des politiques et des stratégies urbaines appropriées. »<sup>1</sup> Dans les villes des États arabes d'un autre côté, les autorités municipales n'ont pas assez de pouvoir pour adopter de telles approches ou n'y voient simplement pas d'intérêt particulier ; tandis que dans les États du Golfe émerge une image inquiétante : celle de villes ayant connu un essor immobilier colossal bâti sur le dos de la main-d'œuvre immigrée qui y a afflué (principalement depuis le sous-continent indien) et qui vit dans des conditions de grande inégalité.

## LES ENJEUX DE LA GOUVERNANCE CULTURELLE

Comment satisfaire les attentes et besoins culturels d'une population extrêmement diversifiée tout en respectant ses droits culturels ? L'enjeu le plus évident concerne les institutions culturelles (les musées, les galeries, les théâtres,



<sup>1</sup> Voir : <https://ng.boell.org/open-city-lagos>

les bibliothèques, etc.) qui ont toutes été créées à des époques différentes et pour des publics différents. Les musées tendent à représenter et à refléter une culture dominante, monolithique, ou à n'être que des entrepôts pour des objets qui n'ont de sens que pour une élite initiée. Comme l'a déclaré Elena Delgado du Musée de l'Amérique de Madrid (Espagne) : « En tant que zones franches métaphoriques, les musées doivent faire de leur mieux pour prendre leur place aux carrefours, dans ces espaces où les individus et leurs identités culturelles distinctes peuvent agir et interagir, transformer et se transformer » (citée dans Wood, 2012). Un raisonnement similaire s'applique à la préservation et à la transmission des savoirs traditionnels et du patrimoine culturel immatériel des différentes communautés urbaines.

Mais il y a encore plus en jeu. Comment définir un « nous » collectif qui chérisse les identités plurielles au même titre que l'identité partagée d'une citoyenneté commune ? Comment encourager les changements d'attitudes et de comportements nécessaires autant parmi « nous » que parmi « eux » ? À quel point les pouvoirs publics des villes connaissent-ils les individus qui y vivent, leur façon de vivre, avec qui et comment ils interagissent ? Comment créer un espace public propice à l'intégration et au développement d'une communauté ? Comment être plus efficace dans la mise à disposition d'espaces « tertiaires », des espaces qui ne soient ni des logements ni des lieux de travail, mais qui permettent de se rassembler de façon informelle, de développer la confiance et de créer des associations comme des jardins communautaires, des toits partagés, des marchés fermiers, des places publiques, des bibliothèques, des parcs, des cafés et des bancs le long des routes ? (Voir aussi les Chapitres 1 et 7). En effet, « des interrogations relatives à la diversité culturelle apparaissent dans toute une série de fonctions publiques, de l'éducation et au logement et des bibliothèques aux dispositions funéraires » (Wood, 2012). Tandis que certaines villes ont eu plusieurs décennies pour s'adapter à ces conditions, on s'attend à ce que d'autres villes réalisent cette transition en quelques années à peine.

## CONCLUSION

Bien que nous n'ayons évoqué qu'une infime partie de ce que sont la diversité culturelle et le paysage urbain mondial, il est tout de même possible d'en tirer des leçons clés. La première étant que *le défi principal est celui de la gouvernance urbaine*. En d'autres termes, cette gouvernance demande plus que de simples fonctions administratives et techniques de la part des gouvernements. Elle requiert un élargissement des processus de décision et d'appropriation dans *un esprit de partenariat entre des groupes culturellement divers, les autorités locales, la société civile et le secteur privé* à une époque où « les citoyens créent de nouvelles plateformes afin de se revendiquer en tant qu'acteurs importants – en développant de nouvelles langues, de nouveaux modes d'expression culturelle et de nouvelles plateformes civiques – qui prennent possession d'un espace urbain qui, sinon, marginaliserait et étoufferait leurs voix » (Kihato et al., 2010). Il est donc évident que *les principes d'équité culturelle et de reconnaissance de la culture doivent être inscrits dans tous les programmes et dans toutes politiques de la ville*, à travers une multitude de contextes et de dimensions (Benette, 2001). Quels sont ces différents contextes et quels types de principes et de mesures pourraient être appropriés ?

Le contexte principal est celui de la *gouvernance civique*, avec pour objectif la reconnaissance des droits culturels de chaque groupe. Ensuite, les villes doivent prendre en compte la dimension *socioculturelle* ainsi que le contexte *médiatique*. Des efforts *éducatifs* durables sont également une nécessité, particulièrement dans les écoles, afin de développer les compétences interculturelles avant qu'il ne soit trop tard. La dimension *environnementale* est aussi centrale, notamment grâce à des initiatives telles que les jardins communautaires. Enfin, des mesures concernant la dimension *économique* – c'est-à-dire favorisant la promotion des industries culturelles et créatives – doivent être prises.

Ensemble, ces mesures peuvent permettre d'assurer une gouvernance urbaine multipartite qui développe des villes fondées sur l'entente et la convivialité ainsi que sur l'inclusion, la participation et un sentiment d'appartenance commun ; et au sein desquelles la diversité culturelle peut réellement s'épanouir.

# DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES et TOLÉRANTES



Akumaa Mama Zimbi et l'Alliance des veuves Hikpo (Ghana)  
© REZA/Webistan\*

## EN BREF

Pour promouvoir des sociétés pacifiques et tolérantes, les villes doivent protéger l'identité de tous les résidents et prendre des mesures pour que chacun se sente en sécurité et impliqué dans le développement et l'aménagement de la ville.

La culture est essentielle pour assurer la cohésion sociale dans les zones urbaines, à la fois parce qu'elle peut créer des liens propices à de bonnes relations, et en tant que source d'identité et de réconciliation.

Le patrimoine culturel et la créativité peuvent aider à renforcer le sentiment d'identité et de fierté dans les quartiers où la détérioration de l'environnement urbain, l'augmentation de la pauvreté, les inégalités et un accès limité aux services et infrastructures ont encouragé le crime organisé et la violence.

L'augmentation de la mobilité humaine a rendu les villes plus hétérogènes du point de vue culturel. L'édification et le maintien de sociétés pacifiques dépendent du respect de la diversité culturelle.

Dans les situations de post-conflit, la culture peut contribuer à la résilience, au relèvement, à la paix et à la reconstruction en facilitant la compréhension mutuelle ; en revanche, la destruction délibérée du patrimoine culturel nourrit la haine et l'extrémisme.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Webber Nodoro, Directeur du Fonds pour le patrimoine mondial africain (Afrique du Sud). *Mettre à profit la culture pour des sociétés pacifiques, tolérantes et socialement inclusives.*

### Perspectives :

Marie Louise Stig Sørensen, Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). *Patrimoine culturel et développement durable post-conflit*  
Diane E. Davis, École supérieure de design de l'Université de Harvard (États-Unis d'Amérique). *La violence urbaine et les défis de la préservation historique : les contraintes peuvent-elles devenir des chances à saisir ?*

### Études de cas :

Tombouctou (Mali). *Des efforts communautaires redonnent vie aux fondations culturelles d'une ville*  
Bagdad (Iraq). *Des villes fragiles et le coût humain de la guerre*  
Mostar (Bosnie-Herzégovine). *La reconstruction du pont de Mostar : un symbole de réunification*  
Medellín (Colombie). *Améliorer l'accès à la culture comme passerelle vers la cohésion et l'inclusion sociales*  
Le Cap (Afrique du Sud). *Des espaces de mémoire, de réconciliation et d'engagement citoyen*

### Encadrés :

Le patrimoine culturel pour la cohésion sociale  
Promouvoir une culture de la paix et de la tolérance dans les villes  
L'action de l'UNESCO dans le domaine de la culture en situations de crise et de conflit, gros plan sur les cadres urbains

# METTRE À PROFIT LA CULTURE POUR DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, TOLÉRANTES ET SOCIALEMENT INCLUSIVES

**WEBBER NDORO**

Directeur du Fonds pour le patrimoine mondial africain (Afrique du Sud)

LE RÔLE DE LA CULTURE DANS LA PROMOTION DE LA COHÉSION SOCIALE, CONTRIBUANT AINSI AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE NOS ENVIRONNEMENTS URBAINS, A FAIT L'OBJET DE DÉBATS AU COURS DE DIFFÉRENTES CONFÉRENCES CES DIX DERNIÈRES ANNÉES (UNESCO, 2013b). LES DISCUSSIONS ONT SOUVENT MIS EN AVANT LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE LA CULTURE ET PLUS PARTICULIÈREMENT LA CAPACITÉ DES INDUSTRIES CRÉATIVES À CRÉER DE L'EMPLOI ET À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. CEPENDANT, LA PROPENSION DE LA CULTURE À APPORTER HARMONIE, TOLÉRANCE ET COHÉSION SOCIALE AUX ZONES URBAINES À CROISSANCE RAPIDE A ÉTÉ SOUS-ESTIMÉE. COMME ON A PU LE CONSTATER DANS DES VILLES MARQUÉES PAR LES CONFLITS COMME JUBA (SOUDAN DU SUD) OU DANS DES VILLES AUX TAUX DE VIOLENCE ET DE CRIMINALITÉ ÉLEVÉS COMME BOGOTA (COLOMBIE), LA CULTURE A LE POTENTIEL DE FACILITER LA PAIX, LA TOLÉRANCE ET LA COHÉSION SOCIALE AU SEIN DE VILLES DONT L'ÉVOLUTION EST RAPIDE (WESSEL, 2009).

Les Objectifs de développement durable des Nations Unies marquent une avancée significative car c'est avec eux que les programmes de développement internationaux intègrent la culture pour la première fois. L'objectif 11 prône des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (Nations Unies, 2015). Il fait référence aux villes qui servent de plateformes à la culture plutôt qu'au commerce et à la science. Le rôle de la culture dans le développement durable se reflète aussi dans les cadres régionaux. La stratégie à moyen terme de l'Union européenne « Europe 2020 » vise également à créer des conditions favorables à une croissance durable et inclusive, les secteurs culturels devant contribuer à ces objectifs (Commission européenne, 2010). L'Union africaine, dans son Agenda 2063, stipule clairement que la culture a un rôle critique à jouer dans le développement du continent (Commission de l'Union africaine, 2015). Au cours des discussions concernant l'Idéal 4 de l'Agenda 2063 « Une Afrique pacifique et sécurisée », le Président de la Commission de l'Union africaine, Nkhosazana Zuma, a mis les professionnels au défi de démontrer que le patrimoine culturel peut « faire taire les armes sur le continent africain ».<sup>1</sup> Face aux attaques contre le patrimoine culturel dans des villes comme Tombouctou (Mali), Benghazi (Libye), Tunis (Tunisie), Alep (République arabe syrienne) et Beyrouth (Liban), il serait pertinent de reconnaître la capacité de la culture à être le ciment de relations cordiales dans nos villes dynamiques et de plus en plus fluides.

Le rôle du patrimoine culturel dans les situations post-conflit a été plusieurs fois documenté (Stanley-Price, 2005). Dans les environnements urbains, le patrimoine culturel joue un rôle essentiel pour le maintien de l'identité des individus et d'un sentiment de continuité, mais aussi pour le potentiel économique, la création de revenus et l'emploi. La Déclaration de Hangzhou (UNESCO, 2013c) défend le rôle du patrimoine dans la transmission des valeurs et de la perception de l'espace de génération en génération et en tant qu'incubateur de la créativité.

L'urbanisme qui intègre le patrimoine culturel est considéré plus durable, plus diversifié et plus inclusif. Il aide à la mise en place d'économies vertes qui favorisent la durabilité,

<sup>1</sup> Remarques introductives, Colloque « Harmoniser le patrimoine avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine », 6 mai 2015, Midrand, Afrique du Sud.

## ÉTUDE DE CAS 62

### Tombouctou (Mali) Des efforts communautaires redonnent vie aux fondations culturelles d'une ville



Fondée au V<sup>e</sup> siècle, la ville de Tombouctou (Mali) est devenue un haut lieu spirituel abritant une université prestigieuse, ainsi qu'une plateforme active pour les échanges commerciaux transsahariens aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Ses trois grandes mosquées inscrites à la Liste du patrimoine mondial et sa médina représentent le summum de cette civilisation urbaine. Les techniques de construction et d'entretien distinctives de la ville qui mêlent boue et pierre se sont transmises génération après génération et sont une importante source de patrimoine immatériel. D'anciens manuscrits, dont certains datent du XIII<sup>e</sup> siècle, ont été conservés et transmis au sein de certaines familles : ils retracent l'histoire de l'Afrique dans tous les domaines.

En 2012, des groupes armés ont pris le contrôle de la ville et s'en sont rapidement pris au patrimoine culturel. Quatorze des seize mausolées qui abritaient les tombeaux de saints ont été détruits, tout comme le monument Al Farouk qui commémorait l'indépendance. Les musées et bibliothèques ont été pillés, des pratiques culturelles ont été bannies et certains des anciens manuscrits ont été brûlés. Cette attaque brutale contre le patrimoine culturel a sévèrement affaibli les pratiques culturelles et la cohésion sociale de la population locale. Dans le but de les protéger de la destruction, les manuscrits ont été transférés en secret à Bamako (Mali), preuve de leur importance pour les communautés locales.

Après la libération de la ville en février 2013, un important programme de reconstruction et de sauvegarde a été mis en place sous l'égide de l'UNESCO et avec le soutien de sa communauté internationale. La reconstruction des 14 mausolées, qui s'est terminée en juillet 2015, a marqué la renaissance de la ville. L'état original des monuments a été redécouvert grâce à des travaux de recherche approfondis et des fouilles. Des directives de reconstruction, précisant les dimensions, les techniques et les matériaux, ont été établies en collaboration avec les familles propriétaires et les équipes de maçons. Des jeunes ont été formés par des maîtres maçons afin de prendre part à la reconstruction, encourageant ainsi la transmission des savoir-faire. En outre, un programme de numérisation des anciens manuscrits a été mis en place, de même que la formation de professionnels et de propriétaires des manuscrits aux techniques de conservation.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

offre des opportunités d'emploi qui réduisent la pauvreté et possède le potentiel d'unir les individus dans un processus participatif pour atteindre les objectifs de cohésion sociale et de paix. À titre d'exemple, la gentrification urbaine de Johannesburg (Afrique du Sud) par le biais du projet Maboneng (Nevin, 2014) et celle de Monti à Rome (Italie) (Marinero et Thomassen, 2014) n'ont pas seulement stimulé les opportunités économiques ; elles ont également rassemblé les communautés et fait baisser le taux de criminalité

**Encadré 3**

**LE PATRIMOINE CULTUREL POUR LA COHÉSION SOCIALE**

- Le patrimoine a le pouvoir d'unir les communautés au sein desquelles tous les citoyens associent l'environnement historique à une identité commune ainsi qu'à l'attachement à un endroit et à une vie quotidienne qui inclut les minorités et les personnes défavorisées et socialement exclues ;
- Le patrimoine culturel, avec son identité culturelle et ses traditions socio-économiques durables, sensibilise et renforce la fierté des citoyens d'histoire et de culture locales ;
- Le mélange d'espaces publics et privés que l'on retrouve dans nos villes engendre une cohésion sociale et une interaction ; des espaces communs permettant à différents groupes d'interagir ;
- Par nature, les villes sont différentes socialement et dans leur fonctionnement, elles soutiennent une large gamme d'activités complémentaires et incarnent une multiplicité de valeurs culturelles ;
- Les villes sont dynamiques, conviviales et inspirantes et ont prouvé qu'elles étaient capables de s'adapter prodigieusement à un changement croissant et harmonieux. Les citoyens s'adaptent eux aussi rapidement et peuvent accueillir toute une variété d'autres cultures ;
- Le patrimoine culturel est précieux pour le caractère unique d'une ville et pour la perception de l'espace qu'il induit. Il soutient le tourisme, l'emploi et l'investissement au niveau local tout en encourageant le développement durable de la ville ;
- Les lieux du patrimoine culturel sont des pôles d'activités économiques pour les industries créatives, des sources d'emplois et d'harmonie.

Source: Hosagrahar et al., 2016

**LES DÉFIS DE LA MISE EN PLACE DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES, TOLÉRANTES ET SOCIALEMENT INCLUSIVES**

Traditionnellement, les villes se sont développées en attirant des individus venus des zones rurales et d'autres pays. La migration a été un facteur constant de l'évolution de bon nombre de nos villes. Les villes attirent des individus de diverses cultures, religions, langues et nationalités. Même

si la migration fait partie intégrante de l'environnement urbain depuis longtemps, la plupart des villes sont mal préparées à l'afflux de ces populations. Comme l'Europe et certaines villes africaines telles que Johannesburg en ont récemment fait l'expérience, le flux de réfugiés a parfois mis en péril la cohésion sociale et la paix au sein des villes. À Johannesburg, cela s'est même traduit par des attentats xénophobes en 2008, 2010 et 2015. Comme n'importe quels migrants, les réfugiés entrent dans la course pour accéder aux services et aux opportunités. Bien que, d'une certaine façon, ce phénomène paraisse nouveau à l'Europe, il n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé en Afrique et dans le Nouveau Monde à l'époque coloniale. En Afrique du moins, cela a donné naissance à des villes marquées par la ségrégation, comme Le Cap (Afrique du Sud) ou Maputo (Mozambique).

**ÉTUDE DE CAS 63**

**Bagdad (Iraq)  
Des villes fragiles et le coût humain de la guerre**



Dans le contexte post-conflit actuel, Bagdad (Iraq), est confrontée à des taux élevés de déplacement de population, de pauvreté, d'illettrisme, de corruption, de violence et de fragmentation sociale. Les évolutions démographiques de ces 30 dernières années, et particulièrement depuis l'embargo de 1991, ont été marquées par une forte migration de la jeunesse ainsi que par une fuite des professionnels diplômés. La désertion du centre-ville de Bagdad par la classe moyenne a contribué à la négligence et à la détérioration du tissu urbain ainsi qu'au déclin des infrastructures et des services sociaux. Depuis les années 1990, le taux de croissance économique annuel a chuté de 25 %. La ville a également été témoin d'une augmentation considérable du nombre de constructions de bâtiments qui bénéficient de la spéculation foncière et immobilière, qui s'accroissent du fait d'une législation faible et qui risquent bien de détruire l'équilibre urbain de la ville.

Le contexte moderne de Bagdad est le résultat d'une stratification d'influences qui s'est formée au fil des siècles, la collectivité soutenant sa production et sa continuité. Cependant, la diversité qui faisait autrefois la richesse et la force de la ville est aujourd'hui un facteur d'insécurité et de division radicalisée.

La mobilité et l'accès aux espaces publics de la ville restent problématiques. L'opération « Fardh al-Qanoun » lancée en 2006, qui a divisé Bagdad en zones sécurisées pendant des épisodes de violence urbaine et a interdit l'accès à certains espaces publics, a résonné dans le contexte actuel. Dix ans plus tard, la ville connaît toujours un climat de ségrégation physique et de fragmentation sociale qui provoque le déclin de la qualité de vie de ses habitants. La violence est devenue une caractéristique majeure et omniprésente de la vie de tous les Iraquiens, avec des pertes civiles souvent concentrées à Bagdad et dans ses environs.

Source : ALECSO, rapport sur la zone d'étude 2

La croissance grandissante des villes a conduit à la détérioration des environnements urbains, à l'augmentation de la pauvreté et, en particulier pour les individus des quartiers pauvres, à



La reconstruction du vieux pont de Mostar (Bosnie-Herzégovine)  
© Vladislav T. Jirousek/Shutterstock.com\*

un accès limité aux infrastructures sociales de la ville (Hosagrahar et al., 2015). À leur tour, ces conditions ont engendré des environnements propices à la violence urbaine et au crime organisé.

Dans les villes d'aujourd'hui, le patrimoine culturel est généralement lié à des processus interculturels dynamiques de transformation, de mobilité et de diversification sociale. En plus des cadres d'aménagement et des contraintes environnementales, les politiques culturelles doivent prendre en compte les aspirations diverses de leurs citoyens. L'intégration du passé dans le paysage urbain contemporain est aussi important pour le renouveau urbain que pour le patrimoine culturel. Les ressources culturelles font toujours partie de notre présent, avec toutes les valeurs et toutes les voix qu'elles représentent, mais sont également en évolution constante. Elles peuvent nous aider à régler des problèmes tels que l'inégalité et la discrimination.

Les conflits et les violences au sein des villes tirent souvent leurs origines de la lutte pour l'accès aux ressources ; et les sites du patrimoine peuvent jouer un rôle central grâce à l'important symbolisme qu'ils possèdent et aux fortes émotions qu'ils évoquent. Au cours des conflits armés, les sites du patrimoine peuvent devenir des cibles de choix

PERSPECTIVE 20

PATRIMOINE CULTUREL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE POST-CONFLIT

Marie Louise Stig Sørensen, Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Comment les préoccupations liées au développement durable et au patrimoine culturel sont-elles liées ? Plus précisément, quel est le degré d'importance de ce lien dans les efforts de reconstruction et de développement post-conflit ? Il est urgent de répondre à ces questions car des villes très denses et au patrimoine culturel riche ont subi d'importants dégâts. Nous avons besoin de savoir comment reconstruire nos sociétés et de connaître le rôle que peut jouer la culture dans une telle entreprise.

Deuxièmement, le rôle du patrimoine est crucial afin de parvenir à un bien-être social et culturel durable, ce qui représente un intérêt majeur pour le développement durable. Les individus et les communautés s'attachent à des endroits et aux particularités de leur environnement. Trouver de nouvelles méthodes pour protéger et améliorer une telle relation est essentiel pour le développement durable. Si ces liens se brisent, la société se fragmente et les communautés sont marginalisées. Le sentiment d'appartenance et l'ancrage dans l'histoire sont des qualités importantes qui dépendent du patrimoine. Ces connexions sont particulièrement vitales à la suite d'un conflit ; un lien brisé avec le passé rend plus difficile l'instauration d'une confiance dans l'avenir. Le patrimoine est empreint des notions d'appartenance et de sécurité et sans ces interactions et connexions significatives au patrimoine, le futur sera plus fragile.

On considère souvent qu'il existe une division fondamentale entre le développement durable et le patrimoine culturel, ce dernier étant perçu comme un frein au développement ou encore comme un luxe d'importance secondaire dans le cadre de la reconstruction. Une telle perception du rôle du patrimoine est contre-productive. Le patrimoine culturel peut être intégré au développement de façon à soutenir et même à renforcer la durabilité et, dans certains cas, l'intégration du patrimoine culturel est essentielle pour atteindre des résultats concluants sur le long terme.

Il existe de nombreux exemples très inspirés de ces approches mais l'exploration du relationnel doit devenir la règle plutôt que de rester l'exception. Dans le cas contraire, des investissements bien intentionnés risquent d'échouer, voire de devenir contre-productifs. De plus, le patrimoine culturel pouvant être modifié et façonné afin de répondre à différents besoins ; la sensibilité, la perspicacité et l'attention sont de rigueur afin de s'assurer que les tensions qui alimentent le conflit originel ne se retrouvent pas dans les efforts de reconstruction. Afin que ces efforts de reconstruction post-conflit puissent atteindre leur but, ils doivent être intégrés au patrimoine culturel de façon à s'assurer que le patrimoine est au service d'un meilleur avenir et non pas des revendications en lien avec le passé.

Deux aspects du patrimoine culturel sont particulièrement importants. Premièrement, la présence physique, la forme matérielle et tangible du patrimoine culturel établit une connexion avec l'histoire et canalise les souvenirs. C'est cette qualité qui préserve de la destruction délibérée du patrimoine et qui est importante pour les centres urbains historiques au sein desquels le développement peut être orienté dans des directions opposées par différents groupes d'intérêt. Le temps résonne à travers tout ce que nous bâtissons, c'est pourquoi le patrimoine matériel a une importance fondamentale et ne peut être détruit sans heurt. Cet aspect devrait être pris en compte lors de la reconstruction des communautés.

ÉTUDE DE CAS 64

Mostar (Bosnie-Herzégovine)

La reconstruction du pont de Mostar : un symbole de réunification



Le Vieux Pont (Stari Most) à Mostar (Bosnie-Herzégovine) était un repère historique avant sa destruction pendant la guerre en 1993. Au cours du conflit qui a opposé les Bosniens majoritairement musulmans, les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes entre 1992 et 1995, le pont datant du XVI<sup>e</sup> siècle a été l'une des pertes les plus célèbres. Le 9 novembre 1993, l'artillerie a touché le point faible du pont depuis les collines avoisinantes et ce monument historique s'est effondré dans la Neretva.

L'UNESCO, la Banque mondiale et la ville de Mostar ont lancé un projet de reconstruction du pont selon les normes interculturelles et le style architectural de la ville historique de Mostar. Le calcaire original a été restauré autant que possible et de nouvelles pierres ont été extraites afin de terminer la reconstruction. La réédification du Vieux Pont a été considérée comme un symbole de la réunification de Mostar et comme une étape du processus de guérison d'une ville divisée, mais aussi comme un progrès majeur vers la réconciliation, la tolérance et la coexistence dans la Bosnie-Herzégovine d'après-guerre. Par la suite, le pont a été inscrit à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2005, en reconnaissance de sa forte valeur symbolique.

Source : Webber Ndoro, *Mettre à profit la culture pour des sociétés pacifiques, tolérantes et socialement inclusives*

pour infliger des dommages émotionnels et psychologiques. Les lieux et événements culturels peuvent également être des points de discorde. Cependant, ces zones sensibles, comme Jérusalem et le pont de Mostar en Bosnie-Herzégovine, peuvent également servir de point de ralliement pour réunir les habitants d'une ville (voir l'Étude de cas 64).

## PERSPECTIVE 21

### LA VIOLENCE URBAINE ET LES DÉFIS DE LA PRÉSERVATION HISTORIQUE : LES CONTRAINTES PEUVENT-ELLES DEVENIR DES CHANCES À SAISIR ?

Diane E. Davis, École supérieure de design de l'Université de Harvard (États-Unis d'Amérique)

La plus grande partie du patrimoine historique qui est aujourd'hui en danger se situe dans les villes du Sud. Pour diverses raisons, parmi lesquelles le colonialisme, les villes d'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud ne possèdent pas seulement un environnement bâti et un héritage culturel significatifs, mais également des biens physiques et des sites détériorés qui doivent être rénovés de toute urgence. Cette situation est partiellement due à la recherche généralisée d'une croissance économique à tout prix. La préservation historique a été compliquée à défendre dans les pays où l'expansion et la prospérité économique sont des priorités majeures. Un développement économique solide nécessitant souvent l'adoption de stratégies plus axées sur le capital que sur le travail, l'emploi structuré reste limité et l'informalité est chose commune. Cela représente d'autant plus un dilemme pour les préservationnistes car l'informalité s'épanouit précisément dans les zones possédant un patrimoine historique significatif et qui ont été détournées par des investisseurs à cause de droits à la propriété ambigus ou à cause de négligences infrastructurelles. Ces dernières années, les autorités ont reconnu la valeur économique et sociale de ces zones, y compris dans le cadre du tourisme, mais cette récente prise de conscience a créé des tensions avec les défenseurs du secteur informel qui contestent la priorité donnée aux bâtiments au dépend de leurs moyens de subsistance.

Les inquiétudes concernant la « muséification » du patrimoine historique et les débats au sujet de ce qui devrait être conservé ne sont pas les seuls obstacles aux efforts de préservation. La recrudescence des violences urbaines, souvent sous la forme d'activités illicites ou illégales dans les quartiers historiquement importants mais délabrés où règne le secteur informel, est aussi une source d'inquiétude. Lorsque les autorités locales n'ont pas la volonté ou la capacité de déraciner des réseaux

informels de criminalité, souvent maintenus grâce à la violence, les efforts de préservation sont plus limités.

Ces contraintes sont parfois des opportunités de changement, comme cela a été le cas à Mexico au cours des dernières décennies. Le taux de violence croissant et l'occupation des zones historiques du centre-ville par divers commerçants qui travaillent dans l'illégalité ont longtemps découragé les investissements des secteurs public et privé. Lorsque le maire Andrés Manuel López Obrador a réuni des hommes d'affaires pour « sauver » les zones du centre-ville, l'établissement d'un lien entre la rénovation de l'environnement bâti et la réduction du taux de criminalité les a aidés à atteindre leurs objectifs. Les acteurs des secteurs public et privé accordent une valeur particulière au caractère historique des zones ciblées, ce qui a été confirmé par l'inscription du Centre historique de Mexico à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1987. Ils se sont également inquiétés de l'abandon du centre-ville par la classe moyenne et de ses impacts économiques sur les commerces et services urbains. Ces conditions ont aggravé l'insécurité, à tel point que le crime, la négligence et l'abandon ont accéléré la détérioration des bâtiments du centre-ville et des espaces publics, laissant ces zones historiques aux mains de « criminels ou de personnes possédant peu de ressources » (Pineda, 2003). Ainsi, les inquiétudes concernant les impacts déléteraires de la violence et de l'insécurité sur la société et sur l'environnement bâti du centre historique ont uni les acteurs des secteurs public et privé dans la restauration d'une grande partie du patrimoine historique et culturel de la ville. Aujourd'hui, Mexico est l'une des villes les moins violentes du pays, mettant en valeur l'héritage historique dont la beauté et la splendeur sont exposées à la vue de tous sans faire de l'ombre pour autant aux vendeurs et activités des rues du centre-ville, faisant ainsi des zones réhabilitées une source de fierté nationale.

sociale, limite la mobilité et affaiblit la gouvernance car les citoyens perdent la confiance qu'ils avaient en leur ville puisque celle-ci n'est pas en mesure de les protéger. Bien que la violence urbaine se manifeste de différentes façons, elle fait peser une menace sur les villes et pousse les citoyens à vivre dans la peur.

### DES OPPORTUNITÉS POUR FAÇONNER DES VILLES PLURALISTES ET TOLÉRANTES

Dans leur ensemble, les villes sont des plateformes sociales et économiques au sein desquelles les inégalités font partie du quotidien. La création de villes socialement durables, qui peuvent accueillir les migrants et la diversité qui les accompagne, nécessite des politiques qui alimentent une identité commune et maintiennent des espaces dont tout le monde peut jouir et qui encouragent le pluralisme et une culture de la tolérance. Les projets de logements à Kuala Lumpur (Malaisie) et à Johannesburg (Afrique du Sud) ont démontré de quelle façon les populations aisées et pauvres, les différentes cultures et religions peuvent cohabiter et développer la cohésion sociale et la tolérance. Dans ces projets, l'accent a été mis sur les valeurs partagées et sur l'engagement visant à identifier un objectif ou un bien commun ; tout en permettant aux différentes communautés de conserver leurs croyances culturelles. Au fil des années, ces projets ont montré un niveau élevé de tolérance et de cohésion sociale.

« Je suis de plus en plus persuadé que les voix de la société civile sont les voix du changement là où il n'a que trop tardé. Elles ont été les voix de l'espoir des peuples vivant dans la peur. Elles sont les voix qui peuvent aider à transformer les pays en crise en pays d'opportunités. Une société civile active représente une des forces les plus puissantes de notre époque, une force qui deviendra une influence de plus en plus universelle.

Son Altesse l'Aga Khan

La promotion du pluralisme et de la tolérance n'est possible que grâce à l'autonomisation et à l'implication des communautés locales dans les processus de prise de décisions. Le gouvernement mongol a illustré le pouvoir de la culture en galvanisant le soutien pour le développement national, dans le cadre d'un projet de reconstruction d'une statue de bronze de 26 mètres de haut représentant Avalokiteśvara, le protecteur de la Mongolie, qui avait été détruite au début du XX<sup>e</sup> siècle (Palmer, 2003). En dépit de l'opinion des organisations humanitaires qui considéraient que ce projet serait une perte de ressources, la reconstruction de la statue après la chute du régime communiste a uni les mongoles et a renforcé leur sentiment de fierté. En commençant par se concentrer sur un important symbole du patrimoine mongol, le gouvernement a ouvert la voie vers un processus de développement bien plus inclusif.

La croissance rapide des villes a également provoqué une hausse de la violence urbaine. La violence qui a cours dans des villes comme Rio de Janeiro (Brésil), Johannesburg (Afrique du Sud), Delhi (Inde) ou Lagos (Nigéria) est comparable à celle que l'on constate en zones de guerre. La violence, y compris contre les femmes, érode la cohésion



Dans d'autres cas, le rôle de la culture pour l'inclusion sociale parmi différents groupes ethnoculturels est manifesté par des commémorations communes. La culture crée une identité commune, instille de la fierté dans les activités culturelles et joue un rôle vital dans le développement de la cohésion sociale (Newman et McLean, 1998). Lorsque différentes communautés travaillent, vivent et se fréquentent séparément les unes des autres, on voit apparaître une atmosphère de défiance, de jalousie et d'intolérance. Afin de lutter contre la ségrégation, la meilleure solution est de rassembler ces vies parallèles par la promotion des contacts interculturels, la

recherche d'un objectif commun et le développement d'interactions significatives ou de projets culturels tels que des festivals de musiques ou des carnivals. Le carnaval de Rio de Janeiro (Brésil) fait partie des activités qui ont réussi à rassembler des communautés divisées en un mouvement de célébration. L'exemple de Rio a été suivi en Afrique du Sud à Johannesburg avec le carnaval de Soweto et au Cap avec le festival international de Jazz (Afrique du Sud).

**ÉTUDE DE CAS 65**

Medellín (Colombie)

**Améliorer l'accès à la culture comme passerelle vers la cohésion et l'inclusion sociales**



Medellín (Colombie) nous prouve que la prévention de la violence grâce à des projets culturels bien pensés peut fonctionner. Ces initiatives sont le fruit d'engagements politiques et d'une direction audacieuse en cours depuis une dizaine d'année, sous l'égide de trois administrations municipales successives. Entre 1991 et 2010, le taux d'homicide de la ville a chuté de 80 %. Malgré des ressources limitées, Medellín a induit un changement profond par le biais de projets urbains innovants, de petite envergure mais aux effets majeurs, ayant pour cibles les inégalités sociales et économiques de la ville.

Les autorités municipales de Medellín sont parties du principe que la sécurité n'était que l'un des éléments d'une stratégie sociale élargie conçue pour améliorer la cohésion sociale, l'inclusion et la qualité de vie. Les initiatives culturelles ont été pensées pour compléter des mesures visant à améliorer les transports publics, la sécurité routière et les infrastructures scolaires de haute qualité ; à offrir des aires de loisirs sûres, à optimiser les infrastructures et les services publics et à augmenter les responsabilités des citoyens envers leur ville. Les projets ont pris en compte la composante culturelle comme faisant partie d'une approche globale de l'urbanisme et de l'ingénierie sociale.

Dans le cadre des efforts de la ville pour la régénération du quartier de Santo Domingo, une zone sévèrement endommagée par les violences urbaines et le trafic de drogue dans les années 1980 et 1990, le système de tramway Metrocable a été inauguré en 2004 afin de relier les zones à faible revenu telles que Santo Domingo au centre-ville. La réduction des inégalités sociales a été abordée tout au long des projets de régénération des espaces publics. La bibliothèque « Parque Biblioteca España » a été construite en 2007 afin de redynamiser le quartier de Santo Domingo, d'encourager la participation de tous les citoyens à la culture et d'améliorer la qualité de vie des communautés vulnérables. Accessible grâce au Metrocable, la bibliothèque a tissé un lien entre les différents quartiers de la ville, renforçant ainsi le sentiment de dignité et d'appartenance dans des zones qui n'avaient auparavant pas accès à des espaces publics ou à des services culturels de qualité.

Grâce à l'adoption d'une approche inclusive et innovante pour le renouveau de la ville et pour les environnements urbains, Medellín a réussi là où d'autres villes ont échoué : elle a pu créer une forte culture de la transformation et réduire les violences urbaines.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8 / Webber Nodoro, *Mettre à profit la culture pour des sociétés pacifiques, tolérantes et socialement inclusives*

**Encadré 4**

**PROMOUVOIR UNE CULTURE DE LA PAIX ET DE LA TOLÉRANCE DANS LES VILLES**

- Garantir la liberté des peuples d'être et de vivre comme ils le souhaitent ;
- Apporter un sentiment d'appartenance, le sentiment de faire partie d'une communauté, et maintenir des liens étroits avec les racines et le territoire auxquels de nombreux individus s'identifient ;
- Encourager un environnement favorable à la compréhension et à la confiance mutuelles, au sein duquel la diversité est reconnue et respectée et les minorités intégrées et qui mène à des sociétés plus stables et résilientes ;
- La culture agit comme un bien commun qui doit être partagé et protégé et représente de ce fait un point d'entrée idéal en termes d'engagement et de coopération sociale. Elle aide à développer des initiatives qui rassemblent les individus autour d'intérêts communs, renforce les liens et ajoute au capital social de la communauté.

Source : UNESCO, 2013a

Les villes qui reconnaissent la diversité et donnent aux citoyens la possibilité de participer librement à la vie culturelle et d'avoir accès aux biens culturels contribuent à réduire les tensions et les conflits et à instaurer la paix. Medellín et Bogota (Colombie), illustrent ce principe, car elles ont réussi à réduire de façon significative la violence urbaine et à induire une renaissance remarquable en investissant dans la culture (voir l'Étude de cas 65).

Si elles sont gérées convenablement, les ressources du patrimoine culturel de nos villes peuvent être déterminantes pour améliorer l'inclusion sociale, développer un dialogue interculturel, façonner une identité, optimiser la qualité de l'environnement et – pour ce qui est de l'économie – stimuler le tourisme, la création d'emplois et l'amélioration du climat d'investissement (Smidt-Jensen, 2007). En d'autres termes, l'investissement dans le patrimoine culturel peut générer des retombées sous forme d'avantages sociaux et de croissance économique, contribuant ainsi à une culture de la paix et de la tolérance.

On pourrait affirmer que la durabilité et la résilience de nos villes dépendent grandement de la façon dont la culture est mise à contribution pour résoudre les inégalités, par la réduction de la pauvreté et l'inclusion des femmes, des minorités ethniques, des jeunes et d'autres groupes marginalisés.



Palmyre (République arabe syrienne)  
© Waj/Shutterstock.com\*

## MUSÉES ET COHÉSION SOCIALE

Partout dans le monde, les musées ont joué un rôle important dans le rassemblement des citoyens venant de différents milieux socio-économiques (voir aussi le Chapitre 2). De nombreux musées se sont concentrés sur la représentation des sociétés multiculturelles et sur l'intégration des minorités dans les récits nationaux. Le Muséum d'Ethnologie du Viet Nam à Hanoï (Viet Nam), par exemple, présente la culture de plus de 50 groupes ethniques du pays ainsi que leur architecture traditionnelle que l'on peut admirer dans les grands jardins du musée. Il s'efforce ainsi de promouvoir la valeur et le respect de diverses populations minoritaires et de leur contribution à la nation vietnamienne (UNESCO, 2013a). Cependant, les musées risquent également de renforcer ou de limiter les rôles sociétaux, ce qui leur confère un potentiel extraordinaire dans la lutte contre les préjugés et les stéréotypes. Des établissements tels que le Musée du District 6 au Cap (Afrique du Sud) (voir l'Étude de cas 66) démontrent de quelle façon les musées peuvent créer des espaces partagés et un sentiment d'appartenance de manière efficace.

“ **Les personnalités créatives alimentent la croissance économique régionale. En outre, ces individus préfèrent les endroits innovants, diversifiés et tolérants.** ”

Richard Florida, théoricien en études urbaines

## CONCLUSION

Les ressources culturelles des villes créent un sentiment d'appartenance et d'identité au sein de la population locale et favorisent la cohésion sociale, l'inclusion et l'équité. La promotion, le maintien et la célébration d'activités culturelles sont des éléments clés pour une ville inclusive, ainsi que pour améliorer la qualité de vie et la durabilité des espaces urbains. Les biens culturels ne devraient pas être considérés comme des pièces de musée ou des reliques du passé, mais comme des témoignages de notre capacité à nous adapter à un environnement urbain en perpétuelle évolution. Les autorités locales doivent reconnaître et célébrer l'identité unique de la ville, dont les caractéristiques ont été façonnées

par tous ceux qui y vivent. C'est ce qui constituera le fondement de la durabilité et de la résilience d'une ville.

Dans le monde entier, des villes doivent faire face à des problèmes complexes en termes de partage de l'espace entre des citoyens de cultures et de milieux sociaux différents. Malgré les cas de conflit et de violence, les autorités locales doivent accueillir la diversité à bras ouverts et reconnaître son effet bénéfique sur les villes. Une cohésion sociale efficace reflète un environnement au sein duquel les citoyens ont la possibilité de s'exprimer en tant que membres du groupe auquel ils appartiennent. Ainsi, les autorités locales doivent prendre en compte dans leurs plans la diversité des traditions et pratiques culturelles qui peuvent être partagées et encouragées afin de promouvoir la cohésion sociale.

### ÉTUDE DE CAS 66

Le Cap (Afrique du Sud)  
**Des espaces de mémoire, de réconciliation et d'engagement citoyen**



En 1994, le Musée du District 6 a été inauguré au Cap. Ce musée commémore les événements qui ont eu lieu au temps de l'apartheid en Afrique du Sud ; ainsi que la culture et l'histoire de la zone avant le départ forcé de ses habitants dans les années 1960. Le rez-de-chaussée du musée est recouvert d'un immense plan des rues du District 6, sur lequel des annotations manuscrites des anciens résidents indiquent où se trouvait leur foyer. Le musée possède également de vieilles plaques de rues et présente aux visiteurs les histoires et les vies de différentes familles du District 6 ainsi que des explications historiques sur la vie au sein de la zone et sur la destruction de celle-ci. En parallèle de sa fonction de musée, il fait également office de mémorial d'une population qui a été réduite à néant ; ainsi que de point de rassemblement et de centre communautaire pour les habitants du Cap qui se retrouvent dans cette histoire. Il représente également la victoire de la société civile dans les villes victimes de ségrégation et sert de symbole de réconciliation. Aujourd'hui, les anciens habitants et leurs descendants sont encore en phase de reconstruction de leurs souvenirs et de leur patrimoine culturel dans la zone.

Source : Webber Ndoro, *Mettre à profit la culture pour des sociétés pacifiques, tolérantes et socialement inclusives*

## L'ACTION DE L'UNESCO DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE EN SITUATIONS DE CRISE ET DE CONFLIT, GROS PLAN SUR LES CADRES URBAINS

La culture, dans son sens le plus large qui comprend le patrimoine immatériel et les industries culturelles créatives, est de plus en plus affectée par les conflits armés à travers le monde ; qui viennent souvent s'additionner à une certaine vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Les villes, en tant qu'archives du patrimoine culturel et sources de créativité, ont été impactées par ces phénomènes de façon disproportionnée.

La culture et le patrimoine sont particulièrement mis en danger par les situations de conflits armés ; tant à cause de leur vulnérabilité intrinsèque que de leur forte valeur symbolique. Parfois, l'environnement historique urbain est tout simplement pris en tenailles entre les différents belligérants ou est victime de pillages et de vols pendant des périodes de chaos et de troubles politiques. Le nombre grandissant de conflits internes, impliquant également de nombreux acteurs externes qui se définissent selon leurs origines géographiques ou ethniques, a souvent transformé le cœur des villes, leur centre historique, en ligne de front. Ce fut le cas de Dubrovnik (Croatie) dans les années 1990 et c'est actuellement le cas d'Alep (République arabe syrienne).

À d'autres moments, le patrimoine urbain est la cible de destructions délibérées avec l'intention d'anéantir l'identité même des individus et des groupes, de briser leurs liens avec le territoire et ceux qui les unissent en tant que communauté. Ce fut par exemple le cas en 2006 avec l'attentat contre le Sanctuaire Al-Askari à Samarra (Iraq) et plus récemment à Tombouctou (Mali) avec la démolition systématique d'anciens mausolées, la destruction d'anciens manuscrits et le bannissement de pratiques culturelles traditionnelles ; qui s'accompagnent par ailleurs de persécutions des individus sur la base de leur identité culturelle dans le cadre d'une stratégie de « nettoyage culturel » qui prend racines dans des courants religieux extrémistes. Ces persécutions, associées à d'autres facteurs liés au conflit, poussent des millions d'individus à quitter leurs foyers et à devenir des réfugiés et des migrants dans d'autres villes, souvent à l'étranger, où ils sont fréquemment perçus comme une menace en partie à cause de leurs origines.

Outre la perte de traces uniques de notre passé à forte valeur historique, esthétique et scientifique, l'impact des conflits sur la culture et sur le patrimoine prive les communautés du droit fondamental d'accéder, de pratiquer et de transmettre leur culture ; tout en supprimant une ressource essentielle à un développement durable. En effet, la culture et les monuments culturels qui façonnent nos villes et nos paysages font office d'ancrage pour la spiritualité et l'identité, maintiennent la dignité et renforcent la résilience autour de laquelle les communautés peuvent espérer se reconstruire en ces temps de détresse. Dans une situation de conflit ou de post-conflit, la protection de la diversité culturelle peut contribuer à la restauration de la cohésion sociale et à l'ouverture de perspectives de dialogue et de réconciliation. À plus long terme, la culture sera essentielle au développement économique et social.

La culture urbaine est donc en première ligne du conflit en tant que composante doublement essentielle : en tant que facteur de la haine et de l'extrémisme lorsqu'elle est menacée et en tant que ressource pour la résilience, le relèvement, la paix et la reconstruction lorsqu'elle est mise à contribution pour encourager la compréhension mutuelle. Sa protection, ainsi que la promotion d'une société urbaine culturellement pluraliste, n'est pas uniquement une problématique culturelle mais aussi, et de plus en plus, un impératif humanitaire et sécuritaire majeur.

Au cours de l'histoire, les villes ont traditionnellement été des zones de rencontres et de partage, des melting-pots qui, principalement au nom du commerce, ont rassemblé différents individus et facilité le dialogue, l'échange et l'innovation. Elles se sont également développées à travers les siècles en s'adaptant aux catastrophes naturelles et humaines qui ont affecté les environnements locaux, instillant ainsi à leur tissu et à leurs habitants un précieux savoir traditionnel qui a aidé à prévenir ou à diminuer les risques de catastrophe et les tensions communautaires.

Aujourd'hui, lorsque la culture est mal employée, prise pour cible ou perdue à la suite de conflits ou de catastrophes, les villes risquent de devenir peu à peu des zones marquées par la violence et la vulnérabilité, où les communautés seront moins résilientes et moins à même d'atteindre une certaine durabilité. Malheureusement, le rôle de la culture en tant que composante clé du domaine humanitaire et des stratégies d'édification de la paix n'est pas encore suffisamment reconnu.

Dans ce contexte, l'UNESCO a adopté en novembre 2015 une nouvelle stratégie de protection de la culture et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé. Cette stratégie vise à renforcer l'aptitude des États membres à prévenir, réduire et combler les pertes liées au patrimoine culturel et à la diversité suite à un conflit ; en développant les capacités institutionnelles et professionnelles nécessaires à une protection renforcée.

Cette stratégie passera par une nouvelle approche et de nouveaux outils qui sont en cours d'élaboration pour relever les défis sans précédent auxquels la communauté internationale doit faire face. L'élément clé de cette nouvelle approche réside dans l'incorporation de la protection de la culture dans l'action humanitaire, les stratégies de sécurité et les processus d'édification de la paix en s'associant aux parties prenantes pertinentes en dehors du domaine de la culture

Les pistes en cours d'exploration comprennent l'intégration systématique de la culture dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui s'appuient sur leur expérience positive au Mali où l'UNESCO a pu restaurer 14 des 16 mausolées détruits par les extrémistes radicaux grâce au soutien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Cela nécessitera une formation en protection du patrimoine culturel, dispensée par l'UNESCO, aux forces de maintien de la paix des Nations Unies et à d'autres militaires, le partage d'informations et, le cas échéant, la coopération dans le cadre d'une évacuation de biens culturels en péril.

Sur le plan humanitaire, l'UNESCO va renforcer sa coopération avec des acteurs tels que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) afin de s'assurer que la composante culturelle est intégrée à leurs politiques et à leurs programmes sur le terrain et notamment au sein des villes. Par exemple, une coopération est déjà en cours à Alep avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Afin de renforcer les droits de l'homme ainsi que les dimensions juridiques, l'UNESCO va travailler avec le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies et la Cour pénale internationale (CPI) pour aider au suivi et aux poursuites judiciaires dans les affaires de violations des droits de l'homme et de crimes de guerre. Cela nécessitera un travail considérable au niveau politique, car les crimes contre la culture ne sont actuellement pas suffisamment pris en compte dans les instruments relatifs aux droits de l'homme et les dispositions pénales. Cependant, un important précédent a été établi lorsque l'UNESCO a aidé la CPI à inculper un individu suspecté de destruction de biens du patrimoine culturel dans la ville de Tombouctou.

Source: UNESCO, 2015e

# DES VILLES CRÉATIVES et INNOVANTES



Festival Vivid Sydney, 2013, Sydney (Australie)  
© Luckies/Shutterstock.com\*

## EN BREF

La promotion de la créativité et de l'innovation dans les villes, y compris des technologies numériques, s'appuie sur l'ingéniosité humaine et sur la diversité conçues comme ressources du développement urbain et comme leviers pour améliorer la qualité de vie en ville.

La technologie numérique est une force révolutionnaire qui détermine la façon dont les individus produisent, consomment et vivent la culture, une force qui exige toutefois un ancrage éthique.

L'innovation peut aider les décideurs à façonner les villes de façon différente, à approfondir la démocratie, à donner plus d'autonomie aux habitants et à les associer à la gouvernance.

Garantir l'accès public, l'équité, la diversité culturelle, la transparence et le droit à la vie privée devrait être une priorité des politiques publiques.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Charles Landry, Conseiller en urbanisme et écrivain, fondateur de Comedia (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). La culture et la ville numérique : son impact et son influence.

### Perspective :

Paulo Alexandre Barbosa, Maire de Santos (Brésil). Le cinéma au service du développement urbain.

### Études de cas :

Nairobi (Kenya). Cartographier le système des transports publics informels  
UNESCO/UNITAR. Utiliser des outils d'imagerie numérique pour la protection et la préservation du patrimoine culturel  
Shanghai (Chine). Miser sur les infrastructures créatives pour stimuler la croissance urbaine  
São Paulo et Curitiba (Brésil). Une plateforme pour l'engagement des citoyens envers le gouvernement au Brésil  
Dubai (Émirats arabes unis). Bâtir une communauté virtuelle pour partager la créativité

### Encadré :

Libérer le potentiel créatif des villes

# LA CULTURE ET LA VILLE NUMÉRIQUE : SON IMPACT ET SON INFLUENCE

**CHARLES LANDRY**

Conseiller urbain et écrivain, fondateur de Comedia (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

NOTRE CULTURE EST NUMÉRIQUE ET LE NUMÉRIQUE FAÇONNE NOTRE CULTURE. IL EST OMNIPRÉSENT, COMME L'AIR QUE L'ON RESPIRE OU L'ÉLECTRICITÉ QUI CIRCULE. IL MODIFIE NOTRE PERCEPTION DU TEMPS, DE L'ESPACE ET DES LIEUX. UNE TRANSFORMATION RADICALE EST EN COURS, CAR LES VILLES NUMÉRIQUES EXISTENT DÉJÀ DANS DES PAYS PLUS OU MOINS DÉVELOPPÉS. ELLE DOIT CEPENDANT ÊTRE GUIDÉE PAR UNE VISION CULTURELLE COMMUNE. LE PHÉNOMÈNE NUMÉRIQUE EST GLOBAL. DES VILLES COMME HELSINKI (FINLANDE), AMSTERDAM (PAYS-BAS), SAN FRANCISCO ET BOSTON (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE) OU ENCORE NAIROBI (KENYA), ACCRA (GHANA) ET LES « VILLES INTELLIGENTES » D'INDE SE SAISISSENT DES OPPORTUNITÉS, ET DE NOMBREUSES VILLES DE CHINE ET D'AMÉRIQUE DU SUD SUIVENT LEURS TRACES.

## LE PROGRAMME 2030 ET L'ÈRE NUMÉRIQUE

La dimension numérique est pertinente pour tous les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des dispositifs peuvent nous aider à surveiller notre santé. Des capteurs sont capables de mesurer et d'aider à réduire notre utilisation de ressources telles que l'eau et l'énergie ; ou encore de contrôler nos schémas de consommation. Des outils numériques peuvent nous aider à comprendre notre environnement naturel pour rendre nos infrastructures physiques plus sûres, plus fiables et plus efficaces. Internet peut autonomiser les individus en leur donnant accès à d'innombrables connaissances.

Les applications du numérique se développent de manière exponentielle à la fois dans les régions développées et en voie de développement. Dans ces dernières, les smartphones à prix abordable sont des outils de diagnostic qui permettent de surveiller de nombreux problèmes de santé ; les lanternes pliables Luci Solar éclairent la nuit ; la paille LifeStraw filtre 99 % des bactéries présentes dans l'eau ; les modems à batterie BRCK fournissent un accès à l'Internet ; les tracteurs intelligents et peu coûteux Hello Tractor dotés d'antennes GPS sont capables d'évaluer l'état des sols ; et le générateur électrique Power Pot peut aussi faire office de casserole tout en générant l'énergie nécessaire à la cuisine.

## UN CHOC TECTONIQUE

La numérisation est comme un choc tectonique : ses dispositifs, avec leur potentiel de perturbation, transforment les villes, la société et la vie sociale, la connectivité, l'économie, les institutions culturelles et la vie culturelle. Ses impacts et son influence seront aussi importants que les changements qui ont bouleversé notre monde il y a 200 ans avec la révolution industrielle ; mais ils seront moins visibles, produits par des algorithmes intégrés à de tout petits écrans. Ces changements peuvent susciter la peur d'un monde qui se précipite vers l'avant de façon incontrôlée mais créent aussi un sentiment d'excitation devant les opportunités qui se révèlent à nous. Ceux qui prennent les décisions, les colons du numérique, ont pour la plupart migré vers ce monde tandis que les jeunes nés avec l'ère numérique y baignent déjà. Cela met en lumière un décalage puisque, pour la première fois de l'histoire, la jeune génération instruit l'ancienne et non pas l'inverse.

### Encadré 6

#### LIBÉRER LE POTENTIEL CRÉATIF DES VILLES

La créativité et l'innovation sont devenues des forces de transformation puissantes dans le monde d'aujourd'hui. Elles jouissent d'un potentiel de développement élevé qui n'attend que d'être libéré. L'économie créative est l'un des secteurs à la croissance la plus rapide de l'économie mondiale, pas uniquement en termes de génération de revenus mais également de création d'emplois et de recettes d'exportation. Mais ce n'est pas tout : une plus grande proportion des ressources intellectuelles et créatives du monde sont investies dans les industries basées sur la culture dont les résultats sont tout aussi « réels » et substantiels que ceux des autres industries. La créativité et l'innovation humaines, à la fois à l'échelle de l'individu et du groupe, sont les principaux moteurs de ces industries et sont devenues la vraie richesse des nations du XXI<sup>e</sup> siècle. De manière indirecte, la culture sous-tend de plus en plus la façon dont les individus voient le monde et la place qu'ils y occupent, affirment leurs droits fondamentaux et forment des relations productives avec autrui.

Les activités des industries *culturelles* dévoilent les relations toujours plus symbiotiques entre la culture, l'économie et le lieu. Le potentiel social d'émancipation de ces industries est inhérent à leur constitution et la source d'expression qu'elles représentent est elle-même un moyen de libération. Dans une variante récente de la pensée de l'économie créative, certains affirment que non seulement les industries culturelles et créatives favorisent la croissance en créant de la valeur ; mais qu'elles sont également devenues une composante clé du *système d'innovation de l'économie toute entière*. Selon ce point de vue, leur importance principale ne réside pas seulement dans leur contribution à la valeur économique mais aussi de la façon dont elles stimulent l'émergence de nouvelles idées et technologies ainsi que de processus d'un changement profond.

Aujourd'hui, près des trois quarts des activités économiques se situent dans les villes. En effet, la créativité et l'innovation proviennent toujours des environnements urbains, et plus généralement des grandes zones métropolitaines, et c'est là qu'elles sont toujours alimentées. C'est à ce niveau que de nouvelles voies de développement sont recherchées. Dans de nombreux pays, les communautés et les municipalités agissent donc plus rapidement et plus efficacement que les institutions nationales pour le soutien aux industries créatives et pour leur autonomisation ; afin qu'elles jouent leur rôle dans l'élaboration et dans la mise en œuvre pratique de stratégies de développement. Les économies créatives locales sont extrêmement diversifiées et ont de nombreuses facettes. Elles émergent partout dans le monde, dans différents contextes dépendants du chemin emprunté et défini, où diverses institutions, acteurs et flux de personnes et de ressources façonnent toute une gamme d'opportunités différentes.

Source : PNUD et UNESCO, 2013

Chacun des nouveaux moyens de production modifie les paysages physiques et les représentations mentales, ainsi que la façon dont fonctionnent nos systèmes. Le drame qui se joue est évident lorsque l'on se rend compte que la première compagnie de taxi mondiale, Uber, ne possède aucun taxi ; que Facebook, le propriétaire du média le plus populaire, ne crée aucun contenu ; qu'Alibaba, le détaillant le plus rentable, n'a aucun inventaire et qu'Airbnb, la plus grande chaîne d'hôtels du monde, ne possède aucun hôtel.

## PERSPECTIVE 22

### LE CINÉMA AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Paulo Alexandre Barbosa, Maire de Santos (Brésil)

La ville de Santos a tiré profit de l'économie créative comme facteur stratégique du développement social et économique municipal.

La ville a tiré parti de ses divers décors naturels et historiques, qui sont tous accessibles via la Commission du film de Santos, en les mettant à disposition de productions cinématographiques. Le cinéma a grandement contribué au développement économique de la ville : l'industrie compte environ 1 500 employés permanents, 16 sociétés de productions cinématographiques, 5 coopératives de cinéma, une moyenne de 50 films par an et près de 2,5 millions de dollars des États-Unis de revenus annuels. La ville de Santos accueille également le festival de cinéma Curta Santos qui se tient chaque année depuis 15 ans et qui reçoit plus de 1 000 courts-métrages à chaque édition. Elle organise aussi un programme de cinéma communautaire qui offre des projections en plein air dans des quartiers défavorisés afin d'encourager la participation à la vie culturelle et la cohésion sociale.

En outre, l'Institut Querô, organisation de la société civile, a pour objectif la promotion de l'inclusion sociale et d'une participation plus large des jeunes vulnérables et privés de droits à la vie culturelle. Tous les ans, 60 participants sont formés à des compétences audiovisuelles telles que l'écriture de scénarios, la réalisation cinématographique, l'éclairage et la photographie ; et l'Institut complète cette offre par des formations sur l'égalité des genres et sur le renforcement des capacités de la communauté, ainsi que par des stages Les productions cinématographiques de l'Institut ont remporté 48 récompenses lors de festivals nationaux et internationaux. L'impact

le plus important a été le changement significatif parmi la jeunesse, générant vitalité et confiance et leur permettant d'imaginer, d'aspirer à et de façonner de nouvelles possibilités pour leur avenir.

Dans le cadre du développement centré sur l'humain de Santos, la ville investit dans des centres culturels qui se trouvent dans des quartiers marginalisés afin de stimuler l'accès à la culture des groupes vulnérables. La Villa Créative propose des ateliers sur les arts, la gastronomie et la musique, mais aussi des activités en lien avec le cinéma et la littérature. La ville dispose de quatre villas créatives qui se concentrent sur différents groupes d'individus vulnérables, fournissent des plateformes de renforcement des capacités sociales et politiques et alimentent un sentiment d'appartenance culturelle et géographique. Les villas créatives ne sont pas seulement des lieux de formation et de production d'objets culturels, elles offrent également des espaces sûrs qui permettent aux individus d'interagir les uns avec les autres et de profiter de la culture. Ces expériences ont été un succès et ont amélioré l'estime de soi et la qualité de vie ; elles ont également autonomisé les individus en leur donnant la possibilité de prendre le contrôle de leurs vies. Bien que le processus soit lent et qu'il nécessite une certaine ténacité, l'expérience prouve qu'un changement est possible. Il y a actuellement six villas créatives en cours de construction.

La plus grande transformation urbaine est le fait des habitants, et les différentes langues culturelles constituent le moyen de les atteindre. Notre expérience a montré que la culture et la créativité étaient de puissants vecteurs de développement économique et social.

penser. Les outils et technologies numériques façonnent la culture que nous produisons et consommons, de même que la façon dont nous percevons le monde.

Le numérique en est à sa troisième plateforme : une combinaison d'informatique en nuage, d'appareils mobiles, de médias sociaux et de technologie des mégadonnées. Les appareils et applications mobiles étendent les possibilités, l'informatique en nuage agit comme un mécanisme externe, les mégadonnées permettent d'analyser les données à très grande vitesse et d'en dégager des aperçus, les technologies sociales apportent une dimension humaine interactive à des processus numériques et automatisés. La combinaison de ces technologies disparates simplifie les environnements de travail et dynamise le commerce numérique, l'analyse de l'information et le développement d'infrastructures intelligentes. Le périmètre, l'échelle, l'omniprésence, l'ubiquité et la vitesse d'évolution des technologies sont impressionnants. On compte aujourd'hui 2,5 milliards d'utilisateurs de l'Internet dans le monde, qui interagissent aussi simplement que par SMS ou de façon plus complexe en contrôlant les appareils ménagers électroniques à distance.

### LA CONNECTIVITÉ ET LES DONNÉES : UNE NOUVELLE FORME DE CAPITAL

Les trois technologies qui supplantent les ressources matérielles, la finance et la géographie sont les mégadonnées, l'Internet des objets ainsi que les objets intelligents. Le paysage culturel n'a été aspiré que rarement par la force gravitationnelle des technologies dynamiques et par les idées que celles-ci engendrent : il l'a cependant été par la numérisation. C'est la force culturelle dominante du XXI<sup>e</sup> siècle qui entraîne tout dans son sillage. Elle change le paradigme, façonne le monde à son image, affecte chacune des formes de la culture et de l'art : la façon dont les textes sont écrits, utilisés et positionnés comme sur le Web 2.0, les blogs, les salons de discussions, les forums, Wikipédia, Facebook ou Twitter.

La force interactive et immersive des technologies numériques nous permet de produire de l'art et des objets via de nouvelles techniques ; de voir la culture créer de nombreuses opportunités pour les musées, galeries et lieux de représentations de différentes façons ; de communiquer, d'interpréter et d'imaginer de nouveaux sites du patrimoine.

« À un moment décisif entre le XX<sup>e</sup> et le XXI<sup>e</sup> siècle, une nouvelle forme d'économie, de société et de ville apparaît : d'aucuns pourraient dire qu'il s'agit d'une absence de ville, de la fin de la ville telle nous la connaissons, mais l'avenir leur donnera sans doute tort. Comme de nombreuses fois au cours de notre longue histoire, le moteur du changement est la technologie : cette fois, il s'agit de la technologie de l'information.

Peter Hall, urbaniste et géographe

### UN MONDE BAINÉ DE DONNÉES

La numérisation et son pouvoir de connecter, de communiquer et de manipuler les données entraîne une transformation à grande échelle qui modifie les bases des entreprises et des services publics et affecte chacune des facettes de nos vies. La révolution de l'exploitation de données accélère l'innovation, tel un Gutenberg 3.0, qui change notre façon de travailler, de gérer, d'organiser, d'agir, de créer et de



La Boca, Buenos Aires (Argentine)  
© sunsinger/Shutterstock.com\*

La possibilité de simulation et de représentation virtuelle des expériences est au cœur de l'un des sujets principaux concernant la culture contemporaine : la transformation psychique et sociale engendrée par un nouvel environnement électronique qui associe et mélange le « virtuel » et le « réel ». Les simulations de produits et de services et les expériences de réalité augmentée sont de plus en plus nombreuses partout sur la planète et engendrent même des réseaux sociaux, des relations et des sentiments virtuels.

La technologie est comme un nouvel oxygène et elle est de plus en plus facile à utiliser. Inévitablement, nous sommes réduits en esclavage par ses contenus fluides, malléables et remaniés et nous paissions (ce que nous appelions auparavant naviguer) et plongeons dans ses limites perméables qui paraissent de plus en plus infinies. Les mots d'ordre sont : ouverture, fluidité, interactivité, cocreativité, agilité, connectivité, instantanéité, immersion, omniprésence, puissance, partage, intégration, multitâche, simulation, virtualité, fragmentation et présence en ligne constante.

## REFONTE ET RÉTRO-INGÉNIERIE DU MONDE

Nous sommes au beau milieu d'une refonte de notre monde et de tous ses systèmes (légaux, moraux, politiques et économiques) et infrastructures au profit d'une ère numérique dont les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont les piliers. Ce projet présente des implications culturelles immenses. Pourtant, notre environnement bâti a été conçu pour correspondre à la façon dont nous vivons et travaillons il y a plus de 50 ans. Afin de s'adapter à l'ère numérique, un processus de rétroingénierie est nécessaire à la création de nouvelles infrastructures intelligentes, de technologies de récupération de données et d'objets qui s'inscrivent dans une structure d'ingénierie lourde. C'est l'Internet des objets qui permet aux objets urbains, du réfrigérateur au collier du chien, de communiquer et de venir s'ajouter à la montagne de données que nous possédons déjà. Il s'agit de mégadonnées dont seule une infime fraction a été utilisée afin de permettre aux algorithmes d'interpréter le chaos. Les capteurs aident les villes à répondre intelligemment à de multiples questions, de la plus simple à la plus complexe : Quand passe le prochain bus ou métro ? Où peut-on se garer gratuitement ? À plus grande échelle, nous pouvons contrôler la façon dont la ville fonctionne à distance, grâce à des applications qui aident les voyants et les déficients visuels à savoir où ils se trouvent ou grâce à des mécanismes d'autorégulation qui

### ÉTUDE DE CAS 67

Nairobi (Kenya)

#### Cartographier le système des transports publics informels

L'essor du marché des applications mobiles au Kenya a révolutionné la façon dont les individus interagissent avec les informations et services fournis par la ville, ce qui a permis de développer de nouvelles solutions de transports et une nouvelle opportunité pour les utilisateurs de contribuer directement à l'information en temps réel. À Nairobi, le projet « Digital Matatus » exploite la technologie des smartphones pour améliorer l'efficacité du système des transports informels et aider les citoyens à mieux planifier leurs itinéraires dans la capitale kényane. Les *matatus* sont des minivans privés utilisés par environ 70 % des habitants. Les chercheurs de l'Université de Nairobi, de l'Institut de Technologie du Massachusetts (MIT), de l'Université de Columbia et du cabinet de conseil Groupshot Design ont collaboré pour développer ce projet, en réponse au manque de données sur les itinéraires de transports informels à Nairobi, qui sont plus de 140. Grâce à des applications sur smartphones, les utilisateurs peuvent transmettre des données qui sont ensuite traduites en cartes physiques et numériques puis mises en ligne sur Google Maps.

Cette initiative fait partie d'une récente vague d'avancées numériques au Kenya, qui ont suivi une décision gouvernementale de 2009 visant à mettre en place des connexions Internet à haut débit câblées à bas prix et plus rapides. Le secteur émergent des services technologiques et l'apparition de téléphones portables abordables offrant un accès à Internet ont permis à de nombreux Kenyans de se connecter via leurs mobiles. Aujourd'hui, environ 40 % des habitants de Nairobi possèdent un smartphone.

Source : <http://www.digitalmatatus.com/>



contrôlent l'utilisation d'énergie, surveillent les niveaux de pollution ou ajustent l'éclairage. L'économie du partage devient possible, elle se construit autour du partage des ressources humaines et physiques. Un nombre incalculable d'applications encourage le troc, l'échange ou l'achat groupé avec des solutions de covoiturage telles que ZipCars. L'ouverture des données permet un circuit de retours plus simple entre les citoyens et les décideurs de la ville, ce qui participe à la redynamisation de la démocratie locale et rend possible les modèles de gouvernance collaborative. Peut-être qu'au fond « la ville est faite de logiciels » puisque toutes ses opérations sont entièrement basées sur des logiciels. Le mouvement de « l'open source » (ou code source ouvert) a accéléré le monde numérique, permettant des activités collaboratives entre différentes disciplines et brisant les barrières qui séparaient celles-ci.

## PLACER LES VALEURS HUMAINES SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Les technologies devraient être dirigées par une perspective humaine et non l'inverse. La fièvre de la technologie et des applications innovantes nous fait oublier qu'il s'agit de moyens d'atteindre de plus grands objectifs tels que l'autonomisation des citoyens. L'impulsion innovatrice ainsi libérée doit ouvrir de nouvelles possibilités pour résoudre des problèmes fondamentaux ou récurrents, notamment aborder la question des inégalités ou créer des emplois de qualité.

Les décideurs ont une opportunité unique pour reconstruire les villes avec un regard différent, en utilisant notamment les possibilités offertes par les médias sociaux, les plateformes interactives ou les données ouvertes pour approfondir la démocratie, la rendant ainsi plus réceptive aux souhaits et besoins des habitants. La question essentielle est la suivante : l'intérêt public sera-t-il placé au centre des préoccupations ? Les villes doivent demeurer vigilantes pour garantir que leurs priorités et leurs valeurs soient reconnues, et ce d'autant plus que l'appareil industriel lié à l'économie numérique convoite aujourd'hui la ville comme un nouveau marché à conquérir. C'est bien là l'essentiel : il ne s'agit pas seulement de nouvelles infrastructures et réseaux à construire mais aussi de permettre aux habitants de devenir des « citoyens intelligents ».

Il est indéniable que des promesses et des opportunités qui n'ont pas encore été révélées sont à envisager si la vie est recentrée sur le citoyen, plus locale, plus pratique ou efficace et connectée sans accroc. Comme c'est le cas pour toutes les nouvelles technologies, les points positifs s'accompagnent de risques. Elles sont à la fois libératrices et potentiellement intrusives. Les menaces les plus imminentes sont celles du contrôle par les algorithmes ou par la surveillance accrue, la surcharge due au flot incessant de données dont nous sommes submergés ou encore des suppressions d'emplois remplacés par des robots intelligents.

La révolution des communications a privé le secteur public de son monopole sur les données puisque tout le monde a accès à l'information sur ses appareils connectés. Le numérique permet de mobiliser les opinions et les causes ; le Printemps Arabe, le mouvement « Occupy », le mouvement Cinq étoiles en Italie ou le mouvement « Podemos » en Espagne en sont des exemples. Les projets tactiques d'urbanisme, comme le PARK(ing) DAY, le Restaurant Day, la fondation Better Block ou encore le mouvement du Guerrilla Gardening sont les fruits de la même philosophie. Actifs sur les médias sociaux, ils permettent aux citoyens de s'unir sans se rencontrer physiquement. Ils modifient la façon dont les villes et les citoyens communiquent et prennent des décisions – ce sont des mouvements civiques radicaux en action. Tout cela met à profit l'intelligence de la communauté, alors que les responsabilités communautaires étaient auparavant prises en charge par les pouvoirs publics, moteurs de la production de services. Cela implique un glissement vers une culture imprégnée de transparence.

## L'EXPÉRIENCE URBAINE

Les villes numériques ont un certain pouvoir de séduction. Elles nous attirent lentement dans leur toile interactive en un glissement ou en un clic qui sont souvent instantanément gratifiants. Le Wi-Fi est omniprésent, nous pouvons facilement naviguer ici et là entre les mondes que ce soit localement ou mondialement, physiquement ou virtuellement. Les appareils portables nous donnent plus de mobilité et nous permettent de travailler sur la route et de rester informés, et l'immense base de données que représente Internet nous fournit des ressources inimaginables. Chaque groupe social prend part à l'expérience, même si ceux qui y participent tout en étant « en mouvement » sont en minorité. Toutefois, les conducteurs de bus ou de camions, les infirmières, les employés de magasin, les dentistes, les gardiens de musée et les employés du bâtiment ont également accès aux ressources numériques.

### ÉTUDE DE CAS 68

UNESCO/UNITAR

#### Utiliser des outils d'imagerie numérique pour la protection et la préservation du patrimoine culturel

Face à des catastrophes naturelles dévastatrices et à des attentats sans précédents contre le patrimoine culturel, les outils d'imagerie numérique se sont révélés essentiels pour évaluer les dégâts et pour planifier la restauration. Dans le cadre du partenariat entre l'UNESCO et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), des images satellites obtenues grâce au Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'UNITAR ont été utilisées afin d'évaluer les sites à risque en Iraq, en République arabe syrienne, au Yémen et au Népal. Ces images sont souvent le seul moyen d'évaluer les dégâts subis par des biens inaccessibles. Par exemple, des images satellites ont été utilisées afin de déterminer le degré de destruction de temples et de monuments historiques inscrits à la Liste du patrimoine mondial dans la vallée de Katmandou (Népal) à la suite du tremblement de terre d'avril 2015 ; et ont permis aux experts d'évaluer les dégâts subis et de planifier la restauration.

Préparée par l'UNESCO

Le volume, la rapidité et la variété des flux de données disponibles instantanément ainsi que la tendance du « n'importe quand et n'importe où » modifient notre façon d'interagir avec l'espace, les lieux et le temps. Cependant, le lieu a plus d'importance que jamais, malgré l'augmentation des interactions virtuelles, puisque les individus ont besoin d'un endroit physique auquel se raccrocher. Le rôle du domaine public prend de l'ampleur à mesure que les schémas du travail se transforment ; les lieux de rassemblement, et particulièrement les espaces tertiaires, sont d'autant plus pertinents. Ces villes à capteurs ressemblent à toutes les autres mais fonctionnent différemment. Pensez à la façon dont Airbnb, Zipcar, Uber, Lyft et Bridj ont ré-imaginé l'hébergement ou la mobilité urbaine.

La ville communique de tout son être. Elle est dynamique : les enseignes bougent, les affiches racontent des histoires,





Festival Festigraff, Dakar (Sénégal)  
© Victoria Okoye

les panneaux d'affichage nous informent. Elle a une dimension cinématographique, elle nous donne l'impression de flotter. Pourtant, les bâtiments sont toujours aussi solides. Le hasard est consciencieusement orchestré à mesure que fleurissent les lieux de rencontres et les espaces tertiaires, renforçant ainsi la connectivité. Cela change notre environnement de travail, et d'ailleurs le modèle du travail réparti entre plusieurs activités tend à s'imposer.

#### ÉTUDE DE CAS 69

Shanghai (Chine)

### Miser sur les infrastructures créatives pour stimuler la croissance urbaine

Shanghai (Chine) est une mégalopole cosmopolite et dynamique qui compte plus de 24 millions d'habitants. Les industries culturelles et créatives sont devenues centrales pour la croissance de la ville et son image de marque. Shanghai a rejoint le réseau des villes créatives de l'UNESCO en tant que Ville créative de design en 2010. La ville excelle dans ce domaine, de la conception de produits industriels à la joaillerie ; et divers événements sur le thème du design se tiennent régulièrement à Shanghai.

L'industrie créative rapporte à la ville d'importants dividendes qui sont générés par les 7,4 % d'habitants employés par les industries créatives. La ville jouit de la plus grande zone regroupant des groupes créatifs du monde, dont deux tiers ont été bâtis au cours de projets de régénération urbaine concernant des usines ou des entrepôts désaffectés. En 2004, Shanghai est devenue la première ville chinoise à mettre en place une politique formelle pour les industries culturelles et créatives (ICC) et en 2009 les documents de politique nationale ont intégré les dispositions en la matière. Quatre ans plus tard, Shanghai abritait 87 groupes créatifs, plus de 4 000 agences et institutions ayant trait au design, 283 institutions artistiques, 239 centres communautaires artistiques et culturels, 100 musées, 25 bibliothèques et 743 bâtiments accueillant des archives.

D'un point de vue politique, l'essor des groupes créatifs a développé de nouvelles infrastructures et institutions culturelles, alimentant la croissance et nourrissant l'image naissante de Shanghai en tant que ville culturelle mondiale. L'un des enjeux majeurs pour le développement des industries culturelles et créatives sera l'équilibre entre « matériel » et « logiciel » afin de permettre un développement complet de la créativité et de l'expression.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6



surstimulation. Dans l'intérêt public, certaines villes comme São Paulo (Brésil), Paris (France) et Tokyo (Japon) tentent de contrôler cette prolifération. Les artistes sont de plus en plus engagés dans la mise en place d'installations et d'événements qui génèrent cette expérience urbaine. Nous pouvons voir les bâtiments se transformer, parfois même se parer d'éléments subversifs soudains et temporaires afin de conserver l'attention du public. Ce marketing urbain est particulièrement puissant à la nuit tombée. Les entités publiques luttent pour rester dans la course à la prédiction d'informations concernant les horaires des transports, le suivi de la pollution, les conditions météorologiques, les événements et les alertes.

« Les grandes villes se définissent par leur culture. Elles se définissent par leur histoire, via leur patrimoine local, leurs musées et leurs archives, leurs bâtiments historiques, leurs festivals, leur gastronomie et leurs traditions locales. Mais une grande ville se définit également par sa culture contemporaine : ses artistes et ses lieux artistiques, ses films et programmes télévisuels, sa musique et ses jeux, sa photographie et son artisanat, sa mode et son design, sans oublier son offre informelle riche, des skate-parks aux restaurants, pubs et boîtes de nuit.

Autorité du Grand Londres

### LA « VILLE INTELLIGENTE »

Le concept de « ville intelligente » possède une rhétorique puissante et sous-entend l'utilisation de tout le potentiel d'information et de communication afin d'améliorer les performances et l'utilisation des ressources. À l'origine, il a été promu par de grandes entreprises technologiques qui considèrent la ville comme un marché majeur et un acheteur en vrac de produits et de services dans le but de rendre la vie plus commode, efficace, sûre, autorégulée et prévisible. Ces entreprises ont été critiquées pour ne pas s'être concentrées sur l'engagement humain dès le début. Ce paysage numérique soi-disant gratuit pour tous est largement surveillé par ce que Hill (2013) a appelé le « Complexe Industriel d'Intelligence Urbaine » dirigé par IBM, Cisco, General Electric, Siemens, Philips et des moteurs de recherche tels que Google ou Yahoo.

Le paysage urbain numérique permet aux marques mondiales de dominer notre paysage sensoriel et notre expérience visuelle. Cela a des effets émotionnels et psychologiques sur les citadins qui risquent la surcharge sensorielle et la

Le terme « intelligent » n'est pas fiable et risque d'être galvaudé. Devenir plus intelligente n'a pas la même signification pour toutes les villes mais il ne peut cependant pas y avoir de ville intelligente sans citoyens intelligents.

**ÉTUDE DE CAS 70**

São Paulo et Curitiba (Brésil)  
**Une plateforme pour l'engagement des citoyens envers le gouvernement au Brésil**



Colab est une application mobile qui se sert des réseaux sociaux pour encourager la transparence et la collaboration avec pour objectif d'améliorer la gestion de la ville. Elle a été créée par cinq jeunes entrepreneurs brésiliens comme une plateforme visant à simplifier les canaux de communication entre la société civile et les gouvernements. Colab favorise la création de liens entre les citoyens et encourage la participation civile afin de provoquer des changements positifs dans la ville. L'application permet aux citoyens de rendre compte de problèmes de sécurité, d'éclairage public ou de stationnement, par exemple en postant des photos géolocalisées partagées avec d'autres utilisateurs qui peuvent suggérer des façons d'y remédier. Une fois les réclamations enregistrées, les autorités municipales peuvent répondre directement aux demandes, les transmettre aux équipes concernées afin qu'elles interviennent et suivre leur avancement. L'application est actuellement utilisée dans plusieurs municipalités du Brésil, y compris à São Paulo et à Curitiba.

Source: <http://www.colab.br/>

Les villes les plus intelligentes sont des endroits inclusifs qui se servent de la technologie et de l'innovation pour autonomiser, encourager et tirer parti de la participation citoyenne. L'implication des citoyens va au-delà de l'assimilation de la technologie : elle s'étend au codéveloppement d'idées et de solutions en encourageant une nouvelle gouvernance et des outils de transparence tels que les laboratoires vivants, qui intègrent la contribution citoyenne aux projets d'urbanisme avec des espaces et des soutiens dédiés aux jeunes entreprises. Une ville intelligente qui a réussi facilite cette participation, cette cocréation et cette coproduction entre les citoyens et les partenaires locaux. (Eurocities, 2015).

Par exemple, grâce à la stratégie d'éclairage intelligent d'Eindhoven, les rues sont plus réactives et aident les patients atteints de démence d'une façon innovante. Le système de sondage sur demande d'Amsterdam permet aux citoyens de fournir des informations sur les risques de crues ou de signaler des trottoirs endommagés. Les systèmes d'épuration des eaux de Curitiba fonctionnent sur le même principe. Les poubelles connectées de Barcelone permettent aux camions poubelle de ne ramasser que celles qui sont pleines en informant les chauffeurs grâce à des capteurs.

**LE SOCIAL ET LE PARTAGÉ**

Tous les moyens de communication transforment la ville et notre façon d'interagir avec celle-ci. Chaque transformation a participé à l'amélioration de la sociabilité grâce à la possibilité de réserver un billet de train, une voiture ou de téléphoner. Aucun déclin n'a été observé avec l'élargissement des options offertes par Internet et les médias sociaux. Le problème reste cependant la qualité des interactions. Notre

vie sociale en ligne, catalysée par une connectivité permanente, est-elle un complément de notre vie hors ligne qui enrichit notre expérience de vie ou la remplace-t-elle, nous faisant passer à côté de quelque chose ? La communication en face à face nous fournit les contacts physiques et émotionnels dont nous avons besoin.

Notre désir de vivre en communauté n'a pas changé, ce qui a changé est la façon dont nous l'exprimons : il est moins ancré dans les espaces physiques fixes de la communauté traditionnelle qui se limitent à la famille et à quelques étrangers. Notre mode de vie, plus nomade, nous permet de nous affilier et de nous identifier de différentes façons qui sont plus définies par et intégrées dans nos réseaux que nos liens classiques. Au sein d'un monde nomade, ce sont les réseaux qui définissent les communautés. L'inconvénient étant que les réseaux négatifs permettent aux individus indésirables de se regrouper plus facilement.

Dans ce paysage en changement constant, les lieux physiques sont importants car ils sont un point d'ancrage, d'appartenance, de connexion et, idéalement, d'inspiration. Les mondes en ligne et hors ligne, le cyberspace et l'espace local se combinent pour créer une identité, pour façonner des intérêts et pour donner naissance à une vie porteuse de sens. Cela se manifeste dans la façon dont les villes fonctionnent, sont conçues et sont parcourues. L'importance du domaine public, depuis les trottoirs jusqu'aux bancs, parcs de poche et zones couvertes, augmente de façon considérable, tout comme celle des lieux tertiaires tels que les cafés informels (Oldenburg, 1999). Ces endroits sont essentiels à l'établissement d'une communauté collective tout en restant accueillante et en proposant toujours un accès gratuit au Wi-Fi. Une plus grande connectivité et un accès plus rapide à l'Internet ont libéré les individus en leur permettant de travailler depuis chez eux en télétravail ou même dans les transports. Les lieux tertiaires sont la clé pour des espaces accueillants et accessibles. La possibilité d'être seuls ensemble est une force. L'expérience urbaine collective sera d'autant plus importante dans le futur. La culture des festivals et événements spectaculaires motivés par l'art et passant par des canaux de communication fragmentés représente une part de plus en plus importante de la culture urbaine. Des lieux tertiaires qui reprennent les qualités des communautés physiques et au sein desquels la dissociation relative du statut social est un plus existent également dans le monde virtuel avec des communautés en ligne.

Une base génétique explique notre besoin d'évoluer en société ; ainsi que le caractère addictif des médias sociaux qui deviennent de plus en plus visuels. D'une communication basée sur le mot et le texte, le monde se dirige radicalement vers une communication visuelle, avec ce que les scientifiques appellent « l'effet de supériorité de l'image ». Les avancées des logiciels de reconnaissance des formes combinées à l'intelligence artificielle et à des systèmes d'autoformation ont rendu la manipulation du visuel plus facile. Cela explique l'émergence des plateformes sociales basées sur l'image et le pouvoir de l'infographie, qui allie le visuel et le texte.



« Cloud Cities » (Villes Nuages) de Tomás Saraceno (2011), Hamburger Bahnhof – Musée d'Art contemporain, Berlin (Allemagne)  
© Neil H/ Flickr.com\*

## ÉTUDE DE CAS 71

Dubaï (Émirats arabes unis)

### Bâtir une communauté virtuelle pour partager la créativité



Dans la ville multiculturelle en évolution constante de Dubaï (Émirats arabes unis) la culture, la créativité et l'innovation jouent un rôle central. Creatopia est une initiative en ligne dynamique menée par l'Autorité de la culture et des arts de Dubaï et par le gouvernement de Dubaï dont le but est de créer une communauté virtuelle pour les entrepreneurs créatifs du monde entier. Creatopia met en lumière des talents créatifs émergents et leur ouvre un marché vivant pour montrer leur créativité dans des galeries virtuelles, vendre leurs œuvres et de trouver des mentors qui possèdent la même vision qu'eux. Les « creatopiens » peuvent interagir, commenter et suivre d'autres creatopiens ou d'autres entités et soumettre leur candidature si des opportunités professionnelles se présentent. Cela permet à la communauté créative, n'importe où dans le monde, de prendre part à un dialogue culturel continu.

Ce portail est un catalyseur et un intermédiaire par lequel les individus peuvent développer et partager des idées créatives avec leurs pairs, avec des acheteurs des entités gouvernementales et avec le secteur privé. C'est également un portail qui encourage l'engagement et inspire le talent dans la région grâce à une plateforme qui unifie et connecte la communauté créative. Ce faisant, elle renforce l'identité culturelle de Dubaï et la positionne en tant que nouvelle ville mondiale pour la créativité.

Depuis son lancement en 2015, Creatopia a développé une communauté créative grandissante d'environ 1 700 creatopiens et de plus de 1 000 projets publiés. Creatopia tente de s'associer avec d'autres entités et initiatives et s'est intégrée au tissu créatif des plateformes numériques de Dubaï, évoluant au fil des tendances et des demandes de son écosystème créatif. Grâce à un esprit de collaboration ouvert, les réalisations de Creatopia renforceront la communauté de la culture et des arts et stimuleront l'économie créative.

Préparée par l'Autorité de la culture et des arts de Dubaï (DCAA)

Internet nous attire vers des mondes inexplorés mais peut devenir envahissant en induisant une surcharge cognitive, en réduisant la concentration, en fragmentant l'attention et en nous déconnectant de la réalité. La narration est alors un outil puissant qui fait travailler l'intégralité de notre cerveau, elle stimule notre désir de relier entre eux des éléments indépendants et de raconter une série d'événements possédant des liens de causalité. Rester concentré dans un monde submergé par la technologie n'est pas chose facile.

## MESURER L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE URBAIN

Le concept de mesure des capacités numériques n'est pas différent du bon sens en termes de gestion qui consiste à évaluer la réactivité, les compétences humaines et la performance. Plus précisément, nous avons besoin d'une gouvernance municipale numérique, de réseaux municipaux omniprésents, de la possibilité de tirer profit des données urbaines ou d'encourager les services numériques, d'un accès numérique, d'une maîtrise des compétences et, enfin, d'un changement d'attitude, comme l'a exprimé le Digital Masterplan de Dublin (Conseil municipal de Dublin, 2013).

La corrélation entre compétences informatiques et compétitivité pousse les villes à repenser leurs systèmes de formation puisque environ 90 % des postes requièrent des compétences liées aux TIC. Cependant, la maîtrise du numérique se doit non seulement d'encourager les compétences en TIC mais également d'enrichir les connaissances culturelles afin que nous puissions nous adapter au monde numérique et comprendre les pièges qui s'y cachent.

## CONCLUSION

La technologie numérique est une force révolutionnaire, qui nécessite d'être orientée sur l'utilisation que nous voulons faire de son pouvoir en tant qu'habitants et en tant que villes. Un ancrage éthique est essentiel pour guider les politiques, les stratégies et les investissements, qui doivent avant tout avoir pour objet la résolution de problèmes mondiaux et locaux réellement importants.

Garder le meilleur de cette dynamique d'innovation requiert des priorités politiques dans un cadre de gouvernance et de résultats qui équilibre l'équité, la transparence, l'accès public et le droit à la vie privée. Cet équilibre est à trouver entre sanction et permission, soutien et répression, limitation et contrôle. Cela inclut la protection de la vie privée ; la possibilité pour les individus de gérer leurs propres données ; la conscience permanente de l'équilibre entre bénéfiques publics et privés ; l'encouragement d'une nouvelle culture civique cocréatrice ; la mise en place des règles et des codes pour des villes dotées de capteurs, des villes de surfaces interactives et d'environnements numériques immersifs ; la création d'un partenariat mixte « cerveau pensant » à l'organisation agile qui apprend à comprendre les faibles signaux qui apparaissent à l'horizon ; et, le plus important peut-être, l'instigation d'un programme de maîtrise du numérique.



# L'ENVIRONNEMENT

Améliorer la qualité  
de l'environnement  
bâti et naturel grâce  
à la culture

“ *La tradition, c'est la transmission  
du feu et non l'adoration des cendres.* ”  
*Gustav Mahler, compositeur*

**D**epuis les années 1960, l'UNESCO a dirigé la mise en place d'une série d'importants cadres politiques qui ont petit à petit donné forme à un système de politiques mondialement validées pour la conservation de l'environnement bâti, des paysages et de la nature. Le périmètre de ces politiques s'étend des monuments et sites archéologiques à des villes historiques entières telles que Venise (Italie), Sanaa (Yémen), Katmandou (Népal), La Havane (Cuba) et Fès (Maroc).

Le tout premier cadre a été fourni par la Recommandation de l'UNESCO de 1962 concernant la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites, un document portant sur le long terme qui attirait l'attention de la communauté internationale sur les conséquences possibles de la détérioration de la beauté naturelle des lieux, mais également de la beauté des paysages artificiels et plus particulièrement des paysages urbains. Cet outil a été suivi par la Recommandation de 1968 concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés.

L'adoption de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel a permis de rassembler différentes catégories de patrimoine naturel et culturel dans des définitions et des principes identiques et d'établir un système de responsabilité internationale pour la conservation et le suivi des sites du patrimoine. La Convention du patrimoine mondial est devenue une référence pour l'identification, la conservation et la gestion du patrimoine culturel et naturel à travers le monde.

En parallèle du développement des chartes de conservation du patrimoine culturel clés établies par le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), l'UNESCO a contribué à l'évolution des concepts

et de la pratique de la gestion et de la conservation du patrimoine urbain.

Les modifications des processus économiques, démographiques et sociaux qui ont caractérisé notre monde au cours de ces 30 dernières années ont cependant altéré les scénarios politiques dans ce domaine de façon significative. Tandis qu'une quantité accrue de ressources a été mise à contribution par les acteurs publics et privés dans le cadre des politiques de conservation du patrimoine, les pressions aussi ont augmenté, ce qui a souvent menacé la pérennité même du patrimoine urbain ou a radicalement modifié ses fonctions sociales et économiques.

Les raisons principales de ces changements se trouvent dans les processus de gentrification qui ont accompagné la croissance économique dans de nombreuses régions, notamment en Amérique du Nord et en Europe ; dans la rapide expansion de l'industrie du tourisme dont les différents effets impactent la vie sociale et économique des zones du patrimoine ; ainsi que dans les processus de reconversion du territoire de plus en plus nombreux au sein et autour des zones historiques centrales. En conséquence de ces processus, les pertes de patrimoine culturel et naturel se sont accélérées. Dans d'autres régions comme l'Asie du Sud, certaines parties d'Amérique latine et les États arabes, le patrimoine urbain est toujours largement caractérisé par une marginalité sociale et par des conditions de logement qui ne respectent pas les normes. Cela représente également une menace pour la préservation du patrimoine urbain.

Le rythme de l'urbanisation a augmenté de façon significative au cours de ces dernières années et, bien qu'il s'agisse d'une tendance mondiale, elle est particulièrement marquée dans certaines régions du monde, notamment en Asie et en Afrique où de nouvelles mégalopoles se sont formées ou sont en cours de formation. C'est à la suite de ces changements historiques importants

que l'UNESCO a travaillé à mettre en place la conservation du patrimoine dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Nouveau Programme pour les villes adopté lors de la Conférence Habitat III.

La conscience des limites des politiques de conservation du patrimoine urbain acquises dans le passé a motivé la redéfinition des principes directeurs de la conservation urbaine. En 2011, après plusieurs années de réflexion et de discussion, l'UNESCO a adopté la Recommandation concernant le paysage urbain historique, un document politique destiné à placer le patrimoine urbain dans un cadre conceptuel plus étendu et à éclaircir ses liens avec les processus de développement durable.

Avec la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique, l'UNESCO a redéfini son approche des zones de conservation urbaine, plaçant la dimension culturelle au cœur du développement urbain durable. Cette approche, bien que basée sur des pratiques établies de conservation du patrimoine, réinterprète le contexte urbain en tant que ressource fondamentale pour la subsistance des communautés, résultat d'un processus de stratification de valeurs matérielles et immatérielles qui ont besoin d'être alimentées et préservées en tant qu'atout du développement durable. Ces dimensions ont été reconnues comme étant des aspects essentiels du développement urbain durable, comme l'exprime l'Objectif 11 du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030.

En s'appuyant sur cette prise de conscience, cette section contient plusieurs articles et perspectives de réseaux de villes, d'organisations internationales, d'artistes et d'universitaires ; ainsi que des études de cas issues de différentes villes du monde, toutes concernant l'amélioration de l'environnement bâti et naturel grâce à la culture. Le premier



des quatre articles, rédigé par Hassan Radoine, évoque des villes compactes et centrées sur l'humain et met en avant la nécessité d'instiller la culture dans les plans et stratégies actuels afin que nos villes soient plus humaines et plus durables. En se focalisant sur des villes durables, résilientes et vertes, Michael Turner prône des solutions basées sur la culture qui intègrent le respect du patrimoine et des connaissances traditionnelles pour répondre aux problèmes environnementaux. Patricia O'Donnell centre son analyse sur des espaces inclusifs et soutient que de tels espaces sont essentiels à la cohésion sociale et à l'égalité en milieu urbain. Enfin, Eduardo Rojas se penche sur les enjeux grandissants de la sauvegarde des identités urbaines ; qui sont d'après lui vitales pour un développement urbain vraiment durable.

# DES VILLES COMPACTES à ÉCHELLE HUMAINE



Jodhpur (Inde)  
© Dmitry Rukhlenko/Shutterstock.com\*

## EN BREF

La culture devrait être considérée comme un moteur pour le développement de villes à échelle humaine, qui favorisent la mixité des usages et prennent en compte les ressources culturelles et naturelles pour être plus durables.

Le patrimoine urbain peut contribuer au développement durable par le biais de stratégies créatives de régénération urbaine et de réhabilitation et réutilisation du patrimoine.

Les ressources culturelles et naturelles peuvent améliorer la qualité de l'habitat ainsi que la durabilité de l'environnement bâti.

Les autorités locales doivent s'appuyer sur la créativité et le patrimoine, atouts essentiels pour renforcer l'identité spécifique de la ville et susciter un sentiment d'appartenance.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Hassan Radoine, École nationale d'architecture du Maroc (Maroc). *Aménager et façonner la forme urbaine grâce à l'approche culturelle.*

### Perspectives :

Renzo Piano, architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture en 1998. *Mettre du « beau » dans les villes*  
Milica Bajic Brkovic, Présidente (2012–2015), Association internationale des urbanistes (ISOCARP). *Démêler la relation changeante entre la culture et l'urbanisme*  
Léon Krier, architecte-urbaniste. Premier lauréat du Prix R.H. Driehaus d'architecture en 2003 *Vers les villes du futur*

### Études de cas :

Ouro Preto (Brésil). *Les périphéries en marge des efforts de conservation*  
Prague (République tchèque). *Une transition vers une ville polycentrique*  
Johannesburg (Afrique du Sud). *Mettre la culture au cœur d'un développement urbain post-apartheid*  
Rome (Italie). *Des villes aux usages mixtes*  
Bombay (Inde). *La participation de la communauté contribue à un quartier des arts dynamique*



# AMÉNAGER ET FAÇONNER LA FORME URBAINE GRÂCE À L'APPROCHE CULTURELLE

HASSAN RADOINE

École nationale d'architecture du Maroc (Maroc)

AVEC UNE URBANISATION ACCRUE ET UN DÉVELOPPEMENT URBAIN RAPIDE, LES VILLES DU MONDE ENTIER SONT PASSÉES D'UN URBANISME QUALITATIF VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL, À UN URBANISME QUANTITATIF, UNE URBANISATION QUI PROLIFÈRE, DÉVORANT LES RESSOURCES CULTURELLES, ENVIRONNEMENTALES ET ÉCOLOGIQUES. AVEC LES FORCES DE LA MONDIALISATION, L'URBANISATION A ÉGALEMENT TRANSFORMÉ LE PARADIGME DE LA REPRÉSENTATION SOCIALE ET CULTURELLE DES VILLES. DEPUIS L'AVÈNEMENT D'UN URBANISME CLAIREMENT MODERNISTE AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE, LA FORME URBAINE CONTEMPORAINE DE LA PLUPART DES VILLES DU MONDE S'EST ORIENTÉE VERS UNE IMAGE MONDIALE ET COSMOPOLITE. CETTE IMAGE DE TABULA RASA ET D'ABSTRACTION A EU DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES SUR LA DURABILITÉ SOCIALE ET CULTURELLE.

Tandis que la mémoire culturelle de l'environnement bâti souligne la pertinence des racines historiques, culturelles et sociales ; l'urbanisation rapide efface continuellement son « esprit de lieu ». La lutte pour la préservation de l'authenticité de la ville, y compris de ses milieux sociaux riches, de son patrimoine culturel vivant et de ses ressources naturelles, est constante. Ainsi, afin d'améliorer la qualité de l'environnement bâti actuel et futur, il est essentiel de considérer toutes les ressources culturelles et naturelles dans les processus d'aménagement urbain et territorial.

Le onzième Objectif de développement durable des Nations Unies (ODD) s'engage à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient « ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». (Nations Unies, 2015). Atteindre cet objectif est impossible sans un aménagement intelligent incluant le renforcement et la culture d'une perception de l'espace et d'un sentiment d'appartenance. De plus, selon la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique, il y a des étapes critiques à respecter afin « d'intégrer les politiques et pratiques de conservation de l'environnement bâti dans les objectifs étendus du développement urbain en lien avec les valeurs et les traditions héritées de différents contextes culturels » (UNESCO, 2011). Ces étapes prônent de prendre en compte les valeurs du patrimoine urbain et leur vulnérabilité dans un cadre plus large d'urbanisme et de développement ; et de donner la priorité aux actions de conservation et de développement.

Même si l'ODD 11 fait directement référence à la durabilité des villes et établissements humains, dans un sens plus large, tous les autres ODD abordent les trois dimensions du développement durable : économique, sociale et environnementale. Il est donc impératif de traduire ces objectifs macrostratégiques en formules applicables dans différents secteurs. Dans les domaines de l'urbanisme et du développement, la mise en œuvre de ces objectifs sous-entend l'identification des mécanismes économiques et environnementaux intrinsèques qui visent l'amélioration de l'expérience de vie dans un établissement historique ou contemporain. Ainsi, afin de saisir les différentes dimensions de la culture en tant que mécanisme efficace de régénération des villes existantes ou d'aménagement de nouvelles villes, celle-ci doit être considérée comme une composante de la résilience urbaine et les ressources qu'elle fournit doivent être intégrées dans les processus de conception et d'aménagement des villes.

## PERSPECTIVE 23

### METTRE DU « BEAU » DANS LES VILLES

Renzo Piano, Architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture de 1998

Selon moi, il est impossible de décrire la contribution qu'a apportée la culture au développement de nos villes sans commencer par donner une définition de la culture basée sur la beauté. Le terme italien *bellezza* a beaucoup de charme et possède une signification similaire à celle du grec ancien : « beauté qui se mêle à la bonté, » la bonté dans le sens éthique du terme. « Je promets de vous rendre notre ville encore plus belle que vous ne me l'avez donnée » était le vœu fait par les dirigeants athéniens à leurs concitoyens au moment de leur élection, et par « encore plus belle » ils voulaient dire « encore meilleure ». Ce concept de la beauté est au cœur de la culture, pas seulement en termes de création artistique, qu'il s'agisse de musique, de peinture ou de photographie, mais également en termes de recherche scientifique. La recherche scientifique est la beauté à l'état pur. Elle est le besoin de savoir. L'excitation de la recherche scientifique est identique à celle de la création artistique. Si l'on attribue au terme « beauté » cette double qualité - attirant et bon - on peut considérer que la beauté rend les individus meilleurs.

De la même façon que la beauté, qui est liée à la découverte, au savoir, à l'apprentissage et à la curiosité, rend les individus meilleurs, les bâtiments qui possèdent une telle beauté – les musées, les écoles, les universités, les salles de concerts et les bibliothèques – rendent nos villes meilleures. Ce sont les éléments qui permettent au

tissu urbain d'être fertile. Ils représentent l'essence de la ville en tant qu'espace de civilisation et, avant tout, ils illustrent la relation directe entre la construction d'espaces de culture, de savoir et d'éducation et le développement durable des villes.

Injustement, les périphéries sont les zones de la ville qui souffrent le plus. Elles sont souvent associées à des adjectifs négatifs et péjoratifs. Bien souvent, la périphérie est vue comme un lieu lointain, triste, désolé, morne ou dangereux. Pourtant, une majorité de la population de nos villes y réside. Le centre-ville est peut-être le lieu du pouvoir, mais l'énergie, le désir de changer les choses, « l'usine à désirs », se trouvent en périphérie. Bien sûr, c'est pour le meilleur ou pour le pire, mais il serait faux de dire que c'est uniquement pour le pire. Les périphéries jouissent souvent d'une beauté qui n'a pas été prévue dans leur conception, car elles ont été mal construites, sans affection ou sans dévouement. C'est cependant là que se cache l'énergie. Il est clair que nos villes doivent changer et la toute première chose à faire est de rendre les périphéries fertiles, de les équiper de plus de locaux destinés à l'apprentissage, au savoir et à la culture. Bien sûr, la condition est que par « culture » on ne comprenne pas la culture pour une minorité mais une culture basée sur la *bellezza*. Cette notion de la beauté n'est pas une idée romantique, c'est un concept profond qui est lié aux attentes des populations et à leur désir d'évolution.

### LA CULTURE : UNE COMPOSANTE CLÉ DES VILLES CENTRÉES SUR L'HUMAIN

Au cours des trois dernières décennies, les urbanistes et les parties prenantes du monde entier ont été confrontés à la réappropriation par les communautés de la représentation culturelle dans les paysages urbains contemporains. La décontextualisation du paysage urbain, avec ses formes architecturales et urbaines monotones et répétitives, a rendu les espaces urbains hostiles. Il est devenu de plus en plus vital de cultiver des ressources culturelles résilientes afin de rendre les villes plus humaines et plus remarquables.

Ainsi, la relation entre la conservation du patrimoine culturel et l'urbanisme contemporain, qui a toujours été considérée comme conflictuelle, mérite d'être explorée en tant que catalyseur clé pour des villes durables et inclusives. Le paysage urbain historique et naturel transmet un sentiment de représentation urbaine, aidant ainsi à maintenir une dimension interactive au sein d'espaces urbains fragmentés. La conservation a étendu son périmètre de la simple restauration archéologique des reliques matérielles à la régénération et au développement du patrimoine vivant, qui exprime l'expérience humaine et incarne la morphologie urbaine dynamique des villes.

**ÉTUDE DE CAS 72**

**Ouro Preto (Brésil)  
Les périphéries en marge des efforts de conservation**

Ouro Preto a été la première ville brésilienne inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1980. Depuis les années 1930, la ville a été le théâtre de politiques de conservation qui ont largement réussi à préserver le tissu physique du centre historique. Cependant, ces politiques avaient tendance à négliger le fait que la ville est un organisme dynamique en constante évolution et à préserver le paysage en tant qu'œuvre d'art esthétique. Les politiques de conservation du patrimoine imposées d'en haut ont mis en valeur le patrimoine colonial de la ville mais ont négligé les établissements informels et les quartiers périphériques des collines avoisinantes, qui doivent souvent faire face à des conditions précaires et à des problèmes d'infrastructures. Les directives de conception imposées pour les nouveaux bâtiments à Ouro Preto ont produit des bâtiments qui copient les maisons du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la ville n'a pas eu l'opportunité de jouir d'une continuité de son histoire et de ses expressions de l'architecture contemporaine ainsi que de l'inclusion de communautés qui ne vivent pas toutes en centre-ville.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 8



La réappropriation de la ville par ses citoyens serait en fait idéale pour réduire l'écart social grandissant dans les pratiques d'urbanisme (Radoine, 2013). L'inclusion sociale ne peut être atteinte sans un espace urbain qui met en valeur les messages des formes historiques et les souvenirs communs qu'elles contiennent (Boyer, 1996). Actuellement, les citadins sont empêtrés dans un ordre urbain artificiel qui met en péril la richesse et l'importance culturelle des espaces urbains. Cet ordre est incarné par la disposition en damier que l'on retrouve souvent dans les villes nouvelles. La pérennité de l'image et de la mémoire de l'environnement urbain historique d'une ville n'est pas seulement liée à sa permanence physique mais, de façon plus intéressante, à ses schémas résilients d'activité humaine à travers l'espace et le temps. Ici, le concept de résilience appliqué au patrimoine culturel fait référence à la récupération des ressources dynamiques dormantes dans le but de contextualiser l'urbanisme contemporain. C'est la capacité d'une ville à régénérer sa mémoire et son image culturelle latente.

Dans de nombreux pays en développement, le contexte urbain semble à l'abri de la suppression de la mémoire lorsqu'il s'agit de manifestations sociales et culturelles, et ce en dépit de la modernisation. Dans ces pays, le patrimoine culturel matériel et immatériel est vivant et durable. Cela est dû à la mémoire culturelle dynamique des villes historiques et contemporaines. L'individu fait partie d'un système de codes complexes qui mêle le lieu au sens d'une référence culturelle. Afin de réduire l'écart entre le contexte culturel et l'environnement bâti moderne, il serait stratégique d'étudier le rôle des ressources culturelles dans la conception et l'aménagement des villes.

**ÉTUDE DE CAS 73**

**Prague (République tchèque)  
Une transition vers une ville polycentrique**

Depuis plus de 1 000 ans, Prague est le cœur culturel, politique et économique de la République tchèque. En reconnaissance de la valeur de l'urbanisme médiéval de son centre historique, Prague a été inscrite à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1992. Lorsque la ville est entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, des changements politiques, sociaux et économiques significatifs ont influencé le développement urbain et l'aménagement du territoire. La concentration de la population dans le centre-ville et les investissements déséquilibrés dans certains quartiers ont eu pour résultat un engorgement des transports dans la ville, auquel s'ajoutent des infrastructures démodées et un manque de logements disponibles. La transition d'une ville monocentrique à une ville polycentrique est au cœur des priorités stratégiques de Prague. Le plan stratégique de Prague pour 2009–2015 a présenté les principes directeurs de la politique d'aménagement urbain visant à réguler l'usage du territoire et des bâtiments et à atteindre un meilleur équilibre entre les zones vertes et les zones bâties de la ville. L'objectif est de réduire la pression sur le centre-ville en développant les usages dans l'ensemble de la ville. Cependant, la ville et ses habitants doivent également faire face à un conflit entre les besoins de la vie moderne et l'héritage matériel et immatériel du passé. Cela a souvent mené à considérer le patrimoine culturel de la ville comme un obstacle plutôt que comme une opportunité pour une meilleure régénération de la ville. Les constructions à grande échelle, tels que les gratte-ciel, ont aggravé ces problèmes, ce qui démontre la nécessité d'encourager une approche inspirée de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique.

Source : IJAV, rapport sur la zone d'étude 3



**LES RESSOURCES CULTURELLES DANS LA CONCEPTION ET L'AMÉNAGEMENT DES VILLES**

Afin de cultiver une conception et un aménagement qui prennent en compte les ressources, il est important que les formes urbaines pérennisent les significations culturelles et contextuelles. Cette signification doit être identifiée ou imaginée, ce qui explique la complexité de l'exercice. Identifier une signification est souvent une tâche problématique car tous les architectes et urbanistes n'ont pas la formation requise. De plus, la nature actuelle des pratiques d'architecture et d'aménagement favorise les projets rapides



Plaza de la Encarnación, Séville (Espagne)  
© crodriguezcampos/Flickr.com\*

et néglige les recherches sur les paramètres culturels et contextuels d'un site ou d'une ville avant de commencer la conception et l'aménagement.

Le tissu urbain historique existe encore et serait potentiellement en capacité d'éclairer les concepteurs, si tant est que les espaces historiques ne soient pas obsolètes et que des individus y vivent encore. Cet exercice fournirait des indices utiles quant aux utilisations de l'espace et aux schémas comportementaux culturels résilients liés aux archétypes architecturaux et urbains existants qui pourraient être appliqués aux futurs projets urbains.

En conséquence, les futurs projets d'urbanisme et d'aménagement se doivent de mettre en avant les valeurs culturelles et sociales. L'urbaniste ou l'architecte peuvent veiller à ce que ces projets incarnent les codes culturels sociaux. Lorsqu'un certain niveau de maturité aura été atteint dans un projet urbain, ses espaces verront se développer des schémas comportementaux riches qui favoriseront l'orientation, l'éducation et l'adaptation durables.

“ Il est étrange que si peu d'urbanistes parlent de l'importance des caractéristiques phénoménologiques qui déterminent la qualité de la vie urbaine : l'énergie et le mystère spatial, les propriétés de la lumière, de la couleur, du son et de l'odeur. Le caractère subjectif de l'expérience urbaine doit être considéré avec autant d'importance que ses aspects objectifs et pratiques.

Steven Holl, architecte ”

Afin d'atteindre cet objectif, il est important d'entreprendre des enquêtes et des cartographies des ressources naturelles, culturelles et humaines de la ville et d'atteindre un consensus grâce à des démarches d'aménagement participatives ; ainsi qu'en consultant les parties prenantes sur les valeurs à protéger pour les générations futures.

## LA RÉGÉNÉRATION ET LA RÉHABILITATION URBAINES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Étant donné que le patrimoine urbain est le fruit de multiples évolutions et de l'accumulation de différentes strates historiques, la régénération urbaine et la réhabilitation du bâti à l'échelle de la ville sont des processus complexes et multiformes. L'adaptation du patrimoine culturel et naturel

peut contribuer à préserver le dynamisme d'une ville moderne. Une telle approche nécessite de renforcer le dialogue entre les occupations humaines de l'espace, passées et présentes. Intégrer le patrimoine urbain aux processus d'aménagement implique d'accepter un développement qui soit compatible avec la valeur de ce patrimoine, lequel est, de ce fait, pris en compte dans les stratégies de rénovation urbaine, de réhabilitation et de réutilisation.

### PERSPECTIVE 24

#### DÉMÊLER LA RELATION CHANGEANTE ENTRE LA CULTURE ET L'URBANISME

Milica Bajic Brkovic, Présidente (2012-2015), Association internationale des urbanistes (ISOCARP)

La relation complexe entre la culture et la durabilité a radicalement affecté notre compréhension et notre pratique de l'aménagement urbain. La durabilité, qui a débuté de la même façon que n'importe quel autre nouveau mouvement à la fin des années 1960, s'est petit à petit développée en structure complexe faisant intervenir différentes valeurs, idées, relations et méthodes pratiques d'application. Initialement décrite comme une triade composée des durabilités économique, sociale et environnementale et concentrée principalement sur le point de convergence de ces trois dimensions ; elle est aujourd'hui perçue comme ayant quatre dimensions, la culture étant devenue le quatrième pilier de la philosophie du développement durable.

Comprendre le rôle et l'importance de la culture est une étape essentielle pour concevoir des processus d'aménagement intégrateur, fonctionnel et en mesure de répondre aux enjeux urbains en : (a) plaçant la culture parmi les facteurs de contribution majeurs du développement spatial et urbain ; (b) introduisant des critères en rapport avec la culture dans les cadres des aménagements du territoire et de l'organisation de l'espace urbain ; (c) étudiant la façon dont la forme urbaine se transforme face aux besoins et en identifiant les effets que ces besoins ont sur les villes et les régions dans leur ensemble ; (d) impliquant la communauté et en écoutant les idées et expériences qu'elle propose ; et (e) mobilisant l'intérêt des citoyens en rendant leurs communautés plus résilientes et en en faisant des espaces plus sûrs.

De nombreuses bonnes pratiques à travers le monde illustrent ceci. L'extraordinaire expérience de Kovačica (Serbie), un village slovaque, nous renseigne sur le pouvoir de la culture locale pour la génération d'initiatives

citoyennes qui ont permis à Kovačica de devenir un centre renommé de l'art naïf serbe. À Tai O sur l'île de Lantau (Chine), les efforts communs et la cohésion sociale ont guidé la réhabilitation de la ville à la suite d'une catastrophe tout en respectant les spécificités de la culture locale. À une échelle complètement différente mais dans le même schéma narratif, l'initiative Rotterdam Climate a étudié des solutions de conception et d'aménagement innovantes pour faire face au changement climatique. En effet, la dynamique d'échange entre la culture et les espaces stimule l'imagination, les connaissances et la créativité des planificateurs mais influence aussi leurs points de vue et les décisions qu'ils prennent pour le futur du milieu urbain.

La culture a toujours un rôle double. D'un côté, c'est une carapace dont émergent des solutions d'aménagement et au sein de laquelle se déroulent des interventions dans ce domaine. De l'autre, elle modèle la position et la signification de l'aménagement, de ses instruments et de ses procédures. En effet, la variété, la diversité et les dynamiques de conception et de compréhension du processus d'aménagement sont reconnues comme étant la réponse aux évolutions de la relation entre la culture et la constitution de lieux. Les urbanistes adaptent leur façon de travailler en introduisant de nouveaux moyens, en apportant des modifications à ceux qui existent déjà et en utilisant des méthodes et techniques actuelles qui sont accessibles et simples à utiliser. Les procédures de planification et les techniques d'évaluation sont de plus en plus respectueuses de la culture à mesure que de nouveaux critères d'évaluation et de prise de décisions sont introduits ; tandis que les indicateurs basés sur la culture prennent petit à petit leur place parmi les indicateurs standards.

Ces stratégies sont essentielles à la réactivation des synergies culturelles et environnementales dormantes des villes via leurs territoires urbains historiques. Cela implique d'identifier une politique de réhabilitation saine qui stimule les possibilités de développement. La durabilité est ainsi un critère capital d'évaluation de la régénération urbaine en lien avec le développement ; et de la façon dont le tissu urbain peut être conservé tout en garantissant le potentiel du développement durable. L'important projet de régénération de la région Rhin-Ruhr (Allemagne), par exemple, doit son succès à la transformation des zones industrielles obsolètes en espaces verts et en infrastructures récréatives. Il s'agit d'un des principaux exemples de conception et d'aménagement qui étudie la portée des ressources culturelles à l'échelle de la métropole.

### D'UNE DURABILITÉ EMPIRIQUE À UNE DURABILITÉ CULTURELLE POTENTIELLE DE L'ENVIRONNEMENT BÂTI

L'environnement bâti doit atteindre son plein potentiel afin d'améliorer la qualité de l'habitat humain. Les mégalo-poles à croissance rapide ont propagé un urbanisme mécanique dans de vastes territoires, ce qui a impacté la durabilité de la ville et de ses alentours. Afin d'atteindre l'équilibre urbain, il est important d'étudier les différentes façons de générer de nouvelles synergies urbaines pour l'environnement bâti actuel et d'orienter les économies en développement ; dans le but d'éviter les impacts destructeurs d'une modernisation soudaine.

Ainsi, l'environnement historique urbain préindustriel pourrait fournir une multitude d'outils illustrant la façon dont les dispositions communautaires et spatiales sont établies. Malgré la complexité que représente la synthèse de la totalité des environnements historiques bâtis permettant d'éclairer les futurs processus d'aménagement, il est néanmoins impératif de fixer des cadres d'orientation. L'échelle humaine, la compacité, la densité, la mixité des usages, le panorama et le quartier peuvent servir de critères principaux pour la formation de villes durables.

#### Échelle humaine

Si les architectes et les maîtres d'ouvrages ont réussi à ériger des édifices architecturaux et urbains bien proportionnés par le passé, l'une de leurs influences majeures reste leur relation à l'échelle humaine. Grâce à une collaboration rapprochée avec les communautés locales, ces maîtres ont réalisé des formes contextuelles et proportionnées, alors même qu'ils recherchaient la monumentalité. Il est donc important d'employer une stratégie visant l'harmonie et l'unité grâce à une échelle appropriée et à un système proportionnel dans les formes urbaines. Il s'agit d'explorer les différentes relations entre les éléments et les ensembles afin de définir un design intégrant une multidimensionnalité équilibrée. La « monumentalité » d'un bâtiment est ainsi une caractéristique intrinsèque qui n'est pas due à sa taille mais à l'effet visuel qu'il procure du fait de sa composition réellement proportionnée.

L'échelle et la proportion des futurs projets urbains doivent respecter la nature des traditions naturelles et urbaines durables. Il n'est pas question d'être vindicatif ou à cheval sur l'histoire et les dimensions qu'elle sous-entend, mais plutôt d'agir de façon consciente en faveur des communautés locales durables dans des milieux de vie qui s'inscrivent dans la continuité du milieu naturel dont l'échelle et la proportion font partie intégrante de la durabilité.

“ **Le piéton est une espèce extrêmement fragile, il est le cobaye des expériences de l'habitabilité urbaine.** ”  
*Jeff Speck, urbaniste*

**ÉTUDE DE CAS 74**

Johannesburg (Afrique du Sud)  
**Mettre la culture au cœur d'un développement urbain post-apartheid**



Les planifications urbaines ségréguées et les inégalités socio-économiques passées ont toujours un effet important sur la façon dont les espaces urbains sont aménagés et utilisés aujourd'hui en Afrique du Sud. Johannesburg, en particulier, a développé et mis en œuvre des politiques et des programmes visant à gérer l'héritage du passé. L'accès aux espaces publics et à la production culturelle sont les principaux chevaux de bataille de ces actions.

Le centre culturel de Newtown fait partie d'un réseau des cinq projets de régénération qui visent à améliorer des zones importantes sur le plan culturel. La culture est donc perçue comme une façon de commémorer l'histoire des zones pertinentes et l'héritage créatif de ses habitants en créant des espaces qui peuvent être visités et utilisés par ceux qui vivent, travaillent dans la ville et ses alentours, mais aussi par les visiteurs. Le centre culturel de Newtown est une zone à usage mixte qui comprend des musées, des théâtres, des studios de danse, des restaurants, des ateliers, des salles de concerts et des galeries d'art. Cependant, le développement de ce centre illustre la façon dont l'aménagement des espaces culturels doit aller au-delà de la construction d'infrastructures physiques et mettre à profit les expériences historiques et les perceptions des communautés d'aujourd'hui. La représentation de la culture par la société et la manière dont la planification et la conception urbaines y répondent devraient être étudiées en fonction des particularités du contexte.

*Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1*

#### Compacité

La compacité est un critère important de la conception et de l'aménagement des villes à cause de la nature fragmentée actuelle de l'environnement urbain qui n'a pas atteint sa maturité en termes de quartiers urbains organisés et de division du territoire. La consommation des terres agricoles et l'étalement urbain continu nécessitent de nouvelles méthodes d'optimisation de l'aménagement du territoire et de ses ressources. Pour l'urbanisme contemporain, la compacité peut fournir un espace intérieur maximum tout en générant des modèles communautaires extérieurs,



Rocinha favela, Rio de Janeiro (Brésil)  
© Donatas Dabravolskas/Shutterstock.com\*

comme c'est le cas pour les structures traditionnelles. Une conception et un aménagement inappropriés engendrent souvent une exploitation déséquilibrée de la densité, ce qui entraîne une organisation spatiale peu rigoureuse à l'échelle architecturale et urbaine.

La recherche d'un tissu urbain compact, dans le bon sens du terme, pourrait remédier à une planification faible consistant en subdivisions de territoires dispersées qui ajoutent à l'étalement urbain et à une consommation importante des terrains. Il y a une forte corrélation entre les densités architecturales et urbaines, particulièrement en termes de dispositions hiérarchiques qui s'accordent de manière efficace pour donner une échelle humaine à des espaces compacts. À Fukuoka (Japon), un « Modèle de ville compacte » a sous-tendu le développement économique et social de cette ville dynamique. La compacité a également été appliquée à une approche intégrée du plan directeur de la ville afin de favoriser le bien-être.

## Densité

La compacité ne peut être atteinte sans examiner la densité de la ville. Ici, densité urbaine ne signifie pas seulement densité de population mais aussi optimisation de l'aménagement du territoire et de l'utilisation et de la distribution des ressources au sein des territoires urbains. La densité urbaine est également un facteur essentiel de la durabilité urbaine car elle améliore l'aménagement du territoire de la ville par la réaffectation et la gestion de la densité de population en équilibrant les développements horizontal et vertical.

Par exemple, la disparité entre les zones riches et pauvres au sein d'une ville engendre des zones pauvres à forte densité et des zones riches à faible densité. Ce déséquilibre, particulièrement entre les différentes densités résidentielles de la ville, est l'une des causes principales de l'inégalité sociale et est à l'origine de la discorde spatiale, elle-même source de troubles sociaux.

Les densités des environnements historiques fournissent des informations partielles sur la façon dont l'ancienne organisation urbaine optimisait les ressources et la répartition de la population dans les différents espaces de la ville. Cependant, les préoccupations liées à la sécurité et la circulation imposent souvent une urbanisation contenue,

## VERS LES VILLES DU FUTUR

Leon Krier, Architecte-urbaniste. Premier lauréat du Prix R.H. Driehaus d'architecture en 2003

L'utilisation du terme « durabilité » est abusive et fautive. Ces soi-disant banlieues « écologiques », ces gratte-ciel, transports, aliments, carburants « verts », toutes ces choses « vertes », et tous ces projets « sans émissions » sont autant de mensonges. Ils sont aussi invraisemblables que le mouvement perpétuel. La seule ville réellement écologique est à usages, échelles et revenus mixtes. C'est une ville traditionnelle qui exploite les ressources matérielles, techniques et artisanales locales pour sa conception, sa construction, son usage et sa maintenance.

Les villes traditionnelles sont à une échelle qui n'est humaine que parce qu'elle est liée à nos corps et à nos esprits. Les formes architecturales traditionnelles sont façonnées par l'utilisation constante de matériaux de construction naturels afin de s'adapter à des conditions climatiques, géographiques et culturelles spécifiques. Elles font partie du patrimoine technologique intemporel de l'humanité. Elles sont toujours pertinentes pour le bien-être des hommes tout comme le sont les langues, les outils, les véhicules, les sciences et les techniques partagés. Les considérer en tant que simple patrimoine historique et, de ce fait, comme des phénomènes passés et obsolètes n'est pas qu'une erreur philosophique, c'est également une erreur motivée par une idéologie qui se doit d'être corrigée définitivement et de façon autoritaire.

La « bonne ville du futur » n'aura pas une structure et une échelle différentes des « bonnes villes du passé ». L'échelle humaine est une réalité physiologique et psychologique ainsi qu'une nécessité dont on ne peut se passer. Depuis l'avènement des énergies fossiles, les villes ont été di-

rigées par l'échelle de la machine. Cependant, bien que nous apprécions notre dépendance aux énergies fossiles, celle-ci est toxique pour notre santé physique et mentale, nos bâtiments et nos villes. Même si ces énergies fossiles pouvaient être disponibles pour l'éternité, il faudrait que nous repensons les formes traditionnelles d'établissement, de construction, d'agriculture, d'industrie et de production. Nous réalisons ce qu'est l'échelle humaine lorsque trop de nos environnements bâtis l'ont perdue. C'est un attribut impératif de la civilisation et non un luxe dépassé.

Au lieu d'être divisées en vastes zones à usage unique, les villes de toutes les tailles doivent être réorganisées en familles de quartiers urbains indépendants. Ces quartiers, *villes au sein d'une ville*, doivent intégrer les activités quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles des individus et des communautés sans leur imposer l'utilisation de modes de transports mécaniques. Le zonage fonctionnel des villes est le moteur de la mobilisation quotidienne de la population toute entière dans la réalisation de leurs tâches quotidiennes. L'application de cette ségrégation géographique cause une perte de temps, de territoire et d'énergie catastrophique pour les sociétés modernes du monde entier. Elle est profondément non durable. La seule façon de progresser réside dans la conception de politiques d'établissement intégrées à l'échelle nationale et continentale ; qui encouragent les villes piétonnes, à la fois en termes de distance et de hauteur des bâtiments.

Le véritable défi écologique se cache ainsi dans la réorganisation des activités humaines quotidiennes au sein de la société.

limitée par des murs ou simplement par la topographie. Dans le contexte urbain actuel et du fait des fonctions complexes de la ville, la densité urbaine devrait être réexaminée afin d'optimiser les actions de réaffectation, de reconstruction, d'aménagement du territoire et de distribution des ressources.

## Mixité des usages

La mixité des usages est une fausse nouvelle pratique pour les villes au sein desquelles le développement du territoire avait plus d'une utilisation spécifique et où l'espace urbain avait souvent plusieurs rôles. Afin de donner la priorité aux zones piétonnes où la circulation automobile est réduite, les villes historiques mettaient à disposition des lieux multinationaux possédant plusieurs objectifs et fonctions. L'intérêt principal de bâtiments individuels ou mitoyens était de favoriser une expérience humaine riche dans un milieu compact. Cette qualité a été perdue à la suite des progrès en matière de transport, laissant place à des entités plus dispersées et moins fonctionnelles dans nos villes. Ainsi, la ségrégation des fonctions de la ville a engendré une dispersion des cœurs urbains.

Il est donc temps de dresser le bilan du développement urbain pour réinventer la forme urbaine en imaginant des scénarios différents de répartition des usages et des fonctions. Cette approche permettrait, sans nul doute, de créer des environnements urbains spécifiques à un territoire et à son identité, et rassemblerait ainsi les habitants et communautés dans des lieux aux fonctions diversifiées, sans toutefois compromettre la vitalité des entreprises et des activités. Les citoyens sont de plus en plus conscients de la qualité des espaces et de la façon dont différentes zones de la ville peuvent être adaptées à un mode de vie piéton.

### ÉTUDE DE CAS 75

Rome (Italie)

#### Des villes aux usages mixtes

Le centre historique de Rome, capitale de l'Italie, a été inscrit à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1980 ; et le site a été étendu en 1990. Le Centre historique de Rome, les biens du Saint-Siège situés dans cette ville bénéficiant des droits d'extra-territorialité et Saint-Paul-hors-les-Murs sont des biens transnationaux du patrimoine mondial qui concernent à la fois l'Italie et le Saint-Siège. L'histoire de la ville s'étend sur plus de 2 500 ans et son paysage bâti se compose donc d'une superposition complexe d'influences. Rome fait coexister une forte valeur touristique, un patrimoine archéologique et une réutilisation des vestiges du passé afin de créer de nouveaux espaces urbains et de nouvelles structures urbaines qui renforcent l'identité profondément enracinée de la ville.

Le quartier de Testaccio à Rome, ancien port fluvial de la ville, a été l'objet d'un projet dirigé par des gestionnaires du patrimoine et des urbanistes ayant pour but la réalisation de fouilles sur le site et la construction d'un marché couvert. Ces fouilles ont mis au jour des objets archéologiques ; et les architectes, les archéologues et la municipalité ont travaillé de concert à la création d'un musée souterrain au sein du nouveau marché. Le projet a catalysé encore davantage le développement d'une zone à usage mixte en ouvrant le site archéologique au public et en construisant des bâtiments destinés aux étudiants vivant dans le quartier.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3



L'étude des dimensions à usage mixte dans le cadre de l'aménagement des espaces urbains ne peut être complète sans formes urbaines créatives. La créativité a la capacité de résoudre les enjeux liés à une composition complexe d'espaces, afin d'encourager les usages mixtes au sein d'enveloppes architecturales et urbaines innovantes. Le cas de Redwood City, dans la région de la baie de San Francisco aux États-Unis, est un exemple pertinent qui combine mixité des usages, aménagement du territoire et forme urbaine créative afin de façonner un environnement bâti durable et inclusif. La ville encourage la continuité de la perception de l'espace tout en stimulant le développement de la communauté par le biais de plusieurs catégories d'usages mixtes qui offrent aux individus la possibilité de travailler près de leur domicile ou de se déplacer facilement.

## Panorama

Le panorama est bel et bien un défi pour l'aménagement urbain actuel. Le panorama des villes historiques a été adapté à l'échelle humaine ainsi qu'à la topographie. Dans des pays comme le Maroc, la Tunisie, la Turquie, la République islamique d'Iran et l'Iraq, le panorama des bâtiments et des villes est lié aux biens urbains et naturels existants qui ont été intégrés aux projets de construction au fil des siècles.

Actuellement, la hauteur de la ville se veut plus marquante. Avec les nouvelles avancées technologiques, la ville n'est plus à échelle humaine mais est devenue un amas de gratte-ciel, particulièrement dans la région du Golfe, en Chine et dans certaines parties des États-Unis d'Amérique. C'est d'autant plus spectaculaire lorsque des structures à la taille impressionnante sont érigées au beau milieu de nulle part comme ce fut le cas à Dubaï (Émirats arabes unis) et à Doha (Qatar). Ces bâtiments sont construits au détriment de la communauté et d'un urbanisme respectueux du lieu. Dubaï, par exemple, doit faire face à la contradiction entre de nombreux bâtiments hauts et isolés et l'absence de structure urbaine dotée d'un esprit communautaire. À l'inverse, la construction d'un gratte-ciel dans le panorama de New York ou de Chicago (États-Unis d'Amérique) reste logique car les villes américaines ont graduellement évolué depuis 1900 afin d'adopter de telles structures.

“ *L'urbanisme contemporain consiste en la création d'une identité du lieu et d'un aménagement. La présence des individus transforme les espaces en lieux, en portions vivantes, actives, organiques de la ville.* ”

Steven Tiesdell, Taner Oc et Tim Heath, universitaires

Ainsi, la notion de panorama doit être réévaluée avant qu'il ne soit trop tard, particulièrement dans les régions à forte population. L'exemple du programme pour une nouvelle capitale égyptienne lancé en 2015 est en effet une menace pour une ville à échelle humaine. Ce programme suit la tendance de la « Dubaïisation » et de la fascination pour son panorama semblable à une apparition mystique au beau



Le métro de Moscou, Moscou (Fédération de Russie)  
© Andrey/Flickr.com\*

milieu du désert ; il est soutenu par des investisseurs des États du Golfe et de Chine. Néanmoins, le but n'est pas ici d'encourager la résistance au progrès et à la modernité, mais plutôt d'étudier les notions de panorama et de densité afin de préserver un certain sentiment d'appartenance essentiel pour les communautés locales.

### Quartier

Le quartier est la forme la plus empirique de l'organisation urbaine historique. Un travail sur sa fonction urbaine est impératif pour le succès ou à l'échec de n'importe quel projet urbain. Le quartier a joué un rôle majeur dans l'unification des communautés grâce à une urbanisation visant à réduire les écarts ethniques et sociaux par le biais de projets spatiaux inclusifs. Il s'agissait, et il s'agit toujours, d'un moteur du métabolisme social et culturel durable qui a renforcé la résilience des villes en périodes de conflit et d'agitation.

Les villes modernes ont perdu cette fonction essentielle qui consiste à fournir un quartier habitable qui favorise la citoyenneté. Le quartier doit être repensé dans l'aménagement des villes actuelles afin d'y améliorer la qualité de vie, la cohésion sociale et culturelle et l'inclusion. Une planification participative qui implique les communautés dans la conception de leurs quartiers est en effet nécessaire afin de stimuler la sécurité et la résilience humaines, l'intégration spatiale et la connectivité. La conception et l'aménagement actuels devraient recentrer leurs pratiques autour de cette unité vitale que sont les quartiers, pour sa valeur sociale et culturelle significative et non pas seulement pour un jeu de formes esthétiques.

### CONCLUSION

Les ressources culturelles et naturelles doivent être intégrées aux processus territoriaux et urbains afin de renforcer la durabilité culturelle et environnementale et d'alimenter une identité du lieu et un sentiment d'appartenance. Les dimensions culturelles et contextuelles de la conception architecturale et urbaine peuvent favoriser le développement durable. Appliquer une échelle humaine à l'environnement bâti grâce à une urbanisation compacte est la seule façon de résoudre les principaux problèmes que posent l'occupation dispersée des sols et l'étalement urbain. La durabilité urbaine peut être atteinte grâce à une gestion efficace de la densité de population et de la consommation des ressources ; tandis que des méthodes et des mécanismes qui stimulent les synergies au sein des environnements bâtis peuvent encourager le développement économique en prévenant les impacts destructeurs d'une urbanisation brutale.

### ÉTUDE DE CAS 76

Bombay (Inde)

#### La participation de la communauté contribue à un quartier des arts dynamique

Le quartier de Kala Ghoda à Bombay Sud (Inde) est une zone dynamique en forme de croissant, qui abrite une forte concentration de bâtiments historiques, de restaurants et de cafés ainsi qu'une vie artistique florissante stimulée par un grand nombre de galeries, de boutiques de créateurs et d'activités culturelles. La plus populaire d'entre elles est le Festival des arts de Kala Ghoda, un événement d'une durée de neuf jours qui se tient tous les ans en février et qui attire une grande variété d'artistes, de performers et d'artisans. Cependant, Kala Ghoda n'a pas toujours été un centre des arts et de la culture aussi vivant. Il y a 20 ans, la zone était principalement connue pour ses bibliothèques et ses universités et la plupart des bâtiments historiques de la zone étaient délabrés.

Cela a commencé à changer lorsque l'Institut de recherche et de design urbain de Bombay (UDRI) et un groupe d'architectes ont mené une étude du quartier et ont découvert une forte concentration de galeries d'art contemporain. Dans son Plan de conservation de Kala Ghoda, l'UDRI a proposé que la zone soit repensée en quartier des arts, poussant ainsi les artistes, les galeristes et les institutions culturelles de la zone à se rassembler pour former l'Association de Kala Ghoda en 1998. Le Festival des arts de Kala Ghoda a été inauguré un an plus tard et a rencontré un succès immédiat. Avec les fonds générés par le festival, l'UDRI a commencé un processus d'amélioration du mobilier urbain et des accès piétons ; tout en s'occupant de la restauration des bâtiments historiques, y compris de la bibliothèque et des jardins David Sassoon, de l'Université d'Éléphantine, de l'Institut des sciences, du Chhatrapati Shivaji Maharaj Vastu Sangrahalaya (ancien Musée du Prince de Galles) et du jardin d'Horimian Circle. En peu de temps, de nouvelles boutiques, de nouveaux restaurants et cafés ont ouvert et Kala Ghoda est devenu le quartier des arts dynamique de Bombay Sud que ses habitants connaissent aujourd'hui.

Le succès de Kala Ghoda nous donne quelques leçons clés qui peuvent être appliquées dans d'autres contextes. Par exemple, la participation de la communauté s'est révélée essentielle à la transformation de la zone en quartier des arts et pour le développement du festival des arts. La restauration des bâtiments historiques à Kala Ghoda a permis de développer une identité unique au sein d'une ville qui compte plus de 18 millions d'habitants. En outre, à Bombay où les espaces publics sont rares et où les accès piétons sont peu fréquents, la zone de Kala Ghoda se démarque par son accessibilité aux piétons, encourageant à la fois les touristes et les habitants à profiter de ses offres culturelles et de sa structure urbaine historique.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.



# DES VILLES DURABLES, RÉSILIENTES et VERTES



Jardin communautaire, Sana'a (Yémen)  
© Rod Waddington/Flickr.com\*

## EN BREF

La mise en œuvre d'actions visant à mettre la culture au service de villes durables, résilientes et vertes s'inscrit dans un processus progressif.

La connaissance des pratiques culturelles traditionnelles, notamment des techniques de construction vernaculaires, est essentielle à la résilience.

La répétition et la multiplicité sont des conditions de la résilience et peuvent être facilitées par la diversité culturelle. La reconnaissance des transformations sociales encourage les identités multiples.

L'approche écologique des villes ne se limite pas à la question de l'efficacité énergétique mais contribue, de façon essentielle, à la qualité de vie et à l'équilibre environnemental, et notamment en fournissant un espace propice aux activités et manifestations culturelles.

Les stratégies de redressement post-catastrophe qui mettent l'accent sur le rétablissement des activités artistiques et culturelles et la revitalisation du patrimoine culturel favorisent l'apaisement et la continuité de la mémoire.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Michael Turner, Titulaire de la Chaire UNESCO en urbanisme et études en conservation, Académie d'art et de design de Bezalel, Jérusalem. Le patrimoine dans les villes : des solutions fondées sur la culture pour répondre à des questions environnementales.

### Perspectives :

Inger Andersen, Directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). *La nature peut nous aider à construire des villes et villages meilleurs*  
Denis Ricard, Secrétaire général, Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM). *Les villes du patrimoine mondial résilientes et leurs communautés*  
Anthony Gad Bigio, Université George Washington (États-Unis d'Amérique). *Supprimer les émissions de carbone dans le parc immobilier patrimonial*

### Études de cas :

Khorog (Tadjikistan). *La durabilité par la participation de la société civile et la gouvernance : la réhabilitation de Khorog Park*  
Christchurch (Nouvelle-Zélande). *Le patrimoine et la revitalisation culturelle dans le cadre de la reconstruction après un tremblement de terre*  
Samarkand (Ouzbékistan). *Le rôle clé des communautés locales dans la gestion durable du patrimoine*  
La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique). *Reconstruire La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina*  
Copenhague (Danemark). *Propager la croissance verte*



# LE PATRIMOINE DANS LES VILLES : DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA CULTURE POUR RÉPONDRE À DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

**MICHAEL TURNER**

Titulaire de la Chaire UNESCO en urbanisme et études en conservation, Académie d'art et de design de Bezalel, Jérusalem

LA DURABILITÉ, LA RÉSILIENCE ET LES ASPECTS ÉCOLOGIQUES SE SONT ENTREMÊLÉS EN TANT QUE COMPOSANTES CLÉS DES VILLES DU FUTUR ET LEUR PERFORMANCE S'APPUIE SUR LA CULTURE. LA CROISSANCE URBAINE EXPONENTIELLE DEPUIS LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE A APPORTÉ SON LOT DE DÉFIS. CES DÉFIS N'ONT FAIT QUE CROÎTRE DEPUIS LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT DE STOCKHOLM EN 1972, OÙ LA PRÉSERVATION ET L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HUMAIN ONT ÉTÉ MISES À L'ORDRE DU JOUR MONDIAL POUR LA PREMIÈRE FOIS.

## Durabilité

Afin que le développement soit durable, il faut qu'il prenne en compte les facteurs sociaux et écologiques, mais aussi économiques ; la base de ressources vivantes et non vivantes ; et les avantages et désavantages à long terme et à court terme d'actions alternatives. (UICN et al., 1980)

Il a fallu 15 ans de plus pour développer une stratégie qui s'est concrétisée dans le rapport de 1987 de la Commission mondiale de l'environnement et du développement des Nations Unies (CMED) intitulé *Notre avenir à tous*, qui donne naissance à l'expression « développement durable » et les deux concepts inhérents à cette notion : (1) le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, auxquels il convient d'accorder la plus grande priorité ; et (2) l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (CMED, 1987). Le mandat de la Commission incluait le développement de propositions d'actions innovantes, concrètes et réalistes en réponse aux problèmes critiques auxquels faisaient face l'environnement et le développement.

Cependant, 15 ans de plus ont passé avant que la résilience dans le cadre d'un changement environnemental mondial ne devienne un point de l'ordre du jour au Sommet mondial pour le développement durable de 2002 à Johannesburg.

## Résilience

La capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée à une catastrophe à résister, absorber ou s'accommoder aux ou se remettre des effets de celle-ci rapidement et efficacement, y compris par la préservation et la restauration de ses structures et fonctions de base.<sup>1</sup> Terminologie de l'UNISDR (2009)

De par son traité intitulé *Les Cités-jardins de demain*, Howard (1902) peut être considéré comme le premier partisan moderne des villes vertes, en réaction aux conséquences de la Révolution industrielle, à la spéculation et aux environnements malsains. Étant le terme le plus récent, « vert » est encore en pleine expansion et il est défini et appliqué de différentes façons de par le monde. Cependant, la relation entre les écosystèmes est commune à tous ses usages. Les villes vertes sont un moyen d'améliorer la

durabilité des zones urbanisées, c'est là où les services écosystémiques sont au cœur du concept (Setälä, n.d.).

## Aspects écologiques

Les villes vertes jouissent d'un air et d'une eau propres ainsi que de rues et des parcs plaisants. Les villes vertes sont résilientes faces aux catastrophes naturelles et le risque d'épidémie infectieuse majeure y est faible. Les villes vertes encouragent également un comportement écologique, comme avoir recours aux transports publics, et leur impact sur l'environnement est relativement faible. (Kahn, 2006)

### PERSPECTIVE 26

#### LA NATURE PEUT NOUS AIDER À CONSTRUIRE DES VILLES ET VILLAGES MEILLEURS

Inger Andersen, Directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

À quoi ressemblera notre monde en 2030 ? Nous serons probablement près de 10 milliards à partager notre planète, la plupart d'entre nous en milieu urbain. Cela a des implications majeures pour la nature et les nombreux services qu'elle fournit. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) est convaincue que la nature doit être au cœur de nos plans de construction de villes et villages durables et résilients si nous voulons en faire des endroits en harmonie avec l'environnement où il fait bon vivre.

La provision mondiale de biens naturels, dont font partie la géologie, le sol, l'air, l'eau ainsi que tout être vivant, est ce que l'on appelle le « capital naturel ». De ce capital naturel, les hommes tirent un grand nombre de bénéfices que l'on qualifie souvent de services écosystémiques et qui rendent nos vies possibles.

Le projet Perspectives des villes et la diversité biologique est le premier document d'évaluation de l'urbanisation, de la biodiversité et des services écosystémiques. Il prodigue des conseils à la fois quant aux enjeux et aux opportunités de l'urbanisation pour la biodiversité, l'économie et la société. Il indique clairement que la zone totale couverte par le développement urbain est amenée à tripler entre 2000 et 2030. Les villes et villages devront largement compter sur les ressources naturelles, en ayant souvent recours aux terres agricoles les plus fertiles, ce qui aura des effets d'entraînement sur la biodiversité et sur les services écosystémiques dans d'autres endroits. La perte de

ces services aura un impact important sur la santé et sur le bien-être, ainsi que sur la prospérité économique et la qualité de vie.

Les bénéfices non matériels que nous recevons de la nature sont appelés « services écosystémiques culturels ». Cela comprend les dimensions récréatives, du plaisir esthétique et des bénéfices sur la santé physique et mentale. Elles contribuent toutes à l'identité du lieu, encouragent la cohésion sociale et sont essentielles à la santé et au bien-être des hommes.

Des preuves suggèrent que nous ne bénéficions actuellement pas assez de ces services écosystémiques culturels. Face aux effets du changement climatique, de nombreuses villes commencent à prendre conscience du potentiel des écosystèmes, tels que les forêts, les zones humides, les tourbières et les espaces verts urbains, qui offrent de nombreuses possibilités pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter.

Les efforts de conservation de ce type apportent des solutions pratiques, économiques et de portée mondiale aux nombreux défis à relever dans nos zones urbaines en pleine expansion. Mais nous devons à présent accorder plus d'importance à ces solutions concrètes, et démontrer l'intérêt économique d'investissements massifs dans les efforts de conservation et de restauration des écosystèmes. Il est certain que le monde de 2030 sera déterminé par la façon dont nous concevons le capital naturel et son rôle dans la construction de nos villes d'aujourd'hui.

<sup>1</sup> Note de l'auteur : En tant qu'élément clé pour la culture, la résilience d'une communauté dans le cadre de catastrophes est déterminée par la mesure dans laquelle la communauté a accès aux ressources et est en capacité de s'organiser avant et pendant les périodes de besoin.

Tous ces concepts se retrouvent dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans la reconnaissance de la contribution culturelle. Cette vision comprend « un monde où les établissements humains soient sûrs, résilients et durables et où chacun ait accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable ». Les paragraphes 34 et 36 reconnaissent « l'importance capitale de l'urbanisme et de l'aménagement urbain pour la qualité de vie de nos populations » et « que toutes les cultures et toutes les civilisations peuvent contribuer au développement durable, dont elles sont les indispensables partenaires » (Nations Unies, 2015).

### TENDANCES CLÉS DU PATRIMOINE URBAIN

La mise en œuvre des stratégies de développement urbain durable est au cœur de la conservation et de la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel. Les tendances clés démontrent que, bien qu'il y ait eu une plus grande prise de conscience de ces problèmes, les outils nécessaires à la mise en œuvre et aux approches intégrées d'aménagement n'ont pas encore été mis en place. Le changement climatique a aggravé de nombreux problèmes urbains en causant tempêtes, ouragans, vagues de chaleur et autres catastrophes naturelles telles que des tremblements de terre.

« La récente émergence du changement climatique parmi les préoccupations mondiales a donné un nouvel élan aux débats politiques concernant les formes urbaines. L'atmosphère ne connaît aucune frontière juridictionnelle et ce simple fait transforme les dialogues entre les villes et les périphéries dans les villes du monde entier. Tandis que les gouvernements des pays, des États et des provinces prennent la responsabilité de réduire les émissions de carbone, le cadre géographique de la politique va devoir se concentrer sur les schémas régionaux d'urbanisation.

Gary Hack, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)

La perte de l'héritage du passé du fait de processus de développement intensifs et rapides et de l'étalement urbain a affaibli le lien entre les communautés et leur arrière-pays agricole et a fait augmenter l'empreinte carbone. Ce problème a été aggravé par des transformations sociales massives dues aux migrations, à la remise en question des identités locales et, parfois, il a entraîné un effondrement social. D'un autre côté, la régénération des centres-villes et les projets de villes vertes grâce à la réhabilitation des biens du patrimoine culturel ont amélioré la qualité de vie urbaine.

Au cours des récentes décennies, de nouveaux mécanismes et de nouvelles recommandations qui fournissent des outils pour relever de nombreux défis sont apparus. L'UNESCO a évoqué cela précédemment dans sa politique et dans son travail normatif, particulièrement dans la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel

#### ÉTUDE DE CAS 77

Khorog (Tadjikistan)

### La durabilité par la participation de la société civile et la gouvernance : la réhabilitation de Khorog Park



Nichée à 2 100 mètres au-dessus du niveau de la mer et entourée des montagnes du Pamir, la ville de Khorog (Tadjikistan) compte 22 000 habitants. Étant l'espace vert public central de la ville, Khorog Park est l'espace récréatif principal de la population locale et propose également des festivals internationaux, entre autres activités culturelles.

Il y a dix ans, face à l'agitation civile et politique, le parc a été laissé à l'abandon, dans un état de détérioration avancé et avec plusieurs zones détruites. Afin de satisfaire au besoin d'un espace public aux fonctions récréatives et de refuge et afin de tirer parti de l'emplacement géographique du parc, le réaménagement de celui-ci a commencé en 2005 avec le soutien du Trust Aga Khan pour la culture (AKTC). Le projet avait pour objectif de réhabiliter les zones vertes du parc et de renforcer la connectivité en faisant du parc un espace capable d'accueillir divers événements culturels ainsi qu'un théâtre à ciel ouvert, un café et un salon de thé.

L'une des caractéristiques les plus significatives de la stratégie de réhabilitation a été la forte participation de la société civile dans la conception, la planification et la réalisation des travaux de développement. Le concept du parc a été développé via un procédé de consultation publique et des matériaux locaux ont été utilisés aussi souvent que possible afin de conserver et d'améliorer les caractéristiques naturelles existantes qui illustrent le cadre naturel du parc. Les grands travaux de réhabilitation et de construction se sont fait avec la participation active de la population locale ; via des groupes de discussion, du volontariat, des embauches et des visites. Pour ce qui est de la gouvernance du parc, la population locale est intégrée aux processus de décisions qui font intervenir les représentants de 18 associations de quartier de Khorog, des membres du gouvernement municipal et des représentants des agences locales du Réseau Aga Khan de développement.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.

et naturel, la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'Initiative biosphères humaines (URBIS) du Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI) a pris les biosphères urbaines du Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) sous son aile. Les biosphères urbaines ont été considérées comme un facteur clé du renforcement des liens entre les sociétés urbaines et leur environnement naturel grâce à une agriculture urbaine, une protection de la biodiversité et une revitalisation des espaces verts urbains.

L'UNESCO favorise la préparation aux catastrophes en utilisant « les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux » (UNISDR, 2005). La préparation aux catastrophes est devenue un outil essentiel de gestion du

patrimoine, et ce depuis 2004 avec son inclusion aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (UNESCO, 2004). Plus récemment, les actions de l'UNESCO concernant le changement climatique, et plus particulièrement dans le cadre de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21), se sont concentrées sur la résilience par le biais de politiques nationales et locales d'atténuation, d'adaptation et de gestion des risques liés au changement climatique ; basées sur des connaissances scientifiques, locales et autochtones ainsi que sur des systèmes écologiques et socio-culturels.

**ÉTUDE DE CAS 78**

Christchurch (Nouvelle-Zélande)

**Le patrimoine et la revitalisation culturelle dans le cadre de la reconstruction après un tremblement de terre**



Entre septembre 2010 et janvier 2012, une série de tremblements de terre a causé d'importants dégâts dans la ville de Christchurch et dans la région de Canterbury en Nouvelle-Zélande, et 185 personnes y ont perdu la vie. De nombreux bâtiments emblématiques ont été endommagés, plus d'une centaine de bâtiments du quartier des affaires central ont été détruits et de nombreux autres ont été délabrés. Les répercussions de ces tremblements de terre ont accéléré la stratégie ayant pour but de restaurer et de revitaliser la ville par la reconstruction, l'organisation de l'aménagement du territoire et le développement d'un secteur résidentiel.

Le programme de restauration de Christchurch a englobé un grand nombre de secteurs d'activité, d'institutions et d'activités. La stratégie de restauration du patrimoine basée sur la culture a eu recours à trois programmes principaux : le Programme de restauration du patrimoine, le Programme de restauration des arts et de la culture et le Programme de restauration des activités sportives et récréatives. Ces efforts ont été financés par le Christchurch Earthquake Appeal Trust fondé en 2011 et qui a investi 20 millions de dollars néo-zélandais (14 millions de dollars des États-Unis) dans les projets liés au patrimoine et à la culture. L'un des enjeux les plus notables était la conservation des bâtiments du patrimoine, qui sont d'importantes ressources et composantes de l'identité de la ville et qui ont dû faire face au besoin d'une restauration rapide et étendue, dans la limite des fonds disponibles, à la suite des tremblements de terre.

La stratégie de restauration a placé le patrimoine et la revitalisation culturelle au cœur du redéveloppement ; dans un plan profitant d'une vision intégrée et globale. Elle englobait le patrimoine terrestre comme les bâtiments dont la valeur historique a été reconnue par une inscription à Liste du patrimoine néo-zélandais ; des zones historiques ; des sites archéologiques ; des espaces et des paysages du patrimoine tels que les places publiques ; et les lieux d'importance culturelle comme le Ngai Tahu. Le Programme de restauration des arts et de la culture, en lien avec le Plan de restauration central de Christchurch, s'est attaqué à la revitalisation des industries culturelles en tant que composantes importantes de la vie urbaine. La stratégie s'est concentrée sur la restauration et sur l'amélioration de la participation générale aux activités artistiques et culturelles, sur la restauration des infrastructures destinées aux activités culturelles, sur le renforcement de la contribution des arts, de la culture et du patrimoine à la revitalisation et au processus de soin de la ville et sur la commémoration des vies qui ont été perdues lors des tremblements de terre.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

**PERSPECTIVE 27**

**LES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL RÉSILIENTES ET LEURS COMMUNAUTÉS**

Denis Ricard, Secrétaire général, Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)

Si la résilience urbaine est comprise comme la résistance des villes à l'altération avant de devoir se réorganiser complètement, les villes du patrimoine mondial peuvent être des modèles de résilience face aux menaces que représentent les catastrophes naturelles, les conflits armés ou encore les effets des changements sociaux ou économiques. Bien que les villes du patrimoine mondial soient extrêmement vulnérables, elles sont également des biens précieux et uniques et renferment donc la clé qui nous permettra d'apprendre du passé pour concevoir nos actions futures.

En ce qui concerne la résilience urbaine, le rôle du patrimoine culturel doit se pencher sur les catastrophes naturelles, économiques et sociales. Lors de la planification pour la gestion des risques de catastrophes, l'identification et l'analyse de ceux-ci doivent permettre de développer des plans de gestion, et ces mêmes plans

doivent être intégrés aux structures de gestion du patrimoine mondial. Dans de nombreux endroits, la première ligne de défense pour la protection du patrimoine est la communauté locale. Ainsi, ces communautés devraient être impliquées dans les processus du patrimoine et de planification de la résilience de leur ville.

L'OVPM est convaincue que les villes du patrimoine mondial ne peuvent être gérées sans leurs communautés locales. L'OVPM se considère comme le médiateur entre les décideurs politiques et les communautés locales qui constituent les populations de nos villes membres. Aujourd'hui, la gestion des villes du patrimoine mondial ne se fait plus selon des approches descendantes mais plutôt selon des approches multisectorielles, horizontales et ascendantes au sein desquelles l'engagement des collectivités locales est une composante clé de la résolution de nombreux problèmes.

Les gouvernements locaux s'investissent de plus en plus dans les efforts de renforcement de la résilience face aux catastrophes. La Campagne pour des villes résilientes de l'UNISDR lancée en 2010 compte aujourd'hui plus de 3 000 villes participantes et, suite au Cadre d'action de Sendai développé par l'UNISDR en 2015, la culture de la résilience et la résilience de la culture font maintenant partie intégrante des politiques stratégiques des gouvernements locaux.

Au cours de cette dernière décennie, nous avons été témoins d'une tendance grandissante des villes à devenir « vertes » grâce à un développement à faible impact écologique, et, dans de nombreux cas, simplement en augmentant la surface des espaces verts de la ville. La tendance à une mondialisation urbaine n'est peut-être pas réversible, mais une vision plus complète peut aider à « rafraîchir la ville » par des options durables qui équilibrent les cœurs urbains ainsi que leur arrière-pays, à la fois humains et physiques. Les actions qui visent à augmenter le recours aux énergies vertes et à contrôler l'étalement urbain ne servent pas qu'à réduire l'empreinte écologique ; elles contribuent aussi à stimuler sa résilience face aux catastrophes et au changement climatique tout en renforçant l'identité locale et en instaurant une cohésion sociale.

**ENJEUX ET OPPORTUNITÉS**

La durabilité et la résilience sont au cœur du Programme 2030 et des politiques pour des villes plus vertes contribueront à leur interaction et à leur mise en œuvre. La référence la plus directe faite par les ODD se trouve à l'Objectif 11 : « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient

ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (Nations Unies, 2015), et plus particulièrement dans ses cibles 11.6 et 11.7.<sup>2</sup>

Quelles sont les difficultés principales ? La conscience de ces problèmes est bien implantée et les prochaines décennies seront mises à l'essai via une mise en œuvre et une application. Comment gérer les transformations sociales de nos villes ? Comment les biens culturels peuvent-ils contribuer à surmonter les changements ? Quel rôle jouent le patrimoine culturel et les identités dans la résilience de la ville ? Comment peut-on assurer une bonne gouvernance et une participation civique ? Pouvons-nous fournir des solutions économiques innovantes et dynamiques pour assurer le bien-être et les moyens de subsistance ? Comment s'y prendre pour gérer nos empreintes environnementales ?

Les opportunités principales sont : (a) le potentiel de l'ère numérique, y compris les villes intelligentes, les médias sociaux et l'externalisation ouverte ; (b) la capacité humaine à rassembler ses forces pour une inclusion sociale, reconnaître la diversité culturelle et l'importance des femmes et des jeunes ; et (c) la résilience via la gestion et la durabilité.

## DURABILITÉ

La durabilité est une orientation globale pour les décennies à venir, comme le montre la légende des ODD qui font précisément référence à celle-ci. Par exemple, les Objectifs 8 et 12 appellent au développement et à la mise en œuvre de politiques de suivi des mécanismes pour le tourisme durable qui encouragent la culture locale et les produits locaux et créent des emplois.

Cependant, le concept de durabilité et son application ne sont pas exempts de critiques. Marcuse (2006), un fervent protagoniste urbain, a écrit : « la durabilité en tant qu'objectif d'aménagement ne fonctionne tout simplement pas. Tout d'abord, la durabilité n'est pas un objectif, c'est une contrainte à surmonter pour atteindre d'autres objectifs. » Reid (1995) doute de l'intérêt de parler de développement durable alors que nous n'avons aucune certitude quant aux besoins des futures générations et aux conditions écologiques, sociales et économiques dans lesquelles elles vivront.

La durabilité est essentiellement un moyen et non une fin : c'est une attitude et un état d'esprit qui requiert une réflexion exhaustive. La mise en œuvre du développement durable nécessite de voir le monde en tant que système qui connecte les espaces mais également les époques et les individus. L'avenir de la durabilité doit être recherché au sein d'une approche qui intègre la culture et le développement. La durabilité n'est donc pas uniquement en lien avec le temps par la transmission et le développement de la culture au fil des générations, mais également avec le lieu, ce que le contexte environnemental

<sup>2</sup> 11.6. Réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets ;

11.7. Assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs ;

11.b. Accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets du changement climatique et de son atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux ;

11.c. Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.

## ÉTUDE DE CAS 79

Samarkand (Ouzbékistan)

### Le rôle clé des communautés locales dans la gestion durable du patrimoine



La ville historique de Samarkand, située dans une grande oasis de la vallée du Zeravchan dans la région nord-est de l'Ouzbékistan et dont l'histoire s'étend sur plus de 2500 ans, est considérée comme le carrefour des différentes Routes de la soie qui relient de nombreuses cultures. Samarkand a été inscrite à la Liste du patrimoine mondial en 2001 et aujourd'hui, la plus grande partie de sa surface, à l'exception de sites archéologiques tels qu'Afrosiab, fait partie d'une ville historique vivante. Bien qu'il existe un risque constant que l'essence des zones urbaines historiques soit altérée par la croissance urbaine, il est important de reconnaître que l'urbanisation offre des opportunités économiques, sociales et culturelles qui sont en mesure d'améliorer la qualité de vie et le caractère traditionnel des zones urbaines.

La conservation du tissu urbain traditionnel de la ville timuride de Samarkand est assurée par le Plan de gestion et exclut les interventions telles que l'élargissement des rues et la construction de bâtiments dans les espaces ouverts traditionnels. Ce qui peut apparaître comme une simple question de conservation urbaine est en fait d'une importance sociale capitale puisqu'elle permet la continuité de l'existence d'un élément important de l'organisation sociale ouzbek, la *mahalla*, et son expression via le tissu urbain traditionnel au sein duquel il tire ses racines. Les *mahallas* (que l'on peut traduire par « local ») sont des institutions sociales autonomes de petite échelle qui s'articulent autour de communautés de quartier et qui occupent souvent les espaces ouverts susmentionnés au sein de la configuration urbaine. En tant que forme de représentation communautaire, les *mahallas* sont reconnues comme une composante importante de la gestion des sites, à tel point que le Plan de gestion de la propriété prévoit que la formation à la préparation aux risques et aux catastrophes de la communauté doit se faire dans les *mahallas*. Certains projets équipent ces centres afin qu'ils puissent faire office de havre de sécurité en cas d'urgence et leur fournissent des réserves d'eau et de nourriture suffisantes.

Un autre aspect important de l'implication des *mahallas* dans la gestion durable de la ville historique est le suivi continu et quotidien des zones et des monuments ; il s'agit d'une tâche partagée entre les organes administratifs de la ville (les *Hokimiyat*), les utilisateurs des monuments, les comités des *mahallas* et la communauté, en coopération avec l'Inspection régionale des monuments. Le suivi des situations d'urgence incombe à ceux qui sont les plus proches de l'évènement et qui connaissent le mieux la zone affectée. Ils font ensuite un rapport à l'Inspection régionale chargée de la gestion du site.

Préparée par l'UNESCO

des individus leur permet d'être. Afin d'y parvenir, il faut admettre que la durabilité s'étend maintenant par-delà la ville, qu'elle redessine les frontières afin de contrôler l'étalement et de redynamiser les liens entre les sociétés urbaines et leur environnement naturel. De cette façon, la protection et la conservation du patrimoine naturel et culturel contribuent grandement au développement durable (UNESCO, 2015a).

Ces problèmes, et aussi ces opportunités, mettent en avant le rôle intégral et central de la culture. Les données et les indicateurs du secteur culturel, ainsi que les activités opérationnelles, ont prouvé le rôle de la culture en tant que « facteur et moteur du développement durable » (UNESCO, 2012), qui a été d'autant plus renforcé par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la culture et le développement.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Voir : Résolutions des Nations Unies 65/166 du 20 décembre 2010, 66/208 du 22 décembre 2011, 66/288 du 27 juillet 2012 « L'avenir que nous voulons », et 68/223 du 20 décembre 2013.



Séoul (République de Corée)  
© Freedom Man/Shutterstock.com\*

Le changement net vers une augmentation de la responsabilité des villes concernant la durabilité future passe par la mise à profit des capacités des autorités locales et de la société civile. Au cours de ces dernières décennies, les villes et les gouvernements locaux et métropolitains ont conclu des alliances dédiées à la durabilité.

## RÉSILIENCE

Une culture capable de résilience nécessite un processus continu d'adaptation et de transformation croissante. Il existe de nombreuses analyses des systèmes cycliques pour faire face, se préparer et agir pendant et avant les catastrophes. L'hypothèse de la redondance part du principe que plusieurs espèces peuvent avoir le même rôle au sein d'un écosystème, la redondance améliore donc la résilience de l'écosystème (Walker, 1992).

Le préambule des ODD souligne l'importance de la résilience socio-économique, tandis qu'il est spécifiquement fait référence à la résilience dans l'Objectif 9 : « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » ; ainsi que dans l'Objectif 11.

La résilience est liée à la durabilité par l'intégration du patrimoine et des savoirs traditionnels dans des solutions innovantes et basées sur la culture aux préoccupations environnementales. La résilience urbaine est atteinte grâce aux usages multiples et mixtes de la ville. Trop souvent, ce sont les individus défavorisés qui sont les plus affectés par les catastrophes urbaines et par le manque de durabilité sociale. La préparation aux catastrophes est aujourd'hui un élément recommandé par les programmes de gestion et par les stratégies de formation du patrimoine mondial (UNESCO, 2015) mais de meilleurs indicateurs intégrateurs devront être développés, par le biais des mécanismes de l'UNISDR et de sa Campagne pour des villes résilientes par exemple.

Lors de la Conférence internationale « La culture au service de villes durables » qui s'est tenue à Hangzhou (Chine) du 10 au 12 décembre 2015, quatre composantes de la résilience ont été abordées : l'économie, les dimensions sociale et humaine, la nature et la culture et la gestion (UNESCO, 2013b). Il a été souligné que l'intégration de stratégies de conservation du patrimoine culturel dans les projets de régénération urbaine aide à la résilience culturelle grâce à :

1. Un maintien des structures spatiales et des liens entre les espaces privés et communautaires ;
2. La continuité des usages et de l'empreinte : maintenir les structures spatiales qui définissent la position des individus et des lieux au sein d'un contexte compris par tous ;
3. Un capital social matérialisé.

En résumé, la résilience a besoin d'exploiter le capital humain au travers de la diversité, de la redondance naturelle, de l'ambiguïté et des dynamiques d'expérimentation et d'improvisation créatives.

### ÉTUDE DE CAS 80

La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique)

#### Reconstruire La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina



L'ouragan destructeur Katrina qui a frappé La Nouvelle-Orléans (États-Unis d'Amérique) en 2005 a coûté la vie à 1 800 personnes et a causé des dégâts estimés à environ 108 milliards de dollars des États-Unis. La catastrophe naturelle a forcé la ville à travailler directement sur les relations entre la résilience environnementale et culturelle et a fait porter les discussions sur la durabilité et la résilience des États-Unis.

L'impact et les conséquences de l'ouragan et des inondations qui ont suivi ont souligné les forces à la fois positives et négatives de l'environnement urbain. À la suite de cette catastrophe, de nombreuses initiatives sont apparues pour la restauration des quartiers, la construction de logements vernaculaires, la mise en place de stratégies de réhabilitation et d'adaptation au changement climatique. Un grand nombre de ces initiatives étaient indépendantes ou expérimentales. Les associations à but non lucratif ont joué un rôle important dans la mise en lumière de l'importance de stratégies intégrées et interdépendantes pour faire face aux catastrophes.

Dix ans après ce désastre, les charges inégales supportées par les différents segments de la société expliquent que la reconstruction a été plus difficile pour les individus pauvres et marginalisés. Les inquiétudes persistantes quant à la sécurité ont poussé la ville à agir en augmentant les dépenses liées à la sécurité et à envisager de réduire le périmètre prévu pour les parades de deuxième ligne, mettant de ce fait en péril certains de ces célèbres événements musicaux et des événements culturels informels. Les bâtiments abandonnés représentent également un risque pour la sécurité, ce qui a souvent mené à une démolition rapide de ceux-ci plutôt qu'à des processus de régénération durable.

L'impact de l'ouragan Katrina et des actions qu'il a entraînées nous donnent plusieurs leçons importantes. La réduction des risques liés aux catastrophes doit être centrée sur l'humain et doit impliquer tous les secteurs de la société dans la planification des catastrophes, y compris les personnes âgées, les individus vivant dans la pauvreté et autres groupes potentiellement vulnérables, et prendre des dispositions adéquates pour garantir leur sécurité lorsqu'une catastrophe se produit. De plus, les solutions viables à long terme devraient intégrer des politiques et initiatives naturelles, sociales, économiques et culturelles.

Source : École des arts de la restauration à Willowbank, rapport sur la zone d'étude 7

## ASPECTS ÉCOLOGIQUES

Les approches vertes sont un moyen d'atteindre la durabilité et de rendre la ville résiliente. Récemment, un soudain engouement pour des villes plus intelligentes a eu pour effet une meilleure gestion de l'énergie, principalement par

le développement d'infrastructures intégrées. D'un point de vue urbain, la croissance verte représente une hausse fondamentale des attentes en matière de qualité des environnements, ce qui implique deux éléments :

1. La nature : une qualité de vie améliorée grâce à un air plus pur, des parcs et des espaces ouverts ;
2. L'énergie : des produits et services qui réduisent leur pression sur l'environnement tels que les technologies économes en énergie et l'accent mis sur les transports en commun.

“ **La nature imprègne la ville, elle tisse des liens entre la ville et l'air, la terre, l'eau et tous les organismes vivants en son sein et dans ses alentours. En elles-mêmes, les forces de la nature ne sont ni bénignes ni hostiles pour les êtres humains. Reconnues et exploitées, elles représentent une ressource puissante pour la création d'un habitat urbain bénéfique. Ignorées ou corrompues, elles amplifient les problèmes qui gangrènent les villes depuis des siècles, tels que les crues, les glissements de terrains ou encore l'air et l'eau pollués. Malheureusement, les villes ont grandement négligé et ont rarement exploité les forces naturelles dont elles disposent.** ”

Anne Whiston Spirn, architecte paysagiste

En ce qui concerne la nature, le passage à une ville plus verte est lié au bien-être personnel et au microclimat ; ainsi qu'à la création d'un arrière-pays agricole et à la mise à disposition d'espaces ouverts et de biosphères urbaines pour une meilleure gestion des eaux et une meilleure santé. Pour ce qui est de l'énergie, les politiques devraient encourager à la diminution de sa consommation et l'associer aux politiques de durabilité et de résilience afin de réduire la pollution, d'améliorer la qualité de l'air et de diminuer les dégâts à long terme sur l'environnement grâce à des bâtiments verts et à la réduction de l'empreinte carbone (voir la Perspective 28).

Tout cela met en avant le besoin d'amélioration des liens entre la culture et la nature. La Conférence générale de l'UNESCO a recommandé une coopération entre les secteurs des sciences naturelles et de la culture ; qui mettrait l'accent sur le patrimoine mondial et les programmes de la biosphère. Le Comité du patrimoine mondial, par le biais des organes consultatifs de la Convention du patrimoine mondial de 1972, a continuellement encouragé la mise en relation de la nature et de la culture comme concept inhérent de la Convention (UICN et ICOMOS, 2015). La reconnaissance universelle de la catégorie du paysage culturel, depuis son adoption en 1992, est une preuve suffisante de cette relation symbiotique.

## CONCLUSION

Le rôle principal de la culture est d'exploiter le potentiel humain local de toutes les sphères de la vie urbaine. La mise en œuvre d'actions pour des villes durables, résilientes et vertes s'inscrit dans un processus progressif. La redynamisation du savoir sur le patrimoine vernaculaire, basé sur les matériaux locaux et sur des méthodes de construction capables de s'adapter au climat, encourage l'innovation vers des modèles architecturaux contemporains nécessitant peu d'énergie. La mise en œuvre des identités culturelles locales peut transformer des idées mondiales en un langage local porteur de sens.

## ÉTUDE DE CAS 81

Copenhague (Danemark)

### Propager la croissance verte



En s'appuyant sur ses références solides en matière d'environnement, Copenhague (Danemark) a mis la croissance verte et la qualité de vie au cœur de sa politique, consolidant ainsi son objectif de devenir la « première capitale neutre en carbone du monde » d'ici à 2025. Les politiques environnementales de Copenhague englobent les énergies renouvelables, la gestion des déchets, la régénération de son ancien port industriel et encouragent l'utilisation des vélos, une marque de fabrique caractéristique de la ville.

L'encouragement des déplacements à pieds et à vélo et la régénération des espaces publics forment la base du programme politique de cette ville verte. La stratégie intégrée de transport et d'occupation des sols lancée il y a plus de soixante ans a transformé la métropole auparavant encombrée et polluée et a permis le développement de centres urbains denses et praticables à pied connectés par un réseau de transport en commun ferré.

Le « Plan des Doigts » de la ville de Copenhague, proposé en 1947, reste un concept spatial important qui a depuis reçu un soutien réglementaire renouvelé au niveau national. Ce projet a encouragé la croissance urbaine le long des lignes de chemin de fer partant du centre-ville ; tout en protégeant les espaces verts du développement. Afin de maximiser la valeur de la densité, la ville a visé l'utilisation créative de ses zones et caractéristiques publiques. Le plan est actuellement mis à jour afin d'adapter la mobilité dans les zones de forte densité et de lutter contre la dépendance aux voitures en ville en améliorant la mobilité verte ; grâce à de nouveaux projets de développement orientés sur les déplacements à pied, à vélo, en transport publics et en covoiturage.

Dans le quartier de Nørrebro, le parc public Superkilen a été construit en 2011 afin de servir d'espace de rencontre à grande échelle dans l'un des quartiers les plus ethniquement diversifiés de Copenhague et de lieu d'attraction pour les autres habitants de la ville. L'idée derrière ce projet était de créer un espace qui implique et reflète les 60 nationalités représentées dans le quartier ; et la conception du parc a mis la participation du public à profit. Le parc fait 750 mètres de long et possède des sentiers pour les piétons et les cyclistes qui traversent les trois zones principales : une place pour les activités sportives, un espace vert qui propose une aire de jeux pour enfants et une zone de marché et de pique-niques.

Source : IJAV, rapport sur la zone d'étude 3

## Une approche intégratrice et axée sur la culture

Une approche intégratrice et axée sur la culture pour le développement des zones urbaines et rurales contribue à la durabilité de l'environnement, et encourage ainsi la diversité des pratiques du patrimoine culturel qui sont source de résilience pour les villes. Éco-responsabiliser l'environnement urbain par le renforcement de l'efficacité énergétique, la maîtrise de l'étalement urbain et la création de zones vertes dans les villes permettra de réduire l'empreinte carbone de ces dernières. Enfin, une bonne connaissance des pratiques culturelles traditionnelles peut être un outil précieux pour renforcer la résilience des villes qui font face à des menaces diverses, liées en particulier aux phénomènes naturels et au changement climatique.

La Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique place la notion de patrimoine culturel au cœur du contexte urbain et peut nous guider vers des villes « sûres, inclusives, résilientes et durables ». Cette approche intégratrice laisse une place au facteur humain et aux normes culturelles qui sont essentiels pour comprendre comment les individus gèrent les catastrophes à la fois humaines et naturelles.



Université de Varsovie, Varsovie (Pologne)  
© Stepniak/Shutterstock.com\*

La culture de la résilience et de la durabilité et la résilience et la durabilité de la culture permettent une vision qui peut être appliquée au patrimoine urbain à travers le monde, relevant ainsi les défis de l'inclusion sociale, de la révolution numérique et du développement durable.

La conclusion tend vers le renforcement d'une approche qui encourage la diversité, la continuité, la flexibilité, le développement de réseaux, la compréhension du facteur humain et l'intégration de la nature dans les zones urbaines grâce à l'amélioration, la protection et la préservation du domaine public : le patrimoine commun. Dans ce contexte de transformations sociales significatives, le patrimoine culturel est lié aux lieux tout autant qu'aux individus, et ces identités multiples peuvent désamorcer la violence et rendre les communautés locales fières de leurs origines et du message qu'elles véhiculent (Sen, 2006).

Des approches potentielles d'atténuation des effets du changement climatique passeraient par une meilleure durabilité et une meilleure résilience urbaine, via, par exemple, l'application des cinq D : Densité, accessibilité de la Destination, Distance, Diversité et Design (Cervero et Kockelman, 1997). Une plus grande flexibilité des usages et des activités, particulièrement dans le domaine public, sera préférable à des solutions figées et uniques. Faire de la résilience un élément du quotidien de la ville aura des bénéfices pour la culture, y compris pour l'exploitation du patrimoine immatériel de la communauté.

« Notre environnement terrestre est très spécial, il s'agit peut-être même de l'unique environnement capable d'abriter la vie. Il devrait être conservé, il ne peut être préservé. Il changera malgré nous, que ce soit par notre intention ou par notre insouciance. Ce changement étant inévitable, nous devrions au moins nous assurer qu'il se fera via un processus humain et qu'il ne nous entraînera pas à notre perte. D'un autre côté, de nombreux changements nécessaires ne sont absolument pas inévitables. Notre vraie mission n'est pas d'éviter que le monde change mais de diriger ce changement dans une direction qui encourage la croissance et l'amélioration des conditions de vie.

Kevin Lynch, urbaniste

## Gouvernance et société civile

Une bonne gouvernance est un élément crucial. La stratégie et la vision à long terme nécessaires n'ont pas été élaborées en un clin d'œil, elles sont l'aboutissement et le reflet d'un passé qui nous incite à une approche mesurée de la résilience dans la gestion urbaine. Afin d'atteindre les objectifs fixés par les ODD, un plus grand nombre d'actions et d'outils transversaux et interdisciplinaires seront nécessaires. La mise en œuvre des Dix points essentiels de la Campagne pour des villes résilientes de l'UNISDR (UNISDR, 2012),

avec une nouvelle contribution de la culture et l'appui du facteur humain, est un point de départ éventuel.

Les élus locaux ont généralement des mandats de quatre à cinq ans et il est urgent que les visions à long terme définissent des étapes réalisables via un changement cumulatif qui reflèterait ces cycles de vie politiques. De plus, les changements qui ont cours dans le monde moderne exigent que nos évaluations et vérifications aient lieu plus souvent que tous les vingt ans. Un processus interactif plus dynamique basé sur les politiques régionales et thématiques doit être mis en place.

## PERSPECTIVE 28

### SUPPRIMER LES ÉMISSIONS DE CARBONE DANS LE PARC IMMOBILIER PATRIMONIAL

Anthony Gad Bigio, Université George Washington (États-Unis d'Amérique)

Dans son Cinquième Rapport d'évaluation pour la réduction des émissions de carbone par les zones urbaines, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat met en avant quatre caractéristiques de conception urbaine à étudier : la densité, l'usage mixte du territoire, la connectivité et l'accessibilité (Seto et al, 2014). Les zones urbaines historiques remplissent généralement la plupart, si ce n'est la totalité, de ces critères et pourraient donc représenter une typologie d'établissements compatibles avec des styles de vie urbains produisant peu de carbone. Au-delà des motivations de l'ordre de l'identité culturelle, mémorielle et collective fondamentales pour la conservation et l'amélioration des zones urbaines historiques, les économies massives de matériaux, d'énergie et d'émissions de carbone qui résultent de la conservation urbaine - en comparaison avec la démolition et la reconstruction d'anciens bâtiments - forment une nouvelle logique contemporaine.

Lors de la conception d'un plan d'action, les villes commencent généralement par un inventaire des émissions de carbone générées par les transports, l'eau, les déchets, la consommation énergétique et l'environnement bâti (en plus de l'industrie). Les zones urbaines historiques atteignent des résultats satisfaisants en ce qui concerne la mobilité urbaine, et ce grâce à un taux élevé de trajets qui ne nécessitent aucun moyen de transport motorisé du fait de leur tissu urbain. En outre, leur utilisation de l'eau et leur production de déchets sont relativement similaires à celles des quartiers modernes.

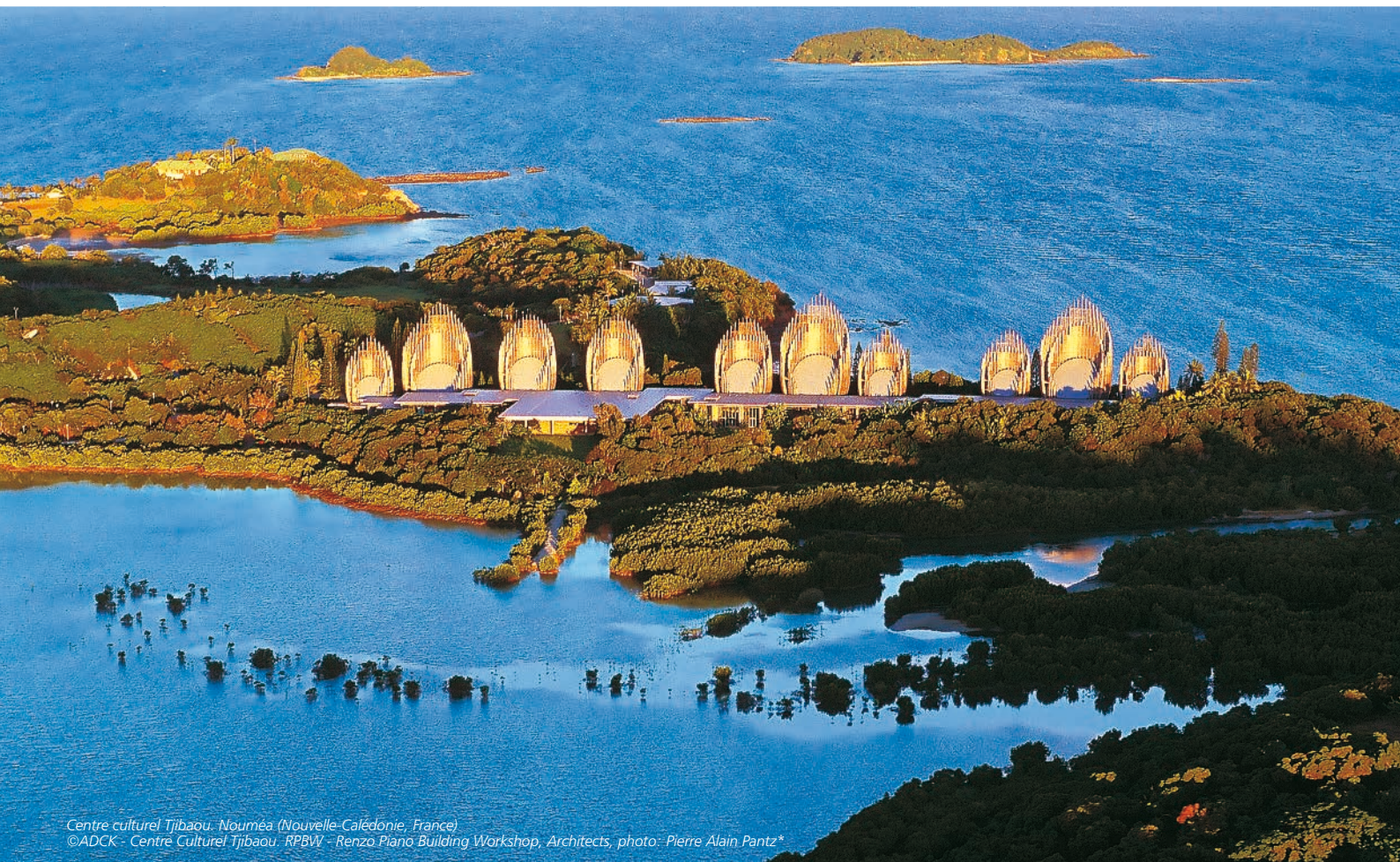
Malheureusement, le parc immobilier patrimonial n'a généralement pas de résultats satisfaisants en termes de consommation d'énergie et des émissions de carbone. À l'époque pré-moderne, la conception et les matériaux traditionnels permettaient de supporter les températures élevées grâce à des murs épais et/ou à une aération naturelle. Dans les climats froids, les systèmes de chauffage utilisant les biomasses ou les énergies fossiles permettaient d'atteindre un certain confort thermique, avec de faibles rendements compte tenu des grandes quantités d'énergie consommées.

Les habitants contemporains et autres utilisateurs des bâtiments patrimoniaux ayant substantiellement augmenté leur consommation d'énergie pour se chauffer, se rafraîchir et s'éclairer, le parc immobilier du patrimoine montre des niveaux d'efficacité énergétique faibles si on le compare avec les bâtiments modernes ou les concepts et techniques de construction contemporains à faible émission de carbone.

Le projet de décarbonisation des économies et des modes de vies urbains a récemment mis l'accent sur l'efficacité énergétique de l'environnement bâti. La classification énergétique du parc immobilier a fourni un cadre de modernisation du parc existant ; afin d'atteindre une meilleure efficacité énergétique et de réduire les émissions de carbone. Cependant, cette modernisation va de pair avec un certain nombre d'enjeux techniques, institutionnels et financiers considérables. La modernisation énergétique des bâtiments est soumise à la loi des rendements décroissants selon laquelle les coûts de mesures additionnelles d'efficacité énergétique sont bien plus importants que les réductions de consommation énergétique et d'émissions de carbone potentielles. La modernisation des logements en propriété fragmentée ou partagée fait face à de nombreux obstacles et à l'inertie du processus de décisions collectif. La période de rentabilisation de la modernisation énergétique des logements se compte en décennies plutôt qu'en années. Dans le cas du parc immobilier patrimonial, les programmes de modernisation sont d'autant plus compliqués qu'ils doivent prendre en compte des contraintes esthétiques et normatives supplémentaires. Les dispositions relatives à l'inscription et à la conservation ajoutent un niveau de complexité supplémentaire qui décourage les projets de modernisation, pourtant plus que nécessaires.

Afin de faire face à ces tensions et afin que les zones urbaines historiques puissent jouer pleinement leur rôle dans la transition énergétique post-carbone, une plus grande collaboration entre les architectes, les initiatives de conservation du patrimoine et les spécialistes en efficacité énergétique des bâtiments sera nécessaire.

# DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS



Centre culturel Tjibaou, Nouméa (Nouvelle-Calédonie, France)  
©ADCK - Centre Culturel Tjibaou. RPBW - Renzo Piano Building Workshop, Architects, photo: Pierre Alain Pantz\*

## EN BREF

Des espaces publics animés et de qualité devraient être accessibles à tous, ceux-ci étant des biens du patrimoine culturel qui appartiennent à tous les citoyens et favorisent l'inclusion sociale.

Les espaces publics devraient être traités avec une attention particulière, et réhabilités et financés de façon adéquate, car ces zones protégées, léguées par les générations précédentes, peuvent jouer un rôle essentiel dans l'expression créatrice et la transmission des pratiques de populations urbaines très diverses.

Les parcs et les zones protégées dans les villes et à leurs abords contribuent à la résilience face au changement climatique.

Régénérer et réhabiliter les espaces publics dans les quartiers défavorisés peut contribuer à favoriser la justice et l'équité sociales.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Patricia M. O'Donnell, Directrice de Heritage Landscapes (États-Unis d'Amérique). *Permettre l'accès aux espaces publics pour en tirer des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux.*

### Perspectives :

Naima Lahbil Tagemouati, consultante en développement culturel et romancière *Développement urbain et espaces publics : économie et culture*

Richard Stephens, Président, ISOCARP. *Culture et aménagement urbain*

Megan Hender, maire adjointe d'Adélaïde (Australie).

*La musique comme élément vital du développement urbain*

### Études de cas :

Dakar (Sénégal). *Une vision jeune du milieu urbain*

Valparaiso (Chili). *De la ségrégation à l'inclusion : la*

*réhabilitation encourage la créativité*

Marrakech (Maroc). *Le patrimoine culturel immatériel comme espace public urbain, mais pour qui ?*

Paris (France). *Investir dans les espaces publics et réinvestir les berges*

Maputo (Mozambique). *Transformer les espaces contestés grâce à la culture*



# PERMETTRE L'ACCÈS AUX ESPACES PUBLICS POUR EN TIRER DES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

**PATRICIA M. O'DONNELL**

Directrice de Heritage Landscapes, ICOMOS, IFLA (États-Unis d'Amérique)

LA RICHESSE COMMUNE DE CHAQUE VILLE RÉSIDE DANS SES ESPACES PUBLICS ACCESSIBLES, DE TOUTES TAILLES ET DE TOUTES FONCTIONS. DANS SON ENSEMBLE, LE SYSTÈME COMBINÉ DES ESPACES PUBLICS OFFRE DES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX ; IL REGROUPE LES BIENS CULTURELS DE LA VILLE POUR TOUS LES CITADINS : VALIDES, HANDICAPÉS, JEUNES, ÂGÉS, HOMMES, FEMMES ET ENFANTS. LA DISCRIMINATION EST À L'OPPOSÉ DE L'INCLUSION ET LES ESPACES PUBLICS PEUVENT ACCUEILLIR TOUT UN CHACUN. HÉRITÉES DES GÉNÉRATIONS PRÉCÉDENTES, LES VILLES SE FORMENT SUR DES TERRITOIRES CONSERVÉS ET AMÉNAGÉS EN PARCS, PLACES, RUES, BOULEVARDS, TROTTOIRS, CHEMINS ET ENVIRONNEMENTS AQUATIQUES ; COMME LES BERGES PRATICABLES DES RUISSEAUX, RIVIÈRES, CANAUX, OCÉANS, ETC. DANS CERTAINES VILLES CHANCEUSES, LES ZONES URBAINES SONT PROCHES, VOIRE MITOYENNES, DE ZONES DE CONSERVATION DE PLUS GRANDE TAILLE, DE RÉSERVES ET DE PARCS NATIONAUX QUI REPRÉSENTENT UN BIEN CULTUREL POUR LA POPULATION ET LES TOURISTES.

Les espaces publics partagés ont été façonnés par les établissements humains au cours des millénaires. À l'exception des établissements à forte densité, la matrice urbaine des espaces publics, que les habitants utilisent et partagent avec leurs concitoyens et avec les touristes, recouvre environ la moitié du territoire urbain. Les piliers de l'inclusivité ; à savoir l'accès libre et les divers usages de l'espace par les individus de tous âges, les familles et les groupes ; sont la base de la communauté, soutiennent l'accueil de la diversité et encouragent la cohésion sociale.

Le patrimoine des espaces publics, additionné à de nouveaux espaces et à une conception verte, englobe les biens culturels qui sont en mesure d'offrir un système ou un réseau d'espaces verts dont peuvent jouir diverses populations urbaines, y compris les minorités, les pauvres et les migrants. Pour que tout le monde puisse en profiter, la diversité urbaine doit être accueillie à bras ouverts. Les espaces ouverts publics historiques et urbains partout dans le monde devraient refléter la diversité de leur milieu culturel. Les valeurs traditionnelles peuvent être accueillies dans des espaces publics car ceux-ci sont adaptables aux divers usages récréatifs qui sont liés au social, à la santé et à l'éducation. Les espaces publics sont des biens culturels qui devraient permettre à tout le monde d'en jouir, de prendre part aux processus de décision et de partager les retombées.

## ESPACES INCLUSIFS ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Le onzième Objectif de développement durable des Nations Unies (ODD) porte sur « des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (Nations Unies, 2015) et fournit une cible principale pour les espaces publics ouverts et de nombreux autres aspects des établissements humains. Les espaces publics urbains traitent la durabilité dans ses trois dimensions : économique, environnementale et sociale.

La diversité des espaces publics ajoute à la pertinence de plusieurs ODD et, à la fois dans les objectifs et dans les cibles, on retrouve des opportunités d'innovation, de créativité et d'expression de pratiques traditionnelles ; ainsi que le respect du patrimoine. Par exemple, l'accès à des jardins urbains, pour les familles ou pour les petites

### PERSPECTIVE 29

#### DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ESPACES PUBLICS : ÉCONOMIE ET CULTURE

Naima Lahbil Tagemouati, Consultante en développement culturel et romancière

Lorsque les espaces publics prennent la forme d'une vitrine ininterrompue, ils démontrent l'influence croissante de l'impératif économique de la vente perpétuelle de biens et de services sur la structure des villes. Ainsi, la logique du marché, un outil puissant pour la régulation de l'économie, devient un problème lorsqu'elle est imposée à toutes les villes et, en fin de compte, à toutes les sociétés. Cette logique est essentiellement exclusive : elle marginalise les individus qui ne possèdent pas les ressources nécessaires pour entrer sur le marché.

La physionomie des espaces urbains et publics, en particulier, est la transposition de cette méthode d'organisation. Elle est influencée par la tendance du marché à se revendiquer comme le seul moyen de réguler et d'organiser l'espace. Dans de telles circonstances, la culture peut-elle aider à juguler cette tendance et à construire des villes plus inclusives qui intègrent la dimension sociale à leur croissance économique ?

Ce défi implique une modification du discours dominant qui ne peut être atteinte qu'en améliorant la visibilité de la contribution réelle et complète de la culture. Depuis les années 1990, des mesures ont déjà été prises dans ce sens grâce au travail du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le produit intérieur brut (PIB) est maintenant considéré par les experts, les organisations internationales et les gouvernements comme étant un montant subjectif qui n'est pertinent pour aucun des indicateurs de développement en dehors de la valeur ajoutée. Plus récemment, en 2015, l'UNESCO a créé un cadre logique qui dresse une liste exhaustive des contributions de tous les aspects de la culture à la richesse. Cet outil statistique

montre que la production de richesse ne se mesure pas qu'en termes de valeur ajoutée, d'emploi et de consommation. Le développement s'améliore également grâce, entre autres, à l'égalité des genres, à une éducation ouverte et multilingue, à la participation des individus à la vie publique, à une méthode de gouvernance qui protège la liberté d'expression, à une communication ouverte et à la relation entre la société et son patrimoine.

Si ce cadre logique des Nations Unies était appliqué à tous les pays, la reconnaissance de la contribution de la culture pour le développement serait une étape importante vers l'appréciation du caractère unique de la culture à la fois dans sa dimension sociale et dans sa dimension économique. La culture pourrait alors approfondir et diffuser son propre discours construit sur des problématiques telles que le sens, le symbolisme, les connexions, la cohabitation et l'identité.

En parallèle de cette reconnaissance, la restauration de la fonction culturelle des espaces publics introduit une façon d'organiser la vie dans les espaces urbains différente de celle qui est influencée par le marché. En effet, au sein des espaces urbains ce sont les activités et la propriété culturelles qui, en générant des connexions et en étant porteuses de sens, font des hommes et des femmes plus que de simples consommateurs « autistes » à la manière de Robinson Crusoe, qui représente l'incarnation du consommateur idéal, insatiable et dont le seul désir est de consommer autant que possible. La culture transforme les villes en quelque chose de plus qu'une accumulation d'individus anti-sociaux et centrés sur eux-mêmes. La culture élève les individus vers quelque chose de plus grand : une identité.

exploitations d'agriculture intensive de subsistance, permet de lutter contre le manque de nourriture, d'atteindre un certain niveau de sécurité alimentaire et d'encourager les systèmes d'agriculture durable. L'Objectif 2 porte sur un mode de vie sain et sur le bien-être, l'Objectif 3 met en

« L'atmosphère est créée par les individus qui utilisent l'espace et génèrent une activité spatiale. Afin qu'un espace public soit un succès, il faut lui permettre de devenir un espace performatif ou évolutionniste. Selon mon expérience, il est de plus en plus fréquent de faire appel à un artiste, peut-être seulement en tant que conseiller ou comme membre de l'équipe, peut-être encore en tant que concepteur. L'urbanisme a très longtemps été bien trop pragmatique et axé sur la fonction.

Olafur Eliasson, artiste

avant les bénéfices des espaces publics, à savoir de l'air pur, un endroit où se promener et faire l'expérience des éléments naturels, ce qui améliore l'état de santé mentale et physique. L'Objectif 4 est en lien avec l'éducation équitable et l'apprentissage tout au long de la vie : les parcs publics historiques et les zones urbaines protégées fournissent des programmes et des opportunités d'auto-formation dans les domaines de l'histoire, de l'écologie, de la résilience, du changement climatique et de la santé entre autres. La réduction des inégalités au sein des pays et l'encouragement de la paix prennent leur source au niveau local et, bien que ce ne soit pas cité de façon explicite dans les Objectifs 10 et 16, l'accès inclusif à des expériences positives dans les espaces publics dans et le partage de ces derniers, dans une atmosphère de respect mutuel, favorise la tolérance et l'harmonie sociale. De plus, les espaces publics – traditionnels, d'importance historique et récents – sont des plateformes d'action dans la lutte contre le changement climatique et traitent des impacts spécifiques, dans la lignée de l'Objectif 13. Les nouveaux parcs et les parcs revitalisés sont conçus et construits pour absorber l'eau des crues causées par les orages, s'adapter aux inondations et à la sécheresse, réduire la température urbaine grâce à la végétation et fournir un habitat aux espèces locales et migratrices. Les parcs urbains sont un atout particulier pour éveiller la conscience de la résilience face au changement climatique par l'adaptation du paysage, afin d'atteindre la cible 13.3 : sensibilisation et renforcement des capacités. Les espaces publics se trouvant souvent sur les bords de mer, la mise à profit de la proximité des ressources marines va de pair avec l'établissement et la gestion d'un littoral stable et riche et avec le traitement efficace des déchets, en lien avec l'Objectif 14. La reconnaissance de l'importance des bords de mer pour la qualité de vie urbaine a été démontrée mondialement par la reconquête des bords de mers endommagés grâce à espaces publics neufs ou revitalisés. Les écologies de la terre et de l'eau douce, les parcs, les rues, les boulevards, les sentiers, les canopées urbaines, les réserves naturelles, les lacs et les ruisseaux ainsi que les territoires dégradés qui ont fait l'objet d'une régénération offrent tous des opportunités d'atteindre l'Objectif 15 et ses cibles qui visent à la restauration et à la promotion d'un usage durable des écosystèmes terrestres. Les partenariats recommandés dans l'Objectif 17 s'appliquent à l'encouragement et à l'expansion de l'espace public urbain via une bonne gouvernance et une collaboration de la société civile qui soutient des communautés inclusives ; en utilisant des espaces publics en tant que vecteurs.

## ENJEUX POUR DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS

Parmi les défis auxquels doivent faire face les espaces publics, on retrouve : la compétition pour le territoire au sein de villes à l'expansion rapide ; les éléments qui empêchent l'accès inclusif aux espaces, aux programmes et aux bénéfices ; les conflits entre utilisation et privatisation de l'espace

## ÉTUDE DE CAS 82

Dakar (Sénégal)

### Une vision jeune du milieu urbain



Ce qui prenait autrefois la forme d'une simple inscription à l'intérieur d'un train, couramment considéré comme du vandalisme, des graffitis et, par extension de l'art de rue ; a été accepté de plus en plus largement en tant que véritable forme artistique. Contrairement à d'autres villes dans le monde où l'art de rue a un statut dandestin et illégal, Dakar (Sénégal) a embrassé celui-ci en tant qu'expression artistique omniprésente. Les murs se sont transformés en toiles destinées à cette forme d'expression artistique dans la ville, sous et le long des infrastructures autoroutières. Les œuvres d'art de rue colorent les bâtiments et sont même commandées par des logements privés. Ces œuvres alimentent le débat public sur l'amélioration de la vie urbaine, la responsabilité civique, la célébration de la fierté culturelle, l'unité et la diversité, la culture locale et la mémoire des dirigeants influents dans la totalité du continent africain.

Plus de la moitié de sa population urbaine étant âgée de moins de 20 ans, Dakar est en position de capitaliser sur ses jeunes talents créatifs. Au cours des dix dernières années, l'art de rue de Dakar est devenu un moyen de parvenir à une culture urbaine ouverte, accessible et axée sur la communauté dans la ville. Les origines de l'art de rue de la ville sont profondément ancrées dans le mouvement Set-Setal, « être propre/rendre propre » en wolof. Essentiellement dirigé par des jeunes, le mouvement vise à traiter la gestion insuffisante des espaces publics par le biais de fresques et d'art mural.

Festigriff, le festival annuel du graffiti qui se tient à Dakar, a célébré sa sixième édition en 2015. Depuis ses débuts, Festigriff est une initiative créative inspirée par la jeunesse qui tente de repenser la ville et de collaborer à nouveau avec celle-ci. Le festival comprend la réalisation de fresques et de graffitis, des parades, la formation de jeunes artistes, des conférences et des concerts communautaires gratuits. Il s'appuie sur l'approbation, l'appréciation et les ressources communautaires pour encourager les expressions culturelles, alimenter la professionnalisation et renforcer les réseaux d'artistes locaux et internationaux. Bien que l'art de rue soit considéré comme un moteur de développement de la culture et du tourisme à Dakar, le festival s'auto-finance et dépend du soutien financier d'agences culturelles internationales comme l'Institut français et l'Institut Goethe.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

public à des fins uniques ou financières ; les crimes et les incivilités qui menacent les utilisateurs positifs ; l'état de dégradation des espaces publics qui ne profitent pas d'une attention adéquate ou de financement pour l'amélioration des espaces à l'aide des bonnes pratiques vertes.

Dans la quête d'espaces publics inclusifs, les gouvernements municipaux et leurs partenaires doivent veiller à être équitables en termes de distribution, d'accès ouvert, et d'obtention des ressources humaines et matérielles pour la maintenance et l'amélioration continue de ces espaces. Les processus et les résultats sont tous deux importants car la planification équitable, inclusive et transparente doit soutenir le façonnage des espaces publics afin d'en retirer tous les bénéfices communautaires possibles.

## OPPORTUNITÉS DES ESPACES PUBLICS INCLUSIFS

Une appréciation et une compréhension globales des bénéfices des espaces inclusifs sont d'importance critique puisque les villes attirent des habitants du monde entier. Ces bénéfices comprennent : la création d'emplois ; le



'The Weather Project' par Olafur Eliasson (2004). Tate Modern, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). © Damien du Toit/Flickr.com\*

développement d'opportunités d'activités économiques et d'opportunités financières ; l'amélioration de la qualité de vie en tant que facteur de choix de la ville dans laquelle vivre ; la mise à disposition de zones propices aux activités sportives et une meilleure qualité de l'air en tant que facteurs d'une meilleure santé personnelle ; l'augmentation de la résilience face au changement climatique ; l'atténuation des effets d'îlots de chaleur urbaine ; la mise à disposition d'infrastructures d'absorption et de gestion des eaux d'orage ; et l'amélioration de la perception générale de la qualité de la ville. Les espaces publics inclusifs sont utilisés à bon escient, appréciés et efficacement coordonnés par la communauté. L'utilisation démocratique des espaces publics du patrimoine commun rassemble différentes populations d'horizons sociaux et économiques divers. La culture peut prospérer au sein d'espaces publics partagés valorisés et sûrs pour tout un chacun.

« Les espaces publics dédiés aux piétons peuvent avoir un but égalitaire, être un moyen d'atteindre une société plus inclusive. Dans les espaces publics, les individus se fréquentent en tant qu'égaux, débarrassés de la hiérarchie sociale.

Enrique Peñalosa, Maire de Bogota (Colombie)

## BÉNÉFICES SOCIAUX

Les villes inclusives permettent une vie urbaine où tous les individus comptent, et pas seulement un nombre restreint d'individus. La vision fournie par la Banque mondiale (2015) nous indique la complexité de l'inclusivité au sein des aspects entremêlés de la dimension spatiale : l'accès au territoire, aux logements et aux infrastructures, la dimension sociale des droits et de la participation et la dimension économique des opportunités pour une inclusivité totale. Aborder l'inclusivité par le biais de l'inclusion spatiale, sociale et économique en supprimant les limites de participation, d'accès aux processus décisionnaires et au partage des bénéfices dégagés par les espaces publics encourage la justice et l'équité sociales. En ce qui concerne les espaces publics, l'équité vaut pour tous les individus, peu importe leur classe sociale, leur genre, leur origine, leur état de santé et leurs intérêts.

### PERSPECTIVE 30

## CULTURE ET AMÉNAGEMENT URBAIN

Richard Stephens, Président, Association internationale des urbanistes (ISOCARP)

### Développement durable

Le développement durable est un principe fondateur de la planification urbaine et régionale contemporaine. La définition classique du développement durable est : « un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures. » (CMED, 1987). Le concept du développement durable est en évolution, et de nombreuses approches incluent aujourd'hui la culture comme quatrième pilier de la durabilité ou encore une sphère globale qui imprègne, unifie et donne du sens à la durabilité. Il y a également eu une évolution des approches sectorielles vers une vision plus intégrée de la durabilité qui reflète la transition actuelle du paradigme de la pensée mécaniste vers celui de la pensée systémique. L'inclusion de la culture et la transition vers la pensée systémique forme la base d'un concept amélioré de la durabilité pour la planification urbaine et régionale : la *conception régénératrice*.

### Conception régénératrice

Le concept de conception régénératrice est également en évolution et recouvre actuellement le développement durable combiné à la prédominance d'une « identité du lieu » observée au travers du prisme de la pensée systémique. La notion de conception environnementale a été décrite avec éloquence par Mang (2001) :

La régénération va bien au-delà d'un simple renouveau ou d'une simple restauration. Les définitions du terme « régénérer » comportent trois idées clés : un changement radical pour le mieux, la création d'un nouvel esprit et le retour à la source de l'énergie. La régénération appelle à l'intégration des aspects qui nous sont personnels en tant que concepteurs et en tant qu'êtres humains d'esprit et de sens qui, à cette époque, sont trop souvent laissés de côté. Elle exige que nous réunissions l'art et la science de la conception car nous ne pouvons pas atteindre la durabilité si nous ne sommes pas capables de reconnaître l'aspiration et la volonté humaines comme

la source durable par excellence de nos activités.

Dans le cadre de la planification urbaine, la régénération prend la place de la pensée dualiste de la science et de l'art avec une approche systémique qui encourage la culture via une identité du lieu. L'identité du lieu pourrait être décrite comme une « culture de l'espace » du patrimoine matériel ou immatériel lié à un lieu. Afin de préserver, d'alimenter et de donner naissance à une identité du lieu extraordinaire, la planification urbaine doit tisser la culture sur toute la durée du processus, de la conception à la mise en œuvre.

### Aménagement

L'art et la culture sont essentiels à l'environnement bâti et aux processus de planification urbaine, comme l'illustre l'exemple du design urbain immersif. Aborder conjointement et de façon coordonnée l'architecture, le traitement paysager, l'art et les espaces publics permet d'améliorer la qualité de vie, de stimuler l'économie et de créer une écologie urbaine durable. L'art et la culture sont des atouts précieux pour créer des lieux remarquables et porteurs de sens. La prise en compte de l'art et de la culture dans les processus de planification permet d'accroître la participation du public, d'encourager la conception participative et d'apporter une valeur ajoutée aux projets de développement urbain. Les professionnels de l'aménagement du territoire tirent également parti de l'art et de la culture en favorisant l'engagement local et en adoptant des approches globales et une vue d'ensemble. La prise en compte de l'expérience sensorielle – vue, ouïe, odorat, toucher et goût – dans l'aménagement de l'espace doit s'appuyer sur l'art et la culture, qui contribuent de façon significative à renforcer la perception de l'espace.

De grands lieux produisent de grandes histoires. Les planificateurs et concepteurs urbains doivent être de grands conteurs et doivent teinter leurs histoires d'art et de culture.

Les recherches et les observations indiquent que les zones urbaines caractérisées par des revenus plus faibles et par un développement informel sont généralement victimes d'inégalités de répartition et de contexte, ce qui signifie que les espaces publics sont de plus petite taille et que les espaces ouverts sont de qualité moindre. Environ un milliard d'individus vivent dans des établissements informels qui manquent souvent des services de base ainsi que d'espaces ouverts publics à proximité. La question de l'inégalité de répartition est vaste puisqu'en général, les zones des villes qui sont plus pauvres que les autres ne sont pas desservies correctement par les espaces publics suffisants en termes de taille, d'entretien et de qualité de conception. *Mi parque* (Mon parque), une organisation non gouvernementale qui travaille avec les partenaires civils au Chili, a épousé cette

cause en assurant le financement et en travaillant main dans la main avec les quartiers à faible revenu afin d'établir une communauté par la construction d'espaces verts communs ; elle compte quelque 200 projets réalisés jusqu'à aujourd'hui. L'exclusion spatiale, le manque d'accès aux processus de planification et l'incapacité à en retirer des bénéfices sont des formes d'inégalité qui doivent être combattues par les gouvernements locaux et leurs partenaires.

Les espaces publics reflètent généralement la culture locale, en favorisant souvent les traditions culturelles dominantes ou souveraines. La diversité culturelle peut s'exprimer en adaptant les espaces publics à usages multiples à la culture dominante mais aussi aux différents groupes culturels présents. L'inclusivité de la diversité est un élément fondamental d'une cohésion sociale fondée sur l'harmonie et la paix.

#### ÉTUDE DE CAS 83

Valparaíso (Chili)

### De la ségrégation à l'inclusion : la réhabilitation encourage la créativité

Le *Parque Cultural Valparaíso* (Parc culturel de Valparaíso), un espace réhabilité qui servait auparavant de prison publique, est aujourd'hui l'un des principaux centres culturels de Valparaíso (Chili). Il comprend des installations dédiées à la danse, à la musique, au théâtre et au cirque ; et a permis d'encourager le dialogue au sein de la communauté et de soutenir les pratiques culturelles locales grâce aux fêtes foraines et au théâtre de rue. En mars 2013, le centre a accueilli le projet artistique transfrontalier pluridisciplinaire intitulé « Of Bridges and Borders » qui a réuni plus de 20 artistes venus des quatre coins du monde pour des concerts, des expositions et des interventions créatives à l'intérieur du centre et dans les rues de Valparaíso. L'une des œuvres présentées, une fresque murale de 900 mètres de long peinte par Ai Weiwei et intitulée *To Pablo* (À Pablo), rendait hommage au poète lauréat d'un prix Nobel Pablo Neruda et se voulait un témoignage de la capacité de la culture à transcender les frontières et rassembler les individus peu importe leur milieu, leur genre ou leurs croyances. Cette fresque a permis de sensibiliser les individus à l'importance du parc culturel, qui ne bénéficiait auparavant pas d'un soutien gouvernemental significatif, et a mis en avant sa contribution à encourager l'inclusion en créant des passerelles entre les cultures et en faisant office de source de savoir.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8



La pression sur l'espace public urbain établi et potentiel augmente à mesure que les zones urbaines grandissent, absorbent les flux migratoires et réagissent aux catastrophes et aux conflits. Les migrants s'orientent parfois vers des espaces publics marginaux qui se situent, entre autres, le long des autoroutes, sur les sites industriels désaffectés, sur des terrains vagues ou en bordure des cours d'eau. Ces vides liminaires, utilitaires et pollués sont autant d'opportunités pour la revitalisation des terrains publics urbains. À mesure que les villes gagnent en densité, les espaces sous-utilisés ont le potentiel d'accueillir des logements et/ou un espace public qui se disputent un même terrain.

Il existe une tendance mondiale à la reconquête des espaces fonctionnels marginaux qui accueillait précédemment des infrastructures ainsi que des corridors pour les transformer en espaces publics bien conçus et accessibles. Les récents travaux au sein des espaces publics à New York (États-Unis d'Amérique) pour la réaffectation de la ligne

ferroviaire suspendue de High Line ; la réappropriation de la bretelle d'autoroute et de l'espace marginal à Sishane Park à Istanbul (Turquie) ; la conception d'un parc à plusieurs niveaux en bord de rivière à Velenje (Slovénie) ; et le Canal Swimmers Club à Bruges (Belgique), ont permis de créer des espaces bien pensés dans des zones précédemment dysfonctionnelles et peu attrayantes en bordure d'autoroute (Brady, 2016). Grâce aux lois sur la réhabilitation des lignes de chemin de fer, l'organisation Rail to Trails Conservancy aux États-Unis a pu réaffecter d'anciennes lignes de chemin de fer parcourant et reliant diverses communautés au cours de ces trente dernières années ; en travaillant avec ses partenaires au développement de milliers de kilomètres de sentiers urbains.

#### ÉTUDE DE CAS 84

Marrakech (Maroc)

### Le patrimoine culturel immatériel comme espace public urbain, mais pour qui ?



La place Jemaa el-Fna, une grande place située à l'entrée de la médina de Marrakech (Maroc), est depuis des siècles la scène d'un éventail de représentations vivantes, des charmeurs de serpents à la teinture au henné, des tours de passe-passe, spectacles comiques et acrobatiques à la musique de toutes sortes, sans oublier les célèbres conteurs. Des herboristes vendent de l'encens, des parfums, des huiles et des plantes médicinales sur des tapis posés à même le sol ; des vendeurs de jus de fruits proposent différentes boissons depuis leurs charrettes ; des restaurants sont montés sur la place chaque soir et sont démontés chaque nuit lorsque les clients se font rares.

La place est inscrite à la fois sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Pendant près d'un siècle, la place a été l'objet d'efforts nationaux et internationaux de sauvegarde de son patrimoine culturel matériel et immatériel. Certains artistes tels que les charmeurs de serpents ou les vendeuses de henné pouvaient toujours trouver de nouveaux clients parmi les touristes internationaux, toujours plus nombreux. Cependant, certaines formes musicales, et plus particulièrement les contes, ne peuvent toucher qu'un public capable de parler et de comprendre l'arabe marocain ainsi que les trois dialectes berbères marocains. Avec la réduction du nombre de passants qui seraient potentiellement tentés de se joindre au public pendant la journée, ces artistes ont vu leurs opportunités de représentation réduites et leur moyen de subsistance menacé, les revenus liés au tourisme ne compensant pas la perte des spectateurs marocains.

La Proclamation de 2001 de l'espace culturel de la place de Jemaa el-Fna en tant que chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité a eu des effets mitigés, tout comme les mesures de protection du patrimoine antérieures. Les arracheurs de dents ont été bannis de la place car ils n'étaient pas compatibles avec les attentes des touristes internationaux. Des activités plus à même de plaire aux touristes internationaux se déroulent de jour et les activités orientées vers un public marocain se concentrent le soir et la nuit. L'attention internationale apportée par la Proclamation (et par l'inscription sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité qui lui a fait suite en 2008) a néanmoins contribué à une amélioration notable des statuts sociaux des artistes de la place dont les activités étaient auparavant considérées comme douteuses, voire même honteuses.

Préparée par Frank Proschan

La sécurité est un élément primordial des espaces publics. Le manque d'utilisation et la dégradation visible d'un espace favorisent les comportements illégaux et antisociaux. Au sein



The Highline, New York (États-Unis d'Amérique)  
© jbrownning286/Flickr.com\*

des espaces ouverts publics du XXI<sup>e</sup> siècle, la perception de la sécurité est également une question à aborder dans la conception et la maintenance, en gardant des perspectives claires et en ouvrant les espaces isolés au public. Parmi les facteurs qui permettent aux espaces publics d'être efficaces, on retrouve la sociabilité, les usages et les activités proposées, l'accès et les connexions ou encore l'image et l'apparence. Les valeurs contraires à ces aspects affectent la sécurité des individus.

Des espaces qui s'adaptent à différents usages encouragent les interactions sociales. Par exemple, les cercles de tambours africains représentent un usage impromptu des zones pavées où les musiciens se rassemblent pour jouer. Un même espace peut être utilisé par un cercle de conteurs, une représentation locale ou une exposition artisanale. Des espaces publics et des rues de plus grande taille peuvent accueillir des défilés, des festivals locaux et des événements créatifs. Lorsqu'il est inclusif et coordonné, le patrimoine commun des villes, ce qui est partagé par tous, encourage l'art, la musique et l'artisanat ; ainsi qu'une sociabilité générale qui sous-tend la cohésion sociale et la paix.

## BÉNÉFICES ENVIRONNEMENTAUX

Les espaces publics sont des espaces pour les individus et pour la nature. Comme défini dans les *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (UNESCO, 2015b), ces paysages culturels sont l'œuvre combinée de l'homme et de la nature. Les systèmes des infrastructures des espaces publics urbains verts (plantes et sols) et bleus (eaux, zones humides, gestion des eaux d'orage) permettent des écosystèmes qui améliorent la résilience face au changement climatique. Une étude menée dans 25 villes différentes met en lumière les services écosystémiques fournis par les espaces publics tels que : la régulation du microclimat qui atténue les effets d'îlots de chaleur en réduisant la température ambiante et la demande en air conditionné ; la régulation de l'eau par les surfaces perméables des parcs qui absorbent les écoulements, réduisant ainsi l'impact des inondations ; la réduction de la pollution et les progrès en termes de santé publique via l'amélioration de la qualité de l'air ; l'amélioration de la santé physique et mentale grâce à l'accès à des espaces verts ; la mise à disposition d'habitats naturels grâce à des mosaïques biodiversifiées de plantes et d'espèces animales au sein des paysages publics ; ainsi que des services culturels relatifs aux écosystèmes urbains où la biodiversité est liée à l'amélioration du bien-être humain par le biais de l'expérience directe, de la vue et de l'écoconception biomimétique (Elmqvist et al., 2015).

Les espaces publics connectent la culture et la nature dans des endroits où les écosystèmes, l'habitat naturel, le patrimoine et l'utilisation humaine se rencontrent. L'utilisation de plantes indigènes ou localement naturalisées le long des rues et des sentiers, sur des terrains de petite taille et dans

les parcs renforce l'identité locale et permettent l'habitat naturel. Des recherches ont reconnu la grande variété de services rendus par les arbres. À titre d'exemple, « les arbres aux États-Unis absorbent 711 000 tonnes de pollution atmosphérique par an, pour une valeur de 3,8 milliards de dollars des États-Unis, permettant non seulement d'économiser des fonds mais également d'améliorer la santé publique » (City Parks Alliance, n.d.).

### PERSPECTIVE 31

#### LA MUSIQUE COMME ÉLÉMENT VITAL DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Megan Hender, maire adjointe d'Adélaïde (Australie)

Adélaïde est fière de faire partie des 19 villes nommées Villes de la Musique de l'UNESCO.

Adélaïde est un eldorado musical vivant qui possède des ensembles classiques de renommée mondiale, d'importants programmes d'enseignement de la musique et une scène musicale live florissante. Nous avons une longue et fière histoire musicale, avons produit des musiciens de renommée mondiale et une quantité impressionnante, et toujours en augmentation, de festivals de musique. Cet aspect a été renforcé par la reconnaissance internationale associée au statut de Villes de la Musique de l'UNESCO, qui permet à Adélaïde de se positionner en tant que ville d'intérêt et d'innovation pour les musiciens, dans laquelle la musique fait partie intégrante du développement économique et financier.

Adélaïde est connue dans le monde entier pour ses festivals innovants. Festivals Adelaide regroupe 10 festivals majeurs de l'art et de la culture de la ville.

1 Voir : <http://www.festivalsadelaide.com.au/>

La musique a toujours été au cœur de la vie culturelle d'Adélaïde. Depuis son ouverture en 1866, l'hôtel de ville d'Adélaïde a accueilli de nombreux concerts et reste l'une des salles de concert favorites des musiciens classiques australiens. Les portes de l'hôtel de ville sont également ouvertes aux artistes participant aux festivals évoqués ci-dessus ; qui se saisissent de l'opportunité d'exercer leurs talents dans un lieu comme celui-ci. Fondé en 1883, l'Elder Conservatorium est le plus vieil établissement d'enseignement de la musique en Australie.

La musique en live est au centre de la Stratégie pour une ville créative du conseil municipal d'Adélaïde et du Programme de ville vivante du gouvernement d'Australie-Méridionale ; qui mettent en avant le rôle de la musique au sein d'une ville florissante et agréable à vivre ainsi que sa contribution au développement économique. L'environnement réglementaire de la ville concernant la musique en live permet maintenant les activités entrepreneuriales, y compris en matière de vitalité et d'engagement culturel, ainsi que les politiques visant à stimuler le développement de la ville par le biais de la musique.

La reconnaissance mondiale des opportunités offertes par la régénération de zones dégradées a permis d'encourager un grand nombre de projets notables. Depuis les années 1990, le Projet de régénération de l'espace public portuaire de Tel Aviv (Israël) encourage la revitalisation de la zone métropolitaine centrale grâce à la remise à niveau d'espaces publics.<sup>2</sup> À Oslo (Norvège), les efforts de régénération ont transformé la configuration des éléments imperméables bâtis du port, des autoroutes et des ponts, rétablissant ainsi la connexion de la ville à la mer, son environnement naturel d'origine.<sup>3</sup>

## BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES

Le large éventail de valeurs économiques des espaces publics, de l'usage, de la santé, des services écologiques et de la cohésion sociale démontre que les retombées peuvent

<sup>2</sup> Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

<sup>3</sup> Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

être quantifiées comme des économies ou comme des revenus qui sous-tendent la richesse de la communauté (Tableau 7.1). En ce qui concerne les emplois et les dépenses, les investissements et les opérations des agences des parcs publics aux États-Unis ont généré 140 milliards de dollars des États-Unis d'activité économique et ont créé près d'un million d'emplois en 2013 (National Recreation and Park Association, 2015). Par son héritage et sa promesse, le Fonds de conservation des sols et des eaux, aux États-Unis encore une fois, a recours à des fonds fédéraux mandatés afin de tirer profit de contributions coordonnées destinées à améliorer les espaces ouverts existants et à en créer de nouveaux.

“ La participation à la vie d'une rue implique que les individus qui occupent les bâtiments, maisons et magasins, puissent ajouter leur touche personnelle à la rue de manière individuelle ou collective, afin de faire partie de celle-ci. Cette contribution peut prendre la forme de panneaux, de fleurs, d'auvents, de couleurs ou de modifications des bâtiments eux-mêmes. La responsabilité, y compris l'entretien, va de pair avec la participation.

Allan B. Jacobs, urbaniste

ÉTUDE DE CAS 85

Paris (France)  
Investir dans les espaces publics et réinvestir les berges

Paris, capitale de la France, se situe sur la Seine qui a été une caractéristique déterminante de la ville tout au long de son histoire. Depuis le premier établissement humain au Néolithique, la Seine a été une source de nourriture et une voie navigable commerciale majeure qui traverse Paris pour se jeter dans la Manche au Havre. Le rapport de la ville avec la navigation est incarné par sa devise *fluctuat nec mergitur* qui, en latin, signifie « Il est battu par les flots, mais ne sombre pas ». D'importants monuments et sièges du pouvoir, de la justice et de la religion sont situés le long du fleuve. C'est ce fleuve, élément iconique du paysage urbain de la ville, qui a permis l'inscription de Paris, rives de la Seine, à la Liste du patrimoine mondial en 1991.

Comme de nombreuses capitales bâties autour d'un cours d'eau, Paris a entrepris un processus de reconquête de ses berges. La ville se concentre sur l'amélioration des espaces publics, de l'accessibilité piétonne et des transports publics ainsi que sur l'augmentation du nombre de pistes cyclables et la réduction du nombre de voitures. En 2002, la ville de Paris a lancé l'opération « Paris Plages », une initiative qui permet de fermer les voies sur berge une fois par an au cours de l'été pour les transformer en une plage et un lieu de promenade temporaire. En 2013, la circulation automobile a été interdite sur l'une des voies sur berge qui a été transformée en promenade dotée d'infrastructures, d'aires de récréation et de jeux temporaires. Les projets actuels concernant les rives de la Seine font partie d'une initiative plus large de réintégration de la Seine dans la vie de la ville.

Préparée par l'UNESCO

À Riga (Lettonie) le plan global guide le développement de structures urbaines sur la base fournie par le patrimoine de la ville, tout en permettant de nouvelles possibilités de développement urbain qui stimulent la croissance économique.<sup>4</sup> En se concentrant à la fois sur un espace ouvert qui fait partie de son héritage et sur l'amélioration

<sup>4</sup> Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

ÉTUDE DE CAS 86

Maputo (Mozambique)  
Transformer les espaces contestés grâce à la culture

À Maputo (Mozambique), les arts tels que la musique, la danse et le théâtre engendrent de nouvelles dynamiques au sein d'espaces urbains souvent liés au passé colonial de la ville et offrent ainsi des moyens de déjouer le sentiment public négatif envers le patrimoine bâti colonial de la ville. Les espaces publics, comme le Centre culturel N'tsindza, le Centre culturel franco-mozambicain et les anciens cinémas-théâtres comme le Scala, le Gli Vicente, l'Africa Movie Theatre et l'Avenida Theatre, parmi tant d'autres, sont des espaces publics de plus en plus importants dans la transmission du patrimoine immatériel du Mozambique, particulièrement des rituels et des danses du Chopi Timbila et du Gule Wamkulu. Ces pratiques sont originaires de différentes communautés du Mozambique et guident l'expression urbaine au travers des communautés de migrants de Maputo. Cela a également stimulé le développement d'industries créatives du spectacle (danse contemporaine, rap et hip-hop) et du cinéma dans toute la ville.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

d'un quartier local à Delhi (Inde), l'un des projets du Trust Aga Khan pour la culture concernant la zone étendue de la tombe de Humayun a impliqué la construction d'une pépinière locale qui a permis de créer une formation et des emplois et de recueillir des bénéfices en termes de santé, la qualité de l'air s'étant améliorée grâce à la culture des plantes.<sup>5</sup>

À Hambourg (Allemagne), le projet Hafencity, l'une des plus grandes opérations de transformation européennes du XXI<sup>e</sup> siècle, réinterprète les espaces publics de bord de mer et l'histoire maritime en tant qu'éléments de l'identité locale et en tant que stimulant de l'économie liée au tourisme.<sup>6</sup> Comme cela a été observé dans de nombreux endroits, le tourisme représente à la fois une menace pour les habitants locaux due à la gentrification et au déplacement de la population ; et une opportunité de bénéfices économiques pour les acteurs du développement, car il augmente les revenus fiscaux de la ville et améliore l'emploi à l'échelle locale. Ce type d'entreprise requiert une gestion de projet qui prend en compte l'équité et l'inclusivité.

Si l'on considère que les quartiers les moins riches bénéficient d'un nombre plus réduit d'espaces publics qui sont souvent de qualité inférieure et dans un état général délabré ; et qu'un niveau de richesse supérieur est associé à une meilleure qualité des espaces publics et à une plus forte valeur de la propriété, on constate qu'il s'agit d'une répartition économiquement partielle qui fait partie des questions de justice sociale et d'équité qui doivent être abordées dans les villes du monde entier. Les améliorations et extensions des espaces publics dans les régions pauvres peuvent représenter des atouts culturels mais peuvent également alimenter le phénomène de gentrification qui, de par une augmentation des coûts, mène à un déplacement des populations locales. Les nouveaux outils comme les organismes fonciers solidaires, les accords de bénéfices communautaires et les documents techniques basés sur l'identité ou sur la forme sont prometteurs pour contrôler cette dynamique foncière source d'inégalités.

<sup>5</sup> Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5.

<sup>6</sup> Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3



Festival de musique 2015 WOMADelaide, Jupiter  
et Okwess International  
Photo: Tony Lewis © WOMADelaide

Tableau 1. VALEUR MOYENNE EN USD/HAB/AN (2013) DES SERVICES FOURNIS PAR LES ESPACES VERTS DES ZONES URBAINES

Source: Elmquist et al., 2015

Service	Valeur moyenne (USD/hab/an)	Amplitude
1. Régulation de la pollution et de la qualité de l'air	647 (n = 9)	60-2 106
2. Séquestration du carbone (flux annuel)	395 (n = 5)	58-702
Stockage de carbone (valeur du stock)	3 125 (n = 3)	1 917-5 178
3. Réduction des eaux d'orage	922 (n = 6)	615-2 540
4. Économies d'énergie/régulation de la température	1 412 (n = 4)	34-1 908
5. Loisirs récréatifs et autres services d'agrément	6 325 (n = 2)	2 133-10 517
6. Effets positifs sur la santé	18 870 (n = 1)	N/A
<b>Total (hors effets sur la santé et stockage de carbone)</b>	<b>9 701 USD/hab/an</b>	<b>3 212-17 772</b>

Largement employé aux États-Unis, le partenariat civique entre secteur public et secteur privé pour la revitalisation des parcs est une innovation qui a permis d'impliquer l'opinion, le financement et l'action de la communauté pour les parcs urbains et les réseaux de parcs à Louisville, Pittsburgh, Hartford, Manhattan, Brooklyn, et dans un grand nombre d'autres villes. Au cours de ces dernières décennies, les ressources destinées aux espaces publics ont diminué, ce qui a entraîné un report de leur entretien et a donc laissé les paysages publics dans un état de dégradation. Étant donné les budgets à venir, les villes doivent collaborer pour le renouveau des parcs et des espaces ouverts avec des partenaires civiques en mesure de mobiliser les communautés et de rassembler des ressources. Par exemple, la Pittsburgh Parks Conservancy, qui a travaillé sur un peu plus de 728 hectares d'espace public au cours de ses deux décennies d'activité, a fourni des milliers d'heures de gestion bénévole des parcs, l'élaboration de projets complets axés sur les citoyens et plus de 80 millions de dollars des États-Unis pour financer le renouveau des parcs. Ces efforts ont stimulé l'économie et la qualité de vie à Pittsburgh et dans les zones attenantes.

## CONCLUSION

La culture, la tradition, la durabilité et de nombreux autres aspects de la qualité de vie contemporaine sont entremêlées dans la dynamisation de l'ancien, dans le façonnage du nouveau et dans l'apport d'une résilience accrue pour les espaces publics inclusifs. Une intégration des approches pour des espaces publics inclusifs est nécessaire car les

dimensions sociale, environnementale, spatiale et économique de l'équité sont liées les unes aux autres.

L'urbanisation accrue est une force motrice du développement mondial qui touche de nombreuses villes dans le cadre d'une croissance rapide ; elle augmente la nécessité de garantir des espaces publics inclusifs. Les ODD des Nations Unies sont en lien avec cette réalité. Dans un contexte de croissance démographique accélérée, il est essentiel de reconnaître et d'explicitier, de façon globale, l'importance des espaces publics pour la qualité de vie dans les villes ; d'encourager la mobilisation au niveau local pour des espaces publics de qualité, en quantité suffisante, bien entretenus et utilisés par les habitants ; de sauvegarder et d'améliorer les espaces publics urbains existants ; d'adopter de bonnes pratiques respectueuses de l'environnement ; et de concevoir et créer de nouveaux espaces publics, en particulier dans les quartiers défavorisés. La mise en œuvre d'une bonne gouvernance implique de prendre conscience du lien entre espaces publics et développement durable et d'influer sur celui-ci, de respecter l'héritage qu'ils véhiculent, de veiller à améliorer les espaces existants, de créer de nouveaux espaces publics animés et de comparer le nombre, la qualité, la répartition et l'accessibilité des différents espaces publics au niveau local, afin que des espaces publics inclusifs soient accessibles à tous.

# DES IDENTITÉS URBAINES À SAUVEGARDER



Entrée du mausolée du Palais des Chahs de Chirvan, Bakou (Azerbaïdjan)  
© REZA/Webistan\*

## EN BREF

..... La conservation du patrimoine urbain est une composante essentielle des programmes de développement destinés à créer des villes inclusives, sûres, résilientes et durables.

..... La réhabilitation du patrimoine urbain et son adaptation aux modes de vie contemporains est une stratégie de sauvegarde efficace, qui exige une gouvernance inclusive et multipartite et repose sur le respect des valeurs socioculturelles.

..... Il est important de dépasser l'approche purement monumentale et exclusive de la conservation du patrimoine urbain, fondée en majorité sur des financements publics, pour que ce patrimoine ne soit pas un fardeau, mais un atout pour les villes et leurs habitants.

..... Les institutions et autorités locales concernées par la gestion du patrimoine devraient être associées plus largement aux mécanismes institutionnels mis en place à l'échelle locale en faveur du développement durable.

..... Pour que les villes deviennent durables, leur développement doit s'accompagner de politiques qui soutiennent toutes les communautés urbaines dans leurs efforts pour pérenniser leurs cultures.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Eduardo Rojas, Programme de conservation historique, École supérieure de design, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique). *Le patrimoine urbain au service du développement durable*

### Perspectives :

Gustavo Araoz, Président, Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). *Le point de vue de l'ICOMOS*  
Stefano De Caro, Directeur général, ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels). *L'ICCROM et le développement urbain durable : renforcement des capacités pour des approches intégrées de la conservation*

Susan Macdonald, Institut de conservation Getty, et the J. Paul Getty Trust (États-Unis d'Amérique). *Les prévisions de l'Institut Getty concernant l'avenir du patrimoine urbain.*

Jean-Louis Cohen, Institut des beaux-arts, Université de New York (États-Unis d'Amérique), et Collège de France, Paris (France). *La culture urbaine et le développement durable*

### Études de cas :

Ballarat (Australie). *Vers des stratégies de conservation intégrées et globales*

Salvador de Bahia (Brésil). *Les risques du tourisme culturel*  
Macao (Chine). *Le patrimoine et le pari de la gentrification commerciale*

Cuzco (Pérou). *Le renforcement de l'identité communautaire grâce à des programmes culturels*  
Vigan (Philippines). *Impliquer les communautés locales dans la sauvegarde du patrimoine*



# LE PATRIMOINE URBAIN AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**EDUARDO ROJAS**

Programme de conservation historique, École supérieure de design, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)

LE PATRIMOINE URBAIN, AVEC SES ÉLÉMENTS MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS, EST UN ATOUT SOCIAL, CULTUREL ET ÉCONOMIQUE CLÉ POUR LES VILLES. INEXORABLEMENT LIÉ AU LIEU, IL CONSTITUE UNE SUPERPOSITION DYNAMIQUE DE VALEURS PATRIMONIALES CRÉÉES, INTERPRÉTÉES ET FAÇONNÉES AU FIL DU TEMPS PAR LES GÉNÉRATIONS SUCCESSIVES. LE PATRIMOINE MATÉRIEL (OU TANGIBLE) DES VILLES – LES OBJETS, LES MONUMENTS, LES ZONES INDUSTRIELLES, LES PAYSAGES NATURELS, LES INFRASTRUCTURES AINSI QUE LES CENTRES ET QUARTIERS HISTORIQUES – ENRICHIT LA CULTURE DES COMMUNAUTÉS EN TANT QUE MARQUEUR DE L'HISTOIRE ET POUR LA CRÉATION ET LE TRANSFERT D'UN ESPRIT DU LIEU AUX NOUVELLES GÉNÉRATIONS. LE PATRIMOINE MATÉRIEL OFFRE ÉGALEMENT UN SOUTIEN PHYSIQUE À TOUTE UNE GAMME D'ACTIVITÉS SOCIALES – CÉLÉBRATIONS, MANIFESTATIONS POLITIQUES, ÉCHANGES D'IDÉES, PRODUCTION ET COMMERCE DE BIENS CULTURELS, LOISIRS, ETC. – QUI SONT ESSENTIELLES À LA QUALITÉ DE VIE DES POPULATIONS URBAINES. CEPENDANT, LE PÉRIMÈTRE DU PATRIMOINE URBAIN NE SE LIMITE PAS À L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE. IL COMPREND ÉGALEMENT LE PATRIMOINE IMMATÉRIEL, OU PATRIMOINE « VIVANT » - LES TRADITIONS ORALES, LES ARTS DU SPECTACLE, LES PRATIQUES SOCIALES, LES RITUELS ET LES CONNAISSANCES TRANSMISES D'UNE GÉNÉRATION À UNE AUTRE. CETTE DÉFINITION ÉLARGIE DU PATRIMOINE A ÉTÉ REFLÉTÉE DANS DES APPROCHES PLUS INTÉGRÉES DE LA CONSERVATION ET DE LA RÉHABILITATION DU PATRIMOINE URBAIN, QUI INCARNENT UNE VISION PLUS GLOBALE PRENANT EN CONSIDÉRATION LE PATRIMOINE DANS SON CONTEXTE SOCIAL ET GÉOGRAPHIQUE ÉTENDU.

## L'IMPORTANCE DU PATRIMOINE URBAIN POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES VILLES

En adoptant les Objectifs de développement durable, les États membres des Nations Unies se sont engagés à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (Nations Unies, 2015 : Objectif 11). L'état actuel des connaissances indique que pour atteindre cet objectif il faudra : améliorer l'accès aux opportunités de développement humain offertes par les villes à tous les citoyens (villes inclusives) ; garantir que tous les citoyens puissent vivre à l'abri de la violence (villes sûres) et des catastrophes naturelles (villes résilientes) ; et s'assurer que la satisfaction des besoins actuels ne compromette pas le droit des générations futures à satisfaire leurs (villes durables).

En plus de réduire l'empreinte environnementale de la future croissance et d'étendre le champ des opportunités de développement, l'Objectif 11 nécessite de sauvegarder la culture des villes, de prendre en compte leurs biens immatériels et matériels. C'est la « richesse commune » de chaque ville (voir le Chapitre 7) et le lien entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement (voir le Chapitre 6). Dans les villes, là où l'interaction et la coopération sont des composantes essentielles du changement et de l'innovation, la culture n'est pas seulement un héritage, c'est aussi une « force du renouveau » (BOP Consulting/Maire de Londres, 2014).

La perte des bénéfices socio-culturels offerts par le patrimoine urbain peut ébranler la capacité de la communauté à développer et à partager les bénéfices du développement parmi ses membres. Une gestion judicieuse du patrimoine culturel des villes est aussi importante pour le développement social et économique d'une communauté que celle des autres éléments du patrimoine commun, tels que l'environnement ou les ressources privées comme le capital et la main d'œuvre.

« [...] la participation des individus et des communautés aux questions du patrimoine culturel est cruciale, en respectant pleinement la liberté des individus à prendre part ou non à une ou plusieurs communautés, de développer leurs multiples identités, d'accéder à leur patrimoine culturel ainsi qu'à celui d'autrui, et de contribuer à la création de la culture, y compris en contestant les normes et les valeurs dominantes, dans les communautés auxquelles ils appartiennent comme dans d'autres. »

Farida Shaheed, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels (2009-2015)

Il y a de très bonnes raisons de faire de la conservation et du développement du patrimoine urbain une composante centrale d'un programme de développement qui encourage des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. Faire une place au patrimoine urbain dans le programme de développement n'est cependant pas suffisant. Il faut également s'assurer que les biens matériels et immatériels du patrimoine urbain sont gérés de façon correcte et qu'ils sont utilisés efficacement selon leur potentiel de développement.

## LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CONSERVATION DU PATRIMOINE AXÉE SUR LA VILLE : PRINCIPALES PROBLÉMATIQUES ET APPROCHES

Les communautés d'aujourd'hui sont de plus en plus conscientes de l'étendue des valeurs du patrimoine urbain et agissent donc en conséquence. Cette tendance se fonde sur une compréhension approfondie des valeurs « socio-culturelles » et « économiques » du patrimoine urbain dans ses multiples manifestations (Throsby, 2012). La conservation des bâtiments et des espaces publics des quartiers et des villes prend un rôle plus large : d'une préoccupation des élites culturelles cherchant à prévenir la perte des valeurs historiques, esthétiques, scientifiques ou spirituelles du patrimoine urbain, elle est devenue un intérêt partagé par une plus grande variété d'acteurs sociaux pour ses valeurs symboliques

et sociales (Tableau 2). Parmi ces acteurs, on retrouve les gouvernements qui cherchent à empêcher la disparition des composantes emblématiques du patrimoine urbain - sa valeur *d'existence* - afin de s'assurer que les valeurs socio-culturelles sont transmises aux générations futures - sa valeur de *transmission* - ou au moins qu'il sera possible pour les générations futures de jouir de ces valeurs, même la génération actuelle ne sait pas quoi en faire - sa valeur *d'option*. En outre, dans de nombreuses villes, les ménages, les chefs d'entreprise et les investisseurs immobiliers sont intéressés par les valeurs *d'usage économique* du patrimoine urbain : sa capacité à satisfaire les exigences contemporaines tout en conservant les attributs qui lui confèrent ses valeurs socio-culturelles. Ces valeurs peuvent être *d'usage direct* lorsque le patrimoine urbain est un bien privé qui induit un flux de trésorerie provenant de locations ou de ventes ; ou *d'usage indirect* lorsqu'il est le résultat d'impacts secondaires, que ses valeurs socio-culturelles entraînent une augmentation du prix du marché des biens immobiliers environnants (Rojas, 2012).

L'implication politique la plus significative d'une appréciation étendue des valeurs socio-culturelles et économiques du patrimoine urbain vient du fait que ce dernier fournit une base conceptuelle pour que la réhabilitation des sites du

patrimoine afin de permettre des usages contemporains soit une stratégie de conservation valide. Les valeurs économiques attirent plus de parties prenantes et de ressources. Les valeurs d'usage direct encouragent l'adaptation des bâtiments et des espaces publics à des usages contemporains, y compris à des activités axées sur le social et sur le marché, capables de financer la réhabilitation et l'entretien des biens. Les valeurs de non-usage du patrimoine urbain - d'existence, d'option et de transmission - justifient les dépenses de ressources publiques et philanthropiques pour sa conservation (Rojas, 2016). L'enjeu de cette approche est la conservation de la mémoire sociale

## PERSPECTIVE 32

## LE POINT DE VUE DE L'ICOMOS

Gustavo Araoz, Président, Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)

La mission principale de l'ICOMOS est d'atteindre un niveau maximum de protection du patrimoine culturel de toutes les cultures grâce à une coopération internationale. Notre tâche est de bien faire comprendre que le patrimoine se destine à toutes les communautés humaines en tant que recueil d'importants souvenirs du passé qui façonnent nos attentes pour l'avenir. C'est pourquoi il est curieux que tant d'individus rechignent à accepter que les notions de culture et d'identité culturelle soient essentielles à la durabilité de toutes les communautés humaines ; puisque ces notions sont au cœur même du développement humain, et plus particulièrement de développement urbain durable. L'espoir d'une vie meilleure est commun à toute l'humanité mais cette vie meilleure doit être atteinte grâce à des moyens qui permettent à l'esprit, aux traditions et aux croyances de chaque communauté de façonner un tel avenir.

Les villes sont caractérisées par les ensembles de groupes urbains hétérogènes qui vivent à proximité les uns des autres et interagissent d'un nombre incalculable de façons interdépendantes. C'est pour cette raison que les zones urbaines ont historiquement développé leur propre culture qui permet d'unifier leurs citoyens, ce qui représente un contrat social essentiel pour une coexistence pacifique et pour la cohésion sociale. Ignorer la culture et le patrimoine empêche de parvenir au développement urbain durable.

La reconnaissance et la protection des lieux du patrimoine culturel qui ont joué un rôle important dans la vie de la communauté urbaine peuvent jouer un autre rôle, curatif cette fois, en portant les contributions d'une société diversifiée à l'attention du public. Il n'y a pas si longtemps, les lieux du patrimoine associés aux événements

qui ont mené à l'émergence d'États-nations ont été identifiés par des experts et mis à profit afin de créer et de renforcer une identité culturelle unique qui permettrait d'assurer l'unité nationale. D'une certaine manière, il s'agissait d'un patrimoine par décret et non par accord. Aujourd'hui, la reconnaissance du patrimoine matériel et immatériel des minorités qui ont été ignorées trop longtemps ne doit pas être le fait d'experts mais de ces mêmes communautés. Si elles reçoivent une reconnaissance et une protection officielles et qu'elles sont correctement interprétées pour le public, ces composantes du patrimoine peuvent aussi nous aider à progresser vers nos objectifs de développement durable.

Bien sûr, il est aujourd'hui admis que ce qui donne de la valeur aux villes – et particulièrement aux villes historiques – va au-delà d'un territoire parsemé de prouesses architecturales ou d'espaces publics qui permettent aux rituels communautaires historiquement ancrés dans les traditions d'avoir lieu périodiquement. Les villes sont des organismes complexes et dynamiques qui évoluent en permanence pour répondre aux besoins économiques, sociaux, culturels et émotionnels de chaque génération. Comme stipulé dans la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique, les ressources humaines, culturelles et naturelles des villes, inextricablement liées les unes aux autres, doivent être gérées par le biais d'approches intégrées conservant la preuve de leur évolution historique et fournissant un environnement qui permet à tous les membres de toutes les générations de la communauté de continuer à se développer et à prospérer conformément à leur identité culturelle. En d'autres termes, afin d'être durable, le développement urbain doit s'accompagner de politiques qui donnent les moyens à toutes les communautés urbaines de pérenniser leurs cultures.

## ÉTUDE DE CAS 87

Ballarat (Australie)

## Vers des stratégies de conservation intégrées et globales



À Ballarat (Australie) les stratégies de régénération urbaines qui incluent les communautés locales sont une priorité, pour faire face à l'impact des transformations urbaines importantes et du changement climatique qui affecte actuellement la ville. Étant l'une des villes régionales à la croissance la plus rapide en Australie, Ballarat devrait voir sa population croître de 60 % d'ici à 2040. Grâce à l'adoption d'une stratégie de développement globale et intégrée qui englobe l'approche du paysage urbain historique (HUL) dans son évolution, la ville parvient à conserver son identité unique en plaçant le patrimoine au cœur du bien-être et du développement durable.

Ballarat a été la première ville du monde à mettre en œuvre le programme pilote de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique qui implique un large éventail de parties prenantes des universités, du gouvernement de l'État, de l'administration locale, des ONG, de l'ICOMOS Australie, des organisations locales, du secteur privé et de la société civile. Conformément à l'approche HUL, la ville a eu recours à une approche globale de la conservation de son patrimoine urbain en prenant en compte les objectifs de conservation et ceux du développement social et économique, ainsi que les valeurs des communautés locales. L'engagement civique et la collaboration étaient des priorités pour l'identification du patrimoine et la prise de décisions. La planification et la collecte des connaissances et des informations, le suivi et l'évaluation, les systèmes réglementaires adaptés au contexte local et les outils financiers étaient également des composantes essentielles du renforcement des capacités et du soutien aux investissements et aux partenariats publics et privés. En 2015, la ville a lancé le site Internet HUL Ballarat et l'outil de cartographie Visualising Ballarat, qui ont permis une collaboration étendue avec un large éventail d'organisations et de citoyens locaux.

En 2015, le Conseil municipal de Ballarat a adopté la stratégie intitulée « Today Tomorrow Together: The Ballarat Strategy » (Aujourd'hui, demain, ensemble : la Stratégie de Ballarat), la vision de la ville en matière de développement à long terme jusqu'à 2040. Cette stratégie vise à promouvoir Ballarat en tant que ville écologique et connectée et à aborder des questions telles que la croissance, les infrastructures et l'aménagement. Elle a été élaborée à la suite d'un sondage public basé sur le HUL ; qui a reçu près de 6 500 réponses mettant en avant le patrimoine comme atout à forte valeur pour les citoyens de Ballarat et pour le développement à venir de la ville.

Les projets entrepris par les autorités locales de Ballarat ont consolidé la mise en œuvre du HUL en autonomisant les communautés et en renforçant les capacités locales en termes de gestion de la conservation, d'exploitation de l'engagement civique dans la réhabilitation, de soutien des programmes et institutions dédiés à l'art et à la culture et d'application des innovations dans la lutte contre les problèmes environnementaux, notamment liés à l'eau.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

Tableau 2. VALEURS DU PATRIMOINE URBAIN

Source : Eduardo Rojas, d'après Throsby, 2012

**Valeurs socio-culturelles**

Valeur	Définition
<b>Historique</b>	Le bâtiment ou site nous renvoie à notre passé et révèle les origines de notre présent
<b>Esthétique</b>	Le bâtiment ou site possède et fait preuve d'une certaine beauté
<b>Scientifique</b>	Le bâtiment ou la zone est important(e) en tant que source ou sujet d'étude académique
<b>Spirituelle</b>	Le bâtiment ou site contribue au sens de l'identité, à l'émerveillement, à la joie, à la reconnaissance religieuse ou à la connexion avec l'infini ressentis à la fois par la communauté qui vit au sein ou aux alentours de ce site et par ceux qui le visitent
<b>Symbolique</b>	Le bâtiment ou site transmet un sens et des informations qui aident la communauté à affirmer son individualité culturelle
<b>Sociale</b>	Le bâtiment ou site contribue à la stabilité et à la cohésion sociales de la communauté en aidant à identifier les valeurs communes qui font de la communauté un lieu où il fait bon vivre et travailler

**Valeurs économiques**

Valeur	Définition	
<b>Usage</b>	<i>Direct</i>	Valeur directe des bâtiments en tant que biens privés. Leur potentiel à accueillir des résidents, des commerces et des services en fonction de la demande des marchés immobiliers et pour laquelle les consommateurs seront prêts à payer un loyer supplémentaire du fait de la valeur patrimoniale du bien
	<i>Indirect</i>	La valeur liée à autrui (usage passif)
<b>Non usage</b>	<i>Existence</i>	Les communautés donnent de la valeur à l'existence du patrimoine, même s'ils ne jouissent pas forcément de façon directe de ses services, et sont prêts à investir des ressources dans sa sauvegarde
	<i>Option</i>	Les communautés souhaitent assurer l'accès de leurs membres et d'autrui au patrimoine dans l'avenir et sont prêts à investir des ressources dans sa conservation
	<i>Transmission</i>	Les communautés souhaitent transmettre le patrimoine aux générations futures et investissent donc des ressources dans sa conservation

et culturelle des villes par le biais d'une réhabilitation saine de leur patrimoine urbain matériel, qui fait appel au potentiel de développement de celui-ci tout en préservant son authenticité.

Avec des variations de son périmètre et de l'intensité de son utilisation, il y a de nombreux exemples de la réussite d'une approche de la conservation du patrimoine urbain axée sur le développement dans des centres historiques et des quartiers en bon état de conservation et dynamiques. Par exemple, le centre historique de Vérone (Italie), a su conserver une grande variété d'activités économiques bénéfiques à l'économie régionale (Stumpo, 2011). En Afrique du Nord, la médina de Marrakech (Maroc) est mise à profit de façon intensive dans des activités commerciales, sociales et religieuses tout en conservant ses bâtiments emblématiques et les caractéristiques qui définissent son paysage urbain (Bigio et al., 2011). On trouve sur tous les continents des exemples qui sont capables de soutenir la comparaison avec les expériences de conservation du patrimoine urbain emblématiques et reconnues de villes d'Europe et d'Amérique du Nord qui ont eu recours à la réhabilitation dans le cadre d'une revitalisation économique.

**Le rôle d'une bonne gouvernance**

Les caractéristiques du patrimoine urbain engendrent d'importants défis quant à sa gouvernance. En utilisant la définition de la gouvernance de Bell (2002) pour analyser les structures de gestion de plusieurs villes, Rojas (2016) affirme que les institutions traditionnelles et les autorités chargées de la régulation et de la coordination des activités et des intérêts des acteurs sociaux dans les zones du patrimoine urbain ne fonctionnent pas de façon efficace.

**ÉTUDE DE CAS 88**

Salvador de Bahia (Brésil)

**Les risques du tourisme culturel**

Salvador de Bahia est connue comme la « capitale brésilienne du bonheur » ; ses habitants aux origines ethniques diverses sont fiers de leur diversité culturelle et la partagent au travers de leur créativité et de leur patrimoine. Le carnaval de rue annuel est le plus important du monde et la ville accueille de nombreux événements culturels en plein air tout au long de l'année. De même, l'image de la ville a été marquée par une compréhension de la valeur du patrimoine urbain et de la culture dans le cadre du tourisme.

Le Centre historique de Salvador de Bahia, qui fait partie des biens du Patrimoine mondial de l'UNESCO, a été le théâtre de l'un des plus ambitieux projets de rénovation du pays. Lancé dans les années 1990, il profitait d'un financement important de la part du gouvernement et il a permis la restauration de nombreux bâtiments en état de détérioration avancée et abandonnés. Les expériences en matière de tourisme de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont devenues le remède universel aux problèmes de dégradation ainsi que la base des stratégies de revitalisation du cœur de la ville. Cependant, tirer profit du modèle du tourisme culturel s'est révélé un désavantage et, aujourd'hui, le défi principal de la ville dans le domaine de la conservation est le retour du centre historique à un usage qui ne soit pas exclusivement touristique.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 8

La plupart des bâtiments sont des propriétés privées et leur accès est soumis à un prix fixé par les marchés immobiliers. Cependant, les attributs qui leur confèrent leur valeur de patrimoine socio-culturel sont souvent accessibles à tous les membres d'une communauté et sont

donc des biens communs. Tout le monde est propriétaire de la place principale d'une ville historique et personne ne paie pour jouir du sentiment d'appartenance à la communauté qu'apporte la participation à des célébrations publiques. On ne peut ôter aux citoyens le plaisir de profiter de la beauté des façades des bâtiments privés qui contribuent au caractère du paysage urbain. Ces ambiguïtés sont au cœur des difficultés rencontrées par les communautés dans la gestion de ce patrimoine commun.

### PERSPECTIVE 33

#### L'ICCROM ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR DES APPROCHES INTÉGRÉES DE LA CONSERVATION

Stefano De Caro, Directeur général, ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels)

L'ICCROM est impliqué dans le renforcement des capacités en matière de conservation du patrimoine et de développement urbain depuis plus de 20 ans. Afin d'atteindre un développement urbain réellement durable, il est nécessaire d'adopter une approche entièrement intégrée, une approche qui trouverait le compromis idéal entre bénéfices sociaux, bénéfices économiques et protection de l'environnement. Ces principes sous-tendent la mise en œuvre initiale du Programme ITUC (Conservation territoriale et urbaine intégrée) de l'ICCROM lancé en 1995.

Le concept de l'intégration s'est développé et étendu au fil des années. Pendant les premières années du Programme ITUC, l'intégration est principalement venue de la prise de conscience qu'aucun effort de conservation urbaine ne devrait se concentrer uniquement sur la conservation des bâtiments qui forment le tissu urbain. En effet, il fallait également intégrer les zones urbaines historiques aux territoires qui les entouraient afin de mettre l'accent sur une approche axée sur le paysage culturel. Ces premiers efforts de l'ICCROM pourraient être considérés comme les bases de l'élaboration de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique. En ce qui concerne le renforcement des capacités, la formation dispensée par l'ICCROM ne s'est pas uniquement concentrée sur les architectes de la conservation mais aussi sur les urbanistes et les paysagistes, les responsables de la ville et autres individus impliqués dans la planification et dans la gestion générale des zones urbaines et de leurs alentours.

À mesure que l'ICCROM développait ses idées quant au développement urbain durable, le concept d'intégration a également commencé à évoluer dans le sens d'une implication plus importante des communautés dans les processus de conservation. L'attention toute particulière accordée au bien-être social et économique

des individus est devenue une composante centrale du succès de la conservation du patrimoine. Lors de la conclusion du Programme ITUC en 2005, l'ICCROM a enchaîné avec le programme pour les sites du patrimoine vivant (qui est finalement devenu le programme Promouvoir les approches de conservation centrées sur les personnes). Ce programme a continué à promouvoir le renforcement des capacités en matière de développement urbain durable en travaillant avec des professionnels du patrimoine pour intégrer les intérêts sociaux et économiques dans leur pratique de la conservation.

Bien qu'ils aient travaillé côte à côte pendant 40 ans dans le cadre de la Convention du patrimoine mondiale de 1972, l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UIICN n'ont commencé que récemment à étudier de nouvelles méthodes pour assurer une meilleure intégration dans la gestion du patrimoine culturel et naturel. Cet échange est mené à bien via le projet commun « Connecter les pratiques » de l'ICOMOS et de l'UIICN ; et via un programme de renforcement des capacités de gestion du patrimoine culturel et naturel de l'ICCROM et de l'UIICN. L'attention portera sur la gestion des biens mixtes du Patrimoine mondial, sur la gestion des valeurs culturelles des biens naturels du Patrimoine mondial et, le plus important pour le développement urbain durable, sur la gestion de valeurs naturelles des biens culturels du Patrimoine mondial.

À mesure que nous progressons grâce à nos efforts de renforcement des capacités, l'ICCROM continue à travailler avec ses partenaires afin de promouvoir la conservation du patrimoine dans le programme global du développement urbain durable. Il faut encore trouver des solutions qui intègrent de façon équitable les trois piliers du développement et l'ICCROM croit fermement que le patrimoine culturel peut être un moteur essentiel dans la recherche de telles solutions.

l'usage de biens immobiliers protégés et repose presque entièrement sur des fonds publics, est incapable de gérer le vaste patrimoine urbain de la plupart des communautés et de pérenniser les efforts de conservation sur le long terme. Une approche de la conservation axée sur le développement doit pouvoir élargir la gamme des parties prenantes des processus décisionnaires ainsi que celle des ressources nécessaires pour attirer les acteurs du secteur privé (les ménages, les consommateurs et les investisseurs immobiliers) en permettant une réhabilitation des biens immobiliers du patrimoine pour un usage contemporain. Une telle approche permet au patrimoine de devenir un atout précieux pour le développement social et économique : un capital capable de produire un flux durable de bénéfices socio-culturels et économiques (Rojas, 2016). Afin d'y parvenir, la gouvernance de la conservation du patrimoine urbain - les structures d'autorité, les institutions et les accords financiers - doit être fortement ajustée afin de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

#### Réforme des structures d'autorité : de rigides et élitistes à flexibles et participatives

Le premier défi est de déterminer ce qui doit être conservé et dans quelle mesure afin que le patrimoine urbain garde ses valeurs socio-culturelles. La question clé est alors de savoir qui prend cette décision. Lorsque l'élite culturelle s'attache seule à la conservation du patrimoine urbain, il n'y a qu'un éventail limité d'acteurs sociaux qui prennent part aux décisions et les préoccupations liées aux valeurs socio-culturelles historiques, esthétiques et religieuses sont prédominantes. Les décisions isolées de quelques acteurs sociaux mènent à une estimation partielle de la valeur du patrimoine urbain et à une évaluation limitée de ce qui doit être conservé et des moyens à employer. L'approche d'une conservation du patrimoine urbain axée sur le développement nécessite une appréciation plus étendue de ses multiples valeurs, une situation qui apparaît lorsque le processus d'estimation de la valeur prend en compte l'opinion des habitants et des utilisateurs de la zone de patrimoine : les propriétaires immobiliers, les entrepreneurs formels intéressés par l'investissement, les utilisateurs et producteurs informels et les acteurs privés. La contribution des entités des gouvernements locaux et régionaux, qui peuvent avoir des points de vue différents des entités du gouvernement central quant aux valeurs à préserver, est également nécessaire. Une conservation du patrimoine urbain qui va au-delà des monuments individuels d'importance nationale ou régionale ne peut être viable d'un point de vue politique que si les parties prenantes locales, qui assumeront une grande partie des frais et seront les bénéficiaires directs de la conservation, sont prêts à soutenir les efforts qu'elle représente.

Les instruments de conservation restrictifs et basés sur les normes doivent intégrer des normes et des règlements flexibles afin de permettre une réhabilitation du patrimoine à des usages contemporains. La restriction de l'usage et du développement des biens du patrimoine pousse les propriétaires à abandonner celui-ci, engendrant sa détérioration et, souvent, sa destruction. Concernant le patrimoine urbain, des réglementations axées sur le développement qui permettent de nouveaux usages faciliteront des processus plus durables. La flexibilité préconisée pour la plupart des bâtiments privés est modérée par le besoin d'une approche

Dans la plupart des pays, les accords existants en termes de gouvernance impliquent un nombre de parties prenantes limité, ce qui entraîne une restriction de l'usage des biens du patrimoine, et laissent le gouvernement central prendre en charge la plus grande part des coûts de conservation. Cela fait des activités de conservation un handicap urbain et budgétaire pour les communautés, un frein au développement des biens du patrimoine et une source de dépenses privées et publiques pour leur entretien. L'approche actuelle axée sur les monuments, la protection complète et le financement intégral par le gouvernement, qui limite



Cours de l'ICCROM sur les approches centrées sur les personnes, 2015  
Photo: Selma Kassem © ICCROM

plus traditionnelle concernant les monuments et les espaces publics d'importance nationale qui requièrent une conservation complète. Le Plan de conservation pour le centre historique, mis en œuvre au milieu des années 1990 par la municipalité de Carthagène des Indes (Colombie) est un bon exemple de la façon dont les réglementations flexibles concernant la modification et l'adaptation des bâtiments du patrimoine ont soutenu les valeurs d'usage économiques tout en préservant les attributs qui confèrent à ces bâtiments leurs valeurs socio-culturelles (Rojas, 1999).

#### ÉTUDE DE CAS 89

Macao (Chine)

### Le patrimoine et le pari de la gentrification commerciale

Macao, connue officiellement sous le nom de Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine, est une ville qui jouit depuis longtemps d'une convergence d'échanges culturels entre l'Est et l'Ouest et dont le centre historique fait partie des biens du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2005. La ville se présente à la manière d'une trilogie : un centre historique à la densité relativement faible ; de vastes zones à fonction unique dotées de casinos et de centres commerciaux ; et une ville plus ancienne, aux fonctions multiples et à la densité élevée.

Confronté à la gentrification à grande échelle du centre historique de la ville, le commerce local a dû lutter afin de pouvoir tenir face aux coûts de location croissants. Les vendeurs de rue et les boutiques ont été déplacés et le commerce traditionnel s'est installé dans d'autres zones de la ville. Les produits vendus sont destinés à une nouvelle clientèle : les milliers de touristes qui visitent quotidiennement la ville. Une profusion de joailliers, de casinos, de magasins de vêtements de créateurs et de produits de beauté est aujourd'hui monnaie courante ; en réponse aux attentes des visiteurs venus du continent chinois. Les populations locales évitent le centre historique qui devient de plus en plus une simple toile de fond pour une journée de visite ou pour d'occasionnels clichés sur le chemin du casino. Les processus de gentrification ont modifié la relation entre la culture et l'économie au sein de la ville, chassant progressivement les habitants du centre historique en modelant les usages des espaces urbains à la demande du marché.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 6



### Restructurer les institutions de conservation du patrimoine urbain : d'une échelle nationale à une échelle locale

La plupart des institutions et des structures d'autorité nécessaires à la mise en œuvre de cette approche sont directement liées à la gestion locale de la communauté. Les acteurs locaux supportent la plus grande partie des efforts de conservation du patrimoine urbain, à savoir les limitations du développement et les dépenses en ressources publiques, et leur voix doit avoir un poids important dans les décisions. La conservation du patrimoine urbain doit être entièrement intégrée à la gouvernance du processus de développement urbain de chaque ville ; et les entités culturelles nationales et régionales doivent jouer un rôle complémentaire pour les monuments d'importance nationale et régionale en fournissant un cadre juridique et opérationnel pour les décisions locales. Les efforts de conservation du patrimoine

urbain dans de nombreux pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Chili et l'Uruguay, sont entravés par les gouvernements centraux et régionaux qui promulguent la plupart des lois et financent la majorité des programmes de conservation urbaine. Les résultats décevants des efforts de conservation descendants à Salvador de Bahia (Brésil) (Mendes Zancheti et Gabriel, 2011) ou à Valparaiso (Chili) (Trivelli et Nishimura, 2011), par exemple, incitent à mettre en place des réformes institutionnelles.

#### PERSPECTIVE 34

### LES PRÉVISIONS DE L'INSTITUT GETTY CONCERNANT L'AVENIR DU PATRIMOINE URBAIN

Susan Macdonald, Institut de conservation Getty, the J. Paul Getty Trust (États-Unis d'Amérique).

Le siècle dernier a été le siècle de changements sans précédent en termes d'impact sur l'environnement urbain. La mondialisation, le développement rapide et incontrôlé, les évolutions démographiques, les pressions économiques et le changement climatique sont les principaux facteurs d'un changement de l'environnement urbain qui impacte les environnements urbains historiques. L'immigration et la croissance de la population ont mené à une expansion rapide ainsi qu'à une augmentation de la densité au sein des zones historiques ; tandis que les centres ruraux de plus petite taille souffrent encore d'une émigration qui engendre leur obsolescence, leur abandon et/ou leur stagnation. Ces conditions opposées de croissance et de déclin, qui sont souvent liées à l'échelle régionale, sont symptomatiques de facteurs sociaux, économiques et culturels plus vastes qui façonnent le développement du pays ou de la région. Ils induisent un changement positif ou négatif des zones urbaines historiques ; la conservation de ces pratiques est déterminée par le succès de leur gestion. Bien que chaque ville et chaque zone urbaine ait des conditions qui lui sont propres et qui donnent lieu à des réponses spécifiques, les tendances et les schémas communs sont faciles à deviner. L'initiative de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique a fourni un cadre pour une meilleure compréhension des environnements urbains historiques. Cependant, des outils et des méthodes pratiques qui mèneraient directement à la conservation sont encore nécessaires. Le GCI s'est concentré sur la prise en charge de divers enjeux quant à l'intégration de la conservation du patrimoine culturel au développement durable de l'environnement bâti ; avec pour objectif de

développer des outils et des approches efficaces.

Quelles que soient les causes des changements qui affectent les milieux urbains – croissance ou déclin – la première étape d'un processus de conservation et d'aménagement consiste à comprendre la situation initiale. Quels sont les lieux, les activités, les pratiques et les communautés qui définissent les valeurs culturelles ? Lesquels choisit-on d'entretenir, de conserver et de régénérer ? Et comment le faisons-nous ? La reconnaissance croissante de la multiplicité des valeurs constitutives de l'importance culturelle d'un site du patrimoine, au-delà des briques et du mortier, exige de nouveaux outils permettant de les cartographier et les inventorier, pour refléter non seulement les valeurs matérielles et immatérielles du site, mais également les liens entre ces dernières. Les récentes avancées technologiques ont amélioré les outils qui offrent des compétences géospatiales ainsi que la capacité d'identifier les relations entre les lieux, les schémas d'utilisation, les individus et les activités qui pourraient contribuer à leur intérêt culturel. Dans le but d'atteindre cet objectif, le travail du GCI a inclus le développement d'outils tels que le système de gestion de l'inventaire et du patrimoine Arches.<sup>1</sup> De plus amples travaux de développement des structures de gouvernance et des cadres politiques capables de pérenniser ces relations et d'intégrer la conservation à une planification étendue ainsi qu'au contexte du développement urbain sont toujours nécessaires.

<sup>1</sup> Voir : [www.archesproject.org](http://www.archesproject.org)

Sur le plan opérationnel, une approche axée sur le développement de la gouvernance du patrimoine urbain demande beaucoup de ressources institutionnelles et humaines. Parallèlement, une telle approche donne l'opportunité d'impliquer les talents et les ressources d'un large éventail de parties prenantes et d'augmenter ainsi le volume total de ressources dédiées à la tâche. Seules les villes possédant des institutions et des pratiques de gestion du développement urbain bien établies seraient capable d'atteindre cet objectif. Les villes et communautés aux

accords institutionnels moins développés pourraient rechercher des solutions plus ponctuelles, comme la désignation d'une zone du patrimoine urbain comme quartier particulier soutenu par les institutions supérieures du gouvernement.

### Financer la conservation du patrimoine urbain : un effort partagé

En plus des ressources gouvernementales nécessaires à la préservation des valeurs d'existence, d'option et de transmission du patrimoine urbain, les réformes suggérées ci-dessus impliquent de faire entrer en jeu ses valeurs économiques d'usage direct. Cela permettrait la mise à disposition des ressources d'une grande variété de parties prenantes qui n'interviennent généralement pas dans les approches traditionnelles mais qui le feront si la zone du patrimoine concernée est attrayante et propice au développement d'activités économiques (voir aussi le Chapitre 12). Il est partiellement de la responsabilité du gouvernement de remplir ces conditions puisque des infrastructures et des espaces publics de bonne qualité, un niveau suffisant d'accessibilité et de sécurité pour les citoyens et une structure de gestion urbaine flexible pour la régulation de la réhabilitation et des activités économiques dans les zones du patrimoine urbain sont nécessaires.

Quito (Équateur) a grandement amélioré la qualité de vie de son centre historique grâce à des efforts collaboratifs entre les gouvernements local et central et divers partenariats avec des propriétaires immobiliers, des fondations et des organisations caritatives privées (Jaramillo, 2011). À Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), six associations de communautés du centre historique ont activement coopéré avec le Trust du patrimoine mondial d'Édimbourg (une fondation privée), le Conseil de la Ville d'Édimbourg (l'autorité locale) et Historic Scotland (une entité nationale) pour la conception et la mise en œuvre d'interventions de préservation et de développement de la Nouvelle ville (Zappino, 2011). Les villes mentionnées dans ces exemples ont en place des institutions, des réglementations et des procédures pour des processus de coopération fructueux entre de nombreuses parties prenantes dont les contributions ont été orientées au bénéfice de la préservation durable et du développement de leur patrimoine. Lorsque la zone du patrimoine urbain est d'importance nationale ou régionale, il est raisonnable que les gouvernements nationaux et régionaux accordent des bourses et autres subventions, reflétant ainsi le statut de bien public d'un patrimoine urbain correctement conservé et la responsabilité des communautés régionales et nationales en faveur de son développement durable.

### CONCLUSION

Il est temps de donner au patrimoine urbain la place qu'il mérite en tant qu'atout pour le développement et il est temps que le patrimoine urbain devienne une composante entièrement intégrée du développement durable des villes. Les caractéristiques susmentionnées des mécanismes de gouvernance laissent paraître un futur prometteur en termes de conservation du patrimoine urbain et de contribution au développement économique et social des communautés.

#### ÉTUDE DE CAS 90

### Cuzco (Pérou) Le renforcement de l'identité communautaire grâce à des programmes culturels



Le riche patrimoine culturel de Cuzco, qui tire ses origines de l'empire Inca et de la période de la vice-royauté du Pérou, est incarné par différents sites au sein de la ville. Les attributs de la ville, qui reflètent les trois millénaires de développement culturel autochtone et autonome des Andes péruviennes du Sud, ont permis l'inscription de la ville à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1983. L'ancien Temple du Soleil inca, ou *Coricancha*, est devenu le Couvent de Saint Dominique et le quartier de San Blas, où des maisons coloniales auxquelles les constructions existantes se sont superposées avaient été construites sur les fondations de sites incas, a été renforcé et promu au travers d'activités culturelles dirigées par le Gouvernement municipal et par le ministère de la Culture du Pérou.

Tandis que la zone qui entoure la Plaza de Armas est le lieu favori quand on parle des célèbres festivités de Cuzco, le quartier de San Blas est largement reconnu pour ses centres dédiés aux arts et aux pratiques artisanales de la ville. Composant le centre historique de Cuzco, ces deux zones sont souvent au cœur des initiatives de développement culturel. Par exemple, le Projet du patrimoine pour le développement a été élaboré conjointement par l'Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID) et le Conseil de la ville afin de mettre un terme à la détérioration des monuments ; et un atelier scolaire dédié à la conservation, à la restauration et à la réhabilitation du patrimoine culturel pour le développement social par le biais de l'artisanat traditionnel a été mis en place. Le Projet Terre a été élaboré afin de renforcer les connaissances traditionnelles en matière de développement durable, une initiative soutenue par d'autres projets dirigés par la ville visant à sauvegarder les technologies ancestrales des Andes et à assurer la continuité de la culture vivante de Cuzco.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

### Légitimer les contributions du patrimoine : le point de départ

Il est aujourd'hui urgent de sensibiliser les administrateurs municipaux, les conseils locaux, les associations communautaires, les investisseurs privés, les ménages et les consommateurs à la contribution du patrimoine urbain au développement durable des villes. Les actions précoces des villes permettent d'éviter la détérioration et la destruction et de mettre ainsi à profit un plus grand nombre de biens du patrimoine matériel et immatériel pour le développement durable des villes. Les nombreux exemples de zones du patrimoine urbain correctement gérées qui ont contribué à l'économie des villes et à la qualité de vie de leur population sont la preuve des bénéfices qui peuvent être dégagés grâce à ces efforts. Cependant, le chemin à parcourir pour les villes qui se sont engagées à améliorer leurs performances est long et tortueux.

La toute première étape pour améliorer la gestion du patrimoine urbain consiste à « faire entendre » ses contributions au développement socio-économique des villes et les défis rencontrés dans sa préservation et dans son développement durable. Les villes doivent entamer un débat sur leur patrimoine, promouvoir les analyses de ses nombreuses valeurs, identifier les menaces qui pèsent sur sa préservation et renforcer la valeur de ses contributions au développement durable de la ville, comme suggéré par la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique.



Reconstruction des mausolées, Tombouctou (Mali)  
© UNESCO/F. Bandarin

**ÉTUDE DE CAS 91**

Vigan (Philippines)

**Impliquer les communautés locales dans la sauvegarde du patrimoine**



L'ancienne ville de Vigan (Philippines) est célèbre pour son architecture et son aménagement datant l'époque coloniale espagnole, bien préservés, ainsi que pour avoir incorporé le style et l'architecture asiatiques à son développement. Ces attributs distinctifs ont contribué à l'inscription de la Ville historique de Vigan à la Liste du patrimoine mondial en 1999.

L'engagement et l'implication de la communauté locale dans la conservation et la gestion du bien sont essentiels pour sa durabilité. En autonomisant les propriétaires des maisons patrimoniales, les institutions d'enseignement, les artistes, les artisans et les chefs d'entreprises, la communauté locale est devenue la partie prenante principale du patrimoine matériel et immatériel.

Au cours des dernières décennies, le gouvernement local s'est concentré sur la gestion du développement en impliquant toutes les parties prenantes dans des politiques axées sur la conservation. L'éducation liée au patrimoine est intégrée au système d'éducation formelle et les organisations locales, telles que les associations de propriétaires, sont soutenues par des initiatives de formation sur la restauration de leurs maisons à peu de frais. De même, les revenus générés par les produits culturels locaux et par le tourisme sont investis dans l'entretien continu des bâtiments historiques, contribuant ainsi à assurer une ville autonome. De telles stratégies ont prouvé que l'autonomisation de la communauté et des parties prenantes locales quant à la sauvegarde du patrimoine est essentielle à un développement urbain durable.

Préparée par l'UNESCO

La deuxième étape est de concéder une « légitimité politique » à la conservation du patrimoine urbain. Un débat long et réfléchi sur la contribution du patrimoine urbain au développement durable de la ville pourra changer les perceptions déformées de la conservation, qui considèrent celle-ci comme un handicap urbain et budgétaire, en une vision du patrimoine urbain comme un atout pour le développement de la ville.

**Promouvoir la coopération des parties prenantes : une condition indispensable**

La conservation et le développement durables des zones du patrimoine urbain nécessitent de combler les lacunes du marché et du gouvernement en matière de gestion du patrimoine commun. Cela est possible grâce à la coopération : en établissant un accord social qui combine les avantages d'une bonne gouvernance publique à ceux de marchés efficaces ; en mettant en place une coopération entre toutes les parties prenantes ; et en faisant de la gestion du patrimoine urbain une tâche partagée par tous les acteurs sociaux (Rojas, 2016). Les communautés urbaines doivent réétudier le rôle et la position des infrastructures responsables de leur patrimoine. Le simple rôle de préservation du patrimoine monumental doit évoluer et se concentrer sur l'usage durable, la préservation et le développement d'une gamme

étendue des biens du patrimoine de la ville. Les institutions publiques responsables du patrimoine urbain devraient être intégrées au centre du groupe d'agences qui encourage le développement social et économique de la communauté.

**PERSPECTIVE 35**

**LA CULTURE URBAINE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Jean-Louis Cohen, Institut des beaux-arts, Université de New York (États-unis d'Amérique), et Collège de France, Paris (France)

En termes de développement durable, le point de départ de n'importe quelle politique implique, sans l'ombre d'un doute, d'étudier la conservation des ressources existantes. Plutôt que de détruire les bâtiments et les sites historiques des espaces urbains sans avoir aucune garantie quant à leur remplacement par de nouvelles structures et de nouveaux paysages améliorés et durables, ne serait-il pas plus profitable de commencer par préserver les lieux qui ont résisté au passage du temps et dont le remplacement, si tant est qu'il soit possible, nécessiterait un investissement matériel et intellectuel important ?

La préservation des bâtiments, complexes et paysages individuels, avec leurs infrastructures de soutien, est un enjeu stratégique décisif et la contribution des villes et de leur culture ne s'arrête pas là. La culture est cristallisée dans le patrimoine paysager et architectural et elle est mise en valeur par l'expérience urbaine – les rituels quotidiens de la ville, à la fois prosaïques et spirituels.

Le partage des rues et des places, la fréquentation des lieux et des transports publics, et toutes les voies qui composent la vie urbaine conduisent les individus à prendre leur ville en charge. C'est précisément

cette dévotion qui garantit sa conservation et qui s'exprime par des mouvements politiques, des associations, des pratiques résidentielles ou commerciales qui préservent la vitalité des quartiers et des actions individuelles.

La voie qui mène vers cette ferveur ne passe pas par les connaissances académiques sur les bâtiments et leur histoire ; bien que la capacité à nommer, dater et analyser les lieux dont ils se sentent proches aide les individus à estimer leur valeur et donc à les protéger. La relation entre les individus et le milieu dans lequel se déroulent leurs activités quotidiennes s'exprime également au travers de médias comme le cinéma, la littérature et la musique, qui contribuent à la mise en place d'une mémoire collective sans laquelle aucune procédure juridique ou technique ne pourrait perpétuer le plus petit fragment de la ville. Une ville n'est durable que si les souvenirs sont incarnés, entretenus, renouvelés et continuellement revécus ; sans quoi les valeurs historiques et commémoratives évoquées par Aloïs Riegl dans son ouvrage majeur *Le culte moderne des monuments : son caractère et son origine* (1903) ne seraient pas associées aux valeurs de la contemporanéité et du développement.

« En affirmant que « l'esprit du lieu » est un phénomène que même le temps ne saurait défaire, je veux souligner que chaque lieu possède sa propre identité particulière et que c'est la tâche de l'homme de comprendre cette identité et d'en prendre soin via un processus qui ne prendra manifestement jamais fin.

Christian Norberg-Schulz, architecte

Les réglementations régissant la gestion du patrimoine bâti doivent évoluer d'une approche empêchant toute modification de ses attributs et usages vers la promotion d'une réhabilitation raisonnée, adaptée aux besoins actuels. Les procédures de gestion du patrimoine urbain bâti doivent éviter de faire peser l'ensemble des coûts de la conservation sur les propriétaires fonciers privés et se tourner vers des mécanismes coordonnant les contributions de toutes les parties prenantes désireuses de préserver et de développer les biens du patrimoine, y compris les gouvernements, les mécènes privés et les communautés bénéficiaires. En conséquence, le patrimoine ne doit plus être exclusivement la responsabilité des autorités publiques – qu'elles soient locales, régionales ou nationales.







Istanbul, (Turquie)  
© REZA Webistan\*

SECTION C

# LES POLITIQUES URBAINES DURABLES

Intégrer la culture dans les politiques urbaines pour favoriser un développement urbain durable

“ L'individu est « né pour vivre au sein d'une organisation complexe en communauté et en harmonie avec ses semblables en faisant des compromis mais en s'unissant derrière un objectif commun qui est de vivre une vie partagée. ”

Aristote

Cette section finale fournit un grand nombre de perspectives sur la façon dont la culture peut être intégrée aux politiques publiques afin d'encourager le développement urbain durable et examine quelques-uns des défis de la gouvernance. Les biens culturels, qu'il s'agisse de produits ou de services, transcendent les divisions institutionnelles traditionnelles concernant les musées, l'industrie cinématographique, le tourisme et l'environnement naturel, pour ne citer que celles-ci. Cependant, les cadres juridiques, les budgets et les mesures de surveillance abordent souvent ces secteurs séparément. Ainsi, les opportunités pour des politiques et des programmes dynamiques, flexibles et innovants sont généralement limitées.

En outre, la multiplicité des acteurs et des intérêts impliqués dans l'élaboration de politiques culturelles représente un défi. Si dans certaines régions, les politiques culturelles dépendent du gouvernement central, la décentralisation se généralise au cours de ces dernières années. Bien que la décentralisation ait souvent autonomisé les gouvernements locaux, elle a également complexifié la gouvernance, les divisions étant floues et la communication affaiblie entre les différents niveaux gouvernementaux.

Sources supplémentaires de complexité, de nouveaux outils financiers, tels que les partenariats public-privé, ont permis une implication plus importante du secteur privé dans l'élaboration de politiques culturelles. La protection du patrimoine s'est révélée un point d'attention central pour les campagnes de la société civile, augmentant ainsi l'implication du grand public. De ce fait, de multiples acteurs et dimensions sont maintenant impliqués dans l'élaboration des politiques culturelles. Intégrer ces diverses parties prenantes tout en encourageant le développement durable nécessite une approche multipartite, ce qui exige une participation

accrue à tous les niveaux et à toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques.

La relation complexe entre zones rurales et zones urbaines, et avec le paysage culturel étendu, est un autre défi à relever. Aujourd'hui, les politiques publiques sont souvent élaborées et mises en œuvre isolément et sont inefficaces face aux relations complexes et interdépendantes entre les villes et la campagne, entre les petites villes et les paysages naturels importants sur le plan culturel.

Les Conventions de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine matériel, immatériel et subaquatique s'accompagnent de directives concernant le développement durable, qui font office de conseils politiques. La Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, par exemple, contient un nouveau chapitre dans ses Directives opérationnelles sur la « sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le développement durable à l'échelle nationale » (UNESCO, 2016).

*Repenser les politiques culturelles*, le premier Rapport mondial de suivi de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, rédigé en 2015, est une mine de bonnes pratiques et de conseils politiques ; il met également en avant l'impact de la Convention sur les politiques nationales de nombreux États parties (UNESCO, 2015).

L'impact des Conventions culturelles de l'UNESCO sur les politiques nationales des pays du monde est bel et bien significatif, que le pays soit signataire d'une convention particulière ou non. En Afrique, la mise en œuvre de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel a aidé à mettre à jour les systèmes juridiques et institutionnels existants tandis que la promotion de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain a initié une réévaluation de la conservation urbaine, particulièrement par le biais d'une



série d'ateliers dans les villes côtières swahilies en 2011 et en 2012. Les objectifs de la Convention de 2005 sont également pris en compte dans les cadres nationaux comme au Brésil par exemple ; avec le Plan national pour la culture 2011-2020 et le programme Brésil pluriel qui vise à intégrer les groupes marginalisés aux politiques culturelles.

D'autres rapports et indicateurs clés de l'UNESCO tels que le *Rapport sur l'économie créative des Nations Unies, édition spéciale* (PNUD et UNESCO, 2013) ; l'ouvrage *Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement : manuel méthodologique* (UNESCO, 2014a) ; et le rapport *Égalité des genres, patrimoine et créativité* (UNESCO, 2014b) ont également abordé les enjeux transversaux de l'intégration de la culture aux politiques urbaines durables – des questions telles que la promotion de l'autonomisation des femmes, l'importance des politiques culturelles nationales pour encourager la durabilité locale et la valeur économique des activités, des biens et des services culturels.

Les conférences de l'UNESCO se sont également attachées à diffuser les meilleures pratiques et à promouvoir une nouvelle vision axée sur la culture du développement urbain durable. La dernière en date, la Conférence internationale, « La culture au service des villes durables », qui s'est tenue à Hangzhou, en Chine, en décembre 2015, a eu pour résultat les Conclusions de Hangzhou<sup>1</sup> – une plateforme pour les politiques culturelles visant à aborder les besoins urgents en matière de développement urbain dans les décennies à venir.

<sup>1</sup> Voir : [http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/SustCit\\_Hangzhou\\_Outcomes\\_FR.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/SustCit_Hangzhou_Outcomes_FR.pdf)



Détroit (États-Unis d'Amérique)  
© Mike Boeing Photography/Flickr.com\*

En effet, les quatre articles présentés dans cette section s'inspirent des Conclusions de Hangzhou. Dans le premier article, Nancy Duxbury, Jordi Baltà, Jyoti Hosagrahar et Jordi Pascual présentent un programme qui permettra aux gouvernements d'intégrer la culture dans leurs politiques de développement urbain, en insistant sur le fait que la culture est la base du bien-être social. Giulio Verdini, dans son article sur le renforcement des liens villes-campagnes, propose de se servir de la culture comme outil d'un développement territorial harmonieux et porte en particulier sur les contributions uniques de la culture aux petites villes et aux périphéries urbaines. Sur la question de l'amélioration de la gouvernance urbaine, Ana Pereira Roders s'intéresse à une gouvernance « intelligente » et appelle à un changement structurel qui permettrait aux villes de renforcer la conservation de leur patrimoine et d'améliorer leur gestion des ressources. Enfin, Christian Ost analyse les approches financières innovantes pour l'inclusion de la culture au développement urbain durable et affirme que les projets culturels recèlent de nombreux bénéfices économiques, de la création d'emplois à la stabilité des revenus, qui permettraient une meilleure qualité de vie. En parallèle de ces articles, une série d'études de cas de villes aux quatre coins du monde et de perspectives, proposées par les maires, les institutions financières internationales et les organisations non gouvernementales de premier plan, mettent en valeur la grande variété de façons dont les politiques peuvent intégrer la culture au développement durable.

# UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE



La Havane (Cuba)  
© Julian Peters Photography/Shutterstock.com\*

Les zones urbaines doivent être « réhumanisées », tant en termes d'échelle qu'en ce qui concerne le sentiment d'appartenance. Des modèles de développement urbain inscrits dans une approche globale, adaptée à la réalité de chaque territoire et tenant compte de la dimension culturelle sont nécessaires pour favoriser des processus inclusifs facilitant l'accès, la représentation et la participation à la culture.

Le rôle joué par la culture dans le développement urbain durable dépasse sa simple valeur de bien ou de ressource permettant d'attirer des investissements et de renforcer une image de marque. Les décideurs devraient s'appuyer sur la culture pour mettre en œuvre un développement inclusif, en améliorant l'efficacité des indicateurs destinés à mesurer les retombées des politiques, la participation citoyenne et l'inégalité entre les sexes.

La vitalité culturelle est essentielle à la vie urbaine, car elle imprègne tous les aspects de l'existence et est au fondement même des libertés, de l'échange d'idées et du bien-être sociétal.

Le rôle des autorités locales est central dans la création et le soutien d'espaces de dialogue et d'action ; dans la planification, la conception, la mise en œuvre et le suivi de politiques et de programmes ; dans le développement d'infrastructures ; et dans la prise en compte des valeurs du patrimoine, de la diversité et de la créativité, notamment lorsqu'elles sont susceptibles d'être négligées ou menacées.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Nancy Duxbury, Jordi Baltà, Jyoti Hosagrahar et Jordi Pascual. *La culture dans les politiques de développement urbain : un programme de travail pour les autorités locales.*

### Perspectives :

Jenny F. Mbaye. Centre pour la culture et les industries culturelles, City University de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). *La culture comme ressource d'une vie et d'une subsistance urbaines durables*  
Sofia Avgerinou Kolonias Université polytechnique nationale d'Athènes (NTUA) (Grèce) Présidente, Comité international des villes et villages historiques de l'ICOMOS (CIVVIH) et Membre du conseil de l'ICOMOS. *Une vision pluridimensionnelle du patrimoine comme facteur du développement urbain*  
Randall Mason, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique). *Aménagement créatif et politique urbaine*

### Études de cas :

Pekalongan (Indonésie). *L'artisanat, un métier honorable*  
Guatemala (Guatemala). *Élargir les horizons créatifs de la jeunesse à travers la formation audiovisuelle*  
Saint-Louis (Sénégal). *Générer des retombées économiques grâce à des efforts de conservation*  
Séville (Espagne). *Renforcer le dialogue interculturel et la participation de la communauté dans le cadre de la régénération urbaine*  
Kolomna (Fédération de Russie). *Revitaliser les connaissances et les compétences des pratiques traditionnelles pour le développement local*

# LA CULTURE DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT URBAIN : UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LES AUTORITÉS LOCALES

NANCY DUXBURY, JORDI BALTÀ, JYOTI HOSAGRAHAR ET JORDI PASCUAL<sup>1</sup>

AU COURS DE L'HISTOIRE, LA CULTURE A ÉTÉ UNE FORCE CONSTITUTIVE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN. DE NOS JOURS, ON OBSERVE UNE VARIÉTÉ IMPRESSIONNANTE DE PRATIQUES INNOVANTES VISANT À INTÉGRER LES BIENS CULTURELS AUX STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT URBAIN À TRAVERS LE MONDE.

Quarante ans après la Conférence Habitat I et alors que les dimensions économique, environnementale, politique et sociale du développement ont été reconnues et plus ou moins comprises par la communauté internationale, la dimension culturelle du développement reste encore trop souvent incomprise ou sous-évaluée, ou encore considérée comme un supplément facultatif à ajouter une fois les « vrais » travaux de développement terminés. Alors que la Conférence Habitat II de 1996 a reconnu que la culture fait partie intégrante du bien-être des individus et que le développement local et l'équité sont liés à la reconnaissance de la diversité du patrimoine et des valeurs de la culture, celle-ci n'a pas été entièrement intégrée dans sa mise en œuvre. En parallèle, et particulièrement depuis 2000 – d'une échelle locale à une échelle internationale – la culture a petit à petit été reconnue comme une question clé du développement durable local et urbain (Pascual, 2009 ; Duxbury et al., 2012 ; Duxbury et Jeannotte, 2012 ; UNESCO, 2012 ; Hosagrahar, 2013 ; Hristova et al., 2015 ; UNESCO, 2015a ; Desein et al., 2015 ; Hosagrahar et al., 2016). L'Équipe spéciale mondiale des collectivités locales et régionales (2014), par exemple, reconnaît le besoin d'inclure la culture de façon explicite dans le paradigme des villes durables :

*La culture sera un élément clé du succès des politiques de développement durable en tant que facteur et moteur du développement et des sociétés centrées sur l'humain. Une approche globale et intégrée du développement se doit de prendre en compte la créativité, le patrimoine, les connaissances et la diversité. La pauvreté n'est pas une simple question de conditions matérielles et de revenus, c'est également le manque de capacités et d'opportunités, notamment en termes de culture.*

Il est temps d'améliorer (et d'actualiser) la façon dont il est fait référence à la culture dans le cadre du développement urbain durable et de rendre ce schéma narratif opérationnel.

La crise urbaine actuelle appelle à un nouveau modèle de développement urbain, sous la forme d'un « Nouveau Programme pour les villes » qui doit être approuvé au cours de la Conférence Habitat III. En plus de réduire leur vulnérabilité et de diminuer leur empreinte environnementale, ce nouveau modèle « réhumanise » les environnements urbains à la fois en termes d'échelle et d'amélioration du sentiment d'appartenance. En outre, il doit améliorer la cohésion sociale, lutter contre la ségrégation sociale et spatiale et la distribution inégale des richesses et favoriser une distribution et un accès équitable aux ressources urbaines ; ainsi qu'une plus grande intégration et une meilleure connexion entre les habitants. Dans ce contexte,

## ÉTUDE DE CAS 92

### Pekalongan (Indonésie) L'artisanat, un métier honorable

Pekalongan, ville portuaire du centre de l'île de Java (Indonésie), a longtemps été connue comme l'un des principaux centres de fabrication du *batik*, une étoffe, souvent en coton, décorée de façon élaborée et cirée. Ce textile est traditionnellement fabriqué à la main dans des ateliers familiaux et dans des usines artisanales de petite taille. Cependant, pour ceux qui grandissent à Pekalongan au début du XXI<sup>e</sup> siècle, un apprentissage dans un atelier de *batik* n'est pas une option très attrayante : les jeunes qui aspirent à des perspectives différentes jettent leur dévolu sur d'autres professions comme l'informatique et les sciences.

Les dirigeants de la ville ont décidé que la viabilité future de Pekalongan ne résidait pas dans la recherche de nouvelles industries mais dans la revitalisation d'une pratique artisanale pour laquelle elle était déjà réputée : le *batik*. Un bâtiment historique a été transformé en musée du *batik*. Un décret du maire a intégré l'enseignement du *batik* aux programmes scolaires des établissements publics, conformément au cadre éducatif national en vigueur.

En commençant avec une seule école au cours de l'année scolaire 2005-2006, le programme n'a mis que trois ans à toucher les 230 écoles de Pekalongan, du jardin d'enfant à l'éducation secondaire. Les jeunes ont pu bénéficier d'un nouvel aperçu des compétences et des savoirs nécessaires à ce métier et ont réappris à respecter les artisans qui le pratiquent. Cela a également permis de raviver leur intérêt pour une carrière dans le *batik*, qui est de nouveau perçu comme une profession honorable. Des formations spéciales sont proposées dans les établissements professionnels au sein desquels les étudiants peuvent acquérir les compétences requises pour faire carrière dans le *batik*. L'École Polytechnique de Pekalongan a mis en place un cursus d'étude du *batik* en trois ans, produisant ainsi des spécialistes diplômés.

Le Programme 2005-2025 de développement urbain à long terme est guidé par la vision suivante : « Pekalongan, ville du batik : une ville moderne, indépendante et prospère ». Cette perspective considère l'art, l'artisanat, la culture et l'économie liés au *batik* comme ayant le potentiel le plus intéressant pour la ville et comme étant « le facteur principal et la force motrice primordiale du développement de la ville de Pekalongan ». Aujourd'hui, les jeunes originaires de Pekalongan sont de plus en plus convaincus qu'ils peuvent aspirer à une activité réputée et à des revenus raisonnables sans avoir à partir vers des villes plus grandes.

Préparée par Frank Proschan

ce modèle doit admettre que les cultures sont dynamiques, intrinsèquement diverses, possèdent de multiples facettes et intègrent une gamme d'expressions et de valeurs incarnées par le patrimoine matériel et immatériel, les arts contemporains, les activités collectives et individuelles et les traits spécifiques qui caractérisent des « modes de vie » distincts.

<sup>1</sup>Basé sur le travail du Comité pour la culture des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), y compris sur le document d'orientation « Pourquoi est-il nécessaire que la culture soit au cœur du développement urbain durable » (Duxbury et al., 2016).

PERSPECTIVE 36

LA CULTURE COMME RESSOURCE D'UNE VIE ET D'UNE SUBSISTANCE URBAINES DURABLES

Jenny F. Mbaye, Centre pour la culture et les industries culturelles, City University de Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Les villes sont la représentation de la force de vie que la culture insuffle aux transformations historiques de nos sociétés. La culture représente donc un facteur clé dans le développement urbain et dans la durabilité sociale des villes. Nous devrions alimenter la culture et ne pas la considérer comme un simple outil, pour embrasser les deux aspects distincts qui constituent son ADN : le sens et les valeurs, ainsi que la transmission. Ensemble, ils forment une ressource influente qui pérennise la vie urbaine et les moyens de subsistance qui l'accompagnent.

Le sens et les valeurs sont l'essence même des productions créatives et d'autres expressions culturelles. Ils permettent à la vie de s'exprimer et d'avoir un sens. Le sens et les valeurs s'expriment et se mesurent d'un grand nombre de façons qui ne peuvent pas être réduites en une seule. Ces formes d'expression et de mesure sont diverses : propriété intellectuelle, biens matériels et immatériels, produits des traditions et des savoir-faire, artisanat et innovation. La durabilité de la culture ne peut donc être atteinte qu'en maintenant l'équilibre fragile entre les valeurs financières et sociales des espaces et produits marqués et vécus, entre local et mondial, entre autochtone et universel. Dans sa globalité, la culture alimente, nourrit et pérennise les villes, les régions et les populations et les rend également résilientes.

En tant qu'élément de transmission, la culture contient et transporte l'identité, le sens et le souvenir à l'intérieur et au-delà

des frontières. La culture est un moyen d'expression politique, sociale, économique et spatiale des villes : elle façonne la morphologie et la forme des villes ainsi que les besoins, les pratiques et les usages de ceux qui y demeurent, y passent et y habitent. Sans culture, les villes, et encore moins les vies qui y prospèrent, ne peuvent exister. C'est là le défi et l'opportunité de la culture : les changements et les transformations doivent respecter les valeurs culturelles et avoir recours à des moyens de transmission de la culture. La culture est un élément clé pour les villes et pour leur gouvernance.

Elle est à la fois le contenu, en termes de valeur et de sens, et le contenant, en tant que moyen de transmission. Ce rôle double et interconnecté est un moyen de donner de la valeur à nos choix et de promouvoir l'innovation qui sous-tend la notion de citoyenneté urbaine. La culture est et recèle les transformations sociales et le développement humain ainsi que les modifications de l'environnement bâti, dont les villes sont l'une des formes les plus abouties.

La culture est l'arbre et le fruit du développement urbain durable. Nous devons donc aller au-delà des concepts définis et catalogués – « villes intelligentes », « villes créatives », « écovilles » et plus récemment, « villes confiantes » – car les villes où règne la culture nous rappellent le rôle essentiel que jouent les politiques urbaines centrées sur l'humain qui adoptent une approche étendue et transversale.

Avec ces objectifs à l'esprit, des « modèles de développement urbain inscrits dans une approche globale, adaptée à la réalité de chaque territoire et tenant compte de la dimension culturelle » sont nécessaires (Équipe spéciale des Nations Unies, Conférence Habitat III, 2015). À cette fin, le rôle des pratiques et des valeurs culturelles dans le cadre du développement durable doit être explicitement reconnu, soutenu et intégré à la planification et aux politiques de façon systématique et globale.

MYTHES CONCEPTUELS ET DÉFIS OPÉRATIONNELS

Les questions conceptuelles et opérationnelles persistent quant au rôle de la culture dans le contexte des politiques et de la planification du développement urbain durable. La relation entre la culture et le développement durable n'est pas encore totalement comprise et l'intégration de la culture à une planification globale et à un développement urbain plus large reste un problème. Afin d'intégrer la culture au

développement urbain de façon plus systématique et plus globale, ces défis doivent être abordés concrètement.

Il existe encore de grandes idées reçues concernant la culture ; qui remettent en question son rôle dans le développement durable des villes. Ce qui suit présente ces idées et vise à les contester par le biais de contre-exemples constructifs et positifs.

ÉTUDE DE CAS 93

Guatemala (Guatemala)

Élargir les horizons créatifs de la jeunesse à travers la formation audiovisuelle



Situé à Guatemala (Guatemala), ville de plus d'un million d'habitants et victime d'un exode rural massif au cours des dernières décennies, l'Institut des relations internationales et de recherches pour la paix (IRIPAZ) travaille sur la promotion de la diversité culturelle du Guatemala par le biais des médias audiovisuels. Avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO (FIDC), l'IRIPAZ a lancé le projet « La communication sociale inter-culturelle au travers de la création audiovisuelle ».

Au cours de la première phase de ce projet des étudiants, pour beaucoup issus des communautés autochtones, ont appris à se servir d'appareils photo numériques, ont étudié les logiciels de conception assistée par ordinateur tels que Photoshop et Illustrator, se sont initiés au montage vidéo avec Final Cut Pro et After Effects et ont appris à maîtriser la production musicale avec Logic Pro. Aujourd'hui dans sa deuxième phase, le projet ICREA Lab, comme il est désormais nommé, forme les étudiants aux compétences entrepreneuriales orientées vers l'industrie audiovisuelle, telles que les stratégies de financement participatif. Grâce à ce projet, plus de 100 jeunes ont été formés à l'entrepreneuriat culturel et un grand nombre d'entre eux a pour projet de fonder leur propre société de production audiovisuelle. En outre, grâce au partenariat avec l'Université de San Carlos de Guatemala, un programme de certification professionnelle a été mis en place pour les jeunes responsables dans le domaine de la culture. En créant des opportunités pour de jeunes entrepreneurs culturels autochtones, le projet ICREA Lab contribue grandement au développement économique et à la cohésion sociale de Guatemala et de ses alentours.

Préparée par l'UNESCO

**MYTHE 1.** Tout ce qui concerne les traditions et les pratiques culturelles est positif et doit être conservé et sauvegardé. Le développement local ou national doit respecter les croyances, pratiques et traditions culturelles et ne peut modifier aucun aspect de celles-ci. Il est légitime d'utiliser la culture pour justifier des comportements et des pratiques qui enfreignent les droits de l'homme. Les circonstances et les traditions locales des groupes sont plus importantes que celles des individus.

**CONTRE-EXEMPLE** La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 est belle et bien universelle. La culture fait partie intégrante des droits de l'homme (Art. 27) et les droits de l'homme sont indivisibles et interdépendants.



Village de Navala (Fidji)  
© Don Mammoser/Shutterstock.com\*

Nul ne peut invoquer la diversité culturelle pour porter atteinte aux droits de l'homme garantis par le droit international, ni pour en limiter la portée.<sup>2</sup> Les pratiques culturelles qui vont à l'encontre des droits des individus doivent être modifiées afin d'être conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le relativisme culturel des droits de l'homme est inacceptable.

**MYTHE 2.** La culture est un obstacle au développement. Si l'on insiste sur le patrimoine, les traditions ou l'inclusion des individus défavorisés, le développement économique n'est pas aussi rapide qu'il devrait l'être. Le développement économique est une priorité et tous les cadres, toutes les ressources et tous les efforts devraient y être consacrés. La culture est secondaire face à des objectifs plus importants.

**CONTRE-EXEMPLE** La culture peut soit faciliter les objectifs du développement, soit y faire obstacle. Le rôle de la culture pour le développement durable dépend de l'accès aux droits culturels pour tous : s'assurer que tout homme, toute femme et tout enfant peut avoir accès, participer et contribuer à la vie culturelle.<sup>3</sup> Un développement qui n'est considéré que dans sa dimension économique ne sera ni efficace ni durable. La culture est une sphère au sein de laquelle les idées, les comportements et les pratiques peuvent être débattus et exprimés dans une société pluraliste et démocratique, ce qui constitue la base d'un développement humain, inclusif, global et à long terme des villes.

**MYTHE 3.** La culture d'un lieu est fixe et hors du temps. Il existe des caractéristiques essentielles de l'identité de la ville et du comportement des individus au niveau local qui ne peuvent être remises en question. Les identités locales sont acquises et ne peuvent changer.

**CONTRE-EXEMPLE** L'histoire nous prouve sans l'ombre d'un doute que les identités des communautés locales évoluent au fil du temps. Les politiques culturelles basées sur les droits de l'homme peuvent être considérées comme des opportunités pour analyser conjointement le passé, reconnaître les composantes qui l'ont façonné et impliquer tous les citoyens qui vivent au même endroit dans la création conjointe de nouvelles significations. Le cadre fourni par

<sup>2</sup> Voir : Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 (Art. 4), et : Égalité des genres, Patrimoine et créativité (UNESCO, 2014b)

<sup>3</sup> Voir : Shaheed, 2014

#### ÉTUDE DE CAS 94

Saint-Louis (Sénégal)

### Générer des retombées économiques grâce à des efforts de conservation

Riches de plus de trois siècles d'histoire, les maisons typiques, le système de quais, la disposition des rues, les rives et le pont Faidherbe contribuent à l'identité unique de la ville de Saint-Louis. La cité était autrefois la capitale du Sénégal et de la Mauritanie et a joué un rôle culturel et économique prédominant dans toute l'Afrique de l'Ouest. Depuis l'an 2000, l'Île de Saint-Louis (Sénégal) est un bien du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La population locale a depuis longtemps une relation ambiguë avec le patrimoine bâti colonial de la ville, du fait de l'absence de matériaux culturels endogènes et de ses liens avec la période de l'esclavage. Cependant, l'importance grandissante du rôle économique du patrimoine de Saint-Louis dans le cadre du tourisme a alimenté une plus grande affirmation de ce patrimoine parmi la population locale, qui attache de plus en plus d'importance à sa valeur en tant que ressource économique. Le tourisme a permis d'envisager l'établissement d'une politique publique proactive qui combine conservation, amélioration du patrimoine, implication des communautés locales et génération de revenus. L'enjeu du patrimoine, en ce qui concerne la conservation et le développement du patrimoine de Saint-Louis, se mêle à celui d'un développement économique inclusif et repose sur un usage optimal des ressources et du potentiel de développement des sites du patrimoine de la ville. Le renforcement des capacités a été une part importante de la politique de conservation du patrimoine dirigée par l'État et par la municipalité avec le soutien de partenaires techniques et financiers ; et ayant pour objectif la création d'un groupe plus important de techniciens capables de répondre aux besoins de conservation des biens du patrimoine. Dans le cadre de la réhabilitation de l'assemblée territoriale entreprise par la Région wallonne (2002-2008), une « école de terrain » a permis à reclasser plus de 30 ouvriers et techniciens possédant des compétences liées au patrimoine (travail de la chaux, maçonnerie, peinture, couverture, charpenterie, ferronnerie, traitement contre les termites, conception et suivi de projets de restauration). Une deuxième initiative, mise en œuvre par la Coopération espagnole, a formé près de 100 jeunes aux compétences liées au patrimoine sur une période de deux ans. Au terme du programme de réhabilitation de la jeunesse, certains jeunes ont fondé leur propre entreprise et d'autres ont trouvé des postes dans des entreprises locales.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

les droits de l'homme permet à des idées alternatives d'émerger, de se développer et d'être débattues. La culture appartient à tous les individus qui vivent dans un même lieu. Les identités sont continuellement en formation. L'identité n'est plus un facteur prédominant de la communauté mais plutôt une construction qui est devenue un facteur clé pour des projets communs. Il est important que ce processus soit pluraliste et démocratique.

PERSPECTIVE 37

**UNE VISION PLURIDIMENSIONNELLE DU PATRIMOINE COMME FACTEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN**

Sofia Avgerinou Kolonias, Université polytechnique nationale d'Athènes (NTUA) (Grèce) Présidente du Comité international des villes et villages historiques de l'ICOMOS (CIVVIH) et Membre du conseil de l'ICOMOS

Grâce à des années d'observation et d'étude des villes et des paysages urbains historiques, nous avons pris conscience que les relations immatérielles, sociales et productives qui se sont formées au fil du temps sont la clé pour comprendre les secrets et l'évolution des villes. Les relations socio-économiques et les fonctions des villes constituent les mécanismes de leurs évolutions historiques et de leurs réalités contemporaines.

L'espace urbain est une création multidimensionnelle, financière et sociale et nous avons besoin d'une approche multithématique et multidisciplinaire afin de comprendre et d'interpréter l'environnement constitué de réalités complexes et changeantes au sein duquel nous évoluons. Il existe des revendications similaires dans la gestion des problèmes actuels des villes et de leur aménagement, notamment en ce qui concerne le rôle de la culture et de la gestion du patrimoine urbain dans le cadre du développement durable.

Les objectifs, les méthodes et les outils de protection du patrimoine urbain doivent correspondre aux approches les plus récentes de préservation et de développement durable. L'humanité est en train de réaliser qu'en plus des piliers économique, social et environnemental, la culture doit devenir le quatrième pilier du développement durable. La condition essentielle à

toute intervention est le maintien des valeurs matérielles et immatérielles des villes historiques et de leurs milieux au niveau urbain mais également au niveau régional. L'intégration des villes et des zones urbaines historiques à la vie sociale, culturelle et économique d'aujourd'hui, la justice sociale et la qualité de vie des habitants doivent également être garanties.

Maintenant plus que jamais, les villes et les zones urbaines doivent inclure d'importants facteurs qui peuvent contribuer au progrès de l'humanité et garantir la résilience des villes. Les crises multifformes au cours des dernières années ont produit des situations inédites et fait émerger de nouveaux défis pour les villes, liés en particulier aux problèmes sociaux, conjugués à des situations d'exclusion et de misère touchant un grand nombre de personnes, ainsi qu'à des phénomènes de délinquance et de violence. Dans ce contexte, les contradictions internes au développement des villes et la dévalorisation de certaines zones urbaines relancent le débat sur la nécessité de repenser le système productif urbain. Cette approche doit être fondée sur la qualité de l'espace public, sur l'identité culturelle et sociale des populations locales, sur leur culture et leur patrimoine, sur le besoin d'entreprendre des initiatives culturelles de grande ampleur et sur l'essor de la créativité.

être considérée comme un élément facultatif qui n'est pertinent qu'une fois les besoins fondamentaux des individus satisfaits. C'est un élément essentiel de la dignité humaine, de ce qui fait de nous des êtres humains. La culture englobe la circulation des connaissances et donc du sens. On la retrouve à la base même des liens systémiques entre l'écologie, l'économie, la politique et le tissu social.

**MYTHE 5.** La culture est un concept qui devrait être laissé au marché. Les biens et services culturels ne sont que des marchandises. Les villes ne doivent investir dans les infrastructures et événements liés à la culture que s'ils représentent une source de revenus, comme le tourisme ou le marketing urbain.

**CONTRE-EXEMPLE.** La culture doit être considérée comme une composante clé des politiques urbaines. Les villes qui ne voient la culture que comme une marchandise ou une ressource servant à attirer les investissements et à renforcer leur image ne reconnaissent qu'une gamme limitée de manifestations culturelles. La vitalité culturelle est essentielle à la vie urbaine, car elle imprègne tous les aspects de l'existence et est au fondement même des libertés, de l'échange d'idées et du bien-être sociétal. Ces dimensions permettent un développement durable empreint de sens qui se vit au niveau local et requiert des espaces locaux pour les débats publics et les processus de décisions.

« L'idée d'une durabilité malléable qui s'adapte aux perspectives en évolution a engendré un espace au sein duquel différentes parties prenantes du processus de planification sont en mesure de se rassembler et de développer une perspective future pragmatique (différente du statu quo) qui combine de manière créative des communautés vivantes et vivables avec une empreinte environnementale plus faible et une connexion plus profonde avec le lieu et les individus.

Timothy Beatley, Université de Virginie (États-Unis d'Amérique)

**LES DÉFIS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Comme évoqué ci-dessus, les défis opérationnels proviennent d'incertitudes conceptuelles sous-jacentes qui sont nées de la résistance opposée à la mise en œuvre des politiques et des plans culturels locaux ainsi que d'une expertise limitée en matière de conception et de mise en œuvre de programmes pertinents. Ils sont intégrés aux perspectives et aux approches des pratiques professionnelles ainsi qu'aux cultures organisationnelles, processus bureaucratiques et normes historiques. Les problématiques liées à l'opérabilité peuvent être classées en quatre catégories générales :

**MYTHE 4.** La culture est un luxe que tout le monde ne peut pas se permettre. Au niveau local, il y a d'autres priorités : l'accès à l'eau potable, des emplois décents, des logements convenables, l'éducation, etc. La culture ne peut être prise en compte qu'une fois les besoins les plus importants satisfaits.

**CONTRE-EXEMPLE.** À moins que la culture ne soit prise en compte explicitement en tant que facteur clé, le développement durable ne peut exister. Les interventions de développement peuvent fonctionner ou échouer en fonction de leur compatibilité avec la culture locale (UNESCO, 2012). Selon Meyer-Bisch (2013), la culture est le droit de jouir du savoir, de la beauté et de la réciprocité et ne peut



### 1. Limitations liées aux cadres juridiques, aux politiques ciblées, à la structure bureaucratique et à des réticences administratives :

- Les cadres juridiques, les politiques culturelles et les programmes liés à la culture ont généralement été adaptés aux besoins de secteurs particuliers (arts du spectacle, arts visuels, musique, patrimoine, littérature, etc.). Comment les approches sectorielles peuvent-elles être conciliées avec des politiques culturelles étendues, intersectorielles et centrées sur l'humain ?
- Les politiques et les programmes pour la « durabilité urbaine » traitent principalement des questions environnementales et de la création de villes « plus vertes ». Comment l'urbanisation et la planification physique peuvent-elles intégrer la culture de façon plus efficace dans les cadres et les politiques concernant la durabilité urbaine ?
- Il existe certaines réticences institutionnelles de la part des acteurs du développement durable du XX<sup>e</sup> siècle, les gardiens du « système à trois piliers », quant à l'incorporation explicite des dimensions culturelles.

#### ÉTUDE DE CAS 95

##### Séville (Espagne) Renforcer le dialogue interculturel et la participation de la communauté dans le cadre de la régénération urbaine

La participation de la communauté est au cœur des stratégies de régénération basées sur la culture à Séville, la capitale andalouse. En 2010, la ville de Séville a mis en œuvre un Programme stratégique d'une durée de 10 ans avec pour objectif de transformer la ville en pôle créatif au tissu social resserré. Les objectifs principaux de ce programme comprennent la promotion de Séville en tant que plateforme culturelle qui assume la fonction de carrefour entre l'Est et l'Ouest et de ville axée sur l'économie et les connaissances. Dans le cadre de ce programme, le projet « Habitat 2.0 : Trois cultures, un seul quartier » vise à promouvoir, au niveau régional, la participation locale à la régénération et à la revitalisation des quartiers vulnérables de l'Andalousie. Le projet porte sur les quartiers andalous de Polígono Sur (Séville), Almanjáyar (Grenade), San Martín de Porres (Cordoue), Saladillo et Piñera (Algésiras, Cadix) et Chanca et Puche (Almería), ainsi que sur les villes partenaires, Tanger et Tétouan (Maroc). Il est coordonné par le Département du développement du gouvernement régional d'Andalousie, avec le soutien de l'Union européenne. En plaçant l'inclusion et la diversité culturelle au cœur de sa mission, ce projet vise à améliorer la durabilité et la résilience des quartiers en alimentant le dialogue parmi les communautés et en encourageant leur participation au processus de conservation et de gestion.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

### 2. Complexité du secteur culturel et caractéristiques culturelles des communautés :

- Les incompréhensions du terme « culture » et de ses différentes significations ou ambiguïtés : la culture en tant que mode de vie ou en tant qu'art, par exemple.
- La « complexité » du monde de l'art, avec sa grande diversité d'approches et de pratiques (faisant souvent usage d'un jargon particulier), de l'échelle individuelle à l'échelle collective, peut avoir un effet de silo qui paraît hostile aux politiques culturelles centrées sur l'humain.
- La diversité culturelle peut être une source de tension sociale lorsqu'elle est gérée par des acteurs qui ne sont pas entièrement engagés en faveur d'une démocratie inclusive.

« Les grandes villes des pays les plus développés sont des lieux où les processus de mondialisation prennent des formes concrètes et localisées. Ces formes localisées sont, en grande partie, ce que représente la mondialisation. On peut alors considérer les villes comme un espace clé où les contradictions de l'internationalisation des capitaux peuvent être sources de tranquillité ou de conflits. Si l'on va plus loin et que l'on considère que les grandes villes concentrent une part grandissante des populations défavorisées – les migrants installés en Europe et aux États-Unis, les afro-américains et les latino-américains aux États-Unis – nous pouvons constater que les villes sont devenues un terrain stratégique pour toute une variété de conflits et de contradictions.

Saskia Sassen, sociologue

### 3. Inadéquation des indicateurs, des mesures et de l'évaluation du progrès et des impacts :

- La culture ne peut être mesurée et suivie comme les autres domaines de la durabilité car elle possède des dimensions invisibles et donc non quantifiables (UNESCO, 2014). Cependant, certains critères de mesure et d'évaluation sont essentiels car les politiques culturelles, au même titre que les autres politiques publiques, sont soumises à un impératif démocratique de transparence et d'efficacité. Comment les approches de suivi peuvent-elles se concentrer sur les étapes du progrès (critères qualitatifs) plutôt que sur des critères quantitatifs ?
- Comment la contribution de la culture au renforcement et à l'enrichissement de la durabilité, de la résilience et du développement global à l'échelle locale peut-elle être plus efficacement justifiée ?

#### 4. Problèmes sous-jacents liés à la participation des citoyens, à l'égalité des genres et à l'amélioration de l'inclusion :

- Comment la participation démocratique des citoyens dans la formulation, l'exercice et l'évaluation des politiques publiques concernant la culture peut-elle être encouragée et stimulée ?

#### PERSPECTIVE 38

### AMÉNAGEMENT CRÉATIF ET POLITIQUE URBAINE

Randall Mason, Université de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)

Le développement urbain durable doit être empreint d'une conscience sociale et d'une richesse culturelle fortes : il doit aborder le patrimoine culturel et la diversité de front et non de façon implicite. Après tout, les villes ne sont que des coquilles vides si elle ne sont pas des espaces d'échange, de création, d'expression et de différence culturelle réellement publics. Comment les politiques urbaines peuvent-elles aider à atteindre une telle richesse culturelle à la fois en termes de conservation du patrimoine et de développement contemporain ? Dans quelques décennies, que pensons-nous du patrimoine urbain du début du XXI<sup>e</sup> siècle ? Quels sont les aspects et les qualités qui caractérisent les villes de notre époque ?

L'urbanisation massive, les tendances générales du développement urbain mondial et le poids écrasant du tourisme représentent de dangereuses menaces pour la durabilité culturelle. Les exemples positifs font état : de la résurgence de l'espace public en tant que catalyseur pour la régénération et des sites de protestations ; de la réhabilitation des infrastructures superflues ; de quartiers dynamiques dédiés à l'art et à la culture ; de la mise en valeur de la culture gastronomique ; et de la préservation des bâtiments et des paysages emblématiques. Ces tendances font progresser la durabilité et permettent des innovations en termes de politiques urbaines. Elles relèvent toutes du domaine de « l'aménagement créatif ».

Qu'est-ce que l'aménagement créatif et comment contribue-t-il à la résurgence urbaine ? L'aménagement créatif est un mode d'intervention urbaine qui s'appuie sur un grand nombre d'outils, de traditions, d'échelles et de méthodes. Il recouvre plusieurs valeurs et plusieurs disciplines, est adaptatif et consiste en une combinaison fluide de conservation du patrimoine, de restauration écologique, de production artistique et de programmation culturelle façonnées par une large participation et une collaboration étendue. C'est un concept élastique en termes de politiques et de pratiques : il concerne un très grand nombre de phénomènes, et non un en particulier. Il est mis à contri-

bution afin d'inverser le déclin et de rendre à l'urbanisme son échelle humaine et sa richesse culturelle. L'objectif, simple et essentiel, de l'aménagement créatif est d'accroître l'activité.

Les projets d'aménagement créatif comprennent la rénovation et la remise en activité d'anciennes infrastructures ou d'espaces laissés à l'abandon ; la création de nouveaux espaces publics formels, souvent sur les berges, qui sont pensés de façon élaborée ; et les œuvres, programmes, événements et pilotes occasionnels visant à éprouver les concepts. Ces projets s'ancrent profondément dans les espaces publics et améliorent significativement la visibilité de l'art et de la culture.

L'aménagement créatif est décrié car il repose sur la privatisation et contribue à la gentrification. Favorise-t-il une trop forte dépendance au secteur philanthropique ? Les projets éphémères ont-ils un impact à long terme sur les communautés ?

Il y a une très forte conformité, si ce n'est une superposition parfaite, entre l'aménagement créatif et les politiques de développement urbain durable. L'aménagement créatif tire parti des changements les plus importants dans les politiques urbaines récentes : la multiplication des modèles de partenariats public-privé ; l'influence de la responsabilisation et de la participation des citoyens ; la mise en valeur des innovations commercialisables ainsi que des impacts mesurables ; et la confiance accordée au secteur de l'art et de la culture pour son rôle de moteur du développement.

Il occupe et anime une part importante du spectre des politiques et des interventions urbaines en amplifiant le caractère imprévu, flexible et provisoire de l'urbanisme grâce à l'art public, à l'expression culturelle et à la participation. Un éventail plus large de politiques permettant de nouvelles formes d'aménagement créatif engendre un urbanisme plus dynamique et plus riche sur le plan culturel. C'est certainement l'une de ses qualités les plus appréciables, par sa capacité à rendre le développement urbain durable.

- Les politiques et les programmes liés à la culture tiennent-ils compte de l'égalité des genres et en font-ils sa promotion ? Comment peut-on utiliser les politiques culturelles pour faire progresser l'autonomisation des femmes ?

Bien qu'il existe encore des défis à relever dans chacun de ces domaines, les praticiens abordent les problèmes et préoccupations qui s'entremêlent afin de faire progresser les pratiques professionnelles, de développer des outils et des techniques plus efficaces et d'améliorer la performance et les résultats d'un urbanisme et d'un développement tenant compte de la culture.

### LES OPPORTUNITÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les différentes approches politiques devant être développées en faveur de la culture sont marquées par une dualité. D'un côté, l'importance de travailler en harmonie avec la culture et les valeurs locales est largement admise, ce qui permet à un large éventail d'expériences transversales locales d'inclure la culture à des approches intégrées pour l'inclusion sociale et la croissance économique. Au cours des prochaines

#### ÉTUDE DE CAS 96

Kolomna (Fédération de Russie)

### Revitaliser les connaissances et les compétences des pratiques traditionnelles pour le développement local



À Kolomna (Fédération de Russie), la reconnaissance et la revitalisation des industries spécialisées dans la confection de la *pastila*, une pâte de fruit traditionnelle, sont devenues essentielles pour renforcer l'identité culturelle et stimuler l'économie locale. La production de la *pastila* de Kolomna est restée en sommeil pendant plus d'un siècle jusqu'à ce qu'une étude récente révèle que sa fabrication faisait partie intégrante de la vie culturelle de la ville au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cette étude a servi de catalyseur aux efforts de la communauté locale pour revitaliser les techniques de confection de la *pastila* traditionnelle, par le développement des compétences des artisans locaux et des institutions culturelles de la ville. Le partenariat à but non lucratif « Museum City » a mis en place un musée en 2009 et un musée de la confection de la *pastila* en 2011, qui ont permis de sensibiliser les individus de la communauté ainsi que le grand public à cette pratique et ont encouragé le développement durable grâce à la culture et aux produits de la région. La revitalisation de cette pratique a stimulé la création d'emplois et a engendré des bénéfices pour l'économie locale ; en multipliant par trois les visites touristiques de la ville entre 2008 et 2015. Cela a alimenté le renouveau du sentiment de fierté communautaire quant à cette pratique et à sa signification régionale, attirant ainsi l'intérêt de la communauté pour la recherche et la revitalisation d'autres industries culturelles afin de créer de nouvelles opportunités de développement au sein de leur ville.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.



Funchal, Madère (Portugal)  
© T.W. van Urk/Shutterstock.com\*

décennies, les changements décisifs en faveur du développement durable local concernent la mise en cohérence et l'intégration des différents aspects de la gestion des villes et d'enjeux multiples tels que le patrimoine, le logement, l'aménagement du territoire, l'inclusion, la mobilité, la culture, la nature, la résilience et la gouvernance. Ces approches, fondées sur une participation pleine et active des habitants, devront accorder une place centrale aux questions culturelles, pour que le modèle de durabilité soit porteur de sens pour les populations, tienne compte de l'histoire et des savoirs locaux, fasse écho aux identités locales et s'appuie réellement sur les aspirations des communautés locales.

D'autre part, la culture doit aussi être envisagée comme un domaine à part entière. La protection du patrimoine culturel (matériel ou immatériel), la promotion de la créativité et la prise en compte de la diversité culturelle appellent des politiques adaptées, fondées sur une expertise pertinente. Les particularités des expressions et des activités culturelles et la diversité des points de vue doivent être comprises et encouragées. La pluralité des cultures et du patrimoine culturel doit être conservée et sauvegardée par des politiques culturelles plus documentées, intelligentes et respectueuses. Cela requiert un investissement spécifique en termes de renforcement des capacités, d'infrastructures, d'élaboration de politiques, de mise en œuvre et d'évaluation ; ainsi que la mise en place de partages des connaissances. Tous les acteurs urbains doivent être mieux équipés afin d'être des défenseurs plus efficaces de la culture en tant que dimension du développement urbain. De plus, les politiques culturelles doivent être encouragées et soutenues par des cadres de gouvernance appropriés et basés sur une participation active. Il est vital pour les gouvernements locaux de fournir des environnements qui encouragent vivement les prises de décisions et les débats publics et démocratiques ; et au sein desquels les citoyens peuvent jouir de leurs droits, développer leurs capacités, orienter leur présent et prendre en main leur futur.

## CONCLUSION

La lutte pour une durabilité mondiale se joue dans les villes, et les gouvernements locaux occupent une position d'importance stratégique. En ce qui concerne la culture, le rôle des gouvernements locaux comprend : la création et la mise en application d'espaces de dialogue et d'action ; la définition des priorités et la planification, la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des programmes ; le développement d'infrastructures ; et la garantie d'une prise en compte des valeurs du patrimoine, de la diversité et de la créativité dans des contextes où elles pourraient être négligées voire menacées. Culture 21 : Actions, la boîte à outils pour « le rôle de la culture dans les villes durables » soutenue par les Nations Unies et par les Cités et Gouvernements Locaux Unis, est un cadre intéressant pour les villes quant à l'élaboration d'une nouvelle génération de politiques culturelles (CGLU, 2015).

Le nouveau programme de développement durable centré sur l'humain et respectueux de la planète exige que les villes adoptent de nouvelles politiques culturelles. Celles-ci doivent être basées sur des processus d'accès, de représentation et de participation à la culture inclusifs pour tous les citoyens. Elles doivent être centrées sur l'humain et non sur les secteurs. Nous devons rassembler tous les acteurs urbains afin qu'ils travaillent ensemble à rendre opérationnel ce nouveau modèle de développement urbain durable qui intègre la culture de façon explicite. De plus en plus d'arguments, d'expertises, d'exemples et d'outils sont disponibles. Ne manquent plus qu'une volonté et un engagement renforcés.

# DES LIENS VILLES-CAMPAGNES RETISSÉS



Hebron (Palestine)  
© REZA/Webistan\*

EN BREF

La contribution essentielle des petites villes et bourgs ruraux en faveur de schémas de développement territorial créatifs et inclusifs doit être reconsidérée.

Les ressources culturelles matérielles et immatérielles des petites villes doivent être sauvegardées, afin d'accroître les retombées économiques et sociales à l'échelle du grand territoire.

La dimension, la localisation et l'activité économique des petites villes, souvent perçues comme un désavantage, peuvent être des leviers du développement culturel local.

La mise en place de partenariats positifs entre les zones urbaines et rurales est essentielle pour améliorer et harmoniser le développement territorial.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Giulio Verdini, Université de Westminster (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). *La culture comme outil d'un développement territorial harmonieux*

### Perspectives :

Yves Dauge, Président, Association des Biens Français du Patrimoine Mondial, et Président, Association des Centres culturels de rencontres (France). *L'action pour la culture dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes*  
Wang Shu, architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture en 2012. *Relier le développement urbain à la nature*

### Études de cas :

Suzhou (Chine). *Redonner vie aux traditions du textile pour le développement des villages ruraux*  
Rakhi Shahpur et Rakhi Khas (Inde). *La réhabilitation de structures traditionnelles pour le développement rural durable*  
Cotogchoa (Équateur). *Lutter contre la péri-urbanisation incontrôlée et renforcer les ressources culturelles locales*  
Dili (Timor-Leste). *L'accroissement de la population : un problème politique majeur pour les petites villes*  
Durban et Johannesburg (Afrique du Sud). *La migration en chansons : l'isicathamiya en Afrique du Sud*  
Paysage culturel du café (Colombie). *Cultiver le développement territorial grâce au patrimoine*

### Encadré :

Cas de bonnes pratiques en milieux ruraux et péri-urbains dans lesquels la culture a contribué à des schémas de développement durables et inclusifs

# LA CULTURE COMME OUTIL D'UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL HARMONIEUX

GIULIO VERDINI

Université de Westminster (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

AU COURS DE CES DERNIÈRES ANNÉES, LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL HARMONIEUX ET LES LIENS VILLES-CAMPAGNES ONT FAIT L'OBJET D'UN INTÉRÊT ACCRU, LES POLITIQUES TENTANT DE SURMONTER LE DISCOURS PRÉDOMINANT SUR LA FRACTURE ENTRE ZONES URBAINES ET ZONES RURALES. LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL CORRESPOND AU « PROCESSUS PAR LEQUEL LA GÉOGRAPHIE DES TERRITOIRES HABITÉS PAR LES SOCIÉTÉS HUMAINES EST PROGRESSIVEMENT TRANSFORMÉE. IL IMPLIQUE DES COMPOSANTES PHYSIQUES (INFRASTRUCTURES, PAYSAGES ET PAYSAGES URBAINS, ETC.) MAIS AUSSI LA STRUCTURE TERRITORIALE DU SCHÉMA DES ÉTABLISSEMENTS, EN D'AUTRES TERMES, LA DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES POPULATIONS ET ACTIVITÉS HUMAINES » (CONSEIL DE L'EUROPE, 2007). LES LIENS VILLES-CAMPAGNES DÉSIGNENT « LES FONCTIONS COMPLÉMENTAIRES ET SYNERGÉTIQUES, AINSI QUE LES FLUX DE PERSONNES, DE RESSOURCES NATURELLES, DE CAPITAUX, DE MARCHANDISES, D'EMPLOIS, DE SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES, D'INFORMATIONS ET DE TECHNOLOGIES ENTRE LES ZONES RURALES, PÉRI-URBAINES ET URBAINES. » (ONU-HABITAT, 2015). « LE PARTENARIAT URBAIN-RURAL EST UN MÉCANISME DE COOPÉRATION QUI GÈRE LES RELATIONS PERMETTANT D'ATTEINDRE DES OBJECTIFS COMMUNS ET D'AMÉLIORER LES RELATIONS VILLES/CAMPAGNES » (OCDE, 2013). AINSI, LE PARTENARIAT TERRITORIAL (OU VILLES-CAMPAGNES) EST DE PLUS EN PLUS CONSIDÉRÉ COMME UNE ACTION POLITIQUE SOUHAITABLE QUI RESPECTE LES IDENTITÉS PARTICULIÈRES DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DU TERRITOIRE (CGLU, 2016).

L'ONU-Habitat a été la première institution à aborder la complexité de l'urbanisation des régions du monde et à mettre en avant la nécessité d'améliorer les liens villes-campagnes pour obtenir des résultats plus durables en termes de développement urbain. En 1996, elle affirmait que « pour la plupart des centres urbains du monde, un examen de leur utilisation des ressources révèle l'échelle et la complexité des liens avec les producteurs et les écosystèmes ruraux au sein de leur propre région ou nation ; ce qui implique que « le développement urbain durable » et le « développement rural durable » ne peuvent être séparés » (ONU-Habitat, 1996). Plus tard, le problème de la métropolisation des pays développés et de la péri-urbanisation incontrôlée, principalement dans les régions en développement, est devenu une préoccupation majeure (ONU-Habitat, 2009). Tandis que la première hypothèse a ouvert la voie à un intérêt renouvelé pour la richesse agricole des régions urbaines, menant ainsi à des initiatives innovantes telles que « Aliments pour les villes » lancée par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; la deuxième est devenue l'argument de choix pour prôner le contrôle de la croissance urbaine et la compacité des villes.

Les petites villes ainsi que leur contexte et leur paysage régional environnant ont été au cœur de plusieurs documents, recommandations et programmes internationaux qui reconnaissent leurs valeurs culturelles intrinsèques. Les diverses politiques de l'UNESCO à ce sujet ont rapidement évoluées grâce au développement d'outils de conservation normatifs. La reconnaissance en tant que biens du patrimoine « des œuvres conjuguées de l'homme et de la nature » à la valeur universelle exceptionnelle » a fait partie intégrante de la mise en œuvre de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial depuis son adoption en 1972. L'introduction de la notion de « paysage culturel » en tant que catégorie du Patrimoine mondial au début des années 1990 a renforcé le passage à des approches de conservation plus globales afin de concilier les valeurs naturelles et culturelles du patrimoine. Les paysages culturels

« La ville est partout et dans toute chose. Si le monde urbanisé est aujourd'hui une chaîne de zones métropolitaines connectées par des lieux et des couloirs de communication... alors qu'est-ce qui n'est pas urbain ? S'agit-il des petites villes, des villages, de la campagne ? Peut-être, mais seulement dans une certaine mesure. Les empreintes de la ville se trouvent dans tous ces endroits sous la forme des banlieusards, des touristes, du télétravail, des médias et de l'urbanisation des modes de vie. Le fossé qui séparait auparavant la ville et la campagne a été traversé.

Ash Amin et Nigel Thrift, universitaires

## ÉTUDE DE CAS 97

Suzhou (Chine)

### Redonner vie aux traditions du textile pour le développement des villages ruraux



Wujiang est un district de Suzhou situé à l'est du lac Tai, dans la province de Jiangsu (Chine). C'est une zone reconnue pour sa production de soie, sa pisciculture et ses activités industrielles. Aujourd'hui, et malgré l'urbanisation massive du Delta du Yangtze, la région conserve son caractère rural combiné à une atmosphère largement industrielle.

Suzhou, où la broderie de la soie est l'un des piliers des industries créatives, a été admise au sein du Réseau des villes créatives de l'UNESCO en 2014. En dehors de ce secteur dynamique, les activités traditionnelles locales liées au textile sont toujours pratiquées dans plusieurs villages ruraux de Wujiang. Dans le village de Shuang Wan Cun, par exemple, la production textile secondaire a été revitalisée avec succès grâce à la vente en ligne, créant ainsi de nouveaux emplois et attirant les migrants vers le village. Avec ce processus de modernisation de l'intégralité du district, Wujiang vise à engendrer de nouveaux développements urbains et à construire de nouveaux établissements touristiques, en particulier sur la rive du lac. Néanmoins, le gouvernement local est également prêt à élaborer des politiques de soutien du tourisme rural et à renforcer les racines culturelles de l'économie rurale locale. À cet effet, le Musée des arts populaires de Chine et le Musée commémoratif Fei Xiaotong ont été inaugurés en 2010 dans le village voisin de Kaixiangong.

Source : Giulio Verdini, *La culture comme outil d'un développement territorial harmonieux*

ont été considérés comme la toile formée par les relations entre les communautés locales, leur patrimoine et leur environnement naturel. Par exemple, dans les zones de Quebrada de Humahuaca (Argentine) et de Cinque Terre à l'est de la côte ligurienne (Italie) inscrites au Patrimoine mondial, les établissements de petites tailles sont le pilier des paysages culturels reconnus. La Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a été une autre étape majeure puisque les petites villes sont souvent les dépositaires de « pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire [...] que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel » (UNESCO, 2003). La Convention a donné lieu à des opportunités de renforcement de la sauvegarde par

l'inscription, par exemple, des défilés de porte-à-porte et masques des Jours gras dans les villages de la région de Hlinsko (République tchèque) et du grand chant du groupe ethnique Dong, pratiqué dans le village de la province de Guizhou (Chine) à la Liste du patrimoine culturel immatériel. Plus récemment, la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain a admis les effets négatifs d'une urbanisation incontrôlée à la fois dans les villes et dans les campagnes environnantes et a suggéré une « approche fondée sur le paysage pour identifier, conserver et gérer les territoires historiques dans leur cadre urbain plus large » (UNESCO, 2011). Ainsi, l'élargissement du périmètre géographique des pratiques de conservation a été considéré comme une condition essentielle à la réussite de la mise en œuvre de ce nouvel outil non contraignant pour la conservation.

PERSPECTIVE 39

L'ACTION POUR LA CULTURE DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES

Yves Dauge, Président, Association des Biens Français du Patrimoine Mondial, et Président, Association des Centres culturels de rencontres (France)

Si nous voulons passer à l'action, nous devons tous nous impliquer dans le renforcement de l'action publique à la fois au niveau de l'autorité de l'État et au niveau de l'autorité locale. Cette action doit donner lieu à une amélioration des cadres juridiques et institutionnels de chaque pays grâce à l'organisation et à la répartition du pouvoir entre les niveaux national et local, tout en sachant que c'est au niveau local que les projets urbains sont élaborés et que leur mise en œuvre est assurée. Nous devrions tout particulièrement soutenir et développer la coopération entre les villes pour tirer parti de l'expérience de celles qui ont déjà réussi à mettre en place des processus de développement contrôlés dans lesquels l'éducation et la culture peuvent pleinement jouer leur rôle.

De tels outils existent déjà. En France, des agences d'urbanisme, qui ont été fondées il y a plus de 50 ans, sont d'excellents exemples de cette idée de plateformes de partenariat. Il existe des associations où l'État est présent aux côtés des communautés locales et qui sont ouvertes à d'autres acteurs du développement urbain. Elles représentent l'exemple à suivre dans le cadre d'une coopération décentralisée entre les villes.

Dans de nombreux pays, les parcs nationaux et régionaux se sont organisés en équipes multidisciplinaires qui couvrent des territoires étendus, qui ont conçu et géré des projets inter-municipaux de développement durable et au sein desquels les valeurs culturelles et les valeurs du patrimoine sont la source de projets fortement participatifs. En France, le Val de Loire est un excellent exemple : une équipe multidisciplinaire d'une dizaine de personnes défend les valeurs reconnues par l'UNESCO dans le paysage culturel qui recouvre près de 300 km de la région. Elle transmet ensuite les éléments qui doivent être étudiés quant à la protection et au développement du Val de Loire aux autorités

responsables de la planification territoriale et des paysages.

Des telles initiatives doivent se développer dans les villes et les villages mais également dans les régions afin de donner un contenu et un sens aux stratégies de développement urbain et territorial. Un élément important mérite d'être souligné ici. Il découle de façon logique du besoin d'impliquer dans les politiques de développement autant d'acteurs que possible qui, grâce à des discussions, engendreront des perspectives et des accords communs qui mèneront ensuite à des alliances.

La notion d'alliances est fondamentale. Elles se traduisent de façon concrète par l'assurance de la cohérence d'un programme régional global. Cette cohérence provient des alliances entre les communautés locales, les secteurs public et privé et entre les établissements publics, particulièrement entre les établissements culturels des grandes villes et ceux des quartiers périphériques plus modestes et des moyennes et petites villes.

Comment une présence culturelle dynamique peut-elle être développée sur des sites urbains et ruraux qui ne possèdent pas les moyens de mettre celle-ci en valeur grâce à des établissements et à des services culturels importants tels que le théâtre, la musique, la danse, les arts visuels ou les musées ?

Par conséquent, nous devons adopter une vision qui implique tous les territoires, toutes les populations et qui leur offre les mêmes services. Une telle politique limitera la croissance excessive des grandes villes et l'abandon des moyennes et petites villes des zones rurales qu'elle devrait soutenir. C'est à un niveau régional que les programmes de développement du territoire doivent garantir un développement équilibré entre zones rurales et zones urbaines.

Les petites villes ont été reconnues en tant que composantes fondamentales de la durabilité des agglomérations et régions urbaines contemporaines : pour l'héritage de leur origine agricole, leur rôle environnemental, leur statut d'alternatives aux villes encombrées, et pour leur valeur culturelle,

ÉTUDE DE CAS 98

Rakhi Shahpur et Rakhi Khas (Inde)  
La réhabilitation de structures traditionnelles pour le développement rural durable



Les villages jumeaux de Rakhi Shahpur et de Rakhi Khas, situés à 145 km de Delhi (Inde), abritent le plus grand et le plus ancien site archéologique de la civilisation de la vallée de l'Indus. Ces deux villages contiennent également des structures historiques datant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, fortement influencées par la culture mongole. La proximité avec Delhi et l'intérêt accru du public pour le site archéologique de Rakhigarhi ont permis d'augmenter les chiffres du tourisme au cours de ces dernières années. C'est pour cette raison que le village a lancé un projet intégré de développement rural et de conservation du patrimoine avec le soutien du Trust indien pour le patrimoine rural et le développement (ITRHD).

Le projet a été grandement basé sur l'implication de la communauté des villages locaux. De nombreuses initiatives ont été prévues : la réhabilitation d'anciennes structures en établissements destinés au tourisme (hébergements, gîtes, musées), la mise en place d'installations d'accès à l'eau potable, de toilettes sèches communautaires, de centres de santé, de toute une gamme de formations professionnelles (informatique, couture et coupe, tourisme et hébergement) et de parcelles de démonstration pour l'agriculture biologique, la gestion des déchets et l'énergie solaire.

Ce projet est un exemple de modèle intégré et innovant de développement rural que recherche le ITRHD qui tente d'allier la préservation du patrimoine rural indien au développement économique, à l'amélioration des moyens de subsistance et à l'amélioration générale de la qualité de vie. Ses caractéristiques uniques résident dans la mise à contribution d'habitants talentueux et créatifs, et pourtant marginalisés, des zones et des communautés rurales.

Source : Giulio Verdini, *La culture comme outil d'un développement territorial harmonieux*



Wuzhen (Chine)  
© Hervé Casterman

particulièrement en termes de ressources endogènes et de caractéristiques paysagères et territoriales uniques. En règle générale, elles ont souffert d'un manque de représentation politique à l'échelle internationale ; du fait de leur marginalité socio-économique et géographique.

Récemment, des initiatives ont tenté de réduire cette fracture. Des étapes prometteuses ont été franchies puisque l'amélioration des liens villes-campagnes et la promotion de la culture locale et des produits locaux ont été reconnues comme des cibles stratégiques du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le soutien de « l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale » est l'une des cibles de l'Objectif 11 « Faire en sorte

que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». En outre, l'Objectif 12 vise à « établir des modes de consommation et de production durables » (Nations Unies, 2015).

En prévision de la Conférence Habitat III, les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) ont œuvré à rassembler les représentants des gouvernements intermédiaires et des gouvernements des petites villes et des municipalités, représentant les zones rurales (CGLU, 2016). L'objectif de ce rassemblement était de permettre aux voix de ces gouvernements d'être entendues pour promouvoir une « approche territoriale intégrée » du programme du développement qui prône la « protection rurale », dans le cadre de l'aménagement du territoire (voir aussi le Chapitre 9).

Malgré les efforts réalisés afin de définir les caractéristiques des petites villes et d'affirmer leur pertinence stratégique pour la politique internationale, certains points restent à éclaircir. Comment les petites villes peuvent-elles bénéficier du régime économique actuel ? Comment la culture, sous ses formes matérielles et immatérielles, tire-t-elle parti d'un développement inclusif et sain pour l'environnement dans de tels milieux ? Quelles politiques et mesures pourraient aider à réduire leur marginalité et leur fragilité sociale, économique et environnementale ? Plus largement, la culture est-elle réellement un outil efficace pour permettre un développement territorial harmonieux qui améliore les liens villes-campagnes ? Ces questions fondamentales seront abordées dans les études de cas de petites villes à travers le monde qui ont recours à des schémas originaux et durables de développement basés sur les ressources culturelles et sur la créativité.

### LES PRINCIPAUX DÉFIS DE LA CULTURE ET DE LA DURABILITÉ DANS LES PETITES VILLES

De nombreuses petites villes sont encore des éléments fragiles de systèmes urbains et régionaux qui doivent faire face à des problèmes tels que le vieillissement des populations, la migration, le changement climatique, la détérioration de l'environnement et la diminution du nombre d'emplois. À une époque où les économies et les richesses des agglomérations sont de plus en plus déterminées par la concentration des connaissances, de la culture et de la créativité dans les villes importantes, le rôle des régions périphériques au sein de ce nouveau scénario d'ordre mondial reste incertain, tout comme leur durabilité sur le long terme.

#### ÉTUDE DE CAS 99

Cotogchoa (Équateur)

#### Lutter contre la péri-urbanisation incontrôlée et renforcer les ressources culturelles locales



La commune de Cotogchoa est située à environ 19 km au sud de Quito (Équateur). Il s'agit d'une zone montagneuse qui possède encore des ressources naturelles considérables du fait de sa proximité avec la réserve biologique de Pasochoa. Elle est au centre de l'économie locale basée sur l'élevage et la culture du maïs. La population locale est majoritairement composée de familles paysannes autochtones qui ont reçu leurs terres à la suite des réformes agraires des années 1960. Les riches traditions locales de la région se manifestent au travers de nombreux festivals andins et de célébrations religieuses qui ont lieu régulièrement au cours de l'année.

Malgré les racines culturelles solides de la communauté, on dénote un manque de sensibilisation quant aux risques des pressions urbaines exercées par la ville voisine de Quito. Un étalement urbain incontrôlé risque de menacer les ressources environnementales et agraires endogènes, qui pourraient pourtant devenir les piliers d'une stratégie économique de développement durable.

Depuis 2014, le Laboratoire des paysages vivants (*Paisajes vivos*) de l'Université pontificale catholique de l'Équateur (PUCE) vise à sensibiliser le public à un niveau local grâce à la mise en place d'ateliers participatifs sur le renforcement du sentiment d'appartenance culturelle de la communauté, qui imaginent des formes alternatives d'économie locale basées sur le tourisme culturel et environnemental.

Source : Giulio Verdini, *La culture comme outil d'un développement territorial harmonieux*

ÉTUDE DE CAS 100

Dili (Timor-Leste)

L'accroissement de la population : un problème politique majeur pour les petites villes



Bien qu'aucune stratégie de régénération urbaine basée sur la culture ne soit actuellement mise en œuvre à Dili (Timor-Leste), plusieurs lois détiennent un potentiel pour de futures interventions. La résolution 24/2009 du gouvernement, qui approuve la politique culturelle nationale, appelle à la préservation du patrimoine architectural préhistorique et portugais du Timor-Leste ; à la création d'une bibliothèque nationale, d'une école de musique, d'une école des beaux-arts, et d'un musée national ; à l'inclusion de la culture et des arts aux programmes scolaires ; et au développement d'un inventaire numérique du patrimoine archéologique, architectural, anthropologique et ethnographique, ainsi que de la musique, de la danse et autres expressions culturelles. De la même façon, l'actuel Programme stratégique du développement 2011–2030 stipule que Dili devrait mettre en lumière la présence des diverses influences culturelles afin d'améliorer l'attractivité touristique de la ville.

Cependant, la mise en œuvre de ces politiques représente un défi significatif, particulièrement dû au fait que la ville lutte pour offrir les services et les infrastructures de base à sa population grandissante. Plus de 7 000 migrants internes arrivent à Dili chaque année, ce qui met une pression considérable sur cette petite ville aux ressources limitées quant à la gestion de cet important flux de population et à l'augmentation d'une construction rapide et inadaptée de bâtiments et d'établissements informels.

Source : Université de Coimbra, rapport sur la zone d'étude 6

- Les petites villes font face au risque d'un déclin socio-économique et physique et les communautés locales à celui de la marginalisation, ce qui aurait des conséquences néfastes pour la survie de leurs activités traditionnelles et de leur patrimoine culturel ;
- Les ressources culturelles locales sont souvent sous-employées ou, à l'inverse, mises en péril par des processus qui les mettent trop à contribution. À ce titre, le tourisme de masse est une menace considérable. L'utilisation des ressources est souvent basée sur des modèles standards, qui ne sont parfois pas suffisamment diversifiés ;
- La créativité et l'innovation des petites villes sont souvent limitées par l'isolement géographique ou la marginalisation et par un manque de ressources et de main d'œuvre jeune et dynamique ;
- Les petites villes souffrent généralement d'un manque de mécanismes de gouvernance territoriale pertinents et efficaces pour leur permettre de surmonter leur marginalité et leur isolement relatifs.

LA CULTURE COMME OUTIL D'AMÉLIORATION DES PETITES VILLES

Au cours de l'histoire de la conservation urbaine (et rurale), les zones reculées ont été considérées comme faisant partie d'une minorité, bien que les villes et villages de petite taille aient été les protagonistes de certaines expériences innovantes en termes d'élaboration de politiques, de participation et même de proposition de concepts de pointe respectueux de l'héritage du passé. Le travail de Hassan Fathy pour les communautés rurales pauvres d'Égypte ou encore l'approche de concept participatif de Giancarlo De Carlo appliquée aux petits villages d'Italie (Urbino, Colletta di Castelbianco et Mazzorbo au bord de la lagune de Venise) dans les années 1960 sont considérés comme des étapes majeures de l'histoire de la conservation (Bandarin et Van Oers, 2012). Au cours de ces dernières années, les zones rurales ont été la scène d'expériences architecturales et urbaines innovantes. Les contributions des deux architectes lauréats du prix Pritzker, Wang Shu pour la révision de la conception des villages ruraux chinois et Glenn Murcutt pour la réhabilitation des demeures rurales en Australie, nous montrent comment libérer le potentiel créatif de tels environnements.

Dans certains cas, de par la présence exceptionnelle du patrimoine culturel ou de paysages culturels de grande valeur, le caractère unique de certains lieux peut encourager leur développement. D'un autre côté, ce caractère unique peut être la cause d'une croissance localisée excessive, principalement en raison du tourisme de masse comme ce fut le cas pour la ville d'eau de Tongli dans la province de Jiangsu (Chine) ou pour le Mont Saint-Michel (France). Le risque d'une sur-commercialisation, principalement dans le cadre du tourisme, dépend d'écosystèmes locaux fragiles et est étroitement lié au manque de diversification des économies locales et de leur modèle d'emploi.

PERSPECTIVE 40

RELIER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN À LA NATURE

Wang Shu<sup>1</sup>, architecte et lauréat du Prix Pritzker d'architecture en 2012

Les villes peuvent faire appel à la nature et en tirer le meilleur mais elles peuvent tout aussi bien la détruire. Nous faisons ici référence à des économies qui se développent de façon très rapide et qui peuvent par conséquent être extrêmement destructrices. Lorsque l'on parle de développement durable, de développement écologique, nous devons nous rendre compte que la Chine possède une tradition rurale forte et que nous devons préserver celle-ci. Nous pouvons vivre en harmonie avec la nature. Cette harmonie est une dimension primordiale de la culture chinoise mais pourrait très bien être de dimension mondiale.

Imaginez un petit village dans une région reculée de la Chine qui a entrepris une transformation à grande vitesse. Cela se produit au quotidien, dans toute la Chine. Nous observons des scènes comme celle-ci, des scènes de destruction ininterrompue.

De nombreux individus sont indifférents à cette destruction car ils ne voient que la richesse et le développement qui peut en découler. Évidemment, tout le monde aspire à une vie meilleure, mais la culture prend des millénaires à se développer et peut très facilement être réduite à néant en un instant.

J'appelle de mes vœux un développement urbain qui soit proche de la nature, fondé sur la diversité et nourri des différences. Ce type de diversité est souvent caractéristique des quartiers traditionnels, des petites constructions illégales ou spontanées et des villages installés au cœur des villes. Leurs habitants y sont principalement les citadins les plus vulnérables et les plus pauvres. Nous devons prêter plus d'attention à ces groupes, parmi les plus faibles de la population, car nous commençons tout juste à réaliser la grande valeur de ces quartiers pour la ville.

1 Extrait de l'allocation de Wang Shu en séance plénière lors de la Conférence internationale « La culture au service de villes durables » qui s'est tenue à Hangzhou (Chine), du 10 au 12 décembre 2015.





Kangaamiut (Groenland)  
© Vadim Nefedoff/Shutterstock.com\*

### ÉTUDE DE CAS 101

Durban et Johannesburg (Afrique du Sud)

#### La migration en chansons : l'*isicathamiya* en Afrique du Sud

L'exode rural est à l'origine de l'apparition de nombreuses traditions musicales. Pour les individus originaires de l'arrière-pays aujourd'hui connu sous le nom de KwaZulu-Natal qui ont migré vers Durban, Johannesburg et d'autres villes d'Afrique du Sud, ce sont les chants et les danses de l'*isicathamiya* qui ont évolué au cours du XX<sup>e</sup> siècle pour devenir une forme d'expression importante de leur situation précaire en tant qu'ouvriers travaillant loin de chez eux. Connus aujourd'hui des auditeurs du monde entier, en particulier grâce à des enregistrements de Joseph Shabalala et de Ladysmith Black Mambazo, les harmonies mélodieuses de l'*isicathamiya* ont été entendues pour la première fois dans les centres communautaires et dans les auberges urbaines où les migrants d'origine africaine pouvaient se reposer de leur journée de travail qui se déroulait souvent dans des conditions difficiles.

L'*isicathamiya* est une combinaison de différents éléments des traditions zouloues remontant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon la tradition, les chorales d'*isicathamiya* ne se produisent que de nuit dans les centres communautaires des quartiers noirs. La journée est réservée au travail, principalement à l'usine, tandis que la nuit offre l'opportunité de créer un espace et un temps qui ne sont pas dominés par les rigueurs d'une journée de lutte pour la survie.

L'*isicathamiya* a toujours été une musique contradictoire en apparence. Elle parle de foyers à des individus qui vivent loin de chez eux, dans des auberges urbaines. Les chorales elles-mêmes sont hautement coordonnées, en termes de voix, de vêtements et de danses, et pourtant, elles sont en compétition les unes avec les autres, chacune essayant de surpasser l'autre grâce à ses compétences et à son art au cours de compétitions ayant lieu juste avant l'aube et à la fin de toute une nuit de représentation.

Cette hétérogénéité et cette diversité interne reflètent la nature métisse des communautés de migrants, rassemblant des individus originaires de différentes régions ainsi que les migrants en situation précaire - avant, pendant et après l'apartheid - qui servent de main d'œuvre indispensable majoritairement contrôlée par d'autres acteurs. L'*isicathamiya* conserve son caractère attrayant en Afrique du Sud démocratique. La créativité qui a marqué son premier siècle d'existence reste intacte au cours des premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, avec des chorales qui abordent aujourd'hui certains des problèmes insolubles de la région tels que le sous-emploi, la maltraitance des enfants, la violence sexiste, le VIH et le SIDA.

Préparée par Frank Proschan



De nombreuses initiatives ascendantes du développement local dans les petites villes ont été soutenues par des organisations internationales telles que le PNUD, les gouvernements locaux et les ONG. Le mouvement Slow Food a permis de sensibiliser les communautés internationales à l'importance des liens entre les productions locales (agricoles dans cet exemple), le commerce équitable, la durabilité environnementale et l'équité sociale. Des cas de villes-campagnes bénéfiques ont pu être observés un peu partout et particulièrement dans les régions en développement (Tacoli, 2006). Néanmoins, les petites villes possèdent un cadre sur lequel s'appuyer afin de réaliser leur potentiel culturel et d'améliorer le lien entre leurs ressources endogènes et les processus créatifs.

### RÉCONCILIER LA CULTURE AVEC LES ZONES PÉRIPHÉRIQUES

Les distinctions entre les domaines urbain et rural sont de plus en plus considérées comme étant arbitraires dans les descriptions des caractéristiques des villes et des régions du monde (Brenner et Schmid, 2014). Cependant, bien que la révolution technologique et l'amélioration des moyens de communication aient réduit de façon significative l'écart villes-campagnes, certaines différences doivent toujours être prises en considération, particulièrement en ce qui concerne la relation entre la créativité et les villes.

De nos jours, la créativité est l'un des moteurs économiques principaux des villes, et sa contribution à la compétitivité économique est parfois dépendante de la distance par rapport au centre et de la facilité d'accès à celui-ci, ce qui peut expliquer le retard des zones périphériques (Andersson, 1985). De ce fait, il n'est pas surprenant que de tels discours aient jusqu'à maintenant négligé l'impact du nouveau régime d'économie créative sur les petites villes des régions rurales périphériques (Ratiu, 2013).

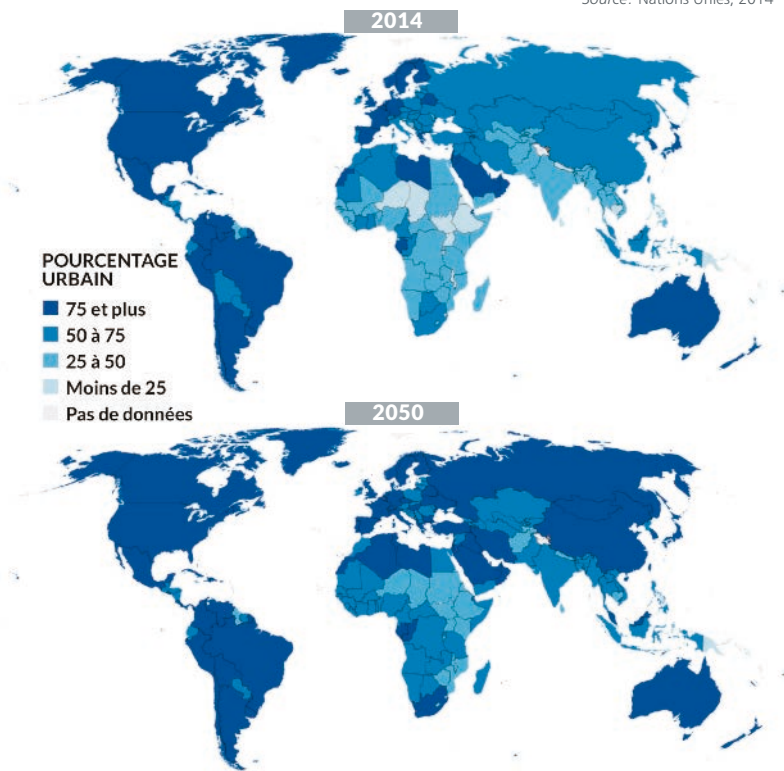
Malgré les prévisions concernant la rapide urbanisation du monde (Figure 2), certains pays possèdent toujours une part importante de population considérée comme rurale, comme l'Inde, la Chine, la Fédération de Russie ou encore certains pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est, de la région méditerranéenne, d'Europe de l'Est, des Caraïbes et des Andes (Nations Unies, 2014).<sup>2</sup> Le fait qu'une ville soit petite et isolée ne l'empêche pas forcément de

<sup>2</sup> Note de l'auteur : les données concernant la population rurale doivent être utilisées avec précaution étant donné que les petites villes ne sont pas nécessairement considérées comme rurales dans les statistiques nationales.

posséder des industries culturelles et créatives florissantes. Même « ces [établissements] qui sont handicapés par leur petite taille peuvent généralement trouver des niches durables sur le marché international, sous réserve qu'elles puissent produire des biens et des services distinctifs en quantité suffisante » (Scott, 2006). Ainsi, la taille, la localisation et les désavantages économiques peuvent être transformés en opportunités pour soutenir un développement local original. En l'absence d'un marché d'importance suffisante, des politiques ponctuelles sont souvent nécessaires afin de libérer le potentiel endogène des petites villes.

Figure 2. POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT EN ZONE URBAINE, 2014 ET 2050

Source: Nations Unies, 2014



À l'inverse, les petites villes peuvent compter sur toute une variété d'activités locales primaires, proto-industrielles et même industrielles, souvent de petite taille ou familiales. La présence d'agriculteurs locaux et de petits entrepreneurs peut conduire à une atmosphère productive locale riche. Certaines des villes faisant partie du Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU) tirent leur créativité de paysages productifs régionaux ou de leurs environnements ruraux. La ville d'Östersund (Suède), par exemple, tient sa réputation gastronomique des activités agricoles de sa zone périphérique faiblement peuplée tout comme d'autres villes de la catégorie « Artisanat et arts populaires » comme Pekalongan (Indonésie) et les villages de batik qui l'entourent (voir l'Étude de cas 92). La clé du succès de ces différentes expériences réside dans l'innovation des activités traditionnelles locales ou dans l'introduction de nouvelles activités compatibles innovantes.

ÉTUDE DE CAS 102

Paysage culturel du café (Colombie)  
Cultiver le développement territorial grâce au patrimoine



Sur les contreforts des chaînes orientales et centrales de la cordillère des Andes, le Paysage culturel du café de la Colombie (PCCC), qui fait partie des biens du patrimoine mondial, s'étend sur une superficie de 141 120 hectares et comprend un réseau de 18 centres urbains et de 6 paysages agricoles.

La culture du café s'est développée dans la région au cours de ces 150 dernières années jusqu'à devenir centrale pour l'identité culturelle et la subsistance des communautés locales. Généralement réalisée en hautes altitudes, la culture du café a influencé l'usage du territoire et la typologie des habitations et s'est adaptée à la topographie de la région, donnant naissance à des parcelles de petite taille réparties de façon orthogonale. La production de café est source de fierté et fait partie intégrante des modes de vies des communautés locales. Liée à la propriété foncière traditionnelle, cette pratique se transmet de génération en génération. La culture du café est aujourd'hui l'un des moteurs économiques principaux de la région.

En 2009, le ministère de la Culture de Colombie, les autorités régionales et la Fédération colombienne des cultivateurs de café (FNC) ont ratifié un accord de coopération visant à soutenir la sauvegarde et le développement durable du PCCC par le biais de programmes économiques, sociaux et environnementaux. Avec la participation de la FNC, le partenariat entre secteur public et secteur privé a permis à plus de 85 000 familles du site du patrimoine mondial de participer plus activement aux processus décisionnaires, d'accéder aux recherches et aux connaissances et de contrôler la qualité des produits ; et a mis à leur disposition des services économiques et financiers. Le programme de gestion du bien a pris en compte le programme et les indicateurs actuels de la FNC qui incluent une participation multipartite aux activités de conservation et des standards de durabilité pour tous les programmes mis en œuvre par la FNC.

Préparée par l'UNESCO

« La ville, dans toute son importance, ne peut plus être seulement considérée comme un bien physique. Nous devons plutôt prendre conscience des relations dynamiques visibles et invisibles qui existent entre les différents domaines d'un territoire étendu qui comprend des environnements urbains mais aussi des environnements ruraux. »

Mohsen Mostafavi, Doyen, École supérieure de design de l'Université de Harvard (États-Unis d'Amérique)

Les économies créatives continuent à émerger dans les petites et moyennes villes et, dans certains cas, dans des zones rurales isolées. La relation entre les petites villes et l'économie créative a permis de reconnaître « les agglomérations créatives de taille inférieure liées à des produits particuliers » et pour lesquelles « le lieu en lui-même est une composante clé du produit ainsi qu'une garantie de son authenticité et de sa qualité symbolique, et son importance est telle que les localités tentent de plus en plus de protéger leur particularité grâce à des marques déposées ou à des certificats d'origine géographique » (PNUD et UNESCO, 2013).



Reine (Norvège)  
© bozulek/Shutterstock.com\*

### Encadré 7

#### CAS DE BONNES PRATIQUES EN MILIEUX RURAUX ET PÉRI-URBAINS DANS LESQUELS LA CULTURE A CONTRIBUÉ À DES SCHÉMAS DE DÉVELOPPEMENT DURABLES ET INCLUSIFS

Les études de cas suivantes ont été sélectionnées dans le cadre d'une enquête interrégionale sur les petites villes préparée par la Conférence internationale « La culture au service des villes durables » qui s'est déroulée à Hangzhou (Chine) du 10 au 12 décembre 2015. Dans chaque cas, on a identifié un *domaine culturel*, défini comme un « ensemble commun d'activités économiques et sociales considérées traditionnellement comme « culturelles » [et de] domaines périphériques [qui] renvoient à d'autres activités économiques et sociales pouvant être considérées comme « partiellement culturelles » ou qui relèvent davantage d'activités de « divertissement ou de loisirs » que d'activités « purement culturelles ».<sup>3</sup> En plus de ces domaines culturels, un « domaine de soutien » a été introduit. Il correspond aux activités économiques existantes (primaires, proto-industrielles ou industrielles) qui soutiennent (ou ont le potentiel pour soutenir) la créativité et l'innovation.

**Zengchong, Guizhou (Chine).** Les communautés dong traditionnelles assurent leur subsistance principalement grâce à des activités agricoles indépendantes.

**Santarém (Portugal).** Les autorités locales soutiennent les événements culturels liés à la foire agricole traditionnelle.

**Stolipinovo (Bulgarie).** Le gouvernement local implique des communautés roms locales dans des activités liées au programme Plovdiv Capitale culturelle d'Europe 2019.

**Gagliato (Italie).** Une conférence annuelle sur la nanotechnologie a revitalisé le développement local de la région.

**Villages du delta de la rivière des Perles (Chine).** De nombreuses entreprises agricoles innovantes entretiennent un système de digues et de canaux malgré l'urbanisation massive de Guangdong.

Source: Verdini et Ceccarelli, 2015

<sup>3</sup> Définition basée sur les domaines culturels du Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles (UNESCO, 2009) et adaptée aux petites villes.

## CONCLUSION

Dans la plupart des régions du monde, les petites villes font face à de nombreux défis, dus partiellement à leurs faiblesses intrinsèques ou au fait qu'elles sont exposées à différentes menaces extérieures. Bien que les ressources locales soient jugées essentielles pour la subsistance des populations locales car elles façonnent un paysage particulier et forgent une identité locale unique, il se pourrait qu'elles ne soient pas suffisantes pour empêcher le déclin des villes. De la même façon, les conditions de vie locales pourraient être trop fragiles pour rivaliser avec des processus de croissance forts, localisés et non durables, alimentés par des facteurs (comme le tourisme de masse) qui transforment leur nature de façon irrémédiable.

Cependant, comme on a pu le constater dans plusieurs cas dans le monde, les biens matériels et immatériels sont en mesure de soutenir des stratégies économiques durables basées sur la culture et d'alimenter de nouvelles activités créatives innovantes. Protéger les valeurs culturelles, historiques et environnementales des petites villes, stimuler

leur revitalisation créative, repenser leur identité, gérer la complexité de leur territoire avec prudence et établir des partenariats positifs entre le milieu rural et le milieu urbain, voilà quelles devraient être les conditions essentielles au fondement de lieux vivants et attractifs et à l'amélioration d'un développement territorial harmonieux.

Il est urgent de repenser la place des petites villes et bourgs ruraux dans le discours qui est tenu à l'échelle mondiale en matière de développement durable, en raison de leur contribution essentielle en faveur de schémas de développement territorial créatifs et inclusifs. À cette fin, des données spécifiques doivent être collectées sur ces territoires ; des études doivent être engagées sur la façon dont la culture et la créativité peuvent stimuler efficacement un développement territorial harmonieux dans différentes régions du monde. Dans les années à venir, ce travail sera déterminant pour évaluer les résultats des politiques mises en œuvre. Dans les pays dont le taux de population rurale demeure important, cette approche devrait être considérée comme une priorité, pour garantir la durabilité de la transition urbaine.

# UNE GOUVERNANCE URBAINE RENFORCÉE



Planification d'infrastructure urbaine avec routes et bâtiments  
© kentoh/Shutterstock.com\*

## EN BREF

La gouvernance urbaine joue un rôle déterminant dans l'élaboration de solutions adaptées aux besoins, ainsi que dans la lutte contre la destruction des ressources urbaines et l'indifférence à l'égard des minorités.

L'influence des dynamiques mondiales et la façon dont les villes définissent leur projet d'urbanisme ne varient pas seulement selon les pays, mais aussi selon les villes ou les quartiers.

Afin de garantir une gouvernance inclusive et durable, les décideurs devraient veiller à l'autonomisation de tous les acteurs, à tous les niveaux. La diversité culturelle devrait être placée au cœur des stratégies urbaines pour parvenir au développement durable et à une utilisation optimale des ressources.

Les villes peuvent adopter un processus cyclique d'adaptation, de diffusion, de mise en œuvre et de suivi de la gouvernance urbaine, afin de mieux répondre aux enjeux d'efficacité et de durabilité dans la gestion des ressources.

La gouvernance urbaine fondée sur la culture suppose l'engagement, la collaboration, la coordination et la synergie de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux. À l'échelle régionale, une coopération et des partenariats plus étroits entre les villes devraient être encouragés pour favoriser un développement commun.

## DANS CE CHAPITRE

### Article :

Ana Pereira Roders, Université de technologie d'Eindhoven (Pays-Bas). *Une gouvernance urbaine plus intelligente : vers un cadre intégrateur*

### Perspectives :

Bonnie Burnham, Présidente émérite du Fonds mondial pour les monuments. *Deux villes, une vision*  
Xu Qin, Maire de Shenzhen (Chine). *S'engager pour la culture dans les politiques urbaines*

### Études de cas :

Bangkok (Thaïlande). *Le patrimoine comme atout du développement et de l'autonomie communautaires*  
Bologne (Italie). *Un modèle de gouvernance décentralisé*  
Kyoto (Japon). *Optimiser les politiques urbaines pour la culture*  
Riga (Lettonie). *Tirer parti de la coopération à plusieurs niveaux pour renforcer l'identité culturelle*  
Istanbul (Turquie). *S'adapter à la politique urbaine et au paysage législatif*

# UNE GOUVERNANCE URBAINE PLUS INTELLIGENTE : VERS UN CADRE INTÉGRATEUR

ANA PEREIRA RODERS

Université de Technologie d'Eindhoven (Pays-Bas)

LA GOUVERNANCE URBAINE EST LE « CADRE INSTITUTIONNEL QUI PERMET À LA VILLE DE FONCTIONNER ; UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE NÉCESSITANT UN CADRE LÉGISLATIF ADÉQUAT, DES PROCESSUS POLITIQUES, DE GESTION ET D'ADMINISTRATION EFFICACES, AINSI QUE DES INSTITUTIONS LOCALES AUSSI SOLIDES QUE COMPÉTENTES ET EN MESURE DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES CITOYENS » (ONU-HABITAT, 2015a). LA GOUVERNANCE URBAINE PEUT DEVENIR PLUS INTELLIGENTE AFIN D'AIDER LES VILLES À ÊTRE PLUS EFFICACES ET À APPRENDRE DU PASSÉ POUR FAÇONNER LEUR PRÉSENT ET PERMETTRE LEUR AVENIR. PAR LE BIAIS DE TOUTE UNE VARIÉTÉ DE SOLUTIONS EN LIGNE ET DE NOUVELLES TECHNOLOGIES, LA GOUVERNANCE URBAINE INTELLIGENTE AMÉLIORE L'EFFICACITÉ DE SYSTÈMES URBAINS COMPLEXES AINSI QUE LA QUALITÉ ET LA DISTRIBUTION DES SERVICES DE BASE ; ABORDE LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET LES RISQUES DE CATASTROPHES ET RESPONSABILISE LES CITOYENS EN LEUR DONNANT ACCÈS À DES CONNAISSANCES ET À DES OPPORTUNITÉS (ONU-HABITAT, 2015b). DANS CE CONTEXTE, LES APPROCHES INTELLIGENTES PEUVENT AIDER À ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) EN FAISANT EN SORTE QUE LES VILLES SOIENT PLUS INCLUSIVES, PLUS SÛRES, PLUS RÉSILIENTES ET PLUS DURABLES.

La planification et la gouvernance urbaines contemporaines vont au-devant d'importants défis. La population urbaine augmente d'environ 60 millions d'individus chaque année. La vitesse de cette croissance engendre une urbanisation sans précédent et continue qui transforme nos villes et leur qualité de vie, particulièrement dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La hausse des migrations est une source de diversité culturelle et d'échange, mais elle peut aussi augmenter les risques de conflit. Dans ce contexte, la ségrégation sociale et spatiale est un enjeu majeur des villes du monde. En plus de la croissance de la population urbaine et de la migration, d'autres forces mondiales influencent le projet d'urbanisation et provoquent des réformes radicales de la planification urbaine. La crise bancaire attise les courants de pensée néo-libéraux depuis 2007 (Dafflon, 2010). Les risques liés au changement climatique sont à l'origine de l'adaptation de l'environnement bâti. Enfin, les innovations technologiques stimulent la transformation des villes en « villes intelligentes ».

Tout ce qui touche au projet d'urbanisation n'est pas pour autant négatif. L'urbanisation est un moteur essentiel du développement économique, de l'élévation des niveaux de vie et de la responsabilisation des sociétés à travers le monde.

“ Au cours de ce siècle, nous avons perdu la bataille face au nombre. Malgré sa promesse initiale souvent ambitieuse, l'urbanisme n'a pas été en capacité d'inventer et de mettre en œuvre ses projets à l'échelle requise par la croissance démographique apocalyptique. En 20 ans, la population du Lagos est passée de 2 à 7, puis à 12, puis à 15 millions d'individus et celle d'Istanbul est passée de 6 à 12 millions. La Chine se prépare à une croissance encore plus impressionnante. Comment expliquer ce paradoxe : l'urbanisme, en tant que profession, a disparu au moment même où l'urbanisation s'étend au monde entier, après plusieurs décennies d'une accélération constante, et qui est sur le point de garantir le « triomphe » mondial définitif de la condition urbaine ?

Rem Koolhaas, architecte

## DEUX VILLES, UNE VISION

Bonnie Burnham, Présidente émérite du Fonds mondial pour les monuments

Il est impossible d'imaginer Amsterdam (Pays-Bas) sans ses traditionnelles maisons en bord de canaux. Et pourtant la survie de ces bâtiments a été remise en cause dans les années 1950 lorsque des hommes d'affaires ambitieux ont créé la Stadsherstel Amsterdam, la Compagnie de restauration d'Amsterdam. Celle-ci a joué un rôle prépondérant dans la préservation de la ville en tant que partenariat public-privé efficace bénéficiant de mesures d'incitation fiscale et transformant des biens immobiliers en logements sociaux. Aujourd'hui, la Stadsherstel possède plus de 600 bâtiments de la ville.

Ce modèle pourrait avoir des conséquences pour un grand nombre de villes historiques de taille moyenne qui doivent supporter la pression d'une croissance rapide et d'un tourisme en pleine expansion causant la destruction de bâtiments historiques et un affaiblissement de la diversité culturelle. Des stratégies visionnaires sont nécessaires pour inverser cette tendance. Le tourisme peut participer de ce type de stratégies et il est essentiel pour attirer des investissements dans les quartiers historiques. Mais il altère également la composition des communautés locales, si l'on ne met pas en place des mesures incitatives pour préserver leur stabilité face à la hausse des prix de l'immobilier et aux exigences nouvelles des visiteurs.

Pour faire face à ces difficultés, le déclin de la vitalité culturelle et sociale peut être compensé par un réinvestissement des politiques publiques, accompagné de mesures incitatives ; le développement des industries créatives peut également contribuer à revitaliser l'économie locale. Toutefois, de nombreuses villes moyennes, appelées à saisir les nouvelles opportunités économiques offertes par le tourisme et à s'adapter aux mutations qu'elles engendrent, ont un besoin urgent de cadres réglementaires pour veiller à ce que les changements soient progressifs et durables.

Yangon (Myanmar) est l'exemple d'une ville en proie à une évolution tumultueuse et au sein de laquelle le développement qui aura lieu ces prochaines années sera déterminant

pour la future apparence de la ville. Le tourisme connaît une croissance rapide avec un nombre de visites du Myanmar qui est passé de 750 000 en 2010 à plus de 3 millions en 2013. Les croisiéristes quant à eux sont passés de 300 000 en 2010 à 2 millions en 2014. Yangon se considère comme une passerelle nationale et régionale pour le commerce et le tourisme. Cependant, ses infrastructures datées, sa situation juridique trouble et la forte demande pour des espaces de bureaux et des logements obscurcissent les perspectives de sauvegarde de son majestueux centre historique. Les immeubles de grande hauteur fracturent le paysage urbain, les trottoirs et l'ombre des arbres disparaissent pour faire place à un trafic automobile en pleine croissance. La restauration des logements délabrés est ralentie par un droit de la propriété ambigu.

Afin de sauver Yangon, l'action doit être vigoureuse et immédiate. Parmi les priorités principales de la ville, on peut citer la reconnaissance formelle de la zone de conservation et du programme de zonage de la vieille ville de Yangon ; ainsi qu'un programme de réaménagement des berges qui déplacerait le port commercial afin d'ouvrir des zones de valeur pour d'autres usages. Si ces objectifs sont atteints à court terme, Yangon se rapprochera de la vision adoptée par son pays, une vision qui embrasse le patrimoine et la culture dans un environnement vivant et pacifique.

De nombreux éléments dépendront des hauts responsables politiques, mais le secteur privé peut aussi être mis à contribution, comme à Amsterdam il y a une soixantaine d'années, en se faisant la voix de l'opinion publique et en réussissant à forger un partenariat avec le gouvernement. Les visiteurs qui viennent au Myanmar espèrent découvrir une ville qui a gardé son charme colonial et qui offre une expérience culturelle authentique. La ville aura besoin de modèles internationaux, d'investissements ciblés dans ses atouts culturels et d'une forte participation civique pour capitaliser sur ces valeurs et les transformer en piliers sur lesquels bâtir son avenir.

PERSPECTIVE 41

L'urbanisation peut être spontanée et/ou planifiée. Cependant, l'urbanisation spontanée a fait naître des limites en termes d'espaces publics, de services de base et de qualité de vie. D'un autre côté, l'urbanisation planifiée augmente les bénéfices des villes tels que leur capacité à générer de la richesse et des emplois, ainsi que des bénéfices liés à la coexistence et la diversité des échanges culturels (Clos, 2016). Toutefois, le secteur informel semble prendre la tête du projet d'urbanisation et contribue à l'escalade de l'étalement urbain et du développement péri-urbain spontané dans le monde entier. Des centaines de millions de citoyens des zones urbaines sont de plus en plus vulnérables face à la montée du niveau de la mer, aux inondations côtières et à d'autres catastrophes liées au changement climatique. Ce ne sont que quelques-uns des principaux défis que la planification et la gouvernance contemporaines ne parviennent pas à relever.

## MODÈLES D'URBANISATION

L'impact des forces mondiales et la façon dont les villes définissent leur projet d'urbanisation ne varient pas que d'un pays à l'autre mais également d'une ville et/ou d'un quartier à l'autre (Pereira Roders, 2013). Certaines villes, comme São Paulo (Brésil), décident d'étendre leurs zones urbaines de façon horizontale en urbanisant les zones rurales et écologiques environnantes. Certaines villes choisissent d'étendre leurs zones urbaines de façon verticale en augmentant leur densité grâce à des bâtiments plus hauts et/ou plus imposants, ce qui a pour conséquence la destruction du parc immobilier existant et/ou de vestiges archéologiques, comme à Shanghai (Chine), et/ou la construction de nouveaux bâtiments sur d'anciennes zones publiques, comme à Zanzibar (République unie de Tanzanie).

D'autres villes encore se limitent à leur zone urbaine. Certaines font tout leur possible pour préserver leur plan urbain, comme New York (États Unis), d'autres la typologie de leurs bâtiments, comme Galle (Sri Lanka) et d'autres encore leurs fonctions principales, comme la ville portuaire de Rotterdam (Pays-Bas). À l'inverse, il existe des villes qui choisissent délibérément de ne conserver que leur position géographique, remplaçant leurs environnements bâtis, leurs infrastructures et leurs dynamiques urbaine au fil du temps, comme Macao (Chine). Certaines villes optent pour la réduction de leur degré d'urbanisation en reconvertissant leurs zones urbaines en zones rurales et naturelles, comme c'est le cas avec le parc de la citadelle de Kowloon à Hong Kong (Chine). Certaines décident d'attendre le bon moment pour se développer, comme Ballarat (Australie), tandis que d'autres mettent tout simplement un terme à leur projet d'urbanisation, comme Takwa (Kenya).

Les villes sont peut-être uniques si l'on considère leur projet d'urbanisation dans son ensemble, mais lorsqu'on les compare de façon analytique, on remarque plusieurs points communs. Toutes les villes doivent mettre à la disposition de leurs communautés des logements, des infrastructures, des locaux et des moyens de vivre (éducation, emploi, loisirs, etc.). D'anciennes villes telle que Damas (République arabe

syrienne) et des sites archéologiques tel que Carthage (Tunisie), tous deux inscrits à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, peuvent nous enseigner comment et pourquoi certaines villes réussissent à mettre en place des projets d'urbanisation qui sont toujours en application aujourd'hui alors que d'autres échouent et, lorsqu'elles ne sont pas détruites, font office de sites archéologiques. On ne sait cependant pas grand-chose des raisons pour lesquelles les villes choisissent un ou plusieurs modèles d'urbanisation au fil du temps, de la même façon qu'on ne sait pas lequel de ces modèles d'urbanisation s'est révélé le plus inclusif, sûr, résilient et durable.

### ÉTUDE DE CAS 103

Bangkok (Thaïlande)

#### Le patrimoine comme atout du développement et de l'autonomie communautaires



Située en équilibre précaire le long de l'un des pans restants de l'ancienne muraille de Bangkok (Thaïlande), la commune de Pom Mahakan ne compte pas plus de 300 habitants. Pour les acteurs responsables de la gestion urbaine, Pom Mahakan est une colonie de squatters car ses résidents vivent dans des taudis dangereux et délabrés et ne possèdent pas de titre de propriété. Ils considèrent la commune comme un désagrément visuel et un obstacle à leurs programmes ambitieux de création d'une zone urbaine hautement esthétique autour de Rattanakosin, le cœur spirituel, historique et architectural de Bangkok et de la nation. Pour ses habitants, Pom Mahakan est une communauté dynamique d'honnêtes travailleurs qui vivent ici depuis des générations, les membres se considérant en effet comme une seule grande famille ; et dont l'administration continue de la zone historique devrait être vue comme un atout pour la durabilité.

La communauté de Pom Mahakan est diversifiée en termes d'origines ethniques et de religion : deux familles musulmanes vivent aux côtés d'autres familles dont les ancêtres étaient des migrants venus du Nord-Est de la Thaïlande ou de Chine. Après des décennies de vie en communauté, ils ont construit une identité commune qui est littéralement liée à la terre sur laquelle ils vivent. Les habitants considèrent leur communauté comme un microcosme au cœur de la Thaïlande : un endroit accueillant où la diversité n'est pas simplement tolérée mais où elle est un atout pour la solidarité sociale et pour une coexistence harmonieuse. Pour certains administrateurs, cependant, cette population est trop hétérogène pour former une vraie communauté, ses membres n'ont pas d'origine commune et ne possèdent aucune pratique artisanale commune. De plus la durée de leur présence n'est pas suffisante pour qu'ils puissent prétendre devenir propriétaires des terres qu'ils habitent.

Les habitants de Pom Mahakan ne font pas qu'affirmer que leur communauté mérite de rester là où elle est établie ; ils le prouvent. Ils ont mis en place un système efficace de gouvernance autonome et de gestion communautaire qui est toujours à l'affût d'une nouvelle menace d'expulsion. Les habitants ont réussi à défendre leur communauté contre le fléau de la drogue qui a ravagé d'autres communautés, aussi bien rurales qu'urbaines, leurs maisons sont propres et les espaces publics sont entretenus. La communauté a mis en avant le concept d'une administration au sein de laquelle ils font office de gardiens de la zone en maintenant leur propre mode de vie tout en s'adaptant à la préservation historique et à l'accessibilité des touristes venus de Thaïlande et du reste du monde.

Préparée par Frank Proschan



Potosí (État plurinational de Bolivie)  
© Hervé Casterman

#### ÉTUDE DE CAS 104

Bologne (Italie)

### Un modèle de gouvernance décentralisé

Bologne, capitale de la région d'Émilie-Romagne dans le nord de l'Italie, s'est depuis longtemps distinguée en tant que centre de commerce et d'apprentissage. Elle a eu recours à la participation de ses citoyens afin de réinterpréter les programmes territoriaux de régénération, améliorant ainsi l'identité historique de la ville et mettant à jour ses structures en fonction des besoins actuels. Entre 2004 et 2009, la municipalité de Bologne a révisé son programme territorial selon la législation sur l'aménagement urbain d'Émilie-Romagne et a ainsi pu proposer son Programme structurel municipal. Ce Programme structurel fournit une feuille de route pour le développement de Bologne, qui donne la priorité à la préservation de son patrimoine et de son identité culturelle et permet d'étendre la notion de patrimoine afin d'y inclure l'environnement urbain étendu.

Déjà caractérisée par une structure de gouvernance extrêmement décentralisée, la municipalité de Bologne a créé le Forum municipal, qui a donné une nouvelle dimension aux processus participatifs de prise de décisions pour la mise en œuvre du Programme structurel. Ce forum rassemble les citoyens et les représentants des institutions par le biais d'ateliers d'aménagement urbain participatifs. L'un des résultats les plus évidents de ce Programme structurel est la réhabilitation de monuments et de bâtiments historiques pour qu'ils accueillent des services publics. Il a également compris la transformation de la Sala Borsa, l'ancienne bourse, en la plus grande médiathèque d'Italie et la transformation de l'ancienne foire commerciale en un quartier culturel par le biais du projet « Manifattura delle Arti » en associant la municipalité auparavant décentralisée et les institutions culturelles universitaires, offrant ainsi un nouvel espace pour la Galleria d'Arte Maggiore et pour la Cineteca et fondant le cinéma d'art et d'essai Lumière et la Commission du film. De même, le projet « Bologne des musées », basé sur une coordination accrue entre les musées publics et privés, a conduit à l'ouverture d'un nouvel espace pour la Galerie d'art moderne au Forno del Pane en 2007.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3



culturelle ; ce qui peut avoir un impact profond sur les valeurs communautaires et les ressources urbaines ainsi que sur le patrimoine urbain et culturel (ICOMOS, 2016). La densification peut également engendrer la disparition de services et d'espaces publics, des infrastructures inadaptées, une pauvreté écrasante, un isolement social et un risque accru de catastrophes liées au changement climatique. En plus d'entraîner une fragmentation sociale et spatiale, elle provoque une détérioration importante de la qualité de l'environnement urbain et de zones rurales environnantes. L'argument général, bien que totalement infondé, en faveur de la destruction et de la construction de nouveaux bâtiments et de nouvelles infrastructures au sein des villes est que le neuf sera meilleur que l'ancien.

Au fil des siècles, les mouvements contre certains modèles d'urbanisation et leur impact sur les villes et leurs communautés sont passés d'une préoccupation des élites à une question de démocratie et de droits de l'homme. On considère que la conservation, tout comme l'histoire, implique un engagement conscient avec pour objectif d'assurer une continuité culturelle, même là où la mémoire culturelle vivante a cessé d'exister (Matero, 2000). À l'origine, les efforts de conservation urbaine se concentraient sur la conservation de monuments et de matériaux spécifiques, mais depuis, ils se sont étendus jusqu'à inclure à la fois le patrimoine naturel et le patrimoine culturel ainsi que les ressources mobilières et immobilières, matérielles et immatérielles. La conservation du patrimoine a également été redéfinie en tant que gestion du changement (Teutonico et Matero, 2003) et, dans certaines villes, les efforts ne sont plus dirigés par les gouvernements locaux à eux seuls, mais par les acteurs de la société civile et du secteur privé. Malgré une croissance stable des zones classées au patrimoine mondial, leur statut de conservation semble décliner de façon continue et leur développement est l'une des menaces principales auxquelles elles doivent faire face (Araoz, 2011).

Cette expansion en termes de diversité et d'approche culturelle est fortement débattue de façon théorique et étudiée par des projets pilotes spécifiques. Cependant, un changement plus structurel de la gouvernance urbaine est nécessaire si les villes veulent devenir plus intelligentes en matière de gestion des ressources et de conservation du patrimoine. La gouvernance urbaine peut jouer un rôle déterminant en satisfaisant convenablement les besoins tout en empêchant la destruction des ressources naturelles et urbaines. Lorsque les ressources urbaines sont optimisées, qu'elles adaptent l'urbanisation à la diversité culturelle des villes, à leur patrimoine et à leur identité ; il n'est pas autant nécessaire d'avoir recours à des ressources naturelles et à la construction de nouveaux bâtiments et de nouvelles zones urbaines à partir de rien. Grâce à une stratification des ressources urbaines élaborée au fil du temps, la société

On sait que les villes compactes sont bénéfiques pour la société car elles possèdent un taux d'innovation supérieur, une empreinte carbone inférieure et encouragent davantage les déplacements à pied ou à vélo. Ces villes compactes montrent cependant des niveaux de pollution atmosphérique et d'effets d'îlot de chaleur plus élevés (Angel, 2012). Afin de devenir plus compactes, les villes implorent, entraînant souvent un processus d'urbanisation axé sur la densification, tandis que les ressources urbaines se transforment et que les dynamiques urbaines s'intensifient (Bandarin et van Oers, 2012). La densification peut provoquer la démolition et le gaspillage du parc immobilier existant, une densité immobilière excessive, et la construction de bâtiments standardisés qui ne respectent pas leur cadre et leur diversité

peut apprendre à valoriser son évolution et la façon dont elle est arrivée là où elle en est aujourd'hui. Les zones anciennes peuvent avoir de nouveaux usages et les traditions peuvent être réinventées. Une telle approche attire nécessairement plus l'attention sur la diversité culturelle des villes qu'une approche qui ne ferait que segmenter les zones anciennes de la ville et les laisserait se dégrader. Tout comme il faut maintenir l'engagement des anciennes générations impliquées dans l'éducation des nouvelles générations, il faut apprendre de leurs expériences et tirer des leçons de leurs connaissances plutôt que de les condamner à l'isolement et à l'obsolescence.

**ÉTUDE DE CAS 105**

Kyoto (Japon)

**Optimiser les politiques urbaines pour la culture**

Aussi connue sous le nom de Ville aux dix mille sanctuaires, Kyoto est l'ancienne capitale impériale du Japon dont les monuments historiques regroupent tout un éventail de bâtiments religieux, administratifs et vernaculaires et dont la morphologie urbaine a été efficacement préservée. À Kyoto, la modernité japonaise va de pair avec une approche de la préservation du patrimoine et une reconnaissance croissante de cette préservation de la part des institutions. Le tourisme n'est pas la seule industrie à y prospérer, les industries traditionnelles locales et les nombreuses institutions éducatives liées à la culture japonaise contribuent à la réputation florissante de la ville. Les industries principales de Kyoto regroupent l'artisanat et les pratiques japonaises ancrés dans la tradition, comme la confection de kimonos et les quartiers des geishas. La ville est également célèbre car elle organise depuis plus de 1 000 ans des festivals tels que le Gion Matsuri qui a toujours lieu de nos jours.

Dans le cadre de la Nouvelle politique concernant le paysage de la ville lancée en 2007, cinq actions de base ont été développées autour du concept du paysage urbain historique et adaptées aux spécificités de la région : (1) se conformer au paysage environnant du bassin ; (2) maintenir l'harmonie entre la culture traditionnelle et le développement moderne ; (3) conserver la multitude d'espaces qui illustrent les caractéristiques uniques et l'identité de Kyoto ; (4) améliorer les moyens de subsistance de la ville : et (5) encourager le développement de partenariats entre les autorités du gouvernement, les résidents locaux et les entreprises locales. Une cartographie globale de Kyoto et de ses régions environnantes a été réalisée. La Politique concernant le paysage urbain de Kyoto définie par les piliers susmentionnés s'est incarnée en cinq éléments principaux qui déterminent l'aménagement du territoire et la législation de Kyoto : (1) la restriction de la hauteur des constructions ; (2) le contrôle de la forme des nouvelles constructions ; (3) le décor et les panoramas environnants ; (4) la régulation des publicités commerciales ; et (5) les paysages urbains historiques.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

Cette approche est possible pour une ville mais elle pourrait également être extrêmement bénéfique si on étudiait sa mise en œuvre aux niveaux régional et national. Une coopération et un partenariat renforcés à l'échelle de la région aideraient les villes à continuer à prospérer bien plus que si elles étaient isolées. Le déclin de la population urbaine de certaines villes pourrait leur permettre de fournir des ressources à celles dont la population est en

augmentation. La conservation urbaine en est toujours à ses premiers pas en termes de gouvernance urbaine mais étant donné le niveau de demande et d'urgence, il est attendu que celle-ci se développe considérablement au cours des décennies à venir.

**ÉTUDE DE CAS 106**

Riga (Lettonie)

**Tirer parti de la coopération à plusieurs niveaux pour renforcer l'identité culturelle**



La capitale lettone a tiré parti d'une collaboration solide entre l'État et les institutions municipales locales pour faire progresser son développement culturel. L'Inspection d'État de la protection du patrimoine et le Conseil de la ville de Riga, qui comprend le Département du développement de la ville de Riga, le Comité de construction de la ville de Riga et le Bureau des architectes de la ville de Riga, sont chargés du programme de développement à long terme de la ville. En outre, le Conseil pour la préservation et le développement du centre historique de Riga a été fondé en 2003, permettant ainsi à toutes les parties prenantes de s'investir dans les processus de préservation et de régénération du vieux centre-ville. Ces trois organismes ont reçu le soutien de l'Institut urbain de Riga, et en particulier de son réseau Free Riga, dans le cadre d'un projet de régénération urbaine, de récupération des déchets et de réhabilitation des espaces délabrés, des vieux bâtiments et des anciennes usines pour un usage culturel et social. La coopération entre les différents domaines et entre les différentes régions et autorités a facilité l'organisation d'activités culturelles et créatives, comme le prouve la multitude d'événements accueillis par Riga au cours de la dernière décennie ; et a permis la nomination de la ville en tant que Capitale européenne de la culture en 2014, ce qui a largement contribué à son développement et à sa régénération.

Source : Institut Strelka pour les médias, l'architecture et le design, rapport sur la zone d'étude 4.

**MODÈLES DE GOUVERNANCE URBAINE**

Les pays sont bien conscients du rôle important de la conservation urbaine pour leur développement urbain durable et un nombre suffisant de recommandations et de conventions internationales le confirme. Récemment, les pays du monde entier ont accepté de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables d'ici à 2030 (Nations Unies, 2015), ce qui nécessite que tous les pays, villes et communautés renforcent leurs efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial. Cependant, une question reste encore sans réponse : Comment les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial peuvent-ils être renforcés ?

Les forces mondiales susmentionnées - la croissance de la population urbaine, la crise économique, le changement climatique et technologique - engendrent des transformations des programmes stratégiques locaux ainsi que des réformes des processus d'aménagement urbain et de gouvernance. L'impact de ces forces sur l'aménagement urbain et sur la



gouvernance n'est pas uniforme et dépend des formes spécifiques de l'aménagement urbain qui sont le produit du modèle social dominant (Jepsen et Serrano, 2005). Les quatre formes principales d'aménagement urbain qui ont été définies se concentrent sur : (a) l'architecture urbaine et (b) l'occupation des sols, ainsi que sur (c) des approches indicatives axées sur la politique et (d) des approches stratégiques et intégrées par secteur (Dürh et al., 2010). Les approches nationales se basent sur une combinaison de modèles en démontrant cependant généralement une approche dominante.

Des études antérieures ont révélé la faiblesse des approches stratégiques en termes de coordination des actions d'un nombre plus élevé de parties prenantes – privées, publiques et de la société civile – dans le cadre de la conservation urbaine, et de la conservation du patrimoine en particulier (Pendlebury, 2009). Les précédentes formes d'aménagement urbain – notamment le zonage et les réseaux de transports – semblent contribuer à l'étalement urbain, à la dégradation de l'environnement et aux émissions de gaz à effet de serre (AEE, 2006). La demande d'une meilleure compréhension des processus et des impacts de l'aménagement urbain et de la gouvernance quant à la conservation urbaine a clairement été exprimée.

Aujourd'hui, une attention plus soutenue est portée à l'impact des projets d'urbanisation à grande échelle motivés par les modèles d'expansion urbaine. La pratique d'évaluations de l'impact environnemental et/ou d'évaluations environnementales stratégiques par des experts du patrimoine naturel ; ou des modèles de densification, comme les immeubles de grande hauteur, par des experts du patrimoine culturel ; s'est développée et il y a aujourd'hui beaucoup plus d'évaluations et d'experts en études d'impact (impact social, impact sur la santé ou impact sur le patrimoine).

Les projets de développement et les modèles de densification spécifiques, comme les immeubles de grande hauteur, sont surveillés de près et leur impact est évalué par des experts du patrimoine culturel. Cependant, la gestion est souvent axée sur le projet et déconnectée du reste, négligeant donc les impacts croissants et/ou accumulés des interventions à petite échelle. À l'exception des ressources du patrimoine mondial et de celles inscrites à la Liste du patrimoine mondial, les ressources urbaines sont largement laissées sans surveillance et, en conséquence, le statut de leur utilisation et de leur conservation est indéterminé.

L'aménagement et la gouvernance à l'échelle de la ville doivent devenir plus intelligents et atteindre les cibles définies par les Objectifs de développement durable. La Recommandation de l'UNESCO concernant le paysage urbain historique est essentielle à une plus grande efficacité des ressources et de la gestion de la gouvernance urbaine, non pas parce qu'elle fournit une feuille de route qui mène au succès, mais parce qu'elle favorise la capacité des villes à apprendre et à devenir plus intelligentes. Ainsi, les villes doivent avoir recours à un processus cyclique d'adaptation, de diffusion, de mise en œuvre et de suivi de la gouvernance urbaine, et plus particulièrement de la gestion du patrimoine

## PERSPECTIVE 42

**S'ENGAGER POUR LA CULTURE DANS LES POLITIQUES URBAINES**

Xu Qin, Maire de Shenzhen (Chine)

La culture est une représentation importante du pouvoir d'influence de la ville ainsi qu'un moteur du développement durable. L'amélioration du développement culturel soutient la continuité historique et le patrimoine culturel qui enrichit le sens et la valeur de la ville. Elle représente une force importante pour le développement urbain durable et peut également aider à accroître l'inclusivité, à promouvoir le dialogue et la communication, à inspirer l'innovation et la créativité parmi les citoyens.

En tant que ville de l'immigration qui se targue de son ouverture, de son inclusivité et de sa diversité culturelle, Shenzhen a développé une culture de l'innovation et de la tolérance ainsi qu'un engagement envers une croissance constante de qualité. Nous prêtons attention au rôle de la culture

dans le processus de développement urbain durable, afin d'améliorer la communication et la coopération culturelle entre différentes régions du monde et de développer les industries culturelles et créatives avec énergie. En 2013, Shenzhen a reçu la distinction de Ville modèle mondiale pour la promotion des livres et de la lecture de la part de l'UNESCO. Nous accueillons également des activités culturelles chaque année, comme le Mois de la lecture et le Salon international des industries culturelles (ICIF) qui contribuent aux efforts de mise en place de services culturels pour le bien public. Nous nous sommes engagés à améliorer encore l'ouverture, l'inclusivité et l'innovation de la ville ainsi que la qualité du développement urbain. La culture est primordiale si l'on souhaite jouir d'un nombre infini de possibilités quant au futur de Shenzhen.

(UNESCO, 2011). Les méthodes et les outils actuels en termes de gouvernance urbaine ont peut-être été efficaces par le passé, mais se révèlent aujourd'hui inefficaces face aux défis présents et à venir. L'évaluation de leur efficacité et le suivi d'un processus de réforme continu d'aménagement et de gouvernance à l'échelle humaine permet aux villes de garder le contrôle et de mieux aborder l'efficacité et la durabilité des ressources.

Certains outils et certaines méthodes peuvent être considérés efficaces dans une ville et inefficaces dans une autre ; et les villes ne devraient donc pas rejeter une méthode de prime abord en partant du postulat qu'elle a échoué dans d'autres villes. Avec les technologies que nous possédons aujourd'hui, les villes n'ont plus à apprendre seules. Le monde regorge d'expériences diverses et, au fil du temps, les villes peuvent apprendre les unes des autres. L'efficacité de certaines méthodes ou de certains outils est souvent généralisée ou régionalisée trop vite sans prendre en considération leurs cadres contextuel, temporel et spatial.

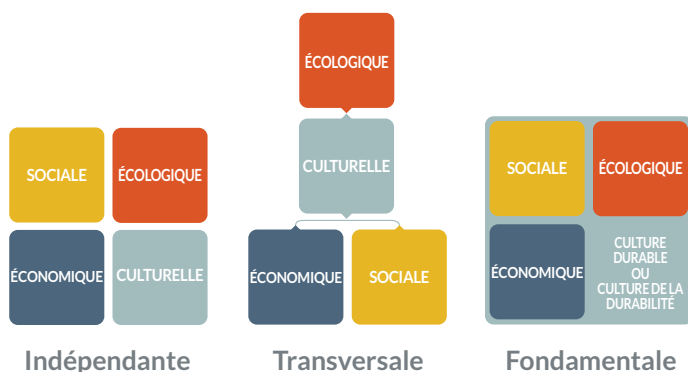
Le rôle de la culture pour le développement durable, et en particulier pour la gouvernance urbaine, a été débattu pendant de nombreuses années et semble ne plus être remis en question. Soini et Birkeland (2014) rendent compte de trois approches principales d'intégration de la culture au développement durable : (1) la culture en elle-même, le quatrième pilier de la durabilité ; (2) la culture de façon transversale, un moteur du développement durable ; et (3) la culture de façon fondamentale, en tant que culture de la durabilité (Figure 3).

Les forces et les faiblesses, les opportunités et les dangers de telles approches sont grandement sous-étudiés, et il n'y a pas de compréhension globale de la façon dont elles diffèrent ou se rapprochent, de leur mise en pratique, ou de leur efficacité pour aider les villes à atteindre un développement urbain durable. Des recherches approfondies sont nécessaires mais elles requièrent la coopération de

différentes disciplines, d'universitaires et des gouvernements. La reconnaissance des pratiques culturelles dans toute leur diversité, ainsi que du rôle qu'elles jouent dans le développement durable des villes, est essentielle afin d'identifier et d'évaluer le rôle de la culture par rapport à d'autres domaines du développement durable.

Figure 3. LES TROIS APPROCHES PRINCIPALES DU RÔLE DE LA CULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE MONDIAL

Adapté de Soini et Birkeland, 2014 ; Pereira Roders, 2013



### UNE GOUVERNANCE URBAINE PLUS INTELLIGENTE

La gouvernance urbaine intelligente est au cœur des initiatives des villes intelligentes. L'ouvrage de Chourabi et al. (2012) identifie huit groupes de facteurs de réussite des initiatives des villes intelligentes : (1) la gestion et l'organisation ; (2) la technologie ; (3) la gouvernance ; (4) la politique ; (5) les populations et les communautés ; (6) l'économie ; (7) les infrastructures bâties ; et (8) l'environnement (Figure 4).

Figure 4. CADRE DES INITIATIVES DE LA VILLE INTELLIGENTE

Source : Chourabi et al., 2012



« Les politiques urbaines, à l'ère d'une activité gouvernementale accrue en termes de planification et de bien-être, doivent équilibrer les demandes grandissantes d'un contrôle bureaucratique central et celles d'une prise en compte approfondies des besoins spécifiques des intérêts locaux et spécifiques. Le bien-être de tous et le bien-être des minorités méritent tous deux d'être soutenus. L'aménagement doit être structuré et mis en œuvre afin de prendre en considération la bifurcation inévitable de l'intérêt public.

Paul Davidoff, urbaniste et théoricien de l'urbanisme

Il note également un déséquilibre dans la littérature disponible par groupe de facteurs. Pour être plus précis, il y a peu de littérature sur les cas de villes intelligentes qui abordent les problèmes liés à la gouvernance urbaine. Ces études ont révélé un nombre croissant de villes dans le monde qui mènent des projets et des initiatives pour une gouvernance urbaine plus intelligente (Griffith, 2001). Beaucoup d'entre elles visent à mieux servir à la communauté et à améliorer leur qualité de vie. De nouveau, l'ouvrage de Chourabi et al. (2012) identifie huit facteurs clés qui déterminent le succès ou l'échec de la gouvernance. Ceux-ci sont respectivement : (1) la collaboration ; (2) l'encadrement et la promotion ; (3) la participation et le partenariat ; (4) la communication ; (5) l'échange de données ; (6) l'intégration des services et des applications ; (7) la responsabilité ; et (8) la transparence.

Afin d'innover et de devenir plus intelligente, la gouvernance urbaine a besoin d'un moteur normatif quant à sa politique. Cependant, les changements des politiques urbaines sont considérés plus ambigus car c'est la politique qui statue sur les problèmes institutionnels et non techniques et qui engendre les conditions qui permettent le développement urbain durable (Yigitcanlar et Velibeyoglu, 2008). Ces conditions englobent les lois et les réglementations, mais aussi les normes, les actions ou les comportements que les individus jugent bons ou qu'ils sont habitués à tenir pour acquis (Sout, 2000).

Les systèmes fédéraux, comme aux États-Unis, au Canada et au Mexique, doivent faire face à des défis supplémentaires dus aux particularités des relations entre les différents niveaux de gouvernance. Les défis liés à la gouvernance sur plusieurs niveaux sont devenus un modèle pour les villes du monde qui possèdent différents niveaux interdépendants, avec des parties prenantes des niveaux supranational à national ou infranational impliquées dans la gouvernance urbaine.

Tandis que par le passé la gouvernance était principalement nationale, les institutions intergouvernementales et supranationales guident de plus en plus le développement mondial et régional. En parallèle, une interdépendance plus importante se développe entre les gouvernements nationaux et infranationaux, et les gouvernements locaux se positionnent en chefs de file et coopèrent même directement avec les institutions intergouvernementales.

## ÉTUDE DE CAS 107

Istanbul (Turquie)

**S'adapter à la politique urbaine et au paysage législatif**

Depuis 1985, plusieurs sites du centre historique d'Istanbul ont été reconnus comme Zones historiques d'Istanbul, bien du patrimoine mondial de l'UNESCO. La gestion intégrée, notamment du tourisme et de la gestion des visiteurs, s'est révélée d'une importance vitale pour Istanbul qui est l'une des premières destinations touristiques d'Europe.

Le début des années 2000 a apporté son lot de changements à la politique et à la législation de la ville, avec par exemple un nouveau cadre qui influe directement sur les projets de renouvellement urbain et sur la vie culturelle de la ville. Les lois municipales actuelles de la ville, introduites en 2004 et en 2005, ont étendu les compétences juridiques de la commune, lui donnant ainsi le contrôle des municipalités de district. La Loi sur la protection des biens historiques et culturels en ruine par la rénovation (n° 5366) a été ratifiée en 2005, de même que d'autres lois visant à permettre la transformation urbaine de la ville, en conférant aux municipalités l'autorité nécessaire à la mise en œuvre de projets de réaménagement sans avoir à passer par les réglementations standards du système juridique. Cela a également facilité la création de partenariats et de collaborations entre les municipalités et les entreprises privées, ce qui a parfois mené à l'autorisation de projets de grande envergure. Ces projets urbains de grande envergure ont été accueillis à Istanbul par les vives critiques du public. Certains groupes ont remis en cause ces projets en avançant qu'ils exacerbent les inégalités socio-économiques, que le public n'était pas impliqué dans les processus décisionnaires et que la majorité des individus n'en tirait aucun bénéfice. En 2013, le projet de construction d'un vaste centre commercial dans le parc Gezi a été interrompu à la suite de protestations du public.

Les changements de cadres politiques et législatifs ont également posé les jalons des initiatives artistiques et des partenariats entre la société civile, les associations à but non lucratif et les associations culturelles de la ville. Cela a permis d'étendre l'offre culturelle et de développer les industries créatives de la ville grâce, par exemple, à la réhabilitation de bâtiments abandonnés à des fins artistiques, le développement d'espaces aux fonctions diversifiées pour les créateurs et la formation de coopératives créatives.

Source : IUAV, rapport sur la zone d'étude 3

Les gouvernements locaux prennent de plus en plus conscience du rôle de la culture dans le développement local (voir Chapitre 9). Les gouvernements locaux savent cependant qu'ils ne peuvent réussir seuls. Les gouvernements infranationaux, nationaux et supranationaux, la société civile et les acteurs du secteur privé ont tous un rôle à jouer dans la cocréation de la gouvernance urbaine. La collaboration, la coordination et le renforcement de la synergie entre les différentes parties prenantes sont ainsi en train de devenir la norme.

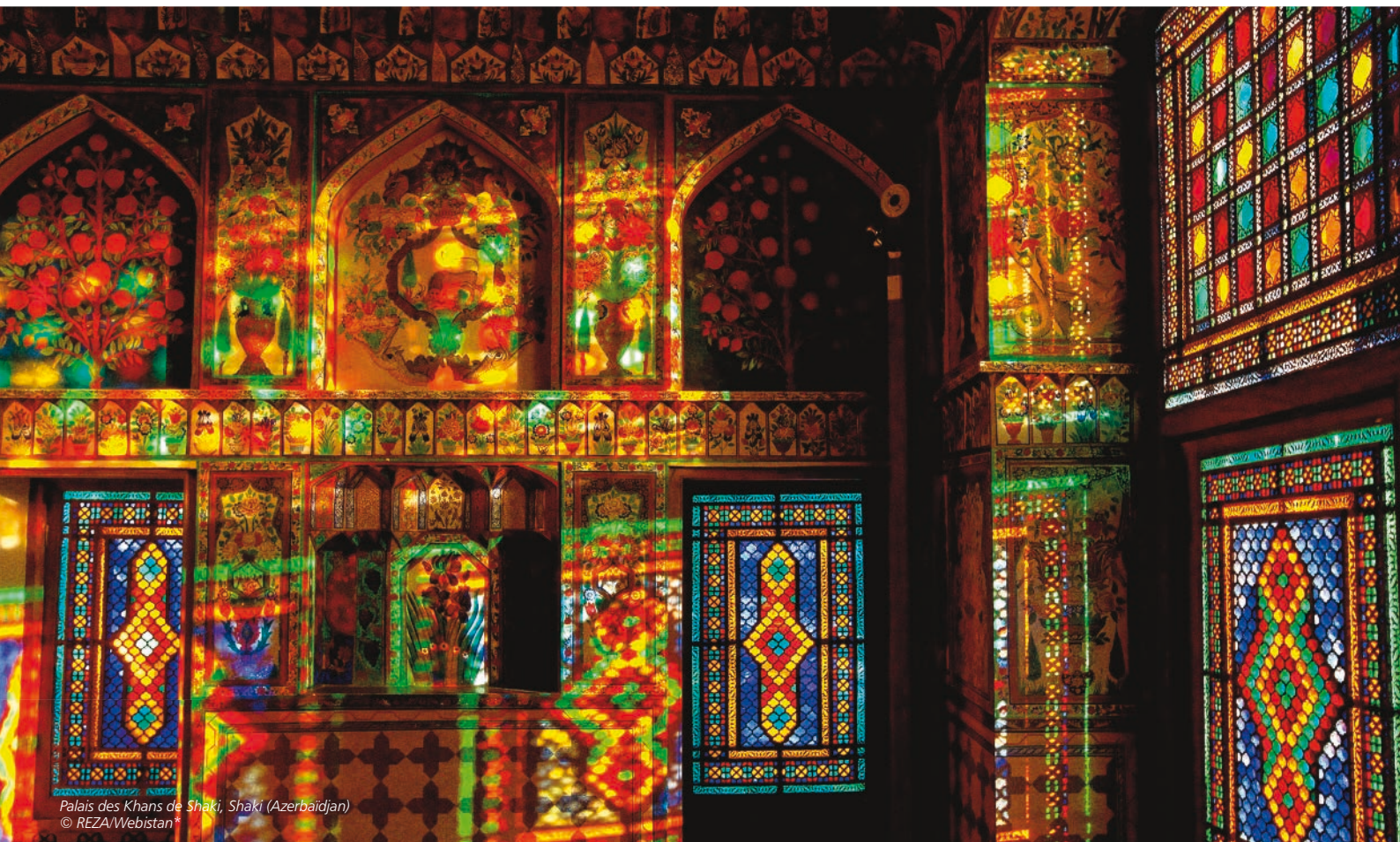
La participation active des communautés locales à l'élaboration, la mise en œuvre et la réforme des politiques publiques a mené à une plus grande inclusivité et à un plus grand respect de la diversité des pratiques culturelles et sociales à travers le monde. Les collaborations avec le monde universitaire, qui impliquent des étudiants et des

intellectuels dans la réforme des politiques publiques ainsi que dans le développement de mécanismes de partenariats entre public-privé, se sont également révélées efficaces. Une progression reste cependant nécessaire, non seulement en convertissant ces coopérations en normes, mais également en autonomisant les différentes parties prenantes grâce à des outils et à des méthodes d'habilitation.

**CONCLUSION**

Une gouvernance urbaine plus intelligente est souhaitable et possible. Des étapes vers une gouvernance supranationale ont déjà été franchies avec l'adoption de la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain et des cibles de renforcement de l'usage et de la conservation du patrimoine national et culturel dans le but d'atteindre l'ODD 11, qui consiste à faire en sorte que les villes soient inclusives, sûres, résilientes et durables. Approfondir la connaissance des ressources et du patrimoine des villes permet d'adopter une approche plus fine de l'aménagement urbain, étayée par des données concrètes et précises, qui favorise le respect des identités culturelles et de l'environnement. Cette approche du développement urbain durable conçoit la ville comme un écosystème dynamique et s'appuie sur de nouvelles formes de gestion urbaine pour développer un cadre intégrant l'ensemble des acteurs, posant ainsi les bases d'une gouvernance intelligente. Il est important de comprendre la façon dont cette démarche aide les villes à se développer et à devenir plus durables, en favorisant notamment le rôle de la culture.

Afin de poser les jalons d'une gouvernance urbaine plus intelligente, l'engagement de toutes les parties prenantes de tous niveaux est nécessaire. Le rôle des autorités locales et des réseaux de villes en tant que plateformes d'échange de connaissances est essentiel. Les politiques urbaines doivent être adaptées afin de faciliter l'inclusion de la culture et du patrimoine dans les méthodes et les outils de planification urbaine et combinées à des moyens financiers pertinents et innovants par le biais, à terme, de partenariats public-privé (voir le Chapitre 12). Le manque de connaissances quant au rôle de la culture dans le développement urbain durable devrait être abordé à tous les niveaux d'une gouvernance multiniveaux. Les partenariats avec les universités peuvent aider à l'identification des ressources urbaines et au développement d'indicateurs, d'outils de suivi, d'instruments financiers ainsi que de programmes de formation et d'éducation pour les professionnels du milieu urbain. En tirant partie de l'expérience des villes anciennes, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pourraient être élaborés dans le but de mesurer les retombées directes et indirectes de la culture sur les politiques urbaines. Ces indicateurs devraient prendre en compte les différents composants des politiques publiques (comme l'économie, l'éducation, le tourisme et la science) et aborder les diverses ressources urbaines, et en particulier le patrimoine matériel et immatériel, culturel et naturel, mobilier et immobilier. Le leitmotiv est de définir et d'employer la gouvernance et la planification urbaine de façon plus proactive, et de tirer parti de la gestion des ressources et de la gestion du patrimoine afin de forger une longue tradition de réactivité dans la résolution des problèmes.

DES OUTILS DE FINANCEMENT  
OPTIMISÉS

Palais des Khans de Shaki, Shaki (Azerbaïdjan)  
© REZA/Webistan\*

## EN BREF

• Dans le domaine de la culture, la répartition des financements et les modèles financiers dominants (financements publics, interventions privées et financements dits de la « troisième sphère ») diffèrent selon les pays. Le financement de la culture dépend des conditions locales telles que la croissance, le niveau de revenu, le système de gouvernance publique, le régime fiscal et le système bancaire. Les mécanismes de financement doivent être adaptés à ces situations locales.

• Les acteurs locaux devraient renforcer leurs investissements en faveur des projets culturels, afin de contribuer à la création d'emploi, à la stabilisation des revenus, à la qualité de vie et au bien-être, en tenant compte du fait que les investissements privés ou publics dans les projets culturels urbains ont des retombées bien plus larges.

• Alors que les financements culturels étaient généralement des processus « imposés d'en haut », de nouveaux acteurs entrent en scène, y compris les communautés et les propriétaires fonciers dans les zones urbaines. Les partenariats public-privé doivent par conséquent être renforcés.

• Les autorités locales ont un rôle crucial à jouer dans l'amélioration de la gestion et du financement des biens culturels dans leurs villes.

## DANS CE CHAPITRE

## Article :

Christian Ost, École de management ICHEC de Bruxelles (Belgique). *Des approches de financement de la culture innovantes dans le contexte du développement urbain*

## Perspectives :

Xavier Greffe et Francesca Cominelli, Université de Paris I Sorbonne (France). *Rénover les logements historiques dans une ville du Patrimoine mondial : le cas de Bordeaux*  
David Throsby, Université de Macquarie (Australie). *Promouvoir le développement urbain durable grâce aux investissements dans le domaine du patrimoine culturel.*

## Études de cas :

Quito (Équateur) *Employer diverses stratégies financières pour restaurer les villes historiques*  
Lagos (Nigéria). *Tirer parti des partenariats entre secteur public et secteur privé pour la durabilité culturelle*  
Hoi An (Viet Nam). *Réinvestir les dividendes économiques pour soutenir la conservation du patrimoine*  
Delhi (Inde). *Un partenariat public-privé comme moteur de la revitalisation du patrimoine*

## Encadrés :

Exemples d'institutions et d'organisations de financement des projets culturels  
Gestion d'un portefeuille de biens culturels urbains  
Investir dans les villes historiques et dans le patrimoine culturel pour un développement durable

# DES APPROCHES DE FINANCEMENT DE LA CULTURE INNOVANTES DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

**CHRISTIAN OST**

École de management ICHEC de Bruxelles (Belgique)

LA QUESTION DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE EST UN VASTE DÉFI, MÊME SI L'ON RECONNAÎT AUJOURD'HUI QUE LES BIENS NATURELS ET CULTURELS DEVRAIENT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME DES OPPORTUNITÉS SIGNIFICATIVES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE. LES BIENS NATURELS ET CULTURELS SONT PRÉSENTS PARTOUT DANS LE MONDE SANS DISCRIMINATION ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES. LES RESSOURCES CULTURELLES SONT PARTOUT. LEUR CONTRIBUTION À UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE EST PROUVÉE, BIEN QUE PARTIELLEMENT RECONNUE, ET LES SOLUTIONS DE FINANCEMENT SONT LOIN D'ÊTRE HORS D'ATTEINTE.

De nombreux projets et investissements culturels ont bénéficié par le passé d'un financement relativement direct par le biais de fonds publics, d'interventions privées ou de financements dits de la « troisième sphère » (associations caritatives, fondations, associations à but non lucratif, etc.). Dans certaines régions du monde, les politiques

publiques fermes en matière de contrôle, de réglementation, de financement et de culture sont presque devenues la norme. Dans d'autres régions, le financement privé est prédominant. Il reste cependant un grand nombre de pays qui manquent d'une intervention publique efficace et d'initiatives financées par le secteur privé dans le cadre de leurs projets culturels.

## ÉTUDE DE CAS 108

Quito (Équateur)

### Employer diverses stratégies financières pour restaurer les villes historiques



Quito, capitale de l'Équateur, compte 2,2 millions d'habitants et se développe rapidement. Elle est généralement considérée comme l'une des villes les plus anciennes et les mieux préservées d'Amérique du Sud. Fondée au XVI<sup>e</sup> siècle par les conquistadors espagnols, la ville se dresse sur les ruines d'un ancien établissement inca précédemment connu sous le nom de Royaume de Quito et combine une architecture religieuse monumentale à des influences espagnoles, italiennes, maures, flamandes et autochtones. Aujourd'hui, Quito est l'une des deux seules villes, avec Cracovie, à être inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et ce, depuis 1978.

À la suite d'un important tremblement de terre en 1987, les efforts de reconstruction ont été soutenus par le Fonds de secours du patrimoine culturel (FONSAL) qui a été actif entre 1987 et 2010. Le FONSAL était principalement financé par les taxes (dont une taxe de 6 % dans le Canton de Quito) et par des prêts concédés par la Banque interaméricaine de développement. Au milieu des années 1990, le Conseil de la ville de Quito a élaboré un plan directeur de conservation du centre historique ; qui comprenait la création d'un trolleybus afin de réduire l'engorgement du trafic et la pollution, des améliorations des systèmes d'égouts et la restauration de bâtiments et d'églises historiques. En parallèle, le « Projet de réhabilitation du centre historique de Quito » a été mis en œuvre afin d'encourager le tourisme en préservant le caractère historique de la ville, en revitalisant les activités commerciales et en facilitant l'accès aux services. Ces deux projets étaient financés par un prêt d'un montant de 41 millions de dollars des États-Unis accordée par la Banque interaméricaine de développement et d'un prêt additionnel de 10,3 millions de dollars des États-Unis par le ministère des Finances.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces programmes, le Conseil de la ville a créé 28 Centres de développement communautaire à travers la ville ; qui coordonnent les activités culturelles, éducatives et récréatives proposées aux habitants. De même, le Programme de gestion participative encourage le recours à des assemblées de paroisse, à des tables rondes et à des forums afin d'impliquer les citoyens dans la gestion du centre historique. Le Programme de gestion du centre historique de Quito, qui vise à renforcer et à protéger la valeur du patrimoine de Quito pour les générations futures, a été lancé en janvier 2014.

Source : Université pontificale catholique du Chili, rapport sur la zone d'étude 8

La crise économique a eu des conséquences profondes dans le monde entier, entraînant des coupes budgétaires, la réduction des dépenses culturelles et le financement de la dette publique. De fait, les financements alloués à la culture iront en réduisant si la valeur économique des projets culturels n'est pas dûment reconnue. Or, cette valeur économique ne pourra être effectivement reconnue que si les retombées culturelles sont mesurées de manière systématique et globale, partagées et diffusées auprès de tous les acteurs concernés.

“ En fin de compte, même après la mondialisation, le désir des individus de s'identifier à un lieu n'est pas près de disparaître. Les hommes ont toujours été une espèce migratrice mais ils se sont toujours installés partout où ils se sont arrêtés. Ce besoin est bien trop ancré dans l'évolution humaine pour s'évaporer aujourd'hui.

Michael B. Teitz, Université de Californie, Berkeley (États-Unis d'Amérique)

La démarche consistant à revisiter les processus de décision dans le champ de la culture au regard des objectifs du développement durable arrive donc à point nommé. Alors que l'intérêt pour la culture s'est accru, les « méthodes traditionnelles » de financement culturel sont devenues limitées, voire obsolètes. Dans ce contexte, les objectifs de développement urbain durable offrent l'occasion de faire évoluer notre conception de la culture en tant que ressource économique, offrant des résultats qui démontrent le bien-fondé d'investissements ciblés et innovants, qu'ils soient publics ou privés.

La Conférence internationale « La culture au service de villes durables » qui s'est tenue à Hangzhou (Chine) en décembre 2015, a mis à disposition une plateforme clé pour le partage d'expériences et propose des recommandations stratégiques pour le renforcement du rôle de la culture dans le développement urbain durable, dans le cadre du Programme 2030 et, en particulier, de son onzième Objectif de développement durable (ODD) « faire en sorte que les

villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » et de sa cible 11.4 « renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » (Nations Unies, 2015).

PERSPECTIVE 43

RÉNOVER LES LOGEMENTS HISTORIQUES DANS UNE VILLE DU PATRIMOINE MONDIAL : LE CAS DE BORDEAUX

Xavier Greffe et Francesca Cominelli, Université Paris I Sorbonne (France)

Bordeaux est une ville portuaire d'environ 250 000 habitants située le long de la Garonne, dans le Sud-Ouest de la France. Au Moyen-Âge, la cité a connu une importante période de prospérité économique qui a déclenché la transformation urbaine et architecturale à l'origine du paysage urbain actuel. En 2007, l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de Bordeaux, Port de la Lune, a contribué à la reconnaissance des valeurs urbaines et architecturales exceptionnelles de la ville et du rôle d'espace d'échange qu'elle a joué pendant plus de 2 000 ans.

Les bâtiments du site sont principalement privés et appartiennent à des particuliers, des entreprises et des associations non gouvernementales. En outre, 64 bâtiments sont classés au registre des monuments historiques, 283 bâtiments sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et 31 ensembles de bâtiments sont protégés en tant que biens du patrimoine industriel.

La ville, et plus précisément son centre historique, souffre d'un marché du logement affaibli caractérisé par de nombreux biens inoccupés ou délabrés, des logements modestes en location, une rotation démographique importante et un manque de diversité de la population. Afin de faire face à ce problème, la ville vise à augmenter sa population de plus de 100 000 personnes et à construire 60 000 nouveaux logements par le biais de son Projet de renouvellement urbain 2008-2030. Une attention particulière est portée au centre historique afin d'améliorer la qualité de vie de ses habitants, de promouvoir son rôle économique et culturel, de permettre une vie moderne dans un environnement urbain restauré et de relever la diversité sociale.

Dans le cadre du Projet de renouvellement urbain, la société d'économie mixte InCité est à la tête de l'aménagement et du renouvellement

du patrimoine bâti de Bordeaux. Jusqu'à aujourd'hui, le projet a bénéficié de deux plans de financement sur 5 ans de 15 millions d'euros, de 2003 à 2008 et de 2011 à 2016. Les aides financières soutiennent les particuliers, les propriétaires occupants et les familles à faible revenu qui sont prêts à acheter un bien immobilier dans le centre historique ; ainsi que les propriétaires qui mettent leurs biens en location à des prix raisonnables. Ces aides sont adaptées à chaque situation particulière et peuvent être utilisées pour améliorer le confort, la sécurité, l'hygiène et l'ameublement d'appartements et de maisons ou l'efficacité énergétique des logements ; mais aussi pour adapter les logements aux besoins des personnes âgées et à mobilité réduite. Elles permettent également aux propriétaires d'entamer des travaux de restauration afin de préserver le patrimoine culturel et d'améliorer l'attractivité du centre historique, à la fois pour les habitants et pour les touristes ; de partager les dépenses entre les propriétaires et la municipalité et d'éviter la gentrification des quartiers du centre, au bénéfice de la diversité.

Ce projet a plusieurs retombées positives. Grâce à un système de subventions et d'exonérations fiscales, il encourage la restauration des bâtiments historiques privés. Les locataires peuvent compter sur des loyers réduits ; les propriétaires peuvent, en échange, obtenir une réduction significative de leurs dépenses de restauration ; et la municipalité peut facilement augmenter le nombre de logements disponibles à un prix accessible. En plus de moyens financiers, InCité fournit son aide aux propriétaires dans l'évaluation des coûts liés aux projets de restauration et de leur faisabilité, dans la préparation de demandes de subventions et dans la recherche de futurs locataires. Ces réalisations ont encouragé le lancement de nouveaux travaux de réhabilitation du centre historique ainsi que d'autres quartiers où des projets similaires ont été mis en œuvre.

pour le prêteur. Le facteur clé est de savoir si l'investissement se justifie financièrement. Les investissements liés au tourisme pour des monuments symboliques dans des villes du Patrimoine mondial, par exemple, possèdent un potentiel de rentabilité suffisant pour attirer les investisseurs. De même, les projets de régénération urbaine peuvent être bénéfiques pour des habitants à haut revenu, des entreprises ou des activités commerciales portant sur le luxe. Les centres historiques des pays en développement possédant de fortes valeurs matérielles sont également en mesure d'attirer l'attention et de recevoir un soutien financier international.

Cependant, qu'un investissement privé dans un projet culturel puisse être justifié financièrement ne signifie pas qu'il soit justifié économiquement dans le cas où les résultats sociaux et économiques dudit investissement engendrent des coûts sociaux et économiques qui ne sont pas pris en compte par les investisseurs privés. L'engorgement du trafic, les dégâts sociaux et environnementaux, la gentrification et l'exclusion sociale en sont des exemples. De plus, les pouvoirs publics ne devraient pas être exonérés d'une justification économique satisfaisante à propos d'investissements culturels en mesure de générer des impacts plus larges.

Les échecs du marché, les effets externes et les caractéristiques particulières de la définition de « bien public » pour les biens culturels et naturels ont été longuement débattus au fil de ces dernières décennies parmi les économistes. Il y a consensus sur la nécessité de réaliser des évaluations fiables de la valeur économique avant toute décision publique ou privée dans le domaine de la culture ; et sur l'idée que le soutien de la culture devrait être au cœur d'autres domaines de politique sociale et économique, de façon à « encourager une approche multidisciplinaire qui promeut la pensée latérale » (KEA European Affairs, 2012).

VERS DES PROJETS FINANCIÈREMENT ET ÉCONOMIQUEMENT JUSTIFIÉS

La culture a bénéficié d'une large gamme d'instruments financiers fiables par le passé. Même si les biens culturels urbains paraissent être similaires partout dans le monde (musées, bâtiments du patrimoine, espaces publics, etc.) ; les conditions locales déterminent la façon dont les instruments financiers varient d'un pays à un autre en fonction de sa croissance, de ses revenus, de sa gouvernance publique, de son système fiscal et de ses structures bancaires. À l'avenir, quatre types de mesures vont se démocratiser dans tous les pays (Conseil de l'Europe, 1991a ; 1991b).

**Des mesures administratives** visant à mettre en place des conditions favorables pour les investisseurs potentiels. Cela implique la diffusion d'informations pratiques quant à l'utilisation ou la réutilisation du patrimoine culturel, des programmes de gestion pour les monuments ou zones d'importance reconnue, la simplification des procédures administratives, la désignation de coordinateurs de projet et d'opérateurs de terrain ainsi que l'adoption de politique de location favorables.

LES DÉFIS DU FINANCEMENT DE LA CULTURE

Le contexte de crise économique, et plus particulièrement la crise financière et bancaire, a affaibli le financement de façon générale, sur tous marchés. Paradoxalement, une crise économique est synonyme de forte liquidité du marché financier combinée à une difficulté croissante de financement de projets individuels et collectifs due à la perte de rentabilité des projets, à une incertitude accrue et à un risque élevé



Shanghai (Chine)  
© Rawpixel.com/Shutterstock.com\*

**Des mesures d'intervention** visant à mobiliser les investisseurs privés, à encourager le réinvestissement des profits dans de nouvelles opérations de conservation par le biais de fonds renouvelables et de programmes de rénovation de logements.

**Des mesures financières** qui recouvrent les subventions (ou les bourses), les systèmes de prêt (prêts hypothécaires à faible taux, garanties publiques, délais de remboursement prolongés) et les taxes favorisant l'investissement et les initiatives risquées (taxe sur le tourisme culturel, impôts sur le revenu ou sur les bénéficiaires, frais de succession, taxes foncières et immobilières, taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur les ventes liées à la culture).

**Des mesures spécifiques** pour la promotion du parrainage pourront être prises afin d'encourager les dons ou le mécénat grâce à une fiscalité incitative (pour les individus, les entreprises, les fondations, les associations à but non lucratif) et à des cadres juridiques appropriés qui encouragent les actions philanthropiques et caritatives en faveur des projets culturels.

En dehors des mesures communes susmentionnées, la collecte de fonds restera l'objectif principal de nombreuses associations à but non lucratif de par le monde. De nos jours, il existe de nombreuses sources spécifiques de financement telles que les loteries, les accords de concession, les transferts de droits de développement ou les initiatives de financement participatif, pour ne citer que celles-ci. Tandis que les décisions en faveur de la culture avaient généralement tendance à s'incarner dans des processus descendants entrepris par d'importantes organisations publiques ou privées ; de nouvelles parties prenantes, y compris des communautés et des propriétaires immobiliers, prennent les devants.

## FINANCER L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ GRÂCE AUX BIENS CULTURELS URBAINS

Les projets culturels qui se déroulent dans un contexte de durabilité urbaine peuvent être financés par des programmes de nature technologique ou économique plus importants (par exemple les villes intelligentes) ; en établissant des réseaux et en encourageant l'innovation et la créativité, l'accent étant mis sur les industries culturelles et créatives.

À une époque où la compétition bat son plein entre les villes qui souhaitent attirer de nouveaux habitants, des visiteurs et des entreprises ; les ressources culturelles et naturelles sont devenues des facteurs essentiels pour développer les

### Encadré 8

## EXEMPLES D'INSTITUTIONS ET D'ORGANISATIONS DE FINANCEMENT DE PROJETS CULTURELS

### Trusts caritatifs

Les individus peuvent avoir recours à un trust caritatif pour léguer la totalité ou une partie de leurs biens au domaine caritatif dans un but philanthropique et afin de profiter de certaines réductions d'impôt. Un trust caritatif peut avoir de nombreuses fonctions et missions différentes et est généralement géré comme une association à but non lucratif, comme c'est le cas du National Trust (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et du J. Paul Getty Trust (États-Unis d'Amérique).

### Fondations

Une fondation est une catégorie juridique d'association à but non lucratif qui distribue dons et soutiens à d'autres organisations ou qui finance son propre objectif caritatif. Ce type d'association à but non lucratif diffère des fondations privées qui sont financées par des individus ou par des familles, comme la Fondation Pierre Bergé-Yves St Laurent et le Réseau Aga Khan de développement.

### Sociétés à responsabilité limitée

Une structure commerciale qui est soit l'entité intermédiaire d'un partenariat, soit une entreprise individuelle et qui a la responsabilité limitée d'une corporation, comme par exemple le société de restauration néerlandaise Stadherstel Amsterdam NV.

### Fonds renouvelables

Fonds ou comptes qui restent disponibles dans le but de financer les opérations continues d'un organisme qui n'est pas soumis à la limite de l'exercice fiscal car il rembourse les sommes empruntées. Les fonds renouvelables ont été mis à contribution pour soutenir les opérations des gouvernements et les opérations à but non lucratif, comme le National Trust for Historic Preservation, le Trust national pour la préservation historique américain (États-Unis d'Amérique).

### Fonds de dotation

Fonds d'investissement mis en place par une institution et sur lequel sont réalisés des retraits de capital investi au bénéfice d'opérations continues ou d'autres objectifs spécifiques. Les fonds de dotation sont souvent utilisés par des associations à but non lucratif et peuvent être financés par des dons déductibles des impôts, comme dans le cas du National Endowment for the Arts (Fonds national pour les arts) (États-Unis).

**Organisations internationales et banques de développement** UNESCO, Unions européenne, Banque mondiale, Fonds mondial pour les monuments, Conseil international de la musique, Banque interaméricaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque du développement du Conseil de l'Europe.

Source: Christian Ost, *Des approches de financement de la culture innovantes dans le contexte du développement urbain*

régions, soutenir les talents créatifs, stimuler le tourisme durable et encourager la cohésion sociale. En complément de mesures d'incitation fiscale, de la main d'œuvre locale et des outils de communication, les villes doivent mettre en

avant différents modes de vie, une qualité de vie suffisante, une conception urbaine contemporaine, des services culturels et, bien sûr, un patrimoine naturel et culturel.

**ÉTUDE DE CAS 109**

Lagos (Nigéria)

**Tirer parti des partenariats entre secteur public et secteur privé pour la durabilité culturelle**



Au cours de l'histoire, Lagos (Nigéria) a servi de port stratégique, de base et de passerelle vers l'arrière-pays de l'Afrique de l'Ouest à de nombreux groupes. La ville se compose d'un marécage, de lits de sable et d'une série d'îles de basse terre qui entourent son lagon éponyme. Lagos est très attractive pour les migrants qui forment une population hétérogène (plus de 250 groupes ethniques originaires d'autres régions du Nigéria et d'Afrique de l'Ouest sont représentés) et qui ont permis à Lagos de devenir le melting-pot dynamique qu'elle est aujourd'hui. Avec la concentration et la diversité de ses échanges, Lagos sert de pôle à la récente vague d'entrepreneuriat social et créatif qui a catalysé l'augmentation abrupte de la consommation culturelle et des investissements accrus, quoique privés, dans les infrastructures culturelles.

**L'organisation Legacy et la Jaekel House**

À Lagos, la Jaekel House est le secrétariat du Comité commun des chemins de fer et de l'organisation Legacy ; et fait office de musée miniature présentant des objets et des photographies du Nigéria aux époques coloniale et post-coloniale. La Jaekel House fait partie des bâtiments de l'ancienne Société nationale de chemins de fer (NRC) qui ont fait l'objet d'un projet de restauration de la fin des années 1990 à la fin des années 2000. La NRC, construite en 1898, abritait de nombreux bâtiments d'époque coloniale et infrastructures ferroviaires qui se sont délabrés. En 1997, la NRC a cédé les droits de propriété de quatre bâtiments à Legacy, une association à but non lucratif ; à la seule condition qu'ils soient employés à des fins de préservation du patrimoine. Le groupe a débuté avec le projet Jaekel House, du nom de Francis Jeakel, un ancien directeur de la NRC, qui comprenait la restauration du bâtiment en état de délabrement avec un souci de précision historique exacerbé. Legacy a également entrepris des travaux de mesure et d'inventaire des bâtiments du patrimoine de l'île de Lagos ; afin de mettre en place une base de données pour de potentiels projets de préservation et de défendre leur protection grâce à l'éducation du public dans le domaine du patrimoine architectural. Le groupe reçoit le soutien de l'Etat d'Illukwe, de la fondation Leventis, du ministère du Tourisme ainsi que d'un réseau de bénévoles qui donnent de leur temps et financent les projets.

Source : Réseau Arterial, rapport sur la zone d'étude 1

Les programmes de gestion de l'aménagement urbain et de la conservation doivent aborder et intégrer le principe de la qualité de vie, qui se base sur de nombreux critères : accessibilité dans son ensemble, y compris pour les piétons et pour les vélos<sup>1</sup>, diversité, concept de « ville à circulation ralentie » et culture dynamique. Plusieurs études, comme celles réalisées par l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM), les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et le Forum

d'Avignon, ont montré que la transformation de centres historiques en zones développées peut représenter un bon investissement culturel urbain. Dans les pays en développement, la qualité de vie fait également partie intégrante des politiques urbaines adoptées pour limiter l'exode rural (Djenné, Mali), attirer des entreprises internationales (Dakar, Sénégal) ou développer les investissements dans les technologies de pointe (Bangalore, Inde).

**Encadré 9**

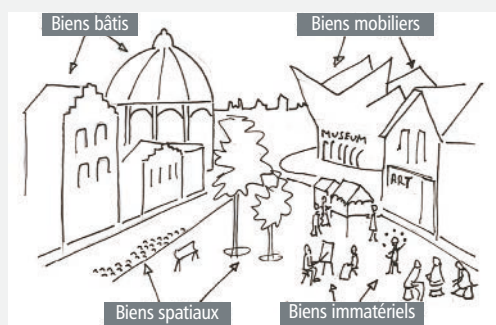
**GESTION D'UN PORTEFEUILLE DE BIENS CULTURELS URBAINS**

Les villes historiques possèdent des biens culturels qui peuvent être considérés comme un capital culturel étant donné qu'un investissement de ressources physiques et humaines est nécessaire à leur construction, à leur entretien afin d'éviter qu'ils ne se détériorent et à l'augmentation du flux de services au fil du temps (Throsby, 2001). Les villes historiques peuvent-elles cependant augmenter le rendement de leur portefeuille de capitaux culturels ?

Les autorités locales ont un rôle crucial à jouer dans l'amélioration de la gestion et du financement des biens culturels dans leurs villes. En rassemblant tous les types de biens culturels et naturels, la ville rehausse leur valeur actuelle et leur valeur potentielle (Figure 5). L'approche en portefeuille vise à améliorer le potentiel de l'intégration fonctionnelle et physique du capital culturel.

**Figure 5. TIRER PARTI DES BIENS CULTURELS ET NATURELS : UNE APPROCHE EN PORTEFEUILLE**

Source : Christian Ost



Toutes les villes ne disposent peut-être pas d'un patrimoine culturel ou naturel iconique, mais les lieux historiques possèdent des ressources culturelles et naturelles dont l'intégration fonctionnelle et physique est à même de générer des retombées économiques et sociales. La gestion d'un portefeuille de capitaux culturels contribue au financement des paysages urbains historiques.

Joseph Schumpeter est considéré comme un pionnier de l'élaboration et de la conception de processus innovants pour la croissance économique et le développement. Il a mis en avant l'innovation en tant que « processus de destruction créative » ; expliquant les longues vagues de développement amorcées par d'importantes inventions scientifiques et favorisées par des entrepreneurs téméraires (Schumpeter, 1934). Cette théorie clarifie la perspective

<sup>1</sup> Voir le Copenhagenize Index <http://copenhagenize.eu/index/>



actuelle de la créativité basée sur la culture en tant que moteur principal de l'économie mondiale qui alimente l'innovation et contribue à stimuler les sociétés du savoir et les industries créatives.

## ÉTUDE DE CAS 110

Hoi An (Viet Nam)

### Réinvestir les dividendes économiques pour soutenir la conservation du patrimoine

Hoi An (Viet Nam) est une petite ville d'environ 60 km<sup>2</sup> qui compte un peu plus de 121 000 d'habitants, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le réinvestissement des retombées économiques du tourisme dans le développement de la conservation du patrimoine et de la communauté met en avant les différentes façons dont la sauvegarde du patrimoine culturel peut contribuer au développement durable.

Depuis 1999, Hoi An connaît un développement rapide de son tourisme, engendré par la Politique stratégique pour le tourisme à Hoi An dans le cadre du Plan directeur de développement du tourisme qui a permis au nombre de visiteurs de passer de 160 000 en 1999 à plus de 1,5 million aujourd'hui. Les communautés locales sont les acteurs principaux des services touristiques qui représentent 64 % des revenus de la ville. Sur les revenus générés par la vente de billets d'entrée, 75 % sont réinvestis dans la conservation du patrimoine et dans la promotion de diverses activités et les 25 % restants sont utilisés afin d'assurer la qualité des services fournis par l'Office de tourisme. En 2006, plus de 10 000 personnes étaient employées par le secteur du tourisme et des services. Les statistiques de la ville indiquent que le nombre de foyers en situation de pauvreté ou à faible revenu a diminué de façon significative au cours de cette dernière décennie. En outre, l'amélioration des conditions de vie et des infrastructures, comme la mise en place d'un service de collecte des déchets systématique en 2003, a contribué à la hausse de la qualité de vie.

Entre 1997 et 2007, les initiatives de collecte de fonds, les investissements publics, les partenariats public-privé, les dons étrangers et les prêts à taux zéro ont contribué à hauteur de 5,9 millions de dollars des États-Unis à la restauration de 168 bâtiments du patrimoine appartenant au gouvernement. En parallèle, plus de 1 000 bâtiments privés ont été restaurés par des propriétaires locaux. Malgré le développement socio-économique croissant qui a cours à Hoi An, il reste néanmoins des défis à relever quant aux pressions exercées par le secteur du tourisme et à la durabilité des efforts de conservation du patrimoine. De meilleures stratégies favorisant une distribution équitable des revenus du tourisme parmi les communautés locales sont nécessaires et il est toujours impératif de suivre de près les impacts du tourisme de masse sur l'identité et sur l'intégrité de la ville de Hoi An.

Source : WHITR-AP, rapport sur la zone d'étude 6

Outre les mesures locales et régionales et les mesures d'incitation fiscale visant à encourager les investissements privés dans les industries culturelles et créatives ; de nouveaux mécanismes de financement sont régulièrement mis en œuvre pour ces industries afin d'apporter de nouvelles solutions pour une future économie du savoir. L'importance des moyens financiers innovants est stimulée par le grand



## PERSPECTIVE 44

### PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE DU PATRIMOINE CULTUREL

David Throsby, Université de Macquarie (Australie)

Dans de nombreuses villes des pays en développement, les processus à long terme de croissance urbaine n'ont pas influencé la zone centrale dont la disposition des rues, le tissu social et les activités traditionnelles n'ont pas été altérés, souvent depuis des siècles. Dans ces cas-là, la modernisation et l'expansion urbaine ont eu lieu à d'autres endroits, de sorte que le cœur historique est aujourd'hui constitué d'une accumulation plus ou moins homogène de biens du patrimoine culturel matériel et immatériel. Ces cœurs historiques présentent cependant des problèmes complexes pour les urbanistes, particulièrement dans le cas où la stratégie de développement de la ville est axée sur l'augmentation de la densité des logements du centre-ville et sur l'expansion à grande échelle des investissements commerciaux. Dans ces circonstances, le modèle de développement le plus pratique et le plus rentable pourrait être le logement des habitants du centre, la démolition des bâtiments et le remplacement de ceux-ci par des structures modernes.

Il existe cependant une alternative à la démolition : la réhabilitation. Il pourrait par exemple être possible de moderniser les infrastructures du cœur historique, de réhabiliter le parc immobilier et de perfectionner les services proposés aux entreprises et aux ménages à l'échelle locale ; de façon à améliorer la vie économique, sociale et culturelle de la ville. De nombreuses études ont prouvé que le bien-être de la communauté peut être grandement amélioré par la préservation de l'environnement urbain historique du centre-ville, la conservation du patrimoine et la promotion du sens d'une identité culturelle communautaire que le patrimoine peut engendrer.

Pourquoi une stratégie de réhabilitation serait-elle préférable à la démolition et à

la reconstruction ? Tout d'abord, la réhabilitation pourrait se révéler la solution la plus attrayante d'un point de vue purement financier. Un tel résultat peut être atteint grâce à une évaluation économique complète des bénéfices et des coûts du marché et hors marché de ces projets alternatifs de développement urbain. Ensuite, ces cœurs historiques sont généralement composés d'accumulations d'industries culturelles qui approvisionnent les habitants et les visiteurs, y compris les touristes, en biens et services culturels. La réhabilitation du cœur permet de stimuler ces industries et donc de générer des revenus et des emplois pour les individus et les entreprises à l'échelle locale.

Enfin, les biens matériels et immatériels du capital culturel sont essentiels au maintien du tissu social et culturel de la communauté. Il est largement admis que la cohésion sociale, l'engagement de la communauté et le développement du capital social profitent grandement d'un environnement urbain à échelle humaine qui reflète les valeurs culturelles traditionnelles et qui encourage la participation créative au sein de la population locale.

Dans le monde actuel, la notion de développement durable offre un cadre d'orientation qui permet de formuler des stratégies destinées à améliorer le bien-être humain. Les investissements en faveur de la réhabilitation du patrimoine dans les centres historiques des villes et des villages peuvent être interprétés comme un mécanisme associant les composantes économiques, sociales et culturelles de la sphère urbaine, en cohérence avec les principes de durabilité. De nombreuses villes historiques à travers le monde ont suivi ce modèle de développement, et en ont tiré des bénéfices considérables au profit de leurs habitants actuels et à venir.

nombre de micro, petites et moyennes entreprises qui opèrent dans ce domaine et ont un accès limité aux marchés des actifs risqués. Des tels outils incluent également un capital-risque pour les économies développées et des microcrédits pour les pays en développement.

Les villes historiques sont le lieu idéal pour les petites industries créatives orientées vers l'avenir du fait de leur échelle humaine, de leur perspective à long terme due à leur patrimoine protégé et de leurs paysages artistiques stimulés par une importante créativité. L'UNESCO fait référence à ce phénomène comme étant le besoin d'une « échelle humaine, de villes compactes et multi-fonctionnelles afin de promouvoir la culture et la créativité dans le développement, urbain, la régénération et la réutilisation adaptée » (UNESCO, 2015b). En tant que principe politique d'intégration du développement durable dans la conservation

Encadré 10

**INVESTIR DANS LES VILLES HISTORIQUES ET DANS LE PATRIMOINE CULTUREL POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE<sup>2</sup>**

**Comment peut-on financer les investissements du patrimoine ?**

Par nature, le développement est le fruit d'un effort commun entre le secteur public et le secteur privé. En dehors des investissements dans le patrimoine traditionnel reposant entièrement sur des fonds publics (subventions, prêts ou mesures incitatives), il existe d'autres approches de collaboration entre le secteur public et le secteur privé. Il est évident qu'étant donné la nature publique des biens du patrimoine, des cœurs des villes historiques et des territoires sous-exploités à la valeur patrimoniale significative, la justification économique pour l'investissement du secteur public est bien établie. Cependant, il n'est pas justifié de s'attendre à ce que le secteur public soit le seul et unique investisseur. D'un autre côté, il est probable que le secteur privé à lui seul ne puisse permettre qu'une reconstruction limitée et des investissements insuffisants du fait de la présence de risques et d'effets externes, parfois dus à des problèmes de coordination entre les agents privés. La solution serait d'allier les investissements du secteur public et du secteur privé de façon équilibrée en fonction de l'élaboration et du contexte du projet. Quatre modèles financiers ont été appliqués avec succès :

**1. Partenariats public-privé.** Il existe trois types de contrats de partenariat public-privé (PPP) applicables dans le cadre de projets en lien avec les cœurs historiques et les territoires sous-exploités à la valeur patrimoniale significative : réhabiliter, gérer et transférer (ROT) ; construire, réhabiliter, gérer et transférer (BROT) ; et réhabiliter, louer et transférer (RLT). Dans le plupart des cas, ces projets sont mis en œuvre par le biais d'un fonds commun de créances (FCC) qui est généralement composé d'un consortium d'institutions financières et de sociétés privées qui ont la responsabilité de toutes les activités de PPP, y compris la coordination de leur financement et de la prestation de services.

**2. Mécanismes de finance de la valeur du territoire.** L'approche de base de la finance de la valeur du territoire (LVF), également connue sous le nom de finance de récupération de la valeur du territoire, consiste à recouvrer le coût en capitaux de l'investissement en récupérant une partie ou l'intégralité du montant de l'augmentation de la valeur résultant de l'investissement. Les augmentations de la valeur du territoire peuvent être récupérées directement ou indirectement par leur conversion en revenus publics comme des redevances, des taxes, des exactions ou d'autres solutions fiscales.

**3. Fonds urbain de développement.** Il y a eu une augmentation significative du nombre de fonds de développement (UDF). Ces fonds ont permis à un certain nombre d'investisseurs de gagner en visibilité auprès des marchés immobiliers en investissant de façon croissante. Ces fonds se concentrent sur toutes les formes d'investissement urbain, agissent dans différentes zones géographiques et possèdent différentes dates d'échéance, ce qui offre une large gamme de choix aux investisseurs.

**4. Fonds d'investissement à impact social.** Au cours de ces dernières années, une nouvelle forme d'investissement, connue sous le nom d'investissement à impact social, est apparue sur le marché. Les fonds d'investissement à impact social permettent un investissement socialement responsable qui n'est pas motivé exclusivement par le profit et qui cible généralement la gestion du patrimoine ainsi que des questions environnementales et sociales. L'investissement à impact social se définit comme un placement actif de capitaux dans des entreprises ou dans des fonds qui génèrent une amélioration sociale ou environnementale ainsi que toute une gamme de retombées pour son investisseur.

<sup>2</sup> Adapté de : Licciardi et Amirtahmasebi (2012)

du patrimoine, l'UNESCO suggère également « d'identifier et de promouvoir des opportunités d'investissement public et privé dans des projets de développement durable qui encouragent les industries culturelles et créatives locales et sauvegardent le patrimoine immatériel associé aux biens du patrimoine mondial » (UNESCO, 2015a).

**ÉTUDE DE CAS 111**

Delhi (Inde)

**Un partenariat public-privé comme moteur de la revitalisation du patrimoine**



Situé au cœur de New Delhi, le centre du patrimoine de Nizamuddin comprend la zone de Hazrat Nizamuddin Basti, la pépinière de Sunder et la tombe de Humayun. Cette dernière a été inscrite sur la Liste du patrimoine de l'UNESCO en 1993. La restauration de ce quartier historique a été initiée en 2007 par le Trust Aga Khan pour la culture (AKTC) dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'Archaeological Survey of India, le Département central des travaux publics, la Corporation municipale de Delhi et la Fondation Aga Khan. La conservation de la tombe de Humayun a été achevée grâce aux compétences traditionnelles de maîtres artisans, de maçons et de plâtriers. Au total, 200 000 jours de travail ont été nécessaires à la réalisation du projet. Après consultation de la communauté locale, le AKTC a également entrepris la revitalisation des infrastructures du Hazrat Nizamuddin Basti, la modernisation des logements de la zone, l'amélioration de l'accès à l'éducation (construction d'écoles et d'un centre d'organisation des carrières qui forme aussi des guides spécialisés dans les biens du patrimoine), et l'amélioration de l'accès à la santé et à l'hygiène grâce à un nouveau laboratoire de pathologie et à la construction de toilettes. Il a également lancé des programmes de sensibilisation au patrimoine.

Ces travaux ont permis la conservation de plus de 30 monuments, la création d'un parc municipal de 69 hectares dans la zone de la pépinière de Sunder et du complexe funéraire du Batashewala ainsi qu'une amélioration significative de la qualité de vie des habitants de la zone de Hazrat Nizamuddin Basti. Dans l'ensemble, le cas de la tombe de Humayun, de la pépinière de Sunder et de la zone de Hazrat Nizamuddin Basti prouve l'efficacité d'un partenariat public-privé bien pensé pour la préservation du patrimoine ainsi que de l'engagement de la société civile dans le développement urbain ; et met en valeur les façons dont la préservation des sites du patrimoine peut servir de catalyseurs pour la revitalisation des quartiers historiques.

Source : Institut Srishti d'art, de design et de technologie, rapport sur la zone d'étude 5

**UN CHANGEMENT DE PARADIGME SUR LE FRONT FINANCIER**

Aussi importantes que puissent être les valeurs culturelles, il est aujourd'hui nécessaire de les intégrer dans une perspective globale qui tienne également compte des trois autres piliers principaux du développement durable (environnemental, social et économique). L'approche dominante du « paysage urbain historique » suggère que « les territoires urbains s'entendent comme la résultante d'une stratification historique de valeurs et d'attributs culturels et naturels, dépassant les notions de « centre



Hong Kong (Chine)  
© Hervé Casterman

historique » ou d'« ensemble historique » pour inclure le contexte urbain plus large ainsi que son environnement géographique. » (UNESCO, 2011).

Sur le plan financier, l'approche du paysage urbain implique que les valeurs culturelles soient liées aux valeurs environnementales, sociales et économiques et que les résultats financiers soient pris en compte de façon plus globale plutôt que d'être considérés comme le résultat d'une seule activité culturelle, d'un seul monument ou d'un seul investissement. Bien que certains des bénéfices et des coûts financiers puissent être identifiés dans le cas des monuments emblématiques, des expositions ou des représentations artistiques, les véritables retombées économiques des investissements privés ou publics dans les projets culturels urbains sont liées à des résultats différents engendrés par un grand nombre de parties prenantes variées. Dans les contextes durables urbains, l'évaluation financière de la culture doit se faire au niveau « macro ».

Ce niveau prend en compte l'ODD 11, et plus particulièrement sa cible 11.4. De plus, il est renforcé par le lien entre la cible 11.4 et les cibles concernant le logement (11.1), les systèmes de transport (11.2) et les espaces verts et les espaces publics (11.7). Il fournit également une approche commune aux pays développés et en développement ; du fait de la différence inéluctable quant à la priorité qu'ils donnent respectivement à la culture. Le niveau macro compte sur la culture pour être le moteur économique et social d'un développement urbain global et durable.

Ainsi, la question du financement de la culture va au-delà de la disponibilité des ressources financières. Le problème est de savoir de quelle façon mobiliser des ressources diversifiées (argent, main d'œuvre, connaissances, techniques, compétences) pour des projets culturels face aux aléas du territoire et de l'économie. Le financement de projets culturels contribue à la création d'emplois qualifiés et décents, à des revenus stables, au bien-être et à la qualité de vie d'un lieu. Parfois qualifié de « modèle en amont », ce paradigme dépend des biens culturels pour atteindre un développement économique durable (Gustafsson et Rosvall, 2008). Comme

« Cela est clair : la ville n'a pas de place pour le citoyen, absolument pas, à moins qu'il ne se fonde dans la signification de celle-ci. Quant à l'architecture, elle doit faire plus que se contenter d'aider l'homme à se sentir chez lui.

Aldo Van Eyck, architecte

l'a dit Robert Solow, lauréat du prix Nobel d'économie en 1987 : « Rien n'est plus important que l'identité et la qualité de vie d'un lieu pour la réussite économique ».

Dans ce contexte, plusieurs rapports importants ont été rédigés. Le rapport « Le patrimoine culturel au service de l'Europe » présente ses recommandations pour un cadre politique innovant et un programme de recherche et d'innovation liées au patrimoine culturel jusqu'en 2020 ; et réaffirme que la culture devrait être considérée comme une ressource stratégique pour le développement urbain durable (Commission européenne, 2015). La « Politique pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial » de l'UNESCO vise à « maintenir un juste équilibre entre la conservation, la durabilité et le développement, de façon à protéger les biens du patrimoine mondial grâce à des activités adaptées contribuant au développement social et économique et à la qualité de vie de nos communautés » (UNESCO, 2015a). Dans son document « Systèmes de villes, l'urbanisation au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté », la Banque mondiale souligne la façon dont il est possible d'« exploiter le patrimoine culturel pour promouvoir le développement économique local » (Banque mondiale, 2009).

## CONCLUSION

Le rôle des autorités publiques reste crucial dans la gestion des échecs des marchés culturels mais aussi dans le financement de ces marchés. De ce fait, les responsables de l'élaboration des politiques devraient trouver un équilibre entre mécanismes de marché efficaces et politiques publiques basées sur le partenariat public-privé, incitations économiques et investissements coopératifs afin d'assurer le partage des bénéfices entre les parties prenantes rassemblées au sein et autour des biens du patrimoine mondial (UNESCO, 2015a). Dans ce but, les responsables de l'élaboration des politiques évoquent le renforcement des valeurs sociales et prennent en compte les catégories élargies des biens du patrimoine.

Les partenariats public-privé (PPP) doivent également être repensés en conséquence. Il faut revoir la façon dont les deux parties se partagent les responsabilités de la protection et de la conservation du patrimoine culturel et naturel, la stimulation de l'innovation et de la créativité dans un contexte urbain ; et la quantité de ressources qui peuvent être allouées pour contribuer à atteindre leur but. « L'équilibre entre risque et responsabilité fait partie intégrante des PPP et il est donc primordial que les gouvernements commencent par développer le cadre politique et les avantages pour le marché requis pour attirer l'investissement privé et assurer une gouvernance publique pertinente qui sécurise les résultats de la conservation » (McDonald et Cheong, 2015).



© CHEN MIN CHUN/Shutterstock.com\*

# CONCLUSIONS et RECOMMANDATIONS

LA CULTURE AU SERVICE  
D'UN CHANGEMENT  
PROFOND DES VILLES

# CONCLUSIONS

## LA CULTURE AU SERVICE D'UN CHANGEMENT PROFOND DES VILLES

En adoptant le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies en septembre 2015, le monde a défini une ambitieuse feuille de route pour aboutir à un futur durable. Le Programme 2030 marque un changement de perspective – les approches traditionnelles étant délaissées au profit d'une coopération pour le développement – et il est innovant par trois grands aspects.

D'abord, ce programme de développement international a été élaboré au cours d'un processus ouvert et inclusif impliquant à la fois les gouvernements nationaux, les autorités locales et diverses parties prenantes, dont des organisations de la société civile et des organisations internationales. Le Programme 2030 reflète les aspirations de toutes les nations à offrir une meilleure vie à leurs citoyens ; il est applicable aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.

Ensuite, répondant à un appel fort des parties prenantes nationales et locales, le Programme 2030 intègre pour la première fois le rôle de la culture, et notamment celui du patrimoine culturel et de la diversité des expressions culturelles, en tant que vecteur de développement durable dans plus de la moitié des Objectifs de développement durable (ODD). Le rôle de la culture pour l'éducation de qualité, des villes durables, la durabilité environnementale, des sociétés inclusives, l'égalité des genres, la sécurité alimentaire et la résolution de problématiques sanitaires est désormais reconnu.

Le Programme 2030 constitue également un grand pas en avant, car il consacre un objectif spécifique à la question des villes durables : l'ODD 11, « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Cet impératif urgent est renforcé par sept cibles opérationnelles, dont « Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » (Cible 11.4). Ainsi, le rôle de la culture au service d'un changement profond des villes est pleinement admis.

### **L'intégration de la culture au Programme 2030 constitue un changement de paradigme dans les stratégies de développement international applicables à tous les niveaux de gouvernance, du niveau national au niveau local.**

L'UNESCO affirme depuis longtemps que les stratégies permettant de parvenir au développement durable doivent être **centrées sur l'humain**. Pour cela, la culture est essentielle car elle est un facteur majeur pour la participation des individus, leur sentiment d'appropriation et leur créativité. En préservant le patrimoine culturel sous toutes ses formes, qu'il soit matériel ou immatériel ; en promouvant la diversité des expressions culturelles ; en garantissant l'accès aux infrastructures, aux institutions et aux espaces culturels ; et en protégeant les droits de tous les individus à apprécier et à partager leur culture sans crainte, les individus sont justement placés au cœur des stratégies locales et nationales en faveur du développement durable.

En s'appuyant sur les réussites des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur les enseignements qui en ont été tirés, la communauté internationale a reconnu que les stratégies de développement doivent être **inclusives**, et que leurs résultats doivent être à la fois **équitable**s et de **qualité**. Tous les individus et toutes les communautés – réfugiés et migrants, hommes et femmes, jeunes et personnes âgées – ont le droit de contribuer au développement et d'en tirer profit. Personne ne devrait être laissé de côté. Ressource perpétuellement renouvelable et source de valeur sociale et économique, la culture est essentielle pour un développement équitable et inclusif. De même, des environnements urbains de qualité ne devraient pas être considérés comme des interventions coûteuses pour les pays ou les villes riches. Au contraire, lorsqu'ils sont basés sur une approche culturelle, les environnements urbains affirment l'identité des villes, tout en améliorant leur qualité de vie et donc leur durabilité pour les communautés et des individus.

Il faut opter pour l'**élaboration intégrée des politiques** pour parvenir au développement durable. Du fait de l'organisation actuelle des agences de développement et de leurs donateurs, les interventions portant sur le développement se déroulent souvent de manière isolée. Toutefois, pour être efficaces à long terme, les politiques relatives au développement – y compris celles qui concernent l'aménagement urbain – doivent inclure la culture dans tous leurs éléments sectoriels. Les **approches participatives** sont également essentielles pour que les systèmes de gouvernance puissent efficacement concevoir, mettre en œuvre et contrôler les stratégies de développement ; en veillant à l'implication totale de leurs bénéficiaires et à la prise de responsabilité de toutes les parties prenantes. La prise en compte des cultures respectives des communautés et individus concernés, de leur patrimoine culturel à leurs expressions culturelles, est un élément crucial de cette approche participative. Cela est particulièrement vrai dans les villes, car la gouvernance urbaine est étroitement liée à la vie quotidienne des habitants.

Enfin, si l'UNESCO estime que le développement durable doit être inclusif et équitable, et que les politiques de développement durable doivent être intégrées et participatives ; il n'existe pas qu'un seul chemin de développement, qu'un seul modèle adapté à tous les cas de figures. Une **multitude de modèles de développement** est nécessaire pour obtenir des résultats

véritablement durables, adaptés au contexte local, pertinents au regard des besoins des individus et prenant en compte leur culture. Les villes sont d'intéressants laboratoires pour créer des solutions de développement durable au moyen d'une variété de modèles innovants.

Dans ce contexte, l'élaboration de ce Rapport a été un processus rigoureux et complet impliquant diverses parties prenantes du monde entier et s'inspirant de débats profonds sur le rôle de la culture en faveur du développement urbain durable.

Ces débats ont eu lieu :

- **à l'échelle mondiale**, le rôle de la culture a été examiné selon une perspective géographique et historique dans chaque région du monde ;
- **dans une approche thématique**, basée sur de nombreuses perspectives différentes sur le rôle de la culture pour relever les principaux défis urbains ;
- **en passant par des réseaux**, car l'UNESCO, dans son rôle de rassembleur des peuples et des idées, a établi des partenariats et des réseaux divers et variés pour promouvoir le rôle majeur des villes dans l'accomplissement du programme mondial.

Après cette étape, plusieurs messages et recommandations clés sont ressorties, s'appuyant sur les tendances locales et régionales et alimentées par une réflexion profonde sur les opportunités et les défis actuels. Ces recommandations abordent dans un premier temps les besoins stratégiques généraux en matière de développement durable, chacune affirmant que la sauvegarde et la promotion de la culture est une condition préalable au développement urbain durable.

## L'ÉTUDE MONDIALE : UNE BASE D'ORIENTATION POLITIQUE

L'étude mondiale sur le patrimoine urbain, réalisée par l'UNESCO avec le concours de neuf institutions partenaires, fournit pour la première fois une évaluation complète de la situation de ce domaine important pour les politiques concernant le patrimoine. Toutefois, ces conclusions ne sont que la première étape d'un programme coordonné visant à développer les connaissances et la compréhension des politiques portant sur le patrimoine urbain à travers le monde. Elles étayent la contribution de l'UNESCO au Nouveau programme pour les villes défini par la Conférence Habitat III et la réalisation de l'Objectif 11 du Programme 2030.

L'UNESCO a pu faire le bilan des grandes tendances et fournir des analyses approfondies du rôle de la culture dans le développement urbain durable ; mais aussi mettre en avant certains des problèmes intersectoriels. Cette démarche est nécessaire pour orienter l'élaboration des politiques urbaines par les gouvernements nationaux et locaux, dans le respect des besoins et des contextes locaux tout en restant connecté aux cadres de politique internationale adoptés par les gouvernements. Un état des lieux du patrimoine urbain dans le monde révèle immédiatement une grande diversité dans chacune des régions. Elle s'explique en grande partie par l'histoire de la formation des systèmes urbains dans les différentes régions du monde au cours des siècles et même des millénaires ; mais aussi par la diversité des modèles de gouvernance.

En **Afrique**, les premiers établissements urbains sont apparus dès le VIII<sup>e</sup> siècle, notamment à l'intérieur des terres à l'ouest et au centre du continent et le long des côtes d'Afrique de l'Est, sous l'effet du développement des empires et des voies commerciales. Les centres urbains tels que Tombouctou (Mali), Lalibela et Axoum (Éthiopie) et Grand Zimbabwe (Zimbabwe) sont quelques-uns des exemples les plus connus. Cependant, un grand nombre de ces villes primitives, souvent construites avec des matériaux renouvelables, ont disparu. La période coloniale a ensuite favorisé le développement urbain, principalement dans les zones côtières, selon un modèle d'aménagement reposant sur la ségrégation qui a marqué les villes africaines jusqu'à l'époque moderne. La conservation du patrimoine urbain n'est une priorité politique en Afrique que depuis peu. L'urbanisation rapide d'un grand nombre de capitales, comme Dakar (Sénégal), Lagos (Nigéria) ou Nairobi (Kenya), a laissé peu de place à la conservation des centres historiques. C'est également le cas dans de grandes villes telles que Johannesburg (Afrique du Sud). Cependant, les politiques de régénération peuvent profiter d'investissements qui valorisent les contextes culturels riches et divers des populations qui ont migré vers les villes ; et peuvent être des outils de cohésion sociale et de dialogue entre les communautés d'origines diverses mais urbaines depuis peu. Contrairement à bon nombre des métropoles, les zones urbaines plus petites et plus périphériques ont pu conserver leur patrimoine qui se révèle être aujourd'hui un atout fondamental pour les politiques de développement local. À cet égard citons par exemple Saint-Louis (Sénégal), l'île de Mozambique (Mozambique), Zanzibar (République unie de Tanzanie) ou encore Stellenbosch (Afrique du Sud). La société civile se fait entendre de plus en plus et incite à adopter des modèles de gouvernance urbaine plus inclusifs et fondés sur la culture.

Dans le **monde arabe**, au temps des différents royaumes arabes et de l'Empire ottoman, un important système de centres urbains s'est développé, aussi bien le long de la côte méditerranéenne qu'à l'intérieur des terres. Pendant des siècles, ces centres ont figuré au rang des plus grandes réussites de l'humanité et la civilisation, avec des villes au rayonnement mondial telles que Damas (République arabe syrienne) ou Le Caire (Égypte), entre autres. Dans la plupart des pays du monde arabe, la situation est caractérisée par la présence d'une forme urbaine spécifique, la médina, qui parce qu'elle est compacte n'a généralement pas fait l'objet d'une transformation urbaine radicale. La médina a tenu le rôle important de centre de production culturelle et de résidence pour les populations à faible revenu et les migrants venus des zones rurales, même si elle s'est détériorée sous l'effet des modèles contemporains de développement urbain. De nombreux pays ont mis en avant des politiques de conservation et de régénération reposant en grande partie sur les investissements dans les infrastructures

et la restauration des principaux monuments. Elles ont donné déjà leurs premiers résultats (même s'ils sont limités) dans des villes telles que Le Caire (Égypte), Fès (Maroc) et Djeddah (Arabie Saoudite). Les conflits fréquents dans la région ces dernières décennies ont empêché le développement de politiques de conservation dans les zones qui en ont grandement besoin ; et ont parfois causé la destruction massive du patrimoine urbain, comme à Beyrouth (Liban), Bagdad (Iraq), Alep (République arabe syrienne) et Sanaa (Yémen). Malgré ces difficultés, des mouvements de la société civile se sont développés dans la région pour soutenir la conservation et la régénération urbaines, entraînant une nouvelle prise de conscience parmi les gouvernements, à laquelle les donateurs internationaux ont répondu par des investissements.

Si l'**Europe** bénéficie aujourd'hui d'un système urbain plutôt élaboré et dense, c'est également dû à l'héritage des anciennes civilisations qui s'y sont développées à partir du troisième millénaire av. J.-C. La destruction d'un très grand nombre de villes historiques d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale a laissé beaucoup de traces visibles, mais dans l'ensemble le patrimoine urbain de la région est bien préservé et représente aujourd'hui un atout culturel et économique stratégique. La conservation urbaine en tant que politique est d'abord apparue en Europe, et c'est là que ses principes fondamentaux et ses pratiques ont été initialement développés. Si les résultats varient d'un pays à l'autre, le patrimoine urbain est aujourd'hui reconnu comme un thème de politique publique aux niveaux national et local et comme le pivot de politiques de régénération de grande ampleur. C'est ce que montrent les exemples de Bordeaux (France), Barcelone (Espagne), Prague (République tchèque) et Turin (Italie). Les investissements dans des initiatives, des institutions et des industries culturelles sont perçus dans tous les pays comme nécessaires pour déclencher des processus de régénération et pour attirer des initiatives. Dans le même temps, dans de nombreux cas, ces transformations économiques dans les villes ont provoqué des phénomènes d'exclusion de la population d'origine et de gentrification, ce qui a modifié le paysage social et la nature même des quartiers historiques.

En revanche, dans les pays d'**Europe de l'Est et d'Asie centrale**, l'urbanisation n'a pas commencé avant que la Révolution russe ne balaye les systèmes féodaux dominants encore en vigueur au début du XX<sup>e</sup> siècle. Exception faite de quelques villes comme Kiev (Ukraine), Saint-Petersbourg et Kazan (Fédération de Russie) ou Samarkand (Ouzbékistan), le système urbain d'aujourd'hui est le résultat d'une industrialisation rapide et de l'urbanisation qui en a découlé. Les villes historiques doivent également faire face à la nécessité de promouvoir des démarches de conservation et de régénération d'envergure. En Europe de l'Est et en Asie centrale, les stratégies de régénération basées sur la culture ont été essentielles pour les petites villes et les villes moyennes. Les principaux problèmes sont le délabrement des centres urbains et les ressources limitées pour les investissements publics et privés. Cependant, ces dernières années, de nombreux mouvements de la société civile ont signalé aux gouvernements l'importance des investissements culturels comme outils pour la régénération économique et la promotion de l'image de marque des villes, avec quelques résultats initialement positifs. La revitalisation de vastes espaces publics conçus selon les principes d'aménagement soviétiques, souvent délabrés, a été un domaine clé d'intervention et une occasion renouvelée de mettre en avant la culture dans les stratégies d'aménagement.

En **Asie du Sud**, les royaumes hindous puis, plus tard, les cultures islamiques ont progressivement donné naissance à d'importants centres urbains et à un dense réseau de villes qui fonctionne toujours comme la base des processus de développement modernes, avec de grandes villes telles que Lahore (Pakistan), Delhi ou Bombay (Inde). En Inde, par exemple, le patrimoine urbain est encore partiellement préservé, même s'il est en mauvais état et grandement menacé par le manque d'entretien et l'absence d'une politique intégrée de conservation. Dans une région caractérisée par sa densité démographique, l'une des plus élevées au monde, les taux d'urbanisation augmentent rapidement. La région compte déjà cinq mégapoles (plus de 10 millions d'habitants) : Delhi, Calcutta, Bombay (Inde), Karachi (Pakistan) et Dacca (Bangladesh). Dans l'ensemble de la région, les zones historiques étant souvent habitées par les populations pauvres, les politiques de conservation doivent mettre l'accent sur la dimension sociale et définir des modèles de régénération urbaine adaptés aux conditions locales. À cet égard, les politiques qui considèrent les expressions culturelles locales comme des atouts économiques ont permis d'attirer des ressources et ont favorisé des investissements dans les biens physiques.

En **Asie de l'Est, du Sud-Est et dans le Pacifique**, les civilisations de la Chine, du Japon et de l'Asie du Sud-Est ont mis au point des systèmes urbains sophistiqués et interconnectés qui ont été pendant des siècles des centres de l'industrie manufacturière et du commerce à la réputation mondiale, tels que la ville de Xi'an (Chine), sur la Route de la soie, ou encore Kyoto (Japon) et Angkor (Cambodge). En Chine, les zones historiques ont été gravement endommagées par certains événements mais aussi par l'urbanisation rapide qui a touché le pays ces dernières décennies. Cependant l'ensemble de la région semble prendre conscience de l'importance de la conservation du patrimoine urbain ; car il représente non seulement un atout pour le développement socio-économique mais aussi une valeur à transmettre aux générations futures. Grâce au rôle joué par les politiques culturelles internationales telles que la Convention de 1972 du patrimoine mondial, on assiste à une nouvelle prise de conscience et un nombre croissant de villes investissent dans la préservation du patrimoine. C'est par exemple le cas de Hangzhou (Chine), Hanoï (Viet Nam) et Luang Prabang (République démocratique populaire lao). En Australie, en Nouvelle-Zélande et en Indonésie, une attention particulière est accordée depuis peu à la préservation des zones historiques et au patrimoine des communautés autochtones locales.

En **Amérique du Nord**, les processus de développement urbain initialement lié à la colonisation européenne à partir du XVII<sup>e</sup> siècle ont ensuite été stimulés par la Révolution industrielle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et fortement portés par le développement d'un réseau moderne d'infrastructures et de moyens de transport. À quelques exceptions près – parmi lesquelles Charlottesville en Virginie ou La Nouvelle-Orléans en Louisiane (États-Unis d'Amérique) – les zones historiques étaient rarement protégées, ce qui a entraîné de graves pertes du patrimoine urbain et ce notamment pendant la période de transformation économique de ces pays, caractérisée par une expansion urbaine rapide. Cependant, depuis quelques



décennies, un grand mouvement en faveur de la conservation du patrimoine urbain a fait naître des politiques de conservation dans un grand nombre de villes, avec des résultats significatifs. Ce phénomène peut être observé aujourd'hui aussi bien dans des petites villes comme Newport (États-Unis d'Amérique) et Lunenburg (Canada) que dans les plus grandes métropoles comme Montréal, Vancouver (Canada), San Francisco et Boston (États-Unis d'Amérique). En Amérique du Nord une nouvelle approche de l'urbanisme durable apparaît peu à peu, reposant sur la promotion des valeurs culturelles, les industries créatives et une meilleure prise en compte des questions environnementales.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, de grandes civilisations urbaines se sont développées pendant la période précolombienne. Parmi ces grandes villes antérieures à la colonisation espagnole, citons Tenochtitlan, qui est devenue Mexico (Mexique), et Cuzco (Pérou). La colonisation qui a débuté au XVI<sup>e</sup> siècle a favorisé l'urbanisation à l'intérieur des terres et le long des côtes. Plus tard l'industrialisation rapide, en particulier dans le Nord, a façonné les établissements urbains et stimulé la croissance urbaine. Si certains éléments importants du patrimoine urbain ont disparu du fait de la croissance urbaine, comme à São Paulo (Brésil) ou à Caracas (République bolivarienne du Venezuela), la conservation du patrimoine urbain gagne du terrain depuis quelques décennies et a porté des fruits, visibles non seulement dans les petites villes telles que Querétaro (Mexique) et Carthagène des Indes (Colombie) ; mais aussi dans les quartiers historiques de zones métropolitaines plus vastes telles que La Havane (Cuba) et Quito (Équateur). Cependant, cela a souvent donné lieu à l'expulsion des groupes marginalisés, alors que la gentrification et le développement touristique se déroulent dans un contexte de transformation économique des villes.

Les conclusions de l'étude fournissent pour la première fois une vision globale de l'état des lieux du patrimoine urbain et du développement des politiques permettant sa conservation, mais aussi des politiques de régénération fondées sur les investissements culturels. Elles illustrent clairement le lien existant entre la riche diversité des formes de villes et de systèmes urbains d'une part, et les processus historiques d'autre part. Elles mettent également en avant l'importance d'une bonne compréhension des dynamiques historiques spécifiques afin de mettre au point des politiques de conservation et de régénération urbaines efficaces. Si les situations sur le plan politique sont également variées, les conclusions indiquent à l'échelle mondiale une meilleure prise en compte de l'importance de la conservation du patrimoine urbain.

Il serait impossible – et même futile – de vouloir tirer des conclusions uniformes de cette analyse des différentes expériences régionales en matière de conservation et de régénération du patrimoine urbain. Cependant certaines tendances se dessinent : une meilleure reconnaissance mondiale de l'importance des zones historiques pour parvenir à un développement urbain équilibré et durable ; leur importance en tant qu'atout pour la cohésion sociale et l'identité ; le rôle stratégique qu'elles peuvent jouer en tant que ressources pour les processus de développement urbain durable ; leur potentiel économique en tant que pôles d'attraction touristique et plateformes de développement des industries créatives ; et le rôle essentiel des autorités locales, en collaboration avec les gouvernements nationaux pour mettre en avant de nouveaux modèles de gouvernance urbaine basés sur la culture. Ce sont là des éléments importants que nous devons comprendre dans leur contexte spécifique pour prendre les bonnes décisions en ce qui concerne les politiques et les cadres de développement.

Toutefois, les politiques peuvent tirer profit d'une boîte à outils complète développée ces 50 dernières années dans de nombreuses régions du monde. La seconde partie de ce Rapport a exploré la richesse de cette expérience qui a consisté à établir un ensemble de recommandations à l'intention des décideurs et des acteurs de la transformation urbaine.

## **LA CULTURE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE : UN CADRE POLITIQUE**

Basées sur les trois sections définies dans le présent Rapport – **l'humain, l'environnement et les politiques** – qui s'appuie sur les Conclusions de Hangzhou adoptées lors de la Conférence internationale « La culture au service des villes durables » (décembre 2015, Hangzhou, Chine) ; les recommandations qui suivent reflètent les trois grands enseignements de ce Rapport : 1. Les villes centrées sur l'humain sont des espaces centrés sur la culture ; 2 La culture est indispensable à un environnement urbain de qualité ; et 3 Les villes durables nécessitent des politiques intégrées qui tirent pleinement parti de la culture.

### **1. Les villes centrées sur l'humain sont des espaces centrés sur la culture**

**1.1. Améliorer la qualité de vie dans les villes et sauvegarder les identités urbaines : la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel urbain sous toutes ses formes devraient être intégrées dans des stratégies de régénération urbaine centrées sur l'humain pour améliorer la qualité de vie dans les villes et respecter les identités urbaines.**

La mondialisation, les évolutions sociales et les initiatives de rénovation urbaine fondées sur la démolition et la reconstruction ont souvent provoqué la standardisation des milieux urbains et des pratiques culturelles ; et par conséquent les villes perdent parfois leurs particularités culturelles et historiques, leur caractère unique et leur identité. Préserver le patrimoine urbain et la diversité des biens culturels est essentiel pour améliorer la qualité de vie dans les villes et garantir le bien-être de leurs habitants.

**1.2. Assurer l'inclusion sociale dans les villes grâce à la culture : au vu des évolutions continues des identités urbaines, les décideurs devraient adopter des politiques volontaristes pour reconnaître et promouvoir la diversité culturelle comme une ressource pour l'inclusion sociale dans les villes.**

L'augmentation rapide des migrations internationales et inter-régionales et de l'exode rural au cours des dernières décennies a eu un effet sans précédent sur les villes. Elles sont devenues des pôles de migration, et la diversité culturelle est désormais une caractéristique inhérente de la vaste majorité des zones urbaines. L'ampleur de ces migrations a parfois été une source de conflits et d'une augmentation des préjugés, ce qui a aggravé la fragmentation spatiale et sociale. Les partenariats collaboratifs doivent être encouragés afin de réduire les inégalités ; de stimuler la participation des communautés en identifiant et en respectant les caractéristiques propres à chaque ville, et de permettre aux habitants d'exprimer leur identité culturelle en ayant une vie culturelle porteuse de sens.

**1.3. Promouvoir la créativité et l'innovation dans le développement urbain grâce à la culture : la créativité et l'innovation, y compris dans le domaine des technologies numériques, devraient être encouragées, en tant que ressources essentielles au développement urbain durable et à l'amélioration des conditions de vie.**

La créativité et l'innovation proviennent souvent des environnements urbains, et plus généralement des grandes zones métropolitaines, et c'est là qu'elles sont toujours alimentées. Dans de nombreux pays, les villes tiennent le premier rôle dans le soutien accordé aux industries culturelles et créatives et quand il s'agit de permettre à celles-ci de participer davantage au développement économique et social de leur ville et de leur région. De nombreuses autres autorités locales peuvent également exploiter ce potentiel pour améliorer les vies et les moyens de subsistance des habitants, tout en rendant les villes plus dynamiques et plus agréables à vivre.

**1.4. S'appuyer sur la culture pour promouvoir les initiatives de dialogue et d'édification de la paix : la culture devrait être au cœur des initiatives urbaines, pour encourager la cohésion sociale et la compréhension mutuelle, lutter contre la violence urbaine et contribuer à l'édification de la paix.**

La culture est une ressource essentielle pour lutter contre la violence urbaine. Elle peut aussi contribuer aux initiatives d'édification de la paix et au dialogue interculturel pour faciliter la compréhension mutuelle et permettre de multiples interprétations du patrimoine. Certaines pratiques du patrimoine culturel immatériel, dont les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits, doivent être reconnues et favorisées. Dans les situations d'après-crise, les lieux de mémoire et d'expression artistique peuvent contribuer à guérir les blessures du passé et à restaurer un sentiment de normalité. Les infrastructures culturelles, dont les musées, peuvent faire office de plateforme pour le dialogue interculturel et le partage des connaissances, améliorant ainsi la cohésion sociale et la compréhension mutuelle. Elles peuvent aussi participer à la constitution d'un récit commun entre les groupes en conflit, pour garantir des processus de paix durables.

## **2. La culture est indispensable à un environnement urbain de qualité**

**2.1. Encourager le développement de villes à échelle humaine et aux usages mixtes, en s'inspirant des pratiques de conservation urbaine : le patrimoine urbain offre des exemples d'ensembles urbains à échelle humaine et aux usages mixtes, susceptibles d'inspirer des modèles durables de développement urbain, intégrant les composantes culturelles et naturelles. À cet égard, les autorités locales devraient revisiter leurs stratégies de développement urbain, en approfondissant leurs connaissances des biens culturels historiques.**

Contrôler l'étalement urbain et favoriser les établissements à taille humaine et aux usages mixtes doit être une priorité pour créer des villes plus résilientes et plus durables. Si la variété des stratégies et des modèles urbains a favorisé des approches spécifiques à chaque territoire et adaptées aux contextes locaux, les quartiers historiques sont souvent des exemples de milieux urbains densément peuplés aux faibles émissions de carbone qui adoptent des moyens de transport « doux ». Ils offrent également des exemples de réhabilitation du parc immobilier. Les décideurs doivent donc favoriser la connaissance des quartiers historiques afin de renforcer les stratégies d'aménagement urbain et de régénération.

**2.2. Promouvoir un environnement bâti et naturel de qualité : le patrimoine culturel et naturel des villes devrait être sauvegardé pour permettre aux habitants de s'approprier l'environnement urbain.**

Les espaces urbains hérités du passé doivent être protégés et préservés, mais aussi utilisés comme modèle pour améliorer les milieux urbains plus récents. Le respect du processus de stratification des villes renforce l'identité urbaine dans son ensemble et le sentiment d'appropriation chez les habitants. Les éléments naturels ; dont les espaces ouverts et les jardins, la géomorphologie, l'hydrologie et les caractéristiques naturelles ; doivent être vus comme des attributs majeurs des villes : ils sont essentiels au bien-être des habitants, non seulement en ce qui concerne les questions environnementales et la diversification des espaces urbains, mais aussi la qualité de vie.

**2.3. Améliorer la qualité des espaces publics grâce à la culture : l'aménagement, la conception et l'usage des espaces publics devraient incorporer une dimension culturelle, en tenant compte du patrimoine et des activités culturelles et créatives, en vue de favoriser l'inclusion sociale.**

Les espaces publics jouent désormais un rôle central dans les programmes urbains. Leur quantité, leur qualité, leur accessibilité et leur connectivité sont des facteurs essentiels à la régénération urbaine. La sauvegarde des vestiges historiques, des pratiques culturelles et de la diversité culturelle a un effet direct sur la qualité des espaces publics ; ainsi que sur leur capacité à créer du capital social. Par ailleurs, cela stimule la créativité tout en favorisant la diversité culturelle et le pluralisme. Les manifestations culturelles et artistiques sont des leviers puissants pour la rénovation des espaces publics. Les pratiques traditionnelles peuvent également encourager la gestion et l'entretien des espaces publics par les communautés, tout en favorisant la cohésion sociale, en surmontant toutes les formes de discrimination et en renforçant le tissu social des communautés de manière inclusive.

#### **2.4. Améliorer la résilience des villes grâce à des solutions fondées sur la culture : les autorités locales devraient s'inspirer du patrimoine et des savoirs traditionnels dans les stratégies urbaines pour répondre aux préoccupations environnementales.**

Le patrimoine vernaculaire, basé sur les matériaux locaux et sur des méthodes de construction compatibles avec les conditions climatiques, peut encourager l'innovation dans des modèles architecturaux contemporains économes en énergie. Le renforcement de la résilience urbaine, en particulier face aux catastrophes et au changement climatique, et la garantie de la diversité socio-économique sont de grandes priorités. Les gouvernements locaux jouent un rôle déterminant pour la réussite de l'intégration des stratégies de réduction des risques de catastrophe dans les procédures de planification du développement urbain et dans les démarches quotidiennes. Ils jouent également un rôle crucial pour la disponibilité d'informations concernant ces risques, et devraient donc s'appuyer sur la culture pour favoriser la participation de tous les secteurs de la société aux prises de décisions.

### **3. Les villes durables nécessitent des politiques intégrées qui tirent pleinement parti de la culture**

#### **3.1. Régénérer les villes et renforcer les liens villes-campagnes en intégrant la culture au cœur de l'aménagement urbain : la sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion de la créativité devraient être parties intégrantes des stratégies urbaines, de la conception à la mise en œuvre. Les ressources culturelles, matérielles et immatérielles, des petites villes devraient être sauvegardées pour optimiser les retombées économiques et sociales à l'échelle du grand territoire.**

Les approches fragmentées du développement urbain se sont révélées inefficaces, notamment en ce qui concerne le renforcement du sentiment d'appropriation chez les habitants. Des approches plus globales sont donc nécessaires pour relever les principaux défis urbains dans une variété de domaines ; des besoins en infrastructures aux caractéristiques et ressources culturelles et naturelles des villes en passant par les impératifs de bien-être. Elles doivent également renforcer les liens villes-campagnes et inciter au respect des valeurs culturelles des villes et paysages de moindre envergure. Les petits établissements urbains sont souvent confrontés à un déclin économique et au vieillissement de leur population ; ainsi qu'au chômage qui pousse leurs habitants à migrer vers de plus grandes villes. La préservation du dynamisme de ces zones peut permettre de réduire l'étalement urbain et de renforcer les liens villes-campagnes. Pour que les villes deviennent durables, leur développement doit s'accompagner de politiques qui soutiennent toutes les communautés urbaines dans leurs efforts pour pérenniser leurs cultures.

#### **3.2. S'appuyer sur la culture en tant que ressource durable pour un développement économique et social inclusif des villes : les décideurs doivent mettre à profit la culture pour contribuer au développement économique et social local et en répartir les retombées équitablement entre les communautés et les individus. Les autorités locales et nationales doivent développer davantage les indicateurs et la collecte de données sur l'impact de la culture au niveau local afin d'affiner l'élaboration des politiques.**

Un patrimoine urbain bien préservé, des institutions culturelles diverses et un secteur créatif dynamique peuvent attirer des visiteurs, des investisseurs et des travailleurs qualifiés ; et contribuer aux stratégies de marketing urbain. Des pratiques innovantes en matière de conservation urbaine ; concernant notamment les solutions de logement abordables et les cadres économiques pour le développement des industries culturelles et créatives ; peuvent créer des emplois durables, en particulier pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Le tourisme culturel peut être un catalyseur pour générer des revenus et optimiser les infrastructures et les services urbains. Il est essentiel d'en faire profiter les communautés locales de manière durable, en veillant à ce que l'authenticité du patrimoine urbain ne soit pas compromise. Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs doivent être davantage développés pour mesurer les effets directs et indirects de la culture sur les politiques urbaines par le biais du patrimoine culturel matériel et immatériel, des industries culturelles et créatives, des musées et des infrastructures culturelles ; pour renforcer la base des preuves et affiner l'élaboration des politiques.

#### **3.3. Promouvoir, à travers la culture, les processus participatifs et renforcer le rôle des communautés dans la gouvernance locale : la gouvernance urbaine fondée sur la culture suppose l'engagement, la collaboration, la coordination et la synergie de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux. À l'échelle régionale, une coopération et des partenariats plus étroits entre les villes devraient être encouragés pour favoriser un développement commun.**

La gestion communautaire de l'environnement bâti offre des occasions de développer les fonctions essentielles des villes et de faciliter l'accès aux services urbains. Elle peut également atténuer les effets de la gentrification. La reconnaissance des pratiques culturelles ouvre la voie à des approches communautaires du développement urbain, qui permettent aux habitants de façonner leur milieu de vie et d'améliorer les services urbains. Le développement inclusif et l'appropriation sont ainsi favorisés, tandis que les inégalités de participation à la prise de décisions sont réduites. Les cadres juridiques, techniques et administratifs nationaux et locaux doivent s'appuyer sur les mécanismes de gouvernance traditionnels le cas échéant ; et être adaptés de façon à faciliter l'intégration de la culture dans les outils d'aménagement urbain.

#### **3.4. Créer des modèles de financement innovants et durables pour soutenir les initiatives culturelles : les autorités locales devraient s'assurer qu'une aide financière appropriée soit consacrée à la culture, afin de contribuer au développement économique et social et à l'amélioration de la qualité de vie urbaine.**

Alors que les investissements en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel, ainsi que de la protection et de la promotion des industries culturelles et créatives, sont des sources de revenus et d'emplois et contribuent à un développement au sens large qui profite à tous les habitants des villes ; le financement des initiatives culturelles est encore problématique. Des innovations dans ce domaine sont donc nécessaires pour soutenir les initiatives culturelles, notamment aux moyens d'avantages fiscaux, de microcrédits et de prêts. Les partenariats public-privé doivent également être encouragés pour stimuler une hausse des investissements privés dans les initiatives menées par le secteur public, notamment en proposant de réduire les risques grâce à des mécanismes de garantie et en améliorant les relations entre les investisseurs potentiels aux niveaux local et régional. Des pratiques innovantes en matière de conservation et de gestion du patrimoine ; telles que le soutien (sous la forme de microcrédits) aux activités économiques et aux démarches d'entretien communautaire du patrimoine vernaculaire ; ont été développées et mises en œuvre dans de nombreuses zones historiques.

### **OBSERVATIONS FINALES**

Outre les conclusions et des recommandations mentionnées plus haut, les études et analyses de ce Rapport confirment que des approches équilibrées du développement urbain sont essentielles pour garantir sa durabilité. Par le passé, on a pu constater les lacunes des approches qui ignoraient la culture ou traitaient le patrimoine urbain séparément des autres stratégies urbaines. Avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la communauté internationale a formellement reconnu cet état de fait. Toutefois, une approche de la conservation du patrimoine qui ne tiendrait pas compte des besoins urgents en matière de développement présenterait les mêmes inconvénients qu'une approche fragmentée.

Ce Rapport montre que la conservation du patrimoine culturel, la sauvegarde des pratiques culturelles et la protection des industries culturelles et créatives vont de pair avec le développement durable. Un certain nombre de gouvernements nationaux et des autorités locales en particulier ont effectivement exploité le pouvoir de la culture pour stimuler le développement durable des villes ; comme l'indiquent les multiples études de cas présentées.

En pratique, certaines expériences ont prouvé que le concept de patrimoine avait grandement évolué, selon l'approche proposée par la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain historique. Dans ce cadre, le patrimoine culturel n'est plus restreint au périmètre des villes « anciennes » ou des zones historiques. Le patrimoine n'intéresse plus seulement une petite élite ou des spécialistes. Aujourd'hui, le patrimoine culturel appartient au public, comme l'illustre le grand intérêt des citoyens et des décideurs pour sa protection et sa sauvegarde.

Les derniers débats mondiaux qui ont suivi l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ont mis en évidence que le rôle de la culture en faveur du développement durable est multiple : elle encourage un développement social et économique, améliore la qualité de vie dans les villes et l'évolution des identités et favorise un environnement bâti et naturel de qualité.

Le Nouveau Programme pour les villes élaboré pendant la Conférence Habitat III s'appuie sur le pouvoir de la culture pour le développement durable, par le biais de la promotion du patrimoine culturel sous toutes ses formes, de la diversité des expressions culturelles et de la créativité. L'UNESCO s'engage pleinement à soutenir sa mise en œuvre.

# RECOMMANDATIONS

## 1. Les villes centrées sur l'humain sont des espaces centrés sur la culture

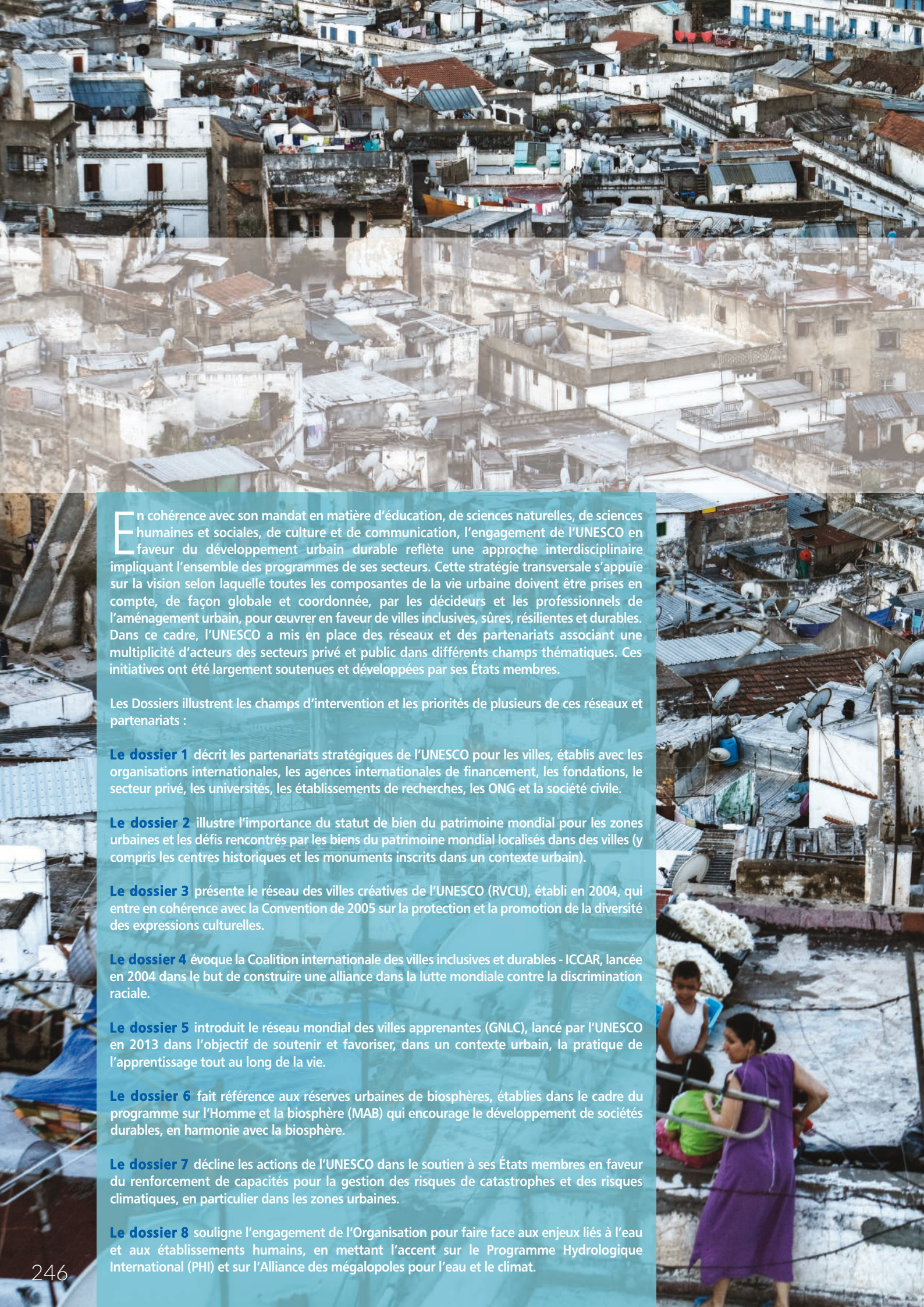
- 1.1. **Améliorer la qualité de vie dans les villes et sauvegarder les identités urbaines** : la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel urbain sous toutes ses formes devraient être intégrées dans des stratégies de régénération urbaine centrées sur l'humain pour améliorer la qualité de vie dans les villes et respecter les identités urbaines.
- 1.2. **Assurer l'inclusion sociale dans les villes grâce à la culture** : au vu des évolutions continues des identités urbaines, les décideurs devraient adopter des politiques volontaristes pour reconnaître et promouvoir la diversité culturelle comme une ressource pour l'inclusion sociale dans les villes.
- 1.3. **Promouvoir la créativité et l'innovation dans le développement urbain grâce à la culture** : la créativité et l'innovation, y compris dans le domaine des technologies numériques, devraient être encouragées, en tant que ressources essentielles au développement urbain durable et à l'amélioration des conditions de vie.
- 1.4. **S'appuyer sur la culture pour promouvoir les initiatives de dialogue et d'édification de la paix** : la culture devrait être au cœur des initiatives urbaines, pour encourager la cohésion sociale et la compréhension mutuelle, lutter contre la violence urbaine et contribuer à l'édification de la paix.

## 2. La culture est indispensable à un environnement urbain de qualité

- 2.1. **Encourager le développement de villes à échelle humaine et aux usages mixtes, en s'inspirant des pratiques de conservation urbaine** : le patrimoine urbain offre des exemples d'ensembles urbains à échelle humaine et aux usages mixtes, susceptibles d'inspirer des modèles durables de développement urbain, intégrant les composantes culturelles et naturelles. À cet égard, les autorités locales devraient revisiter leurs stratégies de développement urbain, en approfondissant leurs connaissances des biens culturels historiques.
- 2.2. **Promouvoir un environnement bâti et naturel de qualité** : le patrimoine culturel et naturel des villes devrait être sauvegardé pour permettre aux habitants de s'approprier l'environnement urbain.
- 2.3. **Améliorer la qualité des espaces publics grâce à la culture** : l'aménagement, la conception et l'usage des espaces publics devraient incorporer une dimension culturelle, en tenant compte du patrimoine et des activités culturelles et créatives, en vue de favoriser l'inclusion sociale.
- 2.4. **Améliorer la résilience des villes grâce à des solutions fondées sur la culture** : les autorités locales devraient s'inspirer du patrimoine et des savoirs traditionnels dans les stratégies urbaines pour répondre aux préoccupations environnementales.

## 3. Les villes durables nécessitent des politiques intégrées qui tirent pleinement parti de la culture

- 3.1. **Régénérer les villes et renforcer les liens villes-campagnes en intégrant la culture au cœur de l'aménagement urbain** : la sauvegarde du patrimoine culturel et la promotion de la créativité devraient être parties intégrantes des stratégies urbaines, de la conception à la mise en œuvre. Les ressources culturelles, matérielles et immatérielles, des petites villes devraient être sauvegardées pour optimiser les retombées économiques et sociales à l'échelle du grand territoire.
- 3.2. **S'appuyer sur la culture en tant que ressource durable pour un développement économique et social inclusif des villes** : les décideurs doivent mettre à profit la culture pour contribuer au développement économique et social local et en répartir les retombées équitablement entre les communautés et les individus. Les autorités locales et nationales doivent développer davantage les indicateurs et la collecte de données sur l'impact de la culture au niveau local afin d'affiner l'élaboration des politiques.
- 3.3. **Promouvoir, à travers la culture, les processus participatifs et renforcer le rôle des communautés dans la gouvernance locale** : la gouvernance urbaine fondée sur la culture suppose l'engagement, la collaboration, la coordination et la synergie de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux. À l'échelle régionale, une coopération et des partenariats plus étroits entre les villes devraient être encouragés pour favoriser un développement commun.
- 3.4. **Créer des modèles de financement innovants et durables pour soutenir les initiatives culturelles** : les autorités locales devraient s'assurer qu'une aide financière appropriée soit consacrée à la culture, afin de contribuer au développement économique et social et à l'amélioration de la qualité de vie urbaine.



En cohérence avec son mandat en matière d'éducation, de sciences naturelles, de sciences humaines et sociales, de culture et de communication, l'engagement de l'UNESCO en faveur du développement urbain durable reflète une approche interdisciplinaire impliquant l'ensemble des programmes de ses secteurs. Cette stratégie transversale s'appuie sur la vision selon laquelle toutes les composantes de la vie urbaine doivent être prises en compte, de façon globale et coordonnée, par les décideurs et les professionnels de l'aménagement urbain, pour œuvrer en faveur de villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Dans ce cadre, l'UNESCO a mis en place des réseaux et des partenariats associant une multiplicité d'acteurs des secteurs privé et public dans différents champs thématiques. Ces initiatives ont été largement soutenues et développées par ses États membres.

Les Dossiers illustrent les champs d'intervention et les priorités de plusieurs de ces réseaux et partenariats :

**Le dossier 1** décrit les partenariats stratégiques de l'UNESCO pour les villes, établis avec les organisations internationales, les agences internationales de financement, les fondations, le secteur privé, les universités, les établissements de recherches, les ONG et la société civile.

**Le dossier 2** illustre l'importance du statut de bien du patrimoine mondial pour les zones urbaines et les défis rencontrés par les biens du patrimoine mondial localisés dans des villes (y compris les centres historiques et les monuments inscrits dans un contexte urbain).

**Le dossier 3** présente le réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU), établi en 2004, qui entre en cohérence avec la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

**Le dossier 4** évoque la Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR, lancée en 2004 dans le but de construire une alliance dans la lutte mondiale contre la discrimination raciale.

**Le dossier 5** introduit le réseau mondial des villes apprenantes (GNLC), lancé par l'UNESCO en 2013 dans l'objectif de soutenir et favoriser, dans un contexte urbain, la pratique de l'apprentissage tout au long de la vie.

**Le dossier 6** fait référence aux réserves urbaines de biosphères, établies dans le cadre du programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) qui encourage le développement de sociétés durables, en harmonie avec la biosphère.

**Le dossier 7** décline les actions de l'UNESCO dans le soutien à ses États membres en faveur du renforcement de capacités pour la gestion des risques de catastrophes et des risques climatiques, en particulier dans les zones urbaines.

**Le dossier 8** souligne l'engagement de l'Organisation pour faire face aux enjeux liés à l'eau et aux établissements humains, en mettant l'accent sur le Programme Hydrologique International (PHI) et sur l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat.



# DOSSIERS

## LES RÉSEAUX DE L'UNESCO POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

## PARTENARIATS STRATÉGIQUES DE L'UNESCO POUR LES VILLES

**Afin de refléter la face changeante du développement et la nature des problèmes auxquels les villes doivent aujourd'hui faire face, il faudra adopter une approche intégrée, combinée à l'expertise de différentes parties prenantes, afin d'assurer que les bénéfices soient recueillis au niveau le plus bas. La place que l'on donne aux villes, leur rôle dans le développement et les défis qu'elles doivent relever, ont pris de plus en plus d'importance dans le travail de l'UNESCO, rassemblant ainsi un plus grand nombre d'acteurs et tirant parti d'un plus large éventail de compétences afin de stimuler les résultats du développement durable.**

Au cours de ces 20 dernières années et depuis la Conférence Habitat II, l'UNESCO a renforcé le rôle des partenariats dans ses programmes concernant l'éducation, la culture, les sciences naturelles, humaines et sociales et la communication. L'Organisation a coopéré pour la recherche urbaine, la gestion, la formation et la participation de la communauté avec un réseau étendu d'organisations internationales, des États membres, des Commissions nationales pour l'UNESCO, des centres de catégorie 2, des associations nationales et régionales de villes, le secteur privé, des organes de financement spécialisés, des ambassadeurs de bonne volonté et la société civile. Ce portefeuille a eu des bénéficiaires pour une large gamme de domaines tels que : la conservation des villes historiques, les institutions culturelles, les industries créatives, la réduction des risques de catastrophe, la gestion et l'écologie des eaux urbaines, l'éducation, la migration, le dialogue interculturel, l'édification de la paix et les médias. Des liens plus étroits ont également été tissés avec les villes grâce à la mise en place et au renforcement de la coopération au niveau de la ville via les réseaux de villes des zones d'intervention de l'UNESCO (Voir Dossiers 2-6). Par le biais d'une approche interdisciplinaire qui s'appuie sur le mandat de l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication, l'UNESCO va accentuer ses efforts afin d'assurer une réactivité suffisante, d'aborder les nouveaux défis du développement de façon efficace et d'accélérer les actions qui permettront d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

### ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les défis mondiaux du XXI<sup>e</sup> siècle, souvent entrecroisés, exigent un multilatéralisme renouvelé afin que des réponses collectives

efficaces soient trouvées quant aux problèmes qui ne se limitent généralement pas qu'à un seul pays et qui ne peuvent donc pas être traités de façon isolée. L'UNESCO s'est associée avec des organes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales afin de tirer parti de leurs mandats complémentaires en mettant leur expertise et leurs ressources en commun et améliorer ainsi la mise en œuvre du programme dans les milieux urbains d'un grand nombre de zones.

L'Organisation a également coopéré avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à l'occasion de plusieurs initiatives. Cette coopération a été d'autant plus renforcée par la ratification du Mémoire d'accord (MoU) par les deux organisations en 2005. Ce MoU présentait les programmes de recherche et les approches communes quant au rôle des villes dans la promotion de la créativité et de la culture, à la réduction de la pauvreté, à l'élaboration de nouveaux instruments et de nouvelles stratégies pour la durabilité sociale et environnementale. S'appuyant sur l'expérience du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO en termes de conservation des paysages urbains historiques, ONU-Habitat a participé à des activités de préservation de biens du patrimoine urbain inscrits à la Liste du patrimoine mondial. Cette coopération a été témoin de l'élaboration d'études de recherche axées sur le contexte urbain dans le cadre du programme Gestion des transformations sociales (MOST) de l'UNESCO, comme dans le cas du projet Petites villes côtières historiques (SHCC) mis en œuvre en Amérique latine et dans la région méditerranéenne ou dans le cas du Réseau euro-méditerranéen. Le Programme MOST coopère également avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et avec des associations régionales et internationales de villes et de gouvernements qui visent à promouvoir l'inclusivité et le bien-être au sein des environnements urbains.

Au cours de ces dernières décennies, le rôle de la culture dans le discours du développement a de plus en plus gagné en reconnaissance. Depuis la parution du Document final du Sommet 2010 des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD),<sup>1</sup> le rôle de la culture en tant que moteur du développement a été repris dans cinq résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la culture et le développement.<sup>2</sup> L'UNESCO a

été nommée présidente du volet thématique « Culture et Développement » dans le cadre du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD), ce qui implique la mise en œuvre de 18 programmes de développement en Afrique, dans les États arabes, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Europe de l'Est. Chacun des projets conjoints a impliqué la coopération d'un maximum de huit organes des Nations Unies, renforçant ainsi la capacité des systèmes de Nations Unies à « s'unir dans l'action ». En 2014, l'Organisation a co-dirigé, avec l'UNFPA et le PNUD, les Dialogues Post-2015 sur la culture et le développement, un processus de consultation qui a contribué à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La mise en œuvre de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles a été facilitée par des programmes associant les compétences de plusieurs agences des Nations Unies, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'Organisation mondiale du travail (OMT), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans le cadre de l'une de ces coopérations, le Rapport sur l'économie créative des Nations Unies 2013 (PNUD/UNESCO, 2013), fruit d'un partenariat entre l'UNESCO et le PNUD, a étudié le contexte local à travers un prisme mettant en valeur le rôle intégrateur des villes au sein des économies créatives.

De nombreux pays ont peu à peu intégré les aspects culturels dans leur Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PCAD), alliant ainsi la culture au développement social et économique et les droits de l'homme à la gouvernance.

Le MoU ratifié par l'UNESCO et par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) en 2013, s'appuie sur la coopération existante entre les deux organisations et met en avant une approche durable de la gestion du patrimoine et du tourisme dans le cadre de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (Convention du patrimoine mondial). Ce partenariat avec l'OMT soutient une large gamme de parties

<sup>1</sup> A/RES/65/1.

<sup>2</sup> A/RES/70/214, A/RES/69/230, A/RES/68/223, A/RES/66/208 and A/RES/65/166.





prenantes, dont les États parties, le secteur du tourisme, les organes consultatifs et les instituts et centres de catégorie 2 de l'UNESCO quant à la mise en œuvre du Programme sur le patrimoine mondial et le tourisme durable.

La menace accrue qui pèse sur la propriété et sur les identités culturelles depuis ces dernières années a souligné l'urgence d'une coopération d'autant plus efficace entre les acteurs de la culture, du milieu humanitaire et de la sécurité. Cela a été appuyé par de nombreuses affirmations et déclarations, par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et, plus récemment, par la résolution 2199 du Conseil de sécurité des Nations Unies, en 2015.<sup>3</sup> L'UNESCO a collaboré avec des organisations internationales comme INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) ainsi qu'avec des ONG internationales, des conseils, des associations et des autorités de la police et des douanes nationales et locales dans la lutte contre le trafic de biens culturels selon les dispositions de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Conformément au Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998, le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art ou à la science ou contre des monuments historiques peut être considéré comme un crime de guerre.<sup>4</sup> À cet égard, l'UNESCO s'est impliquée dans une coopération renforcée dans le cadre de la Convention de 1954 concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé et avec la Cour pénale internationale (CPI), ce qui est illustré par l'enquête en cours quant à la destruction

des mausolées de Tombouctou (Mali) en 2012. Le partenariat établi en 2016 entre l'UNESCO et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) promet de renforcer d'autant plus les efforts de mise en œuvre de la loi internationale en zones de conflits fragiles et d'augmenter les bénéfices dégagés des liens entre les dimensions culturelle, humanitaire et de sécurité.

En 2015, un accord signé entre l'UNESCO et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a également offert de nouvelles opportunités d'évaluation des dégâts subis par le patrimoine dans les zones urbaines dont l'accès peut être limité du fait d'un conflit ou de catastrophes naturelles. Les technologies géospatiales développées par le Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'UNITAR (UNOSAT) permettront une évaluation et un suivi plus efficaces des sites du patrimoine culturel et naturel. Cette technologie a déjà fourni des informations sur l'étendue des dégâts causés au patrimoine culturel urbain de la Vieille ville d'Alep, de Damas, du Crac des Chevaliers, de Raqqa et de Palmyre (République arabe syrienne).

Au sein du système des Nations Unies, l'UNESCO a endossé le rôle de chef de file de l'agence des Décennies des Nations Unies, travaillant en étroite collaboration avec le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). La Décennie des Nations Unies du rapprochement des cultures (2013-2022) fédère une large gamme de partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies vers une coopération aux niveaux mondial, régional, national et local pour la promotion du respect de la diversité culturelle, de sociétés pacifiques et du respect mutuel entre les peuples. L'UNESCO a également été le chef de file de la Décennie des Nations Unies de l'éducation au service du développement durable (DEDD) (2005-2014) au cours de laquelle elle a coopéré avec un large éventail de partenaires à la généralisation du

développement durable dans les systèmes éducatifs formels et informels et à l'amélioration du rôle de l'éducation dans la promotion des connaissances et de l'autonomisation des populations urbaines quant au façonnage du développement durable.

Le travail de l'UNESCO a étendu la perspective du rôle et de l'objectif de l'éducation en reconnaissant sa contribution dans la promotion de sociétés justes, pacifiques, tolérantes et inclusives. La citoyenneté mondiale est devenue l'une des trois priorités de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI), lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en 2012. Le programme de l'UNESCO sur l'Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) est en lien direct avec la fonction de socialisation civique, sociale et politique de l'éducation. Il encourage les connaissances, les compétences et les valeurs pour la participation et la contribution des citoyens aux dimensions sociétales du développement qui font le lien entre les niveaux local et mondial de celui-ci. Afin que les individus soient mieux équipés en termes de compétences nécessaires à leur évolution dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté, l'UNESCO a lancé l'Alliance mondiale pour les partenariats sur l'initiation aux médias et à l'information (GAPMIL) en 2013. Cette initiative conjointe fait collaborer l'UNESCO avec l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies (UNAOC), l'UNICEF, la Fondation pour une société ouverte (OSF), le Comité international de recherche et d'échanges (IREX), la Commission européenne et d'autres parties prenantes pour le développement de compétences liées à l'utilisation éthique des médias, à l'information et aux TIC et pour l'autonomisation des citoyens, notamment des enfants et des jeunes, afin d'évaluer et de parcourir le paysage médiatique de façon plus efficace.

Dans le cadre du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent des Nations Unies lancé en janvier 2016,

<sup>3</sup> S/RES/2199.

<sup>4</sup> Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Art. 8, [http://legal.un.org/icc/statute/french/rome\\_statute\(f\).pdf](http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute(f).pdf)

l'UNESCO s'appuie sur son mandat et sur ses activités existantes, notamment par le biais de : (i) l'éducation, le développement des compétences et l'aide à l'emploi ; (ii) l'autonomisation de la jeunesse ; (iii) les communications stratégiques, l'Internet et les médias sociaux et (iv) l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. À cette fin, l'UNESCO travaille en consultation avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (CTITF) pour le développement et la mise en œuvre de ses actions pour l'identification des opportunités de collaboration avec le système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales.

Les villes côtières qui sont particulièrement sensibles au changement climatique mondial, aux variations du climat et à la montée du niveau de la mer, sont une priorité pour l'UNESCO. Afin d'aborder les menaces environnementales auxquelles font face ces zones urbaines, l'Organisation collabore avec toute une gamme d'acteurs afin prendre en charge l'urbanisation durable des villes côtières, ce qui les aidera à établir des stratégies d'adaptation efficaces en vue de réduire les impacts de la montée du niveau de la mer ainsi qu'à s'y préparer de façon efficace et de mettre en place des mécanismes de réduction des risques. La récente Plate-forme internationale relative aux systèmes d'alerte précoces de tremblement de terre (IP-EEWS) représente une initiative pionnière des Nations Unies qui allie le travail de l'UNESCO sur les tsunamis et sur les glissements de terrain. En 2015, la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI-UNESCO) a centré son action et son périmètre autour du changement climatique et de la COP 21, mobilisant les institutions scientifiques et celles de la société civile autour de l'étude des océans et du changement climatique et autour de la sensibilisation. L'Initiative de changement climatique de l'UNESCO combine le travail de l'Organisation à celui d'autres organes des Nations Unies afin de soutenir les États membres dans la réduction et l'adaptation au changement climatique grâce au suivi des impacts de celui-ci sur les biens du patrimoine mondial et sur les réserves de biosphère. Ces efforts viennent en supplément de la coopération continue de l'UNESCO avec les Petits États insulaires en développement (PEID) qui compte 39 États membres et 8 Membres associés. Celle-ci a pour objectif de renforcer les capacités, les réseaux, les savoirs et les compétences traditionnels, et de promouvoir des actions sensibles à la culture et scientifiquement viables afin d'assurer la résilience des communautés.

Les partenariats avec les organisations intergouvernementales ont également été déterminants car ils ont soutenu le travail de l'UNESCO en termes de promotion de la tolérance, de la compréhension mutuelle et de la cohésion sociale auprès des communautés. Ces organisations ont fourni

des ressources et un accès en mesure de guider les approches des milieux urbains vulnérables ou qui manquent d'une mise en œuvre politique nationale forte. Dans le cadre de son objectif de promotion du dialogue interculturel, l'UNESCO a embrassé une perspective interdisciplinaire en collaborant avec l'Union africaine (UA), l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Commonwealth des Nations, le Conseil de l'Europe (CoE), l'Organisation islamique internationale pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO), le Centre international du Roi Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interculturel et interreligieux (KAICIID), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Organisation des États ibéro-américains (OIE).

L'UNESCO a travaillé avec l'Union européenne dans le cadre de plusieurs programmes ciblés qui ont été bénéfiques pour les communautés urbaines comme le Projet NET-MED Youth. Il s'agit d'un projet de trois ans (2014-2017) axé sur la jeunesse, mis en œuvre par l'UNESCO et financé par l'Union européenne. Il intervient dans 10 pays le long des bassins est et ouest de la Méditerranée et fait intervenir des décideurs, des professionnels des médias et des citoyens journalistes et blogueurs afin de fournir les compétences et outils nécessaires qui encourageront les jeunes à être des citoyens actifs et à prendre part aux processus de décisions au sein et au-delà de leurs villes. L'Union européenne a également été un partenaire important dans la création de l'Observatoire du patrimoine culturel syrien de l'UNESCO et dans le cadre du projet Patrimoine vivant méditerranéen (MEDLIHER, 2009-2013), une initiative financée par l'Union européenne dans la région arabe et qui a été mise en œuvre par l'UNESCO en partenariat avec des parties prenantes égyptiennes, libanaises, syriennes et jordaniennes, les Commissions nationales pour l'UNESCO et l'organisation non gouvernementale Maison des Cultures du Monde.

En 2003, la 32<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO a encouragé « la coopération avec les associations de maires, de villes et d'autorités locales qui ont un rôle de plus en plus important à jouer dans le développement durable des communautés » (UNESCO, 2004). En 2005, l'UNESCO a signé un MoU avec les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) dans le but de renforcer le partenariat de l'Organisation avec la société civile et ses représentants élus. Au cours des dernières années, la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial a particulièrement mis en avant le lien entre la conservation et les communautés, avec un Comité du patrimoine mondial qui s'engageait en 2007 à « valoriser le rôle des communautés dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial » (UNESCO, 2007), ce

qui a été rappelé à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Convention du patrimoine mondial en 2012 : « Patrimoine mondial et développement durable: Le rôle des collectivités locales ».

## INSTITUTIONS DE FINANCEMENT INTERNATIONAL (IFI)

La Banque mondiale (WB) est impliquée de façon continue dans la préservation du patrimoine urbain et dans les politiques culturelles urbaines depuis ces 30 dernières années. Dans les années 1990, la Banque mondiale a lancé plusieurs projets pilotes de développement pour les villes historiques des pays en développement qui ont été soutenus par des recherches, des opérations de collecte de données et des propositions de politiques. Au total, 200 projets liés à la culture se sont ajoutés au portefeuille de la Banque mondiale dans toutes les régions du monde, y compris sur des sites inscrits à la Liste du patrimoine mondial, principalement au Moyen Orient, en Afrique du Nord et en Asie Centrale et de l'Est. Parmi les exemples les plus notables, on peut citer les études concernant le changement climatique pour les villes du patrimoine mondial, la préparation aux risques sismiques à Istanbul (Turquie), et le Programme des villes résilientes développé en collaboration avec l'Alliance des villes. La Banque mondiale a également adopté une politique de sauvegarde sur les « ressources culturelles physiques » afin de prévenir et de réduire les dégâts que pourraient infliger des projets d'infrastructure de grande envergure au patrimoine culturel. En 2011, l'UNESCO et la Banque mondiale ont ratifié un MoU afin d'officialiser leur coopération concernant la culture et le développement, y compris dans le cadre de la conservation et de la réhabilitation des villes historiques. À Haïti, le Projet de Préservation du Patrimoine Culturel et Appui au Développement du Secteur Touristique lancé en 2014 par l'UNESCO et la Banque mondiale vise à stimuler les bénéfices économiques du tourisme pour les communautés locales en améliorant l'accès, la conservation et la gestion des biens du patrimoine mondial, du Parc national historique – Citadelle, Sans Souci, Ramiers et du centre historique du Cap-Haïtien.

Dans le domaine de la conservation du patrimoine de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) soutient les initiatives qui encouragent l'identité européenne par un développement régional et touristique. La BEI coopère dans l'analyse des biens du patrimoine de l'UNESCO en Europe visant à identifier les biens et activités spécifiques liés à la culture qui pourraient devenir durables grâce à des mécanismes de financement ciblés ou à des instruments renouvelables autonomes. La BEI entretient également un partenariat avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) et l'organisation non gouvernementale Europa Nostra dans le

but d'identifier les sites prioritaires négligés ou menacés de destruction. Au cours de ces cinq dernières années, la BEI a investi près de 28 milliards d'euros (31,5 milliards de dollars des États-Unis) pour améliorer la qualité de vie au sein des environnements urbains de l'Union européenne : 13 milliards d'euros (14,6 milliards de dollars des États-Unis) ont été affectés au renouveau et à la régénération (notamment des logements) et environ 15 milliards d'euros (16,9 milliards de dollars des États-Unis) ont été affectés à des projets de transport urbain.

Au fil de ces quarante dernières années, la Banque interaméricaine de développement (BID) a été impliquée dans la préservation du patrimoine urbain et dans la revitalisation de centres historiques en finançant un grand nombre de programmes nationaux et régionaux, notamment la revitalisation du centre historique de Quito (Équateur) qui fait partie des biens du patrimoine mondial et le programme Monumenta qui a permis la régénération de 27 centres historiques au Brésil. Jusqu'à aujourd'hui, près de 50 villes historiques d'Amérique latine et des Caraïbes ont bénéficié de prêts et de coopérations techniques de la part de la BID. Celle-ci adopte une approche globale de la sauvegarde du patrimoine culturel qui ne vise pas seulement à améliorer la qualité de vie au sein des centres historiques mais également à générer des bénéfices pour la ville entière. Cette approche intègre la revitalisation des centres historiques en tant que composante du développement régional et reconnaît le rôle du patrimoine dans le développement socio-économique, dans le renforcement de l'identité culturelle, dans le partage des connaissances et dans la valorisation du patrimoine parmi les communautés. Ces activités se sont accompagnées d'une production intensive de documents d'informations et de manuels opérationnels visant à diffuser et à reproduire les expériences menées.

## LES FONDATIONS ET LE SECTEUR PRIVÉ

L'idée que le développement dépend uniquement du gouvernement a été fermement démentie par la reconnaissance du rôle du secteur privé et de la société civile. L'UNESCO collabore avec des petites, moyennes et grandes entreprises, avec des fondations philanthropiques et d'entreprise, avec des institutions financières et avec des individus privés pour soutenir les objectifs de son programme de développement durable.

La Convention de 2005 de l'UNESCO intègre le principe de partenariats entre secteur public et secteur privé (PPP) en reconnaissant des industries culturelles comme moteurs principaux de la vitalité économique et culturelle des villes. L'Alliance globale pour la diversité culturelle de l'UNESCO a été créée afin d'accroître le potentiel des partenariats à faire progresser



les industries culturelles, particulièrement dans les pays en développement. Entre 2002 et 2007, l'Alliance globale a tiré parti des PPP pour mettre en œuvre 50 projets financés par les gouvernements espagnol et finlandais et par la Fondation Ford. Dans son travail sur la culture, l'UNESCO a collaboré avec le Groupe Wanda, installé à Pékin, qui a commencé à investir de façon intensive dans le développement culturel en 2010 et qui a mis en place un Groupe de l'industrie culturelle qui est aujourd'hui l'entreprise culturelle privée la plus importante de Chine. Afin d'aller plus loin dans les activités de conservation dans les zones urbaines, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a coopéré avec toute une gamme de partenaires privés allant de petites entreprises telles que la Semaine de l'architecture tchèque à Prague à de grandes entreprises comme le Google Cultural Institute.

Le Trust Aga Khan pour la culture (AKTC), une fondation philanthropique privée, est l'arme culturelle du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) et soutient les activités de développement social et culturel de par le monde et principalement en Asie et en Afrique. L'UNESCO a établi un partenariat avec le Programme Aga Khan pour les villes historiques dans le cadre de la restauration de plusieurs biens du patrimoine mondial de l'UNESCO dont Kaboul (Afghanistan), Le Caire (Égypte) et Zanzibar (République unie de Tanzanie). L'Institut de conservation Getty (GCI) a également collaboré avec l'UNESCO dans le cadre de plusieurs activités axées sur la culture en élaborant une formation sur la réduction des risques de catastrophe, par exemple.

Le Programme d'urbanisation rurale intégrée dans des réserves de biosphère (BIRUP) repose sur un partenariat entre l'UNESCO et le groupe privé CHIC, la ville de Chongqing et le district de Ba'n'an (Chine). Ce Programme encourage les économies vertes axées sur une consolidation du territoire urbain intégré par le biais de nouveaux projets agricoles, de formations pour les agriculteurs et de l'expansion des villages ruraux urbanisés.

Cette approche alimente une perspective municipale et régionale en coordonnant la réduction de la pauvreté dans les zones villes-campagnes, l'amélioration de l'environnement et la promotion du bien-être humain et s'appuie sur les expériences de mise en œuvre du concept des réserves de biosphère de l'UNESCO développé sous l'égide du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO.

## UNIVERSITÉS ET INSTITUTIONS DE RECHERCHE

Les universités et les institutions de recherche sous-tendent le travail opérationnel de l'Organisation et représentent une précieuse source de recherches basées sur les preuves dans le soutien de l'élaboration de politiques. Dans le cadre de ses domaines de compétence, l'UNESCO a coopéré avec des institutions des quatre coins du monde qui se sont révélées des partenaires essentiels à la promotion d'une coopération Nord-Sud et Sud-Sud et en termes d'élaboration et d'échange de connaissances, de renforcement des capacités et d'assistance technique. L'UNESCO compte 94 institutions participantes au sein de ses instituts et centres de catégorie 2 spécialisés dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Le Programme UNITWIN / Chaires UNESCO de l'Organisation recouvre les réseaux d'éducation supérieure et les institutions de recherche qui contribuent à l'exécution des stratégies et des programmes de l'UNESCO par le biais de la recherche, du partage de connaissances et de formations avancées. Aujourd'hui, le Programme jouit de la participation de plus de 700 institutions dans 128 pays différents. Ces réseaux endossent le rôle d'interlocuteurs entre les universitaires, la société civile et les communautés locales et mobilisent les institutions et les réseaux aux niveaux national et régional. Dans le cadre du présent Rapport, l'UNESCO a travaillé en coopération avec plusieurs centres de catégorie 2 de l'UNESCO et avec les Chaires de l'UNESCO, notamment l'Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-

Pacifique (WHITR-AP) à Shanghai (Chine), l'Institut Srishti d'art, de design et de technologie à Bangalore (Inde), l'Université IUAV de Venise à Venise (Italie) et l'Académie d'art et de design de Bezalel à Jérusalem.

On retrouve un autre exemple de cette coopération dans le cadre du travail de l'UNESCO sur les problèmes liés aux eaux urbaines. Le déclin évident des ressources en eau potable, de l'assainissement et de solutions durables liées à l'eau sont un défi tout particulier dans les zones urbaines et péri-urbaines. Le réseau d'éducation et de recherche du Programme hydrologique international (PHI) qui regroupe l'UNESCO-IHE, les centres de catégorie 2 de l'UNESCO et les Chaires de l'UNESCO relatives à l'eau est une institution clé pour la mise en œuvre du travail de l'UNESCO sur les problèmes liés aux eaux urbaines. Actuellement, les problèmes liés à la gestion des eaux urbaines sont une priorité pour les centres de catégorie 2 de l'UNESCO tels que : le Centre international de recherche et de formation sur le drainage urbain (IRTCUD) établi en 1987 à Belgrade (Serbie), le Centre régional sur la gestion des eaux urbaines (RCUWM) établi en 2002 à Téhéran (République islamique d'Iran) et le Centre de gestion des eaux urbaines pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CINARA) établi en 2007 à Cali (Colombie). Le Programme de gestion des eaux urbaines (UWMP) du PHI cible des approches, des outils et des directives en mesure de soutenir les villes dans l'élaboration de stratégies de gestion des eaux urbaines plus efficaces.

Dans le cadre du travail de conservation de l'architecture de terre du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'Organisation a collaboré pendant plus de 20 ans avec le Centre international de la construction en terre (CRATerre) qui fait partie de l'École d'architecture de Grenoble (France) et avec une Chaire de l'UNESCO. L'architecture de terre constitue aujourd'hui l'habitat d'un tiers de la population mondiale et compte plus de 150 biens inscrits à la Liste du patrimoine mondial.<sup>5</sup> Les institutions régionales sont également des partenaires clés pour le Programme du patrimoine mondial pour l'architecture de terre (WHEAP) qui fait intervenir l'École du patrimoine africain (EPA, Bénin), le Centre pour le développement du patrimoine en Afrique (CHDA, Kenya) et le Centre de restauration et de conservation de l'architecture de terre (CERKAS, Maroc).

En 2011, la Conférence générale de l'UNESCO a placé l'Institut international de la paix (IIP) sous l'égide de l'Organisation. Basé à l'Université de Rutgers aux États-Unis d'Amérique, l'IIP a été co-fondé par l'Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation Forest Whitaker. L'IIP se concentre sur la lutte contre la violence urbaine, particulièrement au sein des gangs



Temple d'Angkor Wat, Siem Reap (Cambodge)  
© Vixit/Shutterstock.com

ou parmi les jeunes et encourage l'édification de la paix en travaillant en étroite collaboration avec les communautés urbaines à l'échelle mondiale, et notamment avec des éducateurs, des dirigeants politiques et civils, des entrepreneurs, la police locale et la jeunesse.

## ONG ET SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont parties prenantes des programmes de l'UNESCO, à la fois dans le cadre du travail normatif de l'Organisation et font office de médiateurs et de « passerelles » entre les différents acteurs. À tous les niveaux et dans tous les domaines de compétences de l'UNESCO, l'Organisation collabore avec des ONG et des organisations de la société civile en reconnaissance de leur rôle dans le renforcement de l'engagement civique et dans la mise en place d'une gouvernance démocratique et équitable.

En tant qu'organes consultatifs de la Convention du patrimoine mondial de 1972, l'organisation internationale non gouvernementale connue sous le nom de Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) collaborent avec le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), un organe non gouvernemental, dans l'évaluation des biens culturels, naturels et mixtes qui prétendent à une inscription à la Liste du patrimoine mondial et dans l'élaboration de formations sur le patrimoine. Les organes consultatifs ont contribué au travail de l'UNESCO pour les villes et pour le patrimoine mondial par le biais, entre autre, du Programme des Villes du patrimoine mondial. Ils ont soutenu les processus de rédaction de la Recommandation concernant le paysage urbain adoptée en 2011 qui a également reçu la contribution de la BID, d'ONU-Habitat, du AKTC, du GCI, de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Union internationale des architectes (UIA), de la Fédération internationale des architectes paysagistes (IFLA), de la Fédération internationale pour

l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (IFHP), de l'Association internationale des urbanistes (ISOCARP), de l'Association internationale d'évaluation de l'impact (IAIA) et de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM). En outre, l'ICOMOS a piloté plusieurs initiatives visant à promouvoir le patrimoine matériel et immatériel en tant que composante vitale pour le développement social et pour la durabilité par le biais de son Équipe spéciale pour le patrimoine culturel et le développement durable.

De même, les ONG nationales et locales sont des partenaires importants pour la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La Convention encourage spécifiquement les États parties à travailler avec « des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes » (UNESCO, 2003), et ses Directives opérationnelles mettent l'accent sur la participation des ONG à l'échelle nationale afin d'identifier et de définir le patrimoine culturel immatériel et les mesures de sauvegarde appropriées (UNESCO, 2016).

Les éléments fondateurs du travail de l'UNESCO et des acteurs de la société civile reposent sur les partenariats, sur le renforcement des capacités et sur le plaidoyer. Pour ce qui est du plaidoyer, on peut citer la coalition Unite4Heritage (Unis pour le patrimoine) qui a été lancée en 2015 en réponse à un attentat sans précédent contre le patrimoine. Cette coalition vise à mobiliser et à impliquer les parties prenantes dans la lutte contre l'augmentation des attentats contre la culture en période de conflit et appelle les acteurs de la société civile et les décideurs à se soulever contre l'extrémisme et contre la radicalisation et à combattre la propagande qui fait la promotion de la haine, de programmes sectaires et de la violence extrême.

<sup>5</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/list/>



## PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

### QU'EST-CE QUE LE PATRIMOINE MONDIAL URBAIN ?

En 1972, afin de promouvoir la protection et la transmission du patrimoine culturel et naturel considéré de Valeur universelle exceptionnelle (VUE) et d'importance pour l'humanité, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, aussi connue sous le nom de Convention du patrimoine mondial. La Convention ne se concentre pas uniquement sur la conservation du patrimoine mais également sur sa gestion ainsi que sur son rôle et sa fonction. De ce fait, elle appelle les États parties à « adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale » (UNESCO, 1972).

Par le biais du Comité du patrimoine mondial, l'un de ses organes décisionnaires, et en se basant sur 10 critères (UNESCO, 2015b), la Convention permet la désignation des biens du patrimoine culturel et naturel proposés par les États parties signataires du patrimoine mondial et leur inscription à la Liste du patrimoine mondial. Ceux-ci représentent certains des biens du patrimoine les plus exceptionnels au monde et doivent être protégés en tant que phares culturels pour les individus d'aujourd'hui et de demain. Une fois inscrits à la Liste, ces biens sont protégés par des obligations clairement définies imposées aux États parties ainsi que par des mécanismes de suivi d'échelle internationale.

La définition du patrimoine mondial, et la notion de patrimoine urbain en particulier, a évolué au fil du temps et les biens inscrits sont le reflet de cette évolution. Une analyse détaillée de la VUE de chaque bien révèle la dimension urbaine du patrimoine mondial et démontre la grande diversité de biens du patrimoine urbain que l'on retrouve dans la Liste du patrimoine mondial. Dans ce contexte, le patrimoine mondial urbain se divise en deux types de biens : (1) les zones urbaines contiguës inscrites en tant que centres historiques ; et (2) les monuments uniques ou groupes de monuments liés à des contextes urbains.

Aujourd'hui, le patrimoine urbain est la catégorie la plus représentée dans la Liste du patrimoine mondial puisqu'elle compte pour 53 % des biens culturels qui y sont

inscrits. Parmi ceux-ci, 241 sont listés en tant que villes historiques et 189 se situent dans un contexte urbain.<sup>1</sup>

Étant donné le nombre important et toujours en augmentation de biens du patrimoine urbain et de défis en termes de développement urbain, les biens urbains du patrimoine mondial reflètent à la fois les bénéfices et les menaces du développement dans des contextes urbains historiques. En réalité, les menaces qui pèsent sur le patrimoine urbain et sur les biens qui se situent dans un environnement urbain sont prédominants dans les rapports sur l'état de conservation du Comité du patrimoine mondial.

#### Les menaces qui pèsent sur le patrimoine mondial urbain

Les biens urbains du patrimoine mondial doivent faire face à des défis constants ainsi qu'à des pressions de développement notamment en termes de développement de ses infrastructures, d'adaptation au changement climatique et aux changements environnementaux, de catastrophes naturelles, de projets de modernisation, de transformations sociales et de pressions liées au tourisme. Les impacts de ces pressions peuvent être matériels ou visuels mais aussi fonctionnels et socio-économiques.

Du fait de leur visibilité mondiale et de leur capacité d'attraction pour les touristes, les biens du patrimoine mondial courent le risque de devenir les victimes de leur propre succès. Ils attirent souvent un large nombre de visiteurs, ce qui entraîne des changements de l'usage et de la valeur des zones avoisinantes. Cela peut engendrer la spéculation, la gentrification et la marginalisation de la population urbaine locale. L'état du patrimoine mondial doit donc être suivi de près afin de permettre aux bénéficiaires sur le court terme de devenir durables.

Le succès et la visibilité du patrimoine mondial, qui est d'une importance socio-culturelle, économique et politique élevée, a fait de la Convention du patrimoine mondial un outil efficace pour souligner les pressions exercées par le développement et les impacts de ces pressions sur les zones urbaines traditionnelles et pour identifier

des solutions durables face aux problèmes des modifications entraînées par la modernisation et par la conservation urbaine. En outre, la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain (HUL) est un outil important pour le renforcement de l'action de l'UNESCO dans le champ de la conservation du patrimoine urbain, en dehors du cadre du patrimoine mondial. Elle est devenue le cadre standard pour la mise en œuvre du Programme des Villes du patrimoine mondial.

#### Le Programme des Villes du patrimoine mondial<sup>2</sup>

Le Programme des Villes du patrimoine mondial a été inauguré en 2001 en réponse aux défis auxquels faisaient face les zones urbaines historiques. Il leur est notamment venu en aide en développant un cadre théorique pour la conservation du patrimoine urbain et en mettant une assistance technique quant à la mise en œuvre de nouvelles approches et méthodologies à disposition des États parties. En conséquence, plusieurs outils, instruments et activités sur le terrain ont été approuvés par le Comité du patrimoine mondial et mis en œuvre par le Centre du patrimoine mondial au cours de ces dernières années. L'un des instruments les plus récents qui a été élaboré dans le cadre de ce Programme se trouve être la Recommandation de 2011 concernant le paysage urbain, qui a aidé au passage d'une perspective centrée sur la conservation de l'environnement urbain à une perspective de développement urbain durable. Le paysage urbain historique s'entend du territoire urbain conçu comme la résultante d'une stratification historique de valeurs et d'attributs culturels et naturels, dépassant les notions de « centre historique » ou d'« ensemble historique » pour inclure le contexte urbain plus large ainsi que son environnement géographique (UNESCO, 2011).

#### OÙ SE TROUVE LE PATRIMOINE MONDIAL URBAIN ?

On peut retrouver des biens du patrimoine urbain dans toutes les régions du monde et particulièrement en Europe, en Amérique latine et en Asie. Les États arabes comptent un nombre élevé de villes en comparaison avec le nombre global de biens du patrimoine mondial situés dans la région.

<sup>1</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/archive/2016/whc16-40com-5d-fr.pdf>

<sup>2</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/fr/villes/>



Patrimoine de la Música Luterana Barroca (Espagne)  
© Rodrigo Garrido/Shutterstock.com

L'Amérique du Nord, l'Afrique et le Pacifique regroupent une quantité relativement faible de villes faisant partie des biens du patrimoine mondial, et ce pour diverses raisons.

Un bref résumé de l'histoire de la Liste du patrimoine mondial révèle que les villes et les centres urbains historiques ont commencé à être inscrits dès l'établissement de la Convention. La ville de Quito (Équateur) et le Centre historique de Cracovie (Pologne) ont été inscrits à la Liste du patrimoine mondial en 1978, suivis de près par l'ancienne ville de Damas (République arabe syrienne) et Le Caire historique (Égypte) en 1979, et, plus tard, par un grand nombre de quartiers urbains des États arabes et de l'Amérique latine. De même, les régions d'Europe et d'Asie accordent de l'importance à leurs sites urbains historiques depuis longtemps. En Afrique, les premiers sites du patrimoine urbain, Tombouctou et Djenné (Mali) ont été inscrits en 1988.

Initialement axé sur les monuments et sur les sites, les biens du patrimoine mondial ont peu à peu incorporé des environnements plus complexes et recouvrent aujourd'hui des paysages et des territoires étendus, notamment des villes, ou se concentrent sur la relation entre une ville et son paysage rural. En conséquence, le patrimoine urbain a pris en compte les paysages culturels tels que le paysage culturel de Sintra (Portugal) ou les sites de paysages urbains tels que les paysages cariocas entre la montagne et la mer à Rio de Janeiro (Brésil). La notion de paysage urbain historique a engendré une approche étendue de la gestion de la conservation urbaine, mais également de la désignation des sites du patrimoine urbain.

### La gestion du patrimoine mondial urbain

Avec plus de 1 631 établissements humains qui possèdent des biens du patrimoine mondial de par le monde,<sup>3</sup> un grand nombre de gouvernements locaux sont directement impliqués dans la gestion des biens. Tandis que le patrimoine urbain est généralement géré par les autorités locales, les sites uniques qui se situent dans des environnements urbains sont sous la responsabilité d'entités privées ou publiques spécifiques, telles que les communautés religieuses ou les institutions nationales.

### COMMENT LE PATRIMOINE MONDIAL CONTRIBUE-T-IL AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ?

La protection des biens exceptionnels du patrimoine chéris par les individus de par le monde peut être considérée comme une contribution intrinsèque au bien-être humain. En complément de sa valeur intrinsèque pour les générations actuelles et futures, le patrimoine mondial - et le patrimoine en général - peut également contribuer de façon significative au développement durable dans ses nombreuses dimensions. Grâce à toute une gamme de biens et de service et en tant qu'entrepôt de connaissances, un patrimoine mondial protégé convenablement peut contribuer de façon directe à la réduction de la pauvreté et des inégalités en fournissant des produits et services de base tels que la sécurité et la santé, l'abri, l'accès à un air pur, l'eau, la nourriture et autres ressources clés.

La préservation des ressources naturelles, et notamment des sites exceptionnels qui abritent certaines des combinaisons les plus riches de biodiversité terrestre et marine, apporte clairement une contribution

fondamentale à la durabilité environnementale. D'un autre côté, la plupart de ces sites se sont développés au fil du temps grâce à une adaptation mutuelle entre l'homme et l'environnement et ont ainsi démontré la façon dont les diversités biologique et culturelle interagissent et s'affectent les unes les autres par un procédé co-évolutif complexe.

Souvent, le patrimoine mondial représente également un atout considérable pour le développement économique en attirant les investissements et en assurant des emplois verts, locaux, stables et décents dont seule une minorité sont liés au tourisme. Les activités liées à la maintenance du patrimoine culturel et naturel sont locales par définition, car elles ne peuvent pas être délocalisées, et vertes « par conception » puisqu'elles représentent un schéma plus durable de l'usage des sols, de la consommation et de la production, développé au fil des siècles, voire des millénaires, d'adaptation progressive des communautés à leur environnement. C'est une réalité pour les sites naturels protégés à la biodiversité riche, bien entendu, mais aussi pour les paysages culturels et pour les villes historiques.

Bien sûr, le patrimoine mondial est également essentiel au bien-être spirituel des individus de par ses dimensions symbolique et esthétique importantes. La reconnaissance et la conservation de la diversité du patrimoine culturel et naturel, l'accès égalitaire à celui-ci et le partage équitable des bénéfices liés à son usage rehausse l'identité du lieu et le sentiment d'appartenance, le respect mutuel et la sensation d'avoir un but et d'avoir la capacité d'entretenir un bien commun, ce qui contribue à la cohésion sociale de la communauté ainsi qu'aux libertés individuelles et collectives de choix et d'action. La possibilité d'avoir accès, de jouir et de prendre soin du patrimoine est essentielle pour ce qu'Amartya Sen appelle la « capacité des individus à choisir leur façon d'être et de vivre » (PNUD, 2004), ce qui est une composante fondamentale du développement humain.

<sup>3</sup> Voir : <http://whc.unesco.org/archive/2016/whc16-40com-5d-fr.pdf>

Un patrimoine entretenu de façon correcte est important pour la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles et humaines. Des expériences ont démontré la façon dont la dégradation des ressources naturelles, la négligence des zones urbaines, l'étalement urbain et les constructions à la conception inadaptée ajoutent à la vulnérabilité des communautés face aux risques de catastrophes, et d'autant plus dans les pays pauvres. D'un autre côté, un environnement naturel et historique bien conservé, basé sur des compétences et des savoirs traditionnels, réduit de façon considérable les facteurs de risques de catastrophes sous-jacents, renforce la résilience des communautés et permet de sauver des vies.

En temps de crise, l'accès à/et l'entretien du patrimoine peut aider les individus vulnérables à retrouver un sentiment de continuité, de dignité et d'autonomie. En situations de conflit et post-conflit, en particulier, la reconnaissance et la conservation du patrimoine, sur la base de valeurs et d'intérêts partagés, peut encourager une reconnaissance, une tolérance et un respect mutuels entre différentes communautés, ce qui représente une condition préalable au développement pacifique d'une société.

### **Intégrer une perspective de développement durable à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial**

Le 19 novembre 2015, la 20<sup>e</sup> Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial a adopté une politique quant à l'intégration d'une perspective de développement durable aux processus de la Convention.<sup>4</sup> L'objectif global de cette politique est d'assister les États parties, les praticiens, les institutions, les communautés et les réseaux à tirer parti du potentiel des biens du patrimoine mondial, et du patrimoine dans son ensemble, afin de contribuer au développement durable. En outre, cette politique permet également d'améliorer l'efficacité et la pertinence de la Convention tout en respectant son but et son mandat premiers de protection de la Valeur universelle exceptionnelle des biens du patrimoine mondial. Conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, cette politique se base sur les trois dimensions du développement durable, à savoir, environnementale, sociale et économique, et encourage l'édification de la paix et de la sécurité. L'adoption de cette politique représente un changement significatif dans la mise en œuvre de la Convention, de même qu'une étape importante de son histoire.

<sup>4</sup> Voir : Résolution 20 GA 13 adoptée par la 20<sup>e</sup> Assemblée générale des États parties à la Convention du patrimoine mondial (2015), et documents WHC-15/20.GA/13 et WHC-15/20.GA/INF.13.



Zone historique de Bridgetown (La Barbade)  
©Anton Ivanov / Shutterstock.com\*

### **Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)<sup>5</sup>**

Les actions des Villes du patrimoine mondial visent à inspirer les parties prenantes urbaines à s'appuyer sur leur propre patrimoine matériel et immatériel pour promouvoir le développement urbain durable. Les municipalités en charge de la gestion des Villes du patrimoine mondial se sont rassemblées au sein de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM). Ce réseau bénévole et non gouvernemental a été fondé en 1993 à l'initiative de Jean-Paul L'Allier, maire de Québec (Canada) afin de servir de plateforme pour les décideurs locaux et pour permettre aux professionnels du patrimoine urbain de débattre de défis et de solutions en lien avec la protection et la gestion du patrimoine mondial à l'échelle locale. Depuis 2016, l'organisation compte 280 villes membres de par le monde dont la gestion est prise en charge par les quartiers généraux de celle-ci, situés à Québec, et par 8 secrétariats régionaux.

<sup>5</sup> Voir : <http://www.ovpm.org/fr>



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Réseau des  
villes créatives

## LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

### POURQUOI UN RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES ?

**La culture et la créativité sont pratiquées et vécues quotidiennement au niveau local en tout premier lieu. En stimulant la croissance des industries culturelles, en soutenant la création, en encourageant la participation citoyenne et culturelle, en développant une approche de la sphère publique à l'aide d'une perspective nouvelle ; les pouvoirs publics, en coopération avec le secteur privé et la société civile, peuvent atteindre un développement urbain plus durable en adéquation avec les besoins pratiques de la population locale. Dans ce contexte, la coopération et le partage d'expériences et de savoirs sont essentiels afin d'identifier les nouvelles tendances et de concevoir des solutions innovantes qui répondent aux défis communs.**

Le Réseau des villes créatives de l'UNESCO (RVCU)<sup>1</sup> a été créé en 2004 dans une approche d'exploration avant-gardiste visant à promouvoir la coopération avec et entre les villes et les gouvernements locaux ayant identifié la diversité culturelle et la créativité comme des facteurs stratégiques pour les économies locales et le développement urbain durable. À l'inauguration du RVCU en 2004, le Conseil exécutif de l'UNESCO a reconnu l'importance d'un renforcement des partenariats avec les villes et les gouvernements locaux, du fait de l'évolution de leur rôle dans la promotion de la diversité culturelle. Le Conseil exécutif a également reconnu le potentiel d'un réseau mondial des villes créatives qui renforcerait le développement des industries culturelles locales, encouragerait une coopération active entre les villes et les gouvernements locaux, et contribuerait à la visibilité de l'UNESCO parmi ses États membres. Depuis 2005, le RVCU est également associé aux actions entreprises par l'UNESCO pour mettre en œuvre la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Aujourd'hui, le RVCU est un outil important pour l'UNESCO, pas seulement en tant que plateforme de réflexion sur le rôle de la créativité comme levier du développement durable, mais également comme source d'action et d'innovation. Le RVCU est entièrement financé par des sources extrabudgétaires basées sur la contribution volontaire des villes individuelles, des États membres et des fondations.

### QU'EST-CE QUE LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO ?

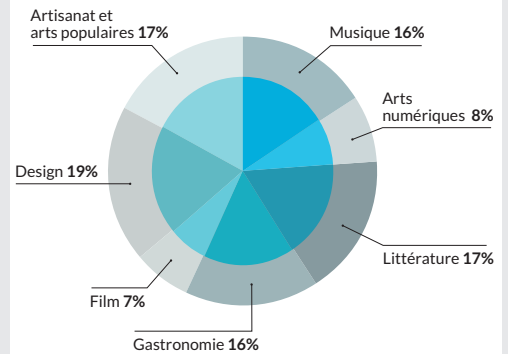
Depuis 2016, le RVCU se compose de 116 villes membres dans 54 pays de toutes les régions du monde<sup>2</sup>. Le RVCU compte des villes très diverses en termes de taille, de population, de situation géographique, de PIB et de développement économique, et couvre sept domaines créatifs : artisanat et arts populaires, design, film, gastronomie, littérature, musique et arts numériques.

Pour devenir membre du RVCU, les villes doivent soumettre un formulaire de candidature au moment des appels à candidature émis régulièrement par l'UNESCO. Les villes membres sont désignées par le/la Directeur(ice)-général(e) conformément aux procédures de désignation du programme et après consultation de deux groupes : des experts indépendants, et/ou des organisations non gouvernementales désignées par l'UNESCO ainsi que des villes membres du RVCU regroupées par domaines créatifs. Bien que le dépôt de candidature soit décidé par le gouvernement municipal, les commissions nationales des États membres concernés doivent également apporter leur soutien à celle-ci.

En rejoignant le RVCU, les villes s'engagent à mettre en œuvre son Énoncé de mission<sup>3</sup>, qui appelle à placer la créativité et les industries créatives au cœur du développement local pour soutenir la durabilité économique, sociale, culturelle et environnementale et à coopérer activement au niveau international. Les membres du RVCU travaillent ainsi aux niveaux local et international en développant des partenariats qui impliquent les secteurs public et privé ainsi que la société civile, et partagent les bonnes pratiques qui visent à :

- renforcer la création, la production, la distribution et la diffusion des activités, des biens et des services culturels ;
- développer des pôles de créativité et d'innovation et élargir les opportunités des créateurs et des professionnels du secteur culturel ;
- améliorer l'accès et la participation à la vie culturelle, en particulier au bénéfice des groupes et des personnes défavorisées ou vulnérables ;
- intégrer pleinement la culture et la créativité dans les plans et les stratégies de développement.

Figure 6. RÉPARTITION DES VILLES DU RVCU PAR DOMAINE CRÉATIF (2016)



Afin d'analyser leur rôle de laboratoires d'idées et d'innovation et de communiquer autour de celui-ci, les villes membres du RVCU doivent présenter un Rapport périodique d'activité tous les quatre ans. Ces rapports leur permettent de démontrer leur engagement continu et manifeste à la mise en œuvre de l'Énoncé de mission du RVCU aux niveaux local et international et de renouveler leur engagement à travers la présentation d'un plan d'action pour les quatre années suivantes. Cela leur permet également de mieux comprendre l'impact des désignations et les encourage à développer des recherches et des études de cas sur les concepts et expériences des villes créatives.

La collecte et la diffusion d'informations contribueront à assurer un meilleur suivi des progrès ; à mettre en valeur les réalisations concrètes du réseau ; à souligner des politiques, stratégies et partenariats efficaces et à soutenir la formulation et la mise en œuvre de nouveaux plans d'action fondés sur des preuves ; tout en signalant les nouvelles problématiques relatives au rôle de la culture et de la créativité dans le développement urbain durable.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Voir : [https://fr.unesco.org/creative-cities/sites/creative-cities/files/Ennonce\\_Mission\\_Reseau\\_des\\_Villes\\_creatives\\_UNESCO.pdf](https://fr.unesco.org/creative-cities/sites/creative-cities/files/Ennonce_Mission_Reseau_des_Villes_creatives_UNESCO.pdf)

<sup>1</sup> Voir : <http://fr.unesco.org/creative-cities/>





Montréal (Canada)  
© Cindy Boyce, 2013-2014

## COMMENT LES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO CONTRIBUENT-ELLES AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ?

Les villes créatives participent à plusieurs ODD, en particulier ceux qui concernent la réduction de la pauvreté (Objectif 1), l'égalité des sexes (Objectif 5), la croissance économique (Objectif 8) ainsi que la création de villes et de communautés durables (Objectif 11).

Comme n'importe quelle zone urbaine du monde, les villes créatives doivent faire face à des enjeux comme le besoin de moderniser les zones négligées pour les adapter aux usages urbains contemporains, d'améliorer l'inclusion des groupes socialement marginalisés et d'enrichir les dynamiques et la diversité de leurs économies urbaines. Les Villes créatives abordent ces défis, entre autres, en instaurant des activités liées à leur domaine créatif respectif et en tirant parti au maximum de leurs atouts créatifs en tant que base pour un développement durable, inclusif et équilibré sur le plan économique, culturel, environnemental et social. Parmi les solutions on retrouve des interventions bâties sur leur tissu urbain, l'organisation de festivals et d'événements urbains encourageant la participation culturelle, le renforcement des capacités des professionnels de la culture, la formation et le soutien des nouveaux talents, l'étude de nouvelles formes de création et l'adoption de politiques et de mesures qui encouragent un environnement porteur pour les industries créatives locales. Ainsi, en concentrant leurs actions sur le savoir-faire local, les Villes créatives ne font pas que renforcer le sentiment de fierté et d'identité de leurs habitants mais également leur capacité à générer de nouvelles sources de revenus et de cohésion sociale.

Les Villes créatives sont des pôles d'innovation et de vrais viviers pour le développement de nouvelles stratégies, politiques et initiatives visant à faire de la culture et de la créativité des vecteurs du développement durable et de la régénération urbaine, à augmenter le nombre d'opportunités pour un éventail de communautés plus large tout en contribuant à des schémas sociaux plus inclusifs et aux économies urbaines. De cette façon, les Villes créatives répondent à d'importants défis locaux tels que la crise économique, la dégradation de l'environnement, la croissance démographique et les tensions sociales ; et peuvent échanger sur leurs expériences et sur leurs meilleures pratiques au niveau international. Elles démontrent que les industries créatives jouent un rôle vital pour la durabilité des économies locales et pour la création de nouvelles opportunités économiques. Elles aident les individus, et particulièrement les groupes marginalisés et les personnes vulnérables, à avoir accès à la culture, à y participer et à jouir des biens et services culturels.

De plus, le RVCU offre aux villes d'exceptionnelles opportunités de tirer des leçons des processus de formation par les pairs et des projets collaboratifs aux niveaux régional et international, d'améliorer la mobilité des artistes et des professionnels de la culture et de renforcer les capacités d'élaboration et de mise en œuvre des politiques. Le niveau de connectivité internationale et les différents types de coopération avec les autres Villes créatives sont les moteurs de ce processus. Cependant, la plupart des villes sont activement engagées dans des projets bilatéraux ou multilatéraux ainsi que dans des échanges avec d'autres villes membres du même domaine créatif. Une réunion annuelle permet aux membres de partager leurs expériences des différents secteurs et sert de plateforme de définition des

objectifs stratégiques d'un RVCU élargi et équilibré.

Les actions et les expériences positives des Villes créatives sont destinées à inciter les parties prenantes urbaines à travers le monde à tirer parti de leurs biens culturels et de leurs industries créatives pour le développement durable de leur propre ville. À cette fin, le RVCU n'est pas qu'un laboratoire d'initiatives pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 mais aussi un laboratoire d'idées. Les relations entre le RVCU et le mandat de l'UNESCO, qui sont renforcées par les efforts d'amélioration de la contribution du RVCU à la collecte de données et aux efforts de recherches, étoffent le groupe d'experts – à la fois chercheurs et praticiens – dans le domaine de la créativité et du développement urbain durable et contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies urbaines pour les sept domaines créatifs du RVCU.

### Durán (Équateur), Ville créative d'artisanat et des arts populaires de l'UNESCO

#### LA CRÉATIVITÉ VA DE PAIR AVEC LA MÉMOIRE COLLECTIVE, LE BIEN-ÊTRE URBAIN ET LA COHÉSION SOCIALE

Depuis 2007, le Festival « Souvenirs du chemin de fer » se tient chaque année à Durán (Équateur) en l'honneur des anciens cheminots de la ligne historique de chemin de fer Eloy Alfaro. Cet événement a donné lieu à la création par la municipalité d'un projet intitulé « L'histoire sur les façades » ; qui donne carte blanche aux artistes locaux pour peindre sur les façades des immeubles et des maisons des centaines de peintures murales illustrant l'histoire de la ville. Du fait d'une grande participation de la jeunesse, la municipalité de Durán a lancé une seconde initiative, intitulée « La jeunesse en faveur des droits de l'Homme », à laquelle participent plus de 150 jeunes artistes.

**Dakar (Sénégal), Ville créative des arts numériques de l'UNESCO**  
**STIMULER ET FINANCER LA CRÉATIVITÉ**

Dakar, capitale du Sénégal, a mis en œuvre un Plan de développement culturel et artistique visant à revitaliser les secteurs de la créativité et de la culture par la construction de bâtiments dédiés à la création, à la production et à la diffusion de biens et de services culturels. Dans ce contexte, la municipalité a renforcé les capacités de 19 centres socio-culturels en élargissant leur offre culturelle, en organisant des ateliers de formation et en mettant en place des espaces pour la création et la diffusion des œuvres créatives. Afin d'encourager la cohésion sociale et l'égalité des chances, ces centres adoptent une approche inclusive en ciblant en particulier les artistes autodidactes. Cette initiative a bénéficié d'un soutien financier important de la part du Fonds de soutien aux initiatives culturelles et privées, démontrant ainsi le ferme engagement à financer la créativité et à ouvrir la voie aux artistes émergents et prometteurs.

**Adélaïde (Australie), Ville créative de musique de l'UNESCO**  
**LES CITADINS ET LES DÉCIDEURS POLITIQUES SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE**

À Adélaïde (Australie), la musique est au cœur de la vie culturelle de la ville. Le Bureau du développement musical a été inauguré en 2014 avec pour objectif de placer la musique au cœur de l'identité et du développement de la ville. De plus, le conseil municipal a mis en œuvre un vaste Plan d'action pour la musique en live qui identifie les lieux et les regroupements de musique en live et reconnaît les futurs sites d'investissement et de développement de la musique en live. Il est intéressant de noter que, même si les décideurs politiques et les administrations ont un rôle crucial, les initiatives proviennent également des communautés locales, des universitaires et du secteur privé.



Téléphérique de Puebla  
©Municipality of Puebla-Tourism Secretariat of Puebla

**Shenzhen (Chine), Ville créative de design de l'UNESCO**  
**AMÉLIORER L'ÉCHANGE ET LA MOBILITÉ DES ARTISTES**

Organisé par le Bureau de la Promotion de Shenzhen, Ville de design, ainsi que l'Association de promotion de Shenzhen, Ville de design (SDPA), le Prix du design pour les jeunes talents de Shenzhen (SZ+DAY) vise à encourager les jeunes talents à contribuer à la création de villes plus vertes, plus écologiques et plus durables. Ce projet encourage les échanges entre les créateurs âgés de moins de 35 ans et les architectes âgés de moins de 40 ans de toutes les Villes créatives et soutient leurs efforts dans l'amélioration de la durabilité, du développement social et économique et, par-dessus tout, de la qualité de vie au sein des villes par la créativité.

**Saint-Étienne (France), Bilbao (Espagne), Graz (Autriche), Helsinki (Finlande), Villes créatives de design de l'UNESCO, et Ljubljana (Slovénie), Ville créative de littérature de l'UNESCO**  
**REPENSER LA VILLE CONTEMPORAINE À TRAVERS LE PRISME D'UN RÉSEAU À PLUSIEURS NIVEAUX**

« Human Cities: Challenging the City Scale » est un programme sur quatre ans, mis en œuvre dans le cadre du programme « Europe Créative 2020 » qui étudie le remodelage des espaces publics par le design, avec pour objectif général d'affirmer le rôle central de la créativité dans les politiques publiques et plans d'action des villes. Mené par la Ville de design de Saint-Étienne (France) en collaboration avec 12 autres partenaires européens, ce programme implique les Villes créatives de design et de littérature de l'UNESCO.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Coalition internationale  
des villes inclusives et  
durables – ICCAR

## LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES – ICCAR

### POURQUOI UNE COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES ?

La Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR,<sup>1</sup> anciennement connue sous le nom de Coalition internationale des villes contre le racisme, a été mise en place par l'UNESCO en 2004 à la suite de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en 2001 et appelait à la création d'un front commun dans la lutte mondiale contre les discriminations raciales. En tant que plateforme collaborative mondiale pour les villes et les municipalités, la Coalition assiste les autorités locales dans la lutte contre les discriminations dans leurs rôles de décideurs politiques et de prestataires de services dans des domaines aussi variés que l'éducation, l'emploi, le logement et les activités culturelles.

Bien que les villes soient des espaces au potentiel important, une urbanisation rapide et une profonde transformation sociale peuvent représenter une menace sérieuse pour le développement urbain inclusif, de nombreuses villes étant toujours un terrain fertile pour l'exclusion et la discrimination à tendances racistes, xénophobes et intolérantes.

L'ICCAR a la position stratégique nécessaire pour renforcer le caractère inclusif des villes du monde entier en soutenant le développement de politiques et d'initiatives participatives au niveau de la ville, en partageant les connaissances et les compétences, en apprenant des bonnes pratiques et en prônant le développement urbain inclusif.

Aujourd'hui, l'ICCAR compte plus de 500 villes membres à travers le monde, réparties au sein de 7 coalitions régionales et nationales.

En tant que membres de la Coalition internationale, les villes ont le double avantage de la *proximité* pour entreprendre des actions concrètes, ce qui responsabilise les citoyens et les communautés ; et de la *connectivité*, avec un réseau mondial de villes engagées dans l'amélioration de la coopération et de l'échange pour renforcer

l'inclusion et combattre la discrimination sous toutes ses formes.

Bien que les conventions, recommandations et déclarations internationales élaborées à l'échelle mondiale doivent être ratifiées et mises en œuvre par les États membres, il est également impératif d'impliquer des acteurs sur le terrain. L'UNESCO identifie les villes comme sites clés de liaison entre actions en amont et actions en aval. Le rôle des autorités de la ville en tant que responsables de l'élaboration des politiques locales est crucial à une action efficace.

### QU'EST-CE QUE LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES – ICCAR ?

La Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR se compose de sept coalitions régionales et nationales :

**Afrique :** La Coalition africaine des villes contre le racisme et la discrimination a été lancée à Nairobi (Kenya) au cours du 4<sup>e</sup> Sommet Africain, en 2006. Cinquante-neuf municipalités dans 18 pays ont déjà rejoint cette coalition régionale qui compte également d'autres villes et partenaires associés et dont le chef de file est Durban (Afrique du Sud).

**États arabes :** La Coalition arabe des villes contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance a été lancée à Casablanca (Maroc) en 2008 et compte actuellement 19 villes membres dans 6 pays. Casablanca est le chef de file de cette Coalition régionale.

**Asie et Pacifique :** La Coalition des villes contre la discrimination en Asie et au Pacifique (APCaRD) a été fondée en août 2006, à Bangkok (Thaïlande) lors de la Conférence régionale des villes pour une société inclusive en Asie et au Pacifique. Actuellement, 71 villes et organisations régionales de 25 pays différents ont rejoint cette coalition régionale dont le chef de file est Auckland (Nouvelle-Zélande).

**Europe :** Le Bureau de la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) lancée en 2004 à Nuremberg (Allemagne) se trouve à Potsdam (Allemagne) et son chef de file est Bologne (Italie). L'ECCAR a déjà réussi à réunir plus de 129 municipalités de 23 pays européens différents.

**Amérique latine et Caraïbes :** La Coalition d'Amérique latine et des Caraïbes contre le racisme a été lancée en 2006 à Montevideo (Uruguay). Elle regroupe 51 municipalités et reçoit le soutien de 34 institutions locales, nationales et régionales de 23 pays

différents. Le chef de file de cette Coalition est Montevideo.

**Canada :** La Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (CCMARD) a été officiellement lancée à Calgary (Canada) en 2007 en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO et la Fédération canadienne des municipalités. La Coalition canadienne compte 63 municipalités dans 9 provinces.

**États-Unis d'Amérique :** La Coalition des villes américaines contre le racisme et la discrimination a été lancée en 2013 par la Conférence des maires des États-Unis, en coopération avec l'UNESCO et le Département d'État des États-Unis. Jusqu'à présent, 51 villes de 27 états fédéraux ont rejoint cette plateforme collaborative.

Chaque coalition répond à des priorités et à des enjeux spécifiques présentés dans le Plan d'action en dix points qui couvre divers domaines de compétences des autorités de la ville tels que l'éducation, le logement, l'emploi et les activités culturelles, et suggère des politiques pratiques pour un développement assuré par les autorités municipales. Les villes membres s'engagent à intégrer ce Plan d'action dans leurs stratégies et politiques municipales et à impliquer dans sa mise en œuvre les parties prenantes pertinentes, parmi lesquelles les jeunes, les organisations de la société civile et le secteur privé.

Les coalitions régionales peuvent améliorer l'impact de leurs actions, apprendre des expériences de chacune et amplifier leur message de solidarité par le biais d'une collaboration interrégionale encouragée par la Coalition internationale, comme l'illustre l'adoption de l'accord de coopération entre la Coalition d'Amérique latine et des Caraïbes et l'ECCAR en 2015.

Dans un esprit de collaboration, l'UNESCO a lancé le Comité de pilotage mondial pour l'ICCAR à Bologne (Italie) les 17 et 18 avril 2016. Rassemblant pour la première fois les 7 coalitions régionales et nationales de l'ICCAR, cette réunion a permis aux villes de renouveler leur engagement envers une action, une direction et une solidarité conjointes au sein du réseau ; et a donné à la Coalition internationale un rôle de plateforme clé pour la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes. Le Comité a également pris la décision de réaligner le mandat, l'identité et les priorités de la Coalition en adoptant le nom de Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR, reflétant ainsi la valeur

<sup>1</sup> Voir : <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/against-discrimination/coalition-of-cities/>



« Perception » par « Calligraffiti » artist El Seed (2016)  
© El Seed

transversale de l'inclusion présentée dans les ODD et dans le Nouveau Programme des villes tout en conservant son engagement central de lutte contre le racisme et la discrimination. Cette réunion a également eu pour résultat l'engagement pour la rédaction d'un bilan des Plans d'action en dix points de chaque coalition régionale et nationale à la lumière des Objectifs de développement durable (ODD) et en réponse aux opportunités et aux enjeux contemporains. La Déclaration de Bologne<sup>2</sup> a été adoptée, symbole de la confiance que chaque ville accorde à la plateforme ICCAR.

## COMMENT L'ICCAR CONTRIBUE-T-ELLE AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ?

Les ODD présentent une compréhension globale du développement qui rend justice à la complexité des différents enjeux et à la corrélation entre eux. Dans ce contexte, l'inclusion est un concept transversal à toutes les priorités et actions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aborde toutes les formes et manifestations de la discrimination. Cette approche globale de la promotion de l'inclusion urbaine est partagée par la Coalition internationale ; elle guide sa vision et ses priorités.

Plus de 10 ans après la création de la Coalition internationale, un appel à l'unité mondiale pour la lutte contre le racisme et toute forme de discrimination n'a jamais été aussi pertinent. Aujourd'hui, cependant, il est clair qu'il est nécessaire d'élargir le champ de l'action et de la direction communes afin de faire du développement durable et inclusif une réalité, étant donné la complexité des enjeux auxquels font face les villes du monde et la dimension centrale de l'inclusion et du respect des droits de l'homme dans les ODD et dans le Nouveau Programme pour les villes.

Encourager l'inclusion au sein des villes est un défi complexe dû en partie au lien entre

les différentes formes de discrimination et d'exclusion fondées sur le sexe, l'origine culturelle ou ethnique, le handicap, la classe sociale, etc. Par conséquent, il est extrêmement difficile, en pratique, d'attribuer les comportements d'exclusion à une forme spécifique de discrimination ou à une autre. Par exemple, dans le cas de la marginalisation des migrants, il peut être difficile de distinguer la discrimination fondée sur l'ethnie de la discrimination basée sur la perception d'une différence culturelle. Ainsi, les politiques et les programmes élaborés en réponse à ce phénomène aux formes multiples et croisées doivent aborder celui-ci d'une façon globale tout en s'attaquant aux sources spécifiques de la discrimination existante.

### Yala (Thaïlande)

#### ÉLABORATION DES POLITIQUES : LE PROGRAMME POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE

La municipalité de Yala a adopté un Programme pour une société inclusive afin d'encourager l'inclusion. Son objectif est d'instaurer un sentiment d'égalité entre ses populations culturellement diversifiées mais également d'encourager la pleine participation de tous les groupes ethniques dans la vie sociale, politique et éducative afin d'encourager une plus grande tolérance et une compréhension mutuelle entre les communautés. Dans ce contexte, la municipalité a mis en place un projet de réunion de comité communautaire, un projet de formation et de réunion d'un groupe de professionnels, un centre pour le développement de l'enfant, un tutoriel d'admission à l'université et un camp de formation par l'échange culturel.

Le Programme pour une société inclusive de Yala est un exemple prometteur d'initiative manifestant l'engagement d'une communauté en faveur d'une culture de la diversité et de la tolérance libérée de toute forme de discrimination. À travers ce programme, la municipalité s'efforce également de promouvoir une communication ouverte avec les communautés et une gouvernance transparente. La ville souhaite servir d'exemple aux autres en mettant en avant la valeur de la diversité culturelle en tant que caractéristique clé du développement urbain durable.

### Vancouver (Canada) LE PROGRAMME D'ÉGALITÉ À L'EMPLOI

Le Programme d'égalité d'accès à l'emploi (EAE) est une ressource d'assistance pour les membres du personnel et les départements de la ville de Vancouver dans le cas de problèmes liés à l'équité, à l'inclusion et à la mise en place d'environnements de travail respectueux. En soutien de la Politique d'égalité d'accès à l'emploi de la ville (1986) qui encourage le recrutement d'individus sous-représentés parmi les employés, le Programme EAE offre conseils et consultations aux départements en termes de recrutement et de maintien d'une main d'œuvre qualifiée qui reflète la diversité de Vancouver. Parmi les services offerts par le Programme EAE, on retrouve : la sensibilisation de la communauté ; la provision d'informations sur les pratiques et les politiques liées à l'équité de la ville, l'inclusivité et la prévention du harcèlement ; la collaboration avec les départements afin de dépasser les obstacles systémiques ; l'organisation de formations sur les droits de l'homme, sur la prévention du harcèlement et sur la compétence culturelle ; l'assistance à la résolution de problèmes liés à l'intimidation et au harcèlement, y compris dans le cas de la discrimination ; la collaboration avec les autres départements afin d'améliorer les programmes et services accessibles et inclusifs ; et la promotion des meilleures pratiques au sein des départements.

Plus récemment, le Programme EAE a représenté la ville de Vancouver au sein d'un groupe de travail national dirigé par l'Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF) afin de faire progresser l'égalité entre les sexes, l'équité et l'inclusion au sein des municipalités canadiennes. Les efforts conjoints du groupe ont permis la rédaction d'un guide : *L'avancement de l'équité et l'inclusion : Un guide pour les municipalités.*

Avec le soutien appuyé du Conseil et des équipes de direction, le Programme EAE est un bon exemple de la façon dont une ville peut intégrer les principes et les meilleures pratiques de l'équité et de l'inclusion sur le lieu de travail. Ce type de programme est efficace pour la sensibilisation et l'établissement de partenariats visant à mettre en place une main d'œuvre qui reflète la composition de la population et accueille la diversité des expériences, des perspectives et des talents des employés qui la composent. Ce Programme est particulièrement efficace car il offre un soutien dans la mise en œuvre des politiques et des priorités de la ville liées à l'équité et à l'inclusion. Les conseils prodigués par le programme sont d'autant plus pertinents que les départements disposent rarement d'une expertise des pratiques d'égalité à l'emploi.

<sup>2</sup> Voir : [http://coalicionlac.org/sites/coalicionlac.org/files/Declaracion\\_Bologna\\_abril2016\\_0.pdf](http://coalicionlac.org/sites/coalicionlac.org/files/Declaracion_Bologna_abril2016_0.pdf)



« Perception » par « Calligraphiti » artist El Seed (2016)  
Manshiyat Nasr, Caire (Egypte) © El Seed

L'ICCAR avance cette approche globale de l'inclusion en soutenant les villes dans le développement et la mise en œuvre d'initiatives de lutte contre la discrimination, de promotion de la valeur de la diversité culturelle et de garantie que tous les citoyens puissent jouir pleinement de leurs droits. Ces initiatives couvrent des domaines politiques aussi variés que l'éducation, la culture, le logement, l'emploi et les sports ; avec des solutions qui comprennent des mesures de prévention, de vigilance, de sensibilisation, d'autonomisation et de médiation.

#### Montevideo (Uruguay) LA MAISON DE LA CULTURE AFRO-URUGUAYENNE

Le projet de Maison de la culture afro-uruguayenne a été financé grâce à la coopération espagnole et géré par le Département de développement social de la municipalité de Montevideo. Les objectifs principaux de la Maison de la culture afro-uruguayenne sont d'encourager une meilleure compréhension des valeurs, des coutumes, de la culture et de l'histoire des individus d'ascendance africaine ainsi que de leur contribution à la société et à la cohésion sociale uruguayenne.

À cette fin, la municipalité de Montevideo a demandé l'affectation d'une propriété au sein d'un site du patrimoine culturel afin d'en faire le quartier général de la Maison de la culture afro-uruguayenne. Le bâtiment est situé au cœur du quartier de Palermo, en face de la Conventillo Ansina, une zone culturelle emblématique de l'ascendance africaine de la ville puisque c'est là que les familles noires, descendantes des esclaves, s'étaient installées à l'origine. La Maison de la culture afro-uruguayenne se concentrera sur la restauration, la recherche et la promotion de la culture afro-uruguayenne ; l'éducation et le développement social ; les relations internationales ; la coopération ; et l'organisation d'un carnaval.

Le renforcement de la culture afro-uruguayenne et la participation de la communauté afro-uruguayenne à la vie sociale et culturelle de la ville encouragent l'inclusion et le dialogue interculturel entre les différentes communautés de la ville.

#### Auckland (Nouvelle Zélande) DES CÉLÉBRATIONS CULTURELLES QUI ENCOURAGENT LA DIVERSITÉ

Auckland est régie par la Loi sur les gouvernements locaux de 2002, promulguée par le Parlement néo-zélandais pour la gestion et la gouvernance des organes locaux à travers le pays. Guidé par les engagements présentés dans le Programme d'action en dix points de la Coalition des villes contre la discrimination en Asie et au Pacifique, le travail du conseil de la ville consiste à collaborer avec les communautés pour leur permettre de renforcer la conscience, la confiance, le respect et la compréhension des différences culturelles de chacune. Le conseil s'est engagé à travailler avec chacune des nombreuses communautés d'Auckland, y compris les communautés maoris, du pacifique, asiatiques, indiennes, pakeha et européennes ; pour ne citer qu'un petit nombre des quelque 200 nationalités qui forment la population très diverse de la ville.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Conseil d'Auckland célèbre la culture de tous les groupes ethniques, en partageant leurs traditions, leur culture et leur gastronomie. Parmi les nombreuses initiatives culturelles de la ville, on retrouve le Festival Pasifika qui célèbre la culture polynésienne, la Fête des lanternes qui célèbre la culture chinoise et la Fête de Diwali qui célèbre la culture indienne. Les établissements d'enseignement secondaire de la ville accueillent également le ASB Polyfest, le plus grand festival de danse du Pacifique du monde.

Célébrer la richesse de la diversité des cultures et des traditions d'une ville peut être un moyen efficace d'encourager la compréhension mutuelle, l'appréciation et les interactions entre différentes communautés, instaurant ainsi une protection efficace contre la discrimination et l'exclusion.

#### Winnipeg (Canada) LE GUIDE « KNOW YOUR NEIGHBOURS »

Le guide « Know your neighbours »<sup>3</sup> (Apprendre à connaître ses voisins), qui en est à sa troisième édition, est rédigé par le Comité des citoyens et des citoyennes pour l'équité de la ville de Winnipeg. Ce guide est une ressource qui présente la diversité culturelle de la ville et permet une meilleure compréhension de la façon dont la diversité et les différences sont source de force. Les chapitres sont organisés par continent puis par ordre alphabétique selon l'origine ethnique des groupes d'au moins 500 individus. Ce livre regroupe des informations fournies par chaque communauté sur l'histoire, les conventions sociales et les coutumes de leur groupe culturel. Cette ressource vise à promouvoir un dialogue ouvert et une conscience culturelle plus étendue en poussant les citoyens à engager la conversation avec l'un de leurs voisins qui fait partie du tissu multiculturel de Winnipeg.

Le guide « Know your neighbours » permet au lecteur de comprendre les diverses cultures et communautés ethniques qui composent Winnipeg et encourage l'appréciation, le partage et la compréhension interculturels, aidant ainsi Winnipeg à promouvoir l'un de ses plus grands atouts : sa diversité.

Dans le contexte d'un élan mondial vers un développement urbain inclusif et durable alimenté par les ODD, la Conférence Habitat III et le Nouveau Programme pour les villes ; la Coalition internationale est en position stratégique pour répondre à ces priorités émergentes en tirant parti de son expérience mondiale de promotion de l'inclusion urbaine. L'ICCAR est également une plateforme puissante pour la mobilisation de partenariats collaboratifs avec des acteurs de divers secteurs comme la société civile, les communautés de la recherche, le secteur privé et les médias.

La communauté mondiale réaffirme son engagement envers des villes en paix, justes et équitables pour tous, et l'ICCAR peut prendre la tête de cette initiative en tant que vraie plateforme mondiale pour la solidarité, le plaidoyer, la collaboration et l'échange pour soutenir le développement urbain durable au XXI<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup>Voir : <http://winnipeg.ca/clerks/boards/citizenequity/pdfs/WPGsKnowYourNeighboursGuide.pdf>

## LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

### POURQUOI UN RÉSEAU MONDIAL DES VILLES APPRENANTES ?

Les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie sont à la fois au cœur du travail sur l'Éducation pour tous (EPT) et du Cadre d'action Éducation 2030 de l'UNESCO. L'apprentissage tout au long de la vie fait également partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Un nombre croissant de villes ont identifié l'apprentissage tout au long de la vie comme composante clé permettant de faire face aux enjeux liés à la cohésion sociale, au développement économique et à la durabilité.

Le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (GNLC) a été fondé par l'UNESCO via l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, avec

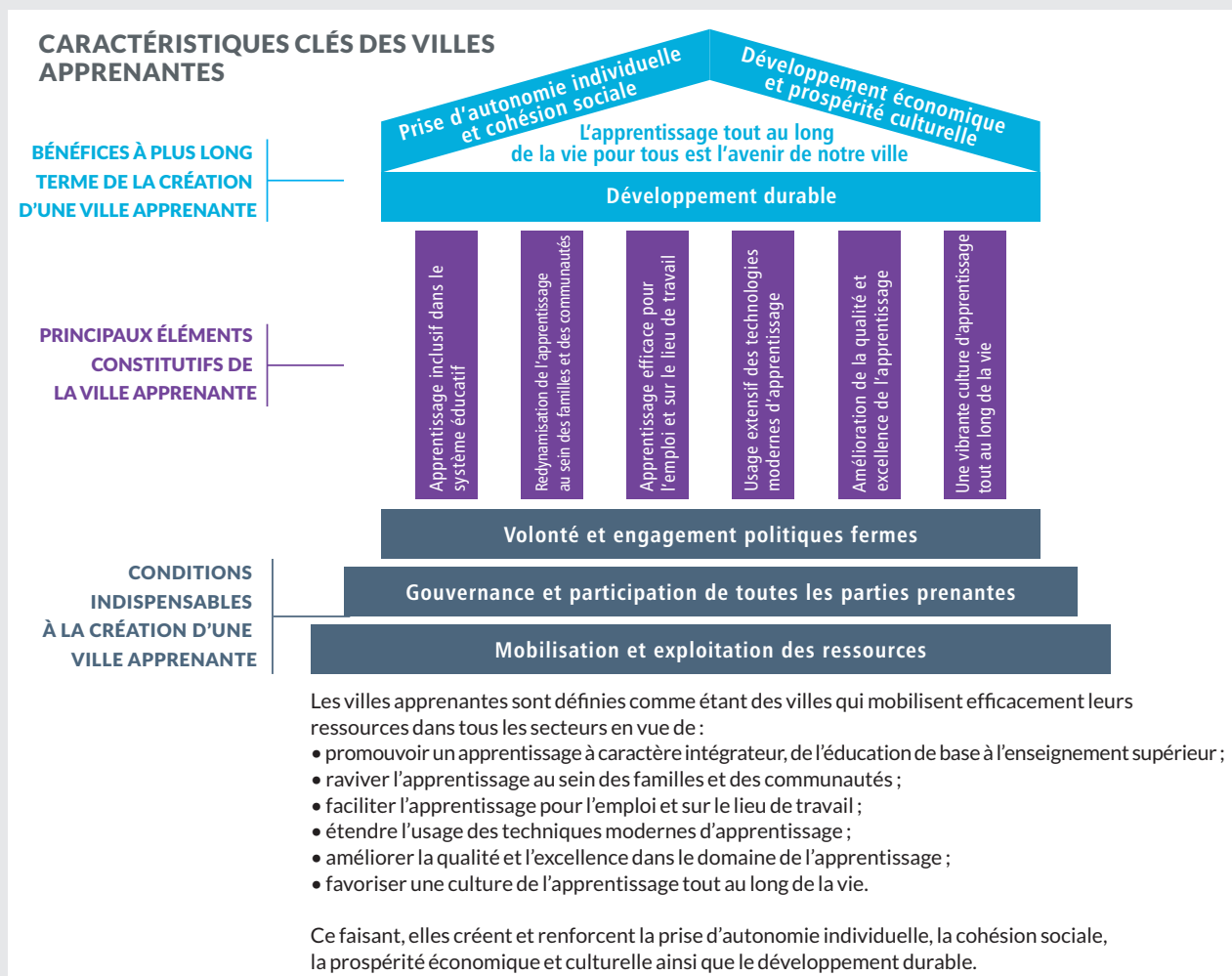
pour mission de soutenir et d'accélérer la pratique de l'apprentissage tout au long de la vie dans les villes par : la promotion du dialogue politique et de la formation par les pairs parmi ses membres, le tissage de liens, le soutien de partenariats, le renforcement des capacités et le développement d'instruments qui encouragent et reconnaissent les progrès apportés par l'établissement de villes apprenantes. Ce réseau international axé sur les politiques rassemble les villes qui considèrent que l'apprentissage tout au long de la vie est crucial pour leur développement urbain inclusif et durable.

Lors de la Première conférence internationale sur les villes apprenantes en octobre 2013 à Pékin (Chine), la Déclaration de Pékin sur la création des villes apprenantes<sup>1</sup> et les Caractéristiques clés des villes apprenantes<sup>2</sup> ont été adoptées ; ce sont les documents

d'orientation du GNLC. Ils fournissent aux villes et à leurs partenaires un cadre global présentant les caractéristiques clés des villes apprenantes et les actions qui doivent être entreprises afin de créer l'une d'entre elles. La Deuxième conférence internationale sur les villes apprenantes s'est tenue en 2015 à Mexico (Mexique). Cette conférence a ouvert l'accès au GNLC à toutes les villes intéressées par l'idée d'en devenir membre.

### QU'EST-CE QUE LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES ?

Le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes est un réseau international axé sur les politiques de partage de l'inspiration, des connaissances et des meilleures pratiques qui vise à soutenir et améliorer les villes apprenantes du monde.



<sup>1</sup> Voir : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002267/226755F.pdf>

<sup>2</sup> Voir : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002267/226756F.pdf>

Depuis juin 2016, le GNLC compte plus de 100 villes membres de toutes les régions du monde. Les villes membres actuelles vont des métropoles de plusieurs millions d'habitants comme Mexico (Mexique), Amman (Jordanie) et São Paulo (Brésil) à des municipalités de plus petite taille telles que Ybycui (Paraguay) et Melton, dans la zone métropolitaine de Melbourne (Australie).

Toute municipalité qui souhaite améliorer l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie dans sa communauté peut rejoindre le GNLC.

Toutes les villes membres ont accepté la Déclaration de Pékin sur la création des villes apprenantes et les Caractéristiques clés des villes apprenantes et se sont engagées à incarner une perspective d'amélioration de l'apprentissage tout au long de la vie ainsi qu'à devenir des villes apprenantes. Les villes membres du GNLC sont représentées par leur maire ou un élu désigné par le maire ; et sont définies comme des unités administratives dirigées par un conseil municipal ou un autre organe élu. Une ville apprenante peut donc être une municipalité apprenante, un village apprenant ou une communauté apprenante. Les villes membres bénéficient d'un certain nombre de mécanismes de soutien : documentation, échanges avec d'autres villes, supports de formation, communication optimisée et promotion des bonnes pratiques. En outre, les villes membres qui font des progrès importants dans la création d'une ville apprenante peuvent prétendre au Prix UNESCO de la ville apprenante, décerné tous les deux ans.

#### LES SIX ÉTAPES DE CRÉATION D'UNE VILLE APPRENANTE

- 1 Développer un programme pour devenir une ville apprenante
- 2 Créer une structure coordonnée impliquant toutes les parties prenantes
- 3 Introduire et entretenir le processus au moyen de célébrations
- 4 S'assurer que l'apprentissage est accessible à tous les citoyens
- 5 Mettre en place un processus de suivi et d'évaluation afin de s'assurer du progrès de la ville apprenante
- 6 Assurer un financement durable

Les villes membres du GNLC sont des pionnières du développement, de l'essai et de l'application de divers outils d'apprentissage tout au long de la vie qui bénéficient à la fois à leurs citoyens individuellement mais aussi à la qualité et à l'habitabilité de leurs environnements locaux. Ces outils ne servent pas qu'à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous au niveau local mais également au sein d'autres villes, reconnaissant ainsi le besoin de chaque ville d'améliorer sa gouvernance de façon continue.

Les villes qui se sont déjà engagées à fonder le bien-être de leurs citoyens sur les opportunités d'apprentissage devraient encourager d'autres villes à rejoindre le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes. La majeure partie de la population mondiale vivant aujourd'hui dans des zones urbaines, c'est au niveau local que le développement durable peut être atteint.

#### COMMENT LES VILLES APPRENANTES CONTRIBUENT-ELLES AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ?

L'idée d'un apprentissage tout au long de la vie est profondément ancrée dans toutes les cultures. Dans le monde d'aujourd'hui, qui évolue rapidement et dont les villes accueillent toujours plus de groupes de migrants ; l'apprentissage tout au long de la vie gagne en pertinence à mesure que les normes sociales, économiques et politiques sont redéfinies. La reconnaissance de la diversité culturelle et de ses multiples valeurs doit être une condition préalable à l'appréciation et à l'amélioration des savoirs individuels.

Des études ont prouvé que les individus profitant de l'apprentissage tout au long de la vie – des citoyens ayant acquis de nouveaux savoirs ainsi que de nouvelles compétences et attitudes dans des contextes variés tout au long de leur vie – sont mieux équipés pour s'adapter aux changements de leurs environnements et contribuent à faire face aux enjeux dus à ces changements. L'apprentissage tout au long de la vie et les sociétés apprenantes ont donc un rôle vital à jouer dans la transition vers des sociétés durables.

Assurer une éducation inclusive et équitable et encourager les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous (ODD 4) est au cœur du développement d'une ville apprenante ; il est aussi important de rendre les villes apprenantes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables, comme cela est encouragé par l'ODD 11.

Les villes sont les vecteurs de la croissance économique. L'apprentissage tout au long de la vie est considéré comme l'une des façons les plus importantes d'alimenter cette croissance et un intérêt tout particulier doit être porté à la qualité de cette dernière. Cela implique le développement de stratégies innovantes qui permettent aux citoyens de tous âges d'acquérir de nouvelles qualifications et compétences tout au long de leur vie.

#### Cork (Irlande) LE FESTIVAL DE L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Le Festival de l'apprentissage tout au long de la vie fut l'une des réussites clés de la transformation de Cork en ville apprenante. Il implique des partenaires de l'État, de la société civile et du secteur privé qui offrent tous des opportunités d'apprentissage et de formation.

Au cours de la semaine du festival, les citoyens peuvent profiter d'un avant-goût des opportunités que leur ville a à leur offrir au travers d'environ 500 événements, tous gratuits. Ils sont gérés par des organes statutaires, des particuliers et des organisations bénévoles et privées ; ils couvrent tous les aspects de la société civile, y compris les arts, l'industrie, la santé, l'informatique, l'environnement, la généalogie, les langues, l'histoire locale et l'architecture. Ils peuvent prendre la forme de représentations, de discussions, de visites, de débats, de cours, de démonstrations, d'ateliers et de séminaires internationaux.

Dans le cadre du Festival de l'apprentissage tout au long de la vie, des projets communautaires annuels sont organisés avec la ville de Belfast (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Depuis la première édition en 2011, les projets vont de la formation à la construction et à la manœuvre de bateaux traditionnels à la peinture murale. Ces initiatives encouragent les Irlandais du Nord à passer du temps à Cork, permettant ainsi aux habitants des deux régions d'apprendre à se connaître.

Au fil des années, le festival a remis en cause les perceptions des individus sur l'apprentissage et a aidé les individus et les institutions à repenser le rôle de l'apprentissage au sein de diverses activités et organisations, lui redonnant ainsi son statut d'activité centrale à la vie de la ville. Événement inclusif, le festival met en lumière les opportunités d'apprentissage pour les individus de tous âges, milieux sociaux, savoir-faire et intérêts tout en soutenant les groupes défavorisés et marginalisés tels que les individus ayant des difficultés d'apprentissage et les immigrés.



Namyangju (République de Corée)  
© Namyangju Institute of Lifelong Education

De par leur engagement, les villes apprenantes servent de plateforme de création de bonnes pratiques et de laboratoires d'élaboration d'outils pour l'apprentissage tout au long de la vie dans le contexte urbain local. En permettant aux citoyens d'apprendre tout au long de leur vie, les villes apprenantes encouragent le développement des connaissances, des compétences, des valeurs et des comportements de leurs citoyens. En responsabilisant les individus, les villes membres améliorent l'inclusion sociale ainsi que la prospérité économique et culturelle de leurs communautés. Les savoirs et compétences individuels développés tout au long d'une vie permettent à la fois aux individus et aux communautés de s'adapter plus facilement au changement, qu'il soit social, environnemental ou économique, et d'être ainsi plus résilients face aux défis mondiaux.

### Namyangju (République de Corée) LES PHARES APPRENANTS

Namyangju s'est concentrée sur l'amélioration des infrastructures impliquées dans l'offre d'opportunités d'apprentissage tout au long de la vie. Avec ses Phares apprenants, la ville de Namyangju veut offrir une introduction à l'apprentissage tout au long de la vie aux citoyens de tous âges et s'adresse en particulier aux citoyens qui ont déjà eu des difficultés à participer aux initiatives d'apprentissage à cause de problèmes de transports, de mobilité, liés à l'âge ou à des responsabilités parentales. L'objectif de cette initiative est d'améliorer l'accessibilité aux opportunités pédagogiques et culturelles et d'assurer qu'aucun habitant n'ait à marcher plus de dix minutes pour atteindre le Phare apprenant le plus proche.

Les Phares apprenants convertissent les espaces inoccupés de la ville tels que des appartements, bureaux, centres communautaires et maisons de retraite vides, en espaces d'apprentissage. Ces initiatives sont généralement proposées par les citoyens eux-mêmes. Les résidents des immeubles d'habitation, par exemple, peuvent se réunir et décider de mettre en place un Phare apprenant dans un appartement inhabité de leur bâtiment.

Au niveau de la ville, le Comité des Phares apprenants est responsable de l'élaboration de programmes d'apprentissage tout au long de la vie basés sur des sondages auprès des habitants, la promotion des programmes pertinents des Phares apprenants existants et le recrutement et le conseil aux apprenants. De tels programmes sont généralement liés à la santé et au bien-être, à la culture et aux arts, aux sciences humaines et à l'alphabétisation ; et ils sont adaptés à différents groupes d'âges.

Un réseau des Phares apprenants connecte les communautés apprenantes les unes aux autres afin de cultiver un esprit collaboratif, de leur permettre de partager des modèles commerciaux et d'assurer qu'il y ait assez de ressources pour la ville entière.



## LE PROGRAMME UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHERE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

Lancé en 1971, le Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) est un programme scientifique intergouvernemental qui vise à combiner l'application pratique des sciences naturelles et sociales, de l'économie et de l'éducation afin d'améliorer les modes de subsistance humaine, de promouvoir le partage équitable des bénéfices et de sauvegarder les écosystèmes naturels et gérés. À cette fin, il encourage les approches innovantes du développement économique socialement et culturellement appropriées et écologiquement durables.

Le Programme MAB est mis en œuvre dans des réserves de biosphère mondialement reconnues. Elles forment le Réseau mondial des réserves de biosphère (WNBR) qui comprend actuellement 669 réserves de biosphère dans 120 pays<sup>1</sup>. Nommées par les gouvernements nationaux et restant sous la juridiction souveraine des États dans lesquelles elles sont situées, les réserves de biosphère sont idéales pour tester et appliquer des approches interdisciplinaires afin de mieux comprendre et gérer les changements dans les systèmes sociaux et écologiques. De la même façon, elles démontrent des approches innovantes du développement durable aux échelles locale et internationale, en incluant les environnements urbains et péri-urbains.

Au début des années 1970, le Programme MAB a encouragé la première initiative internationale sur les approches écologiques pour les systèmes urbains et autres établissements humains. Au cours des dernières décennies, l'urbanisation est devenue l'un des principaux processus pluridimensionnels mondiaux auxquels doivent faire face les réserves de biosphère ; et la présence de villes au sein ou aux alentours des réserves de biosphère est désormais la norme plutôt que l'exception. En reconnaissance de ces développements, le Groupe urbain du MAB a été lancé en 2000 afin d'étudier la contribution des réserves de biosphère au développement urbain durable. Le Groupe urbain du MAB a défini la « réserve de biosphère urbaine » comme une « réserve de biosphère caractérisée par d'importantes zones urbaines au sein ou aux alentours de ses frontières et où les environnements naturels, socio-économiques et culturels



Castelnuovo di Garfagnana (Italie)  
© Roberto Lo Savio/Shutterstock.com\*

sont façonnés par les influences et les pressions urbaines ; mises en places et gérées avec pour objectif de limiter ces pressions pour une durabilité urbaine et régionale améliorée » (UNESCO, 2004).

### OÙ SE TROUVENT LES RÉSERVES DE BIOSPHERE URBAINES ?

Selon la définition susmentionnée, un grand nombre des 669 réserves de biosphère peuvent être considérées comme des réserves de biosphère urbaines puisque le phénomène d'urbanisation influence de plus en plus les réserves de biosphères auparavant immaculées et prend une place plus importante dans les zones de transition des réserves. Bien qu'aucune réserve de biosphère axée sur le modèle urbain n'ait encore été intégrée au WNBR, de nombreuses villes comprennent et visent à mettre en œuvre le concept des réserves de biosphère en tant qu'outil d'élaboration de solutions pour l'amélioration des liens entre la nature et la culture et la promotion du bien-être humain via la qualité environnementale, tout en fonctionnant comme des pôles urbains de savoirs, de capitaux et d'innovations.

Le point de départ des recherches sur les villes et la conservation de la biodiversité fut une étude pionnière du milieu des années 1970 sur la ville de Hong Kong, associée à une enquête sur la qualité de vie des habitants et l'adaptation des êtres humains. Elle fut suivie de plus d'une

vingtaine de projets de terrain portant sur des thèmes tels que les flux d'énergie et le recyclage à Lae (Papouasie Nouvelle-Guinée), la flore et la faune urbaines de Berlin (Allemagne) et de Xalapa (Mexique), les enfants de la ville de Toronto (Canada), les espaces verts de Dayton (États-Unis d'Amérique), de Séoul (République de Corée) et de Valence (Espagne), ainsi que les liaisons entre environnements urbains et ruraux à Bangkok (Thaïlande) et Rome (Italie).

Les travaux se sont plus récemment attachés à appliquer le concept de réserve de biosphère aux zones urbaines. Parmi les exemples de réserves de biosphère urbaines proches de vastes zones urbaines se trouvent la Haute vallée du Rio Manzanares (Madrid, Espagne), l'Arganeraie (Agadir, Maroc), Cibodas (Bogor-Jakarta, Indonésie), la mangrove de Can Grove (Ho Chi Minh Ville, Vietnam), la côte occidentale du Cap et Kogelberg (Le Cap, Afrique du Sud), le Cerrado (Brasília, Brésil), le Golden Gate (San Francisco, États-Unis), Laplandskiy (Monçegorsk, Fédération de Russie), Mata Atlántica (Rio de Janeiro et São Paulo, Brésil), Montseny (Barcelone, Espagne), le mont Saint-Hilaire (Montréal, Canada), la péninsule de Mornington (Melbourne, Australie), la baie de Dublin (Dublin, Irlande), le Pays de Fontainebleau (Paris, France), Pereyra Iraola (Buenos Aires, Argentine), Puszcza Kapinoska (Varsovie, Pologne) et Wienerwald (Vienne, Autriche).

<sup>1</sup> Voir : <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/world-network-wnbr/>



Côte ouest du Parc national (Afrique du Sud)  
© Andrea Willmore/Shutterstock.com

## COMMENT LES RÉSERVES DE BIOSPHERE CONTRIBUENT-ELLES AU DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE ?

Les réserves de biosphère urbaines contribuent au développement urbain durable par la conservation des paysages et des écosystèmes, le renforcement du développement économique et culturel et le soutien de l'éducation, de la formation et de la recherche sur les questions du développement durable. Les experts et les décideurs nationaux appliquent de plus en plus le concept de réserves de biosphère aux milieux urbains afin de contribuer à la création de villes vertes et de promouvoir des relations plus durables entre les villes et leurs arrière-pays.

Le Programme MAB est un instrument important pour la généralisation du développement durable à tous niveaux et dans toutes ses dimensions y compris dans des milieux urbains et péri-urbains culturellement diversifiés. Il intègre les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement et reconnaît le caractère vital de leurs interrelations. Ce concept de réserve de biosphère a prouvé sa valeur au-delà de la simple protection de la nature. En outre, il est de plus en plus adopté par les scientifiques, les planificateurs, les décideurs politiques, les entreprises et les communautés locales car il sert à rassembler une grande diversité de connaissances, d'études et d'expériences scientifiques et relie la conservation de la biodiversité au développement socio-économique pour le bien-être humain.

Afin de comprendre et d'aborder les défis clés auxquels fait face notre monde – la pauvreté, le changement climatique, la sécurité alimentaire et de l'eau, les pertes de diversité biologique et culturelle, l'urbanisation et la désertification rapides – le Programme MAB, grâce à son WNBR et ses réseaux régionaux et thématiques, aborde le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) de façon

stratégique. Il y parvient au moyen d'actions ciblées dans les réserves de biosphère, entreprises en partenariat avec tous les secteurs de la société afin d'assurer le bien-être des individus et de leur environnement.

### La réserve de biosphère de la côte occidentale du Cap (CWCBR) (Afrique du Sud) UN DÉVELOPPEMENT URBAIN ET SOCIAL EN HARMONIE AVEC LA BIOSPHERE

Dans une zone de transition de 150 000 hectares, la CWCBR compte divers paysages, et même des établissements urbains. Les établissements humains de la CWCBR sont dominés par la zone métropolitaine du Cap et par Atlantis, sa zone résidentielle et industrielle satellite ; ainsi que par Vredenburg-Saldanha, un complexe industriel urbain émergent. En outre, les villes du district comprennent des établissements côtiers dédiés à la pêche et au tourisme balnéaire. La population de la CWCBR est principalement urbaine et augmente rapidement. La partie Sud de la réserve de biosphère est la zone principale d'expansion urbaine mais elle est suivie d'un petit nombre d'établissements informels à croissance rapide. En adoptant une approche globale qui lie la biodiversité et les objectifs de développements économiques et sociaux, les systèmes municipaux du gouvernement local et l'Ordonnance de planification de l'usage du territoire, le Programme-cadre de la CWCBR est un document statutaire qui définit la vision et l'orientation spatiale communes sur lesquelles sont alignés la CWCBR, les programmes de renouvellement urbain, les programmes de développement rural durable intégrés, etc. Ce cadre impose à toutes les parties prenantes de promouvoir le développement durable de façon efficace et concrète.

En conformant ces instruments de planification aux principes et objectifs de la CWCBR, le Corridor de la côte occidentale, situé entre le Cap et le Parc national de la côte occidentale, pourrait être mieux géré, conservant ainsi les écosystèmes existants et la végétation naturelle afin de soutenir la préservation de la zone de biodiversité pour l'agrément et le bien-être des populations urbaines environnantes

### La réserve de biosphère de l'Apennin toscano-émilien (Italie) RENFORCER LES LIENS CULTURELS VILLES-CAMPAGNES

Désignée pour faire partie du WNBR en 2015, cette réserve compte 38 municipalités réparties sur cinq provinces : Parme, Reggio d'Émilie et Modène en Émilie-Romagne et Lucques et Massa Carrara en Toscane. La zone comprend les villes de Langhirano, Castelnuovo Ne'Monti, Fivizzano et Castelnuovo di Garfagnana et compte une population d'environ 100 000 habitants. Elle comprend également de nombreux sites archéologiques et un village préhistorique sur le mont Valestra. Les principales activités économiques de la zone sont le tourisme, l'agriculture, l'artisanat et la fabrication de produits alimentaires de haute qualité comme le fromage Parmigiano Reggiano, le jambon de Parme, l'huile, le vin, le miel et l'épeautre qui ont permis d'entretenir un patrimoine urbain et culturel riche. En encourageant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des paysages culturels, la réserve de biosphère de l'Apennin toscano-émilien contribue à des interactions urbaines et rurales harmonieuses.

## PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

En 2015, plusieurs étapes majeures vers un nouvel avenir durable ont été franchies. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté avec ses 17 Objectifs de développement durable dont l'un vise à rendre les villes ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe<sup>1</sup> appelle à une gestion globale des risques de catastrophes à tous les niveaux. Lors de la COP21 à Paris, les négociations ont débouché sur un accord pour répondre au changement climatique. Le message de l'UNESCO « Changeons les esprits, pas le climat » reflète parfaitement notre approche de la réduction des risques de catastrophes.

Bien que des efforts aient été fournis dans la promotion de la réduction des risques de catastrophe, des risques naturels causent toujours d'énormes pertes de par le monde et des preuves montrent que les événements extrêmes vont se multiplier du fait du changement climatique, de la surpopulation et de l'urbanisation. On s'attend à ce que d'importants capitaux soient consacrés au développement urbain dans les décennies à venir ; et le rythme et l'étendue de l'urbanisation représentent une opportunité clé pour le développement durable, la réduction de la pauvreté et la lutte contre les inégalités. Des solutions aux défis complexes de l'urbanisation ne peuvent être trouvées qu'en rassemblant les États membres, les organisations multilatérales, les gouvernements locaux, le secteur privé et la société civile.

### LE RÔLE DE L'UNESCO

L'UNESCO agit au carrefour entre la science, l'éducation, la culture et la communication ; elle joue un rôle vital et multidisciplinaire dans la construction d'une culture mondiale de communautés résilientes. L'Organisation a entamé une transformation du concept de la préparation aux catastrophes en assistant les pays dans le renforcement de leurs capacités en termes de gestion des catastrophes et des risques liés au climat. Comme le veut son mandat, l'UNESCO coopère avec le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNISDR), les États membres et tous ses partenaires afin de traduire le Cadre de Sendai en actions.



Enquête sur le terrain après un séisme  
©UNESCO/S. Yasukawa

L'UNESCO cherche à promouvoir la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles par un système d'alerte précoce, par le renforcement des capacités, par le partage des connaissances, par la mise en réseau et par des recommandations politiques en coopération avec les parties prenantes clés, dont les gouvernements, les autorités de la protection civile et de gestion des catastrophes, les organisations de la société civile, les instituts de recherche, les autres agences des Nations Unies et les organisations internationales.

### LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA RÉSILIENCE

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe considère le besoin d'investir dans la réduction des risques de catastrophe comme l'une de ses Priorités d'action. Conformément à cette recommandation, l'UNESCO s'est activement impliquée dans l'élaboration des nouveaux Dix points essentiels de l'UNISDR pour rendre les villes résilientes, un outil d'auto-évaluation pour renforcer les capacités des villes en matière de résilience. En codirigeant l'élaboration du document « Point essentiel 7 : Comprendre et renforcer la capacité sociétale pour la résilience », l'UNESCO milite pour des sociétés conscientes des risques et inclusives.

En outre, l'Organisation a atteint une expertise solide du développement de métriques d'évaluation de la résilience et du renforcement des capacités liées à la résilience, par la mise en œuvre de projets internationaux tels que le projet Améliorer la résilience face aux catastrophes naturelles en Amérique du Sud (ENHANS), qui vise à former un très grand nombre d'experts aux évaluations des risques de catastrophe et de la résilience. L'UNESCO aide les États membres à identifier les risques de catastrophe, mais aussi les interventions de sensibilisation et de protection des citoyens, des infrastructures, du patrimoine culturel et de l'environnement à mener. L'UNESCO est également membre de l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES) par laquelle elle contribue à la promotion de la sécurité dans les écoles comme cela est recommandé par le Cadre global pour des écoles sûres et l'Initiative mondiale de l'UNISDR pour des écoles sûres. Grâce à la méthodologie basée sur la science du projet pilote UNESCO-VISUS, l'UNESCO soutient l'évaluation de la sécurité structurelle des infrastructures scolaires et contribue à la promotion du renforcement des capacités d'évaluation des risques en préparant des formateurs.

### UN PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL RÉSILIENT

Le patrimoine culturel et naturel joue un rôle primordial dans la résilience face aux catastrophes. Le patrimoine matériel et

<sup>1</sup> Voir : <http://www.unisdr.org/we/inform/publications/43291>



Éducation à la réduction des risques de catastrophe  
@UNESCO/B.Aliaga

immatériel incorpore souvent des éléments qui permettent de réduire les risques et qui peuvent se révéler de puissants catalyseurs pour la collaboration avec les habitants des différentes régions, en les rassemblant et en renforçant leur sentiment d'appartenance, leur sens de la propriété et leurs espoirs. La protection et la réhabilitation du patrimoine peuvent soutenir une reconstruction rapide grâce aux revenus générés par le secteur informel et les activités touristiques. Cependant, la contribution positive du patrimoine au renforcement de la résilience des communautés face aux catastrophes dépend de la reconnaissance de son potentiel et de sa bonne prise en considération dans les politiques et programmes de réduction des risques de catastrophe. L'UNESCO travaille avec les dirigeants des sites qu'elle a désignés, c'est à dire les réserves de biosphère, les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et les géoparcs mondiaux, afin de promouvoir les stratégies de réduction des risques.

## DES ENVIRONNEMENTS BÂTIS RÉSILIENTS

L'UNESCO coopère avec d'autres agences de Nations Unies et des acteurs internationaux afin d'identifier les lacunes et les besoins en termes de connaissances, de politiques, de pratiques et d'outils existants pour la sauvegarde et le renforcement de l'environnement bâti et d'élaborer des stratégies et des méthodes pour faire face à ces besoins. Dans le domaine du « reconstruire en mieux, » les efforts de l'UNESCO impliquent la Plateforme internationale pour la réduction des catastrophes sismiques (IPRED) financée par le gouvernement japonais. Cette plateforme soutient les décisions politiques basées sur la science par des enquêtes réalisées à la suite d'une catastrophe en vue d'analyser les causes des défaillances structurelles des bâtiments.

## SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

L'UNESCO réaffirme son engagement dans la contribution au renforcement des capacités de ses États membres afin d'établir, d'entretenir et d'améliorer les systèmes d'alerte précoce (EWS) en s'appuyant sur son vaste réseau de praticiens et de scientifiques. L'Organisation fait partie du Comité de pilotage du nouveau Réseau international pour les systèmes d'alerte précoce multirisques. L'engagement de l'UNESCO dans cette initiative internationale s'appuie sur la contribution importante de l'Organisation dans le domaine des alertes précoces. En plus de son engagement actif dans le développement d'EWS hydrométéorologiques et de son expertise d'EWS concernant les tsunamis, l'UNESCO a lancé la Plateforme internationale de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre afin d'améliorer la collaboration et le partage de connaissances sur les EWS des tremblements de terre conformément à son mandat dans le domaine des géosciences.

Enfin, l'UNESCO renforce la capacité de ses États membres grâce à l'utilisation de certaines technologies, et plus particulièrement de technologies d'observation de la Terre, d'externalisation ouverte et de systèmes de navigation par satellite. En étroite collaboration avec la Commission Européenne, l'UNESCO met en œuvre deux projets multirisques, FLOODIS et I-REACT, afin de fournir des informations multirisques sur les situations dangereuses avec l'aide des équipes de gestion des catastrophes, des agences de la protection civile et de citoyens formés qui font office de « capteurs humains ».



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Programme  
Hydrologique  
International

## EAU ET VILLES DURABLES

**Le Programme hydrologique international de l'UNESCO (UNESCO-PHI) est le seul programme intergouvernemental du système des Nations Unies consacré à la recherche dans le domaine de l'eau, à la gestion des ressources en eau, ainsi qu'à l'éducation et au renforcement des capacités. Il soutient le développement urbain durable mettant à la disposition des États membres de leurs villes et de leurs municipalités des connaissances, des outils d'aide à la décision, des réseaux et des opportunités de formation.**

L'UNESCO-PHI aborde une variété de problèmes liés à l'eau dans les milieux urbains tels que :

**L'approvisionnement en eau des établissements humains.** Face aux enjeux induits par la croissance de la population, le changement climatique, la détérioration des infrastructures et la demande en eau qui est de plus en plus pressante pour les établissements humains, le Programme soutient les villes dans la gestion efficace de ressources en eau rares et peu fiables.

**L'écohydrologie urbaine.** L'intégration à l'aménagement spatial de la ville de la rétention des eaux d'orage purifiées dans les « zones vertes » contribue à façonner un « paysage urbain bleu-vert » écologique : dans lequel la consommation énergétique, le transfert et l'accumulation des polluants sont réduits, les habitants sont en meilleure santé et les valeurs culturelles sont renforcées.

**Les crues et sécheresses.** L'urbanisation non planifiée, les services écosystémiques détériorés, les moyens de subsistance vulnérables et une perception publique des risques imprécise sont autant d'éléments que le PHI tente d'aborder au cours de sa huitième phase axée sur le thème « La sécurité de l'eau : réponses aux défis locaux, régionaux et mondiaux ». C'est particulièrement pertinent car leurs impacts et les coûts de gestion liés vont certainement augmenter en termes de fréquence et de montant du fait du réchauffement climatique. Le Programme se concentre sur l'identification de mesures appropriées et opportunes d'adaptation dans un environnement en constante évolution.

**Le changement climatique et les impacts humains sur la durabilité des ressources en eaux souterraines.**

**L'éducation relative à l'eau.** Le travail du PHI sur l'éducation relative à l'eau est pluri et interdisciplinaire et va au-delà de l'enseignement des sciences hydrologiques. Il fait progresser les connaissances scientifiques grâce à la formation de scientifiques et à l'amélioration des connaissances sur les problèmes liés à l'eau par des cours destinés aux professionnels de l'eau et aux décideurs politiques. Il s'adresse également aux professionnels des médias afin que ces derniers puissent communiquer sur les problèmes liés à l'eau de façon précise et efficace. Ses travaux comprennent l'éducation de la communauté afin de promouvoir une plus large participation de celle-ci dans la conservation de l'eau et d'améliorer ses capacités en termes de gestion commune des ressources en eau.

Afin d'améliorer l'accès aux ressources en eau des futurs établissements humains, le programme devra étudier de nouvelles approches, technologies et modifications du système et se diriger vers une gestion intégrée des eaux urbaines. Il devra par exemple mettre en place des systèmes urbains d'approvisionnement en eau flexibles et adaptatifs et des concepts urbains tenant compte de la gestion de l'eau ; promouvoir une gouvernance efficace et des structures institutionnelles de gestion des eaux urbaines ; et identifier et diffuser les meilleures pratiques pour les différents milieux économiques et géographiques dans les pays développés et en développement.

À cet égard, le PHI se concentre sur cinq axes d'études :

- Des approches et technologies radicalement différentes ;
- Changements à l'échelle du système pour des méthodes de gestion intégrée ;
- Structures institutionnelles et leadership au service de la valorisation et de l'intégration ;
- Opportunités dans les villes émergentes des pays en développement ;
- Le développement intégré dans les établissements humains ruraux.

L'UNESCO et les Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI) ont établi l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat, un réseau de mégapoles qui partagent leurs expériences en termes de stratégie d'adaptation au changement climatique pour les services liés à l'utilisation de l'eau. Dans ce cadre, la publication de « monographies relatives à l'eau » qui se concentrent sur une sélection de mégapoles emblématiques du monde<sup>1</sup> a été lancée lors de la Conférence Habitat III à Quito en Équateur en octobre 2016.

### Amérique latine et Caraïbes

En 2009, l'UNESCO a établi un groupe de travail régional sur la gestion des eaux urbaines en Amérique latine et aux Caraïbes, qui a servi de base d'évaluation et d'identification des principales préoccupations régionales telles que les crues urbaines. Les membres du groupe ont accepté de concentrer leurs efforts afin de cartographier les risques de crue urbaine et de réunir des informations sur les initiatives en cours. Le groupe développe également une stratégie d'action régionale basée sur les connaissances scientifiques et techniques et sur l'échange d'informations et d'expériences.

### Asie et Pacifique

L'UNESCO-PHI concentre ses efforts sur l'amélioration des connaissances sur le statut actuel des systèmes d'eaux urbaines en Asie et dans le Pacifique et renforce les coopérations en matière de collecte, d'analyse et de création de base de données pour les systèmes d'eaux urbaines qui ont recours, entre autres, à des plateformes TIC. Le bureau de l'UNESCO à Jakarta a pris le rôle de chef de file dans l'identification des problèmes de gestion des eaux urbaines en Asie et dans le Pacifique en collaboration avec le Forum Asie-Pacifique de l'eau (APWF).

### Afrique

En réponse au besoin de directives et de schémas pour la conception de structures hydrauliques dans la région africaine, l'UNESCO-PHI a lancé le projet de Révision des normes hydrologiques pour des infrastructures hydrauliques résilientes au changement climatique en Afrique (RESIHYST-Afrique), avec pour objectif d'obtenir une directive de la part de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) portant sur les outils de conception des structures hydrauliques.

<sup>1</sup> Paris, Londres, Istanbul, Lagos, Bombay, Pékin, Manille, Tokyo, Chicago, New York, Mexico et Buenos Aires.

L'UNESCO offre des opportunités de partage d'expériences et d'évaluation de son travail en impliquant des réseaux « intelligents » dédiés à l'eau qui fournissent des directives sur les meilleures pratiques de gestion durable de l'eau dans les établissements humains ; tels que l'association PHI - W-Smart (Recherches et technologies d'évaluation de la gestion de la sécurité de l'eau) ou le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), ou encore sur la façon de protéger les réseaux liés à l'eau et aux eaux usées d'un certain nombre de risques.

Le travail de l'UNESCO dans le domaine de la gestion des eaux urbaines est également mené à bien par les Chaires et les Centres de catégorie 2 pertinents (Finlande, République islamique d'Iran, Mexique, Serbie, Uruguay et États-Unis d'Amérique).

## LA SÉRIE SUR L'EAU URBAINE

L'UNESCO-PHI aborde les questions fondamentales liées à la place de l'eau dans les villes et aux effets de l'urbanisation sur le cycle hydrologique et les ressources en eau dans sa série sur l'eau urbaine. En se concentrant sur des approches intégrées pour une gestion durable de l'eau urbaine, la série fournit des informations scientifiques et pratiques importantes pour les praticiens, les responsables politiques et les éducateurs dans le domaine de l'eau urbaine dans le monde entier.

Parmi les ouvrages de la série, on retrouve :


« *Les enjeux liés à l'eau dans les Amériques : perspective des académies des sciences* » rédigé par le PHI en collaboration avec le Programme sur l'eau du Réseau interaméricain des académies des sciences (IANAS) et le Réseau mondial des académies des sciences. Cet ouvrage identifie les problèmes principaux et les solutions potentielles concernant la gestion des ressources en eau dans les zones urbaines de 20 pays d'Amérique ; et aborde les problèmes liés à l'approvisionnement en eaux urbaines et à la gestion de l'assainissement, à l'accès à l'eau potable, à la gestion des eaux usées, aux maladies transmises par l'eau dans les zones urbaines, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à des modèles et à des concepts pour l'amélioration de la gestion des eaux urbaines.



Buenos Aires (Argentine)  
© elnavegante/Shutterstock.com\*

Le document intitulé « *Les processus du cycle et des interactions des eaux urbaines* », quant à lui, se concentre sur la compréhension scientifique de l'impact de l'activité humaine à la fois sur le cycle hydrologique urbain, ainsi que sur ses processus et interactions, et sur l'environnement lui-même. Ces impacts anthropiques qui varient grandement au fil du temps et en fonction de l'endroit doivent être quantifiés selon le climat, le développement urbain, l'environnement culturel, les pratiques religieuses et d'autres facteurs socio-économiques locaux.





À travers une série de 22 cartes sous-régionales, l'Atlas situe les villes du monde qui font partie des différents réseaux de l'UNESCO présentés dans la partie « Dossiers » du présent Rapport : Le Patrimoine mondial et villes, le Réseau des villes créatives de l'UNESCO, la Coalition internationale des villes inclusives et durables - ICCAR, les réserves humaines de biosphères, l'Alliance des mégalo­poles pour l'eau et le climat (en date de juillet 2016) et le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (en date d'avril 2016). Il convient de noter que la légende « Patrimoine mondial et villes » correspond aux villes inscrites sur la Liste du patrimoine mondial.

Les noms des pays et villes qui apparaissent sur la carte sont ceux utilisés par l'UNESCO. Les régions qui apparaissent sur les 22 cartes correspondent aux zones d'étude identifiées dans la Partie I du présent Rapport.

Les désignations employées et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

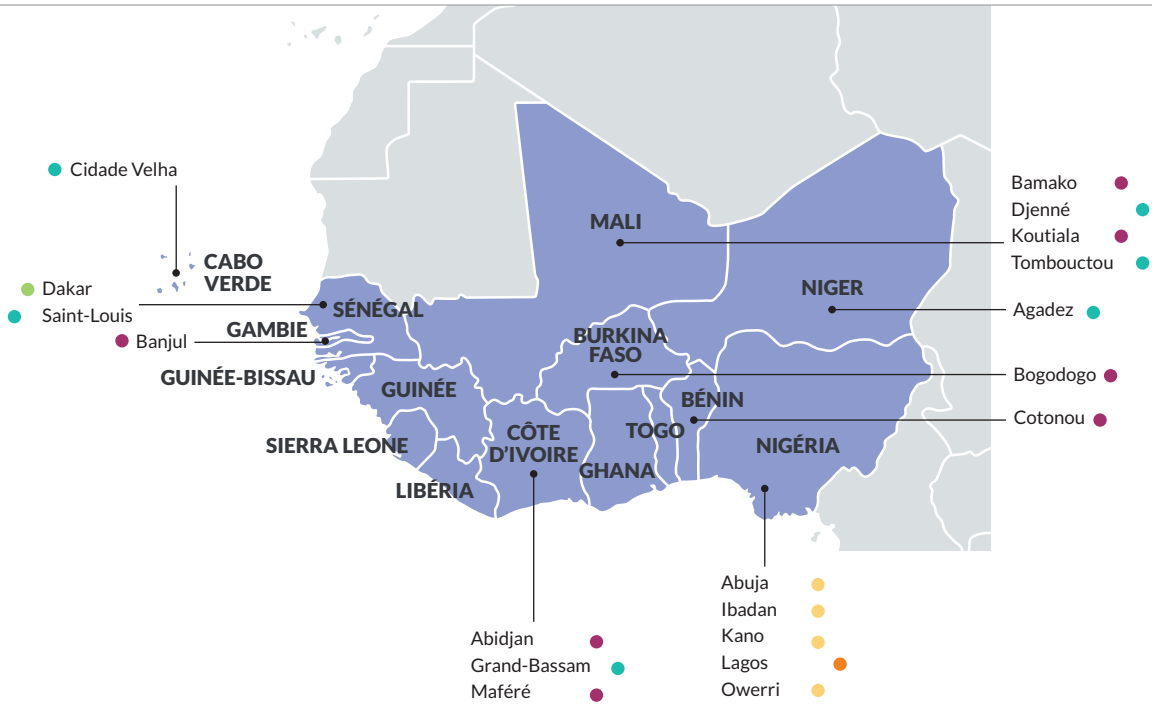


# ATLAS



# AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo



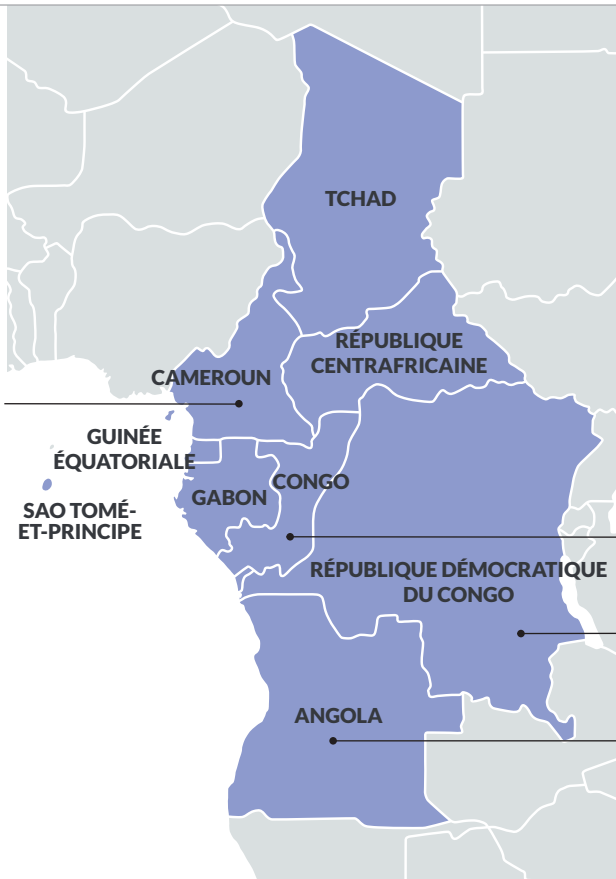
- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- L'ALLIANCE DES MÉGALOPLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT

# AFRIQUE CENTRALE

Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad



- |              |   |              |   |
|--------------|---|--------------|---|
| Afanloum     | ● | Mayo-Baléo   | ● |
| Awaé         | ● | Mayo-Darlé   | ● |
| Bafia        | ● | Mbanga       | ● |
| Bafoussam    | ● | Mbe          | ● |
| Bandjoun     | ● | Mombo        | ● |
| Batié        | ● | Monatéle     | ● |
| Bayangam     | ● | Mouanko      | ● |
| Belel        | ● | Mvengue      | ● |
| Dir          | ● | Ngaoui       | ● |
| Dizangué     | ● | Ngaoundal    | ● |
| Djohong      | ● | Ngaoundéré   | ● |
| Douala       | ● | Ngog-Mapubi  | ● |
| Ebolowa      | ● | Njimom       | ● |
| Eboné        | ● | Nkongsamba   | ● |
| Édéa         | ● | Nyambaka     | ● |
| Edzoundouan  | ● | Obala        | ● |
| Esse         | ● | Olamzé       | ● |
| Evodoula     | ● | Ombessa      | ● |
| Figuil       | ● | Penja        | ● |
| Fongo-Tongo  | ● | Penka-Michel | ● |
| Garoua       | ● | Pouma        | ● |
| Guider       | ● | Sangmélina   | ● |
| Kon-Yambetta | ● | Santchou     | ● |
| Koutaba      | ● | Tibati       | ● |
| Logbadjeck   | ● | Tignère      | ● |
| Manjo        | ● | Touboro      | ● |
| Martap       | ● | Yaoundé      | ● |
| Massangam    | ● |              |   |



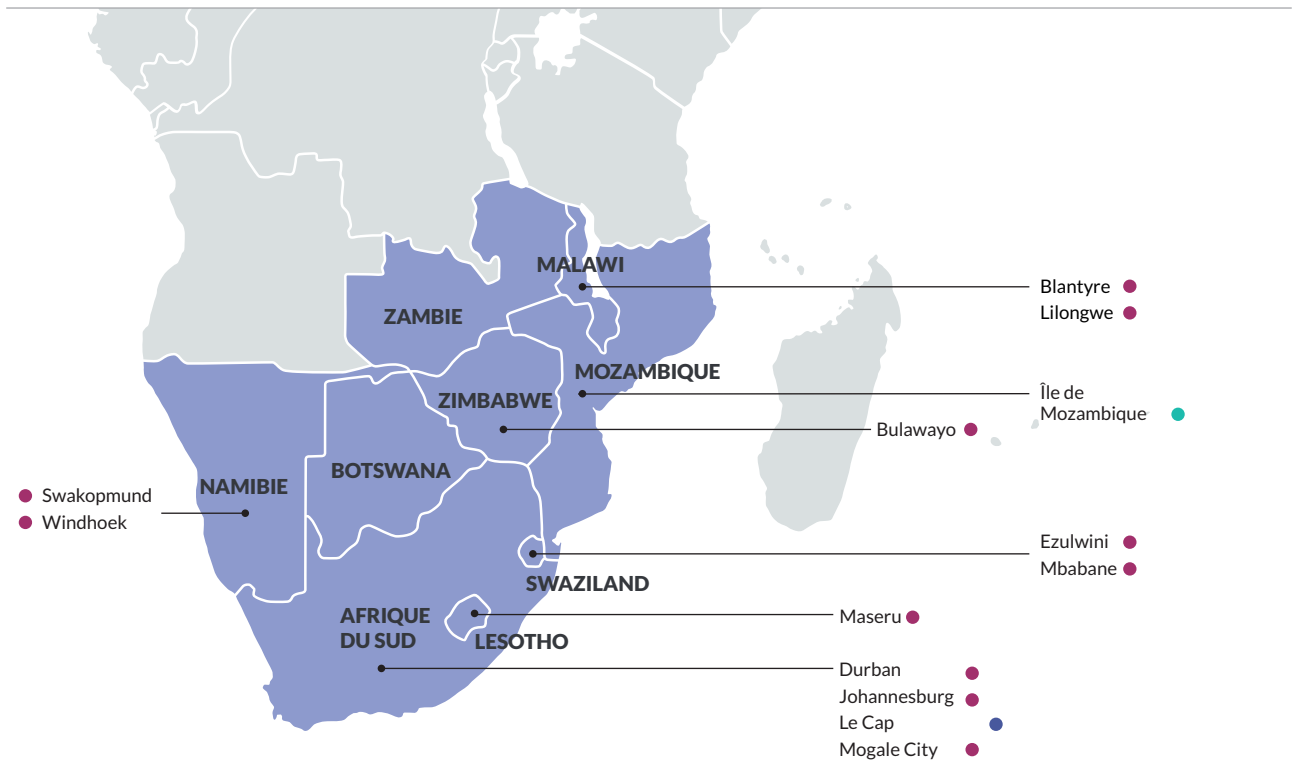
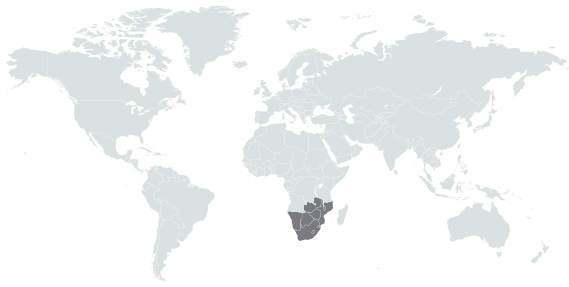
LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR ●

LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU) ●

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC) ●

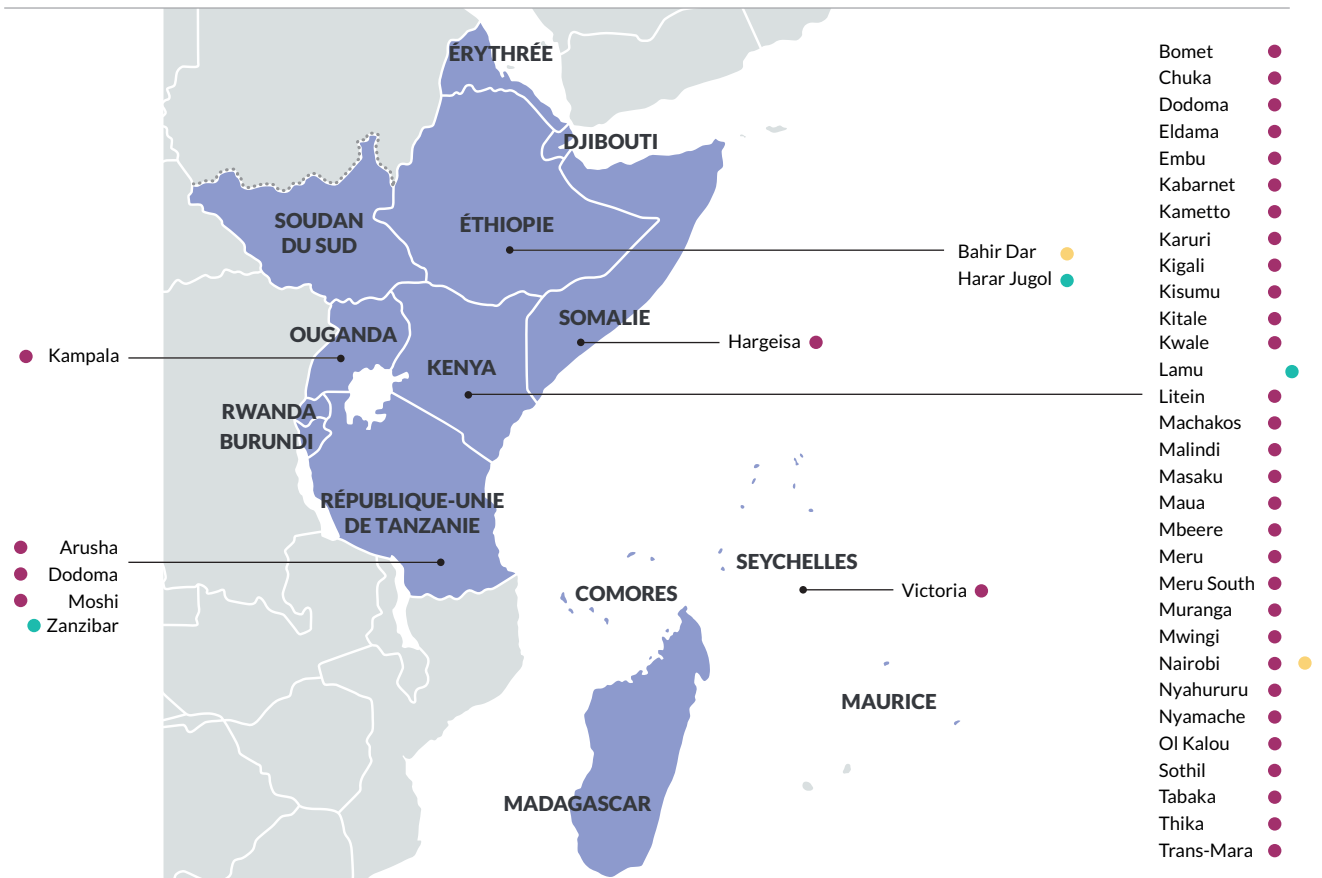
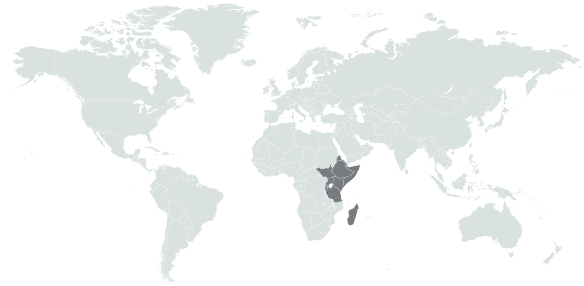
# ZONE SUD ET SUD-EST DE L'AFRIQUE

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.



# AFRIQUE DE L'EST ET LES GRANDS LACS AFRICAINS

Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud



La délimitation finalisée de la frontière entre la République du Soudan et la République du Sud-Soudan n'a pas encore été déterminée.

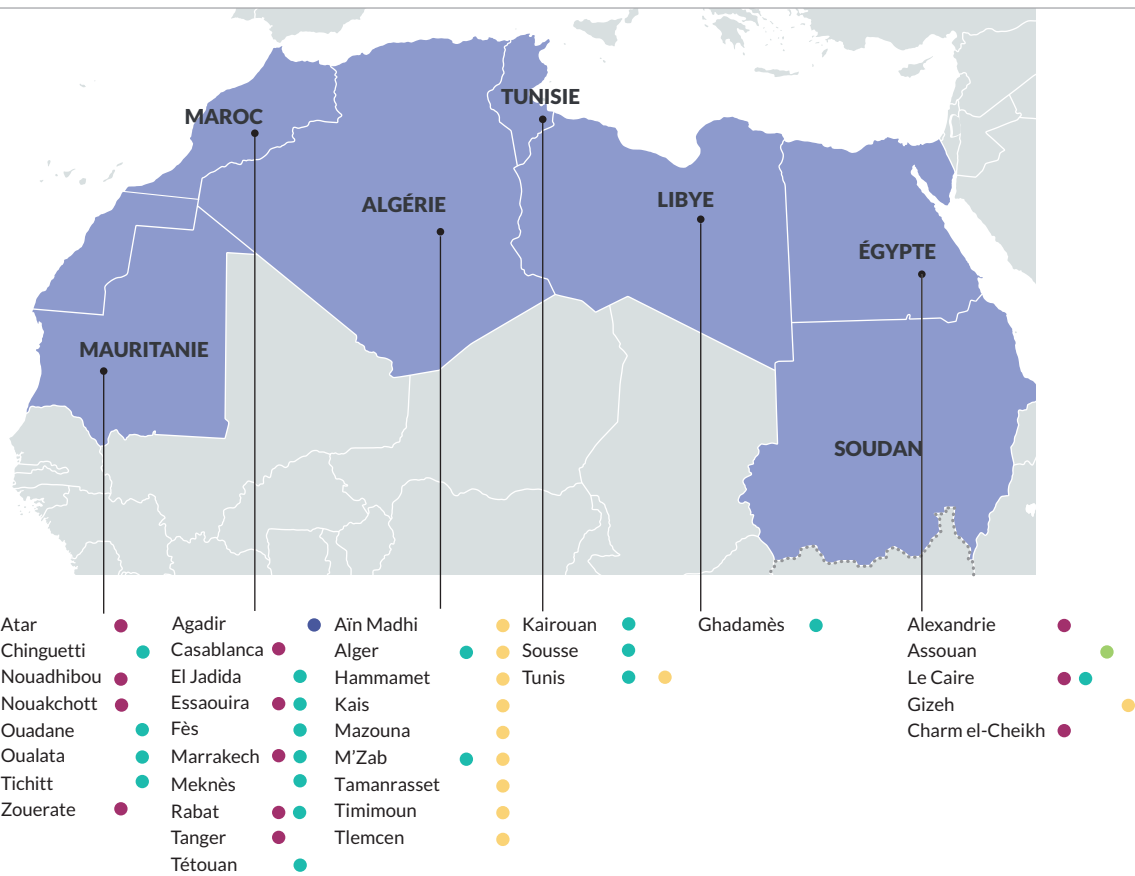
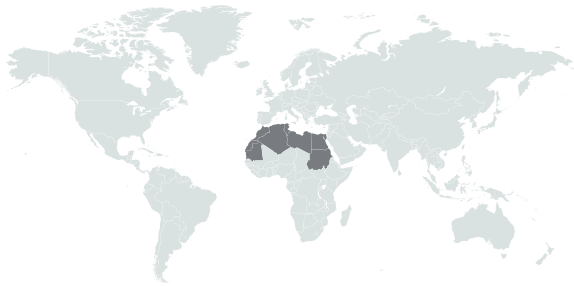
LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR ●

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES ●

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC) ●

# AFRIQUE DU NORD

Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Mauritanie,  
Soudan, Tunisie

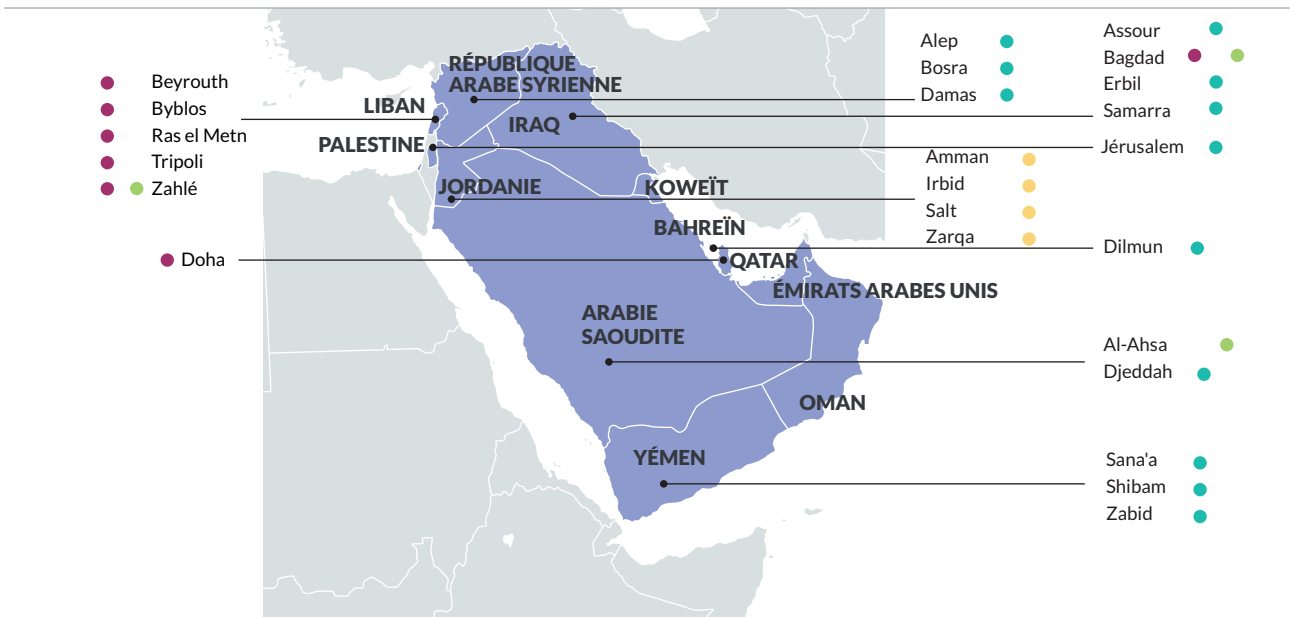


La délimitation finalisée de la frontière entre la République du Soudan et la République du Sud-Soudan n'a pas encore été déterminée.

- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# PROCHE-ORIENT ET PÉNINSULE ARABIQUE

Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Yémen



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

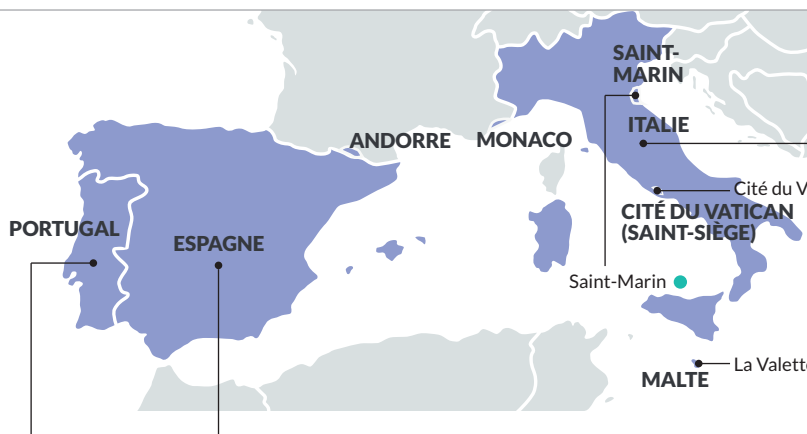
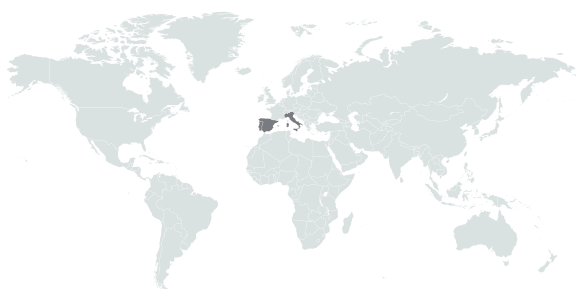
PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

# EUROPE DU SUD-OUEST

Andorre, Cité du Vatican (Saint-Siège), Espagne, Italie, Malte, Monaco, Portugal, Saint-Marin



- Anadia
- Angra do Heroísmo
- Câmara de Lobos
- Cascais
- Elvas
- Évora
- Gondomar
- Guimarães
- Idanha-a-Nova
- Lagoa
- Mação
- Óbidos
- Pampilhosa da Serra
- Porto
- Praia de Vitória

- Alcalá de Henares
- Aranjuez
- Ávila
- Badalona
- Baeza
- Barcelone
- Bilbao
- Burgos
- Cáceres
- Colmenar Viejo
- Cordoue
- Cuenca

- Dénia
- Getafe
- Grenade
- Ibiza
- Las Palmas de Gran Canaria
- Madrid
- Mahón
- Malaga
- Motril
- Saint-Jacques-de-Compostelle
- Salamanque

- San Cristóbal de La Laguna
- Santander
- Saragosse
- Ségovie
- Séville
- Tolède
- Úbeda
- Valence
- Viladecans

- Alberobello
- Assise
- Bologne
- Caltagirone
- Campi Bisenzio
- Catane
- Crespi d'Adda
- Fabriano
- Ferrare
- Florence
- Gênes
- Mantoue
- Militello in Val di Catania
- Modica
- Naples
- Noto
- Palazzolo
- Pescara
- Pianoro
- Pienza

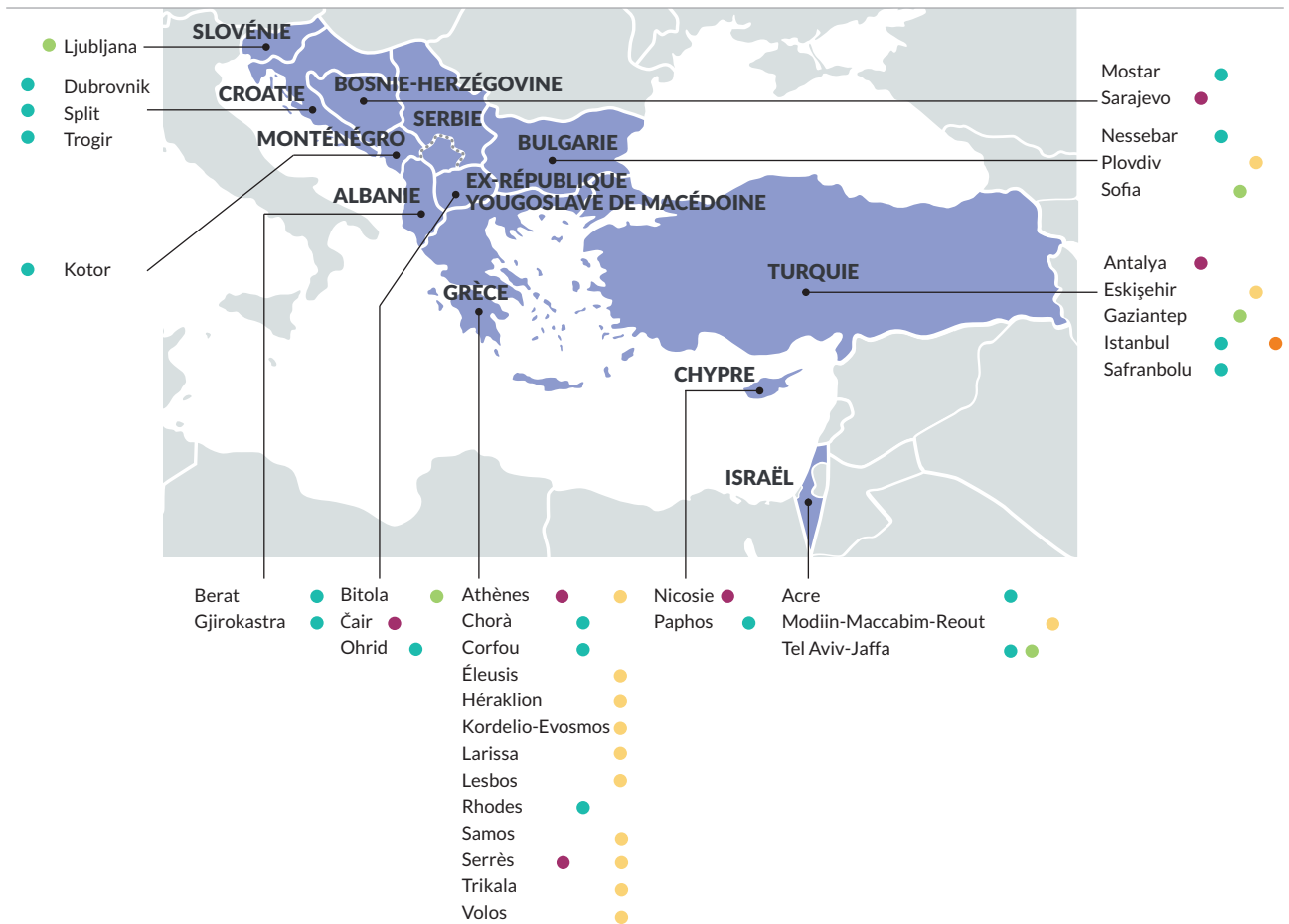
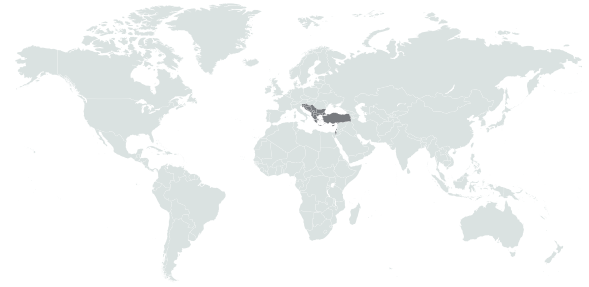
- Portovenere
- Raguse
- Rome
- Sabbioneta
- San Gimignano
- San Lazzaro di Savena
- Santa Maria Capua Vetere
- Scicli
- Sienna
- Turin
- Urbino
- Venise
- Vérone
- Vicence

- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES



# EUROPE DU SUD-EST

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Israël, Monténégro, Serbie, Slovénie, Turquie



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

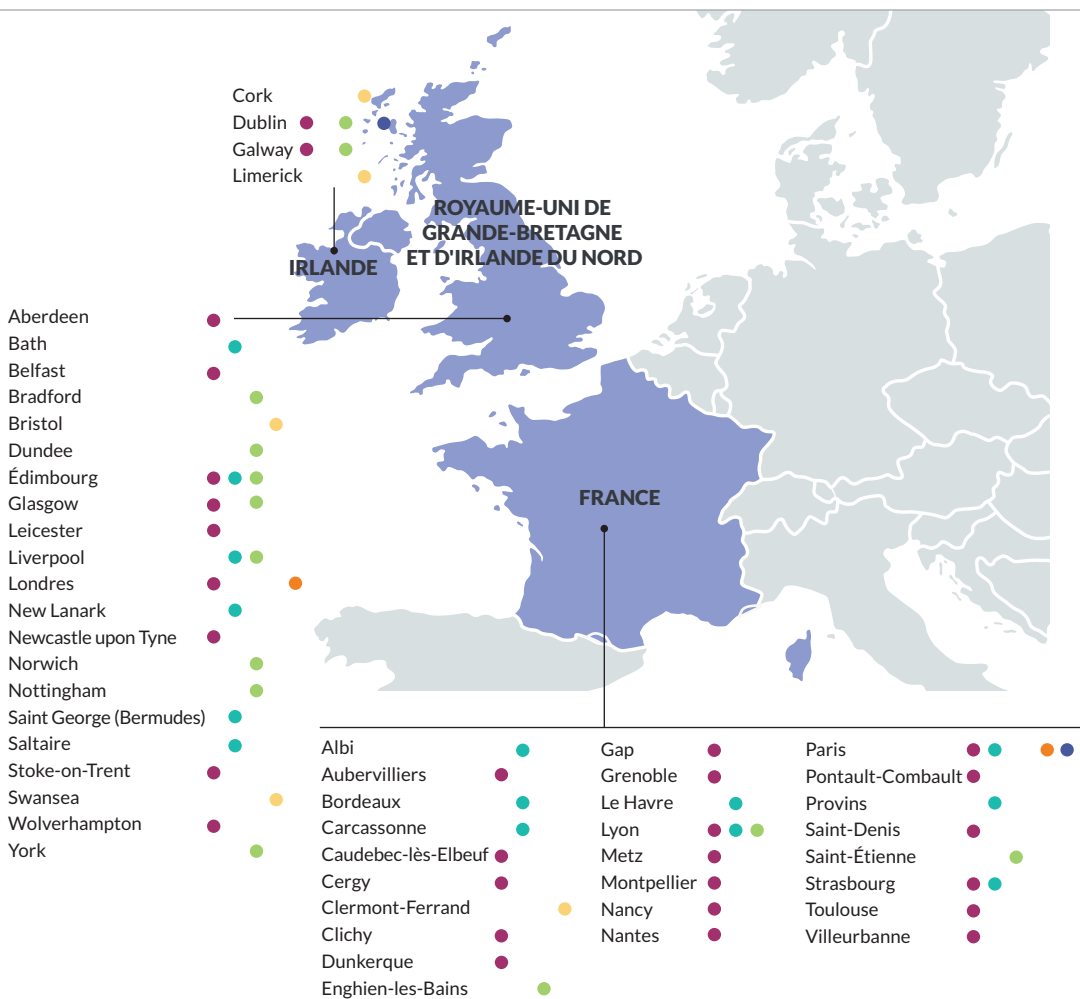
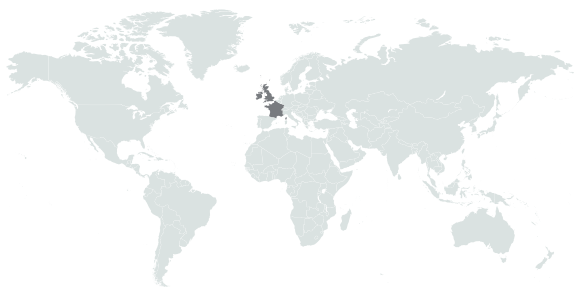
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT

# EUROPE OCCIDENTALE 1

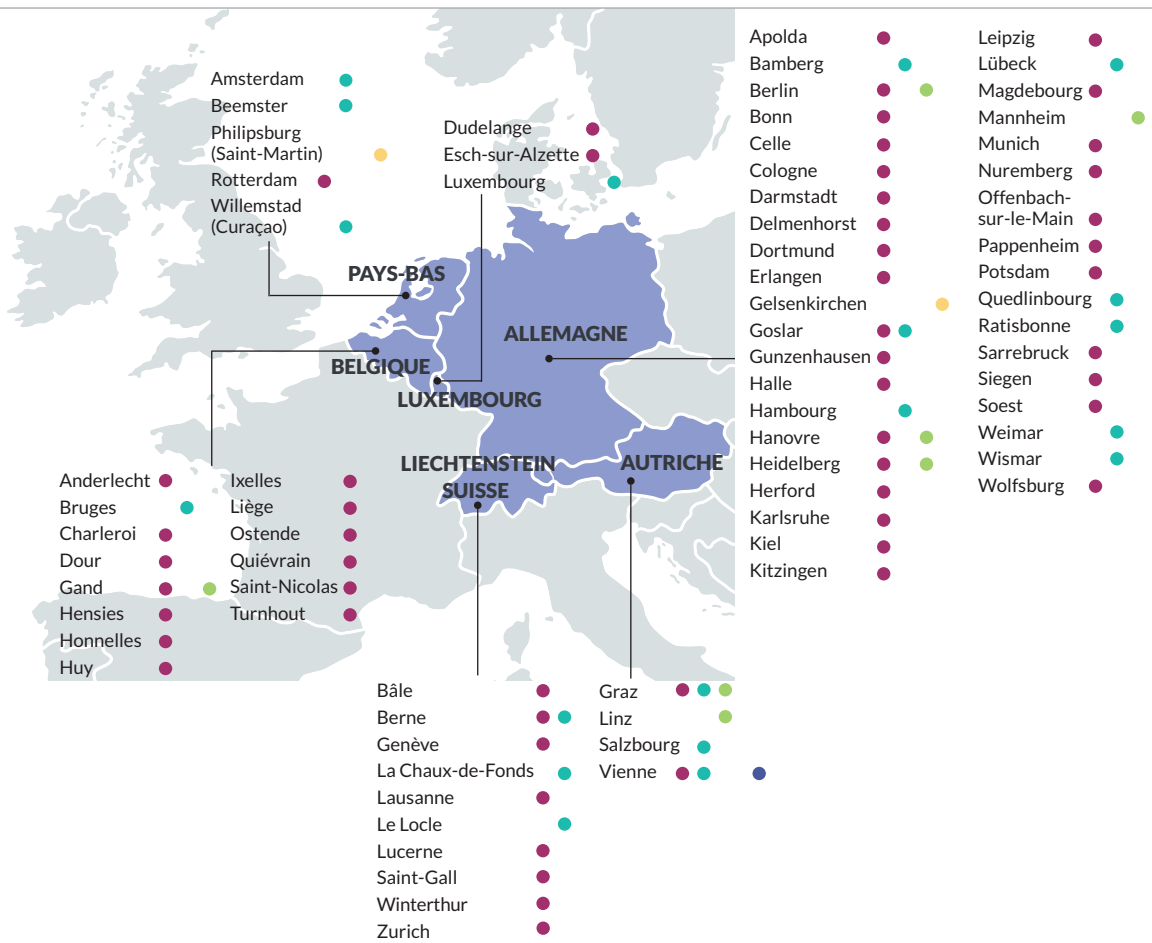
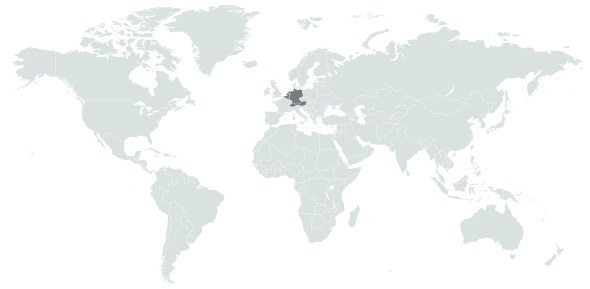
France, Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord



- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLIS POUR L'EAU ET LE CLIMAT
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# EUROPE OCCIDENTALE 2

Allemagne, Autriche, Belgique, Liechtenstein,  
Luxembourg, Pays-Bas, Suisse



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

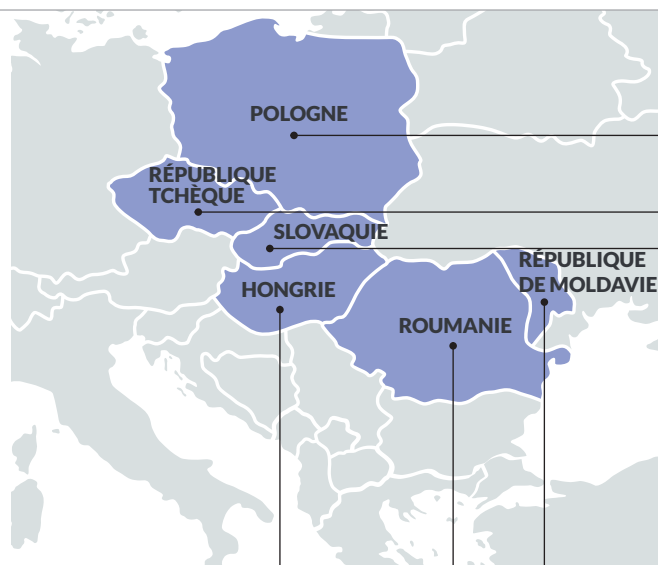
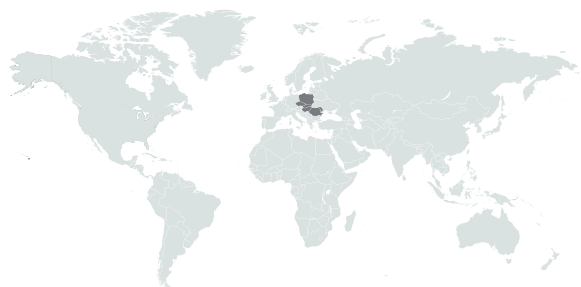
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# EUROPE CENTRALE

Hongrie, Pologne, République de Moldavie,  
République tchèque, Roumanie, Slovaquie

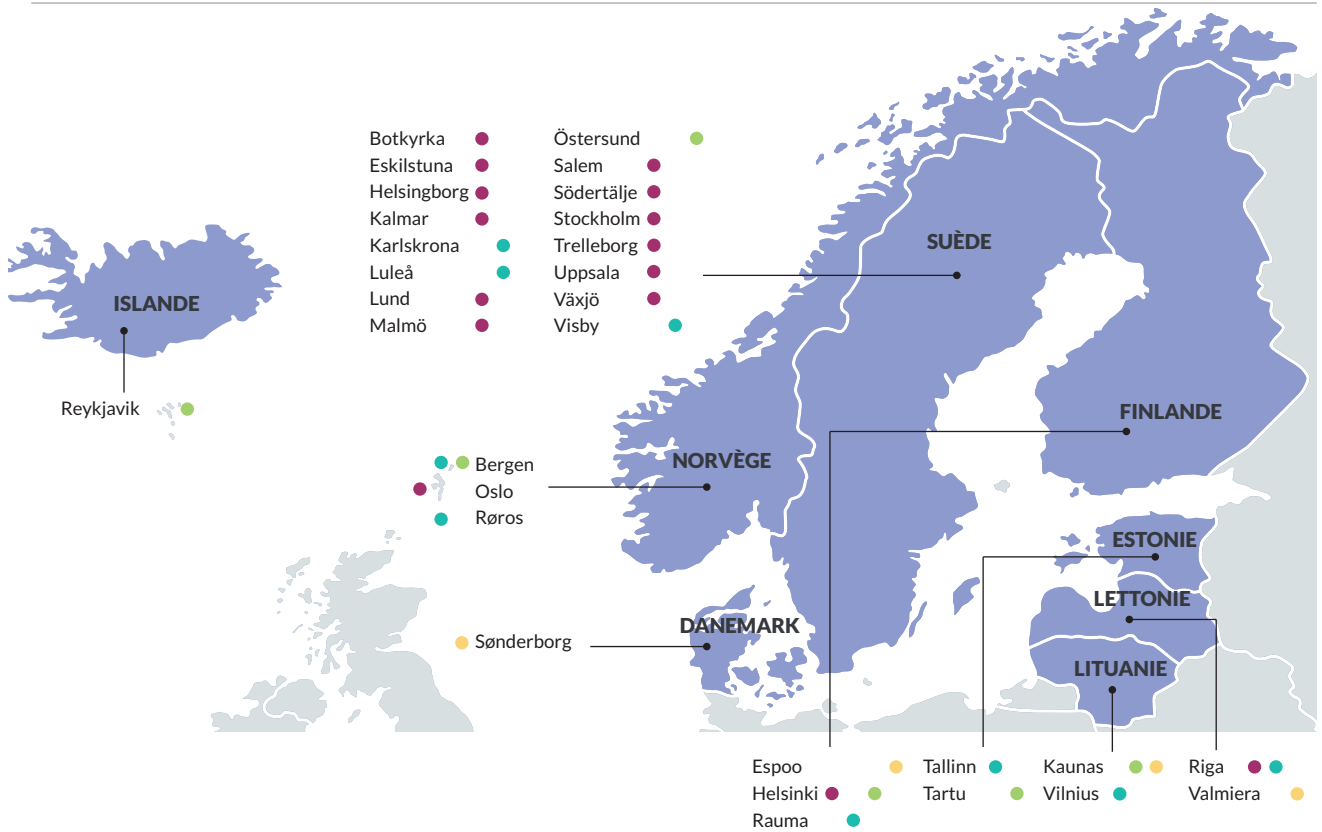
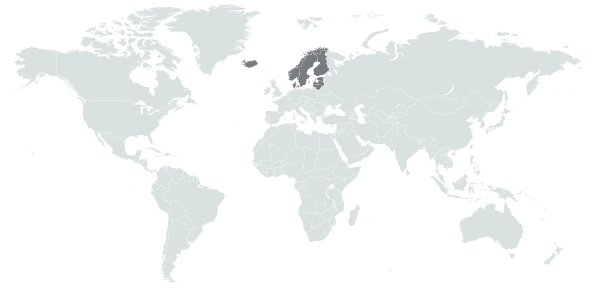


- Cracovie ● ● ●
- Katowice ● ●
- Oswiecim ●
- Toruń ●
- Varsovie ● ● ● ●
- Zamość ●
- Český Krumlov ●
- Kutná Hora ● ●
- Prague ● ● ●
- Telč ●
- Třebíč ●
- Banská Štiavnica ●
- Bardejov ●
- Levoča ●
- Budapest ● ● ●
- Pécs ●
- Siklosnagyfalu ●
- Sighișoara ● ● ●
- Balti ● ● ●

- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# EUROPE DU NORD ET BALTIQUE

Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

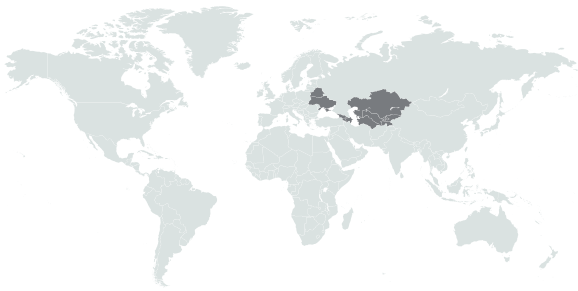
PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

# EUROPE DE L'EST, ASIE CENTRALE ET CAUCASE 1

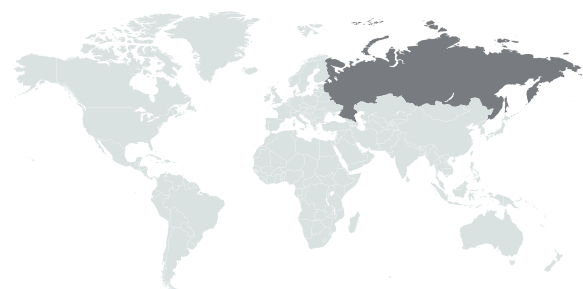
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan,  
Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine



- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

## EUROPE DE L'EST, ASIE CENTRALE ET CAUCASE 2

Fédération de Russie



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

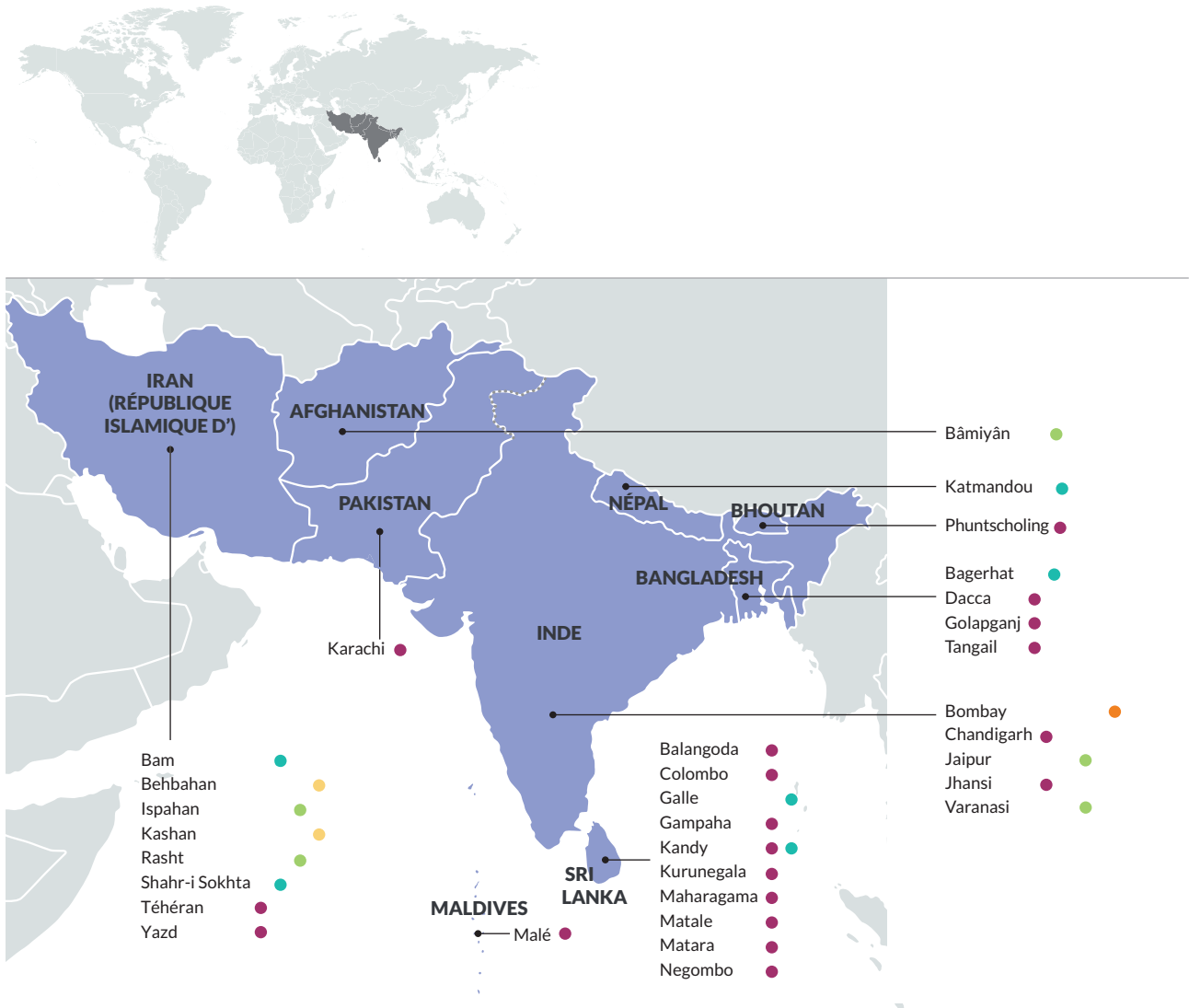
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHERE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# ASIE DU SUD

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'),  
Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka



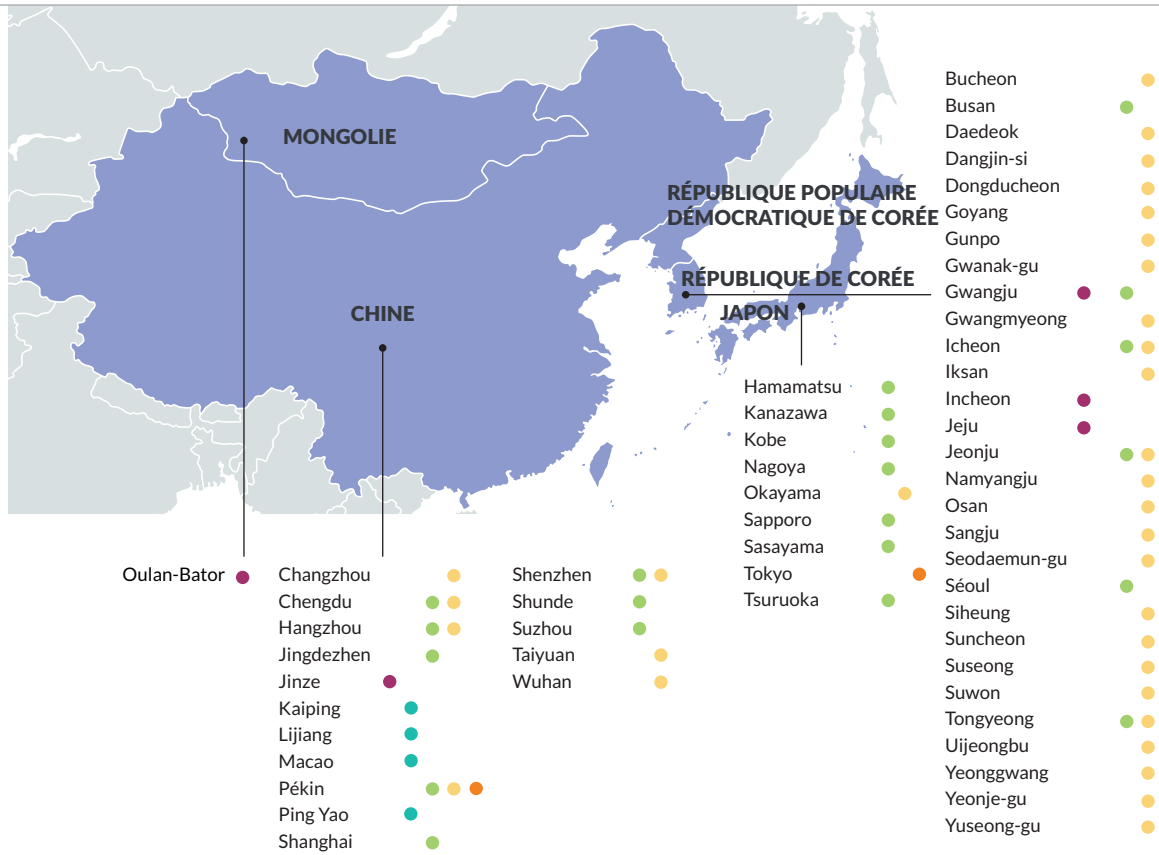
La ligne en pointillés représente approximativement la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été convenu par les parties.

- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLIS POUR L'EAU ET LE CLIMAT



# ASIE DE L'EST

Chine, Japon, Mongolie, République de Corée,  
République populaire démocratique de Corée



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

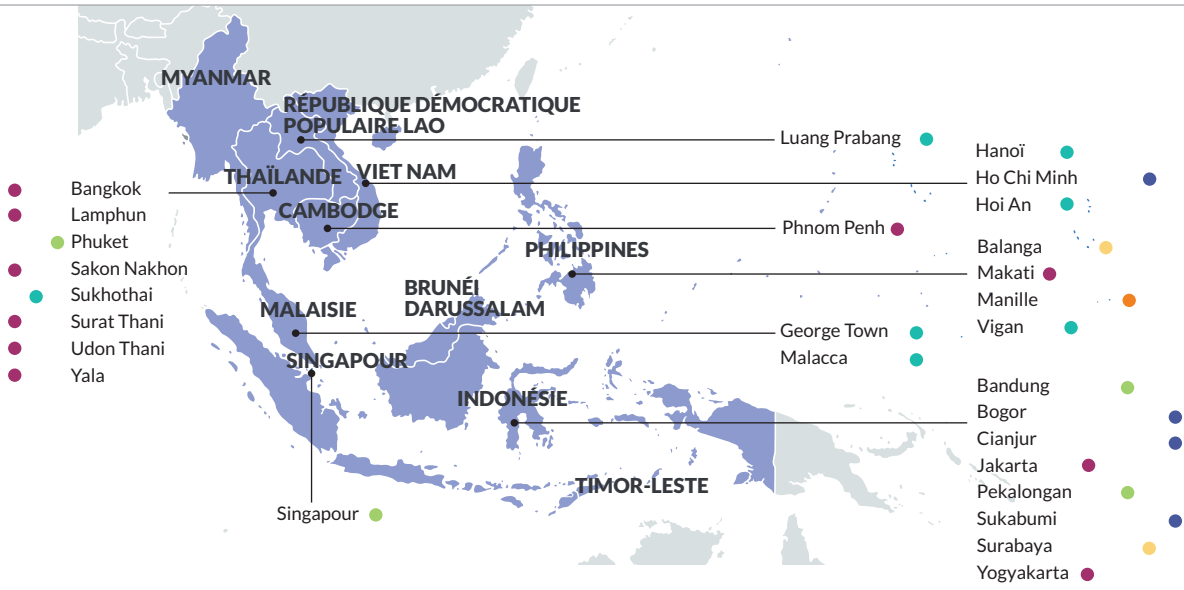
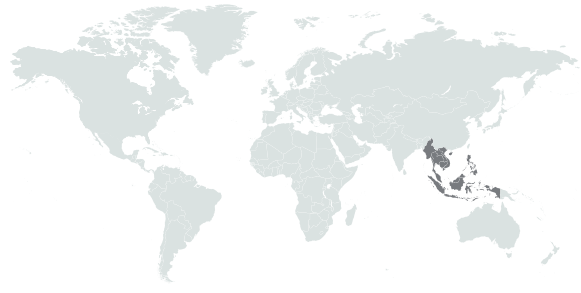
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT

# ASIE DU SUD-EST

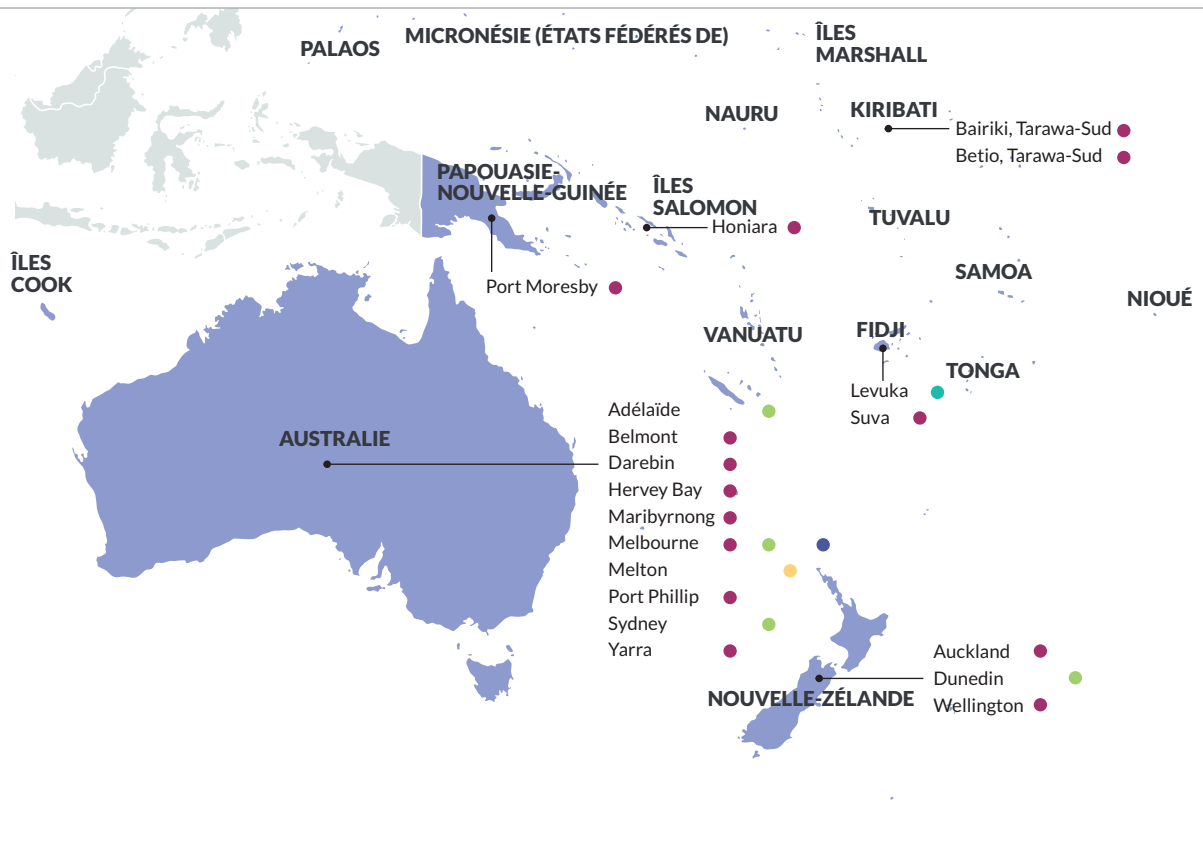
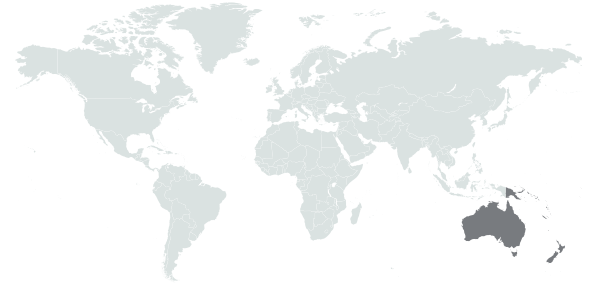
Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam



- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)
- L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLIS POUR L'EAU ET LE CLIMAT
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# PACIFIQUE

Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

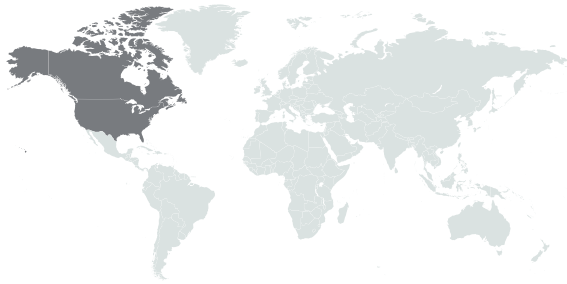
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# AMÉRIQUE DU NORD

Canada, États-Unis d'Amérique



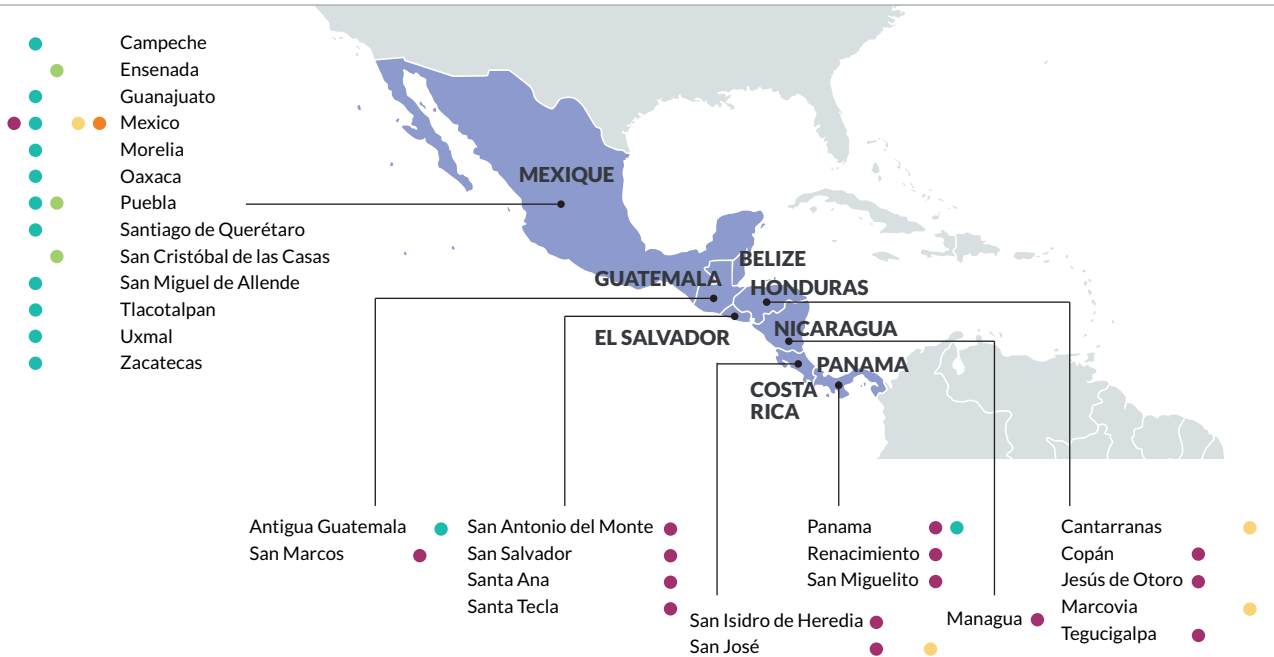
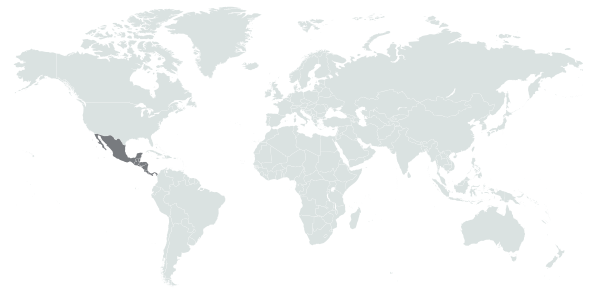
Akron	●	Dallas	●	Lancaster	●	San Leandro	●
Allentown	●	Détroit	●	Little Rock	●	Santa Barbara	●
Austin	●	Dubuque	●	Los Angeles	●	Santa Fe	●
Baltimore	●	Durham	●	Louisville	●	Santa Monica	●
Baton Rouge	●	Elizabeth	●	Madison	●	Seattle	●
Beaverton	●	Elk Grove	●	Memphis	●	Spring Valley	●
Beverly Hills	●	Eugene	●	New York	●	Syracuse	●
Binghamton	●	Evanston	●	Niagara Falls	●	Tacoma	●
Birmingham	●	Fairfield	●	Paducah	●	Tucson	●
Burlington	●	Gary	●	Philadelphie	●	Union City	●
Cathedral City	●	Hallandale Beach	●	Phoenix	●	West Sacramento	●
Charleston	●	Houston	●	Rochester	●	Westland	●
Chester	●	Iowa City	●	Sacramento	●	York	●
Chicago	●	Knoxville	●	San Bernardino	●		
Columbus	●	La Nouvelle-Orléans	●	San Francisco	●		

Aurora	●	Oshawa	●
Belleville	●	Ottawa	●
Brooks	●	Peel	●
Burnaby	●	Prince Albert	●
Caledon	●	Prince George	●
Calgary	●	Provost	●
Comté de Kings	●	Québec	●
Devon	●	Red Deer	●
Drayton Valley	●	Richmond Hill	●
Edmonton	●	Saguenay	●
Fort Macleod	●	Saint John	●
Gatineau	●	Saint-Justin	●
Georgina	●	Saskatoon	●
Grand Bank	●	Sault Ste. Marie	●
Grande Prairie	●	Sherbrooke	●
Halifax	●	Saint-Albert	●
Hamilton	●	Sudbury	●
Innisfail	●	Tecumseh	●
Kentville	●	Terrebonne	●
Kingston	●	Thunder Bay	●
Lethbridge	●	Toronto	●
Lions Bay	●	Truro	●
London	●	Vancouver	●
Longueuil	●	Vaughan	●
Lunenburg	●	Victoria	●
Markham	●	Wetaskiwin	●
Montréal	●	Williams Lake	●
Moose Jaw	●	Windsor	●
New Glasgow	●	Winnipeg	●
Newmarket	●	Wood Buffalo	●
Oakville	●		

- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)
- L'ALLIANCE DES MÉGALOPLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT
- PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# AMÉRIQUE CENTRALE

Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

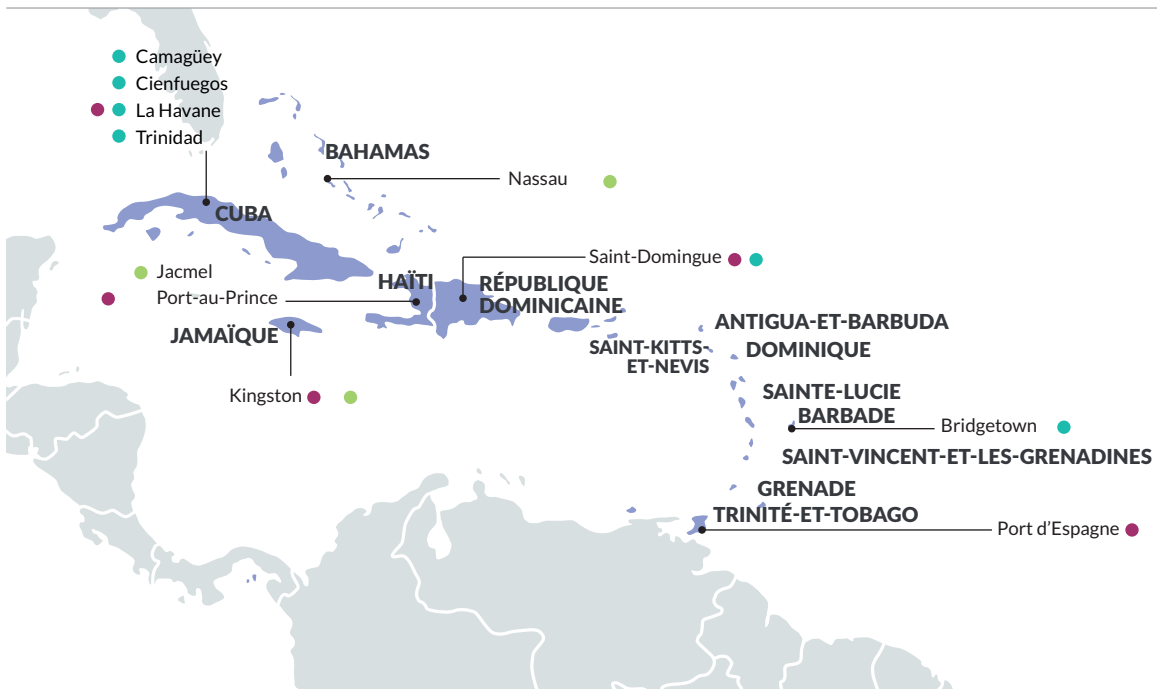
LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT

# CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago



- LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES – ICCAR
- PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES
- LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

# AMÉRIQUE DU SUD

Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)



LA COALITION INTERNATIONALE DES VILLES INCLUSIVES ET DURABLES - ICCAR

PATRIMOINE MONDIAL ET VILLES

LE RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO (RVCU)

LE RÉSEAU MONDIAL UNESCO DES VILLES APPRENANTES (GNLC)

L'ALLIANCE DES MÉGALOPOLES POUR L'EAU ET LE CLIMAT

PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHERE (MAB) POUR DES VILLES DURABLES

# ABRÉVIATIONS

<b>ADA</b>	Centre pour l'architecture, l'art et le dialogue ( <i>Centre for Architecture, Art and Dialogue</i> )
<b>ADB</b>	Banque asiatique de développement
<b>ADER</b>	Agence pour la dédensification et la réhabilitation de la médina de Fès
<b>AECID</b>	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
<b>AEE</b>	Agence européenne de l'environnement
<b>AIMF</b>	Association internationale des Maires francophones
<b>AKDN</b>	Réseau Aga Khan de développement ( <i>Aga Khan Development Network</i> )
<b>AKTC</b>	Trust Aga Khan pour la culture ( <i>Aga Khan Trust for Culture</i> )
<b>ALECSO</b>	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
<b>AREU</b>	Unité de recherche et d'évaluation de l'Afghanistan ( <i>Afghanistan Research and Evaluation Unit</i> )
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>BEI</b>	Banque européenne d'investissement
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>BIRUP</b>	Programme d'urbanisation rurale intégrée dans des réserves de biosphère
<b>BNB</b>	Bonheur national brut
<b>BRAC</b>	Comité pour le développement durable du Bangladesh
<b>BROT</b>	Construire, réhabiliter, opérer, transférer ( <i>Build, rehabilitate, operate, transfer</i> )
<b>CACSA</b>	Association de soutien de l'artisanat d'Asie Centrale ( <i>Central Asian Crafts Support Association</i> )
<b>CCI</b>	Industries culturelles et créatives
<b>CCMARD</b>	Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination
<b>CEB</b>	Banque de développement du Conseil de l'Europe
<b>CERD</b>	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
<b>CGLU</b>	Cités et Gouvernements Locaux Unis
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge
<b>CINARA</b>	Gestion des eaux urbaines pour l'Amérique latine et les Caraïbes ( <i>Urban Water Management for Latin America and the Caribbean</i> )
<b>CIS</b>	<i>Communauté des États indépendants</i>
<b>CIVVIH</b>	Comité international des villes et villages historiques
<b>CMED</b>	Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies
<b>CoE</b>	Conseil de l'Europe
<b>COI-UNESCO</b>	Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO
<b>COMUS</b>	Stratégies urbaines axées sur les collectivités dans les villes historiques
<b>COP21</b>	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2015
<b>CP</b>	Aménagement créatif ( <i>Creative placemaking</i> )
<b>CPI</b>	Cour pénale internationale
<b>CRAterre</b>	Centre international de la construction en terre
<b>CTITF</b>	Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme
<b>DAES</b>	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
<b>DCO</b>	Bureau de coordination du district (Pakistan) ( <i>District Coordination Office</i> )
<b>DTT</b>	La démocratie par le théâtre (ex-République yougoslave de Macédoine) ( <i>Democracy through Theatre</i> )
<b>EAHTR</b>	Association européenne des villes et régions historiques
<b>ECCAR</b>	Coalition européenne des villes contre le racisme
<b>ECM</b>	Éducation à la citoyenneté mondiale
<b>EDD</b>	Éducation en vue du développement durable
<b>EIIL</b>	État islamique d'Irak et du Levant
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FENU</b>	Fonds d'équipement des Nations Unies
<b>FFA</b>	Cadre d'action Éducation 2030
<b>FIDC</b>	Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO
<b>FIHUAT</b>	Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires
<b>F-OMD</b>	Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement
<b>FONSAL</b>	Fonds de Sauvegarde du Patrimoine Culturel
<b>GAPMIL</b>	Alliance mondiale des partenaires de l'éducation aux médias et à l'information
<b>GCI</b>	Institut de conservation Getty



<b>GEFI</b>	Initiative mondiale pour l'éducation avant tout
<b>GNLC</b>	Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<b>HEREIN</b>	Réseau européen du patrimoine
<b>HTF</b>	Forum des villages historiques
<b>HUL</b>	Paysage urbain historique
<b>ICCAR</b>	Coalition internationale des villes inclusives et durables
<b>ICCROM</b>	Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels
<b>ICHHTO</b>	Organisation iranienne du patrimoine culturel, de l'artisanat et du tourisme
<b>ICLEI</b>	Conseil international pour les initiatives écologiques locales
<b>ICOMOS</b>	Conseil international des monuments et des sites
<b>IDH</b>	Indice de développement humain
<b>IFLA</b>	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des institutions
<b>IFLA</b>	Fédération internationale des architectes paysagistes
<b>IFPO</b>	Institut français du Proche-Orient
<b>IHCN</b>	Réseau des villes indiennes du Patrimoine
<b>INTACH</b>	Consortium national indien pour l'art et le patrimoine culturel ( <i>Indian National Trust for Art and Cultural Heritage</i> )
<b>IP-EEWS</b>	Plate-forme internationale relative aux systèmes d'alerte précoces de tremblement de terre
<b>IREX</b>	International Research and Exchanges Board ( <i>Bureau international de recherche et d'échanges</i> )
<b>IRTCUD</b>	Centre international de recherche et de formation sur le drainage urbain
<b>ISESCO</b>	Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture
<b>ISOCARP</b>	Association internationale des urbanistes
<b>ITRHD</b>	Trust indien pour le patrimoine rural et le développement ( <i>Indian Trust for Rural Heritage and Development</i> )
<b>ITUC</b>	Conservation territoriale et urbaine intégrée ( <i>Integrated Territorial and Urban Conservation</i> )
<b>IUAV</b>	Institut universitaire d'architecture de Venise ( <i>Instituto Universitario di Architettura di Venezia</i> )
<b>IVTF</b>	Initiative : une ville pour toutes les femmes
<b>JESSICA</b>	Alliance européenne d'appui aux investissements durables en zone urbaine
<b>JVF</b>	Fondation (du patrimoine de) Jaipur Virasat ( <i>Jaipur Virasat (Heritage) Foundation</i> )
<b>KAICIID</b>	Centre international du Roi Abdallah ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel
<b>LGBTQ</b>	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers
<b>LVF</b>	Finance de la valeur du territoire ( <i>Land value finance</i> )
<b>MAB</b>	Programme UNESCO sur l'Homme et la biosphère
<b>MCR</b>	Campagne pour des villes résilientes de l'UNISDR
<b>MIT</b>	Massachusetts Institute of Technology Institut de technologie du Massachusetts
<b>MOST</b>	Programme Gestion des transformations sociales
<b>MoU</b>	Mémorandum d'accord
<b>MUPANAH</b>	Musée du Panthéon National Haïtien
<b>NEA</b>	Fonds national pour les arts ( <i>National Endowment of the Arts</i> ) (États-Unis d'Amérique)
<b>NRC</b>	Société nigériane des chemins de fer
<b>NTUA</b>	Université polytechnique nationale d'Athènes
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économique
<b>ODI</b>	Overseas Development Institute ( <i>Institut de développement outre-mer</i> )
<b>OEA</b>	Organisation des États ibéro-américains
<b>OIF</b>	Organisation Internationale de la Francophonie
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>OMT</b>	Organisation mondiale du tourisme
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU Femmes</b>	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>ONU-Habitat</b>	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
<b>OSF</b>	Open Society Foundation ( <i>Fondation pour une société ouverte</i> )

<b>OVPM</b>	Organisation des villes du patrimoine mondial
<b>PDSEC</b>	Plan pour le développement économique, social et culturel ( <i>Plan for Economic, Social and Cultural Development</i> )
<b>PEID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>PHI</b>	Programme hydrologique international
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PNUAD</b>	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PPP</b>	Partenariats public-privé
<b>PUCE</b>	Université pontificale catholique de l'Équateur
<b>RCUWM</b>	Centre régional sur la gestion des eaux urbaines
<b>RCVU</b>	Réseau des villes créatives de l'UNESCO
<b>RIFF</b>	Festival international folk du Rajasthan ( <i>Rajasthan International Folk Festival</i> ) (Inde)
<b>SAARCSCI</b>	Association Sud-asiatique pour la coopération régionale
<b>SCI</b>	Institut de la ville de Samara, Samara City Institute (Fédération de Russie)
<b>SDL</b>	Société de développement local (Maroc)
<b>SEWA</b>	Association des travailleuses indépendantes
<b>SHCC</b>	Petites villes côtières historiques ( <i>Small Historic Coastal Cities</i> )
<b>SOHSA</b>	Sauver notre patrimoine - Nous sauver nous-mêmes ( <i>Saving Our Heritage - Saving Ourselves</i> ) (Tadjikistan)
<b>UA</b>	Union africaine
<b>UDF</b>	Fonds de développement urbain
<b>UDRI</b>	Institut de recherches sur le design urbain ( <i>Urban Design Research Institute</i> ) (Bombay)
<b>UIA</b>	Union internationale des architectes
<b>UICN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
<b>UNAOC</b>	<i>Alliance des civilisations des Nations Unies</i>
<b>UN-CESAP</b>	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>UNIDROIT</b>	Institut international pour l'unification du droit privé
<b>UNISDR</b>	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes
<b>UNITAR</b>	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
<b>UNITWIN</b>	Programme de jumelage et mise en réseau des universités
<b>UNODC</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
<b>UNOSAT</b>	Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
<b>UNU-GCM</b>	Institut pour la mondialisation, la culture et la mobilité de l'Université des Nations Unies
<b>UWC</b>	Collèges du monde uni
<b>UWMP</b>	Programme de gestion des eaux urbaines
<b>VVUF</b>	Fermes urbaines vietnamiennes ( <i>Viet Village Urban Farm</i> )
<b>WB</b>	Banque mondiale
<b>WDC</b>	Capitale mondiale du design
<b>WHEAP</b>	Programme du patrimoine mondial pour l'architecture de terre
<b>WHITR-AP</b>	Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique
<b>WNBR</b>	Réseau mondial des réserves de biosphère

# RÉFÉRENCES

- Abu-Lughod, J. 1987. The Islamic City: Historic Myths, Islamic Essence, and Contemporary Relevance. *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 19, No. 2, pp. 155-176.
- Amin, A. et Thrift, N. 2002. *Cities: Reimagining the Urban*. Malden (Massachusetts, États-Unis), Blackwell Publishing.
- Andersson, Å. 1985. Creativity and regional development. *Papers in Regional Science*, No. 56, pp. 5-20.
- Angel, S. 2012. *Planet of Cities*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), Lincoln Institute of Land Policy.
- Araoz, G.F. 2011. Preserving heritage places under a new paradigm. *Journal of cultural heritage management and sustainable development*, Vol. 1, No.1, pp. 55-60.
- Arrif, A. 1994. Le paradoxe de la construction du fait patrimonial en situation coloniale; le cas du Maroc. *Figures de l'orientalisme en architecture. Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. Aix-En-Provence, Édisud, pp. 161-163.
- Autorité du Grand Londres. 2015. *An A-Z of Planning and Culture*. Londres, Autorité du Grand Londres, p. 4.
- Bandarin, F. et Van Oers, R. 2012. *The Historic Urban Landscape: Managing Heritage in an Urban Century*. Oxford, Wiley-Blackwell.
- Banque mondiale. 2012. *What a Waste: A Global Review of Solid Waste Management*, Urban Development Series. Washington, Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2015. *World Inclusive Cities Approach Paper*, Report No: AUS8539, Mai 2015. Washington, Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2016. *Indicateurs Afrique subsaharienne*. <http://donnees.banquemondiale.org/region/afrique-subsaharienne>
- Beatley, T. 2012. Sustainability in Planning. B. Sanyal, L.J. Vale, et C.D. Rosan (eds), *Planning Ideas that Matter*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press, p. 121.
- Bell, S. (ed.). 2002. *Economic Governance and Institutional Dynamics*. Melbourne, Oxford University Press.
- Bennett, T. 2001. *Differing Diversities: Cultural Policy and Cultural Diversity*. Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- Bigio, A., Taboroff, J. et Taamouti, M. 2011. Marrakesh. E. Rojas et F. Lanzafame (eds), *City Development: Experiences in the Preservation of Ten World Heritage Sites*. Washington, Banque interaméricaine de développement, Publication IDB-MG-127, pp. 329-359.
- Bo Bardi, L. 1989. Conférence à la Faculté d'architecture et d'urbanisme de l'Université de São Paulo (FAUUSP). Transcription par l'Institut Lina Bo et P. M. Bardi (ILBPMB).
- BOP Consulting/Maire de Londres. 2014. *World Cities Culture Report 2014*. Londres, Ville de Londres.
- BOP Consulting/Maire de Londres. 2015. *World Cities Culture Report 2015*. Londres, Ville de Londres.
- Boyer, M. 1996. *The City of Collective Memory. Its Historical Imagery and Architectural Entertainments*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press.
- Brady, R. 2016. Contested Landscapes: 9 Public Re-appropriations of Urban Infrastructure. *Architizer*, 18 février 2016. <http://architizer.com/blog/public-re-appropriation-of-urban-infrastructure/>
- Brenner, N. et Schmid C. 2014. The 'Urban Age' in question, *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 38, No. 3, pp. 731-735.
- Brunner, S., Eickemeier, P., Kriemann, B., Savolainen, J., Schlomer, S., von Stechow, C., Zwickel, T. et Minx, J.C. (eds), *Changements climatiques 2014 : L'atténuation du changement climatique*. Contribution du Groupe de travail III au cinquième rapport d'évaluation du GIEC. Cambridge (Massachusetts) et New York, Cambridge University Press.
- Budds, D. 2011. Artist Olafur Eliasson On How Urban Design Impacts Our Psyche. *Fast Code Design*. <https://www.fastcodedesign.com/3048184/slicker-city/artist-olafur-eliasson-on-how-urban-design-impacts-our-psyche>
- Burke, G. 1976. *Townscapes*. New York, Penguin Books.
- Centre pour la recherche économique. 2013. *Urbanization in Central Asia: Challenges, Issues and Prospects*. Tachkent, Centre pour la recherche économique.
- Cervero, R. et Kockelman, K. 1997. Travel demand and the 3Ds: Density, diversity, and design. *Transportation Research Part D: Transport and Environment*, Vol. 2, No. 3, pp. 199-219.
- CGLU. 2015. *Culture 21 : Actions Engagements sur le rôle de la culture dans les villes durables*. [http://agenda21culture.net/images/a21c/nueva-A21C/C21A/C21\\_015\\_fr.pdf](http://agenda21culture.net/images/a21c/nueva-A21C/C21A/C21_015_fr.pdf)
- CGLU 2016. *Regions, towns and small municipalities: A territorial approach to development*. [http://www.uclg.org/sites/default/files/small\\_municipalities\\_consultation\\_web.pdf](http://www.uclg.org/sites/default/files/small_municipalities_consultation_web.pdf)
- Chourabi, H. et al. 2012. Understanding Smart Cities: An Integrative Framework, *Proceedings of the 45th Hawaiian International Conference on System Sciences (HICSS 2012)*. Koloa, Hawaii.
- City Parks Alliance. (n.d.). Why Are Parks Important to Cities? <http://www.cityparksalliance.org/action-center/mayors-for-parks/why-are-parks-important-to-cities>
- Clos, J. 2016. *Principles of Planned Urbanization*. ONU-Habitat. <http://unhabitat.org/principles-of-planned-urbanization-dr-joan-clos-executive-director-un-habitat-2/>
- Commission de l'Union Africaine. 2015. *Agenda 2063 de l'Union Africaine. L'Afrique Que Nous Voulons*. Addis-Abeba, Union Africaine.
- Commission européenne. 2010. *Europe 2020 : Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*. Bruxelles, Commission européenne.
- Commission européenne. 2015. *Le patrimoine culturel au service de l'Europe*. Luxembourg, Commission européenne.
- Commission mondiale de la culture et du développement. 1996. *Notre diversité créatrice*. Paris, UNESCO.
- Commission mondiale de l'environnement et du développement. 1987. *Notre avenir à tous*. Oxford, Oxford University Press.
- Conseil de l'Europe. 2007. *Glossaire du développement territorial*. Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire. Strasbourg, CEMAT.
- Conseil de l'Europe. 2008. *Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égalité dignité»*. Strasbourg, Conseil de l'Europe.
- Conseil de l'Europe. 2009. *Ten Steps to an Intercultural City Policy*. Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe et Comedia.
- Conseil mondial des voyages et du tourisme 2015. *Travel and Tourism. Economic Impact 2015 Caribbean*. Londres, Conseil mondial des voyages et du tourisme.
- Conseil municipal de Dublin. 2013. *A Digital Masterplan for Dublin. Shaping our Digital Future*. <http://digitaldublin.ie/masterplan/>

Cuenin, F. 2009. *Patrimonio cultural y desarrollo socioeconómico: la recuperación de áreas históricas centrales* [Patrimoine culturel et développement socioéconomique : la récupération des zones historiques centrales]. Washington, Banque interaméricaine de développement.

Dafflon, B. 2010. Local debt: from budget responsibility to fiscal discipline. *Actes du 6<sup>e</sup> symposium de l'IEB sur le fédéralisme fiscal*. Barcelone, Espagne. <http://commonweb.unifr.ch/EcoDean/Pub/telecharg/wp/417.pdf>

Daley, J. 2016. Trees: Helping Cities Solve Climate Change. *Huffpost Green The Blog*, 12 janvier 2016. [http://www.huffingtonpost.com/jad-daley/trees-helping-cities-solve-climate-change\\_b\\_923414.html](http://www.huffingtonpost.com/jad-daley/trees-helping-cities-solve-climate-change_b_923414.html)

Darwish, M. 2006. *Fi Hadrat al-Ghiyab* [En présence de l'absence]. Trad. Antoon, S. (2011). Beirut, Riyad al-Rayyis.

Dauge, Y., Paringaux, R. et Yang, M. 1997. *Cities of Asia, Heritage for the Future*. Paris, UNESCO.

Davidoff, P. 1965. Advocacy and Pluralism in Planning. R.T. LeGates et F. Stout (eds), 1996. *The City Reader*. Londres, Routledge, p. 424.

Davis, M. 1990. *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*. Londres et New York, Verso.

Delgadillo, V. 2008. *Mejoramiento habitacional en las áreas urbanas centrales de América Latina: del combate de tugurios a la rehabilitación habitacional progresiva* [Amélioration des logements dans les zones urbaines centrales d'Amérique latine : de l'éradication des bidonvilles à la réhabilitation urbaine progressive]. *Revista INVI*, Vol. 23, No. 63. Santiago, Université du Chili.

Dessein, J., Soini, K., Fairclough, G. et Horlings, L.G. (eds). 2015. *Culture in, for and as Sustainable Development. Conclusions from the COST Action IS1007 Investigating Cultural Sustainability*. Jyväskylä, Université de Jyväskylä.

Dühr, S., Colomb, C. et Nadin, V. 2010. *European Spatial Planning and Territorial Cooperation*. Londres, Routledge.

Duxbury, N. et Jeannotte, S. 2012. Including Culture in Sustainability: an Assessment of Canada's Integrated Community Sustainability Plans. *International Journal of Urban Sustainable Development*, Vol. 4, No. 1, pp. 1-19.

Duxbury, N., Cullen, C. et Pascual, J. 2012. Cities, Culture and Sustainable Development. H. Anheier et Y.R. Isar (eds), *Cities, Cultural Policy and Governance*, Vol. 5. Londres, Sage, The Cultures et Globalization Series.

Duxbury, N., Hosagrahar, J. et Pascual, J. 2016. *Why must culture be at the heart of sustainable urban development?* Barcelone, CGLU-Agenda 21 de la culture.

Elmquist, T., Setälä, H., Handel, S.N., van der Ploeg, S., Aronson, J., Blignaut, J.N. et de Groot, R. 2015. Benefits of restoring ecosystem services in urban areas. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, Vol. 14. Amsterdam, Elsevier Science Direct, pp. 101-108.

Équipe spéciale des Nations Unies sur Habitat III. 2015. *Habitat III, Document de travail 4 sur la culture et le patrimoine en milieu urbain*. New York, UN-Habitat.

Équipe spéciale mondiale des autorités locales et régionales pour le programme de développement pour l'après-2015 en vue d'Habitat III. 2014. *Messages clés: Culture*. Équipe spéciale mondiale des autorités locales et régionales. <http://www.gt2016.org/#!culture/c1feb>

Eurocities. 2015. *Ever smarter cities: Delivering sustainable urban solutions and quality of life for Europe*. Déclaration d'Eurocities sur les villes intelligentes. Bruxelles, Eurocities.

Florida, R. 2003. Cities and the Creative Class. *City and Community*. Vol. 2, No. 1, pp. 3-19.

GNH Centre Bhoutan. 2016. [www.gnhcentrethutan.org](http://www.gnhcentrethutan.org)

Griffith, J.C. 2001. Smart governance for smart growth: The need for regional governments. *Georgia State University Law Review*, Vol. 17, No. 4, pp. 1019-1062.

Hack, G. 2012. Shaping Urban Form. B. Sanyal, L.J. Vale et C.D. Rosan (eds), *Planning Ideas that Matter*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press, p. 61.

Hall, P. 1998. *Cities in Civilization*. Londres, Pantheon.

Harvey, D. 2013. *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Londres, Verso, p. 4.

Hill, D. 2013. On the smart city: Or, a 'manifesto' for smart citizens instead. *City of Sound*, 1 February. <http://www.cityofsound.com/blog/2013/02/on-the-smart-city-a-call-for-smart-citizens-instead.html>

Hobbes, F. et Stoops N. 2002. US Census Bureau, Census 2000 Special Reports, Series CENSR-4. *Demographic Trends in the 20th century*. Washington, DC. Government Printing Office.

Holl, S. 2009. *Urbanisms: Working with Doubt*. New York, Princeton Architectural Press, p. 16.

Hosagrahar, J. 2013. *La contribution de la culture à l'édification de villes durables*. Note d'information 3A-C congrès international de Hangzhou «La culture : clé du développement durable». <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/images/SustainableCitiesFinalENG.pdf>

Hosagrahar, J., Soule, J., Fusco Girard, L. et Potts, A. 2016. *Cultural Heritage, the UN Sustainable Development Goals, and the New Urban Agenda. ICOMOS Concept Note for the United Nations Agenda 2030 and the Third United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development (Habitat III)*. ICOMOS. <http://www.usicomos.org/wp-content/uploads/2016/05/Final-Concept-Note.pdf>

Hristova, S., Dragi evi Šeši, M. et Duxbury, N. (eds). 2015. *Culture and Sustainability in European Cities: Imagining Europolis*. Londres, Routledge.

ICOMOS, 2016. *Reconstruction « post trauma »*. Actes du colloque Reconstruction « post trauma », ICOMOS Paris, 4 mars 2016. Vol. 1-2. Charenton-le-Pont, France, ICOMOS.

Isar, Y.R. 2002. The intercultural challenge: an imperative of solidarity. *Intercultural Dialogue*. Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne.

Isar, Y.R. 2011. Civil society empowerment in third countries: are culture actors providing powerful voices in support of democratisation processes? Document présenté au Forum européen de la culture, Bruxelles, 20-21 octobre 2011. <http://www.eenc.info/wp-content/uploads/2011/11/Panel-4-Issue-Paper-Civil-society-third-countries-European-Culture-Forum-2011.pdf>

Jacobs, A.B. 1993. *Great Streets*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press, p. 9.

Jacobs, A.B. et Appleyard, D. 1996. Towards an Urban Design Manifesto. R.T. LeGates et F. Stout (eds), *The City Reader*. Londres, Routledge, p. 169.

Jacobs, J. 1961. *The Death and Life of Great American Cities*. New York, Random House.

Jaramillo, P. 2011. Quito. E. Rojas et F. Lanzafame (eds), *City Development: Experiences in the Preservation of Ten World Heritage Sites*. Washington, Banque interaméricaine de développement, pp. 59-85.

Kahn, M.E. 2006. *Green Cities: Urban Growth and the Environment*. Washington, Brooklands Institution Press.

- Kasinitz, P., Mollenkopf, J., Waters, M.C. et Holdaway, J. 2006. *Becoming American/Becoming New Yorkers: The Second Generation in a Majority Minority City*. *The Migration Information Source*. Washington, Migration Policy Institute. <http://www.migrationpolicy.org/article/becoming-american-becoming-new-yorkers-second-generation-majority-minority-city>
- Kern, P.V., Wasshausen, D.B. et Zemanek, S.L. 2014. *The Arts and Cultural Production Satellite Account* (ACPSA). Document présenté à la 22<sup>e</sup> Conférence internationale Input Output, Lisbonne, 14-18 juillet 2014. <https://www.bea.gov/papers/pdf/the-arts-and-cultural-production-satellite-account-acpsa.pdf>
- Kihato, C.W., Massoumi, M., Ruble, B.A., Subirós, P. et Garland, A.M. 2010. *Urban Diversity: Space, Culture and Inclusive Pluralism in Cities Worldwide*. Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press.
- Kneafsey, M., Venn, L., Schmutz, U., Balazs, B., Trenchard, L., Eyden-Wood, T., Bos, E., Sutton, G. et Blackett, M. 2013. *Short food supply chains and local food systems in the EU. A state of play of their socio-economic characteristics*. Rapport de la Commission européenne. <http://ftp.jrc.es/EURdoc/JRC80420.pdf>
- Kneivt, C. (ed). 1986. *Perspectives: An Anthology of 1001 Architectural Quotations*. Londres, Bovis, p. 79.
- Kong, L. 2012. City Branding. H. Anheier et Y.R. Isar (eds), *Cities, Cultural Policy and Governance*. Londres, SAGE Publications Ltd, p. 97.
- Koolhaas, R. 1995. *Whatever Happened to Urbanism? S,M,L,XL, OMA*. New York, Monicelli Press.
- KU Work Group for Community Health and Development. 2015. *Creating Good Places for Interaction*. Lawrence, University of Kansas. <http://ctb.ku.edu/en/table-of-contents/implement/physical-social-environment/places-for-interaction/main>
- Landry, C. 2016. *The Digitalized City: Influence and Impact*. Gloucestershire, UK, Comedia.
- Lerner, J. 2014. *Urban Acupuncture*. Washington, Island Press, p. 9.
- Lynch, K. 1972. *What Time Is This Place?* Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press, p. 242.
- Malik, K. 2015. The Failure of Multiculturalism. Community Versus Society in Europe. *Foreign Affairs*, mars-avril. New York, Conseil des relations extérieures.
- Mang, P. 2001. Regenerative Design: Sustainable Design's Coming Revolution. *Design Intelligence*, Vol. 7, No. 7.
- Marcuse, P. 2006. Sustainability is Not Enough. M. Keiner, (ed.), *The Future of Sustainability*. Springer, pp. 55-68.
- Marinero, I. et Thomassen, B. 2014. *Global Rome: Changing Faces of the Eternal City*. Indiana University Press. Indianapolis.
- Matero F. 2000. Ethics and policy in conservation. *Conservation Perspectives*, The GCI Newsletter, Vol. 15, No. 1.
- McHarg, I.L. 1969. *Plight and Prospect. Design With Nature*. New York, Natural History Press.
- McKinsey Global Institute. 2011. *Building globally competitive cities: The key to Latin American growth*. McKinsey & Company. <http://www.mckinsey.com/global-themes/urbanization/building-competitive-cities-key-to-latin-american-growth>
- Meyer-Bisch, P. 2013. *Cultural Rights within the Development Grammar*. Barcelone, CGLU. <http://www.agenda21culture.net/images/a21c/articles/documentos/a-PatriceMeyer-Bisch-NewA21C-ENG.pdf>
- Monkkonen, E.H. 1988. *America Becomes Urban. The development of US cities and towns 1780-1980*. Berkeley, University of California Press.
- Mostafavi, M. 2010. *Ecological Urbanism*. Baden, Suisse, Éditions Lars Muller, p. 4.
- Mumford, L. 1961. *The City in History: Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects*. Orlando, Floride, Mariners Books.
- Myers, G.A. 2011. *African Cities: Alternative Visions of Urban Theory and Practice*. Londres, Zed Books.
- National Recreation and Park Association, 2015. *The Economic Impact of Local Parks*. [www.nrpa.org](http://www.nrpa.org)
- Nations Unies, 1998. Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Nations Unies.
- Nations Unies. 2011. Résolution 65/309 de l'Assemblée générale des Nations Unies : Le bonheur: vers une approche globale du développement. New York, Nations Unies.
- Nations Unies. 2013. *World Population Ageing 2013*. New York, Nations Unies.
- Nations Unies. 2014. *World Urbanization Prospects*. New York, Nations Unies.
- Nations Unies. 2015. *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (A/RES/70/1)*. New York, Nations Unies.
- Nevin, A. 2014. Instant mutuality: the development of Maboneng in inner-city Johannesburg. *Anthropology Southern Africa*, Vol. 37, No. 3-4, pp. 187-201.
- Newman, A. et McLean, F. 1998. Heritage builds communities: The application of heritage resources to the problem of social exclusion. *International Journal of Heritage studies*, Vol. 4, No. 3-4, pp. 143-53.
- Norber-Schulz, C. 2000. *Architecture: Presence, Language, Place*. Milan, Skira Editore S.p.A, pp 55.
- OCDE. 2013. *Rural-Urban Partnerships: An Integrated Approach to Economic Development*. Paris, Éditions de l'OCDE.
- OIM. 2015. *État de la migration dans le monde 2015*. Genève, OIM.
- Oldenburg, R. 1999. *The Great Good Place: Cafes, Coffee Shops, Bookstores, Bars, Hair Salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community*. New York, Marlowe & Co.
- ONU-Habitat. 1996. *An Urbanizing World: Global Report on Human Settlements*. Oxford, Oxford University Press.
- ONU-Habitat. 2009. *Planning Sustainable Cities*. Global Report on Human Settlements. Londres, Earthscan.
- ONU-Habitat. 2010. *State of the World's Cities 2010/2011: Bridging the Urban Divide*. Londres, Earthscan.
- ONU-Habitat, 2012. *The State of Arab Cities 2012. Challenges of Urban Transition*. Nairobi, ONU-Habitat.
- ONU-Habitat. 2014. *L'État des villes africaines : Réinventer la transition urbaine*. Nairobi, ONU-Habitat.
- ONU-Habitat. 2015a. *Habitat III, Document de travail 10 sur les relations villes/campagnes*. New York, ONU-Habitat. <http://www.europeanhabitat.com/wp-content/uploads/2016/03/10-Liens-urbain-rural.pdf>
- ONU-Habitat. 2015b. *Habitat III, Document de travail 6 sur la gouvernance urbaine*. New York, ONU-Habitat.
- ONU-Habitat. 2015c. *Habitat III, Document de travail 21 sur les villes intelligentes*. New York, ONU-Habitat.
- ONU-Habitat et ESCAP. 2010. *The State of Asian Cities 2010/11*. Bureau régional d'ONU-Habitat pour l'Asie et le Pacifique, Fukuoka, Japon.
- Ooi, G.L. 1995. Diversity and the Challenges Facing Asian Cities Today. Document présenté lors de la Conférence mondiale sur la diversité culturelle, Sydney, 25-28 avril 1995. <https://www.dss.gov.au>
- Ozaki, M. 2012. *Worker Migration and Remittances in South Asia*. South Asia Working Paper Series. No 12. Manille, Banque asiatique de développement.

- Palmer M. 2003. *Faith in Conservation: New Approaches to Religions and the Environment*. New York, Banque mondiale.
- Parekh, B. 1997. Pour le pluralisme culturel. Document préparé pour la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement. Paris, UNESCO document CLT-98/Conf. 210/Ref.1.
- Pascual, J. 2009. Culture et développement durable : des exemples d'innovation institutionnelle et une proposition pour un nouveau modèle de politique culturelle. Rapport n° 4. Barcelone, CGLU-Agenda 21 de la culture. <http://www.agenda21culture.net/index.php/docman/agenda21/241-report4full>.
- Pendlebury, J. 2009. *Conservation in the Age of Consensus*. Londres, Routledge.
- Peñalosa, E. 2007. Politics, Power, Cities. R. Burdett et D. Sudjic (eds.), *The Endless City*. Londres, Phaidon Press, p. 310.
- Pereira Roders, A. 2010. Revealing the World Heritage cities and their varied natures. R. Amoêda, S. Lira et C. Pinheiro (eds), *Heritage 2010: Heritage and Sustainable Development (Volume 1)*, Evora, Portugal, juin 2010. Barcelos, Institut Greenlines du développement durable, pp. 245-253.
- Pereira Roders, A. 2013. How can urbanization be sustainable? A reflection on the role of city resources in global sustainable development. *BDC - Bollettino del Centro Calza Bini*, Vol. 13, No. 1, pp. 79-90.
- Pereira Roders, A., Veldpaus, L. et Bennink, S. 2015. *Human Settlements managing World Heritage*. Eindhoven, Eindhoven University of Technology (inédit).
- Pieterse, E. 2010. Youth Cultures and the Mediation of Racial Exclusion or Inclusion in Rio de Janeiro and Cape Town. C.W. Kihato, M. Massoumi, B.A. Ruble, P. Subirós et A.M. Garland (eds), *Urban Diversity: Space, Culture and Inclusive Pluralism in Cities Worldwide*. Washington DC et Baltimore, Woodrow Wilson Center Press et John Hopkins University Press.
- Pineda, M. 2003. El Centro Histórico, más vivo [Le Centre historique, plus vivant]. *Certeza: Economía y Negocios*, Vol. 6, No. 54.
- PlaceEconomics. 2014. *The Federal Historic Tax Credit: Transforming Communities*. Washington, PlaceEconomics. <http://www.preservationnation.org/take-action/advocacy-center/policy-resources/Catalytic-Study-Final-Version-June-2014.pdf>
- Potts, D. 2013. Urban livelihoods and urbanization trends in Africa: winners and losers? *Environment, Politics and Development Working Paper Series*, Paper 57. Londres, Kings College London. <http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/geography/research/Research-Domains/Contested-Development/PottsWP57.pdf>
- PNUD. 2014. *Rapport sur le développement humain 2014 : La liberté culturelle dans un monde diversifié*. New York, PNUD.
- PNUD et UNESCO. 2013. *Rapport sur l'économie créative 2013, édition spéciale : élargir les voies du développement local*. New York, PNUD.
- Preservation Green Lab. 2014. *Older, Smaller, Better: Measuring how the character of buildings and blocks enhances urban vitality*. Washington, Trust national pour la préservation du patrimoine historique.
- Radoine, H. 2013. Cultural Resilience in Urbanism: Case Study of Sharjah. *International Development Planning Review*, Vol. 35, No. 3.
- Rains, A. et Henderson L.G. 1966. *With Heritage So Rich: a report*. Comité spécial pour la préservation historique. Random House, 1<sup>ère</sup> édition. New York, Random House.
- Ratiu, D.E. 2013. Creative cities and/or sustainable cities: Discourses and practices, *City, Culture and Society*, Vol. 4, No. 3, pp. 125-135.
- Reid, D. 1995. *Sustainable Development - An Introductory Guide*. Londres, Earthscan.
- Riegl, A. 1903. *Der moderne Denkmalkultus. Sein Wesen und seine Entstehung* [Le culte moderne des monuments : caractère et origine]. Vienna, W. Braumüller.
- Rodwell, D. 2007. *Conservation and Sustainability in Historic Cities*. Oxford, Blackwell Publishing, p. 189.
- Rojas, E. 1999. *Old Cities New Assets: Preserving Latin America's Urban Heritage*. Washington, DC, Banque interaméricaine de développement, Johns Hopkins University Press.
- Rojas, E. 2012. Governance in Historic City Core Regeneration Projects. G. Licciardi et R. Amirtahmasebi (eds), *The Economics of Uniqueness: Investing in Historic Cores and Cultural Heritage Assets for Sustainable Development*. Washington, Banque mondiale. pp. 143-181.
- Rojas, E. 2016. The Sustainable Conservation of Urban Heritage: A Concern of All Social Actors. S. Labadi et W. Logan (eds), *Urban Heritage, Development and Sustainability: International Frameworks, National and Local Governance*. Oxon, UK, Routledge. pp. 236-255.
- Rossi, A. 1966. *L'architettura della città* [L'architecture de la ville]. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press (en italien).
- Sassen, S. 2006. *Cities in a World Economy*. Thousand Oaks, California, Pine Forge Press, pp. 198.
- Scholl, H. J., Barzilai-Nahon, K., Ahn, J.-H., Olga, P. et Barbara, R. 2009. E-commerce and e-government: How do they compare? What can they learn from each other? *Proceedings of the 42nd Hawaiian International Conference on System Sciences (HICSS 2009)*, Koloa, Hawaii.
- Scott, A. 2006. Creative cities: Conceptual issues and policy questions, *Journal of Urban Affairs*, Vol. 28, Issue 1, pp. 1-17.
- Sen. A. 2000. *Culture and development*. Document présenté lors de la deuxième Conférence annuelle sur le développement mondial « Au-delà de l'économie : approche multidisciplinaire du développement », 13 décembre 2000, Tokyo, Japon.
- Sen, A. 2006. *Identity and Violence - the Illusion of Destiny*. 1<sup>ère</sup> éd. New York, W.W.Norton.
- Setala, H. (n.d.). *Green city - what does it actually mean? Current Trends in Environmental Research*. Colloque du Centre pour l'environnement de l'Université d'Helsinki <http://www.helsinki.fi/henvi/yvv/esitykset/setala.pdf>
- Seto, K.C., Dhakal, S., Bigio, A., Blanco, H., Delgado, G. C., Dewar, D., Huang, L., Inaba, A., Kansal, A., Lwasa, S., McMahon, J. E., Muller, D. B., Murakami, J., Nagendra, H. et Ramaswami, A. 2014. Human Settlements, Infrastructure and Spatial Planning. Edenhofer, O., R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, I. Baum, S.
- Shaheed, F. 2011. *Rapport de l'Experte indépendante dans le domaine des droits culturels*, 21 mars 2011, A/HRC/17/38.
- Shaheed, F. 2012. *Rapport de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels*. 10 août 2012, A/67/287. Conseil des droits de l'homme.
- Shaheed, F. 2014. *Reflections on Culture, Sustainable Development and Cultural Rights*. Discours lors de la cérémonie CGLU – Mexico – Culture21', Mexico, novembre 2014. [http://www.agenda21culture.net/images/a21c/awards/winners/art\\_F52\\_ENG.pdf](http://www.agenda21culture.net/images/a21c/awards/winners/art_F52_ENG.pdf)
- Smidt-Jensen, S. 2007. The roles of culture and creativity within urban development strategies. Outlining a theoretical framework for analysing Scandinavian cities. *CSB Working Paper*, No. 8. Copenhagen, Centre des recherches urbaines stratégiques/Université de Copenhague.

- Soini K. et Birkeland, I. 2014. Exploring the scientific discourse on cultural sustainability. *Geoforum*, No. 51, pp. 213–223.
- Speck, J. 2012. *Walkable City: How Downtown Can Save America, One Step at a Time*. New York, North Point Press.
- Sperling, D. et Gordon, D. 2010. *Two Billion Cars Driving Towards Sustainability*, Oxford, Oxford University Press.
- Sporn, A.W. 1984. *The Granite Garden: Urban Nature and Urban Design*. New York, Basic Books.
- Stanley-Price, N. (ed.). 2005. Cultural Heritage in Postwar Recovery. *ICCROM Conservation Studies*, No. 6. Rome, ICCROM.
- Statistique Canada. 2013. *Immigration et diversité ethnoculturelle au Canada, Enquête nationale auprès des ménages 2011*. Ottawa, Statistique Canada.
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi J.-P. 2009. *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Paris. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2550927/stiglitz-rapport-francais.pdf>
- Sustainable Development Solutions Network. 2013. *The Urban Opportunity: Enabling Transformative and Sustainable Development*. Document d'information pour la table ronde de haut niveau sur le programme de développement pour l'après-2015. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2579Final-052013-SDSN-TG09-The-Urban-Opportunity.pdf>
- Tacoli, C. 2006 (ed.). *The Earthscan Reader in Rural-Urban linkages*, Londres, Earthscan.
- Taguieff, P.-A. 1987. *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*. Paris, Editions la Découverte.
- Teitz, M.B. 2012. Regional Development Planning. B. Sanyal, L.J. Vale et C.D. Rosan (eds), *Planning Ideas that Matter*. Cambridge (Massachusetts, États-Unis), MIT Press, pp. 147.
- Teutonico, M.T. et Matero, F. (2003) *Managing Change: Sustainable Approaches to the Conservation of the Built Environment*, Los Angeles, Getty Trust Publications.
- Throsby, D. 2012. Heritage Economics: A Conceptual Approach. G. Licciardi et R. Amirtahmasebi (eds), *The Economics of Uniqueness: Investing in Historic Cores and Cultural Heritage Assets for Sustainable Development*. Washington, Banque mondiale. pp. 45-73.
- Throsby, D. 2015. Culture et développement durable. *Repenser les politiques culturelles*. Paris, UNESCO.
- Tiesdell, S., Oc, T. et Heath, T. 1996. *Revitalizing Historic Urban Quarters*. Oxford, Architectural Press, p. 209.
- Tishkov, V.A. et Stepanov, V.V. 2014. The Ethno-political Situation in Russia and Neighbouring States in 2013. *EAWARN Annual Report*. Moscou, IEA RAN.
- Tribillon, J.F. 2009. *L'urbanisme*. 3rd ed. Paris, La découverte, Repères, p. 60.
- Trivelli, P. et Nishimura, Y. 2011. Valparaiso. E.Rojas et F. Lanzafame (eds), *City Development: Experiences in the Preservation of Ten World Heritage Sites*. Washington, Banque interaméricaine de développement, pp. 134-180.
- Trzyna T.(ed). 2014. Urban Protected Areas: Profiles and best practice guidelines. *Best Practice Protected Area Guidelines Series*, No. 22. Gland, Suisse, IUCN.
- Turcotte, M. 2008. L'opposition ville/banlieue : comment la mesurer ? *Tendances sociales canadiennes*, N° 85. Ottawa, Statistique Canada.
- IUCN et ICOMOS. 2015. *Connecting Practice Report*. Rapport final. [http://openarchive.icomos.org/1561/1/Connecting\\_Practice\\_Report\\_IUCN\\_ICOMOS%23.pdf](http://openarchive.icomos.org/1561/1/Connecting_Practice_Report_IUCN_ICOMOS%23.pdf)
- IUCN, PNUE et WWF. 1980. *The World Conservation Strategy*. <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/WCs-004.pdf>
- UNESCO, 1972. Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 1980. Recommandation relative à la condition de l'artiste. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 1996. Note présentée par le Directeur général de l'UNESCO à la Conférence Habitat II. <http://www.unesco.org/most/humaniser.pdf>
- UNESCO. 1998. *Rapport mondial sur la culture : Culture, créativité et marchés*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2001. Déclaration universelle sur la diversité culturelle. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 2003. Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 2004. *Programme et budget approuvés*. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 2005. Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Paris, UNESCO.
- UNESCO, 2007. Décisions adoptées à la 31<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial, Christchurch, 2007, WHC-07/31.COM/24.
- UNESCO. 2009a. *Cadre de l'UNESCO pour les statistiques culturelles*. Montréal, UNESCO-UIS.
- UNESCO. 2009b. *Recommandation de Zanzibar sur l'application du concept de paysage urbain historique au contexte africain*. Paris, UNESCO. <http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-666-1.pdf>
- UNESCO. 2011. UNESCO Recommandation concernant le paysage urbain historique. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2012. *Culture : moteur et catalyseur de développement durable*. Équipe spéciale du système des Nations Unies sur l'agenda de développement post-2015. <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/images/culturemoteurcatalyseur.pdf>
- UNESCO. 2013a. La culture : un vecteur et un catalyseur de cohésion sociale. Note d'information pour le congrès international de Hangzhou «La culture : clé du développement durable», 15-17 mai 2013, Hangzhou, République populaire de Chine.
- UNESCO. 2013b. Actes du congrès international de Hangzhou «La culture : clé du développement durable», 15-17 mai 2013, Hangzhou, République populaire de Chine. <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/culture-and-development/hangzhou-congress/>
- UNESCO. 2013c. *Déclaration de Hangzhou. Mettre la culture au cœur des politiques de développement durable*.
- UNESCO. 2014a. *Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement : Manuel méthodologique*. Paris, UNESCO. [http://en.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/cdis\\_methodology\\_manual\\_0.pdf](http://en.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/cdis_methodology_manual_0.pdf)
- UNESCO, 2014b. *Égalité des Genres : patrimoine et créativité*. Paris, UNESCO. Disponible sur: <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002303/230304f.pdf>
- UNESCO. 2015a. *La culture : la clé d'une transition réussie vers les objectifs de développement durable*. Communiqué de presse, 10.07.2015. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2015b. *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2015c. *Politique pour l'intégration d'une perspective de développement durable dans les processus de la Convention du patrimoine mondial*.
- UNESCO. 2015d. *Conclusions de Hangzhou*. Adoptées lors de la Conférence Internationale sur « La culture pour des villes durables », Hangzhou, République populaire de Chine, décembre 2015.

UNESCO, 2015e. Stratégie pour le renforcement de l'action de l'UNESCO en matière de protection du patrimoine culturel et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé, 38C/49. Paris, UNESCO.

UNESCO, 2016. *Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*. Paris, UNESCO.

UNICEF et ODI. 2009. *Pauvreté des enfants: un rôle pour les transferts monétaires*. Londres et Dakar, ODI et UNICEF.

UNISDR. 2005. *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*. Extrait du Rapport de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, A/CONF.206/6.

UNISDR. 2012. *Rendre les villes plus résilientes : Manuel à l'usage des dirigeants des gouvernements locaux*. Genève, UNISDR.

UNU-GCM. 2014. *Building City Identities in Contexts of Diversity*. Note de politique pour le Forum des maires sur la mobilité, la migration et le développement, Barcelone, Espagne, 19-20 juin 2014.

Verdini, G. et Ceccarelli, P. 2015. Small Settlements. Enhancing rural-urban linkages through culture. Document présenté à la Conférence Internationale sur « La culture pour des villes durables », Hangzhou, République populaire de Chine, 10-12 décembre 2015.

Vertovec, S. 2007. Super-diversity and its implications. *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 30, No. 6.

Vertovec, S. (ed.). 2015. *Diversities Old and New: Migration and Socio-spatial Patterns in New York, Singapore and Johannesburg*. Londres, Palgrave.

Ville de Sydney. 2010. *Chinatown Public Domain Plan*. Ville de Sydney [http://www.cityofsydney.nsw.gov.au/\\_\\_data/assets/pdf\\_file/0008/142775/Final-Chinatown-Public-Domain-Plan\\_sml.pdf](http://www.cityofsydney.nsw.gov.au/__data/assets/pdf_file/0008/142775/Final-Chinatown-Public-Domain-Plan_sml.pdf)

Walker, B.H. 1992. Biodiversity and Ecological Redundancy. *Conservation Biology*, Vol. 6 No. 1, pp. 18-23.

Weiss, L.M. 2014. Informal settlements and urban heritage landscapes in South Africa. *Journal of Social Archaeology*, Vol. 14, No. 1, pp. 3-25.

Wessel, T. 2009. Does diversity in urban space enhance intergroup contact and tolerance? *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, Vol.91, No.1, pp. 5-17.

Williams, H. Historic Cities: The Sense of Place, Sacred and Secular. I, Serageldin, E. Shluger, J. Martin-Brown (eds), *Historic Cities and Sacred Sites: Cultural Roots for Urban Futures*. Washington, Banque mondiale, pp. 401-402.

Wood, P. 2012. Challenges of Governance in Multi-ethnic Cities. H.K. Anheier et Y.R. Isar (eds), *Cities, Cultural Policy and Governance. The Cultures and Globalization Series*, 5. Londres, SAGE Publications.

Wood, P. et Landry, C. 2007. *The Intercultural City. Planning for Diversity Advantage*. Londres, Routledge.

Zancheti, M.S. et Gabriel, J. 2011. Salvador de Bahia. E. Rojas et F. Lanzafame (eds), *City Development: Experiences in the Preservation of Ten World Heritage Sites*. Washington, Banque interaméricaine de développement, pp. 87-132.

Zappino, V. 2011. Edinburgh. E.Rojas et F. Lanzafame (eds), *City Development: Experiences in the Preservation of Ten World Heritage Sites*. Washington, Banque interaméricaine de développement, pp. 183-21.

Zukin, S. 2010. *The Naked City: The Death and Life of Authentic Urban Places*. Oxford, Oxford University Press, p. 31.





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Maillon fondamental des sociétés, la culture doit irriguer les politiques et stratégies du développement durable. Pourtant, malgré son importance vitale, le rôle de la culture dans l'expansion des villes est demeuré relativement peu étudié jusqu'à nos jours. « Comment la culture a-t-elle influencé le développement urbain à travers le monde ? » « Comment pourrait-elle contribuer, de façon déterminante, à construire l'avenir de nos villes ? »

Ces questions sont au cœur de ce rapport, qui explore, pour la première fois à cette échelle, le rôle de la culture pour le développement urbain durable. Il se présente comme un document d'orientation des politiques, destiné à soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Nouveau Programme pour les villes.

Le rapport analyse la contribution de la culture à la durabilité des villes en associant une approche historique et prospective, sous deux angles principaux : une étude mondiale mise en œuvre avec neuf partenaires régionaux et une série de perspectives thématiques. Il dresse un état des lieux des tendances, menaces et opportunités dans différents contextes régionaux et présente un tableau général des questions liées à la conservation, la sauvegarde et la gestion du patrimoine, ainsi qu'à la promotion des industries culturelles et créatives en tant que ressources pour le développement urbain durable. Le rapport inclut également un ensemble de cartes et une section dédiée aux réseaux stratégiques de l'UNESCO, qui reflète les différents champs de compétences de l'UNESCO.

Sur la base des résultats de l'étude mondiale et des réflexions thématiques, le rapport propose enfin de nouvelles recommandations et lignes directrices, ancrées dans une vision culturelle, pour contribuer à faire émerger des villes sûres, inclusives, résilientes et durables.

